

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA CONTESTATION DU RÉGIME AGRICOLE QUÉBÉCOIS PAR LE SYNDICALISME
« CITOYEN » DE L'UNION PAYSANNE

VOLUME I

THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN SOCIOLOGIE

PAR
MARCO SILVESTRO

JUIN 2009

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de cette thèse se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

À Melissa, Renée et Alfredo pour leur soutien indéfectible. À Jean-François Lepage, Dominique Masson, Benjamin Bélair, Bjerk Ellefsen, Victor Armony, Jean-Marc Fontan et Marie-Jeanne pour leurs conseils, leur écoute, leurs idées. Remerciement particulier à Anna Kruzynski qui m'a accompagné et soutenu sans réserve dans l'écriture de cette thèse. Celle-ci n'aurait pas été possible sans le soutien financier et infrastructurel du Fonds Québécois de recherche sur la société et la culture, du département de sociologie de l'UQÀM, du Centre de recherche sur les innovations sociales et de la Canadian-Italian Businessmen and Professionals Association-Montreal.

Pour Jalène



Tiré de *Le Concombre masqué – La dimension Poznaze*, par Mandryka, Dupuis éditeur, 1991.

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS	II
LISTE DES FIGURES	VII
LISTE DES TABLEAUX	IX
LISTE DES ILLUSTRATIONS	X
LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	XI
RÉSUMÉ	XIV
SUMMARY	XV
PROLOGUE	XVI
INTRODUCTION GÉNÉRALE	19
Le problème	19
Approche théorique et questions de recherche	24
Ma position comme chercheur et militant	28
Division de la thèse	29
CHAPITRE 1. L'ÉTUDE DE L'ASSOCIATIONNISME AGRICOLE AU QUÉBEC	32
L'étude de l'agriculture et de la ruralité au Québec	33
La force du mythe	40
Le syndicalisme agricole, catégorie résiduelle	43
L'histoire du syndicalisme agricole au Québec : un chantier déjà très balisé ?	48
Un chantier ouvert, certes, mais déjà balisé	49
S'affranchir des balises et prendre le champ	53
L'Institutionnalisation de la question agraire et la fermeture du régime agricole	64
Les acteurs du régime québécois	66
Caractéristiques de l'UPA	72

La question agroalimentaire : un défi aux régimes agricoles-----	81
Conclusion : la question agroalimentaire au Québec -----	91
CHAPITRE 2. LA POLITIQUE CONTESTATAIRE ET L'ENGAGEMENT POLITIQUE DANS LES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES ACTUELLES -----	96
Introduction. De l'analyse institutionnelle à la sociologie de l'action-----	96
Positionnement méthodologique-----	99
Les enjeux de l'étude de la politique contestataire -----	101
Modèle d'analyse. Lier aspects structuraux et culturels de l'action collective---	108
Description des outils analytiques du modèle-----	114
La mobilisation des ressources et la structure des opportunités -----	114
Les cadres d'action collective et les processus de cadrage-----	118
Identités collectives, valeurs et subjectivité -----	124
Engagement politique, identités personnelles et trajectoires de vie-----	129
Méthodologique de l'enquête et caractéristiques des données -----	133
Délimitation et justification du cas -----	136
Description des données -----	139
CHAPITRE 3. L'AGRICULTURE, MAILLON FAIBLE DE LA CHAÎNE -----	143
Évolution des systèmes alimentaires vers l'agrobusiness-----	143
Révolution verte, agrobusiness et néocolonialisme -----	148
La modernisation de l'agriculture au Québec -----	152
La mise en marché collective-----	156
Les maillons de la chaîne agroalimentaire-----	160
L'intégration verticale-----	163
L'installation de l'agenda néolibéral -----	166
Le secteur stratégique des semences et l'apparition des biotechs -----	169
La situation actuelle au Québec -----	176
La filière de production porcine-----	183
Le terroir vendu en vrac-----	187
La crise du revenu des agriculteurs-----	192
Conclusion : l'industrialisation de l'agriculture -----	202
CHAPITRE 4. « CONTRE LA MAFIA DE L'UPA ». LA NAISSANCE DE L'UNION PAYSANNE.-----	208

Ruades préliminaires et fissures apparentes -----	210
Le Mouvement pour l'agriculture biologique-----	212
L'Affaire Lapalme et le Regroupement des producteurs agricoles du Québec-----	216
Des comités de citoyens à l'Union paysanne -----	225
L'Union des citoyens du monde rural-----	226
La coalition Sauver les campagnes-----	229
La fondation de l'Union paysanne -----	248
Le congrès de fondation et la première mouture de l'Union paysanne-----	255
La Déclaration de principe : les bases de la société paysanne moderne-----	263
Premières stratégies, premières résonances.-----	268
Synthèse. La formation d'un acteur collectif transgressif -----	277
Discussion. L'innovation du syndicalisme citoyen -----	281
 CHAPITRE 5. « POUR UNE AGRICULTURE À DIMENSION HUMAINE ».	
LES CAMPAGNES DE L'UNION PAYSANNE. -----	287
Introduction -----	287
Une campagne citoyenne. La lutte à l'expansion de l'industrie porcine -----	290
L'élargissement de la lutte-----	291
Le point tournant : l'atteinte d'une masse critique-----	305
Première victoire significative : « enfin un moratoire »-----	312
La Commission sur l'avenir et le développement durable de l'industrie porcine--	317
Épilogue. Le retour de la contestation-----	321
Une campagne agricole. « Opération Liberté d'association » -----	326
De comité de production paysan à union sectorielle-----	329
Liberté d'association ou pluralisme syndical?-----	331
Opération Liberté d'association-----	334
Une campagne ambiguë. La Guerre du sirop d'érable -----	337
L'Union paysanne s'en mêle-----	342
« Ça bouille dans le sirop d'érable »-----	351
L'étau se resserre-----	357
Une campagne sociétale. Pour des états généraux de l'agriculture -----	366
Diffuser l'idée des états généraux de l'agriculture-----	367
Une stratégie de coalition-----	370
Conclusion -----	381
Du syndicalisme de mouvement social au groupe d'intérêt-----	386

CHAPITRE 6. ORGANISATION INTERNE, ENGAGEMENT POLITIQUE ET IDENTITÉ COLLECTIVE -----	388
Les problèmes organisationnels de l'Union paysanne -----	388
Organisation, mobilisation, démocratie interne-----	391
De comité de citoyens à section régionale : un difficile arrimage-----	395
Les unions sectorielles, miroir du syndicalisme agricole professionnel? -----	402
La difficile cohésion des membres-----	411
Les agriculteurs, agricultrices, paysanNEs -----	414
Les citoyenNEs, urbainEs et ruraux -----	426
Conclusion. Négociation identitaire, un rendez-vous manqué-----	432
La distribution du pouvoir à l'interne -----	434
Conclusion du chapitre -----	440
CONCLUSION GÉNÉRALE -----	443
Rappel des questionnements et du cadre d'analyse -----	443
Synthèse de l'histoire de l'Union paysanne -----	445
Conclusions analytiques-----	450
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES -----	454
APPENDICES -----	488
Appendice A. Indicateurs de l'évolution agricole au Québec, 1871-2006 -----	489
Appendice B. Évolution de certaines dépenses par ferme, 1975-2004 -----	491
Appendice C. Guide d'entretien pour les membres de l'Union paysanne-----	493
Appendice D. Portrait de la structure de certaines filières agroalimentaires-----	495
NOTES BIBLIOGRAPHIQUES -----	508

LISTE DES FIGURES

Figure 1. Les quatre groupes d'acteurs du régime agricole, Québec.....	70
Figure 2. Organigramme de l'UPA.....	73
Figure 3. Structure de l'UPA et des acteurs du régime agraire, Québec.....	74
Figure 4. Organigramme de l'administration de l'UPA.....	76
Figure 5. Quatre conceptions de structure et de culture dans l'étude des mouvements sociaux	109
Figure 6. Schématisation de la formation et de la diffusion des cadres d'action collective .	123
Figure 7. Le système agricole et agroalimentaire du Canada	163
Figure 8. Les dix plus importantes compagnies semencières mondiales, selon leur revenu de 2006	175
Figure 9. Usines de transformation alimentaire et valeur des expéditions, Canada, 1988-1997	177
Figure 10. Revenu agricole brut et revenu net par ferme, ajusté sur l'inflation, Canada, 1947- 2005	193
Figure 11. Prix au détail et prix payés à la ferme pour quatre produits agricoles clés, Canada, 1974-2002	196
Figure 12. Dépenses d'exploitation de la ferme, Canada, 2005.....	198
Figure 13. Revenu agricole brut, revenu agricole net et adoption de technologie, avec une emphasis sur les changements dans les relations de revenus, Canada, 1947-2002.....	199
Figure 14. Revenu net moyen, brut moyen et dette moyenne en dollars constants de 2005, moyenne mobile sur trois période, en indice (100=1995), Québec, 1975-2003	200
Figure 15. Nombre et taille des fermes de recensement, Canada, 1981-1996	201
Figure 16. Organigramme de l'Union paysanne à sa fondation.....	261

Figure 17. Quatre types de syndicats en fonction des dimensions d'ouverture et de radicalisme	284
Figure 18. Chronologie de l'Union paysanne, 2001-2006. Campagnes politiques et évolution des adhérentEs	385
Figure 19. Organigramme de l'Union paysanne, 2004-2008.....	393
Figure 20. Magasins d'alimentation* et leurs chiffres d'affaires, Canada, 1989-1999	496

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Caractéristiques générales des personnes interrogées	142
Tableau 2. Ratio de concentration (RC) de la chaîne agroalimentaire, Québec, chiffres de 2001 à 2006.....	180
Tableau 3. Ratio de concentration (RC) de la chaîne agroalimentaire, Québec, chiffres de 2001 à 2006.....	181
Tableau 4. Répartition des entreprises et du troupeau porcin, Québec, 1986 et 2001	186
Tableau 5. Revenus et dépenses des fermes québécoises, 2002-2005	194
Tableau 6. Nombre et taille des fermes, Québec, 1971-2001	201
Tableau 7. Évolution des adhésions à l'Union acéricole paysanne, 2002-2005	344
Tableau 8. AdhérentEs à l'Union paysanne, 2001-2008.....	387
Tableau 9. AdhérentEs à l'Union paysanne, 2002-2004, par région et catégorie de membre	413
Tableau 10. Évolution de certaines dépenses par ferme, en dollars constants de 2005, 1975-2004	491
Tableau 11. Principales Chaînes de distribution alimentaire au Québec, 2006	495
Tableau 12. Revenus et rentabilité des producteurs agrochimiques au Canada, 2004.....	505

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Illustration 1. Cahier du participant, Congrès de fondation de l'Union paysanne.....	256
Illustration 2. Première Déclaration de principe de l'Union paysanne.....	266
Illustration 3. Logos de la campagne d'accréditation de l'Union paysanne, 2003	336
Illustration 4. Collages apparaissant dans une lettre-type envoyée à la ministre de l'Agriculture par les membres de l'Union acéricole paysanne et de l'Union paysanne, janvier 2004	349
Illustration 5. Expulsion du président de la FPAQ par l'Union acéricole paysanne, Saint-George-de-Beauce, février 2004.....	353
Illustration 6. MM. Deschênes et O'Farrell après l'expulsion des commissaires de la RMAAQ, Québec, août 2004.	359

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

AAC	Agriculture et Agroalimentaire Canada
ABQ	Association de biodynamie du Québec
ACIA	Agence canadienne d'inspection des aliments
Aféas	Association féminine d'éducation et d'action sociale
ALE	Accord de libre-échange Canada-Etats-Unis (1989)
ALÉNA	Accord de libre-échange nord-américain (1994)
ASC	Agriculture soutenue par la communauté
AQINAC	Association québécoise des industries de nutrition animale et céréalière
BAEQ	Bureau d'aménagement de l'Est du Québec
BAPE	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
CAAQ	Conseil des appellations agroalimentaires du Québec (devient Conseil des appellations réservées et des termes valorisants en 2006 (CARTV))
CCSE	Coalition citoyenne santé et environnement (2002-...)
CCB	Commission canadienne du blé
CPTAQ	Commission de protection du territoire agricole du Québec
Coco	Comité de coordination de l'Union paysanne
CRAAQ	Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec
CSN	Confédération des syndicats nationaux
FABQ	Fédération de l'agriculture biologique du Québec (1989-...), affiliée UPA
FADQ	Financière agricole du Québec
FAO	Food and Agriculture Organization of the United Nations

FCA	Fédération canadienne de l'agriculture
FMI	Fonds monétaire international
FMQ	Fédération des municipalités du Québec
FPAQ	Fédération des producteurs acéricoles du Québec, affiliée UPA
FPPQ	Fédération des producteurs de porcs du Québec, affiliée UPA
FTQ	Fédération des travailleuses et des travailleurs du Québec
G8	Groupe des huit pays les plus industrialisés
GM	Génétiquement modifié
GO5	Groupe des productions sous gestion de l'offre
IFAP	International Federation of Agricultural Producers (1946-...)
LPTAA	Loi de protection du territoire et des activités agricoles
MAB	Mouvement pour l'agriculture biologique (1974-1989)
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec
MEFQ	Ministère de l'Environnement et de la Faune du Québec
MDDEPQ	Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec
MRC	Municipalité régionale de comté
OFA	Ontario Federation of Agriculture
OGM	Organisme génétiquement modifié
OMC	Organisation mondiale du commerce
ONU	Organisations des nations unies
PAEF	Plan agroenvironnemental de fertilisation
PIB	Produit intérieur brut
PLC	Parti libéral du Canada
PLQ	Parti libéral du Québec
PME	Petite et moyenne entreprises

PQ	Parti québécois
QFA	Quebec Farmers' Association (1954-...), affiliée UPA depuis 2001
RADHG	Regroupement acéricole de Haute-Gaspésie (2004-...)
REA	Règlement sur les exploitations agricoles
RESPIRES	Regroupement solidaire pour un milieu rural en santé (1996-2003)
RMAAQ	Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
RPA	Regroupement des producteurs agricoles (1993-2000)
RQcOGM	Réseau québécois contre les OGM
RRPOA	Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole
SABQ	Syndicat des acériculteurs biologiques, affilié FABQ (2001-...)
SGF	Société générale de financement du Québec
SPGBQ	Syndicat des producteurs de grains biologiques, affilié FABQ (2001-...)
SPLBQ	Syndicat des producteurs de lait biologique, affilié FABQ (2001-...)
SPVBQ	Syndicat des producteurs de viandes biologiques, affilié FABQ (2001-...)
SRQ	Solidarité rurale du Québec (1991-...)
UCC	Union catholique des cultivateurs (1924-1972), devient UPA
UCF	Union catholique des fermières
UCFR	Union catholique des femmes rurales
UCMR	Union des citoyens du monde rural (1996-1999)
UEPAQ	Union d'entraide des producteurs agricoles du Québec (1983-1993), devient RPA.
UMQ	Union des municipalités du Québec
UPA	Union des producteurs agricoles (1972-...)
UQCN	Union québécoise de conservation de la nature, devient Nature-Québec.
ZLÉA	Zone de libre-échange des Amériques

RÉSUMÉ

LA CONTESTATION DU RÉGIME AGRICOLE QUÉBÉCOIS PAR LE SYNDICALISME
« CITOYEN » DE L'UNION PAYSANNE

Cette thèse de sociologie porte sur le syndicalisme agricole québécois. À partir de l'exemple de l'Union paysanne, un syndicat contestataire qui fait appel à un cadre d'action collective « altermondialiste », elle montre comment s'organise la contestation du régime agroalimentaire québécois. L'Union paysanne a mis de l'avant un « syndicalisme agricole citoyen » rassemblant plusieurs catégories sociales de personnes pour lutter contre le régime agroalimentaire restrictif. Cette recherche s'inscrit dans la sociologie de l'action collective, des mouvements sociaux et de la politique contestataire. L'auteur développe un modèle d'analyse liant les aspects structuraux (le cadre institutionnel, la structure des opportunités politiques) et les aspects culturels de l'action collective (discours politique, identités collectives, engagement des personnes) afin de comprendre la co-évolution entre les institutions et les mouvements sociaux, l'interdépendance entre les déterminants structurels et les possibilités endogènes d'action collective.

La seconde partie offre une étude de cas de l'Union paysanne entre 2001 et 2007. Elle commence par détailler la structure de la relation sociale dans l'agroalimentaire, montrant que les agriculteurs et les agricultrices sont le maillon dominé de la chaîne et qu'ils et elles vivent une crise généralisée. L'agriculture québécoise est qualifiée comme engagée sur la voie de l'industrialisation et de la mondialisation et que dans ce processus elle est largement déterminée par des intérêts qui lui sont étrangers. La thèse montre ensuite comment la contestation émerge, à partir des luttes pour l'agriculture biologique des années 1970 jusqu'aux luttes « citoyennes » contre l'expansion de l'industrie porcine des années 1990-2000, en passant par la contestation du syndicat agricole majoritaire par des membres mécontents dans les années 1980-1990. Ces luttes rurales et agraires constituent le terreau à partir duquel l'Union paysanne entend fédérer les mécontentes et les mécontents autour de l'appel à « une agriculture à dimension humaine ».

La thèse démontre que le syndicat cherche à faire tomber les barrières du régime agroalimentaire en innovant, c'est-à-dire en acceptant dans ses rangs les agriculteurs, les agricultrices, mais aussi toute autre personne qui entend défendre le caractère multifonctionnel et local de l'agriculture, ce qui rompt avec le syndicalisme professionnel. Sont ensuite décrites quatre campagnes politiques du syndicat qui montrent sur quel registre et à l'aide de quelles ressources il agit. Au départ une logique de syndicalisme de mouvement social l'animait, mais il a évolué vers un syndicalisme professionnel pour enfin devenir un groupe de pression professionnalisé. L'analyse de la cohabitation des diverses identités (agriculteur, paysan, consommateur, « citoyen », etc.) montre que cette diversité a accentué les problèmes internes de l'organisation, provoquant à terme la démobilisation de ses membres. La thèse conclut que l'action collective innovante de l'Union paysanne révèle des tensions dans la mobilisation sociale « altermondialiste » et pose des défis relatifs à l'ancrage territorial, à la discussion interidentitaire et quant à l'engagement des personnes.

Mots-clés : Sociologie des mouvements sociaux, sociologie rurale, syndicalisme agricole, Québec, mondialisation, altermondialisme.

SUMMARY

PROTESTING THE AGRICULTURAL REGIME IN QUEBEC: THE "CITIZENS" UNIONISM OF
UNION PAYSANNE

This thesis, in the field of Sociology, is about farmers' unionism in Quebec. Using the example of *l'Union Paysanne*, a confrontational union working within the « alter-globalisation » collective action frame, it shows how the struggle against the agribusiness regime in Quebec is organised. *L'Union Paysanne* put forward a "citizens' farmers' unionism" bringing together a number of different social categories of people to fight against the restrictive agribusiness regime. This research project follows in the sociological tradition of collective action, social movements and protest politics. The author develops an analytical model that links up the structural (institutional frame, structure of political opportunities) and cultural (political discourse, collective identities, involvement of people) aspects of collective action in an effort to better understand how institutions and social movements evolve in relation to one another, the interdependence of structural determinants and the endogenous possibilities of collective action.

The second part is a case-study of *l'Union Paysanne* from 2001 to 2007. It begins with a detailing of the structure of social relations within the food industry, showing that farmers are the dominated link within the chain and that they are living a widespread crisis. Farming in Quebec is qualified as well on the road to industrialisation and globalisation and that within this process it is largely controlled by outside interests. The thesis goes on to show how protest emerged out of struggles for organic agriculture in the 1970s, the confrontation by disgruntled members of the main farmers' union in the 1980-1990s, and "citizens'" struggles against the expansion of the pork industry in 1990-2000. These rural and agrarian struggles constitute the hotbed of organizing from which *l'Union Paysanne*, hopes to federate the disgruntled around a call for small-scale more humane farming.

The thesis shows how the union attempts to take down the barriers of the food industry regime by innovating; that is, by accepting within its ranks not only farmers, but also anybody who is ready to defend the multifunctional and local side of farming, a positioning that breaks with professional unionism. This is followed by the description of four of the union's political campaigns that shows on what register and with what resources it functions. At the start, the union's logic was one of social movement unionism, but it later evolved towards a more professionalised unionism, and ended up resembling a professional pressure group. An analysis of the cohabitation of various identities (farmer, peasant, consumer, "citizen", etc.) shows how this diversity accentuated internal problems within the organisation and ended up provoking the demobilisation of its members. The conclusion states that the innovative collective action of *l'Union Paysanne* reveals tensions within "alter-globalisation" social mobilisation and presents challenges related to territorial anchorage, to the discussion on inter-identities and with respect to involvement of people.

Keywords: Sociology of Social Movements, Rural Sociology, Farmers' Unionism, Quebec, Globalization, Alter-Globalization.

PROLOGUE

Les bœufs sont lents, mais la terre est patiente.

- Vieux proverbe agraire.

Début mai 1972, 1200 délégués syndicaux de l'Union catholique des cultivateurs (UCC) sont réunis en congrès général spécial. Il y a de l'enthousiasme dans l'air. Les délégués, attendant l'ouverture du congrès, discutent de la nouvelle loi qui sera bientôt sanctionnée par l'Assemblée nationale. Certains sont déçus de n'avoir pas réussi, en commission parlementaire, à faire passer certaines revendications. D'autres commencent déjà à planifier le travail qu'il faudra accomplir auprès des membres à l'automne, après les récoltes, en vue du référendum sur l'accréditation syndicale unique. Ils sont réunis aujourd'hui pour prendre une décision symbolique qui marque la victoire de l'agriculture moderne sur la vision de certaines élites cléricales. En ce mois de mai 1972, l'Union catholique des cultivateurs, née en 1924 sous la houlette du clergé, changera officiellement de nom. Les cultivateurs catholiques s'effaceront devant les nouveaux producteurs agricoles, marquant ainsi la fin de l'époque où quiconque cultivant quelque chose pouvait se targuer d'être agriculteur et vendre sa production. Dorénavant la production agricole sera encadrée, régie, définie, quantifiée, contrôlée. L'agriculture sera marchande et sera l'œuvre de spécialistes. En ce jour s'achève ainsi le processus de laïcisation du syndicat qui a vu les agriculteurs modernistes prendre le pouvoir. Ce matin, sous la présidence de leur dirigeant Albert Allain, les délégués des syndicats locaux de l'UCC adoptent facilement le changement de nom. L'Union des producteurs agricoles (UPA) est née.

Quelques semaines plus tard, l'Assemblée nationale du Québec entérine la loi d'encadrement de la toute nouvelle profession agricole. La *Loi des producteurs agricoles* est le résultat de plusieurs années d'intense lobbying des dirigeants de l'UCC. Depuis son

congrès général de 1960, l'organisation a officiellement le mandat de travailler à faire reconnaître la profession d'agriculteur, à mettre des barrières à l'entrée et à faire reconnaître le syndicalisme agricole « à tous les niveaux » en lui donnant les pouvoirs : « a) de procéder à l'enregistrement des cultivateurs; b) d'émettre des licences ou des permis de production; c) de percevoir les cotisations syndicales à la source » (Kesteman *et al.*, 2004 : 326). Pour y arriver, ils ont proposé plusieurs versions d'une loi définissant la production agricole et demandant l'accréditation d'un unique syndicat agricole. Cette dernière revendication est une transposition dans l'agriculture de la dite « formule Rand » utilisée dans la filière industrielle. De par cette « formule », un syndicat qui devient majoritaire dans une unité de production obtient le droit de percevoir les cotisations syndicales de tous les employés à même leur chèque de paye.

L'UCC a eu l'intelligence stratégique d'importer cette disposition dans le secteur agricole, dans le but de sécuriser sa situation financière et de pouvoir se concentrer sur d'autres questions que la mobilisation à l'adhésion syndicale. Depuis toujours l'adhésion syndicale est volontaire; le nombre de membres de l'UCC a toujours fortement oscillé et la tendance était à la baisse depuis la fin des années 1960. La nouvelle loi assure qu'il n'y aura qu'une seule organisation syndicale habilitée à représenter les producteurs agricoles. Cette organisation sera choisie par référendum parmi tous les agriculteurs du Québec. Un minimum de 60% d'entre eux devra se prononcer et au moins les deux tiers de ceux-là devront donner leur vote à l'organisation pour que soit décrété le monopole.

Après les récoltes de 1972, les délégués syndicaux et les « propagandistes » de l'UCC entament la mobilisation des membres et parcourent les régions du Québec. *La Terre de chez nous*, hebdomadaire du syndicat, met la main à la pâte. Les agriculteurs sont recensés, visités, mobilisés. À la mi-décembre, ils voteront pour désigner leur association syndicale. Ils ont le choix entre l'UPA et... l'UPA! Les résultats sont favorables : 76% des bulletins valides donnent leur accord au monopole syndical. À partir de ce moment l'UPA a la voie libre pour effectuer sa « prise en charge générale du développement de l'agriculture » (Kesteman *et al.*, 2004 : chap. 21), autre façon d'annoncer la corporation de l'agriculture dont rêvaient les agriculturistes des années trente.

29 avril 2001, à Sainte-Croix-de-Lotbinière. 29 ans plus tard, dans la salle communale du petit village de Saint-Croix se tient le 3^e colloque de la coalition Sauver les campagnes. Plus de 170 personnes des quatre coins du Québec sont réunies pour « Repenser l'agriculture », thème de la journée. Ce sont des déléguéEs de comités de citoyens ruraux opposés aux méga-porcheries, ce sont des agriculteurs et des agricultrices, des mairesses et des maires ruraux, des professionnels et professionnelles de l'agriculture (agronomes, vétérinaires, transformateurs). Plusieurs étaient présentEs au forum agraire qui s'est tenu au 2^e Sommet des peuples des Amériques à Québec la semaine précédente, où ils et elles ont rencontré des activistes paysans des trois amériques et d'ailleurs. La plupart des personnes présentes au colloque luttent depuis des années contre les problèmes causés par l'agriculture industrielle. Sont aussi présents une trentaine de représentants de l'UPA, dont le président et quelques vices-présidents, qui se sont invités à la dernière minute. Après deux jours de discussions intenses et parfois houleuses, les dirigeantEs de Sauver les campagnes en viennent à la conclusion qu'il faut fonder un syndicat agricole alternatif pour promouvoir l'alternative agroécologiste et contester le monopole de l'UPA sur son propre terrain. Ils en font l'annonce durant la séance plénière qui clôt le colloque. La proposition est acceptée par l'assemblée. Les représentants de l'UPA se lèvent en bloc et quittent la salle. La guerre est dès lors ouverte.

L'Union paysanne, syndicat alternatif, sera fondé en novembre de la même année à Saint-Germain-de-Kamouraska dans le Bas-du-Fleuve en présence de 200 personnes de partout au Québec. L'Union paysanne se présente dès sa naissance comme un syndicat agricole citoyen qui inclut dans ses structures autant des agricultrices et des agriculteurs que des consommatrices et des consommateurs. Choc : il s'agit d'un précédent en occident, où le syndicalisme agricole moderne est affaire de spécialistes, les agriculteurs. L'Union paysanne entend promouvoir la petite ferme familiale, écologique, qui produit pour les marchés locaux. Re-choc : officiellement, depuis 1993, l'agriculture québécoise est engagée dans la logique exportatrice de la mondialisation néolibérale. Depuis, le yable est aux vaches.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Food is a weapon.

- Earl Butz, secrétaire étasunien à l'agriculture, 1974. Cité dans *The Guardian* (UK), 4 janvier 1976.

Le problème

L'objet de recherche de cette thèse est le syndicalisme agricole québécois. Sentier intellectuel peu fréquenté, l'analyse de l'action collective en agriculture et/ou en milieu rural est l'enfant borgne des sciences sociales québécoises, celui qu'on a fini par oublier dans le placard. Depuis la Révolution tranquille la société québécoise a progressivement relégué la ruralité et l'agriculture en arrière plan de sa modernité urbaine. D'activité sociale et économique structurante, l'agriculture est devenue un secteur économique parmi d'autres, qui occupe un peu moins de 2% de la population totale et dont la part de pourcentage du produit intérieur brut (PIB) diminue au profit de l'agroalimentaire, forme industrialisée de production/transformation agricole. Quelques décennies après l'exode massif des habitants, bûcherons et autres colons vers les villes, ce sont les intellectuelLES et les chercheurEs qui ont quitté les parages de la sociologie et de l'histoire rurale, laissant le champ libre aux iconoclastes de l'agroéconomie néolibérale pour varloper impunément la riche pensée agraire et la transformer en équations idéologico-mathématiques. Bien sûr, quelques universitaires québécois analysent la mondialisation de façon critique, prenant en compte l'opposition à ses processus, mais la plupart des analystes ruraux et agricoles du Québec sont plongés jusqu'aux oreilles dans la position a-critique consistant à affirmer que la mondialisation est un effet

naturel de l'évolution des marchés capitalistes. Ainsi depuis la fin des années 1980 l'analyse de l'agriculture, des agriculteurs et de leurs organisations est essentiellement effectuée à partir de notions économiques. La sociologie du travail, la sociologie politique, la sociologie rurale, la science politique et même l'histoire ne s'en préoccupent presque plus.

Comme révélateur de cette tendance je relève, à quelques exceptions près, l'absence d'analyses du syndicalisme agricole parmi les nombreuses qui portent sur le syndicalisme québécois. Les derniers en date sur le syndicalisme agricole d'ici remontent aux années 1980 et concernent surtout la période 1850-1985. Quant aux études rurales, depuis la Révolution tranquille elles se sont développées autour des enjeux du développement industriel urbain. Comme le fait remarquer Bruno Jean dans une rétrospective des approches du rural au Québec, celles-ci ont largement été influencées par les objectifs étatiques d'intervention sociale dans une optique d'urbanisation des régions rurales et de concentration de la production de richesse autour des centres urbains. La recherche universitaire, soutenue par l'État, s'est surtout attardée à comprendre en quoi consistent les écarts de développement entre les territoires ruraux et comment faire pour les combler par une intervention étatique ciblée (Jean, 2006a). Les programmes de recherche autonomes en sociologie rurale sont ainsi peu nombreux (sur cette interprétation, voir principalement Beaudry, 2000, p. 1-2.; Beaudry et Dionne, 1998; Jean, 2006b, 2006a).

Par conséquent, il n'existe pas, au Québec, d'analyse sociologique critique du syndicalisme agricole contemporain, ni de description et d'analyse de la chaîne agroalimentaire actuelle et pratiquement aucune analyse des organisations politiques rurales nées depuis les années 1990. Il y a donc, dans une optique de connaissance des logiques d'action collective des agriculteurs et des habitantEs ruraux, un problème empirique : le manque de documentation et de description des luttes politiques et des organisations qui les ont menées. J'aimerais par cette thèse combler une partie du vide en réalisant une sociographie du syndicalisme agricole et de l'action collective dans le domaine agroalimentaire au détour des années 2000. J'aurais pu le faire autrement, par une histoire critique de l'Union catholique des cultivateurs/Union des producteurs agricoles (UCC-UPA)

afin de combler les espaces laissés vacants par la seule recherche synthétique disponible (celle de Kesteman *et al.*, [1984] 2004). Mais j'estime que le cas de l'Union paysanne^a, « syndicat agricole citoyen » né en 2001, est sociologiquement plus intéressant. Au premier chef parce qu'il est contemporain (il apparaît en réaction aux processus de mondialisation de la production et des échanges agroalimentaires) et met de l'avant une forme organisationnelle et un discours politique novateurs dans une période où le syndicalisme comme forme d'action collective fait face à des défis importants (Baillargeon et Pottie, 2007; Bellemare *et al.*, 2004; Pottie, 2008).

L'Union paysanne s'inscrit dans une mouvance québécoise de contestation des orientations récentes du régime agricole et, à un autre échelon, dans un mouvement mondial de contestation de l'emprise néolibérale et industrielle sur l'agroalimentaire. Un mouvement qui s'ancre peu à peu au Québec depuis la seconde moitié des années 1980 et dont l'Union paysanne apparaît, pendant quelques années, comme la cristallisation momentanée, l'organisme-phare ou, pour broder autour d'une métaphore de Alberto Melucci, la bouée qui fait émerger les réseaux sociaux et les réseaux de mobilisation politique enfouis sous la surface de l'espace public.

L'architecture institutionnelle particulière du Québec dans le secteur agroalimentaire favorise une opacité des relations internes, une concentration des pouvoirs décisionnels, la promotion d'intérêts corporatistes et l'exclusion des voix extérieures, ce que j'appelle dans ce travail le régime agricole (ou agraire ou agroalimentaire) du Québec. Cet appareil régule ce que j'appelle, à la suite d'autres chercheurEs, la « question agraire » (ou question agricole),

^a Lors du congrès de fondation, les membres de l'Union paysanne ont adopté une résolution qui refuse tout acronyme pour désigner le syndicat : « *Union paysanne* désigne le syndicat [...] Il n'y a pas d'acronyme pour le nom Union paysanne » (article 1 de la constitution de l'Union paysanne, 2001). Les membres ont toujours respecté cette décision, ce qui n'est pas le cas des médias d'information qui, assez rapidement, emploieront l'acronyme UP. Pour ma part je respecterai le souhait des membres et j'utiliserai toujours Union paysanne au long. De même en est-il des organismes qui lui sont affiliés. Par ailleurs, je profite de cette première note pour mentionner que, dans cette thèse, les notes explicatives sont placées en bas de page et appelées par des lettres. Les notes bibliographiques (renvoyant aux sources primaires d'information), très nombreuses dans les chapitres de l'enquête et de l'analyse, sont appelées par des chiffres et placées à la fin du document. Enfin, je n'estime pas que le masculin inclut le féminin et, par conséquent, j'ai féminisé mon texte.

c'est-à-dire le contrat social agricole des années postérieures à la Deuxième guerre mondiale, contrat qui repose sur la construction d'un système agroalimentaire national corégulé par l'État, l'industrie et les syndicats agricoles, système fondé sur les apports de la Révolution verte (mécanisation, intrants chimiques, améliorations technologico-agronomiques poussées) et soutenu par des subventions publiques destinées à moderniser l'agriculture nationale, à développer la chaîne agroalimentaire industrielle et à exporter les surplus à bas prix (je serai plus explicite là-dessus aux chapitres 1 et 3). Cette « politique agricole » globale n'a pas été souvent questionnée par les universitaires, fonctionnaires et autres décideurs politiques. Et en dehors des tours d'ivoire, sur le plancher des vaches, le seul syndicat agricole autorisé a pris une direction productiviste et mondialisatrice depuis l'ouverture des marchés nord-américains au libre-échange à la fin des années 1980, ce qui a muselé pour un temps la critique provenant des agricultrices et des agriculteurs.

Or, depuis le milieu des années 1990, une vague de contestation sociale monte pour s'opposer à cette option productiviste et confronter le régime agricole sur plusieurs fronts : celui de la démocratie locale bafouée, de l'aménagement du territoire fortement contrôlé, de la représentation syndicale corporatiste et monopolistique, des intérêts économiques des multinationales, de la pollution et de la dégradation environnementale. Au Québec, aucune analyse scientifique n'existe de cette contestation et des conflits agroalimentaires qu'elle fait monter à l'avant-scène, abstraction faite de quelques articles généraux (Gélinas, 2001; Silvestro, 2003a, 2007, 2008b), de deux mémoires de maîtrise (Forget et Aubin, 2001; Saucier, 2005) et d'une analyse de l'industrie porcine et des effets de son expansion (Proulx et Sauvé, 2007).

Cette contestation du régime agricole se manifeste par la naissance de nouvelles organisations, la création de nouveaux réseaux d'action collective, l'élaboration de discours publics et politiques sur la nature de ce régime, les inégalités qu'il contient et les réformes radicales à y apporter. Cette contestation a largement contribué à faire du modèle québécois de régulation agroalimentaire un enjeu de débat public et ce, autant à l'intérieur des appareils institutionnels (parlement, gouvernement, ministères, agences agricoles, conseils municipaux, UPA, syndicats d'entreprises, Régie des marchés agricoles, etc.) que dans l'espace public (médias d'information et monde vécu) et dans celui du marché économique. La « question

agroalimentaire », comme je la nomme pour la différencier de la question agraire caractéristique de la période modernisatrice, a été mise à l'agenda public par l'action collective de milliers de personnes et de dizaines d'acteurs collectifs. Cette question agroalimentaire est une remise en question radicale du modèle agroalimentaire occidental, adressée du point de vue d'acteurs collectifs qui, dans le cas du Québec, sont totalement exclus du régime agroalimentaire opaque et doivent donc *construire* la lutte dans d'autres arènes, publiques et politiques.

En d'autres termes, j'avance que les bases d'un mouvement social qui questionne, du point de vue d'acteurs collectifs diversifiés, les régimes agroalimentaires québécois, canadien et mondial – établissant les connexions entre les divers échelons et entre les parties prenantes des régimes – existe au Québec. Ce mouvement cherche à établir publiquement sa présence, à se constituer en réseau d'acteurs collectifs et individuels, à se rapprocher des lieux de pouvoir afin d'avoir voix au chapitre du développement agricole, rural et alimentaire. Au Québec l'Union paysanne constituera pendant cinq ans un des points focaux de la lutte contre le régime agroalimentaire. Cette organisation est une excellente illustration du renouveau des formes du syndicalisme dans une période où celui-ci cherche à s'adapter à la réorganisation mondiale de la production. De plus, de par le cadrage discursif qu'elle fait des problèmes agroalimentaires québécois, l'Union paysanne s'inscrit assez clairement dans la tendance à la mondialisation des solidarités et à la transnationalisation de l'action collective qui s'exprime dans l'altermondialisme, ce « mouvement des mouvements » ou « nouvel internationalisme de la société civile mondiale » qui fait une lecture contestant la mondialisation néolibérale actuelle et propose « d'autres mondes possibles ». Face aux volontés d'industrialisation et de standardisation agroalimentaires des institutions économiques mondiales et des gouvernants nationaux, l'Union paysanne a proposé son propre « autre monde possible », celui d'un Québec aux structures politiques et économiques décentralisées, où la production agroalimentaire est assurée localement par le biais de fermes à « dimension humaine » liées à des artisanNEs-transformateurs qui assurent une alimentation saine et diversifiée.

Approche théorique et questions de recherche

J'analyse l'histoire de l'Union paysanne à partir de la sociologie des mouvements sociaux, de l'action collective et de la politique contestataire. Ce cadre théorique n'a jamais été vraiment appliqué aux actions collectives rurales et agraires québécoises, à l'exception de l'étude de Raymond Beaudry sur les luttes rurales des années 1990 (Beaudry, 2000; Beaudry et Dionne, 1998). La recherche d'ici en agriculture souffre généralement de sous-théorisation (Durand 1977; Séguin 1980), un constat aussi valide pour les quelques recherches sur le syndicalisme agricole. Les travaux sont généralement descriptifs et peu tentent d'expliquer comment notre agriculture locale et ses praticienNEs se positionnent dans le système-monde, les travaux marxistes faisant là-dessus figure d'exception. La sociologie de l'action collective offre de nombreux outils conceptuels pour comprendre comment se forment, agissent et se maintiennent (ou pas) des organisations créées dans le but d'intervenir politiquement et qui se situent dans un système d'action sociale qui les dépasse, appelé mouvement social (Melucci, 1996, p. 1-10; Touraine, 1993). Jusqu'ici l'agriculture, le régime agricole et l'action syndicales ont été analysés à l'aide de théories économiques et de celles qui, observant les politiques publiques, se restreignent aux processus politiques et/ou administratifs institutionnels pour expliquer le sens de l'action et le fonctionnement du régime. J'estime pour ma part que l'action sociale, culturelle et politique qui prend forme autour des questions agroalimentaires ne peut être bien comprise avec ces théories du fonctionnement « normal » du système. Nous avons besoin d'une sociologie des organisations qui puisse aussi prendre en compte l'inscription des organisations contestataires dans la société et la façon dont ces organisations « forment » société, s'inscrivent dans le territoire et l'espace social, créent de la connaissance/expertise et influencent les décisions publiques. Nous avons encore plus besoin d'une sociologie des actrices et des acteurs occultés, des oubliées et des oubliés de la modernisation capitaliste, de ceux et celles qui utilisent la politique de la rue parce qu'ils refusent de se plier aux règles institutionnelles faites *contre* eux. J'estime, tout comme Henri Lefebvre dont une réflexion est placée en exergue de cette thèse, que les agricultrices et les agriculteurs en général et les paysanNEs en particulier sont largement perduEs dans les angles morts de la pensée sociologique contemporaine.

La sociologie des mouvements sociaux et de l'action collective est un corpus de recherche complexe qui puise à plusieurs sources de la sociologie classique mais qui est traversé par une question centrale : la compréhension des formes, du sens et de la portée de l'action d'acteurs politiques et culturels qui se situent à l'extérieur ou à la marge des systèmes de représentation politique étatiques, tout en y participant et en les influençant. Les mouvements sociaux, après avoir été considéré comme des comportements collectifs largement irrationnels et apolitiques, effets de dysfonctionnements systémiques, sont aujourd'hui compris comme des acteurs politiques centraux, révélateurs d'un élargissement des processus politiques dans la modernité dite avancée.

Au Québec comme ailleurs en Occident cette transformation des rapports politiques prend des formes qui s'ancrent dans les traditions et l'historicité locale. Ainsi les mouvements sociaux progressistes québécois actuels s'inscrivent pour la plupart dans la poursuite des projets démocratiques et laïcisants de la Révolution tranquille et de l'émancipation nationale du Québec. Les mobilisations rurales que j'étudie s'inscrivent dans cette longue et riche histoire et cela explique en partie la forme qu'elles prennent aujourd'hui. Ainsi l'Union paysanne est largement tributaire des Opérations dignité, des initiatives du JAL, de la Coalition Urgence Rurale du Bas-Saint-Laurent, de Solidarité rurale du Québec, du Mouvement pour l'agriculture biologique, des dizaines de luttes de comités de citoyens contre la fermeture des écoles et des bureaux de poste, de la forte identité régionale et de l'idéal autogestionnaire/autonomiste qui l'a longtemps animé.

Mais l'Union paysanne est aussi une organisation qui se pose en rupture de certaines traditions. Son syndicalisme agricole est « citoyen », c'est-à-dire qu'il considère que toute citoyenne, tout citoyen du Québec entretient un lien à l'agroalimentaire et peut, de ce fait, participer à la régulation de la production agroalimentaire. Elle adopte aussi une posture inspirée du nationalisme québécois, mais qui interprète cette option à partir d'une réflexion critique sur la modernisation québécoise et la mondialisation économique, ce qui est inhabituel dans le panorama des discours nationalistes au Québec (habituellement pro-modernisation et mondialisation.) Cette position de rupture et les conduites qui s'ensuivent posent un certain nombre de question à la théorie des mouvements sociaux, notamment à l'hypothèse qui affirme que des organisations centralisées et fortes sur le plan identitaire ont

plus de chance d'avoir de l'impact. L'Union paysanne va pour sa part prendre la forme d'une coalition qui voudrait bien être plus unie, mais qui demeurera une coalition de par son incapacité à construire une identité commune forte associée à une vision moderne de la paysannerie.

L'émergence de cette organisation phare, inscrite dans un mouvement social aux contours encore flous, n'est pas documentée. Dans l'optique d'une sociographie des organisations syndicales et de la transmission des voix marginales, il y a donc ici **une série de questions de recherche relative à la naissance et à la formation de l'organisation de mouvement social** : dans quelle structure d'opportunité politique naît l'organisation? Où peut-on situer les contours du mouvement social que cette organisation représente? Quelles ressources sont mobilisées, quels arrangements discursifs sont construits pour nommer le problème, identifier l'adversaire, trouver des solutions? A quel répertoire d'action collective et à quels registres l'organisation fait-elle appel? Cette série de question s'inscrit dans une démarche d'analyse de la politique contestataire et veut principalement montrer, à partir de la compréhension que l'acteur collectif a de lui-même, comment la lutte est construite et amenée dans l'espace public par ceux et celles que certains chercheurs appellent des « entrepreneurs d'action collective ».

Quant à savoir qui se mobilise, à partir de quels points de vue, intérêts et identités, soulève une seconde série de questions. En effet, l'Union paysanne est une organisation diversifiée qui a fait le pari initial de regrouper dans ses structures des « citoyens » et « citoyennes » du Québec, peu importe qu'ils et elles soient ou non des praticienNEs de l'agriculture. Ce choix constitue une innovation et une importante contribution à la réflexion sur la transformation des catégories sociales instituées sous la société de consommation (nommément producteur vs consommateur, urbain vs rural, agriculteur professionnel vs *gentleman farmer*, agriculteur vs femme d'agriculteur). Cette volonté de regrouper des personnes aux identités sociales différentes, voire opposées dans la structure sociale de la société de consommation, a provoqué de vives réactions tant à l'extérieur de l'organisation qu'à l'intérieur : autant l'UPA a dénoncé l'intrusion des « non spécialistes » dans l'agriculture, autant les membres de l'Union paysanne ont-elles et ont-ils eu des difficultés à s'entendre et à se comprendre. Le problème interne de l'Union paysanne,

qui voulait construire une organisation unifiée, fut plutôt de chercher la compréhension mutuelle des membres et la construction d'alliances/de coalitions entre les différents groupes. L'élément fondamental d'une organisation de mouvement social – partager une identité collective commune (Della Porta et Diani, 1999; Desmarais, 2003; Diani, 1992; Neveu, [1996] 2005) – ne s'est pas clairement retrouvé dans l'Union paysanne malgré des potentialités toutes théoriques (tout le monde étant unE consommateur-trice de produits agricoles et unE citoyenNE).

Cette tension identitaire interne illustre une question actuellement prégnante dans la compréhension des mouvements sociaux, et particulièrement dans la phase « altermondialiste » actuelle : la conciliation des différentes identités et intérêts dans des organisations de coalition qui assurent le leadership de luttes politiques transversales et qui ne sont plus rassemblées par une référence classiste. Les nouveaux mouvements sociaux (NMS) se caractérisent par une diversité des revendications, des identités et des formes organisationnelles généralement décentralisées. Le féminisme, l'écologisme, le mouvement rural – trois des NMS identifiés par Alberto Melucci, Manuel Castells, Claus Offe et Alain Touraine – sont fragmentés, se regroupant en réseaux et constellations, multipliant les demandes et les luttes publiques à partir d'identités collectives. L'altermondialisme comme phase successive cherche notamment à re-liaison les différents mouvements pour construire une compréhension systématique de la mondialisation néolibérale. Ainsi, par exemple, le non respect des droits des femmes sera mis en lien avec l'exploitation agricole sauvage des paysanNEs de l'hémisphère sud et les politiques internationales de réformes sur la propriété intellectuelle. La mise en liaison des luttes qui caractérise l'altermondialisme soulève justement cette question : comment faire cohabiter et se comprendre les organisations/personnes qui adhèrent au cadre d'action collective qui lie les luttes, mais ne partagent pas d'identité commune, voire ne sont pas affectées de la même façon par ce qui est considéré comme le problème?

C'est ici que se situe la contribution théorique de ma thèse : la mise en lumière des efforts d'une petite organisation pour créer une identité commune et lier ensemble plusieurs groupes de mécontentEs sous une bannière novatrice et un projet ambitieux qui se voulait une refondation du modèle d'occupation du territoire national et de l'agroalimentaire. L'Union

paysanne n'ayant pas réussi à atteindre cet objectif de création d'une identité commune, on peut se demander en quoi cette diversité identitaire - qui est appelée à se présenter de plus en plus dans les organisations et les luttes altermondialistes - affecte-t-elle la capacité des organisations à atteindre leurs objectifs et/ou à confronter efficacement les organisations dominantes situées au cœur du système de domination.

Ma position comme chercheur et militant

J'ai entendu parler de l'Union paysanne alors que je m'impliquais au conseil d'administration du Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) et que j'entamais mon programme de doctorat. Je m'intéressais depuis peu aux questions agricoles après avoir fait un mémoire de maîtrise sur les mouvements urbains. Dès les premiers moments j'ai collaboré à l'Union paysanne. Avec une dizaine de personnes, nous avons fondé une section montréalaise début novembre 2001. J'étais au congrès de fondation des instances nationales fin novembre et, pendant cinq ans, je me suis impliqué bénévolement dans la section régionale montréalaise et dans les instances nationales (sans toutefois me retrouver au centre des décisions). Je pose ainsi d'emblée ma position paradigmatique : je m'inscris dans la pensée de l'écologie sociale qui estime qu'une redéfinition radicale du lien entre société humaine et écosystème est nécessaire (Bookchin, 1989, 1992). Je souscris à la déclaration de principe de l'Union paysanne et je suis en faveur du modèle qu'elle propose.

La sociologie, comme l'ont fait remarquer plusieurs, se situe à l'intersection de la réalité sociale et du champ scientifique, ce dernier étant défini à l'aune des règles historiquement situées de la scientificité (Kuhn, [1969] 1983). La sociologie de l'action, telle que théorisée par Alain Touraine et repris par une pléthore d'analystes des mouvements sociaux, met encore plus en scène cette tension en posant le choix méthodologique de se placer à l'échelon des acteurs sociaux, de les écouter et, ensuite, par les processus d'objectivation propres au travail universitaire, à traduire l'inscription de leur action collective spécifique dans l'évolution des systèmes sociaux (Touraine, 1965, 1978).

J'adopte ainsi l'approche d'une sociologie compréhensive à l'écoute des protagonistes de la lutte. J'estime, à l'instar de plusieurs théoriciennes et théoriciens, que les acteurs et

actrices des mouvements sont aussi des analystes de leur propre action. Le rôle de l'universitaire, dans ce contexte, n'est pas tant de s'appropriier le discours et l'analyse des acteurs pour le transformer en science fondamentale, mais plutôt de contribuer, à l'aide des outils conceptuels propres au travail sociologique, à une autre compréhension des luttes et, par un effet de retour, à leur avancement en faveur d'une meilleure justice sociale. Le piège reste toujours de tomber dans l'idéologie et de confondre travail scientifique et activisme. Je crois avoir pu prendre le recul nécessaire à tout travail de réflexion d'un militant sur son propre mouvement et d'un sociologue face à son objet de recherche. Il n'en reste pas moins que mon objectif, à terme, est de produire des analyses qui soient éventuellement utiles à la cause paysanne, suivant la voie ouverte par Flacks, Jasper, Goodwin, Bevington et Dixon (Bevington et Dixon, 2005; Flacks, Goodwin et Jasper, 2004) quant à la production d'analyses et de théories pertinentes aux organisations de mouvement social et à l'avancement de la justice sociale plutôt qu'à la carrière de l'analyste.

Division de la thèse

Le premier chapitre de cette thèse fait la revue de la littérature sur l'étude des organisations d'agriculteurs au Québec, revue qui montre que les travaux sont peu nombreux, s'inscrivent dans le paradigme productiviste dominant et rendent compte du « bon fonctionnement » du régime agricole. Cela me permet de poser ma problématique : le passage d'une régulation agraire nationale à une régulation agroalimentaire mondiale fait émerger une contestation de cette régulation par plusieurs groupes sociaux. Au Québec, cette « question agroalimentaire » a émergé dans les relations internes au régime agricole et dans les relations conflictuelles entre les acteurs du régime et le reste de la société, en particulier les habitantEs ruraux et la grande catégorie abstraite des « consommateurs ». Les acteurs collectifs qui contestent le font à partir de la marge et/ou de l'extérieur du régime en utilisant le registre de la politique contestataire et en lançant un appel à la mobilisation à la population québécoise entière. Loin de vouloir tracer sa voie dans les mécanismes du régime, ces acteurs en contestent publiquement les fondements et les orientations. Dès lors, les théories qui rendent compte du fonctionnement normal du système sont inopérantes à en comprendre la contestation. Par conséquent, le deuxième chapitre explique les principes théoriques de la

sociologie de l'action collective et présente mon plan d'analyse ainsi que la méthodologie de ma recherche.

Les quatre chapitres suivants contiennent l'analyse de cas, soit la lutte de l'Union paysanne « pour une agriculture à dimension humaine » entre 1999 et 2006. Ce travail s'est buté sur l'inexistence de travaux antérieurs. J'ai dû construire et écrire moi-même l'histoire de l'Union paysanne et des organisations qui la précèdent. J'estime essentiel, pour comprendre l'action collective, de bien exposer les actions et le discours des acteurs. En tant que sociologue je suis aussi historien et j'ai devoir de mémoire et de documentation. C'est pourquoi de larges pans de l'histoire quotidienne du syndicat sont relatés, dans la mesure où ils illustrent des dynamiques pertinentes à l'analyse (mon travail n'est pas une histoire complète de l'Union paysanne). Cette description participe de la documentation des actions collectives qui s'inscrivent dans le cycle québécois de mobilisations altermondialistes amorcé vers 1995 avec la marche féministe *Du pain et des roses* (Dufour, 2008; Kruzynski, 2004; Lamoureux, 2008). L'analyse de ce cycle de mobilisation commence à apparaître (voir les articles et les références dans Dupuis-Déri, 2008; Kruzynski, 2004), mais il manque encore des études empiriques poussées avant de pouvoir dégager des analyses transversales.

C'est dans cette optique que le chapitre trois décrit le contexte politico-historique de l'émergence des conflits et de la lutte contre le régime agricole. Je retrace la construction de la chaîne agroalimentaire aux échelons québécois, canadien et mondial en mettant en évidence le projet politique, économique et technologique de la Révolution verte, soit le passage de systèmes alimentaires locaux et diversifiées vers un système agroalimentaire mondial, standardisé, au cœur duquel se trouvent des corporations multinationales poursuivant sous des formes actuelles le colonialisme occidental des siècles précédents. Cet exercice de cadrage de l'agriculture québécoise comme maillon faible d'une chaîne agroalimentaire mondiale et néocolonialiste n'a qu'été esquissé par quelques analystes dans les années 1970-1980 et j'effectue une mise à jour sur cette question. Dans le chapitre quatre, je décris et j'analyse l'émergence de l'Union paysanne sous l'angle des ressources mobilisées, du discours public élaboré et de la perception des contraintes et des opportunités qui a déterminé sa stratégie. Je montre que l'Union paysanne a mobilisé des acteurs collectifs existants mais peu structurés et qu'elle s'est engagée dans une lutte publique qui a eu des

effets rassembleurs. Le chapitre cinq poursuit cette description et cette analyse en montrant comment, dans ses campagnes politiques, le syndicat paysan a tenté de se faire accepter comme acteur collectif légitime et de provoquer des changements dans les politiques publiques. On verra que l'Union paysanne, si elle utilise un répertoire d'action collective très répandu (la revendication de droits garantis par des chartes), a mis en œuvre une stratégie de syndicalisme de mouvement social et un registre novateur de « concertation conflictuelle ».

Le dernier chapitre est consacré à l'analyse des dynamiques internes de l'Union paysanne. Celles-ci ont été mouvementées. Le pluralisme identitaire, les différents types d'engagement politique, les intérêts et idéologies différents des membres ont rapidement soulevé la question de l'unité et de l'identité collective. Ce chapitre montre les écueils rencontrés et les tentatives de solution mis en œuvre par le syndicat et ses membres, afin de cerner plus finement les enjeux de l'action collective dans la diversité.

Je vous propose un voyage au cœur d'une réalité que le monde urbain majoritaire et hégémonique a tranquillement occultée. Je vous propose de suivre mon propre parcours d'urbain qui n'a jamais cultivé une terre. Je vous propose d'entrer dans un autre monde, à quelques kilomètres de chez vous.

CHAPITRE 1. L'ÉTUDE DE L'ASSOCIATIONNISME AGRICOLE AU QUÉBEC

La vocation agricole de la province de Québec a longtemps été un mythe vénéré. L'attachement traditionnel des Canadiens français aux travaux des champs en est une autre. Ces deux croyances respectées comme les dogmes d'un credo patriotique intangible sont désormais en complet désaccord avec les faits.

- Pierre Dagenais, historien, 1959¹.

L'histoire progressiste, en pensant politiquement le passé et historiquement le présent, doit transformer le monde dans le seul but de l'émancipation des êtres humains. Transformer le monde par la mémoire et le récit populaires, et la parole devient alors libération.

- Robert Migner, historien, 1980².

L'analyse sociologique et historique du syndicalisme agricole au Québec est un objet de recherche si peu populaire que je me suis longuement demandé s'il était pertinent d'entreprendre l'étude des syndicats et groupes citoyens marginaux en agriculture. D'autant plus si on considère que, depuis les années 1930, il n'y a, de fait, qu'un seul syndicat agricole politiquement significatif au Québec. Je n'ai déniché que peu d'écrits sur le sujet au cours de mes recherches même si l'associationnisme agricole existe ici depuis le dernier quart du 19^e siècle (Beauchamp, 1979b; Faucher, 1979; Filion, 1940a; Kesteman *et al.*, 2004; Létourneau, 1968, [1950] 1968; Migner, 1975). C'est surtout l'agriculture et les milieux ruraux, particulièrement leur transformation, qui retient l'attention des chercheurEs (Durand, 1977). Dans ce cadre, une riche littérature explore les luttes rurales et d'autre formes d'associationnisme comme les expériences alternatives d'agriculture coopérative ou

communautaire. Mais dans ces écrits comme dans la grande majorité de ceux qui concernent l'agriculture québécoise, le syndicalisme apparaît partout en filigrane sans être abordé de front.

Poursuivant mon exploration, j'en vins au constat que la recherche sur les divers aspects de l'agriculture québécoise comporte de nombreux angles morts : les premiers écrits sont orientés par l'idéologie nationaliste et agriculturiste, alors que les derniers ne sortent pas de l'approche économique. Sur le plan méthodologique, la « classe agricole » est conçue dans la plupart des recherches comme unitaire ou assez homogène, ce qui induit des généralisations douteuses – d'autant plus qu'on ne juge jamais très pertinent de définir théoriquement et empiriquement cette classe. L'associationnisme en général et le syndicalisme en particulier sont largement pris pour acquis (ou pour quantité négligeable), ce qui les relègue au second plan derrière les transformations économiques. Sur le plan épistémologique, il n'y a pratiquement pas de recherche en dehors du paradigme théorique de l'agriculture productiviste. Enfin, depuis la fin des années 1980, l'agriculture est essentiellement analysée par le biais de théories économiques qui ne s'intéressent qu'aux rendements et aux échanges. Par conséquent, l'agriculture est généralement extraite de son milieu social d'existence et analysée comme un secteur économique qu'on peut isoler des processus sociaux qui ne font pas directement partie du procès de production capitaliste (par exemple l'interface entre production agricole et structure sociale ou celle entre agriculture et écologie).

L'étude de l'agriculture et de la ruralité au Québec

Le Québec ayant été une société rurale et en grande partie agricole jusque dans les années 1920, sa sociologie est « née sous le signe du milieu rural » mais elle n'aura pas longtemps suivi cette voie (Falardeau, 1974; Fortin, 1971). Quand Léon Gérin entreprend ses premières études de familles canadiennes-française en 1886 (Gérin, 1948), 75% de la population est rurale. Mais le Canada-Français n'est pas pour autant une colonie agraire. De la colonie jusqu'à la fin du régime seigneurial en 1853, l'agriculture est essentiellement une

activité de subsistance et dépend fortement des besoins de la métropole (Paris ou Londres) pour écouler ses quelques surplus (Bernier, 1976; Dagenais, 1959). Par conséquent, presque tous les fondateurs des sciences sociales québécoises ont traité d'agriculture et d'agriculteurs sans toutefois en faire un objet de recherche spécifique. C'est plutôt l'évolution de la société paysanne rurale - dont l'agriculture est l'activité sociale dominante - vers la société urbaine industrielle qui retiendra leur attention.

Les recherches sur l'agriculture au Québec accompagnent nécessairement son histoire sociale et politique^a. Les premiers travaux sont issus de la plume d'intellectuels autant idéologues que pionniers des sciences sociales d'ici. L'influence des chercheurs étasuniens de l'École de Chicago et du paradigme évolutionniste (« from folk society to urban modernity ») teintera les travaux, alors qu'agriculturisme, nationalisme, modernisme et valeurs scientifiques concourent à alimenter ce qui deviendra des classiques des jeunes sciences sociales d'ici (notamment les travaux de Marcel Rioux). Durant la Révolution tranquille et après, les recherches seront influencées par les perspectives d'intervention publique en régions rurales (Jean, 1997, 2006b, 2006a). Dans les années 1970 une série de travaux marxistes posent le problème de l'agriculture et des agriculteurs dans l'entreprise de colonisation capitaliste. Les rapports de classe, la division du travail, l'action du capital dans le domaine agricole deviennent des catégories d'analyse (Bergeron, Bernier et Bouvette, 1977; Bernier, 1976; Breton, 1977; Chatillon, 1976; Lessard, 1976; Piot, 1977; Savaria, 1975; Sweeny, 1990). Dans les années 1980 s'engage une phase de sédimentation du corpus de recherche. Des auteurs comme Gérald Fortin (Fortin, 1963; 1965, 1968, 1971, 1972), Michel Morisset (Morisset, 1983, 1987), Bruno Jean (Jean, 1974, 1982, 1985a, 1985b, 1989, 1991, 1997, 2006b, 2006a) et Claude Beauchamp (Beauchamp, 1975, 1979b, 1979a, 1982, 1985, 1988, 1993) construisent littéralement des objets de recherche, ancrés dans le Québec moderne, qui s'appuient (avec un sens critique) sur les travaux existants et qui font appel à un appareillage théorique de plus en plus « scientifique ». Depuis la fin des années 1980, la recherche en agriculture au Québec a pris au moins six chemins qui s'entrecoupent :

^a Cette section est basée sur Silvestro, Marco. 2008. *La recherche sur l'agriculture, entre tradition et modernité*, document non publié. Ce document est une revue de littérature critique des travaux de recherche sur l'agriculture au Québec.

1. Les études rurales et régionales qui se préoccupent d'agriculture, de territoire, de dynamiques socioéconomiques, principalement représentées par Bruno Jean et son équipe de sociologie rurale des régions périphériques, Christopher Bryant *et al.* (Beauchesne et Bryant, 1999) sur l'agriculture écologique périurbaine.

2. L'agroéconomie, qui envisage l'agriculture comme un procès de production quasi-manufacturé, inscrit (et même immergé) dans la chaîne agroalimentaire industrielle, répondant au processus commercial capitaliste, dans un contexte de libéralisation des échanges mondiaux. Cette perspective de recherche recueille l'adhésion de la majorité des analystes, universitaires, fonctionnaires et journalistes. Il s'agit, pour ainsi dire, de la perspective hégémonique. Les rapports de recherche en provenance des officines ministérielles, par exemple, sont farcis d'un discours a-critique faisant la promotion des accords mondiaux de libre-échange, de la concentration agroalimentaire, de la modernisation technologique et de la révolution génique.

3. Une approche féministe, malheureusement peu présente depuis le début des années 2000, remplacée par un « souci » libéral pour la situation particulière des femmes.

4. Un programme de recherche microsociologique sur les entreprises agricoles familiales, entamé par Diane Parent et son équipe, qui aborde plusieurs sujets : durabilité des fermes, transmission du patrimoine, division du travail, représentations sociales, justice sur les fermes, etc., mais qui le fait dans une perspective très économique, peu critique des théories et des interprétations dominantes (Parent, 1994, 1996; Parent *et al.*, 2003; Parent et Perrier, 2007; Perrier, Allard et Parent, 2004; Tondreau, Parent et Perrier, 2002).

5. Un domaine de recherche sur l'agriculture biologique, la mise en marché alternative, les interfaces entre agriculture et protection environnementale, domaine de recherche en rupture des traditions académiques citées ci-haut, qui regroupe beaucoup d'étudiantEs et de jeunes chercheurEs, en sociologie, sciences de l'environnement, travail social, anthropologie, gestion, marketing, etc., un secteur de recherche très éclaté sur les plans théorique et analytique et qui fait peu appel à l'histoire du Québec (Amouriaux, 2000; Bergeron, s.d.; Burgoyne *et al.*, 1995; Bussièrès, 1986; Jacques, Nolet et Forest, 2006; Morisset et Pépin, 1994; Paré, 2002, 2005; Parent, 2003b; Parent et Fournier, 1996; Philibert,

2006; Poissant et Devynck, 2005; Poissant et Devynck, 2006; Racine, 1995; Reveret, Peltier et Boudier, 1981; Richardson, 2005; Rochette, 2004; Rose, 2001, 2003).

6. Des analyses macrosociales sur toutes questions relatives à la mondialisation des agricultures, qui se concentrent sur l'analyse politique des dynamiques politico-économiques aux niveaux supranationaux : mondial, hémisphérique, transnational ou régional. Bien que très intéressante, cette perspective n'a que peu d'ancrage dans le monde vécu des agriculteurs et agricultrices. Les questions débattues se situent plutôt à l'échelon des États, des politiques agricoles et des dynamiques politiques internationales et mondiales. Cependant, ce courant d'analyse est celui qui développe le plus une perspective critique sur l'évolution de la régulation agraire. Plusieurs chercheurEs se positionnent à l'intérieur du large paradigme intellectuel qui critique la mondialisation économique à partir d'une position anticoloniale et écologiste.

Au terme de cet aperçu de la littéraire, certains constats peuvent être posés.

a) Le plus patent est celui-ci : la recherche s'est essentiellement inscrite dans le paradigme modernisateur, c'est-à-dire partisan de l'introduction de la science rationaliste et de la technologie biochimique dans la culture du sol et dans l'alimentation humaine. Au Québec, contrairement à ailleurs sur cette planète, personne ou presque n'a développé d'argumentaire pour un système agroalimentaire moderne qui réponde à d'autres logiques que capitalistes et pro-technologie chimique. Après une phase nationaliste de valorisation de la petite agriculture d'autosubsistance en lien avec une communauté imaginée rurale, chrétienne et agraire, la période de l'Après-guerre et des Trente glorieuses (1945-1975) renverse la vapeur et affirme haut et fort le projet modernisateur, productiviste, capitaliste. C'est aujourd'hui celui-là qui domine outrageusement. Il convient de mentionner, comme Bruno Jean (2006b) le fait remarquer, que ce n'est qu'aujourd'hui qu'on découvre que cette perspective est le résultat d'un choix épistémologique. Des années 1950 aux années 1990, le contrat social agricole (productiviste et capitaliste) était considéré comme l'évolution normale, le progrès, la marche vers le mieux. Ce n'est que depuis la constatation des désastres écologiques (pollution, épuisement des sols, perte de biodiversité), sociaux (réduction drastique du nombre d'agriculteurs et d'agricultrices, conditions

sociopsychologiques difficiles, pression économique sur les agriculteurs et agricultrices, déstructuration rurale) et économique (non-rentabilité et endettement extrême de la plupart des fermes, système subventionnaire déficient, libéralisation des échanges mondiaux), que certaines et certains se rendent compte que le parti pris des années 1950 n'était pas l'évolution naturelle, le progrès objectif, mais le résultat de choix philosophiques et politiques. Il m'apparaît que la recherche agraire en sciences sociales a un besoin de se repenser quant à ses présuppositions théoriques et analytiques sur l'agriculture. Si on veut régler la crise agricole, crise consécutive de la consolidation capitaliste au Québec et au Canada, on se doit de changer de lentilles et d'outils d'analyse.

b) Un second constat doit être fait : il y a dans ce corpus sur-représentation d'études portant sur la période allant de la colonie à la crise des années 1930. Historiens, économistes et sociologues se sont beaucoup plus intéressés aux périodes anciennes qu'à la période contemporaine. Ainsi les années 1960-2000 sont peu explorées comparativement aux périodes antérieures. Il y a aussi incapacité de penser l'agriculture québécoise comme insérée dans une région géographique en dehors des limites de la « nation » et un oubli systématique des anglophones et des autochtones. À mon sens, la recherche québécoise sur l'agriculture s'est développée en vase clos, probablement en lien avec le conflit de l'émancipation nationale québécoise. Les liens avec les chercheuses et chercheurs ontariens ou du Nord des États-Unis sont pratiquement inexistants. Même la mise en relation des agricultures canadiennes est surtout le fait des fonctionnaires fédéraux ou de chercheuses et chercheurs du « Rest of Canada ». Il faut donc, en plus d'être critique sur les choix théoriques et épistémologiques, décroïsonner la recherche sur l'agriculture et s'ouvrir sur nos voisines et voisins qui, tout comme au Québec, cherchent à comprendre comment l'agriculture dominée pourrait tirer son épingle du jeu.

c) De plus, comme l'écrivait Robert Lavertue, il y a beaucoup de dissensions et de divergences parmi les chercheurs quant à l'interprétation des faits historiques (Lavertue, 1984, p. 275). Normand Séguin estimait pour sa part en 1980 que « nous connaissons peu et mal l'histoire contemporaine de l'agriculture québécoise », que celle-ci est « une histoire en construction et au surplus dans sa phase préliminaire ». Il faut déboucher, écrivait-il, « sur des analyses concrètes donn[ant] à la question agraire sa pleine dimension de phénomène

social » (Séguin, 1980, p. 10). Or ce n'est pas ce qui s'est passé. Les analyses concrètes depuis 25 ans ne montrent nullement « la pleine dimension de phénomène social » de l'agriculture. Au contraire, nous n'avons que des visions parcellaires, des analyses fragmentées par filière de production, des discours pro-capitalistes implicites dans un enrobage de folklore intellectuel (la ferme familiale, le modèle québécois, etc.). Concrètement peu de théorisation, peu de tentative d'explication, peu de dialogue constructif entre analystes (des apories déjà relevées en 1977 par Durand). À l'exception de Bruno Jean qui mène toujours de pair recherche empirique, intervention sociale et réflexion théorique, la plupart des chercheuses et des chercheurs depuis les années 1980 décrivent et analysent l'agriculture à partir d'indicateurs, de facteurs, de méthodes qui ne sont jamais – ou si peu! – explicités, critiqués, mis en contexte, justifiés.

Parmi les méthodes parcellaires non expliquées par les chercheurEs, l'approche « ferme par ferme » s'est généralisée et s'est naturalisée à partir de la thèse de doctorat de Michel Morisset (1983). Cette approche détache les fermes les unes des autres et empêche de considérer l'agriculture dans ses dimensions structurelles, territoriales et sociales. De plus, cette approche, très en accord avec le parti pris individualiste et productiviste, produit des analyses qui enferment les agriculteurs sur leur ferme et tente de les analyser après avoir artificiellement coupé les liens qu'ils et elles entretiennent avec le monde alentour, que ce soit leurs voisins, leurs collègues, leurs associations, leurs fournisseurs d'intrants ou acheteurs d'extrants. Résultat d'une position atomiste et d'une théorie des organisations comme unité actante, cette approche n'est pourtant remise en question par personne dans le milieu académique.

De même en est-il du plaidoyer pour la ferme familiale, qui devient de plus en plus folklorique à mesure que la réalité statistique montre que les fermes, même si elles sont encore pour la plupart exploitées par des propriétaires qui y vivent, n'ont plus de caractère familial. Incorporées, capitalisées, mécanisées, employant de la main-d'œuvre temporaire extérieure à la ferme, la ferme familiale d'aujourd'hui ne fait travailler qu'une ou deux personne à temps plein, et encore : Statistiques Canada montre, dans son dernier recensement de l'agriculture, que la plupart des fermes canadiennes nécessitent un apport salarial extérieur à la ferme pour pouvoir survivre, même parmi ceux et celles qui se disent agriculteur ou

agricultrice à temps plein. La ferme familiale est ainsi de moins en moins une activité socio-économique familiale et de plus en plus une activité économique qui s'apparente à une activité familiale, mais qui s'est considérablement rapprochée du modèle salarial conventionnel. En ce sens la remarque de Denis Perreault est tout à fait de mise :

À notre avis lorsqu'on parle du maintien de l'agriculture familiale, on est en droit de se demander: Quel type de production familiale l'État et les organisations agricoles soutiennent-ils? La concentration accélérée, l'intégration à la logique de l'accumulation, renforcée par les interventions étatiques, la très forte mécanisation, la superspécialisation, la forte capitalisation, nous empêchent de parler de soutien à la ferme familiale, du moins dans sa conception classique. Depuis le début des années 1970, l'entreprise agricole est la forme privilégiée et ce, même si on essaie de lui accoler l'étiquette de ferme familiale. Ce type de ferme est avant tout une entreprise capitaliste avec comme base la rentabilité, la productivité et, comme finalité, l'accumulation. De familiale elle n'a plus que le nom, élément surtout légitimateur pour camoufler un procès de différenciation accentué et un fractionnement des classes dans ce secteur. (Perreault, 1987, p. 123, n. 32; voir aussi Robert, 1982, qui pose essentiellement la même question).

Pourtant, remettre en question au Québec le parti pris pour la ferme familiale tient de l'hérésie.

d) Maintenant que l'agriculture n'est plus l'activité productive structurante des communautés rurales, on étudie de moins en moins ses aspects sociaux (sociabilité, mode de vie, transmission du patrimoine, vie communautaire, réseaux sociaux, géographie sociale) et de plus en plus les aspects économiques de la ferme ou de la filière (rentabilité, revenu, mécanisation, productivité, ventes). De même, alors que la représentation politique des agriculteurs s'est institutionnalisée par le monopole syndical et la cogestion des plans conjoints, on étudie de moins en moins la structure syndicale et ses positions idéologiques et de plus en plus les éléments de la politique agricole, laquelle est essentiellement économique (contingement de la production, assurance sur prix et récoltes, subventions diverses, surtaxes à l'importation). La grande majorité des experts et des universitaires s'inscrit dans le paradigme productiviste, la grande majorité est persuadée que la mondialisation des échanges agricoles est une évolution naturelle et l'agriculture biologique, locale, qui cherche à « nourrir son monde », une occupation de *gentleman-farmer* ou de *freak* écologiste qui ne peut constituer la base d'une politique agroalimentaire sérieuse.

e) Enfin, dans toute cette littérature on ne retrouve presque rien sur l'associationnisme agricole en général et le syndicalisme agricole en particulier. L'action collective des agriculteurs et agricultrices demeure le parent pauvre à la fois des expertEs de l'agriculture ou du rural et des chercheurEs qui s'intéressent aux mouvements sociaux québécois. Les organisations syndicales apparaissent ici et là, certes, mais toujours de façon résiduelle. Ce sont les historiens qui ont le plus considéré ces organisations et qui en ont le plus parlé. Pour les économistes, les sociologues et autres spécialistes des « régions » du Québec, il est malheureux de constater qu'ils perdent dans l'angle mort de leur vision étroite les organisations politiques et syndicales des praticienNEs de l'agriculture.

La force du mythe

Malgré cet angle mort généralisé qui cache les associations d'agriculteurs nous disposons d'un certain nombre d'études historiques sur le syndicalisme agricole, surtout celui des débuts. Si celles-ci offrent certains points de repère historiques, elles sont toutefois de peu d'utilité pour établir une histoire critique du syndicalisme agricole. Mentionnons à ce titre l'ouvrage de Firmin Létourneau, *l'Union catholique des cultivateurs* (Létourneau, [1950] 1968) et les ouvrages, articles et cours de Gérard Filion, l'une des figures de proue de l'Union catholique des cultivateurs (UCC) au 20^e siècle (Filion, 1939, 1940b, 1940a, 1942, 1947).

Ces ouvrages propagent le mythe de l'unité et de l'homogénéité du groupe Canadien-français, lequel mythe perdra progressivement de son influence sociale et politique pour définir le peuple Canadien-français, mais perdurera pour qualifier, analyser et promouvoir le groupe social des agriculteurs. Ce mythe, d'ailleurs très ancien, constitue la trame de fond du syndicalisme agricole et souvent des études rurales un peu partout en Occident (voir à ce propos les articles dans Hervieu et Lagrave, 1992). Notamment en France, comme le notent Hubscher et Lagrave :

Mot clé, mot force doté d'une vertu incantatoire et d'une puissance stratégique, l'unité paysanne constitue dans le champ des études rurales, un objet de réflexion récurrent. Dès les origines du syndicalisme agricole, les dirigeants paysans ont élaboré un discours maintes fois

repris par la suite, tendant à accréditer l'idée d'un déterminisme unitaire inhérent à la condition paysanne. Toute atteinte à ce dogme est perçue comme une hérésie ou un simple accident de l'histoire, tôt ou tard d'ailleurs condamné par elle. Cette vision est si partagée que non seulement les acteurs sociaux mais également certains chercheurs, abusés par la force du discours unitaire, ne remettent pas en cause ce postulat.

Or tout autre est la réalité. (Hubscher et Lagrave, 1993, p. 109).

Ici comme en France ce mythe de l'unité agraire, de l'unité paysanne s'exprime dans le champ sociopolitique par le biais du discours corporatiste, très répandu au Québec durant la première moitié du 20^e siècle. Plusieurs qualifient le corporatisme de « projet spécifique de restructuration globale du Québec » visant notamment à contrer l'introduction du politique dans le social (par le biais du communisme) et à combattre les fausses valeurs du libéralisme économique (Bélanger, 1974; Laliberté, 1980, p. 56; Monière, 1977; Warren, 2004). Le corporatisme est aussi une idéologie de l'ordre qui permet de faire l'économie de pans entiers de la bureaucratie étatique en la délestant des contrôles et régulations assurées par les corporations, et en assurant la coordination des chefs de ces corporations. Un certain corporatisme accompagne les syndicats agricoles canadiens-français de leur fondation jusqu'à aujourd'hui. Robert Migner (1975; 1980), Kesteman *et al.* (2004) et Perron (2003) par exemple, racontent les liaisons directes entre l'élite agricole, l'élite cléricale et le ministre de l'Agriculture, les coups de force et les négociations au sommet, le centralisme et la hiérarchie des organisations.

Cette proximité du mythe de l'unité agraire va teinter les recherches sur le syndicalisme agricole de plusieurs façons. Évidemment, le discours agriculturiste en fera un de ses topiques centraux, le liant à la « race » et à la religion. Mais plus profondément encore, ce mythe de l'unité porte les chercheurs à aborder l'histoire du syndicalisme agricole à partir des chefs et des dirigeants, à partir des unions centrales et des syndicats les plus influents, laissant dans l'ombre de l'histoire les acteurs moins visibles. Par exemple, si on dispose de pas mal de renseignements sur les agriculteurs modernisateurs qui s'imposent dans les années 1950, on ne sait pratiquement rien des quelques 60 000 petits agriculteurs qui font les frais de la modernisation agricole et qui disparaissent.

Le choix de n'étudier que les producteurs laitiers est un autre biais issu de ce mythe entretenu par la recherche agraire. Les producteurs laitiers sont le groupe le plus homogène et certainement le plus nombreux dans l'histoire de l'agriculture québécoise. Les chercheurEs se restreignent à ces producteurs et productrices pour plusieurs raisons officielles : ce sont les plus nombreux, la production laitière est historiquement centrale au Québec et puis c'est plus facile, sur le plan méthodologique, d'utiliser des sujets qui, semble-t-il, partagent des intérêts professionnels et des situations semblables. Là où le bât blesse, c'est que ce choix méthodologique n'est pas souvent expliqué et presque jamais justifié. De plus, les chercheurEs ne prennent pas toutes les précautions qui s'imposent à l'étape de la généralisation de leurs résultats : à ce moment, la cohérence méthodologique semble s'effacer derrière la facilité et la généralité du langage. Par exemple l'article de Diane Parent qui s'intitule « ...la transformation socioculturelle de la ferme familiale québécoise » (1996), où on apprend dans le paragraphe méthodologique qu'elle n'a interrogé que des producteurs laitiers. Même situation pour ses recherches sur la transmission et le démantèlement des fermes où les échantillons sont majoritairement composés de fermes laitières et où ce fait n'est pas problématisé ou justifié autrement que par la phrase passe-partout « la production laitière est majoritaire parmi les autres productions » (ce n'est plus vrai : il y a plus de producteurs et productrices acéricoles. Mais l'acériculture n'est pas une production annuelle continue et, de ce fait, n'est pas considérée comme structurante). Michel Morisset, après sa thèse de doctorat, s'est lui aussi principalement intéressé au secteur laitier (Morisset et Éthier, 1987; Morisset et Pépin, 1994).

Ce mythe agit comme prisme entre l'analyste et les agriculteurs. Il nous donne l'impression que ces derniers partageaient toutes et tous les préceptes de la modernisation agricole et de l'action syndicale corporatiste. De plus, il contribue à la dépolitisation des luttes agraires en les situant sur le plan de la stabilisation d'une « profession » et en occultant les rapports de pouvoir et les intérêts diversifiés à l'intérieur du groupe. Le travail de Kesteman *et al.*, en particulier, pêche par un excès de centralisme et d'unification qui gomme les différences. Or ces différences sont importantes. Elles le furent dans l'histoire du syndicalisme agricole comme moteur de dépassement. Elles le sont d'autant plus aujourd'hui que l'agriculture est spécialisée, divisée en filières et segmentée. Les agriculteurs et

agricultrices, comme groupe social, partagent de moins en moins la même situation sociale et économique.

Le syndicalisme agricole, catégorie résiduelle

Tout comme pour l'agriculture en général, il faudra attendre la fin des années 1970 pour que des travaux historiques nuancés sur les débuts du syndicalisme agricole apparaissent. La thèse de doctorat de Robert Migner et l'ouvrage qui en a résulté, *Quand gronde la révolte verte* (1980), offrent un récit détaillé des premières années du syndicalisme agricole québécois en mettant l'accent sur les conflits entre factions syndicalistes et entre syndicalistes et l'État. Son travail concerne la période 1918-1930, celle de la fondation des unions syndicales et des rapports de force entre fermiers laïcs, organisations cléricales, coopératives agricoles, partis politiques, gouvernements et entreprises. Les travaux de Migner ont le mérite d'offrir une description détaillée de cette période conflictuelle qui se solda par la victoire du syndicalisme catholique sur les autres forces populaires agraires. Mais comme la plupart des travaux historiques, Migner raconte l'histoire sans tenter de l'expliquer ou d'entrer dans les détails sociologiques des événements qu'il raconte. Les luttes agraires sont décrites en détail, mais l'État, la société, les conditions de production, les caractéristiques socioéconomiques des acteurs (à l'exception des chefs, bien sûr) sont laissées dans le flou de l'arrière paysage.

Plus intéressante est la thèse de doctorat de Guy Boisclair (2002) qui porte sur les forces modernisatrices dans l'UCC du comté de Joliette entre 1924 et 1952. Boisclair s'est attardé aux relations fines entre l'État, le clergé et les agriculteurs modernistes de ce comté. Son étude montre que le clergé, originellement réfractaire à la modernisation agricole, changera son fusil d'épaule après la Deuxième guerre mondiale et embarquera dans le train. Boisclair fait l'historiographie détaillée de pistes déjà défrichées par d'autres sans qu'elles ne furent approfondies. Ainsi, Morisset (1987), Fortin (1971), Migner (1975, 1980) et Beauchamp (1975, 1985) avaient déjà affirmé que l'Église n'était pas monolithiquement conservatrice et agriculturiste. On savait aussi que le mouvement de modernisation agricole

provient surtout du bassin fertile des plaines du Saint-Laurent et qu'il prend réellement son essor pendant et après la Deuxième guerre mondiale (là-dessus voir surtout Morisset, 1987, p. 100-122).

Par ailleurs, l'action collective agraire ne s'exprime pas que par le syndicalisme. Une grande partie a pris la forme de la coopération agricole. Sur ce sujet, on dispose d'un corpus large de travaux³. Les plus intéressants sont ceux de Claude Beauchamp de l'Université Laval. Sa thèse de doctorat *Coopératisme et syndicalisme agricoles au Québec, 1900-1930* (Beauchamp, 1975) ainsi que ses travaux postérieurs (Beauchamp, 1979b, 1979a, 1982, 1985, 1988, 1993) s'intéressent surtout à la coopération agricole et notamment à ses relations conflictuelles avec le syndicalisme quant à la mise en marché des produits et quant à l'organisation générale de la profession agricole. Ses travaux seraient bien intéressants pour ma propre recherche s'il avait continué à étudier le syndicalisme au-delà des années 1960, ce qu'il n'a pas fait. Son dernier travail majeur est une histoire commandée de la coopérative Agropur (Beauchamp, 1988) où son objet de recherche l'amène à aborder le syndicalisme de manière très accessoire.

Encore une fois je dois répéter que cet objet de recherche spécifique, la coopération agricole, n'aborde le syndicalisme que sous l'angle des relations épisodiques et conflictuelles entre les deux formes d'associationnisme. Le syndicalisme et la coopération se sont développés en parallèle et en opposition même si, concrètement, syndiquéEs et coopérantEs sont les mêmes personnes! Cela fait dire à Beauchamp dans l'un de ses derniers articles qu'une hypothèse intéressante pour comprendre la logique des agriculteurs serait celle d'une « rationalité à deux volets d'opposition-complémentarité », les agriculteurs considérant que la complémentarité entre organisations syndicales et coopératives est plus importante que leurs oppositions et les conflits qui en découlent (Beauchamp, 1993, p. 84). Ce travail reste, à ma connaissance, le seul effort postérieur à 1990 de compréhension et d'explication des logiques sociopolitiques des organisations d'agriculteurs au Québec.

Une autre série de travaux s'intéresse à une toute autre tradition, celle de « l'action volontaire » des « femmes d'agriculteurs » (elles ne seront pas « agricultrices » avant 1980). Les femmes apparaissent très tard dans l'étude du syndicalisme agricole. Kesteman *et al.*

écrivent à propos de la fin des années 1970 que « ni l'UCC ni l'UPA n'ont jusqu'alors envisagé de faire d'elles de véritables membres de l'Union. Tout au plus ont-elles été sollicitées pour faire partie d'un mouvement affilié, mais distinct, en l'occurrence l'UCF/UCFR (Union catholique des fermières/Union catholique des femmes rurales) » (2004, p. 333). Ce « mouvement affilié » fut créé par l'institution cléricale pour contrer les autres associations, notamment les Cercles de fermières, qui éloignaient les femmes de leur rôle traditionnel et du contrôle clérical.

Les Cercles de fermières sont présents depuis 1915 au Québec⁴. Yolande Cohen estime que cette association est née alors que de profondes transformations affectaient le monde rural québécois à l'aube de sa modernisation et qu'une certaine insécurité face à ces changements a pu favoriser les forces conservatrices. Les Cercles de fermières participent de l'émergence des organisations civiles rurales et de la construction des relations de pouvoir entre l'État moderne et la société rurale. Cependant,

À la différence de l'Union catholique des cultivateurs, par exemple, cette association ne semble être a priori ni un regroupement revendicatif au sens politique et économique du terme, ni un outil pour assurer la survie d'une espèce en voie de disparition, du moins tel n'est pas son objectif initial (Cohen, 1988, p. 136).

Cohen montre que la fondation de Cercles de fermières suit les débuts de l'affirmation féminine (pas encore féministe) dans le monde agricole canadien, mouvement entamé en Ontario au début du 20^e siècle. Les premières actions de cette affirmation féminine visent à contrer l'isolement des femmes rurales et à pourvoir à leur éducation (surtout domestique et quant à l'hygiène). Au Québec, des écoles ménagères sont instaurées dans les milieux ruraux assez tôt au 20^e siècle et les Cercles de fermières naissent de ces écoles où enseignent notamment des agronomes désireux d'introduire de nouvelles méthodes agraires qui se sont butés à une résistance dans les associations d'hommes (syndicats et coopératives).

Les Cercles de fermières joueront un rôle important dans la modernisation de l'agriculture et dans la première phase de l'affirmation féminine. Organisations conservatrices sur les plans moral et social, les cercles furent toutefois un point d'entrée pour la connaissance technique « progressiste » sur l'hygiène, l'agronomie et la vie moderne.

Cohen ajoute qu'« on va parfois jusqu'à associer le cercle à une formation syndicale, puisque la défense des intérêts professionnels de ses membres est son but. Avec les cercles, les fermières entrent de plein pied dans le système de la représentation politique » (Cohen, 1990, p. 145) et ce, des années avant d'obtenir le droit de vote. Mais le poids et l'influence des Cercles de fermières ne résisteront pas à l'exode rural et aux transformations rapides de l'après Deuxième guerre mondiale. À partir des années 1950 ils ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes et auront de la difficulté à survivre au tarissement du financement étatique qui les faisait vivre depuis les débuts (Cohen, 1990, p. 74-80). À la fin des années 1960, le mouvement féministe post-suffragisme émerge et les Cercles de fermières, conservateurs de l'image domestique de « la Femme », seront tranquillement relégués à l'arrière-plan. Cohen conclut ses études en disant que les Cercles de fermière ont fait apparaître le rôle traditionnel des femmes et l'ont clairement défini. Cela a posé la table pour la contestation ultérieure, par leurs filles et petites-filles, notamment de la division sexuelle du travail, de la propriété foncière agricole, du patrimoine familial et des modes de vie conservateurs en milieu agricole (Cohen, 1990, p. 150). Ainsi, bien que conservateurs, les Cercles de fermières forment la base de l'expérience des femmes rurales, fondations sur lesquelles s'appuiera une affirmation féminine de plus en plus féministe et laïque.

Un tel mouvement laïc et libéral, l'Association féminine d'éducation et d'action sociale (AFÉAS) naît en 1966 de la fusion des Cercles d'économie domestique et de l'Union catholique des femmes rurales, alors en perte de vitesse. Selon son site Internet, l'AFÉAS actuel

pratique un « féminisme social égalitaire ». Ce type de féminisme vise, pour les femmes, l'obtention d'une identité propre, d'un statut égal, d'une liberté de choix et d'une autonomie par rapport aux inégalités persistantes dans notre société. L'Afeas, par son travail, vise à ce que les femmes deviennent des sujets de droit à part entière et que soient modifiés toutes les lois et tous les codes qui entretiennent l'inégalité hommes-femmes. (Site Internet de l'AFÉAS, section *Qui sommes-nous*, page consultée le 11 juillet 2007).

Depuis sa création, à travers ses cercles locaux, l'AFÉAS a mené une bonne partie des luttes pour la reconnaissance du travail agricole et des droits économiques des femmes rurales, agricultrices ou non, qui y seront très actives. C'est d'ailleurs de ses rangs que sortira en 1980 l'Association des femmes collaboratrices puis, en 1984, spécifiquement pour celles

qui se définissaient comme agricultrices, le Comité provincial des femmes en agriculture, qui deviendra en 1987 la Fédération des agricultrices du Québec, affiliée à l'UPA (Robert, 1987).

Le syndicalisme agricole féminin est donc assez jeune et on dispose de très peu de données sur lui. Notamment parce que les agricultrices ne s'intéressent pas tellement au syndicalisme - ce monde d'hommes - et que ce thème ne ressort pas dans les travaux historiques et sociologiques sur les femmes en agriculture. Ainsi dans les études et les documents sur les Cercles de Fermière, l'UCC-UPA est l'acteur absent dont on perçoit la présence dans l'ombre. Suzanne Dion écrivait dans une des premières études sur les femmes en agriculture : « [l]es « femmes d'agriculteurs », je les voyais avec leur mari au Congrès de l'UPA, le jour du banquet. Elles assistaient peu aux délibérations » (Dion, 1983, p. 11). Dans les travaux de Bill Reimer et Frances Shaver sur le travail agricole des femmes (Reimer, 1983; Reimer et Shaver, 1988; Reimer et Shaver, 1990; Shaver, 1980), le syndicalisme n'apparaît jamais comme une activité exercée par elles (leur collecte de données date de 1983). Dans la thèse de doctorat de Diane Parent sur les représentations de la ferme chez les agriculteurs et agricultrices (Parent, 1994), d'une part le syndicalisme est le thème le moins exploité dans les entrevues, d'autre part les quelques mentions de ce thème par des femmes est pour dire que « c'est une question d'hommes ». Enfin, les travaux portant sur la transmission des fermes qui abordent la place des filles dans la transmission du patrimoine, on n'y parle absolument pas de syndicalisme (Dumas *et al.*, 1996, texte où il n'y a pas d'occurrence du terme UPA; Parent *et al.*, 2003, 1 occurrence). L'engagement social mentionné dans ces enquêtes est celui dans les cercles locaux de l'AFÉAS ou avec d'autres organisations civiques locales. Le syndicalisme est une structure de gouverne dans laquelle les agricultrices semblent assez peu s'impliquer^a.

^a Cela dit, l'analyse de l'introduction des femmes dans les structures syndicales reste à faire. Un tel travail serait à mon avis fort intéressant pour comprendre comment une organisation fondamentalement masculine peut s'ouvrir (ou résister) aux revendications féminines et comment les femmes peuvent y trouver leur place. Les revendications des femmes en agriculture se situent généralement dans la tradition du féminisme libéral, soit de demander l'égalité devant la loi et la possibilité de faire tout ce que les hommes font, notamment sur le marché du travail et dans les structures décisionnelles de l'agriculture. Les autres traditions féministes semblent peu présentes en agriculture au Québec.

L'histoire du syndicalisme agricole au Québec : un chantier déjà très balisé ? ^a

En 1984, à l'occasion du 60^e anniversaire de l'Union catholique des cultivateurs (UCC) paraissait *Histoire du syndicalisme agricole au Québec, UCC-UPA 1924-1984*, de l'historien de l'Université de Sherbrooke Jean-Pierre Kesteman. À l'époque l'ouvrage offrait la première synthèse historique sur le sujet. Au moment de sa réédition vingt ans plus tard, il demeure le seul ouvrage de synthèse disponible^b. En vérité, on pourrait simplement écrire « le seul ouvrage disponible » tellement cet objet de recherche est peu développé au Québec. Il est par ailleurs intéressant de constater que les recherches sur le syndicalisme et le coopératisme ouvriers sont beaucoup plus développées que celles portant sur le secteur agricole, un constat que font aussi Philippe Cardon et Georges Ubbiali pour la France :

Du point de vue de la « syndicalogie », le mouvement syndical agricole apparaît comme une branche assez pauvre au regard des travaux consacrés à son homologue salarié. Bien entendu, des éléments tout à fait consistant de cette tradition sont disponibles [...], mais globalement le syndicalisme agricole apparaît encore comme un objet à construire [...] (Cardon et Ubbiali, 2004, p. 1).

On se réjouit donc *a priori* de cette réédition, d'ailleurs augmentée d'une présentation et d'une réécriture de la dernière partie pour intégrer les vingt dernières années. L'ouvrage est ainsi divisé en quatre parties qui correspondent aux périodes charnières de l'histoire du syndicat majoritaire, soit « Les premiers mouvements de cultivateurs et les débuts de l'UCC jusqu'en 1929 », une périodisation reprise des travaux de Migner (1975); « En quête d'une

^a Titre en référence à Claude Beauchamp (Beauchamp, «L'histoire du syndicalisme agricole: un chantier encore ouvert»). Cette partie du chapitre est une version remaniée d'un article paru dans *Recherches Sociographiques* en 2006 (Silvestro, «L'histoire du syndicalisme agricole, un chantier déjà très balisé?»).

^b Jean-Pierre Kesteman, Guy Boisclair, Jocelyn Morneau et Jean-Marc Kirouac. 2004. *Histoire du syndicalisme agricole au Québec, UCC-UPA 1924-2004*, 2^e édition, Montréal: Éditions du Boréal, 455 pages. Jusqu'à la fin de ce chapitre toutes les références à l'ouvrage sont tirées de cette seconde édition. Les renvois au texte sont marqués du numéro de page ou de chapitre entre parenthèses. L'ouvrage ayant été écrit à quatre mains, j'y référerai de façon générale comme Kesteman *et al.* et je mentionnerai les auteurs des parties respectives sur des points précis.

solidarité rurale : l'UCC de 1929 à 1952 », qui correspond à la période de solidification du syndicat; « Vers le contrôle d'une agriculture de marché : l'UCC de 1952 à 1972 », qui renvoie à la laïcisation et la modernisation de l'organisation ainsi qu'à la lutte pour les plans conjoints; enfin la dernière partie « Le fer de lance d'une profession renouvelée : l'UPA de 1972 à 2004 » trace l'amorce de la « prise en charge générale du développement de l'agriculture » (chap. 21) par la nouvelle UPA, assurée depuis 1972 d'être l'unique organisation autorisée à représenter les intérêts professionnels des agricultrices et des agriculteurs. Les auteurs, précise Kesteman en *Avant-propos à la seconde édition*, ont choisi de ne pas retoucher le texte des trois premières parties et d'offrir plutôt, sous la plume de Guy Boisclair, une *Présentation de la seconde édition* qui apporte plusieurs ajustements à l'interprétation qu'offrait l'ouvrage initial⁵.

Je voudrais revenir sur les critiques qu'avait amenées Claude Beauchamp lors de la parution du livre pour vérifier si les auteurs les ont pris en compte dans leur réédition. Dans un second temps, en utilisant le livre de Kesteman *et al.* comme contre-exemple, je voudrais tracer les contours d'un programme de recherche sociologique qui permettrait de mieux saisir la complexité et la diversité du syndicalisme agricole québécois.

Un chantier ouvert, certes, mais déjà balisé

La démarche de révision privilégiée par les quatre auteurs est tout à leur honneur compte tenu des critiques qu'avait apportées Claude Beauchamp à la parution de la première édition. Celui-ci écrivait alors que le livre comportait de multiples qualités sur les plans de la synthèse, de la clarté de l'exposition et du découpage historique, mais qu'on devait quand même « émettre de sérieuses réserves sur la démarche [méthodologique] » compte tenu que « l'ouvrage se présente comme scientifique » (Beauchamp, 1985, p. 209, 210). Il identifiait

alors quatre types d'apories, méthodologiques ou de l'ordre de l'interprétation des faits historiques :

L'absence de références à plusieurs documents connus, l'utilisation sans précaution [sans « distance critique »] de quelques documents, certaines affirmations et interprétations [que des documents non utilisés contredisent], de même que certains oublis [d'événements ou de dynamiques importantes] (Beauchamp, 1985, p. 210).

La critique de Beauchamp est celle d'un historien consciencieux et la presque totalité de son texte consiste à montrer, documents à l'appui, que Kesteman et ses coauteurs ont parfois mal interprété l'histoire, qu'ils ont fait certains choix spécieux quant aux documents et aux interprétations historiques et qu'ils reprennent à leur compte certaines thèses historiques, en l'occurrence celles de Migner (1975) et de Morisset (1983), sans les remettre en contexte et sans questionner leurs fondements^a. À ce titre, la présentation de la seconde édition de Guy Boisclair amène certaines précisions.

Certaines des critiques de Beauchamp concernant la méthodologie de la recherche se rapportent à l'étape de la collecte et de la classification des données, travail qui fut placé sous la responsabilité de Guy Boisclair, alors étudiant, et de Jean-Marc Kirouac, figure de proue du syndicat depuis longtemps^b. Beauchamp s'interrogeait à juste titre sur le rôle névralgique qu'a joué Kirouac à cette étape de la recherche :

^a Jean-Claude Robert reprend ces critiques de Beauchamp dans une autre recension, sans toutefois croire au « caractère scientifique » de l'ouvrage et en mettant plutôt l'accent sur l'aspect explicite de la commandite du syndicat envers les historiens (Robert, «Compte-rendu de Kesteman, Jean-Pierre, en collaboration avec Guy Boisclair et Jean-Marc Kirouac. Histoire du syndicalisme agricole au Québec UCC-UPA 1924-1984»). Robert développe une critique qui approfondit ce que Beauchamp n'avait que mentionné trois ans plus tôt en interrogeant le lien entre l'UCC-UPA et le syndicalisme ouvrier, notant que le syndicat agricole a emprunté au syndicalisme ouvrier des années 1960-70 plusieurs stratégies et mode d'expression, ce que ne mettent pas en lumière Kesteman *et al.*

^b Pendant sa période militante et salariée au syndicat, Jean-Marc Kirouac fut un des principaux acteurs de la création de l'UPA, devenant notamment son premier secrétaire général adjoint de 1967 à 1972 pour ensuite passer au poste de secrétaire général de 1972 à 1980 (Kesteman *et al.*, 2004 : 449). Dans les années soixante, il fut un des plus grands artisans de la mise en place des plans conjoints, à tel point que lors de son décès en 2003, l'hebdomadaire agricole syndical *La Terre de chez nous* (ci-après : *TCN*) titrait : « Monsieur plan conjoint : Jean-Marc Kirouac n'est plus ». Il fut aussi

Qu'est-ce qui nous assure en effet que Jean-Marc Kirouac, après avoir été pendant près de quarante ans permanent à l'UCC-UPA, ne s'était pas construit une histoire implicite du mouvement et que cette histoire ne l'a pas guidé, sans doute à son insu, dans sa démarche de dépouillement, d'analyse et de rédaction? Est-ce que la présence d'un assistant de recherche, bachelier en histoire, a pu contrebalancer ce risque? (Beauchamp, 1985, p. 221).

Ce questionnement sur les fondements de la recherche et des intérêts des chercheurs est crucial dans le processus d'objectivation d'une démarche de recherche. Que nous offre Kesteman pour justifier la sienne? Bien peu, lui qui soulignait en 1984 que le projet du livre « est né au sein même » de l'UPA (p. 7), que son premier objectif est de « fournir aux agriculteurs du Québec une lecture globale, une vision à larges traits de l'histoire de leur principale association professionnelle » (p. 11), que le projet a donné lieu à « une collaboration originale » (p. 7) et à « un travail d'équipe imposant » (p. 13). C'est-à-dire qu'il y avait interaction entre, d'une part, une équipe de recherche formée de Kesteman, d'un bachelier, d'une tête forte du syndicat et de l'équipe du centre de documentation de l'UPA et, d'autre part, un « comité interne » de lecture composé de membres et de salariés de l'UPA, lequel comité « a formulé d'intéressants commentaires et d'utiles suggestions » (p. 14). Malgré que Kesteman se défende d'avoir rédigé, sur demande, « la version officielle de l'histoire de l'UCC-UPA » (p. 14), on peut raisonnablement se questionner sur le pouvoir d'influence qu'a eu le syndicat sur les chercheurs. L'UPA est en effet connu pour son « rêve corporatiste » (pour des exemples cf. p. 417-418), sa tendance centralisatrice (cf. p. 28-31, 353-356), sa grande capacité à diffuser le discours des dirigeants (cf. p. 279, 295-304, 356-358, 361) et à contenir la contestation interne (cf. p. 330, 371-380, 392-393, 419). Il ne s'agit pas ici de dénigrer la participation de l'UPA dans la construction de sa propre histoire, mais plutôt de mettre en évidence le fait que, malgré la participation centrale d'universitaires reconnus, l'ouvrage sur le syndicalisme agricole était piloté par le service d'histoire de l'UPA.

organisateur syndical, directeur de *TCN* et termina sa carrière comme responsable du service d'histoire de l'UPA, le temps de diriger le projet de *l'Histoire du syndicalisme agricole québécois*. Grand partisan de la thèse de l'unité de la classe agricole, Kirouac a passé sa vie à bâtir la forteresse qu'est devenue l'UPA. Il était « un homme convaincu et convaincant comme on n'en voit plus aujourd'hui », selon un de ses amis (cité par Larivière, «Monsieur Plan conjoint. Jean-Marc Kirouac n'est plus»).

Ainsi le principal défaut de l'ouvrage réside dans son parti pris pour une histoire des structures centrales de l'UCC-UPA et pour une narration qui met cette dernière en valeur, avec un enthousiasme parfois exagéré, une conclusion à laquelle parvenait aussi J.-C. Robert (1988, p. 264). Il est ainsi évident que le terrain de la recherche a été clôturé par les commanditaires, l'UPA et son « service d'histoire », et que ceux-ci ont pu, tout au long du processus, ré-aménager les piquets de la clôture. Pour reprendre le titre de l'article de Beauchamp en 1985, on peut bien dire que « le chantier de l'histoire du syndicalisme agricole est encore ouvert », mais c'est un terrain déjà balisé par un groupe qui a des intérêts corporatistes. Un terrain qu'on doit donc dé-clôturer avant de s'y engager.

Il ne faudrait toutefois pas se limiter à ces considérations pour discréditer le travail de Kesteman *et al.* En effet, dans la mesure où l'UCC-UPA a pratiquement toujours été le seul syndicat *significatif* en agriculture, dans la mesure où il a effectivement réussi à représenter la presque totalité des agricultrices et des agriculteurs, et considérant que son leadership recueille l'adhésion de la majorité des praticienNes de l'agriculture, de la classe politique et des fonctionnaires, jusqu'à quel point peut-on parler d'histoire partielle ou partielle? L'histoire du syndicalisme agricole au Québec ne peut qu'avoir en son centre l'UPA. Ainsi malgré les critiques que j'expose, il faut réaffirmer que l'ouvrage est tout à fait nécessaire pour l'avancement de la connaissance sur la pratique syndicale en milieu agricole. Il en offre la première et la seule histoire synthétique et sa qualité historiographique est indéniable, même si les objectifs du projet déterminaient un produit relativement « grand public » et peu soucieux des contestations du syndicalisme majoritaire. Ce travail prend en compte *presque* toutes les études disponibles au début des années quatre-vingt et laisse transparaître un ample travail de recherche complémentaire, le tout constituant une histoire riche et détaillée qui trace un portrait honnête et vraisemblable de l'évolution du syndicalisme agricole québécois dans ses dimensions les plus significatives. C'est aussi la conclusion de J.-C. Robert (1988), alors que Beauchamp (1985) demeure pour sa part plus mitigé. Ce dernier appelait d'ailleurs au renouveau des études empiriques sur le syndicalisme agricole. Malheureusement, son appel est resté lettre morte et on cherche en vain aujourd'hui, dans les départements de sociologie, de sciences politiques, d'anthropologie ou d'histoire, des travaux universitaires sur l'évolution du syndicalisme agricole au Québec⁶.

S'affranchir des balises et prendre le champ

Si on se concentre sur la période postérieure au référendum sur le monopole de la représentation syndicale (1972) qui marque un saut qualitatif dans l'évolution du syndicat, on constate que la richesse de l'information et la profondeur de l'interprétation de Kesteman *et al.* s'amenuisent. La dernière partie de l'ouvrage, œuvre de l'historien trifluvien Jocelyn Morneau, bien que s'inscrivant dans l'ensemble du livre, laisse à désirer.

Dans la conclusion de sa critique, Beauchamp déplorait que les auteurs aient accordé si peu d'importance à l'histoire des différentes fédérations syndicales (régionales ou spécialisées), alors que celles-ci prennent de plus en plus d'importance au point de constituer aujourd'hui la véritable armature du syndicalisme. La multiplication des fédérations spécialisées, par exemple, est un effet direct des dynamiques de modernisation, de spécialisation et d'industrialisation de l'agriculture et Kesterman *et al.* ne consacrent que peu d'espace à leur rôle dans la gestion des agences de vente et des plans conjoints. Cette critique demeure valide malgré la réécriture de la quatrième partie en vue de la réédition de l'ouvrage en 2004. Beauchamp mentionnait aussi que Kesterman *et al.* minimisent l'importance et le nombre de conflits à l'intérieur du monde agricole, notamment ceux entre les structures syndicales et les structures coopératives. Il notait aussi qu'on n'abordait pas les relations qu'entretient l'UCC-UPA avec les autres organisations de la société québécoise, c'est-à-dire syndicats ouvriers, partis politiques et autres organisations civiles, ce qu'a relevé aussi J.-C. Robert (1988). Cela montre à quel point la recherche de Kesterman *et al.* est refermée sur elle-même et aborde l'UCC-UPA comme une organisation auto-référentielle, ce qui laisse transparaître « une sorte d'exercice téléologique pour montrer la continuité et la légitimité de l'action du syndicat » (Robert, 1988, p. 264). Pour éviter ce piège et construire une interprétation sociologique du syndicalisme agricole québécois, il faut recadrer la recherche en fonction de deux grandes dimensions :

1. Le contexte social dans lequel s'inscrit le syndicalisme

On doit mettre en lumière les dynamiques qui animent le contexte social dans lequel s'insère le syndicalisme agricole, ce qui va au-delà de la simple description de l'évolution générale de l'agriculture et de la pratique agricole. Il faut comprendre que l'UPA est une organisation qui a des ramifications très étendues et qui prend part à la régulation de larges pans de la réalité rurale et agricole québécoise. Comme l'écrivent Kesteman *et al.*, « à la différence des syndicats ouvriers qui ne contrôlent aucune phase de la production, la profession agricole organisée domine, parfois en exclusivité, des espaces très vastes de l'économie agricole » (p. 420). Sans compter que le syndicalisme agricole a un rôle à jouer dans la protection légale du territoire agricole et dans la gouverne de plusieurs municipalités rurales. On doit par conséquent se poser trois premières questions concernant l'inscription de l'UPA et des autres syndicats agricoles dans l'espace social québécois :

a) D'abord, quel est le statut social des agriculteurs et de leurs organisations, c'est-à-dire quelle place leur accorde-t-on dans la société québécoise et comment les perçoit-on? Kesteman *et al.* mentionnent que l'histoire du syndicalisme agricole québécois en est une de conquête de la capacité à s'autodéfinir et à diffuser cette définition, ce qui est vrai. Mais se restreindre à cela réduit la portée de la compréhension globale du statut de l'agriculteur et de ses associations syndicales à l'intérieur de la société. Plusieurs chercheurEs affirment que le secteur agricole, habitué de s'autoréguler, doit aujourd'hui s'ouvrir de plus en plus aux acteurs externes - associations écologistes, consuméristes, « citoyennes », etc. - qui demandent un droit de regard sur les activités agricoles. Le changement est de taille :

Au moment où la population active agricole ne cesse de diminuer et son influence politique de s'affaiblir, l'agriculture comme système d'action, doit accepter un régime de coresponsabilité avec les autres segments de la société, là où elle était plutôt habituée à monopoliser la définition de ses problèmes, comme ses normes et pratiques d'action (Joly et Paradeise, 2003, p. 2).

Dans ce contexte, les changements normatifs dans les représentations sociales sur l'alimentation et l'agriculture peuvent influencer directement les agissements des organisations syndicales agricoles. Comme l'écrivait Diane Parent dans le quotidien *Le Devoir* (Parent, 2003a, p. A7), les agricultrices et agriculteurs québécois sont plutôt déconcertés par la perception d'eux-mêmes que leur renvoie la « société civile ». Après leur avoir demandé de nourrir le Québec au plus bas prix, voilà maintenant qu'on les accuse de

polluer et de rendre la vie rurale impossible. Pour la ou le chercheurE, il est par conséquent impossible de passer à côté de ces changements dans les représentations sociales pour comprendre l'action syndicale agricole.

b) Dans la suite de cette question, il est impératif d'approfondir l'étude des interactions obligées et/ou volontaires entre les structures syndicales et les acteurs collectifs/les structures en dehors des relations sociales strictement agricoles (comme l'avaient déjà soulevé Beauchamp et J.-C. Robert), c'est-à-dire les liens avec le syndicalisme ouvrier, les partis politiques et certaines autres organisations à caractère rural (par exemple Solidarité rurale, la Fédération des municipalités, l'Ordre des agronomes, etc.), écologistes ou consuméristes sont ainsi à démystifier. On doit aussi restreindre l'échelle de la question et la poser à l'échelon local : quelle sont les relations entre les syndicats agricoles et les différents espaces ruraux locaux, c'est-à-dire avec les municipalités, les organismes de développement local, les citoyennes et citoyens ruraux, les consommatrices et les consommateurs, les autres entrepreneurEs? De cette interrogation devrait ressortir un portrait des agricultrices et des agriculteurs insérés dans leur milieu socio-territorial et non plus exclusivement dans l'espace professionnel du syndicat et du régime agricole.

c) On doit aussi s'interroger sur les relations conflictuelles qui émergent entre l'UPA ou ses structures affiliées et d'autres acteurs sociaux, une question qui est pratiquement occultée par Kesteman et ses collègues. Les conflits sont de plus en plus nombreux dans le monde agricole et concernent essentiellement l'orientation du développement rural et agroalimentaire. On sait que l'UPA a fait de fortes pressions sur le Parti québécois dans la première moitié des années 1990 pour faciliter le positionnement de l'agriculture québécoise sur les marchés mondiaux et pour renforcer le pouvoir agricole sur le développement du monde rural (Gélinas, 2001), ce qui a mené à l'adoption de certaines dispositions législatives (notamment les lois 23 et 184) qui ont contribué à accroître les tensions entre, d'une part, les agriculteurs et leurs structures syndicales et, d'autre part, les municipalités et les citoyens ruraux. S'est alors développé la problématique de la « cohabitation » entre les activités agricoles - maintenant minoritaires en milieu rural - et les autres usages du territoire, essentiellement le résidentiel et le secteur récréotouristique, mais aussi les pratiques d'agriculture à temps partiel, d'artisanat agroalimentaire (développement

des terroirs) ou de sylviculture alternative qui sont empêchés par la standardisation des règles du régime agricole.

Cette problématique de la cohabitation sociale et économique en zone agricole⁷ prend l'allure d'un conflit ouvert depuis qu'une partie de l'agriculture québécoise s'est engagée dans l'industrialisation et l'exportation. Or ce n'est pas du tout abordé par Kesteman *et al.* On sait pourtant que, depuis 1996, des comités de citoyenNEs ruraux préoccupés par la pollution en milieu rural et opposés à l'expansion de l'industrie porcine s'agitent et ont réussi, en joignant leurs efforts à l'Union paysanne et à plusieurs autres acteurs collectifs, à faire imposer en 2002 un moratoire sur l'expansion de l'industrie porcine et à faire mettre sur pied une commission du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) pour examiner ses pratiques (cette lutte sera traitée dans les chapitres 4 et 5 de cette thèse). Dans leur courte section sur la protection de l'environnement, Kesteman *et al.* mentionnent ce moratoire à une seule reprise, en parlant d'autre chose : « avant le moratoire sur la production porcine adopté en 2002, environ 7 millions de porcs étaient engraisés par année au Québec » (p. 399). Nulle part n'est mentionné le processus qui a mené à l'imposition d'un moratoire, nulle part il n'est fait mention des comités de citoyens, de l'Union paysanne et de la commission du BAPE.

d) Quatrièmement, on doit se poser la question de la réelle diversité du syndicalisme agricole québécois, ce que ne font pas Kesteman *et al.* Il est impératif, d'une part, de tracer l'histoire des différentes organisations syndicales qui se sont développées à l'extérieur de la structure formelle de l'UPA et qui ne l'ont intégré formellement qu'après plusieurs années d'existence. Il s'agit en fait de faire l'histoire de la centralisation et de la concentration du pouvoir syndical. D'autre part, on doit aussi prendre en compte les associations d'industriels de l'agriculture, par exemple l'Association québécoise des industries de nutrition animale et céréalière (AQINAC) qui entretient des relations de partenariat conflictuel avec l'UPA depuis des années. Parmi les structures syndicales qui se sont affiliées tardivement à l'UPA, la Fédération de l'agriculture biologique du Québec (FABQ) et la Quebec Farmers' Association (QFA) sont des cas intéressants, notamment

parce que les auteurs ne leur accordent que très peu d'attention alors qu'il y a lieu de s'interroger sur les événements qui ont précédé leur affiliation^a.

Une autre absence remarquée dans le livre de Kesteman *et al.* est celle de l'Union paysanne, syndicat agricole né en 2001 qui questionne la plupart des choix et des structures de l'UPA, sa première revendication étant le retrait du monopole syndical^b. Malgré que les chercheurs aient récolté des données jusqu'en 2004, ils ne mentionnent cette compétitrice directe de l'UPA qu'à une seule occasion, dans une note de fin de volume, en l'associant avec l'idée de la libre concurrence des forces du marché alors que le document qu'ils citent propose plutôt le soutien public en fonction d'une norme d'écoconditionnalité sévère.

e) Enfin, pour compléter ce tableau, il serait approprié d'effectuer une analyse du discours de l'UPA pour en repérer les topiques relatifs à l'agriculture et au syndicalisme agricole, certes, mais aussi ceux qui se rapportent aux relations de travail, à l'environnement, aux enjeux politiques et constitutionnels, aux enjeux économiques, sociaux et démographiques, etc. Bref, par une analyse diachronique, faire ressortir les grands thèmes et sous-thèmes du contenu du discours public de l'UPA. Cette analyse doit être mise en relation avec les représentations sociales sur l'agriculture mentionnées plus haut, ce qui permettrait de

^a Les auteurs consacrent exactement une ligne à la FABQ, dans une liste à la page 343. Cette fédération est née en 1989 suite à la transformation du Mouvement pour l'agriculture biologique (MAB, créé en 1974) en fédération professionnelle de producteurs agricoles. Les auteurs ne mentionnent nulle part que c'est après douze ans de cohabitation et de développement parallèle, et quelques semaines seulement avant la fondation de l'Union paysanne en décembre 2001, que la FABQ a opté pour les moyens colossaux de l'UPA et s'y est affiliée. Pourtant en 2005, l'Union paysanne biologique, affiliée à l'Union paysanne, comptait plus de membres que la FABQ. Par ailleurs, les auteurs consacrent un paragraphe à la QFA, qui existe depuis 1957 et qui représente autour de 2000 petites fermes familiales appartenant à des anglophones. Depuis des années, la QFA est proche de l'UPA sans toutefois y être affiliée; il faut dire que, dans le contexte, elle n'a guère le choix. Plusieurs de ses membres ont fait partie d'une tentative de faire tomber le monopole syndical entre 1988 et 2000 (voir chapitre 4 de cette thèse). En 2002, pour des raisons qui ne sont pas explicitées dans le livre de Kesteman *et al.*, la QFA s'est affiliée à l'UPA (cf. p. 342, 347).

^b « L'Union paysanne a pour but de regrouper en une force collective organisée et représentative tous ceux qui sont en faveur d'une agriculture et d'une alimentation paysannes pour faire contrepoids au monopole de représentation syndicale et au puissant lobby de l'industrie agroalimentaire et des promoteurs du libre-échange en faveur d'un modèle industriel d'agriculture » (Union paysanne, *Déclaration de principe*, décembre 2001, 1^{er} par.).

mieux comprendre l'évolution du discours de l'UPA. Les auteurs de l'*Histoire du syndicalisme agricole* consacrent une section de leur travail à l'idéologie de l'UCC entre 1950 et 1972, basée sur les travaux de Rivet (Rivet, 1975). On aurait aimé disposer d'une analyse semblable pour les années postérieures à 1972.

En définitive, il apparaît clairement que, pour avoir un portrait plus juste du syndicalisme agricole, il faudra suivre la voie entamée par des chercheurEs français qui, plutôt que de partager le mythe de l'unité de la classe agricole, l'ont étudié sous l'angle des différentes idéologies agraires, de ses conflits internes et de la lente progression vers la suppression des monopoles syndicaux issus du centralisme corporatiste du 19^e siècle européen (voir principalement Brüggeman et Riehle, 1992; Bruneau, 2003; Cleary, Flynn et Lowe, 1992; Clerc, 1990; Coulomb *et al.*, 1990; Franquemagne, 2006; Henriques et Reis, 1992; Hervieu, 1990; Hervieu et Lagrave, 1992; Hubscher et Lagrave, 1993; Hubscher et Rinaudo, 1992; La Fuente Blanco et Moyano, 1992; Lagrave, 1990; Martin, 2005; Mormont et Van Doninck, 1992; Smith, 1992; Transrural, 2006). Kesteman *et al.* notent eux-mêmes que le monde agricole se diversifie et que les intérêts se différencient. L'UPA, dans ce contexte, est de plus en plus appelée à gérer des conflits internes et externes et elle est attaquée sur aux moins quatre fronts : par des industriels qui veulent industrialiser plus rapidement, par des paysanNEs qui veulent cultiver autrement, par des citoyenNEs qui demandent des campagnes vertes et pimpantes et par des consommatrices et des consommateurs qui veulent connaître les conditions de production de leur nourriture pour pouvoir faire des « choix politiques sur le marché économique ».

2. Les dynamiques internes

Sur le plan interne au champ de l'organisation syndicale, une sociologie critique prendra d'abord en compte l'histoire des différentes fédérations affiliées à l'UPA, comme on l'a déjà mentionné, et des autres organisations syndicales existantes. L'analyse doit ensuite s'attarder à plusieurs dimensions : les représentations sociales des agriculteurs relativement à leurs structures syndicales, la distribution du pouvoir et les processus de décision, les pratiques discursives et de diffusion du discours et la question des relations de genre.

a) En premier lieu, notons qu'on dispose de très peu de données sur les représentations sociales des agricultrices et des agriculteurs quant à leurs organisations syndicales, un champ d'exploration qu'a défriché Diane Parent sans toutefois s'y engager sérieusement^a. Bruno Jean (1997, chap. 6) expose pour sa part quelques résultats d'une recherche comparative internationale, mais les questions du sondage ont été tellement normalisées que les réponses n'indiquent plus grand-chose. Il faudrait donc systématiser la collecte et l'analyse des représentations sociales des agricultrices et des agriculteurs. À travers l'analyse, il faudrait pouvoir départager un tant soi peu la part d'influence des structures syndicales sur les représentations sociales des agriculteurs et sur leurs pratiques agricoles et syndicales.

b) Cette première question renvoie à une seconde, celle des pratiques discursives et de diffusion de l'information à l'intérieur du syndicat et parmi les agriculteurs. Kesteman *et al.* nous disent que la cotisation obligatoire au syndicat a fait disparaître le rôle des anciens recruteurs de l'UCC qui furent pendant longtemps les propagateurs de l'idéologie. Aujourd'hui, comment l'UPA et ses structures affiliées parlent-elles à leurs membres ? Notamment par *La Terre de chez nous*, par les programmes de formation, les bulletins internes et les revues publiées par les fédérations régionales et spécialisées, etc. Il y a lieu d'explorer plus avant ces mécanismes de diffusion ainsi que les interrelations entre les médias d'information du syndicat et les dirigeants. Pour ne prendre qu'un exemple, on ne peut se contenter, comme le font Kesteman *et al.*, d'affirmer que *La Terre de chez nous* bénéficie « d'une autonomie rédactionnelle et d'une grande indépendance » (p. 356) alors que les locaux de l'hebdomadaire sont situés dans l'édifice du syndicat, que jusqu'en 1979 il était directement rattaché au secrétariat général de l'UPA et, enfin, considérant que les dirigeants de l'UPA y disposent d'une tribune hebdomadaire assez importante et qu'on fait systématiquement appel à leurs propos pour donner le ton sur les nouvelles de la semaine.

^a Diane Parent utilisait dans sa recherche doctorale une approche qualitative qui ne restreint pas d'emblée les thèmes qui pourront être abordés dans les entretiens avec les participantEs. Elle affirme que le thème syndicalisme agricole « a fait l'objet de moins de développements [que les autres thèmes] » chez ses sujets (Parent, 1996, p. 13). C'est probablement parce que son objet principal de recherche était les représentations sociales relatives à la transformation de la propriété des exploitations agricoles familiales.

Considérant « ce que parler veut dire » - pour reprendre un mot de Bourdieu - et les relations entre savoir et pouvoir, la recherche sociologique a besoin d'une analyse plus consistante que ce que nous offrent Kesteman *et al.*

c) Analyser les mécanismes de transmission de l'information et les formes du discours ne peut se faire sans prendre en compte les relations de pouvoir, la distribution du pouvoir et les structures hiérarchiques. Guy Boisclair, dans sa *Présentation de la seconde édition*, met en lumière le fait que le syndicalisme agricole a toujours été dirigé par les élites agricoles, c'est-à-dire d'abord les prêtres et ensuite les agriculteurs les plus riches, les plus performants et les plus engagés dans la modernisation agricole^a. Entre sa création et les années 1950, l'UCC fut une organisation corporatiste fortement centralisée, une « démocratie bien encadrée » qui diffuse ses idées du haut vers le bas, comme le décrit Boisclair (p. 28-31). Peu d'information est offerte concernant la période postérieure à 1972 dans le livre de Kesteman *et al.*. Certes, l'UPA est devenue nominalement une confédération, mais le pouvoir se situe toujours dans le haut des structures même si, depuis les années 1940, les cercles locaux ont pris de l'assurance. Il y a donc lieu de se questionner sur le rôle des dirigeants des différentes fédérations et des élites dirigeantes. Les conflits internes à l'UPA sont plus nombreux et fréquents que ne laissent sous-entendre Kesteman *et al.*, lesquels insistent plutôt sur la capacité du syndicat à concilier les intérêts divergents. Les auteurs nous parlent bien de la contestation du monopole syndical devant les tribunaux par un agriculteur dans les années 1990 (M. Maurice Lapalme, voir chapitre 4 pour les détails), mais ils ne mentionnent pas l'Union paysanne ni les quelques 5000 producteurs agricoles poursuivis depuis 20 ans devant les tribunaux par l'UPA pour refus de paiement de la cotisation syndicale obligatoire.

Tout au long de leur texte Kesteman *et al.* montrent plutôt, par exemple avec « la querelle des deux laits » (p. 373-377), comment l'UPA en tant qu'organisation centrale est capable d'imposer ses vues pour concilier les intérêts divergents des différents groupes

^a « Entre 1924 et 1952, les dirigeants de l'UCC disposent d'un capital immobilier nettement supérieur à celui de l'ensemble des agriculteurs de leur paroisse respective » et « [f]aisant en général partie des couches les mieux nanties de leur paroisse respective et portant un intérêt particulier à la modernisation des techniques agricoles, les dirigeants de l'UCC sont aussi fortement engagés dans les divers organismes d'encadrement et de gestion de la vie rurale et régionale » (p. 27).

d'agriculteurs. Il est donc indispensable de prendre en compte les interactions entre l'organisation centrale et les fédérations affiliées et de mettre à jour les mécanismes du pouvoir, les hiérarchies entre les acteurs, la distribution du pouvoir entre les différentes fédérations du fait de leur richesse ou de leur poids respectif dans l'économie agricole, etc. On doit aussi prendre en compte la distribution du pouvoir à l'intérieur même des fédérations régionales et surtout des fédérations spécialisées, considérant qu'elles sont pour la plupart dirigées par une certaine « élite agricole » qui reste encore à qualifier avec précision.

Un autre aspect des relations de pouvoir est celui de la bureaucratisation, de la spécialisation et de la technocratisation du syndicat agricole^a. Kesteman *et al.* nous disent à ce propos :

Fort de ses connaissances, de son habilité à contrôler les réseaux d'information, à élaborer des stratégies et à appliquer des politiques, ce personnel [administratif] spécialisé n'a pas tardé à exercer un pouvoir considérable. Ce phénomène a été qualifié de technocratisation des organisations. Or, on ne voit rien de tel à l'UPA, bien qu'elle se soit dotée d'un personnel d'encadrement et de gestion au cours des dernières décennies. En effet, encore aujourd'hui, les agriculteurs ont une prise directe sur les orientations et les décisions de l'UPA. (Kesteman *et al.*, 2004, p. 356).

Considérant ce qui a été dit plus haut, on se permettra de douter que la bureaucratisation de l'UPA n'ait pas eu d'effet sur son fonctionnement et sur l'encadrement de la pratique agricole. Surtout que l'UPA et ses structures se sont employées, depuis 1972, à accroître leur contrôle sur les « conditions générales d'existence » de l'activité agricole, autant en amont (représentation syndicale, financement, protection du territoire agricole, formation, assurance) qu'en aval (négociations commerciales, mise en marché, transformation, communications), ce qui en fait une des seules organisations professionnelles de ce type (p. 410-411). N'aurait-on pas besoin d'une analyse approfondie des structures mises en place par l'organisation centrale pour s'assurer le contrôle progressif de tous les aspects de l'activité agricole? Quels sont les principes idéologiques au fondement de ses structures? Quelle est l'influence de ces structures qui véhiculent un certain discours sur les

^a En 1985, autour de 425 non-agriculteurs travaillaient pour l'UPA et ses structures affiliées. En 2003, c'est environ 900 personnes, dont 425 à la Maison de l'UPA à Longueuil (p. 355).

pratiques des agriculteurs depuis 1972? L'étude sérieuse de la distribution du pouvoir dans l'UPA pourrait ainsi peut-être expliquer certaines choses, par exemple que l'industrie porcine est celle qui s'est le plus développée et qui a accaparé le plus les subsides publics pendant les douze ans de règne de Laurent Pellerin, un porcher *très* moderne, à la tête du syndicat.

d) Enfin, on remarque que Kesteman *et al.* ne font qu'une description sommaire de la lutte des femmes pour la reconnaissance de leur travail et de leur statut. Une description qui se contente de dire, en substance, que l'UPA a peu à peu intégré la question des relations de genre dans son discours et dans ses pratiques. Ainsi les auteurs ne font qu'effleurer les dimensions soulevées notamment par Reimer et Shaver (1988, 1990) et Dagenais (1987), à savoir la division sexuelle du travail, la structure de la propriété et celle de la transmission du patrimoine. Les auteurs n'abordent pas non plus la question de la place des femmes dans les structures syndicales, se bornant à écrire : « [l']UPA, avouons-le, a été un mouvement composé et dirigé par des hommes depuis soixante ans et s'insère de plus dans une tradition presque millénaire faisant du chef de famille le chef d'exploitation agricole » (p. 334). On se demande aussi pourquoi les auteurs ne se sont pas servis plus amplement de la belle étude de Suzanne Dion (1983) sur la situation des femmes en agriculture au Québec, ni des travaux plus récents de Diane Parent (1994, 1996) sur les représentations sociales des agriculteurs et agricultrices, de Parent *et al.* (2003) et de Dumas *et al.* (1996) sur la transmission des fermes. L'exposé de Kesteman *et al.* aurait bénéficié de l'apport de ces travaux pour accorder à la question des relations de genre dans le monde agricole québécois tout l'espace et toute la profondeur d'analyse qu'elle mérite.

*

* *

Il m'apparaît finalement que si le travail de Kesteman *et al.* fait preuve d'une réelle volonté d'offrir une histoire à la fois synthétique et détaillée, il laisse toutefois à désirer sur plusieurs plans. J'ai relevé, en faisant appel aux critiques antérieures de Beauchamp (1985) et de J.-C. Robert (1988), plusieurs apories dans leur travail, notamment d'ordre méthodologique et de l'interprétation des faits historiques. Il est apparu au terme de cette

critique préliminaire que le champ d'étude du syndicalisme agricole fut étroitement balisé par Kesteman *et al.* et leurs commanditaires et que, par conséquent, un programme de recherche critique doit commencer par le dé-clôturer.

Je fais ici, à la suite de cette revue, un plaidoyer pour l'étude des différences plutôt que des ressemblances, dans le but de faire ressortir la diversité plutôt que l'unité du monde agricole, cette dernière étant largement factice et d'ordre idéologique. Deux ordres de considération sous-tendent ce plaidoyer. D'un côté, sur le plan théorique, l'étude des différences et des diverses composantes à l'intérieur d'un mouvement ou d'un groupe social permet d'en mieux connaître la population et les logiques d'action. Il est en effet illusoire de croire que les agricultrices et les agriculteurs aient toutes et tous la même vision du monde, les mêmes intérêts particuliers et la même analyse politique. De plus, une sociologie critique des processus industriels, des processus capitalistes et de la gouvernance centralisatrice des États-nation sera sensible aux discours et aux actes de protestation qui révèlent les inégalités dans la distribution du pouvoir et des ressources, d'autant plus que ces discours et ces actes sont réprimés et balayés sous le tapis par l'organisation syndicale centrale. Or ils révèlent les problèmes et les dysfonctionnements du système de régulation agraire et mettent au jour des situations individuelles qui ont une pertinence sociologique.

D'un autre côté, la sociologie contemporaine insiste sur la déliquescence progressive des structures sociales héritées de la période industrielle et la recomposition des liens sociaux par des réseaux sociaux qui dépassent ou se situent en-deçà des limites des États-nations. La diversification des groupes sociaux et des situations individuelles à l'intérieur même des classes sociales provoque la recomposition des solidarités et des identités sur la base de nouveaux référents, souvent la profession, le lieu d'habitation, le réseau social ou culturel. Les agricultrices, agriculteurs et autres habitantEs du monde rural n'échappent pas à cette logique même si elles et ils participent de sphères sociales – le monde agricole et l'espace communautaire rural – où des liens sociaux parfois très forts créent un sentiment d'identité et de solidarité. Au-delà de l'acceptation du mythe de l'unité agricole, la sociologie se doit de mieux connaître les situations particulières des sous-groupes qui composent la population agricole.

Cette étude des différences est d'autant plus importante que le régime agricole que Kesteman et ses collègues laissent entrevoir s'est institutionnalisé depuis les années 1970, se fixant autour des plans conjoints, du monopole syndical et des programmes de soutien public au volume de production. Ce « contrat social » établi autour de la modernisation de l'agriculture et de la fourniture d'aliments au plus bas prix est aujourd'hui fortement remis en question par des agricultrices, des agriculteurs et des acteurs collectifs pas nécessairement agricoles. L'analyse que nous offrent Kesteman *et al.* laisse systématiquement de côté ces remises en question du modèle agroalimentaire, du rôle de l'agriculture et de ses praticienNEs. L'institutionnalisation de la question agraire dans un régime qui encadre de façon très serrée la pratique agricole - rejetant à la marge ceux et celles qui n'acceptent pas la standardisation moderne - et qui établit des barrières de plus en plus solides entre lui et le reste de la société n'est pas prise en compte par Kesteman *et al.*, qui donnent plutôt une image jovialiste de la place qu'occupe l'UPA dans la société québécoise.

L'Institutionnalisation de la question agraire et la fermeture du régime agricole

À la lecture d'ouvrages comme celui de Robert Migner (*Quand gronde la révolte verte*, 1980), de Firmin Létourneau (*L'Union catholique des cultivateurs*, 1950) ou de Kesteman *et al.* (2004), on se rend aisément compte que les praticienNEs ont déjà formé un groupe social (mouvement social?) fort, composé de plusieurs organisations (souvent concurrentes) comptant des dizaines de milliers d'adhérents directs et indirects, reposant sur un fort ancrage dans un territoire et une identité, et pratiquant un répertoire d'action collective adapté au contexte politique corporatiste du début du vingtième siècle québécois.

Or depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, gouvernants, agriculteurs, entreprises de l'agroalimentaire et autres spécialistes de l'agriculture ont tous posé la question agraire en termes de modernisation générale par la technologie et d'inscription sur les marchés capitalistes, et le syndicalisme est devenu de moins en moins mouvement social et de plus en plus professionnel à mesure de son institutionnalisation. La volonté affichée de toutes les parties intéressées était d'embarquer dans le bateau de l'accroissement de la productivité, de la réduction des coûts de production, de la protection des marchés internes et du soutien à

l'exportation. C'est ce que plusieurs appellent « le contrat social agricole » qui s'est établi partout en Occident (Joly et Paradeise, 2003; Jean, 1997, 2006a). Cette « question agraire » consistait à assurer, par le biais de l'État, le développement du secteur agroalimentaire (agriculture et transformation) et une certaine autosuffisance alimentaire nationale. Pendant la période de forte croissance après la Deuxième guerre mondiale, les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada ont généralement misé sur la construction d'un capital national fort et de groupes industriels locaux pour développer l'industrie lourde et manufacturière liée à l'agroalimentaire, ce que l'on verra en détail au chapitre trois. Quant au soutien aux agricultrices et aux agriculteurs, il s'est traduit par diverses politiques visant essentiellement à soutenir leur revenu, à protéger le marché interne et à soutenir les exportations.

Tout au long de cette période, la « question agraire » au Canada et au Québec s'est exprimée à travers des canaux institutionnels à l'écart des débats publics dans un régime agraire de plus en plus auto-référentiel. La régulation de l'activité agricole s'est faite par le biais de politiques sectorielles, professionnalisées et fragmentées. Sectorielles au sens où chaque politique concerne un secteur différent de production agricole (une filière de production : lait, bœuf de boucherie, porc, etc.). Professionnalisées au sens où les agricultrices et les agriculteurs sont institués en différents groupes professionnels en fonction de leur secteur de production. Une logique qui fut sans cesse renforcée, notamment après le référendum sur l'accréditation syndicale unique qui marque la frontière entre les anciens cultivateurs et les professionnels producteurs agricoles. Fragmentées au sens où *les* politiques agricoles ne constituent pas *une* politique agricole intégrée comportant une vision d'ensemble du développement agricole^a. Cette tendance à la sectorialisation des politiques publiques, à la fragmentation des arènes de décision et à leur éloignement des agriculteurs et des citoyenNES est commune à tous les régimes agricoles en Occident (Hervieu et Lagrave, 1992).

^a C'est moins le cas en Europe où existe une Politique agricole commune (PAC) qui régule l'ensemble de l'agriculture européenne. Cette PAC est tout de même divisée en secteurs agricoles. Aux États-Unis existe le *Farm Bill*, un ensemble de politiques qui régissent le secteur agricole en fonction d'une philosophie globale. Les agriculteurs québécois et canadiens réclament l'équivalent d'un *Farm Bill* depuis de nombreuses années.

Le caractère fragmenté et sectoriel de la régulation agricole révèle aussi son manque d'ancrage dans le territoire et la collectivité politique au profit d'un ancrage dans un espace virtuel de production/mise en marché délimité par une convention collective et des relations commerciales entre des unités de production. La fragmentation ne permet pas de déboucher sur une politique du développement rural ou du développement régional qui prenne en compte les aspects géosociaux et les usages multiples des territoires (Bouchard, 2006; Vachon, 1991, 2002). Selon le chercheur Michael Woods, dans l'évolution de la régulation agricole occidentale, le rural comme lieu physique et espace symbolique de la production agricole a été complètement oublié au profit d'intérêts *situés dans* l'espace rural :

In many countries the external representation of rural interests became hidden within the private spaces of policy-making, advanced by deliberation and negotiation rather than through public campaigning. In these ways, the 'rural' was effectively annulled as an object of governance for the state. 'Rural interests' could be dealt with on a sector-by-sector basis. (Woods, 2003, p. 311).

Suivant cette logique, la représentation des intérêts agricoles et industriels est assurée par les associations (groupes de pression) représentantes des parties prenantes du régime : les fournisseurs d'intrants agricoles, les agricultrices et agriculteurs, les acheteurs/transformateurs de produits agricoles, les institutions financières. Les régimes agricoles qui sont se sont institutionnalisés dans la plupart des pays occidentaux depuis les débuts du vingtième siècle se caractérisent ainsi par : (1) un nombre relativement peu élevé de participants; (2) l'exclusion des voix alternatives et dissidentes; (3) le corporatisme; (4) la professionnalisation et (5) le consensus idéologique (Hervieu et Lagrave, 1992; Lémery, 2003; Woods, 2003).

Les acteurs du régime québécois

Les textes regroupés dans l'ouvrage *Les syndicats agricoles en Europe* (Hervieu et Lagrave, 1992) montrent tous une évolution semblable quant aux régimes agricoles ouest-

européens. Dans la plupart des cas, depuis la fin du 19^e siècle des syndicats agricoles à caractère monopolistique participent activement à la régulation de l'agriculture sur le mode de la « cogestion » (gestion partagée des institutions agricoles par l'État, le syndicat agricole et l'industrie, très semblable à ce qui se fait ici). Tous les pays étudiés dans ce livre vivent l'institutionnalisation de ces syndicats majoritaires qui représentent la tendance productiviste et la marginalisation des autres syndicats agricoles. Dans tous les cas étudiés, les syndicats agricoles majoritaires sont issus des élites agricoles du 19^e siècle (parfois de certains clubs aristocratiques), sont pour la plupart inscrits dans une tendance idéologique claire (démocratisme-chrétien, libéralisme ou autre idéologie locale) et visaient au départ à favoriser l'entraide économique des agriculteurs (Gueslin et Hervieu, 1992, p. 303). Dans certains pays comme l'Angleterre et la France, les monopoles syndicaux sont toutefois fragilisés dans les années 1970 par l'apparition de syndicats contestataires plus ou moins inscrits dans les courants socialistes et communistes qui se disent à la défense de l'agriculture paysanne, de terroir ou familiale. En France par exemple, le mouvement paysans-travailleurs qui deviendra la Confédération paysanne réussit, entre 1983 et 1987, à inscrire le pluralisme syndical agricole dans les règles du régime.

Au Canada il existe dans chaque province une fédération syndicale agricole majoritaire, parfois presque hégémonique (au Nouveau-Brunswick elle se targue de représenter 90% des agricultrices et agriculteurs), mais sans aucun monopole de droit. En Ontario la Ontario Federation of Agriculture (OFA) ressemble beaucoup à l'UPA : elle dispose de structures dans tous les comtés de la province et fédère quelques 27 associations spécialisées. Cependant au moins trois autres syndicats sont présents dans cette province, au premier chef la National Farmers Union of Ontario (NFU-O). A l'échelon fédéral, deux réseaux nationaux existent : la Fédération canadienne de l'agriculture (FCA) et la National Farmers Union (NFU). La FCA, fondée en 1935, regroupe 22 associations syndicales agricoles du pays, incluant l'UPA, la Coopérative fédérée de Québec et les fédérations majoritaires de chaque province, en plus de syndicats spécialisés nationaux qui représentent les productions sous gestion de l'offre. La FCA, comme l'annonce d'entrée de jeu son site Internet, compte parmi ses « partenaires » plusieurs multinationales agroalimentaires et la plupart des gros producteurs agricoles exportateurs. Elle est affiliée, à l'échelon international,

à la International Federation of Agricultural Producers (IFAP), née au sortir de la Deuxième guerre mondiale et fortement impliquée depuis dans la structuration des échanges agricoles mondiaux.

La NFU, née en 1969, rassemble pour sa part les partisanNEs de l'agriculture paysanne et familiale dans six régions du pays (Colombie-Britannique, Alberta, Manitoba, Saskatchewan, Ontario, provinces maritimes). Elle est connue pour son approche sociale-démocrate, sa promotion de l'agriculture familiale, écologique et/ou biologique, ainsi que pour son affiliation internationale à l'association Via Campesina dont elle est l'une des fondatrices et chefs de file en Amérique du Nord (Desmarais, 2002, 2003; Edelman, 2003). Elle ne s'est jamais implantée au Québec parce que le régime syndical particulier l'en empêche.

Ainsi sur le plan syndical la grande différence entre les régimes européens, canadien et celui du Québec, c'est cette question du monopole accordé à une seule organisation syndicale. Le Québec demeure le seul État occidental à cautionner encore ce type de représentation qui est ancrée dans la *Loi sur les producteurs agricoles*. Les articles 7 et 8 de cette loi assurent qu'une seule association soit accréditée par l'État et qu'elle doit pour ce faire représenter la majorité des agricultrices et des agriculteurs :

7. Une association^a qui demande l'accréditation doit établir, à la satisfaction de la Régie et de la manière que cette dernière juge appropriée, qu'elle représente la majorité des producteurs du Québec. Aux fins de s'assurer de ce caractère représentatif, la Régie peut procéder à des enquêtes auprès des producteurs.

1972, c. 37, a. 7; 1997, c. 43, a. 427.

8. Lorsqu'une association qui demande l'accréditation établit son caractère représentatif et remplit les autres conditions prévues à la présente loi, la Régie doit lui conférer l'accréditation.

Une seule association peut être accréditée.

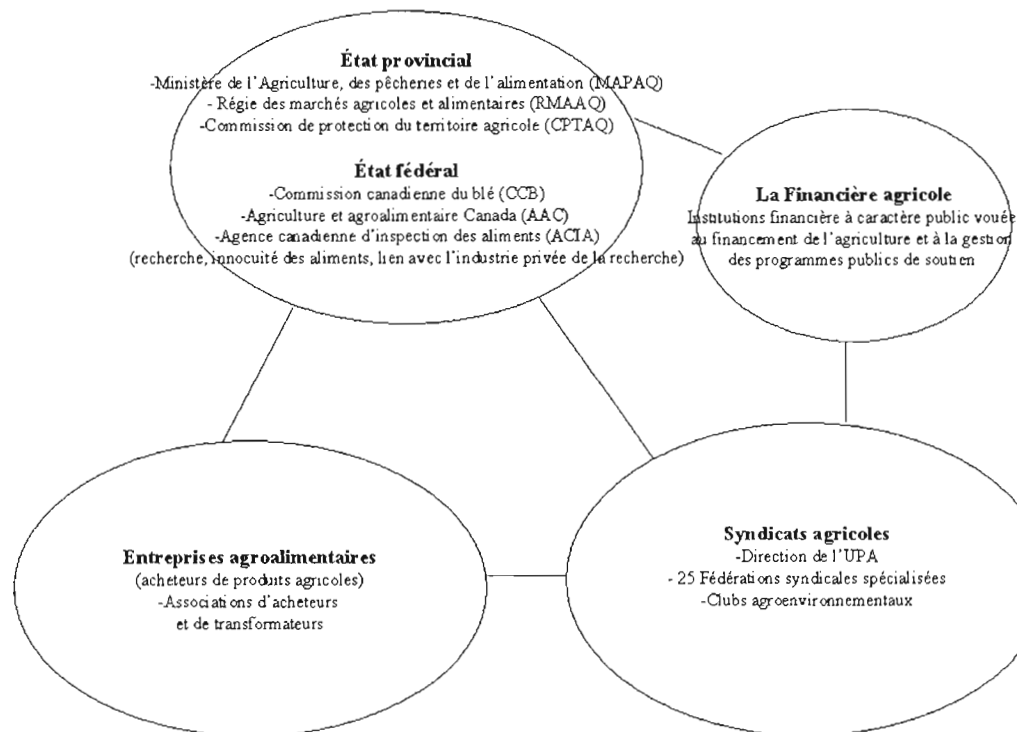
1972, c. 37, a. 8. (L.R.Q., chap. P-28, art. 7-8)⁸.

^a Selon l'article 1a) de cette loi, une « association » est « une confédération constituée en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels (L.R.Q., chap. S-40) et groupant des syndicats, des syndicats spécialisés, des fédérations ou des fédérations spécialisées ». Cela correspond en tout point à la structure de l'UPA comme on le verra un peu plus loin.

En plus de la confédération syndicale, le régime agricole met en présence deux autres grands groupes d'acteurs soutenus par quelques institutions, régies et agences publiques, comme on le voit dans la figure 1 page 71. L'acteur primordial est bien entendu l'État provincial québécois, suivi de l'État fédéral canadien. L'agriculture est une prérogative provinciale dans la constitution canadienne mais l'État fédéral a jugé d'intérêt national de réglementer le commerce de certains aliments de base (blé, lait, œufs de consommation, poulet de chair, dindons - le groupe sous gestion de l'offre connu comme GO5) ainsi que l'inspection des aliments. La recherche de pointe est pour sa part une compétence partagée entre les deux paliers de gouvernement. L'État fédéral offre aussi des subventions agricoles qui, au Québec, sont gérées au palier provincial.

L'État québécois dispose d'un ministère de l'Agriculture depuis 1888; il sera pendant longtemps aussi lié aux régions et à la colonisation. Dans la période post-duplessiste de la Révolution tranquille, les gouvernements ont mis en place un certain nombre de lois et d'agences qui, aujourd'hui, constituent les bases du régime: la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec (RMAAQ, « la Régie ») dont les premières moutures remontent aux années 1960; la Loi sur les producteurs agricoles de 1972; la Commission de protection du territoire agricole (CPTAQ) de 1978; les différents programmes de stabilisation des revenus qui apparaissent dès les années 1950; la Financière agricole du Québec (FADQ) qui, à partir de 2001, agit comme institution financière responsable de la gestion des deniers publics accordés à l'agriculture (et remplace les anciennes moutures des offices de crédit agricole). Il convient de présenter la structure et les rôles de ces éléments institutionnels qui donnent aujourd'hui sa couleur particulière au régime agricole. Je les présenterai assez rapidement : comme ce sont des protagonistes centraux du conflit agraire, j'aurai l'occasion d'en dire plus à leur sujet dans les prochains chapitres.

Figure 1. Les quatre groupes d'acteurs du régime agricole, Québec.



Source : Marco Silvestro, 2008.

Parmi l'appareillage étatique du régime, la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) s'inscrit dans la logique d'assurer la pérennité de la zone agricole face à l'expansion urbaine. Elle fut mise sur pied en 1978 par le premier gouvernement du Parti québécois dans la foulée de sa politique agricole « Nourrir le Québec ». La CPTAQ a pour mission de « [g]arantir pour les générations futures un territoire propice à l'exercice et au développement des activités agricoles »⁹ et, pour ce faire, dispose de pouvoirs conférés par la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAA), de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidents ainsi que leurs règlements affiliés. L'autorité de la CPTAQ interfère avec celle de la majorité des municipalités qui ne peuvent décider seules du zonage agricole sur leur territoire. La mission originelle de la CPTAQ était de protéger, voire d'étendre la zone agricole québécoise dans l'optique d'assurer une souveraineté et une autosuffisance alimentaires au Québec (son site

Internet affirme que nous pourrions assurer 90% de nos besoins alimentaires¹⁰). Mais les activités majeures de la CPTAQ consistent aujourd'hui à contrôler les usages et la construction en zone verte afin de favoriser l'agriculture existante. Plusieurs critiques sont à l'effet que la CPTAQ applique trop strictement sa mission et empêche de fait la création de nouvelles fermes, ne favorisant ainsi que le rachat des terres et des fermes existantes par des agricultrices et des agriculteurs déjà établis.

L'acteur pivot du régime est la RMAAQ. Organisme gouvernemental de « régulation économique », sa mission consiste à

favoriser une mise en marché efficace et ordonnée des produits agricoles, alimentaires, de la pêche et de la forêt privée, le développement de relations harmonieuses entre les différents intervenants et la résolution des difficultés qui surviennent dans le cadre de la production et de la mise en marché de ces produits en tenant compte des intérêts des consommateurs et de la protection de l'intérêt public¹¹.

La RMAAQ agit en vertu de la Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et sa douzaine de règlements affiliés. Elle fait partie des tribunaux administratifs du Québec. Elle arbitre les relations entre agricultrices et agriculteurs et acheteurs de produits agricoles par le biais des plans conjoints (il en existe 17 en agriculture, 3 pour la pêche et 15 concernant la sylviculture sur terres privées). À ce titre la RMAAQ n'administre pas l'entente de commercialisation, elle ne fait que veiller à son bon fonctionnement. C'est un office constitué des producteurs agricoles spécialisés qui administre et applique les ententes de commercialisation. La RMAAQ veille aussi à l'application de la Loi sur les producteurs agricoles et est habilitée à déclarer si une personne est ou n'est pas productrice agricole.

Un autre joueur majeur est la Financière agricole du Québec (FADQ). Créée en 2001 par la Loi sur la Financière agricole¹² à la suite d'un « consensus obtenu entre l'État et le monde agricole »¹³, la FADQ a pour mandat « de stimuler les investissements et de protéger les revenus en vue de favoriser la réussite et la pérennité des entreprises agricoles québécoises »¹⁴. Elle administre les programmes publics de subvention de l'agriculture que sont l'assurance-récolte, l'assurance-stabilisation des revenus agricoles, l'assurance-prêts ainsi qu'une quinzaine de programmes spécifiques. La Financière agricole, même si elle gère

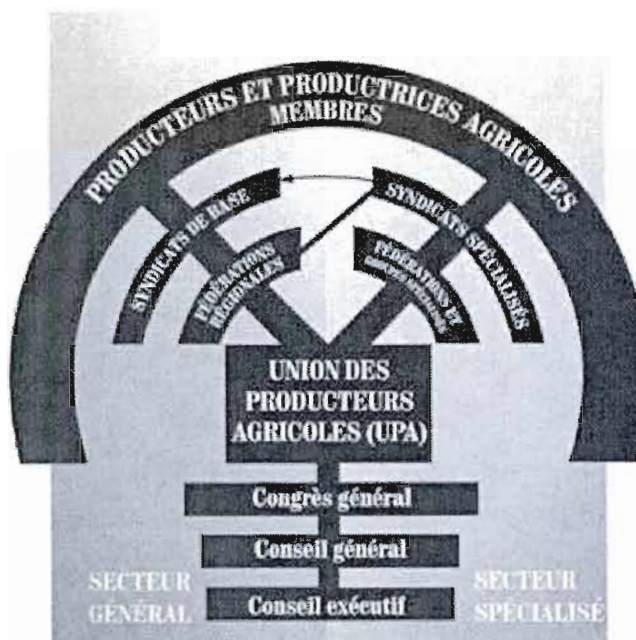
des centaines de millions de dollars de fonds publics et contribue à l'évolution des politiques agricoles, est administrée par un conseil d'administration qui, jusqu'en 2008, était majoritairement composé de représentants de l'UPA (6 sur 11), incluant le président de cette dernière, désigné d'office président du conseil de la FADQ. Cette situation a causé tout un tollé et, en renégociant les mandats spécifiques de la FADQ en 2007, le gouvernement de Jean Charest a réussi à réduire le rôle de l'UPA en équilibrant le conseil d'administration 6-6, le deuxième groupe se divisant entre deux hautEs dirigeantEs de la FADQ, deux représentantEs d'institutions financières et deux représentantEs du MAPAQ.

Ces trois éléments constituent l'appareil étatique de régulation agricole et relèvent à ce titre du Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). Les deux autres groupes d'acteurs sont pour leur part issus de la « société civile ». Il n'est pas nécessaire de décrire et d'énumérer maintenant les associations et syndicats d'acheteurs, de transformateurs ou de distributeurs de produits agricoles. Dans le chapitre trois je montrerai plus clairement leur rôle dans le régime agricole. Il suffit de dire ici que chaque plan conjoint nomme les acheteurs accrédités de produits agricoles. On peut dire aussi que les acheteurs, transformateurs et distributeurs disposent de leurs propres associations qui exercent un lobbying constant sur les gouvernements, le MAPAQ, le ministère de l'Agriculture et les agences agroalimentaires fédérales. Le dernier grand groupe d'acteurs du régime est celui des agricultrices et des agriculteurs, représenté par l'UPA et ses structures affiliées.

Caractéristiques de l'UPA

A l'instar de la plupart des « syndicats de fermiers » dans le monde occidental, l'UPA peut être considéré aujourd'hui comme un regroupement de patrons et de propriétaires d'entreprises (Delorme, Fortin et Gosselin, 1994) qui estiment exercer une activité stratégique de laquelle découlent certains droits (Hervieu et Lagrave, 1992), position acquise au long de presque 80 ans de luttes continues (Kesteman *et al.*, 2004). L'UPA se définit elle-même comme une confédération syndicale et se présente sous l'organigramme suivant.

Figure 2. Organigramme de l'UPA

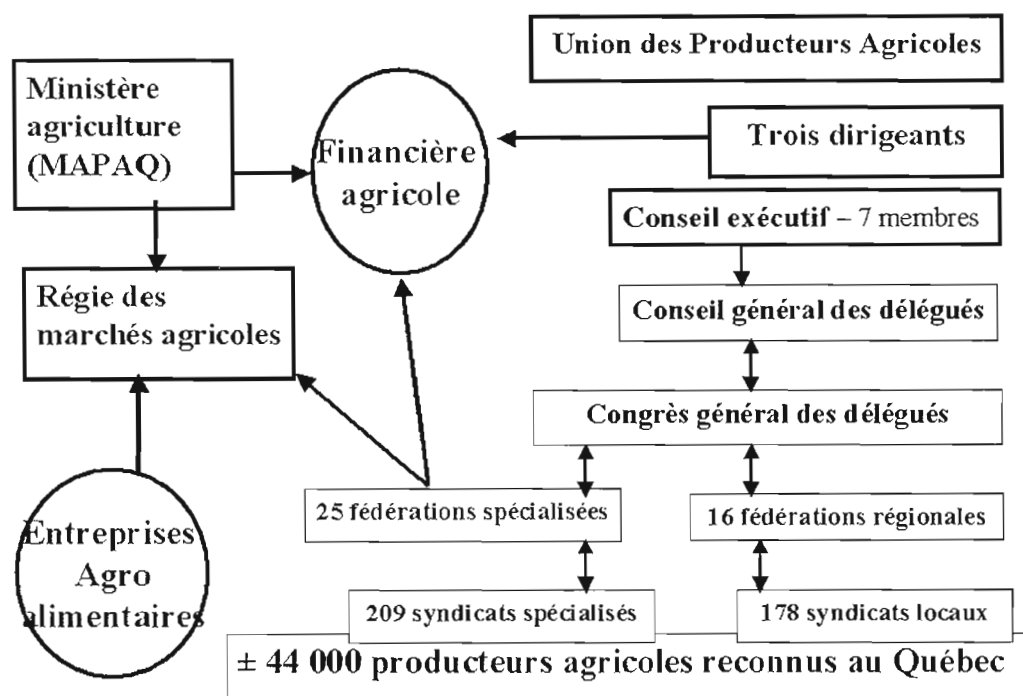


Source : site Internet de l'UPA, section « qui sommes-nous », consulté le 21 août 2008.

Les quelques 44 000 productrices et producteurs membres de la confédération sont d'abord rattachés au secteur général (à gauche dans l'organigramme) fondé sur les 178 syndicats de base (autrefois cercles agricoles paroissiaux, ils sont toujours centrés autour des localités) et leurs 16 fédérations régionales. Ces dernières ont un rôle d'orientation locale, de mobilisation et d'entraide. Elles sont des organisations syndicales générales qui regroupent les membres sur une base territoriale. Cependant, elles sont de plus en plus éclipsées par les 209 syndicats et les 25 fédérations spécialisés. Ceux-là regroupent les agricultrices et les agriculteurs en fonction de leur activité agricole : production laitière, grandes cultures, production porcine, etc. Un producteur laitier pourrait aussi être membre de la fédération des producteurs de grandes cultures ou d'autres fédérations spécialisées s'il exerce dans plusieurs « spécialités ». La plupart des fédérations spécialisées gèrent l'offre et la mise en marché des produits de leurs membres, parfois à l'aide d'un plan conjoint, et ont un rôle de régulation économique associé à celui de la RMAAQ. Mais, dans la logique actuelle du régime, tout

orienté vers la commercialisation des produits agricoles, les fédérations spécialisées sont aussi des acteurs politiques de premier plan qui négocient avec le MAPAQ et la FADQ des mesures supplémentaires d'aide publique et qui font appliquer leurs plans économiques par l'instance juridico-politique de la RMAAQ. Si l'on met en relation les éléments de la confédération UPA avec les institutions du régime, on obtient une figure comme la suivante.

Figure 3. Structure de l'UPA et des acteurs du régime agraire, Québec



Source : Marco Silvestro, 2002-2008.

Dans cette figure 3, ce sont les acteurs en bleu qui détiennent le plus de pouvoir. Les fédérations spécialisées sont en lien direct avec la RMAAQ et la FADQ, parfois avec le MAPAQ. Le nœud du régime se situe clairement dans l'intersection entre ces fédérations spécialisées, la haute direction de l'UPA, la FADQ et la RMAAQ. Les agriculteurs individuellement ou à travers leurs syndicats de base n'ont que peu de pouvoir. De par la structure pyramidale et représentative de l'UPA, ils et elles ne peuvent pas s'exprimer directement dans les instances plus élevées que leur syndicat local. Partout ailleurs se sont des délégués qui s'expriment et, plus on monte dans les échelons de la pyramide, moins les

voix sont nombreuses et plus le pouvoir redescend, des hauts dirigeants (qui sont en contacts permanents avec la haute direction de la FADQ et du MAPAQ) vers le conseil général des délégués. Comme dans plusieurs structures fortement hiérarchisées, la direction exécutive du syndicat dispose de plus de pouvoir, d'information et de latitude pour influencer les membres à la base que l'inverse. On le constatera avec moult exemples dans les chapitres 4, 5 et 6.

La structure organisationnelle de l'UPA correspond ainsi *en tout point* à ce qui est inscrit à l'article 1 de la *Loi sur les producteurs agricoles* :

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions suivants signifient ou désignent:

a) «association»: une confédération constituée en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels (chapitre S-40) et groupant des syndicats, des syndicats spécialisés, des fédérations ou des fédérations spécialisées;

[...] c) «fédération»: une fédération visée à l'article 19 de la Loi sur les syndicats professionnels et constituée de syndicats;

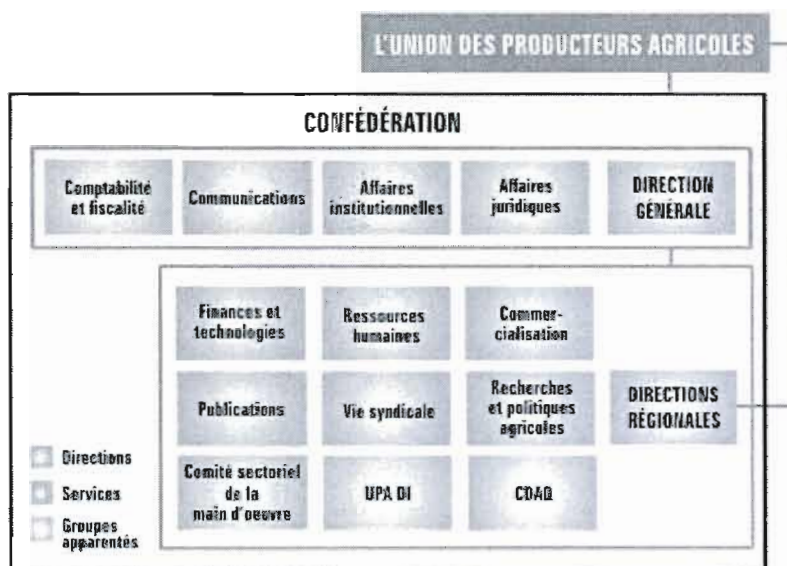
d) «fédération spécialisée»: une fédération composée exclusivement de syndicats spécialisés;

e) «syndicat»: un syndicat, autre qu'un syndicat spécialisé, formé en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels, dont les membres sont des producteurs et qui a comme objet l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux des producteurs de façon générale;

f) «syndicat spécialisé»: un syndicat formé en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels, dont les membres sont des producteurs et qui a comme objet l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux des producteurs, principalement en fonction d'une production agricole particulière ou d'une phase particulière de l'activité de ces producteurs; (L.R.Q., chap. P-28, art. 1).

En appui à ces structures syndicales, l'UPA dispose d'un appareil administratif qui compte en 2008 plus de 900 employéEs qui ne sont pas directement impliqués dans la production agricole. Cet appareil administratif est complexe et se décline comme suit.

Figure 4. Organigramme de l'administration de l'UPA



Source : site Internet de l'UPA, section « L'union à votre service », consulté le 21 août 2008.

Analysant le monde patronal au Québec, Delorme *et al.* estiment que certaines constituantes de l'UPA n'ont que très peu de rapports avec une « organisation syndicale » qui fait des revendications auprès d'un employeur. Les syndicats et fédérations spécialisés qui se sont développés dans une logique de commercialisation capitaliste des produits agricoles seraient plutôt assimilables à des regroupements d'affaire :

Les regroupements d'affaires sont des organismes dont la mission principale consiste à fournir à leurs membres des services en rapport avec leur marché. Ils sont créés pour permettre à ceux-ci de profiter d'économies d'échelle et ainsi augmenter leur pouvoir de négociation. Ces regroupements permettent de réaliser des achats en groupe auprès de fournisseurs, de véhiculer une image de marque reconnue sur un vaste territoire ou d'améliorer la performance des membres en matière de gestion. Ils peuvent donc permettre à leurs adhérents de préserver ou d'augmenter leur part de marché, par l'amélioration de leur compétitivité (Delorme, Fortin et Gosselin, 1994, p. 26).

Dans le domaine de l'agriculture, les syndicats spécialisés qui regroupent les producteurs sur la base de leurs produits et les fédérations qui regroupent ces syndicats au niveau provincial peuvent être apparentées à des regroupements d'affaires. Leur mission consiste dans « l'organisation au niveau provincial d'une mise en marché mieux ordonnée, principalement par la mise en place de plans conjoints, et le développement de la production » (UPA, s.d.: 2). L'objectif visé consiste à assurer un revenu raisonnable aux membres par la formation de

monopoles capables de négocier avec les acheteurs, ces derniers étant souvent eux-mêmes regroupés (*ibid.*, p. 27 ; je souligne).

L'U.P.A. pourrait également être considérée comme une association patronale verticale ou horizontale puisqu'elle vise aussi à représenter les producteurs agricoles du Québec auprès des gouvernements, tout comme les associations regroupant les entreprises d'un même secteur d'activité. Cela montre bien que les catégories choisies pour classer les organisations ne sont pas étanches. Ainsi, selon le point de vue adopté, on pourrait retrouver l'U.P.A. dans la catégorie des associations patronales verticales ou horizontales, dans celle des regroupements d'affaires et dans celle des mouvements professionnels, sans compter qu'à certains égards, on peut la considérer comme association syndicale (*ibid.*, p. 32).

Regroupement d'affaire, association patronale, voire « mouvement professionnel » qui vise à améliorer la situation de ses membres et à les positionner face aux autres acteurs sociaux (Delorme, Fortin et Gosselin, 1994, p. 31), l'UPA ne partagerait donc que quelques points communs avec une organisation typiquement « syndicale ». Ses membres sont en effet pour la très grande majorité propriétaires de leurs installations agricoles, ce qui en fait de petits entrepreneurs gérant un capital immobilier et financier. Cependant, l'obtention du monopole syndical en 1972 s'est fait sur la base de la transposition de la formule Rand – élaborée pour des syndicats ouvriers – dans le monde agricole des petits entrepreneurs. De plus, depuis plusieurs années l'UPA cherche à positionner le travail de ses membres comme l'équivalent de celui d'un ouvrier spécialisé et cherche à établir une équivalence salariale sur la base de ce statut. On demande ainsi à l'État que l'agriculteur, l'agricultrice, puisse se dégager un salaire annuel de 46 000\$ avec des avantages sociaux correspondants. Les agricultrices et les agriculteurs sous gestion de l'offre reçoivent d'ailleurs leur chèque de paye directement de leur fédération syndicale spécialisée en retour de leur production. EntrepreneurE, travailleur autonome, propriétaire d'un patrimoine « familial », salariéE spécialiséE, voire même professionnelLE au même titre que les médecins, les avocats et les artistes, les agriculteurs, les agricultrices et leur confédération syndicale jouent sur tous les plans afin de se positionner dans l'ensemble des institutions et des structures de gouverne de la société québécoise.

Cette « centrale syndicale » a jusqu'à maintenant assuré la représentation des praticienNEs de l'agriculture sans trop de contestation, prônant tout au long de son histoire l'unité de la représentation syndicale et déployant les moyens nécessaires à la cohésion des

troupe. Le syndicat agricole a évolué en corporatisme étroit avec les pouvoirs publics depuis ses tous débuts (Beauchamp, 1975, 1979a; Bouchard, 2002; Létourneau, 1968, [1950] 1968; Migner, 1980; Montpetit, 1999). L'obtention du monopole syndical et des contingentements de l'offre, les fondements de la « corporation de l'agriculture » imaginée depuis les années 1930, sont perçus par les plus vieux agriculteurs comme de grandes victoires du mouvement agraire (Kesteman *et al.*, 2004; Parent, 1996). Malgré cette « unité d'intérêt » prônée dans le discours, les différences et les clivages internes au monde agricole n'ont cessé de s'accroître entre les divers secteurs de production, augmentant par le fait même la difficulté de la représentation unitaire d'intérêts diversifiés (Kesteman *et al.*, 2004, chap. 16, 18-21; Lémery, 2003, p. 11-12; Hervieu, 1990). Surtout que le caractère de plus en plus centralisé de l'UPA, ses visées hégémoniques sur le contrôle du secteur agricole et sa prise de position en faveur du productivisme ont fait émerger du mécontentement parmi ses membres.

De plus, depuis les années 1990 le syndicat majoritaire est embarqué dans le jeu de la mondialisation des marchés. Le syndicat ne s'est pas opposé aux traités de libre-échange canado-étasuniens ni à l'adhésion aux politiques de l'OMC. Au contraire, dès 1993 l'UPA concluait des ententes avec l'État et l'industrie agroalimentaire pour accroître la production et les exportations. Autrefois très critique des grandes entreprises agroalimentaires (voir Kesteman *et al.*, 2004, chap. 9, 12-13), l'UPA ne les pourfend presque plus maintenant et cherche plutôt à établir des partenariats. Depuis que les fédérations syndicales spécialisées sont devenues elles-mêmes des patrons agricoles et des partenaires des entreprises agroalimentaires, depuis que le mouvement coopératif profite à la pelletée des engrais chimiques, de la machinerie et des semences brevetées, l'UPA et le mouvement coopératif ne s'adressent à l'État que pour demander plus de souplesse pour les producteurs, plus de contrôle sur les frontières, plus de facilités d'exportation et, surtout, plus, plus, plus d'argent. Sur le plan interne au régime agraire, la multiplication des plans conjoints, des contingentements de la production et des programmes publics de soutien liés au paiement de la cotisation syndicale ont accentué les contrôles sur les agricultrices et les agriculteurs, provoquant des mécontentements dans plusieurs filières de production. Plusieurs demandent plus d'autonomie ou plus de latitude pour cultiver ce qui les intéresse et ne pas être obligé de vendre toute leur production à leur propre syndicat sous peine d'être criminalisés.

Sur le plan externe au régime agricole, le parti pris productiviste et exportateur commence à provoquer des effets sur les personnes situées à l'extérieur du régime agricole, mais en contact constant avec l'agriculture : citoyenNEs ruraux vivant en zone verte, consommatrices et consommateurs urbains préoccupés de santé et d'écologie, de même que groupements écologistes préoccupés par la pollution d'origine agricole, la biodiversité, les équilibres écosystémiques, la qualité de l'eau, la santé et le bien-être animal, etc. Depuis la fin des années 1990 les agriculteurs québécois bénéficient d'un « droit de produire » qui soustrait les activités agricoles à presque toute récrimination en provenance de la société civile, des municipalités et même du ministère de l'Environnement, ce qui a contribué à exacerber les récriminations « citoyennes » car, parallèlement, l'agriculture et surtout l'élevage s'intensifient (Proulx et Sauvé, 2007). Le régime agraire québécois – tout comme ceux des autres pays occidentaux – résiste à la volonté publique de réduire la pollution d'origine agricole (voir Montpetit, 1999).

Il ne faudrait toutefois pas jeter le blâme sur les agricultrices et les agriculteurs pour cet état de fait. Ils et elles sont inscrits dans un cercle vicieux qui les dépassent : l'utilisation de produits chimiques, la coupe systématique des arbres et des boisés, les monocultures et l'utilisation de machinerie ont été encouragés par tous les experts, incluant ceux de l'État. Cela faisait partie du contrat social agricole : nourrir le monde pour le moins cher possible en utilisant les bienfaits de la science. C'est ce contrat qui est aujourd'hui remis en question par tout le monde, sauf ceux qui y ont un intérêt très direct : les entreprises pour faire des profits et les agricultrices et agriculteurs pour survivre et ne pas faire faillite, maintenant qu'ils sont endettés jusqu'au-dessus des oreilles. Il y a ainsi, d'une part, chez la plupart des agriculteurs, une logique de survie à l'intérieur d'un monde connu (celui de l'agriculture et du syndicalisme moderne et du *self-made man*) et, d'autre part, une logique en provenance de la société civile d'utilisation différenciée des espaces ruraux dans une optique de protection environnementale et de jouissance de « la campagne ». Les effets combinés de l'incompréhension mutuelle provoquent une fracture sociale très claire entre des activités agricoles de plus en plus détachées des sols et des territoires et d'autres activités socio-économiques rurales qui voudraient avoir leur place.

Pour récapituler, on constate une fracture sociale provoquée par trois facteurs : 1. Une fermeture du régime agraire aux demandes du reste de la société; 2. Les logiques industrielles des entreprises qui ne répondent qu'à la loi du rendement économique; 3. L'élite économique du groupe social des agricultrices et agriculteurs professionnels, dont les représentations sociales et les modes de vie se sont progressivement détachés des appartenances locales et communautaires pour s'inscrire dans une vision étroitement économique de la viabilité agricole. Cette fracture sociale entre le régime agraire et le restant de la société, de même que la contestation interne au régime par les agriculteurs et agricultrices mécontentEs, dans le contexte de la fin des années 1990 où le Québec politique s'ouvre à la mondialisation, met la table pour l'éclosion de la question agroalimentaire, c'est-à-dire le questionnement tout azimut du régime agricole mondial par le biais d'une contestation locale du régime québécois.

La question agroalimentaire : un défi aux régimes agricoles

L'agriculture est ce qui nous enracine dans l'espace et dans le temps et ceci en harmonie avec la vie c'est-à-dire notre histoire. L'agriculture est le contrepoids qui nous préserve d'un basculement complet vers un monde recréé sur la base d'artefacts, et de notions d'espace et de temps fictifs.

- G. Paillotin, 1993¹⁵.

The Via Campesina is committed to changing the unjust, unsustainable models of production and trade. Peasants and farmers are suffering a financial, social and cultural crisis everywhere, north and south. And we are everywhere committed to work in solidarity to build more just, sustainable peasant societies. We, the peasant and small-scale farming societies, are not defeated. We are strong and determinate and we are the majority of the world. We are proud of our work, which is to produce safe foods for our families and humankind. We cherish our diversity, both biological and cultural. The future belongs to us.

- Via Campesina, Déclaration de Bangalore, 2000¹⁶.

Les effets de la Révolution verte, de la construction de ce régime agraire et de l'industrie agroalimentaire qui l'accompagne, ainsi que la libéralisation des échanges agricoles (dont on verra les détails au chapitre trois) n'ont été critiqués au Québec qu'à partir des années 1990. Le sentiment du problème existait, quelques manifestations de ce sentiment furent visibles, mais la construction d'une critique et l'émergence d'un conflit dans l'espace politique ne se sont pas manifestés avant. La situation est bien différente ailleurs dans le monde, notamment en Amérique latine, en Afrique et en Asie, où les organisations paysannes, autochtones ou de travailleuses et travailleurs agricoles ont commencé à s'opposer aux effets de la Révolution verte, aux programmes d'ajustement structurel et aux politiques de la Banque mondiale dès les années 1970. La libéralisation des échanges mondiaux accentuée à partir de 1980 par le reaganisme a eu pour corollaire l'accroissement des mobilisations paysannes et le début de la transnationalisation des solidarités et des

organisations. Cette tendance atteint un point majeur en 1993 avec la formation de la Via Campesina, organe mondial du mouvement paysan de résistance à la colonisation agroalimentaire (Desmarais, 2003; Edelman, 2003; Mc Michael, 2000b). Ce mouvement social de la paysannerie est constitué d'une myriade d'organisations, de coalitions et de fédérations qui agissent à différentes échelles territoriales sur les cinq continents.

Ces organisations partagent une critique commune du système mondial de régulation des échanges économiques et de la production agricole, lequel système s'incarne dans des institutions internationales qui construisent le système-monde néolibéral fondé sur la toute puissance des corporations multinationales et sur la prépondérance des droits de propriété et de commerce sur les droits humains et sociaux. Les organisations membres de la Via Campesina luttent contre ce qu'ils qualifient de stratégie de colonialisme économique des pays industrialisés envers le reste du monde, des peuples et des cultures.

Marc Edelman, dans un article récapitulatif des luttes paysannes transnationales (Edelman, 2003), mentionne que ces organisations paysannes se sont peu à peu constituées en acteur politique significatif. Ce processus qui ne va pas de soi se décline en deux grands volets, l'un qui concerne la création d'une identité collective et d'une autoidentification, l'autre qui concerne spécifiquement la construction des organisations paysannes comme actrices politiques dans les arènes locales, nationales, régionales et mondiales. Annette Aurélie Desmarais, dans sa thèse de doctorat sur la naissance de la Via Campesina (Desmarais, 2003), affirme la même chose : les *campesinos* et *campesinas*, autochtones et autres marginaliséEs ruraux ont lentement émergé comme force sociale aux échelons nationaux et sub-nationaux et, en se regroupant dans la Via Campesina, sont passé au niveau supérieur de la contestation directe des institutions économiques internationales. Forte d'une base mobilisée, de processus démocratiques internes et d'un discours qui s'articule autour des enjeux de justice sociale et d'autodétermination des peuples, la Via Campesina est aujourd'hui le fer de lance d'un mouvement social global qui conteste, du point de vue des ruraux, des agriculteurs, des peuples autochtones et des femmes, le régime agricole mondial mis en place par les élites capitalistes urbaines des États occidentaux.

Ce mouvement global des paysans, extrêmement diversifié dans ses déclinaisons nationales et locales, constitue aujourd'hui l'acteur prépondérant de la contestation des logiques mondialisatrices du capitalisme. En effet, pour beaucoup d'analystes l'agriculture constitue un des derniers bastions de résistance au régime néolibéral et à la *commodification* du vivant. Edelman écrit par exemple que ce sont des paysanNEs de l'Inde qui ont contesté, avec un certain succès, les négociations de l'OMC sur les droits intellectuels (TRIPS); ce sont les paysanNEs brésiliens du Mouvement des sans terre (MST) qui ont remis à l'ordre du jour les enjeux de réforme agraire en Amériques centrale et du sud, et c'est en grande partie grâce à l'action de la Coordination paysanne européenne que les OGM sont *persona non grata* en Europe et que leur existence a été mise en cause un peu partout sur la planète (Edelman, 2003 : 185).

Ce mouvement paysan a construit ce que j'appelle « la question agroalimentaire », c'est-à-dire les éléments d'une critique radicale de la modernisation agricole et du système mis en place pour la réguler. Alors que depuis la Deuxième guerre mondiale « la question agraire » constituait à soutenir les capacités agroalimentaires des pays du nord et assurer un approvisionnement des denrées devant être importés, la question agroalimentaire qui émerge dépasse la question agraire et met en cause autant les processus industriels en amont et en aval de l'agriculture que les processus de *commodification* et de privatisation du vivant qui sont contenus dans les objectifs avoués de la politique agroalimentaire mondiale.

Dans les pays occidentaux, une organisation telle la Confédération paysanne française est à l'avant-garde de la critique de la libéralisation du commerce, grâce à son mélange d'action syndicale traditionnelle et d'action directe symbolique en partenariat avec des « citoyenNEs » et des consommatrices et consommateurs (l'exemple mythique restant celui du démontage d'un restaurant McDonald's à Millau (France) en 1999). Les seuls autres exemples significatifs de porteurs de la question agroalimentaires dans les États occidentaux demeurent la promotion de l'agriculture biologique certifiée et celle de la consommation « responsable », deux stratégies d'action qui ne critiquent pas nécessairement les fondements des systèmes agroalimentaires actuels (principalement parce qu'elles reposent sur une régulation par le marché économique (voir à ce propos Collectif d'études sur les pratiques solidaires, 2007; Dubuisson-Quellier et Lamine, 2003; Silvestro, 2003b)).

Les premières critiques des modèles de production agricole n'ont toutefois eu que peu d'écho dans le monde occidental avant que n'éclatent dans les années 1990 les scandales agroalimentaires de l'encéphalite spongiforme bovine (ESB) et des organismes génétiquement modifiés (OGM) – pour ne mentionner que les plus médiatisés. Pour plusieurs, ce sont effectivement ces scandales sanitaires qui ont lancé le bal du questionnement des méthodes de production agroalimentaires en Occident (Filieule et Marijnen, 2004; Joly et Marris, 2001; Kempf, 2003; Schlosser, 2003). Les intoxications humaines à la bactérie *E. coli*, à la maladie de Creutzfeldt-Jacob (forme humaine de l'ESB), à la dioxine et au prion, très largement médiatisées, ont mis en cause, sur les plans sanitaire et environnemental, les méthodes d'élevage et d'abattage, les pratiques de l'industrie de restauration rapide, celles des distributeurs alimentaires, celles des consommatrices et des consommateurs, bref, de tous les acteurs de la chaîne alimentaire. L'introduction agressive des biotechnologies génétiques et la volonté de privatiser la propriété intellectuelle de la biodiversité par les compagnies pharmaceutiques et de biotechnologies agricoles ont aussi contribué à bousculer radicalement les catégories anthropologiques reliées à la nourriture et à l'acte de manger (« des gènes de poisson dans ma tomate? »). De plus, divers pays occidentaux ont vécu, depuis les années 1990, des crises reliées à la pollution d'origine agricole ou à la détresse psychologique et économique des « classes agricoles ».

C'est ainsi que l'émergence de la « question agroalimentaire » dans les pays de l'hémisphère Nord se caractérise d'abord par l'élargissement de la palette des acteurs impliqués dans l'ancienne question agraire. Alors que la régulation de cette dernière était assurée par des systèmes relativement fermés, la question agroalimentaire signifie l'élargissement des intérêts représentés, des acteurs impliqués et une redéfinition parfois radicale des enjeux. Edelman et plusieurs autres analystes montrent que les organisations paysannes et agricoles, depuis les années 1980, s'associent de plus en plus avec des groupes écologistes, des organisations non-gouvernementales, des syndicats ouvriers, mais aussi de « simples citoyenNEs », urbainEs épris de justice sociale – l'exemple le plus probant demeurant celui de la Confédération paysanne (syndicat d'agriculteurs) et ses Amis de la Confédération paysanne, association autonome regroupant toutes celles et ceux qui veulent, sans pratiquer l'agriculture, soutenir la cause paysanne et agir en ce sens.

La régulation sectorielle et opaque des conditions de production agricole est ainsi contestée, d'abord de l'intérieur par des agricultrices et des agriculteurs qui ne se reconnaissent pas dans les partis pris productivistes des grands syndicats agricoles et qui cherchent à réformer les orientations du régime. C'est à cette tâche, par exemple, que s'est attelée la National Farmers Union du Canada. Mais la contestation des régimes agricoles est surtout le fait d'acteurs extérieurs qui demandent un droit de regard sur les activités agroalimentaires. Le changement est de taille :

[a]u moment où la population active agricole ne cesse de diminuer et son influence politique de s'affaiblir, l'agriculture comme système d'action, doit accepter un régime de coresponsabilité avec les autres segments de la société, là où elle était plutôt habituée à monopoliser la définition de ses problèmes, comme ses normes et pratiques d'action. (Joly et Paradeise, 2003, p. 2).

La question agroalimentaire met en cause le modèle conventionnel de production agricole qui pendant près de cinquante ans a fait l'objet d'un consensus institutionnel renforcé par des politiques publiques. Elle met aussi en cause le statut des agriculteurs et cherche à redéfinir leur place et leur rôle dans des sociétés contemporaines urbanisées où la campagne acquière, pour les urbainEs, un caractère bucolique imaginé de villégiature et de « nature sauvage ». À partir de questionnements sur la santé, la nutrition et le bien-être animal, la question agroalimentaire met aussi en cause l'industrialisation de la transformation alimentaire. Les campagnes pour le bannissement des gras nuisibles, des sucres ou des additifs chimiques, celles demandant l'étiquetage détaillé des ingrédients des aliments, un traitement « plus humain » des animaux d'élevage ou celles, plus holistes, dénonçant la déshumanisation des modes de vie en sont des exemples (simplicité volontaire, *slow food*, *cittàslow*, écovillages, *dropping out*, etc.)

Les discours de ces acteurs qui s'introduisent dans le champ agroalimentaire sont diversifiés et font appel à une pluralité de références idéologiques, normatives, spirituelles ou scientifiques. Ces acteurs et ces discours se positionnent habituellement dans le champ de la citoyenneté et interpellent toujours les pouvoirs publics à un degré ou un autre - mais chacun des acteurs a tendance à faire une lecture particulière des enjeux et à offrir des solutions différentes aux problèmes. Le discours critique sur la question agroalimentaire ne présente donc pas d'unité discursive, même si on limite la recherche au Québec. Cependant, même si

les cadres discursifs d'interprétation des problèmes et d'action collective sont nombreux, une analyse succincte permet de dégager au moins huit champs de contestation qui alimentent le cadrage actuel de la question agroalimentaire :

1. La contestation des agricultrices et des agriculteurs quant à la privatisation de la propriété collective des semences et quant à leur dépendance face au modèle agricole dominant. Aussi, la promotion de l'agriculture biologique, durable, écologique;
2. Les critiques écologistes et sanitaires quant à l'introduction des biotechnologies dans l'agriculture et l'alimentation, et autres questions de santé des populations et de pollution reliée aux activités agroindustrielle ou d'extraction des ressources naturelles;
3. Les luttes d'émancipation des femmes, fortement liées au travail de la terre et à l'alimentation;
4. Les luttes de décolonisation et de reconnaissance des peuples autochtones et de leur culture, incluant de leur système alimentaire et le droit à la terre; Discours d'autodétermination politique des peuples et des collectivités politiques.
5. Dans le même ordre d'idée, la critique tiers-mondiste du développement international qui a mené au slogan *trade, not aid* et au commerce équitable; *grosso modo* un discours sur l'autodétermination économique des peuples et des collectivités.
6. La contestation du rôle des multinationales dans la globalisation des échanges, dans le contrôle de la vie privée, dans la privatisation du bien public, dans la marchandisation et la privatisation de la vie par le brevetage du vivant et sa transformation en marchandise (*anti-corporate movement*);
7. Les luttes pour le développement rural/local dans les pays occidentaux, c'est-à-dire le « retour au local » et la critique des modèles nationaux d'occupation et de développement du territoire; une continuation du mouvement régionaliste identifié par plusieurs comme l'un des principaux nouveaux mouvements sociaux.

8. La critique citoyenne des modes de vie occidentaux issus de la société industrielle (critique de la société de consommation de masse).

Ces différents champs de lutte, souvent fragmentés et cloisonnés dans la logique des mouvements sociaux de la période contemporaine, sont aujourd'hui mis en relation par des liens révélés entre des phénomènes, des processus, des dynamiques, autrefois dissociés ou dont les relations étaient laissées dans l'ombre. Pour plusieurs analystes, une grande partie du discours critique sur la mondialisation des échanges économiques consiste en fait à tenter d'expliquer cette mondialisation, ses logiques d'action, ses acteurs-promoteurs et ses effets. Nous avons donc affaire à la constitution d'un corpus discursif social extrêmement diversifié qui offre des interprétations et des solutions à des phénomènes dont certains (comme le régime agricole) sont depuis peu posés en termes de problèmes publics et sur lesquels il n'existe souvent ni consensus politique ni consensus scientifique. Il s'agit, en vérité, à la fois d'un décroisement de luttes existantes, de l'apparition de nouvelles préoccupations liées à l'évolution technologique, de rapprochements identitaires ainsi que de réalignements des logiques d'action collective en fonction d'une ré-interprétation des liens entre les échelles globale et locale. C'est une dynamique que plusieurs s'accordent pour attribuer à « l'altermondialisme »^a, ce nouvel internationalisme des mouvements sociaux qui se caractériserait notamment par les éléments ci-dessous.

a. L'altermondialisme serait d'abord et avant tout un « mouvement des mouvements » sociaux, c'est-à-dire une dynamique où des mouvements sociaux existants élargissent leur angle d'action, créent des alliances et s'arriment à de nouveaux échelons territoriaux – le régional, le mondial, le global, ce qu'on appelle la transnationalisation. Les acteurs des mouvements établissent aussi de nouvelles compréhensions des problèmes. Pour Erik Agrikoliansky, l'altermondialisme s'appuierait sur un cadre d'action collective

^a D'abord qualifié par ses opposants et par les médias de masse comme « antimondialisation » ou « antiglobalisation », le nouvel internationalisme des mouvements sociaux a entrepris un processus d'autoidentification qui s'est traduit par l'adoption rapide à partir de 2002 du qualificatif « altermondialiste », c'est-à-dire « pour une autre mondialisation ».

« formulant un ensemble de principes d'action ou de justifications de celle-ci, autour duquel s'agrègent des organisations qui redéfinissent ce faisant leurs objectifs » (Agrikolianski, 2003, p.2). Ce cadre d'action concerne la « mondialisation néolibérale » et cherche d'abord à la comprendre, ensuite à la critiquer, enfin à lui apporter des solutions alternatives. Les cadres d'action collective altermondialistes ont la particularité de décroisonner les luttes, créant des liens entre des problèmes autrefois dissociés. Certains parlent de contamination horizontale (Della Porta, 2005; Della Porta et Tarrow, 2005) pour illustrer cette dynamique. Ce décroisonnement s'accompagne d'une mise en relation des enjeux locaux avec les dynamiques globales (Agrikolianski, 2003; Contamin, 2003; Della Porta et Tarrow, 2005; Desmarais, 2003). Selon plusieurs recherches, l'altermondialisme n'est pas une nouveauté ou une création spontanée, mais plutôt le fruit de l'évolution des luttes préexistantes dans une « configuration d'action collective »^a adaptée au déploiement actuel du capitalisme dans un « espace politique mondial » qui serait en construction (Agrikolianski, 2003; Contamin, 2003; Conway, 2003; Dufour, 2008; Dupuis-Déri, 2008; Lamoureux, 2008; Lemire, 2000).

b. Dans le contexte d'une société de l'information planétaire où les médias d'information et les moyens de communication jouent un important rôle de création de la réalité, les mouvements sociaux cherchent de plus en plus à contrôler les codes symboliques, la signification, le cadrage des débats (Castells, 1998, 1999b; Touraine, 1992). Ainsi une partie des luttes se déroule sur le plan symbolique et discursif, opposant des cadres interprétatifs et des cadres d'action collective (Benford et Snow, 2000; Snow et Benford, 1992; Snow *et al.*, 1986) qui cherchent à imposer une certaine lecture d'enjeux et qui cherchent à mobiliser – par toutes sortes de procédés narratifs (Benford et Snow, 2000; Joly et Marris, 2001; Contamin, 2003; Agrikolianski, 2003) – des citoyens/consommateurs pour accomplir des actions politiques souvent novatrices, notamment l'action politique sur les marchés économiques par la consommation « responsable » (Dubuisson-Quellier et Lamine,

^a Agrikolianski définit cette notion comme « l'ensemble des éléments qui constituent l'architecture d'une mobilisation (type d'organisations engagées et nature des liens établis entre-elles [*sic*], « cadres » cognitifs déployés, répertoires d'actions utilisés) » (Agrikoliansky, 2003, p. 2, n. 3).

2003; Forno et Ceccarini, 2004; Micheletti, 2003, 2004; Micheletti, Follesdal et Stolle, 2003; Micheletti et Stolle, 2003; Stolle, Hooghe et Micheletti, 2003; Vogel, 2003).

c. Sur le plan organisationnel, la forme réticulaire (Castells, 1998, 1999a) ou de la nébuleuse (Melucci, 1983, 1989, 1991) des nouveaux mouvements sociaux est largement la norme. Cependant des organisations plus centralisées comme les fédérations syndicales, les organisations religieuses et certains groupes communautaires participent de ce mouvement des mouvements en travaillant en coalition *ad hoc* avec d'autres organisations actives dans d'autres domaines. Ainsi une des formes actuelles prédominantes de l'action collective contre la mondialisation néolibérale consiste en la coalition de groupes qui, par ailleurs, n'ont pas nécessairement les mêmes missions mais s'allient contre un système opposé. Un bon exemple est le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), actif depuis 1994 et qui regroupe une vingtaine d'organisation de mouvement social afin de coordonner les efforts critiques face au libre-échange et à l'intégration économique des Amériques^a. Le RQIC, en collaboration d'autres coalitions de toutes tendances (du centre à l'extrême gauche) a organisé le Sommet des peuples des Amériques à Québec en avril 2001, événement qui a fait surgir au grand jour le cycle de mobilisation altermondialiste québécois entamé avec la marche féministe *Du pain et des roses* en 1995 (Dufour, 2008; Dupuis-Déri, 2008; Lamoureux, 2008). La plupart de ces coalitions ne résistent pas au passage du temps ou à l'épuisement de leur objectif spécifique.

^a Les membres du RQIC sont, chez les syndicats : l'Association canadienne des avocats du mouvement syndical (ACAMS), la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), la Confédération des syndicats nationaux (CSN), le Conseil central de Montréal métropolitain (CSN-CCMM), la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), la Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ), le Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) et le Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ). Chez les groupes communautaires et les ONG : l'Association mondiale des radio-diffuseurs communautaires (AMARC), le Centre international de solidarité ouvrière (CISO), l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), l'Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyen, section Québec (ATTAC-Québec), Alternatives, Développement et Paix et la Ligue des droits et libertés (LDL). Le mouvement féministe est représenté par la Fédération des femmes du Québec (FFQ), le mouvement écologiste par le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) et des universitaires se regroupent dans le Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC-UQAM).

d. Sur le plan personnel, la posture altermondialiste privilégie la construction et la performance d'une « subjectivité contestataire » qui consiste à établir une cohérence entre les différents aspects de sa vie et à se définir comme personne contestataire à travers le contexte particulier des situations dans laquelle on est plongé (Benasayag et Aubenas, 2002; Benasayag et Sztulwark, 2000). Cette subjectivité contestataire se manifeste notamment par des « identités [collectives] tolérantes » (della Porta, 2005) qui cherchent à s'établir en complémentarité plutôt qu'en exclusivité, pour constituer un monde aux facettes et aux modes de vie diversifiés, ce que Anthony Giddens a appelé la politique des modes de vie qui n'est plus rattachée à l'émancipation dans le monde du travail mais plutôt à la reconnaissance des modes de vie hors travail (Giddens, 1993, 1994). Dans le monde de l'action, cette posture pose l'impératif de respecter la différence des luttes et leur égale importance/prégnance. C'est-à-dire que les valeurs communes de base du « nouveau militantisme » (Jordan, 2003) sont la solidarité inter-luttes ou inter-identités et le respect de la différence. Cette posture idéologique rencontre cependant dans la réalité de multiples obstacles comme je viens de le mentionner concernant la politique de coalition. Cette posture s'accompagne aussi du mot d'ordre de la politisation des gestes quotidiens : les relations de consommation, les relations interpersonnelles peuvent devenir des situations politiques où les rapports de pouvoir et d'exploitation sont soulignés à grands traits. Un autre aspect de la posture altermondialiste est l'introduction des sentiments, des émotions et des expériences vécues par l'individu comme déterminants de l'action collective (Jasper, 1997, 1998; Polletta et Jasper, 2001).

e. Enfin, sur le plan idéologique, l'altermondialisme se présente comme un réel *melting pot* où toutes les grandes idéologies des 19^e et 20^e siècles sont représentées, triturées, remises au goût du jour dans une pensée, encore largement informe et peu unifiée, en faveur d'une plus grande justice sociale, d'une relation moins néfaste aux écosystèmes, d'un dialogue pacifique et d'une autodétermination des peuples, surtout ceux victimes de la colonisation occidentale. En tant que mouvement des mouvements, la nouvelle internationale des mouvements sociaux n'a pas d'unité organisationnelle, discursive ou identitaire

Les cadres d'action collective élaborés pour contrecarrer la mondialisation agroalimentaire néolibérale sont élaborés par des sans pouvoir et des sans voix, des marginalisés dans l'espace du pouvoir où est régit l'agroalimentaire. Ils s'inscrivent dans une

politique contestataire, c'est-à-dire des phénomènes d'interactions collectives qui 1) impliquent une controverse et provoquent la formation d'intérêts contradictoires qui s'affrontent et 2) où au moins une des parties (incluant les tierces parties) est un État ou un gouvernement (local, provincial, national). Autant l'action contestataire des mouvements sociaux, l'étude des révolutions ou celle des cycles de protestation entrent dans ces balises (McAdam, Tilly et Tarrow, 1998; McAdam, Tilly et Tarrow, 2001; Meyer et Tarrow, 1998). La politique contestataire peut être radicale ou réformiste, mais elle est une stratégie d'action qui se situe (in)volontairement en dehors des espaces politiques institutionnels que sont les parlements.

En définitive, la question agroalimentaire actuelle est portée par une myriade d'organisations (syndicats paysans, groupes de femmes rurales, associations de consommateurs urbains, groupes écologistes, citoyens ruraux réunis en comité de village, entreprises « écologiques », etc.) dont les cadres d'interprétations des problèmes se rejoignent sur des points essentiels. Ces organisations se sont données chacune leur mission et leur identité spécifiques, mais elles partagent la caractéristique de lier leurs problèmes locaux à des logiques d'action et des dynamiques sociopolitiques globales, celles des institutions économiques internationales et des changements dans l'ordre politique mondial. Plusieurs des organisations contestataires sont liées à d'autres qui agissent à d'autres échelons ou dans d'autres territoires nationaux (dynamique de transnationalisation des luttes et des résistances), en plus de participer, à l'échelon local ou à celui de leur État national, à des coalitions *ad hoc* ou plus pérennes sur les enjeux liés à l'agroalimentaire (dynamique de décroisement local des luttes et enjeux de coalition dans la diversité). Les objectifs précis de leurs actions collectives sont nombreux ; leur résonance, variée ; leurs participantEs transcendent souvent les rapports de classe et se regroupent sous des identités collectives « construites » à partir d'une relecture de la tradition.

Conclusion : la question agroalimentaire au Québec

J'estime que la question agroalimentaire telle que je l'ai définie apparaît sur l'écran radar de la politique québécoise avec la création de l'Union paysanne dans les derniers mois de l'année 2001. Depuis les années 1980 diverses contestations du régime agricole par des agricultrices, des agriculteurs et des écologistes se sont succédées. A partir du moment où les accords de libre-échange (ALE, ALENA) entrent en vigueur et où l'UPA prend des positions clairement productivistes et mondialisatrices, la contestation va en s'amplifiant. Ainsi, à partir des années 1995 apparaît au niveau du monde vécu rural (le rang, le village, la MRC), dans plusieurs lieux à la fois, les fractures sociales décrites dans les pages précédentes. L'UPA, qui participait aux luttes rurales et qui fut un acteur central de plusieurs d'entre elles (Beaudry, 2000; Beaudry et Dionne, 1998; Gagnon, 1981; Jean, 1985a), devient un adversaire. En quelques années les épisodes conflictuels se multiplient : entre 1996 et 2001, une centaine de comités de citoyens ruraux opposés à l'expansion de l'industrie porcine apparaissent pendant que des regroupements d'agricultrices et d'agriculteurs dissidents contestent le régime syndical devant les tribunaux. L'activisme citoyen commence à prendre de l'ampleur, l'agriculture soutenue par la collectivité prend son essor et les plaidoyers en faveur du développement durable et de la consommation responsable deviennent omniprésents. Les colloques, le réseautage, les interventions publiques se multiplient. À mesure que les contestataires se rejoignent, élaborent leur discours et entament un processus de reconnaissance mutuelle, le conflit gagnera d'autres parties de l'espace public : les médias d'information, le parlement, les conseils municipaux, les allées des supermarchés.

On est ainsi rapidement en présence de deux positions antagonistes qui luttent pour le contrôle de ressources vitales : le pouvoir d'orienter la politique agroalimentaire et l'aménagement territorial du monde rural. Avec la création de l'Union paysanne en 2001 le conflit s'élargi vers l'extérieur du monde rural en même temps qu'il est recentré directement sur le régime agricole : tous les citoyenNEs du Québec, qui sont aussi des consommatrices, des consommateurs alimentaire et des « contribuables », sont interpelléEs par un cadre de mobilisation à tendance universaliste : il faut défendre l'agriculture contre ceux qui ne cherchent qu'à en tirer du profit économique, au détriment de ses attributs fondamentaux que sont l'alimentation humaine et la conservation des écosystèmes.

L'Union paysanne apparaît à mon avis comme la concrétisation momentanée des voix de ceux et celles qui, depuis un certain nombre d'années, luttent déjà pour transformer le régime agricole. Elle émerge comme la voix des non représentés : agricultrices et agriculteurs de petite taille, néo-ruraux, consommatrices et consommateurs urbains, écologistes, agents de développement rural, fonctionnaires, villageois et « citoyens » confrontés directement à l'agriculture industrielle et au régime agricole. Elle se forme après une période de prise de conscience collective du problème qui s'échelonne sur plus d'une décennie et rassemble des acteurs et actrices aux intérêts, aux identités et aux visions du monde différentes, voire parfois antagonistes. Pendant les premières années de son existence, l'organisation et ses membres tenteront de se donner une identité collective et de mettre de l'avant les dénominations « paysan » et « citoyen ». L'Union paysanne a ceci de particulier qu'elle est une organisation issue d'un mouvement identitaire rural (Beaudry, 2000) qui a étendu la portée de ses revendications pour inclure toutes les citoyennes et les citoyens québécois, spécialement ceux et celles des villes, dans une tentative de redéfinir l'occupation du territoire et même le sens de la citoyenneté québécoise. Dans sa publicisation des problèmes, elle a ratissé large pour recueillir une large adhésion et s'est inscrite dans une logique de syndicalisme de mouvement social. De ce fait, dès le départ l'organisation a fait face à la confrontation en son sein de plusieurs identités collectives bien établies qui ne voulaient en rien s'effacer derrière celles de leurs alliés. Les oppositions et les conflits internes ont été nombreux et certains ont mené à des départs massifs de militants.

L'Union paysanne a aussi introduit une innovation significative dans l'action collective agricole québécoise et même mondiale : l'appel au consommateur et au citoyen responsable s'est traduit par leur inclusion comme membre à part entière du syndicat agricole et la promotion du cadre d'action collective de la consommation responsable. La question agroalimentaire posée en termes altermondialistes participe en effet d'une « nouvelle » sensibilité citoyenne qui pose une articulation directe entre les valeurs personnelles, les modes de vie collectifs (la consommation) et l'exercice de la citoyenneté nationale dans une perspective mondiale. Cela a pour conséquence de créer des ponts inédits entre la sphère publique et politique de l'exercice de la citoyenneté et celle, traditionnellement considérée comme privée ou personnelle, des valeurs, des goûts et des modes de vie. Dans ce contexte,

le citoyen est interpellé par le modèle de la production agricole qui détermine ce qu'il ou elle ingurgitera. En faisant le pari de lier ensemble producteurs agricoles et consommateurs, l'Union paysanne a cherché à rapprocher « deux solitudes » que l'institutionnalisation des régimes agraires et le développement de la consommation de masse ont créé.

L'Union paysanne m'apparaît ainsi comme une organisation qui s'inscrit dans un large mouvement social en faveur d'une agriculture, d'une alimentation et d'une activité économique plus écologiques. Ce mouvement se situe en filiation des mouvements régionalistes et écologistes, ici comme ailleurs en Occident, mouvements qui ont inspiré l'hypothèse des nouveaux mouvements sociaux. Au Québec, le mouvement régionaliste – l'action collective en faveur des régions rurales, d'un développement local et d'une démocratie locale – s'est longtemps confondu avec l'action collective agraire (voir Migner, 1980; Létourneau, 1950; Beaudry, 2000). Mais depuis la Révolution tranquille et la période de modernisation du Québec, les agricultrices, les agriculteurs et leurs organisations ne sont plus directement et automatiquement assimilables au mouvement rural. Des Opérations Dignité des années 1960 jusqu'aux luttes contre la fermeture des bureaux de poste et pour la revitalisation des villages, le mouvement régionaliste cherche à redéfinir l'identité rurale dans un contexte de « postmodernité » (Beaudry, 2000) où les identités et les rôles institués sous la période moderne sont remis en cause par un fonctionnement sociétal qui ne mise plus sur les corps intermédiaires et le corporatisme, mais plutôt sur l'auto-organisation des citoyens rassemblés sous des bannières identitaires collectives, qui produisent des codes culturels et des manières de vivre ensemble, et qui s'inscrivent parfois volontairement dans l'espace public et dans l'espace politique pour revendiquer « d'autres mondes possibles ».

Cette situation impose de faire une analyse en terme de politique contestataire. L'Union paysanne doit être étudiée comme un organisme aux identités et aux discours hybrides, ce qui est symptomatique de la tentative de composer une nouvelle interprétation des problèmes. La conjonction des intérêts des habitants ruraux, des consommateurs urbains et des agriculteurs mécontents n'est pas le fruit du hasard ou de la logique (parce que dans les termes de la question agricole, les intérêts de ces trois groupes sont opposés), mais plutôt le résultat d'un choix stratégique.

L'objectif empirique principal de ma thèse est de comprendre cette organisation hybride au projet complexe qui dépasse largement les mouvements identitaires ruraux comme Beaudry (2000) les a étudié ou le syndicalisme agricole au sens strict comme le définissent Kesteman *et al.* (2004). Les outils théoriques de la sociologie des mouvements sociaux m'apparaissent aptes à analyser l'émergence de la question agroalimentaire et à saisir les divers mécanismes et processus qui font en sorte que différents groupes identitaires bien établis cherchent à transcender leurs intérêts particuliers, leur vision du monde et même leur tranquillité d'esprit pour se regrouper sous une bannière inédite au Québec, celle du syndicalisme agricole citoyen des paysanNEs, et lutter pour réorienter radicalement la politique agroalimentaire québécoise.

CHAPITRE 2. LA POLITIQUE CONTESTATAIRE ET L'ENGAGEMENT POLITIQUE DANS LES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES ACTUELLES

Introduction. De l'analyse institutionnelle à la sociologie de l'action

Jusqu'ici les quelques chercheurs québécois qui se sont intéressés au régime agricole des années 1990 l'ont fait dans une perspective économique et d'analyse institutionnaliste des systèmes de gouvernance des politiques publiques (Silvestro, 2008a). L'analyse des relations entre les groupes de pression, les corporations professionnelles, les entreprises et l'État rend compte de la régulation normale du système et cherche à en comprendre le fonctionnement, l'évolution et la reproduction. Or qu'arrive-t-il lorsque nous sommes en présence d'acteurs collectifs issus de la marge et/ou de l'extérieur du système, qui contestent les fondements du régime agroalimentaire et en refusent les règles et les instruments de médiation?

La question agroalimentaire dépasse largement les limites des régimes de régulation actuels. Elle constitue, dans les faits, une critique de ceux-ci à partir de visions du monde, d'identités et de modes de vie qui sont proches des critiques formulés par les nouveaux mouvements sociaux à l'égard des sociétés industrielles technocratiques où des appareils étatiques étendent le pouvoir de la « société » sur ceux et celles qui la composent. Avec l'Union paysanne nous voyons se matérialiser un conflit structurel qui ne peut se résoudre par la négociation à l'intérieur du régime, car se sont justement ses canaux de négociation et ses mécanismes de prise de décision qui sont contestés. Dans les mots d'Alain Touraine (Touraine, 1965, 1969, 1978, 1993), nous sommes en présence d'une relation sociale à l'intérieur d'un champ d'action sociale institutionnalisé – le régime agricole. Dans cette relation inégalitaire, l'acteur dominé cherche à réaliser son autonomie et à renverser

l'inégalité dans une lutte pour le contrôle du champ. Les limites et les mécanismes du champ – les termes de la relation sociale – étant déterminés par les acteurs dominants, les dominés situent souvent leur action en décalage et en ouverture du champ, sur le registre de la politique contestataire, et en se réclamant d'un mouvement social, d'une vague de fond identitaire et politique.

La science économique, les théories des groupes de pression, de même que les théories des *policy networks*, qui toutes supposent une adhésion au système et observent la relation sociale du point de vue des dominants, perdent alors leurs capacités heuristiques quant au sens de l'action de l'acteur collectif dominé. Or, à l'heure où l'activité agricole est en profonde redéfinition, « l'enjeu est précisément de développer des approches susceptibles de saisir la façon dont les différents acteurs, agriculteurs, consommateurs, citoyens, firmes industrielles, [...] donnent sens à l'activité agricole. » (Joly et Paradeise, 2003, p. 3).

La théorie sociologique développée notamment par Claus Offe, Alberto Melucci et surtout Alain Touraine (Dubet, 1994; Melucci, 1989; Offe, 1984, 1997b; Touraine, 1965, 1969, 1978, 1993) permet de considérer la situation du régime agricole québécois à l'aide d'une toute autre lorgnette. Alain Touraine a affirmé toute sa carrière que l'objet de la sociologie était l'action sociale et les rapports sociaux inégalitaires qui en sont inséparables, non pas la société industrielle qui se conçoit elle-même comme système rationnel, fait social et objet sociologique^a. Les « systèmes d'action sociale » ne sont déterminés ni par une histoire naturelle (une évolution naturelle) ni par une logique économique purement rationnelle (l'accumulation du capital), ils sont plus complexes et il est « impossible de croire que l'action [sociale] n'est que l'événement qui flotte à la surface des structures profondes de l'économie » (Touraine, 1978, p. 154-155). Au contraire, la « société » « doit être conçue comme le résultat d'actions sociales, d'interventions d'acteurs et de collectivités sur eux-mêmes. En un mot, il faut renoncer à l'idée que les conduites sont déterminées par des

^a Déjà en 1978 il affirmait à la fin d'un colloque sur la critique de sa sociologie de l'action : « je pense que le temps est venu pour les sociologues et pour tous ceux qui réfléchissent sur la société de s'apercevoir que disparaît sous leurs yeux ce qui fut l'objet de leurs études, la *société*, considérée comme système, structures ou pour parler plus simplement comme objet et qu'il fallait nommer ce qui

situations et reconnaître que ce qu'on nomme situation n'est que le produit fragile et provisoire de rapports sociaux, de relations politiques et d'orientations culturelles » (*ibid.*). Cette façon de concevoir la « société » met en son centre l'agentivité : ce sont les acteurs inscrits dans des relations institutionnalisées qui produisent la vie sociale en interagissant^a. Or ces relations sociales instituées dans des États capitalistes industrialisés sont profondément inégalitaires, comme l'a montré l'analyse des contradictions du capitalisme et des mécanismes de l'exploitation par Karl Marx et consorts. Cependant, la « rupture » dans la modernité (qu'on la nomme postmodernisme, modernité avancée, postindustrielle ou programmée) montre que la « postindustrialité » est un état social complexe où le système rationnel de l'État capitaliste est imbriqué dans une multitude de relations sociales à l'intérieur desquelles les acteurs dominés contestent la distribution du pouvoir et la restriction de leur autonomie. C'est en ce sens que pour Touraine le conflit central des formations sociales est celui pour le contrôle de l'historicité d'une « communauté imaginée » instituée dans des rapports sociaux, des relations politiques et des orientations culturelles particulières^b.

L'action [sociale] collective serait en ce sens l'une des dynamiques sociétales principales. Les relations sociales instituées dans l'ère industrielle mettent en présence des acteurs qu'on a conçus comme des classes sociales en lutte dans un conflit pour le contrôle du travail social et de ses fruits. Dans cette lutte historique la classe ouvrière organisée en mouvement des travailleurs était considérée comme l'acteur unitaire qui allait inévitablement réaliser la destinée et libérer l'humanité de l'exploitation. Mais le fondement individualiste libéral des sociétés industrielles et leur évolution vers une « rupture » qui permet la libération

depuis longtemps déjà aurait dû être la seule préoccupation des sociologues, à savoir l'*action sociale* et par conséquent les rapports sociaux qui n'en sont pas séparables » (Touraine, 1978, p. 150).

^a « Une relation sociale est une interaction placée dans un champ. Ceci oppose les relations sociales aux relations non sociales ou intersociales. [...] Pour qu'une relation sociale] apparaisse, il faut que les deux acteurs appartiennent au même ensemble, se réfèrent en particulier aux mêmes normes et à un minimum de règles institutionnelles » (Touraine, 1978, p. 157).

^b L'historicité est « l'ensemble des formes de travail de la société sur elle-même, d'un mode de *connaissance* par lequel est constitué un rapport de la société à son environnement, d'un mode d'*investissement* par lequel la société constitue son activité économique, et enfin d'un *modèle culturel*

individuelle des appartenances traditionnelles (Beck, 1994, 1996, 1998, [1986] 2001) ont fait en sorte que cet acteur historique, institutionnalisé par le biais de ses organisations syndicales, s'est largement transformé en une classe moyenne tout aussi exploitée, mais qui le perçoit d'une autre façon. Les nouveaux mouvements sociaux seraient l'expression politique extra-institutionnelle de cette classe moyenne typique des sociétés industrielles avancées occidentales. La perception de l'exploitation de la classe moyenne ne se situerait plus tant au niveau de l'organisation du travail qu'à celui de la reconnaissance identitaire et culturelle. L'acteur prépondérant en lutte ne serait plus la classe sociale mais plutôt un Sujet individuel, regroupé en acteur collectif en lutte pour faire reconnaître des droits à une identité collective « construite » par les récits qu'il fait de lui-même. Les systèmes d'action sociale de la société programmée, pour reprendre la terminologie de Touraine, mettraient face à face des appareils rationnels (institutions étatiques, entreprises et institutions économiques, marché économique) aux mains d'une « classe dominante » et des Sujets individuels regroupés ou non en acteurs collectifs, engagés dans des luttes partielles, sectorielles, identitaires, nationalistes même, mais qui toujours pointent le conflit central. Celui-ci se situe dans la tension entre l'hégémonie de deux logiques instituées dans l'État et les institutions qu'il rend possible (d'une part, la logique rationnelle économique du pouvoir et, d'autre part, le totalitarisme des pouvoirs communautaires traditionnels) et le « nouvel » acteur historique dominé, le Sujet individuel (au sens des Lumières et du libéralisme politique) qui tente de conserver son autonomie et de faire exister sa créativité et son indétermination.

Positionnement méthodologique

Cette conception de l'objet de l'analyse sociologique – l'action sociale qui crée et entretient la relation sociale – propose une position méthodologique à l'écoute des acteurs en lutte. L'action collective des organisations de mouvement social et des Sujets en quête d'autonomie produit des identités collectives, des sous-cultures spécifiques, des relations

par lequel elle se représente sa propre créativité, sa propre capacité d'action sur elle-même, ce qui fonde le champ de l'éthique » (Touraine, 1978, p. 159).

sociales extra-institutionnelles et de nouveaux savoirs (Eder, 1996; Eyerman et Jamison, 1991) qui, à la lorgnette des analyses institutionnelles, disparaissent généralement au profit de l'analyse de la capacité de reproduction du système. La tâche du sociologue des mouvements sociaux consiste plutôt, d'une part, à reconstruire le sens de l'action à partir d'une observation proche des acteurs en lutte et, d'autre part, de traduire l'insertion de cette action dans les systèmes d'action sociale afin d'en évaluer d'un côté la portée politique et de l'autre la signification sociologique. En effet pour Touraine, Melucci et la plupart des analystes des mouvements sociaux, la sociologie se doit d'être engagée dans le processus historique de réduction des rapports de pouvoir et de « libération » du genre humain. En ce sens l'analyste des mouvements sociaux n'est pas neutre. Il cherche toujours à comprendre comment son objet d'étude – ce bizarre objet capable de se penser lui-même – pourrait gagner sa lutte.

Cela ne libère toutefois pas le sociologue des impératifs spécifiques du champ scientifique dans lequel il cherche généralement à s'inscrire. Les critères de scientificité que sont la logique argumentative, la validité des interprétations à partir de cadres conceptuels clairement expliqués, la fiabilité des sources et des données, la reproductibilité des analyses, doivent être respectés par la sociologie si elle ne veut pas tomber dans le piège de la promotion idéologique. À ce titre, les sociologies des mouvements sociaux ont élaboré des préceptes méthodologiques qui les rend apte à recueillir des données et à les analyser. M'inscrivant dans cette démarche, je privilégie l'approche qualitative de l'étude de cas qui permet, par la saisie du contenu des discours, l'analyse des revendications politiques. Celles-ci permettent de saisir le sens de l'action, sa raison d'être, ses objectifs. L'utilisation de sources documentaires, de l'observation participante et d'entretiens avec des acteurs permet aussi de comprendre les événements de protestation de l'intérieur et de les placer dans le contexte du système d'action sociale. J'utilise donc une méthode qui met l'accent, d'une part, sur les aspects structuraux de l'action collective (l'inscription des événements de protestation et des revendications politiques dans un champ de relations sociales précises et dans une structure d'opportunité politique) et, d'autre part, sur une analyse des dimensions culturelles de l'engagement politique afin de comprendre comment l'acteur collectif se crée lui-même et cherche à se reproduire. Il convient, avant de s'engager dans l'étude de cas, de préciser les concepts et les notions sociologiques utiles à mon analyse.

Les enjeux de l'étude de la politique contestataire

La question de la nature de l'action politique et de ses formes légitimes d'expression taraude les sociologues et les politologues depuis longtemps. Pendant la période moderne, la politique fut restreinte à la sphère des institutions royales/parlementaires, si bien que les premières théories sur les comportements de masse extra-institutionnels traitaient ceux-ci comme irrationnels, voire criminels (Le Bon, [1895] 1971; Sighele, 1891; Tarde, [1901] 1989). Au début des années soixante, inspiré par le structuro-fonctionnalisme et les théories de la modernisation, d'autres théoriciens (McCarthy et Zald, 1973; Smeilser, 1962; Turner et Killian, 1972) ont positionné l'action collective comme l'expression d'un désarroi et d'états psychologiques altérés par les changements rapides de la modernisation. À partir de la démonstration de Mancur Olson (Olson, [1965] 1978) comme quoi l'engagement personnel dans des organisations est le résultat d'un calcul rationnel, toute une perspective de recherche s'est développée à partir de cette hypothèse générale : les personnes qui s'engagent dans l'action collective cherchent à défendre collectivement et rationnellement des intérêts individuels. Par extension, l'action des groupes fait preuve de calcul, de préméditation et met en œuvre des stratégies pour mobiliser des ressources et tenter de se rapprocher des lieux de pouvoir (Freeman, 1979; Jenkins, 1983; McAdam, 1982; McCarthy et Zald, 1977, 1987; Turner, 1982). Aujourd'hui, on s'entend pour dire que les organisations de mouvement social sont des acteurs sociaux et politiques légitimes, qui connaissent et comprennent les enjeux du politique et qui choisissent, pour relayer leurs demandes, de se situer en marge des institutions parlementaires mais, pour les mouvements ouvertement politiques, à l'intérieur de l'espace public politique.

Depuis les années 1960, les travaux sur l'action collective, les mouvements sociaux et la politique contestataire^a se sont multipliés, formant aujourd'hui un corpus théorique et

^a Il convient de définir ces trois concepts. *L'action collective*, au sens large, « peut être définie comme toute action pensée et organisée par un groupe ». Cela permet de la distinguer des actions non organisées comme l'effet de mode, qui est un phénomène d'agrégation. Le *mouvement social* est déjà une forme d'action plus complexe; on s'accorde peu pour en donner une définition précise. Della Porta et Diani (Della Porta et Diani, *Social Movements: An Introduction*) font ressortir les quatre

empirique impressionnant dans lequel il devient de plus en plus difficile de se retrouver. Jusqu'au milieu des années 1980 les recherches ont évoluées selon deux « paradigmes » différents, qualifiés un peu rapidement d'europpéen et d'étasunien.

Le **paradigme étasunien** est celui des processus politiques et de la mobilisation des ressources (McAdam, 1982, 1986; McCarthy et Zald, 1973, 1977, 1979, 1987; Oberschall, 1973, 1980; Tarrow, 1983, 1989, 1998; Tilly, 1978). Il puise aux sources du structuro-fonctionnalisme et de la première sociologie des comportements de masse et affirme que la mobilisation des acteurs collectifs est largement déterminée par la nature du système politique et son évolution. Cette approche met l'accent sur les relations des mouvements sociaux à l'État et aux institutions, l'action des mouvements étant théorisée comme une extension de l'action politique institutionnelle. L'émergence d'une organisation de mouvement social s'explique généralement par sa capacité à mobiliser des ressources et à profiter des opportunités que lui offre le système d'action dans lequel elle se situe. Cette approche se penche surtout sur le « comment » de l'action collective mais n'a pas offert

dimensions sur lesquelles les chercheurs s'accordent, peu importe leurs présupposés théoriques : un mouvement social est une série d'efforts organisés 1) à l'aide de réseaux plus ou moins informels (non-institutionnalisés) d'interaction, 2) qui s'appuie sur des croyances partagées (identités collectives) et un sens de la solidarité, 3) qui se mobilise sur un conflit et qui 4) utilise la protestation et la politique non-institutionnelle pour exprimer ses revendications. Alain Touraine accorde une position presque idéal-typique aux mouvements sociaux. Pour lui, les luttes institutionnelles et les conduites collectives se situent au niveau de l'organisation sociale et mettent en cause la distribution du pouvoir. Les mouvements sociaux, difficilement saisissables empiriquement, sont des ensembles qui agissent – par le biais d'organisations qui peuvent se situer sur d'autres niveaux – à l'échelon des « relations de domination au niveau sociétal ». *La politique contestataire*, au sens où le définissent McAdam, Tarrow et Tilly (2001) et Giugni (2002), signifie « episodic, public, collective interaction among makers of claims and their objects when a) at least one government is a claimant, an object of claims, or a party to the claims and b) the claims would, if realized, affect the interests of at least one of the claimants » (McAdam, Tilly et Tarrow, *Dynamics of Contention*, p. 5). Cette définition est une tentative de dépasser le flou de l'approche en termes de mouvements sociaux – notamment des définitions culturelles apolitiques – en voulant rattacher l'action collective aux institutions et aux rapports sociaux inégalitaires. La définition de la politique contestataire de McAdam, Tarrow et Tilly permet de discriminer les mouvements de changement personnel, spirituels ou autres mouvements culturels sans contenu politique, des actions collectives à caractère politique.

d'explication satisfaisante du « pourquoi » des mouvements et des organisations qui s'en réclament^a.

Le **paradigme européen**, qualifié par certains de « culturaliste » (Giugni, 1999, 2002), mieux connu comme la théorie des nouveaux mouvements sociaux (NMS) (Eder, 1993; Habermas, 1987, 1989; Inglehart, 1977, 1990a, 1990b; Melucci, 1978, 1983, 1991, 1995b; Offe, 1984, 1997a; Touraine, 1965, 1969, 1978, 1984, 1993; Touraine et Jordan, 2002) met pour sa part l'accent sur le « pourquoi » des mouvements dans la perspective des grands changements dans la modernité industrielle. On tente de comprendre ce que signifie pour des ensembles sociétaux l'émergence et l'action d'organisations extra-institutionnelles qui s'inscrivent dans l'espace politique et/ou développent de façon autonome des sous-cultures.

Depuis la fin des années 1980, le champ d'étude s'est engagé, suite à de multiples plaidoyers pour l'intégration (Canel, 1992; Edelman, 2001; Eyerman et Jamison, 1991; Neveu, [1996] 2005) et autres synthèses (Della Porta et Diani, 1999; Farro, 2000; Jenkins, 1983; McAdam, Tilly et Tarrow, 1996; McAdam, Tilly et Tarrow, 2001; Polletta et Jasper, 2001; Tarrow, 1998), dans l'élaboration de modèles théoriques qui cherchent à intégrer les

^a Ce paradigme a fait l'objet de critiques sur de nombreux plans. En premier lieu, il est difficile de déterminer les variables pertinentes pour la compréhension de phénomènes institutionnels complexes que sont les relations de pouvoir et les relations entre les institutions et les organisations de mouvements sociaux (Melucci, *Nomads of the Present* 10). En second lieu, l'orientation « rationaliste », ainsi que le postulat qui veut que tous les acteurs partagent des représentations du problème et des intérêts personnels et collectifs similaires, est aujourd'hui fortement contesté à l'aune des aspects identitaires et émotifs de l'action collective (Melucci, «Mouvements sociaux, mouvements post-politiques»). Ainsi, il y aurait dans le paradigme étasunien une sous-évaluation de l'importance du sens de l'action pour les acteurs impliqués et peu de prise en compte des codes culturels. Troisièmement, Melucci (Bevington et Dixon, «Movement-relevant Theory: Rethinking Social Movement Scholarship and Activism») a critiqué le « réductionnisme politique » qui pousse les théoriciens étasuniens à ne concevoir l'action des mouvements sociaux que dans leurs rapports aux institutions, ce qui empêche de prendre en compte leur véritable nature depuis les années soixante, c'est-à-dire d'être des mouvements « post-politiques » (Johnston et Oliver, «What a good idea! Frames and ideologies in Social Movements research») préoccupés par des questions relatives à l'identité, à la culture, au bien-être personnel et à d'autres besoins personnels, des mouvements qui s'organisent en réseaux sociaux décentralisés, souvent inactifs et submergés, et qui se situent à l'extérieur des institutions politiques traditionnelles. Enfin, mentionnons que plusieurs commencent à critiquer les travaux de l'approche des processus politiques, arguant qu'ils se détachent de plus en plus des intérêts et des connaissances pertinentes à l'action des mouvements sociaux et des organisations actives dans la promotion de la justice sociale (Bevington et Dixon, «Movement-relevant Theory: Rethinking Social Movement Scholarship and Activism»).

apports des deux traditions. L'approche américaine a le mérite de développer des outils concrets pour saisir l'action politique des organisations et construire *a posteriori* une image du mouvement. L'approche européenne a offert moins d'outils analytiques précis, mais a développé un cadre de compréhension global du fonctionnement de l'action collective dans les sociétés de la modernité avancée. Les enjeux scientifiques, à l'intérieur de ce champ d'études, concernent donc la construction de ponts entre les dimensions structurelles et les dimensions culturelles et organisationnelles de l'action, le raffinement des analyses et des outils théoriques et la mise à l'épreuve de la théorie par de plus en plus d'analyses empiriques (Giugni, 1999, 2002; Oliver, Cadena-Roa et Strawn, 2003). Plusieurs propositions commencent à émerger pour réconcilier les différentes dimensions de l'étude de l'action collective. Je suivrai pour ma part la voie ouverte par Marco Giugni et certains de ses collègues. Cette voie consiste à combiner une analyse structurelle en terme de structure d'opportunité politique, de mobilisation des ressources et de cadrage organisationnel à une analyse plus culturelle qui prend en compte les aspects psychosociologiques de la création des identités, du sens et de la connaissance sociale.

Cette mise en relation m'apparaît nécessaire car la théorie des NMS s'est justement développée à partir du constat d'une certaine « rupture » dans la modernité. Malgré les divergences sur son appellation^a et sur ses dimensions les plus marquantes, la rupture a été comprise, par les théoriciens des NMS d'abord comme l'avènement de la réflexivité sociale et individuelle. Cette réflexivité marque la perte de confiance dans les grands récits de la modernité ainsi que dans les autorités morales traditionnelles (l'Église, l'État (le Roi), le Père). C'est-à-dire que la modernité « réflexive » devient consciente de son développement historique et programmatique (la recherche de l'émancipation individuelle par le progrès scientifico-technique) ainsi que des dérapages et des risques de celui-ci, notamment les risques environnementaux, mais surtout le « risque social » qui émerge du démantèlement des État-providence (Beck, 1998, [1986] 2001).

^a Les divers travaux sur le passage à une « autre » modernité sont nombreux et utilisent une nomenclature diverse pour qualifier le « nouvel ère » : Lyotard a mis sur la carte l'expression postmodernité, Melucci parle de capitalisme industriel avancé, Beck utilise l'expression modernité

Cette modernité avancée marque aussi le passage aux logiques du capitalisme avancé, c'est-à-dire plus financier que manufacturier, dé-territorialisé et dont les moyens de production et les produits deviennent de plus en plus immatériels. Les échanges culturels, économiques, financiers, se globalisent; la planète forme système pour la première fois à travers une diversité de liens discursifs, symboliques, soutenus par des moyens technologiques au développement exponentiel. Les temporalités et les espaces locaux sont reconfigurés à l'aune du branchement sur le temps virtuel mondial (Castells, 1998, 1999b, 1999a). Comme l'a montré Giddens (Giddens, 1993, 1994), les individus sont de plus en plus appelés à s'insérer dans un système où les temporalités sont multiples et où le déroulement linéaire est aboli par la technologie (télévision, Internet, etc.). Melucci mentionne que « les réalités médiatisées, construites, prennent de plus en plus de place que les expériences directes » (Melucci, 1995a, p. 188). L'information, qui est en train de devenir la ressource centrale pour exercer le pouvoir, « accentue l'aspect réflexif, artificiel, construit, de la vie sociale » (Melucci, 1995a, p. 187).

Dans ce cadre, plusieurs ont mentionné que le contrôle des flux informatifs, des codes, des symboles et des représentations sociales devient le centre de la stratégie des acteurs du conflit social (Castells, 1998, 1999b, 1999a; Castells, Yazawa et Kiselyova, 1996; Melucci, 1995a, 1995b, 1996; Touraine, 1969, 1992, 1993, 1995). Touraine, parlant de la société post-industrielle comme d'une « société programmée » par des logiques institutionnelles technocratiques et économiques qui expriment les intérêts des classes dominantes, va en venir à considérer la modernité avancée comme la lutte de divers mouvements sociaux pour accroître leur emprise respective sur les représentations sociales et les codes culturels dominants, cela afin de parvenir à orienter l'évolution, « l'historicité », des sociétés (Touraine, 1978, 1992, 1993, 1995, 1997). Le conflit central des sociétés contemporaines s'est ainsi quelque peu déplacé : du conflit pour le contrôle de l'industrialisation (à travers la lutte des classes et le mouvement ouvrier), le nœud du problème se déplace vers le contrôle de l'historicité culturelle et l'élargissement de l'action collective vers d'autres domaines de la vie que le travail, notamment les modes de vie (Giddens, 1994).

réflexive, Touraine parle de société programmée alors que Giddens utilise modernité avancée. Je ne

Sous les pressions des forces de la rationalité instrumentale, de la logique de la démocratie et de la citoyenneté libérales, les institutions, les modes de vie et les traditions de la modernité industrielle s'effritent et se transforment radicalement. C'est que l'on appelle l'individualisation des modes de vie et des relations institutionnelles. Pour Ulrich Beck, cela signifie « l'obligation » individuelle de se libérer des identités et des statuts traditionnels, ainsi que le devoir de se ré-ancrer dans de nouvelles identités, appartenances communautaires et statuts sociaux, cette fois en fonction des critères d'autonomie, d'authenticité et de responsabilité (Melucci, 1996). Avec l'individualisation, les individus sont maintenant les dépositaires de leur destin et deviennent, comme l'a exprimé Beck, « responsables de leur biographie ». Melucci voit pour sa part un danger majeur dans les processus d'individualisation :

[d]'une part, ce sont des processus qui soutiennent l'autonomie, l'autodéfinition, la capacité de méta-cognition, de méta-communication, c'est-à-dire la capacité de nous déplacer de plus en plus du contenu au processus, grâce à nos capacités cognitives, émotionnelles, biologiques même. Il s'agit de la capacité d'apprendre à apprendre de processus de niveau N qui alimentent l'autonomie individuelle. D'autre part, ces processus sont très fragiles parce qu'ils sont exposés à la manipulation à travers des codes extérieurs imposés et souvent invisibles (Melucci, 1995a, p. 195-196).

Manuel Castells abonde dans le même sens lorsqu'il montre que la société informationnelle réticulaire est un modèle issu de l'évolution des structures du marché et de la production. Les organisations de mouvement social n'ont en ce sens que suivi la tendance. Ce mode d'organisation prépondérant aujourd'hui ne serait donc pas forcément émancipatoire ni propre aux mouvements sociaux. Castells va même jusqu'à dire que cela montre la faiblesse des mouvements sociaux et leur adaptation – leur suivisme – aux sociétés actuelles.

L'entrée dans la modernité réflexive individualiste impose donc à l'individu d'acquérir les capacités d'utiliser l'information comme une ressource^a afin de pouvoir décoder les

cherche pas à me positionner dans ce débat.

^a « Pour que l'information constitue une ressource, il faut que les éléments du système que sont les individus, leur cerveau, leurs motivations, leurs sentiments et leurs émotions, soient autogérées, *self-sustained*, d'une certaine manière » (Melucci, 1995a, p. 195). Il leur faut donc des

messages et poser des actions qui vont dans le sens de son émancipation. Alain Touraine, dans ses travaux les plus récents (Touraine, 1992, 1993, 1997), parle de la construction d'un sujet historique ancré dans des luttes concrètes. Le Sujet tourainien est un individu qui prend conscience de lui-même, de ses déterminants sociaux, de ses aliénations, et qui se construit comme « Sujet dans l'action ». En ce sens, son engagement est consécutif à sa volonté de changer sa propre vie ainsi que le monde qui l'entoure. Il ne participe d'un mouvement social que dans la mesure où il s'identifie à des identités collectives et où il œuvre pour l'émancipation collective des individualités à travers des acteurs collectifs (les organisations de mouvement social).

Enfin, le contrôle des codes et des flux d'information par les classes dirigeantes fait en sorte d'obliger les organisations de mouvement social à s'organiser en dehors des institutions politiques et économiques traditionnelles. Pour Melucci, suivi en cela par plusieurs, le contrôle des codes implique la création d'espaces indépendants des pouvoirs institués afin de pouvoir mieux contrôler l'organisation de la connaissance et la production des codes (Melucci, 1995a, p. 190). Ces espaces sociaux, qui visent la décolonisation du monde vécu par la promotion d'identités jugées « authentiques » et autonomes, sont organisés sur la base de réseaux sociaux, c'est-à-dire de connexions entre des individus et des groupes, connexions de toutes sortes, peu ou pas institutionnalisées, souvent inactives ou invisibles dans l'espace public, mais qui conservent leur pouvoir mobilisateur de par le partage entre les individus d'une identité, d'un sentiment de solidarité et d'appartenance ainsi que de relations dans la sphère dite « privée ».

Dans ce contexte d'individualisation des rapports sociaux, de construction d'identités « à la carte » et de multiplication des « causes » défendues par des organisations de mouvement social souvent très spécialisées, les enjeux de l'analyse se situent dans le défi de saisir la complexité des relations entre (1) des organisations de mouvement social, (2) des individus non-organisés qui se disent autonomes, qui partagent les identités et les propositions des organisations, et qui sont mobilisables, (3) des appareils d'État et des

cadres explicatifs autonomes de ceux fournis par les appareils étatiques et institutionnels et des personnes capables d'autonomie de pensée.

institutions qui ont la capacité de poser des contraintes à l'action et (4) un espace public de discussion qui fonctionne selon la logique des médias d'information de masse. Pour ce faire, je suis l'orientation générale proposée par Alberto Melucci dans l'une de ses dernières réflexions théoriques, alors qu'il décrit les éléments de l'analyse des mouvements sociaux actuels :

Contemporary « movements » assume the form of solidarity networks entrusted with potent cultural meanings, and it is precisely these meanings that distinguish them so sharply from political actors and formal organizations next to them. We have passed beyond the global and metaphysical conception of collective actors. Movements are not entities that move with the unity of goals attributed to them by ideologues. Movements are systems of action, complex networks among different levels and meanings of social action. Collective identity allowing them to become actors is not a *datum* or an essence; it is the outcome of exchanges, negotiations, decisions, and conflicts among actors. Processes of mobilization, organizational forms, models of leadership, ideologies, and forms of communication - these are all meaningful levels of analysis for the reconstruction from the within of the action system that constitute the collective actor. But, in addition, relationships with the outside - with competitors, allies, and adversaries - and especially the response of the political system and the apparatus of social control define a field of opportunities and constraints within which the collective action take shape, perpetuates itself, or changes (Melucci, 1996, p. 4).

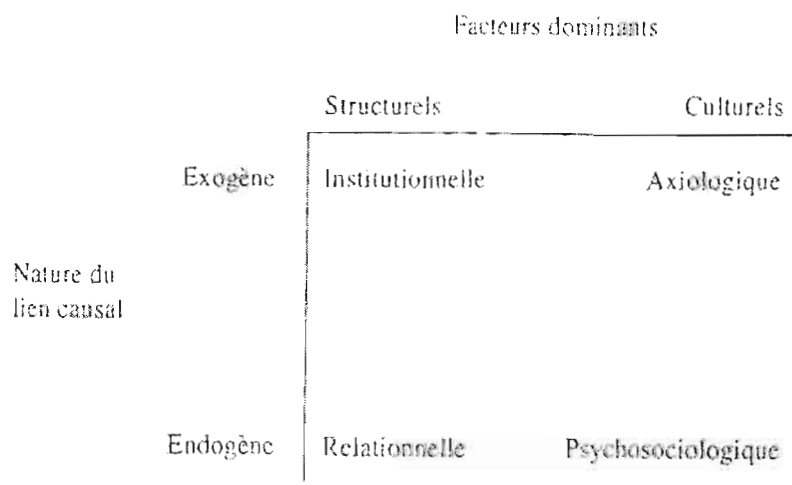
Dans cet extrait le sociologue italien rappelle que le « mouvement social » est une construction analytique du chercheur qui sert à distinguer certains types d'acteurs collectifs d'autres qui n'agissent pas selon les mêmes logiques – partis politiques, lobbys des gens de pouvoir, corporations professionnelles, associations de services, etc. Ce qui est important de connaître et de comprendre, plutôt que de « chercher le mouvement social », ce sont les processus de mobilisation, les formes organisationnelles et les formes de leadership, les processus qui mènent à la construction d'identités collectives, de même que les « relations avec l'extérieur » des organisations de mouvement social, qui toutes sont des dimensions des systèmes d'action collective que l'analyste doit chercher à comprendre. Mais comment les articuler?

Modèle d'analyse. Lier aspects structuraux et culturels de l'action collective

Marco Giugni (1999, p. 502-509) offre un tableau intéressant pour comprendre les approches théoriques dans l'étude des mouvements sociaux (voir figure 5 page suivante).

Selon lui, cette représentation permet de « situer les quatre directions de recherche [...] selon qu'elles mettent l'accent plutôt sur l'impact des variables structurelles exogène (institutionnelle) ou endogène (relationnelle), ou encore selon qu'elles soulignent l'action contraignante des facteurs culturels (axiologique) ou leur construction sociale (psychosociologique) » (Giugni, 1999, p. 503). Par exemple, l'approche institutionnelle affirme que les institutions déterminent l'action collective et que les conflits sont imbriqués dans la structure de distribution du pouvoir. Cela correspond assez aux propositions les plus structuralistes de l'approche des processus politiques et de la mobilisation des ressources. L'approche axiologique correspond, pour Giugni, aux théories sur les NMS, qui posaient la rupture dans la modernité comme cause de l'apparition de nouveaux besoins individuels, d'une nouvelle posture individualiste, d'une orientation identitaire et d'une organisation en réseaux. L'approche relationnelle considère pour sa part que les mouvements sociaux se créent à l'intérieur de structures sociétales conçues comme des réseaux assez souples pour permettre la construction endogène des conflits et des mobilisations. L'approche sociopsychologique, enfin, est celle qui, inspirée de l'analyse des cadres de l'interaction sociale (Goffman, 1972, 1981) met l'accent sur la création endogène de sens et d'identité par des processus discursifs tels que ceux identifiés par la théorie des processus de cadrage.

Figure 5. Quatre conceptions de structure et de culture dans l'étude des mouvements sociaux



Tiré de : Giugni, Marco G. 1999. « Structure et culture dans l'étude des mouvements sociaux. Difficultés et tentatives d'intégration », dans *Revue suisse de sociologie*, vol. 25 no 3, page 503.

L'utilité de ce tableau idéal-typique réside dans la présentation claire qu'il offre des approches théoriques, ce qui permet d'identifier les points laissés dans l'ombre et permet de dépasser certaines apories produites par l'utilisation déséquilibrée de l'un ou l'autre des quatre pôles^a. Giugni (1999, 2002) et certains collègues (Della Porta, 2005; Jordan, 2003; Koopmans et Rucht, 2002; Koopmans *et al.*, 2005) proposent d'adopter une position méthodologique qui permet d'équilibrer, dans l'analyse, ces dimensions « structurelles » et « culturelles ».

Leur proposition est à l'effet de joindre à la méthodologie dite « de l'analyse des événements de protestation »^b une analyse plus proche des courants psychosociologiques et

^a Ne considérer que les dimensions de l'approche institutionnelle mène au déterminisme structuraliste sans agentivité. Accorder trop d'importance au pôle axiologique donne souvent des analyses trop générales pour être d'une réelle utilité, comme l'on affirmé certains chercheurs étasuniens à l'égard de travaux européens (Freeman, *Resource Mobilization and Strategy*). Tout miser sur une conception relationnelle des institutions et ne parler qu'en termes de réseaux mène à négliger les relations de pouvoir et la domination subtile qui résident dans la distribution des ressources symboliques – du capital social – et dans la capacité à pouvoir utiliser avec aisances les codes de l'action publique. Enfin, affirmer que toute création de sens est endogène – c'est-à-dire que le sens, les identités et les normes sont produits par les interactions réflexives continues de citoyen dans le monde vécu – amène à des résultats qui accordent trop d'importance aux aspects subjectifs et culturels de l'action collective.

^b La *Protest events analysis* consiste, à l'aide de données sur les événements de protestation, à analyser leur fréquence, leurs formes, les caractéristiques de leurs participants, les stratégies des organisations et d'interpréter ces données par une analyse des processus politiques, c'est-à-dire avec les structures d'opportunité politique. C'est souvent une analyse structurelle, quantitative, qui a l'avantage de pouvoir fournir des analyses diachroniques sur les stratégies, le nombre d'organisations et leurs membres, la nature des conflits, les réponses étatiques, etc., et de permettre les comparaisons internationales. Cependant, ce type d'analyse ne prend pas en compte les représentations sociales des acteurs individuels, ni les discours des organisations et ne fait pas d'analyse qualitative de leur contenu. De plus, les données proviennent la plupart du temps des médias, ce qui ne permet pas un échantillon complet des conflits, ne permet pas de recueillir des données indépendantes sur la lutte et ne met pas le chercheur en relation directe avec son objet. Consulter Koopmans et Rucht, *Protest Event Analysis*).

d'analyse du discours^a. Il s'agit, selon leur vocable, d'analyser les revendications politiques (*political claims analysis*) des organisations de mouvements sociaux en prenant en compte les événements de protestation, mais aussi en faisant une analyse qualitative du contenu des discours pour pouvoir produire, en bout de piste, une analyse dynamique qui rende compte de l'interaction entre les contextes structurels qui canalisent l'action et la capacité des organisations à influencer la configuration des relations sociales dans lesquelles leur lutte est engagée. Il s'agit, en d'autres termes, de comprendre la co-évolution (Oliver et Myers, 2002) entre les institutions et les mouvements sociaux, de comprendre l'interdépendance entre les déterminants structurels et les possibilités endogènes d'action collective.

Le modèle analytique que j'ai construit pour ma thèse s'inspire de cette proposition de l'analyse des revendications politiques. Il s'agit d'analyser la question agroalimentaire, [1] d'abord en traçant ses contours et en identifiant les processus macrosociaux qui forment le contexte institutionnel dans lequel se noue le conflit et émerge la lutte. En montrant ainsi la structure des relations sociales dans le champ de l'agroalimentaire, il sera possible de voir émerger les nœuds où les inégalités sont les plus manifestes et où se créent les tensions. Ce sera l'objet du prochain chapitre dans lequel je retrace la construction de la chaîne agroalimentaire.

[2] Dans un deuxième temps (chapitre 4), il s'agit d'analyser l'émergence de la ou les organisations qui vont rendre apparente la structure de pouvoir des relations sociales du régime agroalimentaire. Il s'agit alors d'identifier les ressources que *les promoteurs et les*

^a L'approche de l'analyse de discours s'exprime souvent, dans la sociologie des mouvements sociaux, dans les termes de la théorie du cadrage. Elle « se concentre sur comment les différents acteurs collectifs définissent et interprètent la réalité sociale, comment ils expriment cette définition de la réalité dans l'espace public et comment ils agissent en fonction de celle-ci » (Giugni, 1999, p. 510). Un désagrément majeur de cette approche est, selon Johnston et Oliver, que plusieurs analyses deviennent trop statiques lorsqu'elles se bornent à décrire le contenu des discours (Johnston et Oliver, «What a good idea! Frames and ideologies in Social Movements research» ; Johnston et Oliver, «Mobilization Forum: Reply to Snow and Benford»). Certains négligent aussi de prendre en compte les conditions de production des discours. C'est une approche herméneutique qui, pour ne pas tomber dans l'interprétation personnelle, se doit d'être minutieuse et doit distinguer de la réalité les aspects stratégiques/rhétoriques de la lutte discursive dans l'arène publique (discours politiques, interventions médiatiques, discours de mobilisation) et multiplier les sources documentaires pour mieux comprendre les événements et le sens du discours.

fondateurs de l'Union paysanne mobilisent, le répertoire d'action collective dans lequel ils s'inscrivent, le cadrage discursif qu'ils font de la question agroalimentaire, les stratégies de mobilisation qu'ils mettent en œuvre et les caractéristiques des personnes mobilisées. Ce premier moment de l'analyse repose sur les notions de structure d'opportunité politique, de répertoire et de registre d'action collective, ainsi que du cadrage de l'action collective (notions expliquées ci-bas).

[3] Un troisième moment de l'étude de cas (chapitre 5) poursuit sur cette lancée et vise à comprendre comment le syndicat porte la lutte dans l'espace public, comment il cherche à transgresser les frontières et les règles instituées dans le régime agricole pour faire de sa lutte sectorielle un enjeu de société. Comprenant une analyse fine des stratégies de mobilisation, du registre d'action collective et d'analyse du contenu du discours, cette partie de l'analyse permet à terme de comprendre quelles sont les revendications politiques et sociales profondes du syndicat. Il permet aussi de voir comment il construit et déploie, au fur et à mesure de l'évolution de ses campagnes, le projet de société qui le relie, d'une part au mouvement social et, d'autre part à ses propres membres. Ces éléments d'analyse concernent la portion publique du syndicat. S'ils nous disent beaucoup sur l'état de l'action collective et les stratégies mises en œuvre dans l'espace public, ils nous disent presque rien sur la structure organisationnelle, les processus démocratiques et l'engagement des militantEs, membres et sympathisantEs du syndicat.

[4] C'est l'objet du dernier chapitre où j'analyse le caractère multi-identitaire de l'Union paysanne et où je cherche à comprendre comment elle a fait pour fonctionner en combinant des identités aussi différentes que celles de producteur agricole et de consommateur, d'urbain et de rural. Pour étudier ces processus d'interdiscursivité et de composition d'un cadre discursif commun d'explication des problèmes, il m'apparaît nécessaire de prendre en considération 1) ce que les membres pensaient trouver en rejoignant les rangs du jeune syndicat, suite à la diffusion du premier cadre d'action collective; 2) ce qu'eux-mêmes pensaient pouvoir apporter à l'organisation; 3) ce qu'ils y ont réellement trouvé; 4) comment ils ont ajusté leurs attentes et leurs représentations à la réalité de l'action; 5) comment ils ont travaillé à l'ajustement du discours de l'organisation face à leurs attentes,

leurs identités et leur représentations; 6) quels types de compromis ils sont prêts à faire pour équilibrer leurs intérêts identitaires avec les intérêts de l'organisation et de « la cause ».

Ces questions renvoient aux processus de mobilisation que les organisations doivent mettre en œuvre pour conserver et s'ajuster aux membres rejoins. Dans un contexte où l'engagement politique est souple, distanciée, souvent temporaire, où les identités sont fragmentées, ces processus sont cruciaux pour les organisations. Je propose de considérer que, dans le contexte actuel du décroisement des luttes et du développement d'identités tolérantes (Della Porta, 2005) les organisations comme l'Union paysanne qui cherchent une large adhésion prennent avant tout la forme de points nodaux qui mettent en jonction différents réseaux socio-identitaires, en leur offrant un espace social discursif à l'écart des lieux contrôlés par le pouvoir. Dans cette acception, l'organisation peut être étudiée comme un lieu de rencontre, un espace d'expérimentation, un lieu de débat et de conflits, à l'intérieur duquel sont définis des enjeux, des savoirs communs et où se forment de nouvelles solidarités.

Je veux démontrer, par cette analyse du fonctionnement particulier de l'Union paysanne, qu'elle se situe à la jonction de plusieurs logiques d'action collective (Silvestro, 2003a, 2003b) et qu'elle est à cheval entre une organisation typique de mouvement social (professionnalisée, restreinte, efficace) et une coalition de groupes socio-identitaires qui cherchent à gommer certaines disparités pour s'entendre sur un projet commun de syndicalisme de mouvement social, ce qui est plus caractéristique de l'altermondialisme. Je veux aussi montrer comment le contexte structurel et les représentations sociales des différents groupes d'acteurs font en sorte de produire des agencements organisationnels et discursifs qui se doivent d'innover et d'établir, par la négociation identitaire, des compromis qui pourront servir à mobiliser les ressources nécessaires à l'action.

Cette façon d'aborder la structure organisationnelle de l'Union paysanne permet d'adapter l'analyse de l'action collective aux réalités de l'individualisme et de l'engagement politique contemporains. Comme on l'a mentionné plus haut, l'individualisme fait en sorte de redéfinir le rapport à la collectivité et, dans ce contexte, les modes de l'engagement public se modifient. Jacques Ion (Ion, 1994, 1997b, 1997a; Ion et Peroni, 1997; Ion et Ravon, 1998) a avancé que la fin du militantisme tel que l'a connu la société industrielle est arrivée : « de

l'adhésion à une cause et une organisation», écrit-il, on serait passé au mode de « l'association » négociée « d'individus à *des* causes et *des* organisations » (Ion, 1994). Pour l'écrire crûment, la militante, le militant d'aujourd'hui refuse de se perdre dans la masse des adhérentEs et de travailler à réaliser un grand objectif décidé par les dirigeantEs en haut de la pyramide. Celui ou celle qui s'engage dans une cause publique aujourd'hui apporte à l'organisation ses propres besoins, sa propre lecture des problèmes, son identité et ses compétences personnelles. L'engagement public s'accomplit sur un mode que Ion qualifie de « distancié ». C'est-à-dire que la participation à des actions collectives peut n'être qu'épisodique ou bien s'effectuer à distance. Plusieurs travaux montrent que certains registres d'action collective – tels la pétition, le boycott, les achats responsables, le soutien financier – recueillent l'adhésion de plus en plus de personnes car ils ne nécessitent aucune adhésion à une organisation et peu d'implication personnelle soutenue.

Description des outils analytiques du modèle

La mobilisation des ressources et la structure des opportunités

Le paradigme de la mobilisation des ressources et des processus politiques affirme, selon la synthèse qu'en fait Jenkins (1983) :

- L'unité de base des mouvements sociaux est l'organisation, laquelle représente des intérêts et cherche à être incluse dans le système politique.
- Les actions des organisations sont rationnelles et sont des réponses adaptées au calcul des coûts et des bénéfices reliés aux différentes lignes d'action possibles.
- Les insatisfactions, les demandes des mouvements sont définies par des conflits d'intérêts construits à l'intérieur des relations de pouvoir institutionnalisées.

- Les conflits sont assez larges, assez omniprésents et assez stables dans l'espace social pour que la formation du mouvement et la mobilisation des personnes dépendent de changements dans la disponibilité des ressources, dans l'organisation des groupes et dans les opportunités pour l'action collective.
- Des organisations formellement structurées et centralisées sont plus typiques des mouvements sociaux modernes et plus efficaces pour mobiliser des ressources^a et affronter les défis de la politique moderne que le sont les structures informelles et décentralisées.
- Le succès des mouvements est largement déterminé par des facteurs stratégiques et par les processus politiques (les structures d'opportunité politique) à l'intérieur desquels ils agissent.

L'émergence et les formes de l'action collective seraient donc façonnées et canalisées par les contraintes structurelles que sont les institutions politiques et la distribution du pouvoir et des ressources. L'agentivité devient significative lorsque la structure des opportunités est favorable et lorsque les ressources disponibles sont mobilisées.

^a Selon Jenkins (1983, p. 532), la mobilisation est le processus par lequel un groupe sécurise et accroît son contrôle collectif sur les ressources nécessaires à l'accomplissement de son action collective. Relativement au processus de mobilisation, les théoriciens se sont posé les questions suivantes : quelle est la nature des ressources contrôlées par les groupes avant les efforts de mobilisation ? Quels sont les processus par lesquels les groupes utilisent les ressources et les orientent vers le changement social ? et, troisièmement, la question de savoir jusqu'à quel point des personnes extérieures au mouvement peuvent augmenter les ressources disponibles. Il n'existe aucun consensus clair sur la nature des ressources nécessaires à la réussite de la mobilisation. Les chercheurs se sont contentés d'établir une liste des ressources habituellement mobilisées par les mouvements : argent, terrain et immobilier, main-d'œuvre, travail, légitimité, capital financier, expertise technique, soutien logistique, réseaux d'influence. Freeman (Freeman, *Resource Mobilization and Strategy*) a offert un schéma plus utile, en distinguant entre les aspects tangibles et les aspects intangibles. Ce schéma de base servira à développer les critiques constructivistes, montrant qu'il y a des aspects qui concernent les ressources tangibles telles que l'argent, les terrains et les moyens de communication. Et des aspects intangibles, culturels, discursifs, idéologiques, normatifs qui relèvent d'autres processus de mobilisation (ce sera l'apport des processus de cadrage).

C'est la structure de l'opportunité politique du territoire et du moment étudiés qui donnent des indications sur les formes possibles d'action collective. Herbert Kitschelt donne une définition claire du concept de structure d'opportunité politique :

Political opportunity structures are comprised of specific configurations of resources, institutional arrangements and historical precedents for social mobilization, which facilitate the development of protest movements in some instance and constrain them in others (Kitschelt, 1988, p. 58).

Sydney Tarrow (Tarrow, 1998) définit pour sa part le concept avec un léger décalage. Pour lui, une structure d'opportunité politique, ce sont « des signaux consistants aux acteurs politiques qui les encouragent ou les découragent à mettre en œuvre leurs ressources internes pour former des mouvements sociaux. » (cité par Giugni, 2002, p. 76). La nuance se situe dans les verbes *encourager* et *décourager*. Une des principales critiques amenées à l'encontre des premières versions du concept fut de dire que les opportunités et les contraintes ne sont pas données, objectives, mais qu'elles dépendent en partie de la représentation que les acteurs se font du régime institutionnel et de la perception qu'ils ont des signaux envoyés par le régime. C'est-à-dire qu'on peut admettre que certaines configurations, par exemple la dictature, restreignent la possibilité de la contestation de façon générale et objective. Il n'est cependant pas suffisant de s'arrêter à cela et il faut dégager en quoi une situation « objective » devient une opportunité ou une contrainte dans un contexte précis de mobilisation. Cela n'est possible qu'en prenant en compte le sens que les acteurs donnent à leur action et le cadrage discursif que les organisations composent pour définir le problème.

Le concept de structure d'opportunité politique a fait l'objet de diverses améliorations pour contrer la difficulté d'identifier les dimensions importantes à prendre en compte. Aujourd'hui, on considère les dimensions suivantes essentielles pour comprendre dans quel contexte s'inscrit l'action collective :

1) L'ouverture ou la fermeture relative du système politico-institutionnel (à partir de Gamson, [1975] 1990). Dimension principale, elle a mené à de nombreux travaux qui ont identifié des variables comme : le nombre de partis politiques susceptibles d'être sympathiques aux demandes provenant de la société civile, l'indépendance du législatif par

rapport à l'exécutif, la nature des liens directs entre l'exécutif et les organisations de mouvements sociaux, l'existence de canaux officiels pour véhiculer les demandes de la société civile, etc. Les deux dernières variables sont particulièrement importantes pour mon projet. En effet, la nature des liens directs entre les gouvernements et les groupes de la société civile, de même que l'existence de canaux pour véhiculer les demandes de la société civile renvoient, dans notre cas québécois de la question agroalimentaire, au régime agricole qui divise la représentation des intérêts entre plusieurs structures indépendantes dont le poids politique n'est pas le même. Les intérêts des agriculteurs sont canalisés par le lien direct avec le MAPAQ et la Régie des marchés agricoles, cautionné par le monopole syndical et favorisé par la structure pyramidale du syndicat. Les demandes écologistes ou citoyennes sont pour leur part représentées par le biais de structures consultatives comme le BAPE ou les commissions parlementaires, lesquelles n'ont qu'un pouvoir restreint d'influence sur l'exécutif gouvernemental.

2) Dans le même ordre d'idée, l'ouverture ou la fermeture du système national aux influences extérieures (ouverture à la planétarisation). Si le système étudié est fortement inséré dans les réseaux mondiaux, les ressources que peuvent mobiliser les organisations sont potentiellement différentes que si le système était fermé.

3) La stabilité ou l'instabilité des alignements politiques.

4) La présence ou l'absence d'alliés parmi les élites politiques ou parmi les élites culturelles, intellectuelles ou philanthropiques.

5) La capacité et la propension de l'État à réprimer la contestation.

6) Dans le contexte des sociétés occidentales actuelles, le rôle et les pratiques médiatiques doivent être abordés d'un œil critique. À ce titre, plusieurs ont montré comment le rôle des médias dans la transmission des demandes et dans la mise à l'agenda public des problèmes est important et complexe.

7) La possibilité de mobilisations infra-institutionnelles et de relations institutionnelles transnationales (Haas, 1989, 1990). C'est-à-dire qu'en considérant les

institutions comme des réseaux de relations relativement stables, à l'intérieur desquels les personnes ont une marge de manœuvre pour influencer leur fonctionnement, il est possible de concevoir, comme le fait Haas, que la contestation peut naître, se développer et aboutir par le biais d'activistes travaillant dans les administrations publiques. Les relations institutionnelles transnationales font référence à la seconde variable mentionnée plus haut : dans un contexte d'intégration économique-politique régionale, continentale ou mondiale, les administrations publiques nationales entretiennent de plus en plus de relations entre elles sur des sujets variés.

Les divers éléments analytiques fournis par les penseurs de cette tradition sont extrêmement utiles pour décrire de façon analytique les événements de protestation et les modes d'organisation. Cependant ces outils ne permettent pas de saisir le discours politique des organisations. Il faut, pour ce faire, utiliser d'autres outils, issus de la même tradition mais influencés par une perspective constructiviste et culturaliste qui prend en compte l'agentivité dans la construction discursive des conflits (même si ceux-ci existent dans la structure de la relation sociale, les acteurs en lutte en donnent une lecture particulière).

Les cadres d'action collective et les processus de cadrage

Plutôt que de concevoir les mouvements sociaux comme des relayeurs d'idées déjà existantes, on en est venu à prendre en compte le fait qu'ils produisent et construisent des idées, des symboles, des connaissances. Dans des travaux parallèles à ceux de la théorie du cadrage, les Suédois Ron Eyerman et Andrew Jamison ont élaboré une perspective cognitiviste sur l'action collective. Selon eux, dans la société de l'information, les mouvements sociaux sont avant tout des producteurs de connaissance et des créateurs d'espaces sociaux à l'intérieur desquels se forme et s'exprime cette connaissance (Eyerman et Jamison, 1991). La praxis cognitive qui caractérise l'action collective se nourrit à la fois aux idées existantes et à des conceptions novatrices du monde. La notion de micro-espace public permet de comprendre l'émergence de nouvelles identités qui possèdent leurs règles de fonctionnement propres. La connaissance ainsi produite peut demeurer à l'intérieur de ces

micro-espaces – c'est-à-dire ne pas faire nécessairement l'objet d'une diffusion publique – ou alors être utilisée pour l'action publique et politique.

Cette conception de l'identité et du discours permet de concevoir une double fonction à la connaissance produite, soit d'une part alimenter l'action publique politique et, d'autre part, servir aux actions collectives de nature plus culturelles, plutôt tournées vers les membres du groupe ou du réseau que vers l'espace public. Cela s'accorde à certaines propositions de Melucci, lequel a insisté pour montrer que l'action collective ne s'inscrivait pas nécessairement dans l'espace public de la politique traditionnelle (Melucci, 1983, 1991, 1996), mais pouvait demeurer submergée dans des réseaux sociaux en deçà de l'espace public. Eyerman et Jamison distinguent trois grandes dimensions de la praxis cognitive : cosmologie, technologie et organisation. Le cosmologique est relatif à la vision du monde, le technologique aux moyens à utiliser pour régler les problèmes et l'organisationnel concerne les formes d'organisations jugées valables par les tenants d'un discours (Eyerman et Jamison, 1991, chap. 2).

Snow et Benford vont plus loin dans l'analyse des processus de création de discours novateurs. Dans un article qui fait le bilan de la théorie qu'ils ont largement contribué à lancer (Benford et Snow, 2000), ils donnent les détails de la théorie du cadrage. Les cadres d'action collective ne sont pas des idéologies. Les auteurs les considèrent plutôt comme des innovations, des alternatives ou des ajouts aux idéologies existantes. Cela laisse supposer une conception assez fixe des idéologies, ce que certains vont critiquer (voir plus bas). Les cadres d'action collective, au contraire des idéologies, ne visent pas à donner une explication de l'entière du monde : leur fonction est plus partielle. Ils aident à remplir les événements de sens, de signification. Ils condensent et simplifient le monde, dans le but de « mobilize potential adherents and constituents, to garner bystander support, and to demobilize antagonists » (*ibid.*, p. 614). Snow et Benford donnent aux activités de cadrage la définition générale suivante :

[a]n active, processual phenomenon that implies agency and contention at the level of reality construction. It is active in the sense that something is being done, and processual in the sense of a dynamic, evolving process. It entails agency in the sense that what is evolving is the work of social movement organizations or movements activists. And it is contentious on the sense that it involves the generation of interpretive frames that not only differ from existing ones but

that may also challenge them. The resultant products of this framing activity are referred to as "collective action frames" (Benford et Snow, 2000, p. 614).

Ces cadres sont donc orientés vers l'action, ils inspirent et légitiment les activités des organisations de mouvements sociaux. Les cadres ne sont pas le résultat de l'agrégation des valeurs de différents individus, mais plutôt le résultat de la négociation de plusieurs arrangements particuliers entre différentes valeurs. Ils ne sont donc ni donnés, ni fixes. Cependant, ils sont relativement stables car ils cherchent à représenter la réalité et doivent servir à l'action. La théorie distingue trois types de tâches (*tasks*) qui sont au centre des activités de cadrage : le cadrage de diagnostic, le cadrage de pronostic et le cadrage motivationnel.

La figure 6 à la page 124 schématise les dynamiques du cadrage. Les idéologies et des religions sont des ensembles cognitifs assez stables. Ces deux éléments sont partiellement concrétisés dans le réel par le biais des civilisations, des cultures, des sociétés, des structures d'opportunités politiques, des langues, des ethnies, des institutions sociales, etc. Le troisième élément, les *master frames*, sont des ensembles déjà plus opérationnels que les idéologies et les religions. Nourris de ces deux dernières ainsi que des éléments de civilisation déjà cités, les *master frames* offrent des balises générales - symboliques, stratégiques, motivationnelles - à l'action. Par exemple, le cadre des droits civils et des droits sociaux est particulièrement invoqué par une multitude d'organisations qui se réclament d'idéologies très diverses. En prenant en compte les idées de Charles Tilly sur les répertoires historiques d'action collective, on peut dire qu'un master frame est caractéristique d'un répertoire dominant dans une période historique donnée. Ainsi le répertoire des droits individuels et sociaux, issu du libéralisme et du constitutionnalisme, s'exprime notamment via le *master frame* des droits qui est prépondérant dans le discours des mouvements sociaux modernes.

Ces trois éléments offrent un terreau pour l'*élaboration des cadres d'action collective*. Ces derniers sont constitués de plusieurs ensembles de processus. 1) Au centre d'un cadre on retrouve les processus qui concernent le diagnostic, le pronostic et les sources de motivation. Poser un diagnostic réduit déjà le champ des possibilités stratégiques. Il y aurait donc une direction prédominante passant du diagnostic au pronostic et enfin au motivationnel. 2) Les

processus discursifs concernent l'articulation des idées et l'amplification de certains aspects du cadre pour accroître son potentiel de mobilisation. 3) *Les processus stratégiques* concernent le marketing utilitariste des cadres. Ils se présentent sous au moins quatre formes : créer des ponts entre les cadres, amplifier leur importance, étendre leur portée ou les transformer plus radicalement (ce sont des effets de rhétorique et de propagande).

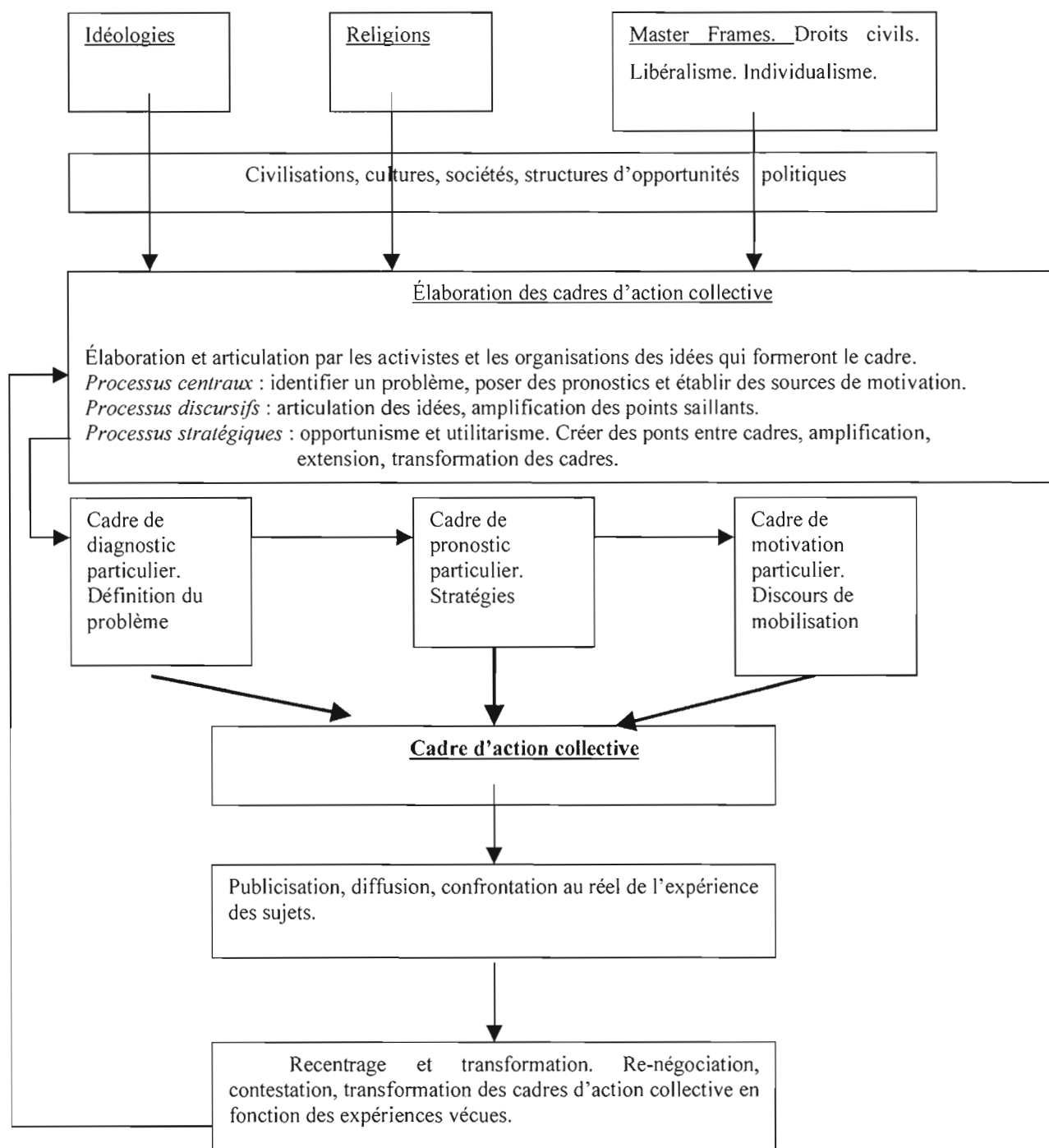
L'ensemble forme un *cadre d'action collective* qui est alors utilisé. Cela signifie qu'il est massivement diffusé par le biais d'une campagne de publicisation de certains enjeux. Notons que de nouveaux cadres d'action collective n'apparaissent pas souvent ni dans n'importe quel contexte. Les périodes d'élaboration et de diffusion coïncident souvent. Lors de la diffusion, le cadre est confronté aux expériences réelles et aux identités collectives des personnes. S'engage alors une période de recentrage et d'adaptation des cadres afin de réaliser leur potentiel de mobilisation. La dernière boucle, rétroactive, montre que les cadres sont en perpétuelle élaboration et que les processus qui animent les activités de cadrage sont souvent à l'œuvre de façon permanente.

Cependant, comme plusieurs l'ont soulevé, la perspective du cadrage achoppe sur un certain nombre de points, notamment :

- Certains chercheurs ont confondu les concepts d'idéologie (au sens de grands récits sur le monde) et de cadre d'action collective, ce qui appauvrit l'analyse. L'idéologie est de nature axiologique, alors que les cadres sont des constructions discursives qui répondent à des objectifs stratégiques (Johnston et Noakes, 2005; Johnston et Oliver, 2000b, 2000a).
- Les chercheurs ont accordé trop d'importances aux aspects stratégiques des processus de cadrage, postulant que les organisations contrôlaient toutes les étapes de l'élaboration et de la diffusion des cadres. Des travaux ont plutôt montré que si une organisation peut contrôler l'élaboration et la diffusion initiale d'un cadre, elle ne peut toutefois pas vraiment prétendre à en contrôler la réception, l'interprétation ainsi que la récupération (Stryker, 2001).

Snow et McAdam (Snow et McAdam, 2001) ainsi que Stryker (Stryker, 2001; Stryker, Owens et White, 2001a) ont soulevé la question de l'adéquation et de l'ajustement entre les cadres d'action collective et l'expérience concrète des personnes. C'est-à-dire que l'intersection entre la diffusion collective et la réception/interprétation personnelle n'est pas prise en compte par la sociologie des mouvements sociaux. Les processus de réception des cadres, de transformation et d'ajustement, bien qu'identifiés par Benford et Snow (2000) dans leur nomenclature des outils conceptuels de la théorie, n'ont pas fait l'objet d'études sérieuses.

Figure 6. Schématisation de la formation et de la diffusion des cadres d'action collective



Identités collectives, valeurs et subjectivité

Sur le plan des valeurs, Ronald Inglehart (Inglehart, 1977) a avancé une thèse intéressante sur les changements culturels dans les sociétés occidentales avancées. Pour lui, les NMS sont le fait d'une génération d'activistes qui partagent des valeurs nouvelles par rapport à celles de la société industrielle. Ces valeurs qu'il qualifie de « postmatérialistes » sont relatives au bien-être personnel, à la protection de l'environnement, à la spiritualité, aux relations de genre^a, plutôt qu'à l'enrichissement financier, au travail et à la possession matérielle. Il décrit les gens qui les partagent comme faisant partie d'une « nouvelle classe » sociale typique de la période d'abondance qui a suivi la Deuxième guerre mondiale. Pour Inglehart, la situation de l'après-guerre, c'est-à-dire une économie en expansion, un bien-être matériel et une sécurité financière accrus, a fait en sorte que la cohorte des *baby-boomers* n'a pas ou n'a presque pas eu à vivre une socialisation axée sur la satisfaction des besoins primaires. Apparues dans les mouvements contre-culturels et étudiants des années soixante, les valeurs postmatérialistes se sont par la suite répandues dans les autres groupes sociaux (Inglehart, 1977, 1993, p. 404), au point d'en venir à caractériser les « nouvelles classes moyennes » des années 1980 identifiées par Eder (1993). Ces classes moyennes, scolarisées, possédant capital culturel, scientifique et/ou économique, partageant des valeurs postmatérialistes, ont largement été laissées de côté dans le conflit entre classe ouvrière et classe possédante. Selon Eder, les NMS marquent leur affirmation, leur volonté de s'inscrire dans l'espace public, à travers diverses « croisades morales » qui visent à la reconnaissance d'identités autrefois réprimées, à la revendication de droits, à la réduction des inégalités, etc.

^a Ces valeurs sont les suivantes, tel qu'Inglehart les nomme: de belles villes/qualité de l'environnement; importance des idées; liberté d'expression; une société moins impersonnelle; plus grand droit de parole dans le travail; plus grand droit de parole dans les décisions gouvernementales (Inglehart, 1993, p. 165).

L'approche des nouveaux mouvements sociaux fait aussi entrer dans la théorisation de l'action collective des éléments aujourd'hui considérés comme essentiels, en premier lieu l'identité personnelle et collective, ensuite l'importance des discours, des représentations sociales, des valeurs et des normes pour comprendre les motivations et les formes de l'action. De plus, en montrant que les luttes et les enjeux sont proches de l'expérience des personnes et de considérations sur le bien-être (psychologique et matériel), les théoriciens des NMS ont pavé la voie à la prise en compte d'éléments plus « subjectifs » pour comprendre l'action collective : l'émotion, l'affectivité, le personnel, le corporel, le sentiment, le bonheur et la douleur sont maintenant des variables qui font l'objet de travaux spécifiques (Jasper, 1998).

Un dernier aspect mérite d'être mentionné pour les besoins de ma recherche : plusieurs ont fait remarquer que l'action collective « s'individualise » de plus en plus. C'est-à-dire que dans le contexte actuel d'une idéologie individualiste, les personnes sont appelées à composer elles-mêmes, par un processus d'interaction entre le soi et la société, leur identité personnelle ainsi que leurs liens avec des identités collectives disponibles dans l'espace public. Cette situation, comme je l'ai mentionné plus haut, provoque des changements dans les modes d'engagement public, dans les motivations à l'engagement ainsi que dans la formulation discursive des enjeux. Ainsi, pour McAdam, ne mesurer la participation à un mouvement social que par le nombre d'adhérentEs à des organisations n'est pas adéquat :

[p]eople do not "join" social movements in the same sense that they join formal organizations. And only in the limiting cases of formal affiliation with a movement group is there an unambiguous distinction between members and nonmembers of the movement. The problem is that the member/nonmember distinction may miss the greater number of persons who are, by some definitions, "active" in the movement (McAdam, 1986, p. 66).

En effet, dans un contexte où l'engagement distancié devient la norme, où les conflits opposent de plus en plus des formations discursives concurrentes, où « le sens de la vie bonne » dirige de plus en plus l'action collective (Jordan, 2003; Melucci, 1993), il devient pertinent de considérer certains comportements quotidiens comme relevant de l'acte politique et de la participation à des mouvements sociaux. C'est une perspective que Pichardo Almanzar et ses collègues (Pichardo Almanzar, Sullivan-Catlin et Deane, 1998) ont exploré en tentant de mesurer le poids du sentiment d'appartenance à un mouvement social (ou à une

identité collective) dans la détermination des comportements quotidiens. L'objectif est de mesurer la participation à des mouvements sociaux à l'aide de variables « non-traditionnelles », alors que les recherches sur la participation se sont toujours restreintes aux formes traditionnelles, notamment l'activisme public, l'adhésion à une organisation, la participation active, le don d'argent.

Ils considèrent que plusieurs mouvements sociaux privilégient des valeurs de changement personnel, de responsabilité et d'autonomie - notamment le féminisme, l'environnementalisme et l'anti-racisme - et que cela a une influence certaine sur les comportements quotidiens des personnes sensibilisées. Ils vont ainsi mesurer les actes pro-environnementaux pour dégager quelle est la part d'appartenance à une identité ou un discours collectif. Une difficulté se présente immédiatement : celle de définir ce qui est politique et ce qui ne l'est pas :

The significant difference between conventional movement activism and everyday forms of activism is that for the latter we must know the motivations to label it "activist". For conventional forms, engaging in them implies movement motivations. Thus, in the case of everyday behaviours, exploring motivations is critical since there exist a wider range of possible motivations (Pichardo Almanzar, Sullivan-Catlin et Deane, 1998, p. 188).

C'est une difficulté que l'on rencontre dès que l'on observe la montée du « consumérisme politique » comme « action collective individualisée » (Micheletti, Follesdal et Stolle, 2003). Le consumérisme politique (ou consomm'action ou consommation responsable) consiste à insérer, dans la définition des choix de consommation, des propositions éthiques qui portent des jugements favorables ou défavorables envers les pratiques de certaines compagnies ou gouvernements. Micheletti en donne cette définition :

Formally defined, political consumerism is choice among producers and products with the goal of changing objectionable institutional or market practices. These choices are informed by attitudes and values regarding issues of justice, fairness, or non-economic issues that concern personal and family well-being and ethical and political assessment of favorable and unfavorable business and government practices. Political consumer engages individually or collectively in such choice situations. Their market choices reflect and understanding of material products as embedded in a complex social and normative context (Micheletti, 2003, non paginé).

On peut concevoir ces actes comme purement individuels et exprimant des soupçons et des intérêts individualistes, comme le font les études en *marketing* et *consumer studies* (Mucci, Hough et Ziliani, 2005; Wilcock *et al.*, 2004). On peut aussi concevoir que ce type d'action est le résultat de changements dans les imaginaires sociaux et de l'influence consécutive sur les consommateurs. En ce sens, bien qu'exercée individuellement dans l'espace privée, la consommation a une dimension collective par le lien qu'elle entretient avec un certain nombre d'acteurs collectifs qui rendent possible les actes de consommation responsable. Pour qu'un comportement quotidien soit considéré comme relevant d'une prise de position normative ou politique explicite, il faut donc que le geste soit revendiqué comme tel ou qu'il soit rattaché à une identité collective qui revendique de tels gestes comme relevant de la lutte politique ou de l'affirmation morale, comme le font remarquer plusieurs chercheurs (Collectif d'études sur les pratiques solidaires, 2007; Dobré, 2002; Dubuisson-Quellier et Lamine, 2003; Forno et Ceccarini, 2004; Jaffee, Kloppenburg et Monroy, 2004; Micheletti, 2004; Micheletti, Follesdal et Stolle, 2003; Pichardo Almanzar, Sullivan-Catlin et Deane, 1998; Silvestro, 2008c; Stolle, Hooghe et Micheletti, 2003)

La question de l'utilisation de l'espace du marché économique comme arène politique de contestation et d'action collective pose un défi majeur à la théorisation de l'action collective et l'oblige à se pencher sur les dynamiques de la société de consommation, lesquelles n'ont jamais été pensés en termes de politique contestataire. Della Porta et Diani (1999), Michelle Dobré (2002) et James Jasper (1997), pour ne mentionner que ceux-là, déplorent que la politisation des marchés économiques et l'étude des registres d'action collective sur les marchés soient des dimensions sous-théorisées de l'action collective. L'action sur les marchés économique est pourtant appelée à devenir un registre courant d'action collective. L'Union paysanne, par exemple, même si elle ne vend presque rien, encourage ses membres et les QuébécoisEs en général à acheter de façon responsable et réfléchie, au premier chef des aliments québécois sainement produits. Le cadre d'action collective du « commerce équitable » - qui pose un diagnostic d'injustice et demande l'équité pour les producteurs agricoles – d'abord développé dans une perspective tiers-mondiste, est aujourd'hui approprié par d'autres acteurs et adapté aux aspects locaux du commerce. Ainsi, l'Union paysanne et sa concurrente UPA utilisent toutes deux le langage de « l'équité »,

du « commerce éthique », « des achats locaux » et des « conditions de vie des agriculteurs » pour faire passer leur message respectif (pour des exemples aux États-Unis et au Mexique, voir Jaffee, Kloppenburg et Monroy, 2004)

La politisation des gestes quotidiens fait référence, dans la perspective développée par Dobré, à la « résistance » face aux processus aliénants de la colonisation des modes de vie et de l'espace domestique-intime par la rationalité instrumentale et les logiques de la consommation de masse. Dobré s'inscrit dans une sociologie de l'économie d'inspiration polanyienne qui met l'accent sur les transformations des pratiques économiques et sur les logiques qui dirigent ces pratiques. Selon elle, les comportements quotidiens écologistes, les choix de simplicité volontaire et de consommation restreinte, révèlent une tentative, de la part d'individus perplexes et isolés, de se libérer des carcans de la rationalité instrumentale et de la consommation de masse. Pour elle qui fait son enquête dans les années 1990, les actes qu'elle mesure relèvent de la « résistance ordinaire », c'est-à-dire d'une logique de la survie qui fait changer les comportements personnels par dépit du changement collectif. Pour elle, ces actes se situent en amont de l'action collective et leur nombre relèvent plus de l'agrégation que de l'effet d'identités collectives. Cependant, avec le développement rapide d'organisations vouées à la promotion des gestes de consommation responsable, on peut concevoir que ce registre d'action collective, bien que problématique à plusieurs égards et notamment quant à la nature réelle des changements qu'il permet d'apporter aux structures inégalitaires, se rattache à des valeurs et des désirs qu'on peut inclure dans la perspective d'un « mouvement social » en faveur d'une autre alimentation qui s'exprime notamment par le registre de la consommation responsable.

Ainsi une autre interprétation, provenant de la science politique, offre un portrait plus optimiste. Pour des chercheurs comme M. Micheletti, D. Stolle et F. Forno, par exemple, les comportements d'achats responsables et de politisation des gestes quotidiens s'inscrivent tout à fait dans une modernité avancée formée d'individus réflexifs, autonomes, capables de penser par eux-mêmes et avides d'exprimer dans l'espace public leurs choix et leurs préférences. Dans cette acception, les comportements quotidiens, bien qu'effectués dans l'individualité, sont reliés à des discours collectifs, à des organisations qui diffusent des cadres d'action collective et à des conflits précis (voir Forno et Ceccarini, 2004; Micheletti,

Follesdal et Stolle, 2003; Micheletti et Stolle, 2003; Stolle et Hooghe, 2004; Stolle, Hooghe et Micheletti, 2003).

Engagement politique, identités personnelles et trajectoires de vie

Une approche inspirée de l'interactionnisme symbolique me semble appropriée pour explorer ces dimensions de réception, ajustement et transformation des cadres d'action collective, formation des identités et engagement politique dans une organisation telle que l'Union paysanne. Il s'agit de développer une explication du rôle des cadres d'action collective qui prenne en compte l'appropriation que les militantEs font de ceux-ci et les opérations de contestation, ajustement, transformation, etc., qui adviennent par la suite dans la construction des représentations communes aux membres de l'organisation. Car il est apparu très clairement, dès la fin de la première année d'existence de l'Union paysanne, que le projet de fondre tous les militants sous l'identité de citoyen paysan était irréaliste. Les groupes identitaires qui forment l'Union paysanne se sont plutôt, suite à la constatation de leur méconnaissance mutuelle de l'Autre, appliqués à rapprocher leurs solitudes par toutes sortes de procédés discursifs et organisationnels. Malgré cela, des structures « spécialisées » sont apparues dans ce syndicat qui se voulait « généraliste » et on constate aujourd'hui que les intérêts de chacun des groupes identitaires ne sont pas faciles à concilier.

Cette saisie de l'interdiscursivité n'est possible qu'à travers l'observation participante et des entretiens avec les militants les plus actifs. L'analyse qualitative de ces entretiens permettra de comprendre comment les représentations que les militants se font des enjeux s'adaptent et se modifient à la lumière de leur expérience de militantisme. Et comment leur expérience de militantisme, le capital qu'ils apportent dans l'organisation, donne à celle-ci ses caractéristiques particulières et orientent sa construction des enjeux.

Des éléments développés par l'interactionnisme symbolique ont été adaptés à l'étude des mouvements sociaux par Olivier Fillieule (Fillieule, 2001), Florence Passy et Marco G. Giugni (Giugni et Passy, 2001; Passy et Giugni, 2000) ainsi que par les travaux de Sheldon Stryker (Stryker, 1992, 2001; Stryker, Owens et White, 2001a, 2001b). À la lumière des

enjeux actuels de l'étude de l'action collective, ces chercheurs se demandent comment on peut saisir les mécanismes sociaux qui dirigent l'engagement. Leurs perspectives, bien que légèrement différentes, s'abreuvent aux mêmes sources de l'interactionnisme et de la phénoménologie et partagent, sinon un vocabulaire commun, du moins plusieurs idées de base. D'abord, ils partagent l'idée que les interactions sociales produisent des normes, lesquelles forment des cadres cognitifs de la réalité qui sont constamment redéfinis et transformés par une chaîne continue d'interactions.

Ensuite, il s'agit de concevoir que l'individu ne vis pas dans la société en entier^a, mais qu'il est plutôt inséré dans différents « réseaux sociaux »^b ou « carrières »^c dont les normes particulières lui assignent un rôle, un statut, des postures à adopter. En contrepartie, l'individu a le choix et la possibilité de se définir en dehors de ces normes. Dans sa trajectoire de vie, l'individu est appelé à s'affilier et se désaffilier à plusieurs réseaux sociaux qui, chacun, influenceront le dialogue qu'il entretient avec lui-même quant à son identité personnelle. La représentation de soi comme totalité évolue dans le temps, notamment en fonction des expériences marquantes.

^a « In complex, differentiated societies, persons live not in society as a whole but in small, relatively specialized units composed of others to whom they relate through occupancy of social positions and playing associated roles » (Stryker, 2001, p. 28).

^b Stryker utilise l'expression « unité de vie », alors que Fillieule emprunte à Howard Becker le concept de carrière pour définir ces espaces sociaux dans lequel est inséré l'individu. L'expression de réseaux sociaux provient de la théorie des acteurs réseaux en analyse de l'action collective. Dans une acception assez générale, le réseau social est l'ensemble des connections entre des individus qui partagent un trait commun auquel ils et elles adhèrent.

^c Fillieule utilise la définition de Becker pour dire que le concept peut être transposé à l'étude de l'action collective, car le militantisme est une carrière au même titre que la carrière professionnelle, amoureuse ou, dans le cas des militants contre le SIDA qui font l'objet de l'étude de Fillieule, la carrière de la maladie : « Comme le souligne Howard Becker, le concept de carrière renvoie à deux dimensions : « dans sa *dimension objective*, une carrière se compose d'une série de statuts et d'emplois clairement définis, de suites typiques de positions, de réalisations, de responsabilités et même d'aventures. Dans sa *dimension subjective*, une carrière est faite de changements dans la perspective selon laquelle la personne perçoit son existence comme une totalité et interprète la signification de ses diverses caractéristiques et actions, ainsi que tout ce qui lui arrive. » (Howard Becker, *Outsiders*, Paris, Métailié, 1985, p. 126) » (Fillieule, 2001, p. 200).

La seconde grande dimension de cette approche est de dire que les individus sont des être à plusieurs facettes qui partagent différents traits identitaires. Dans sa construction de soi, l'individu est appelé à organiser ces différentes facettes. Selon plusieurs, le mode d'organisation est la hiérarchisation des facettes et des identités. Cependant, cette hiérarchisation n'est pas une construction autonome de l'individu car la prépondérance de certains traits identitaires est due en grande partie à la probabilité que ce trait identitaire « joue » (soit activé) dans une variété de situations : « [i]dentity salience is defined as the likelihood an identity will come into play in a variety of situations as a function of its properties as a cognitive schema. » (Stryker, 2001, p. 28).

L'engagement actif d'une personne est ainsi fonction de deux dynamiques socio-psychologiques : 1) l'image qu'il a de lui-même et la hiérarchie des identités qui le caractérise et 2) les engagements qu'il est appelé à prendre lorsqu'il tient un des rôles sociaux qui le caractérise (rôles sociaux qui peuvent imposer des degrés divers d'engagement). La participation est donc déterminée par un engagement dont le rôle correspondant (l'identité) est prépondérant(e) chez un individu précis. La variation dans la participation peut être saisie et théorisée par le biais d'analyses fines dans les relations sociales et les identités qui caractérisent un individu.

Pour Fillieule qui cherche à comprendre comment les militantEs font le pont entre leur vie militante et leur vie « privée », l'utilité de l'analyse combinée des normes des réseaux sociaux et des représentations que se font les militants de leur vie permet

de mettre en œuvre une conception du militantisme comme processus. Autrement dit, de travailler ensemble les questions des prédispositions au militantisme, du passage à l'acte, des formes différenciées et variables dans le temps prises par l'engagement, de la multiplicité des engagements le long du cycle de vie (défection(s) et déplacement(s) d'un collectif à l'autre, d'un type de militantisme à l'autre) et de la rétraction ou extension des engagements (Fillieule, 2001, p. 201).

Pour Passy et Giugni (2000), qui parlent pour leur part d'une analyse combinée des réseaux sociaux et des « sphères de vie »^a des militantEs, l'utilité d'une telle approche est de pouvoir identifier les dynamiques qui permettent la participation aux mouvements sociaux. Leurs conclusions sont que plus les sphères de la vie familiale ou de la vie professionnelle sont en adéquation, sur les plans objectif et subjectif, plus la probabilité est grande que l'individu s'implique dans une organisation de mouvement social.

Il me faudra donc, par une analyse des trajectoires de vie des fondateurs et des promoteurs de l'Union paysanne, dégager leur vision du monde, le sens qu'ils donnent à leurs actions, les opportunités et les contraintes qu'ils perçoivent, ainsi que les intérêts personnels qu'ils poursuivent. Les deux versants de l'analyse – structure d'opportunité politique, mobilisation des ressources / cadrage discursif, analyse des trajectoires de vie des militants – ne peuvent être totalement dissociés ni totalement confondus parce qu'ils ne font pas appel au même appareillage analytique. Comme la structure d'opportunité politique ne peut pas être définie qu'objectivement et comme les identités et les représentations ne peuvent pas non plus être comprises que par elles-mêmes, il faut effectuer l'analyse en s'engageant dans un processus itératif entre les deux « niveaux ». Cette méthode permet de produire des analyses dynamiques qui, en plus de prendre en compte le contenu des discours, met surtout l'accent sur les processus, les mécanismes et les relations sociales qui constituent les systèmes d'action collective.

^a « A life-sphere can be defined as distinct though interrelated « regions » in the life of an individual, each one with its own borders, logic, and dynamic. A life-sphere has both an objective and a subjective side. Its objective side is represented by the individual's belonging to a group and the social relations arising from such belonging. » (Passy et Giugni, 2000, p. 121). Le côté subjectif est constitué de la perception que l'individu se fait de sa totalité dans ces sphères de vie.

Méthodologique de l'enquête et caractéristiques des données

Pour mettre en œuvre ces outils analytiques et réaliser une sociographie de l'Union paysanne, il m'apparaît que l'étude de cas ou « étude de cas unique » (Yin, 1989) est toute indiquée. Robert K. Yin en donne cette définition générale :

[a] case study is an empirical inquiry that :

- Investigates a contemporary phenomenon within its real-life context; when
- the boundaries between phenomenon and context are not clearly evident; and in which
- multiple sources of evidence are used (Yin, 1989, p. 23).

L'utilisation de l'étude de cas comme méthodologie générale d'enquête permet de délimiter le cas en fonction de la problématique de recherche et de poser des frontières analytiques entre le cas et son environnement. L'utilisation de sources multiples de données est relative à l'objectif de construire une interprétation approfondie du phénomène en décrivant les relations, les mécanismes et les processus qui *composent* le phénomène à l'étude. La triangulation des données – c'est-à-dire l'usage de multiples sources de données indépendantes – permet de mieux saisir la réalité du phénomène et permet d'évacuer les biais d'interprétation contenus dans les données. L'échantillonnage qui correspond à ce type de méthodologie peut être défini, comme le fait Pirès, comme « échantillon de milieu, géographique ou institutionnel » (Pirès, 1997, p. 135), c'est-à-dire qui cherche à « donner un portrait global approfondi » d'un même type d'institution ou de milieu (*ibid.*, p. 136). À ce titre, nous dit-il, il n'est pas nécessaire de faire toutes les observations dans une seule organisation, mais plutôt que les observations qui sont faites soient « *traitées* comme se rapportant globalement à un même milieu » (*ibid.*). Il ajoute qu'un tel échantillonnage prend la forme d'un système clos qu'il est possible de mettre en liaison avec des acteurs situés à l'extérieur des frontières du cas et, ainsi, d'établir des comparaisons ou d'analyser des relations. De plus, comme Jacques Hamel (Hamel, 1999) l'avance en utilisant l'exemple de l'étude de Everett C. Hughes sur Drummondville, le choix d'un cas unique peut se justifier

lorsque le but est de « choisir *une* localité^a dans l'intention d'étudier des problèmes ou des phénomènes qui retentissent sur toute la société » (Hamel, 1999, p. 4) ou sur des ensembles sociétaux comparables. Enfin, concernant l'étude de cas, mentionnons que Pirès (1997, p. 142) identifie deux critères auxquels il faut toujours se référer pour choisir un cas : « la *pertinence* théorique » par rapport aux objectifs de départ de la recherche et « les *caractéristiques* et la *qualité intrinsèque* du cas ». Celles-ci peuvent en faire un cas typique qui permet d'illustrer ou de démontrer quelque chose.

Pour réaliser cet étude de cas, j'utiliserai aussi l'analyse de contenu de discours, la recherche documentaire, l'observation participante et les entretiens semi-directifs. Je justifie rapidement ces choix. Mentionnons d'abord que les entretiens à structure ouverte peuvent remplir deux objectifs : d'une part, apporter des *informations* « utiles à la bonne conduite de la recherche entreprise » (Boutin, 1997, p. 23), c'est-à-dire, par l'interrogation de personnes connaissant très bien le milieu, d'obtenir des informations qui permettent de raffiner la connaissance qu'a le chercheur de son objet d'enquête. D'autre part, des entretiens de type « récit de vie » se prêtent bien à l'analyse de contenu. Ces entretiens, s'ils peuvent remplir la première fonction mentionnée, sont aussi utiles pour, dans mon cas, effectuer l'analyse processuelle des trajectoire de vie (Cruzet, 2003; Filieule, 2001) des militantEs de l'Union paysanne et pour me permettre de dégager les topiques du discours identitaire à l'intérieur de l'organisation. Plus de détails sont donnés plus loin quant aux entretiens réalisés.

Quant à l'analyse de contenu, je n'entrerai pas dans les détails théoriques qui doivent justifier cette posture méthodologique. Je dirai simplement que je souscris à la proposition comme quoi le discours n'est pas que représentation du réel, mais qu'il participe tout autant à la création de la société et de la vie quotidienne. Cela signifie accepter la matérialité du discours à travers sa production de signes et de symboles qui créent des représentations du monde. Ces dernières président le processus dialogique qui caractérise l'espace public de la production du discours politique et de l'éthique sociale dans nos sociétés occidentales. Le

^a Il faut entendre le terme « localité » au sens « d'observatoire » par lequel l'objet d'étude peut être atteint (Hamel, 1999, p. 5). À noter que le texte de Hamel fut publié en 1999, mais que pour ma part j'utilise une copie d'auteur dont la pagination ne correspond pas à celle de la revue.

discours des organisations, en ce sens, permet de saisir la dimension de l'action publique et politique collective. Le discours des individus, quant à lui, permet de saisir la rationalisation, le système de cohérence que l'individu construit dans son engagement public et dans sa trajectoire de vie. De même, il permet de saisir en détail les nuances du discours identitaire et de mieux comprendre ce phénomène désigné comme « les identités à la carte ».

L'analyse de contenu me sera utile pour étudier le contenu des cadres d'action collective que produit l'Union paysanne. Dégager les topiques de ces cadres permettra de voir quelle(s) vision(s) du monde et quelle(s) identité(s) l'Union paysanne et ses membres mettent de l'avant. Dans l'optique d'analyser l'émergence de cadres d'action collective novateurs dans l'espace public québécois, l'analyse de contenu permet, par un processus dynamique, d'éclairer les stratégies de cadrage, de contre-cadrage, d'appropriation et de transformation des cadres. D'un autre côté, l'analyse de contenu me sera utile pour l'analyse de la construction identitaire des militants et pour l'analyse de l'interdiscursivité qui a lieu – ou pas – à l'intérieur de l'organisation (dans l'optique d'éclairer les processus internes aux organisations hybrides qui mettent en lien des identités multiples).

Enfin, l'observation participante permet de vivre les situations particulières de solidarité sociale et les interactions qui se produisent à l'intérieur de l'organisation, de même qu'elle permet de « sentir » l'atmosphère, ce qui n'est pas négligeable dans une perspective qui accorde de l'importance au sentiment et à l'émotion comme aspects de l'identité et de la mobilisation. L'Union paysanne faisant la promotion de modes de vie qu'on pourrait qualifier de postmodernes, ces situations sont particulièrement riches en données ethnographiques sur la sociabilité, la négociation identitaire, les pratiques démocratiques, les relations de pouvoir, les relations de genre et entre générations, les mythes et les tabous, les cohérences et les contradictions entre le discours et les pratiques, les modes d'élocution privilégiés, etc. De plus, l'observation participante permet au chercheur, à mon avis, de mieux tenir ses entretiens. En effet, connaître les dynamiques du fonctionnement de l'organisation permet de réellement discuter avec les militantEs de leurs représentations de l'organisation et de la situation. À mon avis, un chercheur qui a la prétention d'analyser une organisation sans en avoir une connaissance générale *a priori* se soumet aux informations que lui fourniront ses informateurs et ne peut avoir de recul sur leurs propos. De même en est-il des sources

documentaires, qui peuvent diriger le chercheur vers des culs-de-sac ou des mauvaises interprétations s'il ne connaît pas bien son objet de recherche. L'observation participante, en plus d'offrir une fenêtre pour observer et saisir des relations fines qui échappent aux militants-informateurs – lesquels ne posent pas le même regard que le chercheur sur leur organisation – permet ainsi d'adopter une position critique par rapport au discours des militants et des organisations.

Je dirai de plus que l'observation participante constitue pour moi une position épistémologique en ce sens que je suis persuadé que la connaissance scientifique est un processus *omnivore* qui se nourrit de plus que de la raison ou même de l'intellect. Émotions, sentiments, sensations, sont aussi des voies pour atteindre la connaissance. Ces outils méthodologiques que je viens de décrire s'inscrivent dans la perspective générale d'une sociologie de l'action qui est ancrée dans les luttes concrètes et qui en analyse les déterminants et les processus à partir du sens qu'en donnent les participantEs. Il s'agit pour le chercheur d'être immergé dans son objet de recherche tout en gardant en tête ses principes scientifiques et ses outils analytiques.

Délimitation et justification du cas

Le Québec est un cas sociologiquement pertinent pour ma recherche à plusieurs égards. D'abord, sur le plan de ses qualités intrinsèques, il est une petite nation qui possède ses propres institutions politiques, économiques et sociales, lesquelles sont souveraines dans plusieurs champs de compétence, dont l'agriculture et l'alimentation. Dans l'ensemble canadien, le Québec est l'entité politique qui est, historiquement, la plus autonome et qui s'est le plus prévalu des possibilités de décentralisation offertes par la constitution canadienne. Toujours sur le plan institutionnel, le Québec a élaboré des politiques publiques qui touchent tous les aspects de l'agroalimentaire et qui forment un régime particulier, unique au monde. Ce régime – et sa contestation – sont intéressants dans le contexte de la globalisation où certaines politiques publiques nationales sont remises en question à l'aune de

règles édifiées à l'échelon mondial, d'une part, mais aussi à l'aune de logiques qui apparaissent, d'autre part, aux échelons local, régional ou national.

Par ailleurs, le nombre relativement restreint d'acteurs impliqués dans la question agroalimentaire fait aussi du Québec un cas intéressant pour examiner de près des relations sociales qui sont présentes dans d'autres États industriels avancés. En effet, au Québec, on ne compte que deux syndicats agricoles, trois ou quatre associations préoccupées par les OGM, quelques associations écologistes qui s'occupent de pollution agricole ainsi que quelques organisations sensibles au consumérisme. Toutes ces associations et ces groupes sont liés, de près ou de loin, à l'Union paysanne, laquelle compte parmi ses membres des militantEs de ces organisations qui les représentent – officiellement ou officieusement – à l'intérieur du syndicat paysan. Le réseau social autour de la contestation du régime agricole est ainsi assez restreint.

Le Québec est semblable à la plupart des nations occidentales sur le plan agroalimentaire. Il s'inscrit tout autant que les autres dans les processus de globalisation; sa culture générale tire aux mêmes sources européennes; son agriculture est aussi diversifiée et fait face aux mêmes défis que les agricultures de l'Union Européenne, des États-Unis, du Canada et de certaines petites économies agricoles, comme on le verra au chapitre suivant. Il est ainsi possible de faire au Québec ce qui serait extrêmement ardu et coûteux de réaliser dans des États-nations plus peuplés ou plus diversifiés sur les plans culturel et institutionnel. Il est impossible, par exemple, de tenter de réaliser mon projet (dans sa forme actuelle) en France, en Angleterre, aux États-Unis ou au Canada : les acteurs sont trop nombreux, les disparités régionales et institutionnelles aussi.

Quant aux qualités intrinsèques de l'Union paysanne comme acteur central de la question agroalimentaire, j'estime avoir commencé à démontrer qu'elle est une organisation qui amène des innovations importantes au Québec sur le plan discursif, idéologique et organisationnel. Elle est aussi une organisation signifiante dans l'espace public, comme l'illustre - par exemple - le millier d'articles de presse écrits à son sujet entre 2001 et 2007, un corpus qui représente au moins 600 000 mots. Elle a aussi provoqué beaucoup de changements et de remous compte tenu de sa petite taille, de sa non-reconnaissance par les

pouvoirs publics et de son peu de ressources financières, pour ne mentionner que quelques-unes de ses caractéristiques.

Une autre des caractéristiques est que le syndicat paysan rassemble plusieurs « groupes » sociaux ou « identités collectives » - j'en ai touché quelques mots plus haut – et qu'on peut considérer, suite à une analyse préliminaire^a, qu'il est représentatif de la diversité des discours *critiques ou contestataires* sur l'agroalimentaire au Québec. Cela tient – encore – à la diversité de ses membres. Cela tient, aussi, au caractère décentralisé de l'organisation qui compte des sections autonomes dans les quinze régions agricoles du territoire. Il existe, pour ainsi dire, 20 conseils d'administration dans l'Union paysanne : 15 sections régionales, un « conseil national » et les conseils d'administration des quatre unions sectorielles (acériculture, agriculture biologique, foresterie, questions citoyennes). De plus, j'ai pu constater par mes contacts avec les membres que ceux-ci sont souvent actifs dans d'autres causes ou organisations, ce qui ne fait qu'enrichir le spectre des positions stratégiques et idéologiques introduites dans l'espace socio-discursif que constitue l'organisation. Sans oublier, bien sûr, que les paysanNEs ont toutes et tous une bonne connaissance du discours de l'UPA et qu'ils et elles sont capables d'être réflexifs par rapport à celui-ci, et sans oublier les membres associatifs, lesquels sont assez représentatifs du secteur environnementaliste québécois.

Quant à la pertinence du cas en regard de la théorie, je crois avoir démontré plus haut que les chercheurs québécois dans le secteur agricole ou dans celui du syndicalisme n'ont pas abordé le syndicalisme agricole de façon satisfaisante sur le plan théorique. La sociologie de

^a Analyse préliminaire qui a fait l'objet de deux travaux semestriels lors de ma scolarité de doctorat et d'un article : « L'analyse du contenu d'un discours altermondialiste centré sur l'agroalimentaire : le cas de l'Union paysanne au Québec (Protocole de recherche et pré-test) », remis à M. J. Duchastel dans le cadre du cours SOC8643 - Analyse du discours, avril 2003; « L'Union paysanne, un exemple de recomposition d'un projet national qui prend en compte la diversité identitaire à travers le référent de la citoyenneté? », remis à MM. V. Armony et J. Beauchemin dans le cadre du cours SOC9000 – Séminaire général de doctorat, avril 2003; « Les enjeux de la construction d'un discours altermondialiste sous le référent de la citoyenneté nationale. Le cas de l'Union Paysanne au Québec », dans *Possibles*, vol. 27 no. 3 (été 2003), p. 70-86.

l'action collective et des mouvements sociaux a montré, à travers de nombreux travaux empiriques, sa capacité à éclairer les processus qui mènent à l'exercice de la politique contestataire, au contraire des approches dont j'ai tracé un bref portrait plus haut. L'utilisation des théories sociologiques sur l'action collective m'apparaît ainsi comme l'approche la plus pertinente pour comprendre un phénomène de contestation qui a de nombreuses dimensions et qui s'exprime par des formes novatrices d'expression des revendications sociales à l'intérieur de l'espace public québécois.

Description des données

Je décris ici brièvement la nature des données utilisées. Les données principales pour ma thèse sont les entretiens avec les membres et les documents produits par les différentes instances du syndicat paysan. Ce sont ces données qui feront l'objet d'une analyse de contenu approfondie. Certains articles de presse, sélectionnés en fonction de leur pertinence pour illustrer les processus de cadrage et de contre-cadrage, seront plus sollicités que les autres (qui serviront essentiellement à la description historique).

Principales sources documentaires :

- Documents produits par les différentes instances de l'Union paysanne, de deux natures : 1) documents publics : communiqués de presse, mémoires déposés auprès des instances de consultation du Québec (BAPE ou Commissions parlementaires) ou auprès de fonctionnaires, articles de *L'Union paysanne*, *le journal*, autres documents publics (tracts, feuillets informatifs, matériel promotionnel, etc.). 2) Documents de nature interne : *La Chronique du paysan* (bulletin de liaison interne), documents pré- et post-congrès annuels, tout autre document interne tels que compte-rendus des séances du conseil national, du comité de coordination et des instances régionales (il y en a des masses).

- Documents produits par des membres de l'Union paysanne, à titre personnel mais qui s'inscrivent dans leur engagement. Tels que feuilles d'information électroniques, mémoires déposés auprès d'instances de consultation, courriels entre membres, etc.

Sources documentaires secondaires :

- Articles de presse des quotidiens québécois francophones (*Le Devoir*, *La Presse*, *Le Droit*, *Le Soleil*, *Le Nouvelliste*, *La Tribune*, *La Voix de l'Est*. *The Gazette* n'a jamais parlé de l'Union paysanne), dépêches des agences de presse (*La Presse canadienne*, *Associated Press*), articles des journaux hebdomadaires régionaux, locaux ou spécialisés, de certaines revues mensuelles québécoises, ainsi que de *La Terre de chez nous*, hebdomadaire agricole qui rejoint théoriquement tous les agriculteurs québécois^a.

- Publications gouvernementales, telles que lois, règlements, autres documents concernant l'agriculture québécoise. De même, publications et documents en provenance de la Régie des marchés agricoles et agroalimentaire du Québec, notamment décisions du tribunal administratif, compte-rendu d'audiences, documents récapitulatifs. Enfin, décisions de certains tribunaux québécois (Cour supérieure, Cour d'appel).

- Documents publics produits par l'UPA ou ses syndicats membres et qui sont relatifs à l'objet de recherche. Notamment rapports, mémoires, communiqués de presse.

^a Hebdomadaires spécialisés consultés : *Le Bulletin des agriculteurs*, *Journal Les Affaires*. Hebdomadaires régionaux/locaux : *Beauport Express*, *Bonjour Dimanche*, *Charlesbourg Express*, *Courrier Sud*, *Journal Le Courrier*, *L'Acadie nouvelle*, *L'Action du mercredi*, *L'Action Montcalm*, *L'Action week-end*, *L'Actuel*, *L'Appel*, *L'Avenir de l'Érable*, *L'Écho de Maskinongé*, *L'Écho La Tuque-Haut-St-Maurice*, *L'Express*, *L'Express du dimanche*, *L'Express du mercredi*, *L'Hebdo du Saint-Maurice*, *L'Hebdo Journal*, *L'Hebdo Mékinac-Des Chenaux*, *La Nouvelle Union*, *La Nouvelle Union édition week-end*, *La Petite-Nation*, *La Revue du mercredi*, *La Revue du samedi*, *La Voix du Sud Bellechasse-Etchemin*, *Le Bulletin de la Lièvre*, *Le Citadin*, *Le Courrier du Lac*, *Le Jacques-Cartier*, *Le Journal Lac St-Jean*, *Le Journal Matawinie des gens d'en haut*, *Le Progrès*, *Progrès-Dimanche*, *Québec Express*, *Québec Hebdo*, *Voir Montréal* (cette liste exclue les hebdomadaires sur les îles de Montréal et de Laval ainsi que sur la couronne nord, qui n'ont pas relayé d'information sur l'Union paysanne). Revues généralistes : *Recto Verso*, *A Babord!*, *L'Actualité*, *Protégez-vous*.

- Documents publics produits par toute autre organisation et qui a trait à l'Union paysanne ou à l'objet de recherche. Notamment groupes environnementalistes (RQGE, Greenpeace, UQCN, RCREQ), associations de consommateurs (Union des consommateurs, Option consommateur), organisations non-gouvernementales (Équiterre), groupes de pression (Solidarité rurale), partis politiques, cabinets de consultation (Aubin et Forget, Consultants), autres associations (ATTAC, Slow Food, etc.).

- Documents audio-visuels produits en dehors de l'Union paysanne mais en lien avec elle, tels que *Bacon, le film* (Hugo Latulippe, 2001); *Pas de pays sans paysans* (Eve Lamont, 2006); entretien télévisé avec Roméo Bouchard (émission *Les pieds dans les plats*, 2001); quelques reportages de l'émission agricole télévisée *La Semaine verte* (Radio-Canada).

Entretiens

Seize entretiens formels ont été menés, qui serviront à l'analyse de contenu. (Le guide d'entretien se retrouve à l'appendice C). Comme l'un de mes objectifs est d'étudier les rapports entre les identités collectives dans l'Union paysanne, ainsi que les rapports entre les cadres d'action collective élaborés par l'organisation et la réception qu'en fait ses membres, il m'a fallu chercher à atteindre une représentation sociologique pertinente des identités prépondérantes. J'ai aussi tenu compte des distributions femme/homme, urbain/rural, consommateur/producteur et région agricole centrale/périphérique. J'ai ainsi interrogé un nombre égal d'hommes et de femmes ainsi qu'un nombre égal de citoyenNEs et d'agriculteurs-trices. Les membres citoyens proviennent en majorité de Montréal, le plus gros bassin de membres de l'Union paysanne, tandis que les agriculteurs et agricultrices proviennent en majorité des régions où l'agriculture occupe une grande place (Montréal, Lotbinière-Beauce). Les caractéristiques des répondantEs sont résumées dans le tableau ci-dessous. Mon échantillonnage pourrait être qualifié de « réfléchi » au sens où les sujets ont été repérés en fonction d'une série de critères qui sont apparus pertinents à travers un processus itératif entre la théorie et l'observation participante. Ces critères sont : le degré d'engagement de la personne, sa position dans les instances du syndicat, l'identité exprimée ainsi que les distributions identifiées ci-haut.

Tableau 1. Caractéristiques générales des personnes interrogées

	Genre	Âge	Statut de membre	Région
001	F	50aine	Citoyenne	Montréal
002	H	30aine	Agriculteur	Laurentides
003	H	50aine	Citoyen	Beauce
004	H	30aine	Citoyen	Québec
005	H	70aine	Agriculteur	Bas-St-Laurent
006	F	40aine	Agricultrice	Lanaudière
007	H	40aine	Agriculteur	Beauce
008	F	60aine	Citoyenne	Lotbinière
009	H	40aine	Agriculteur	Lotbinière
010	H	40aine	Agriculteur	Laurentides
011	H	50aine	Agriculteur	Lotbinière
012	F	40aine	Agricultrice	Laurentides
013	H	60aine	Citoyen	Montréal
014	H	50aine	Citoyen	Montréal-Mauricie
015	F	30aine	Citoyenne	Montréal
016	F	30aine	Citoyenne	Montréal

Ces entretiens, d'une durée variant entre 1h30 et 2h30, ont été effectués directement avec les personnes concernées, à l'exception du répondant 005 que je connaissais déjà très bien et à qui j'ai parlé par téléphone parce que 400 km nous séparaient. Un énoncé sur l'objet de ma recherche et sur la confidentialité des données et l'éthique de la recherche a été lu aux répondantEs avant de débiter. Les entretiens ont été enregistrés et ensuite transcrits. Ces entretiens sont extrêmement riches en enseignements sur les motivations et l'expérience de personnes qui, pour la plupart, sont engagées socialement et/ou politiquement depuis un certain temps. De plus, dans le cadre de mes cinq ans d'observation participante dans le syndicat, j'ai aussi eu l'occasion de discuter de manière plus informelle avec des dizaines de militantEs et membres moins actifs dans les structures décisionnelles, ce qui me permet, d'une part, d'avoir une bonne connaissance générale des identités et des positions idéologiques dans le syndicat et, d'autre part, de raffiner mes analyses et de vérifier la fiabilité des sources documentaires par une mise en relation des données.

CHAPITRE 3. L'AGRICULTURE, MAILLON FAIBLE DE LA CHAÎNE

[I]n a competitive world, those who are satisfied with yesterday's standards of performance cannot expect even yesterday's income. The inexorable pressure of increasing efficiency will not let anyone rest on previous performance... Being competitive entails being efficient. There is no alternative.

- Federal Task Force on Agriculture,
Canada, 1969¹.

Gaining the upper hand over nature has long been a project of Western Civilization. Controlling nature for corporate profit is a more recent elaboration of this project. In recent years techniques of genetic manipulation have been developed enabling capital to gain control of life – plant, animal and human – by inserting the (patented) mechanisms of control within the subject organisms themselves.

- Brewster Kneen et Devlin Kuyek,
chercheurs et auteurs, 2002².

The globalization of agriculture also has the perverse effect of globalizing obesity. The number of obese people in the world is now equal to those who are malnourished.

- Annette Aurélie Desmarais,
syndicaliste et chercheuse, 2003³.

Évolution des systèmes alimentaires vers l'agrobusiness

Un des angles morts dans les recherches québécoises sur l'agriculture demeure que pratiquement personne ne met en problème, ne « problématiser », la construction rapide

depuis les années 1960 du système agroalimentaire. Plusieurs en parlent, mais bien peu s'y attardent et y réfléchissent aujourd'hui⁴. Les agroéconomistes, fonctionnaires et statisticiens constatent bien que des entreprises, la plupart multinationales, prennent de plus en plus de place en amont et en aval de la production agricole, mais cela est généralement vu comme un progrès, voire une évolution naturelle, un effet de la modernisation de l'agriculture. Ils affirment que la « stabilisation » et « l'intégration » des différents segments de la production agroalimentaire par le biais des multinationales rendent plus efficaces les chaînes de production, et que la libéralisation des marchés redresse les règles faussées par l'interventionnisme étatique. Dans ce contexte, l'agriculture et ses praticienNEs doivent s'adapter à la situation, « *there is no alternative* »^a, comme le constatent Carla Roppel, Annette Aurélie Desmarais et Diane Martz : « [l]e fait est que la classe politique, les gouvernements, les organismes internationaux et les médias se sont tous donné le mot : hors la mondialisation, point de salut. À nous du grand public de bien l'entendre » (Roppel, Desmarais et Martz, 2006, p. 2).

Quelques chercheuses et chercheurs se posent tout de même des questions, notamment les trois citées ici. Une autre, Monique Piot, mentionnait en 1977 que l'agriculture familiale québécoise, précapitaliste dans ses formes sociales, entre en contradiction avec les logiques de l'industrie agroalimentaire – salariat, division du travail claire, travail industriel -, une assertion bien documentée par la tradition marxiste et les recherches sur les sociétés paysannes (voir notamment Mendras, 1967; Mendras, 1995, 2000). Philip Ehrensaft et Bruno Marien faisaient remarquer eux aussi dès le milieu des années 1970 que l'agriculture est maintenant insérée dans une chaîne de production globale, la chaîne agroalimentaire, dont elle est le maillon intermédiaire dominé par les entreprises en amont et en aval (Ehrensaft et Marien, 1978). Le même Ehrensaft a édité en compagnie de son collègue Guy Debailleul un numéro de la revue *Cahiers de recherche sociologique* en 1987 portant sur l'agroalimentaire, posant en introduction que les dynamiques internationales du commerce agricole affectent

^a Voir par exemple les documents produits par Agriculture et Agroalimentaire Canada, notamment les portraits du secteur agroalimentaire canadien où le discours est entièrement a-critique, reprenant à son compte les thèses néolibérales sans les mettre en contexte. Chaque rapport contient

grandement les fermes canadiennes, d'autant plus que « les transformations qu'ont connues les exploitations agricoles depuis deux décennies les ont rendues financièrement plus fragiles et plus sensibles aux événements qui affectent l'économie globale » (Debailleul et Ehrensaft, 1987b, p. 5).

Il manque cependant au Québec une « problématisation » des liens entre agriculture, industrialisation et complexe agroalimentaire au détour du 21^e siècle. Après 50 ans de « modernisation » sociale et agricole, le Québec commence tout juste à tracer le bilan de ce mouvement sociétal qui a profondément et rapidement transformé nos rapports à l'agriculture, à l'alimentation et à la ruralité. Bruno Jean fait preuve de lucidité lorsqu'il dit que ce qui apparaît aujourd'hui comme un choix était à l'époque perçue comme une nécessité : « l'évolution de l'agriculture apparaît [...] comme le fruit d'un ensemble de choix qui sont aujourd'hui remis en question; et c'est aujourd'hui qu'on pense qu'il s'agissait de choix, alors qu'à l'époque on voyait toutes ces innovations comme des nécessités » (Jean, 1997, p. 282). C'est que, comme l'écrivent Joly et Paradeise la croissance continue avait fait se conclure un accord entre les acteurs agricoles et la société : « [a]u cours des Trente Glorieuses, le « modèle moderniste » de développement de l'agriculture [en Occident], en privilégiant l'autosuffisance alimentaire [nationale] fondée sur la rationalisation scientifique et technique et sur la marchandisation de la production, a fondé un accord tacite aujourd'hui largement remis en cause » (Joly et Paradeise, 2003, p. 1).

Cette remise en cause est mondiale et partout s'élèvent des critiques sur l'industrie agroalimentaire mis en place à l'aide des gouvernements du centre du système-monde (ou Premier monde). Des travaux s'inscrivant dans l'univers de la pensée marxiste ont fait des critiques sévères des « systèmes alimentaires », notamment la thèse de doctorat de Susan Georges (*Les stratégies de la faim*, 1981). Son hypothèse de départ, ancrée dans les théories du développement inégal, est que la décolonisation politique du Tiers-monde a laissé la place à une (re)colonisation économique qui apparaît très nettement dans le domaine agroalimentaire, colonisation conduite non plus par des *Trade company*, mais par les grands

quelques pages relatant l'inscription du Canada dans les marchés mondiaux et l'adaptation *nécessaire* aux nouvelles règles mondiales.

groupes industriels mondiaux, les institutions internationales et les États développés du centre du système-monde. C'est là la thèse du néocolonialisme, processus essentiellement axé sur le contrôle direct ou l'influence des choix politiques et économiques, souvent par le biais des élites locales, des pays dits « en voie de développement » ou « périphériques ».

Dans ce contexte, que ce soit pour qualifier ce qui se passe en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, on n'hésite pas à parler de néocolonialisme, d'impérialisme économique, de centre et de périphérie, de sociétés dépendantes, de pouvoir corporatif, de « *food as a weapon* ». Mais lorsqu'il s'agit du Québec, on croit plutôt faire partie du centre du monde développé et développeur, du Premier monde. Il n'est pas question – il n'est *plus* question – de colonialisme ici. Pourtant les historiens et sociologues marxistes ont largement démontré que, de la colonie jusqu'aux années 1970, le Québec est une formation sociale dépendante dans le système-monde. Dominé sur les plans politique et ethnico-culturel par les restants de l'Empire britannique, dominé économiquement dans le système mercantile et dans celui du capitalisme monopolistique, il n'y a pas de raison à ce que cela ait changé. Dans l'économie mondiale du libre-échange, le Québec demeure, malgré un mouvement de prise en main endogène du développement, une formation sociale dominée à l'intérieur d'un ensemble, le Canada, qualifié lui-même de « centre jeune » assez peu influent dans le capitalisme mondialisé (Amin, 1973; Savaria, 1975)⁵.

L'agriculture et l'alimentaire, deux secteurs longtemps laissés de côté par le capital industriel parce que peu rentable, ont commencé à prendre de l'importance lors des grandes guerres du 20^e siècle qui faisaient poindre le spectre de la famine dans les pays occidentaux les plus développés. Depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale, l'agroalimentaire a émergé comme secteur industriel en croissance continue, largement contrôlé par de grandes entreprises industrielles ou manufacturières. Les logiques de formation de ce secteur économique ne sont pas celles de l'agriculture millénaire, mais plutôt celles de l'industrie lourde, chimique et métallurgique. Les objectifs qui animent l'économie mondiale - *contrôle* et *sécurisation* des ressources, des parts de marché et des profits - n'ont aucune raison de ne pas animer la production et la distribution mondiale de nourriture, comme ils le font dans les autres secteurs économiques.

Comme on le verra dans ce premier chapitre de l'analyse, cette interprétation n'est pas nouvelle. Plusieurs se sont appliqués à montrer comment s'exprime la domination dans l'agriculture, mais peu l'ont fait en ce qui concerne la révolution verte (modernisation agricole), la construction de la chaîne agroalimentaire (subordination aux processus industriels) et la situation actuelle dans le contexte de l'ouverture des marchés continentaux et mondiaux. Je vais montrer que le Québec, comme formation politique et sociale, en ce qui a trait à l'agriculture et à la production alimentaire, ne fait pas partie du Premier monde, du centre du système-monde. Au contraire, l'agriculture d'ici est largement déterminée par des logiques et des intérêts qui sont extérieurs à elle et à ses praticienNEs. L'agriculture est le maillon faible d'une chaîne d'industries qui travaillent à en réduire le caractère social et d'intérêt public pour le faire entrer complètement dans une logique économique de production profitable de marchandise.

Roppel, Desmarais et Martz expriment bien cette tentative de cacher la réalité par la rhétorique. Selon elles, on parle de « programmes d'ajustement structurel » pour désigner les changements dans les pays de l'hémisphère sud – et, à gauche de l'échiquier politique, on s'insurge de la perte de souveraineté nationale et des effets sur les populations que ces programmes produisent – mais on parle de « restructuration économique » pour les pays du nord, impliquant là-dedans des modifications normales et mineures, alors qu'il s'agit en réalité de la même médecine de cheval visant à assurer aux grands groupes industriels une main-mise légale sur les systèmes alimentaires (Roppel, Desmarais et Martz, 2006, p. 15). Un rapport édité par le Canadian Centre for Policy Alternatives en 2002 fait le pont entre ce langage utilisé pour décrire la politique économique imposée aux pays de la périphérie et la situation de l'agriculture canadienne :

This paper makes the case that Canadian government agricultural policy — and the reorganization of agriculture — includes the seven main components of an IMF-style structural adjustment program: an increased focus on production for export, cuts to government spending, deregulation, increased foreign investment, privatization, removal of subsidies and other supports, and the adoption of a free-floating currency. And it demonstrates that the effect of structural adjustment — in Canada and around the world — is to accelerate the transfer of wealth from local producers to transnational corporations (Qualman et Wiebe, 2002, p. 1).

Je voudrais poursuivre dans cette interprétation. Pour ce faire, je vais décrire les composantes du système agroalimentaire en mettant l'accent sur ses logiques de fonctionnement et sur le développement de ses liens avec l'agriculture et les agriculteurs. Au terme de cet exercice, nous disposerons de tous les éléments pour comprendre la distribution du pouvoir dans le monde agroalimentaire contre laquelle l'Union paysanne s'est révoltée.

Révolution verte, agrobusiness et néocolonialisme

La Révolution verte, c'est-à-dire la révolution chimique et mécanique en agriculture, est un processus entamé consciemment par les élites économiques du Premier monde, étasuniennes surtout, avant la Deuxième guerre mondiale (Cleaver, 1972; Das, 2002; Desmarais, 2003; Georges, 1981; Lewontin, 2000; Mc Michael, 2000a, 2000b). Cette révolution s'appuie sur l'ancien système colonial d'exploitation et sur la division internationale du travail qu'il a produit, où les pays centraux détiennent du capital, des infrastructures de production et de recherche, alors que l'économie des États périphériques est fondée sur l'exportation de matières premières et l'importation de produits transformés (Amin, 1973). Officiellement la Révolution verte allait permettre de dépasser ce stade des inégalités internationales en permettant aux pays en développement d'accroître leurs rendements agricoles et manufacturiers. En réalité, elle a permis de renouveler le système colonial sclérosé du 19^e siècle en faisant des technologies agroalimentaires et de la surproduction agricole du Premier monde des armes de contrôle social et politique à l'échelon mondial⁶.

Les fondements philosophiques de cette révolution sont ancrés dans ce que Abaidoo et Dickinson appellent le « paradigme social dominant » au cœur duquel se tient une croyance dans le progrès, la croissance et la prospérité, une foi envers la science et la technologie, un engagement pour l'économie du laisser-faire fondée sur le droit de propriété, et une vision de la nature comme quelque chose à soumettre et à rendre utile (Abaidoo et Dickinson, 2002). Desmarais (2003, p. 51-53) va dans le même en la décrivant comme l'imposition d'une culture particulière, occidentale, sur le reste du monde. Cette « culture », ce « paradigme

social dominant » voit la nourriture et l'agriculture comme une marchandise et un moyen de faire du profit économique.

Cette Révolution verte est en grande partie technique : elle introduit la mécanisation et augmente la productivité grâce aux intrants chimiques et aux semences « à haut rendement ». Pour s'étendre, elle nécessite des infrastructures non plus agraires, mais plutôt industrielles : routes, usines, machinerie, énergie (Georges 1981, p. 58-59). Cette révolution est aussi un programme politique et économique qui consiste à créer de la valeur économique à partir d'une activité du secteur « primaire » en l'insérant dans l'économie de marché et dans une chaîne industrielle de plus en plus intégrée (passage du secteur primaire vers les secteurs secondaires et tertiaires). Par l'exportation massive de céréales et l'expansion de l'industrie de la transformation et du conditionnement alimentaire, les États du centre créent de toute pièce un « secteur économique » à partir d'une activité, l'agriculture, aux pratiques fondamentalement extra-capitalistes. À court terme, la Révolution verte s'est traduite par (1) l'accroissement radical de la part des produits de la ferme écoulés sur les marchés capitalistes; (2) la spécialisation progressive des exploitations agricoles^a; (3) une diminution drastique du nombre de fermes et (4) l'accroissement de la taille des exploitations restantes; (5) la baisse progressive des prix des produits agricoles, avec en corollaire (6) l'augmentation du prix des aliments, lesquels sont majoritairement des aliments « transformés » ou « conditionnés »; (7) l'accroissement des échanges agricoles mondiaux et par conséquent (8) des changements parfois radicaux dans les habitudes alimentaires et les pratiques agricoles. Globalement, les agriculteurs et paysans, autrefois insérés dans des communautés sociales locales, sont poussés vers des relations économiques détachées de ces communautés et répondant aux « lois » du marché. Cleaver écrit, concernant l'expansion de la Révolution verte vers le Tiers-monde :

The integration of the agricultural sector into the capitalist market is achieved through the adoption of the new technological package which itself makes the peasant producer more dependent on the market. He must now buy the manufactured inputs and sell part of his crop for

^a La « spécialisation » dérive du modèle de la plantation et fait référence à l'abandon des cultures diversifiées (polyculture) au bénéfice d'une ou deux cultures intensives à grande échelle (monoculture). La spécialisation des fermes nécessite un recours de plus en plus grand aux processus marchands pour se procurer ce qui n'est plus produit sur la ferme.

cash in order to be able to buy next year's inputs. The international team [Ford Foundation, Rockefeller Foundation] has also been making an effort to teach personal gain and consumerism where it feels peasants lack sufficient motivation. (Cleaver, 1972, p. 179)

Pour Susan Georges le projet des élites économiques quant à l'expansion de la Révolution verte est clair : construire un système alimentaire mondial coordonné par les grandes entreprises contrôlant la technologie :

Toute la technologie employée dans le système alimentaire du centre a été expressément orientée vers l'élimination au maximum de la main-d'œuvre, qu'il s'agisse de paysans producteurs ou d'ouvriers dans la transformation alimentaire industrielle. Les interventions dans les systèmes alimentaires de la périphérie sont effectuées sous couvert de « modernisation », mais leur transformation ne les rendra ni plus capables de satisfaire les besoins de leurs populations ni moins dépendants. Au contraire, ces systèmes seront uniquement orientés vers la satisfaction des besoins des consommateurs ayant les moyens de rémunérer correctement le capital, qu'ils se trouvent dans le centre ou dans les classes aisées des pays sous-développés. Ces derniers seront plus dépendants que jamais des pays riches du fait de leur intégration dans le système alimentaire central. Voilà, en quelques phrases, ce que j'espère démontrer. (Georges, 1981, p. 15-16)

Les effets macrosociaux de cette révolution se situent dans la crise écologique actuelle ainsi que dans l'augmentation des tensions politiques : augmentation des conflits régionaux dus aux inégalités de « développement », augmentation du *lumpenproletariat* urbain et modification des rapports de classe, accélération rapide du changement social, économique et technologique (Cleaver, 1972, p. 180-185), une conclusion à laquelle arrive aussi Susan Georges lorsqu'elle indique que la Révolution verte a accru les tensions au sein des populations locales car elle bénéficie surtout aux élites, agraires ou financières, et fait émerger des inégalités sociales, voire renforce les divisions entre classes sociales (Georges, 1981, p. 57-60).

Dans ce processus on passe de l'agriculture comme source d'aliments et de travail social vers l'agriculture comme source de matière première pour l'industrie agroalimentaire et les géants de l'agrobusiness mondial. D'une activité orientée vers la satisfaction des besoins de reproduction d'une collectivité, on se dirige vers une activité réinventée

essentiellement pour pouvoir dégager des profits économiques aux différentes étapes d'une chaîne industrielle, ce que certains ont appelé *l'agribusiness*^a. Philip Ehrensaft et Bruno Marien en donnent une définition qui fait ressortir la centralité de l'agroalimentaire dans le projet politico-industriel de l'Après-guerre :

L'agrobusiness s'étend à des activités aussi diverses que la fabrication d'un supertracteur avec cabine climatisée et magnétophone stéréophonique à la consommation hâtive d'un *Big Mac*. Plus formellement, par agrobusiness, on entend non seulement l'agriculture mais aussi toute l'activité de fabrication ou de distribution qui touche soit les intrants nécessaires à la production agricole des aliments et des fibres (par exemple, engrais chimiques, machinerie agricole, ou recherche universitaire ainsi que la vulgarisation des nouvelles techniques), soit la commercialisation et la transformation des produits agricoles (par exemple, laiteries et abattoirs, supermarchés, restaurants et régies étatiques des marchés agricoles). En termes macro-économiques, il n'est pas difficile de voir pourquoi l'agrobusiness, en Amérique du Nord, avec ses vastes ressources de bonnes terres et des climats très favorables à l'agriculture, compte, avec le complexe militaire-industriel, la fabrication des automobiles et des camions, la construction, l'énergie, les métaux, les produits chimiques, et les pâtes et papiers comme les premières forces productrices dans l'économie continentale. (Ehrensaft et Marien, 1978, p. 185)

Le « système alimentaire mondial » que mettent en place les tenants de la Révolution verte pour favoriser l'agrobusiness repose sur une régulation par le marché capitaliste ainsi que sur « l'aide humanitaire » des États et des institutions internationales mises en place pour assurer l'ordre mondial de l'Après-guerre. Ce système, largement financé par des fondations étasuniennes, par la Banque mondiale et par les subventions étatiques aux multinationales, repense et dépasse le colonialisme traditionnel. Les grandes compagnies ont compris qu'il est plus profitable de ne pas exploiter soi-même directement les ressources agricoles du Tiers-monde, car les oppositions sociales sont trop fortes, les coûts économiques élevés et les profits aléatoires (Lewontin, 2000, p. 95). Il est plus profitable d'établir des liens contractuels fermes avec des élites locales. Plus subtil que le colonialisme, plus insidieux, les objectifs

^a Ou « agrobusiness » en... français! Le terme a été mis sur la carte par John H. Davis (Davis, «From Agriculture to Agribusiness» pour désigner « [the] fields related to agriculture but not to farming operations per se », soit « the many diverse enterprise which produce, process, and distribute farm products or which provide supporting services » (cité par Russell, «Among the new words» 283). Susan Georges retient pour sa part la définition du professeur Goldberg de la Harvard Business School : « toute production et distribution de fournitures pour les agriculteurs, les opérations de production agricole *in situ* ainsi que le stockage, la transformation et la distribution des denrées agricoles et des nourritures conditionnées. » (cité par Georges, 1981, p. 25)

réels de contrôle se cachent derrière le discours du « développement », de l'éradication de la famine, de l'accroissement des ressources alimentaires, discours que Vandana Shiva, parmi d'autres, dénonce comme de la propagande et comme un « mythe. » (Shiva, 2001, p. 8)

La Révolution verte a plutôt mis en place un « food dependency system » - et c'est là son aspect néocolonial le plus flagrant. Les énormes surplus alimentaires occidentaux – surtout étasuniens, européens, canadiens et australiens – sont exportés à bas prix vers les pays en voie de développement, faisant en sorte d'empêcher le développement des infrastructures nécessaires à la production locale de nourriture, alors que fruits de plantations et autres végétaux non-alimentaires sont cultivés et exportés en masse vers l'Occident pour y être transformés. Philip Mc Michael souligne qu'en 1950 les pays en développement bénéficiaient de 10% des échanges internationaux de blé, proportion passée à 57% en 1980, alors que les pays exportateurs sont toujours les mêmes (USA, Canada, Argentine, Australie). Helena Tuomi met pour sa part en exergue les logiques politiques derrière cette dynamique. Pour elle, le néocolonialisme alimentaire cherche à contrôler les marchés mondiaux dans un secteur, l'alimentation, où la demande et les profits croissent lentement. Dans un contexte de surproduction agricole occidentale, d'une part il y a un intérêt direct à préserver les infrastructures productives du centre et, d'autre part, alors que la consommation de produits tropicaux augmente rapidement au centre, il y a un intérêt à faire en sorte que les approvisionnements soient sécurisés et que les profits des infrastructures de la périphérie reviennent au centre. Par exemple, Mc Michael relate les efforts début 1970 des grandes firmes exportatrices étasuniennes (dont Cargill et Ralston-Purina, les deux plus gros traiteurs-vendeurs de grain au monde) formant des partenariats en Corée pour créer des fermes avicoles industrielles. Quelques années après la réalisation du projet, ses promoteurs occidentaux se félicitent d'avoir accéléré la pénétration de la technologie américaine (on est en pleine Guerre froide) et d'avoir contribué à l'augmentation drastique des importations coréennes de céréales étasuniennes pour nourrir les poulets ! (Mc Michael, 2000a, p. 130-131; Tuomi, 1978, p. 20-21)

La modernisation de l'agriculture au Québec

Au Canada et au Québec la Révolution verte se confond avec le grand projet « modernisateur » qui prend son véritable essor après la Deuxième guerre mondiale, alors que l'agriculture québécoise et canadienne a toujours été orientée vers la subsistance de la population et l'exportation de certains surplus en demande sur les marchés coloniaux^a. Le gouvernement fédéral avait profité de la guerre mondiale pour spécialiser la production agricole et pour commencer à la moderniser. Le Canada est divisé en zones agricoles par les politiques fédérales : dans l'Ouest les céréales et le bœuf, dans le Centre-est le lait, le porc, les oléagineux, dans l'Est la pêche. Les prix élevés des produits agricoles, les achats gouvernementaux et les premiers programmes de crédit agricole favorisent alors l'investissement : l'agriculture se mécanise, on fait la promotion des intrants chimiques pour augmenter la productivité.

Mais en 1951 le Canada est touché de plein fouet par l'effondrement des prix mondiaux consécutifs à la reconstruction de l'Europe. Les revenus agricoles bruts baissent radicalement : sur une base de 100, moins 37 points entre 1951 et 1961 (Kesteman *et al.*, 2004, p. 218). C'est la « Grande crise agricole de 1951 » qui favorisera les agriculteurs modernisateurs, lesquels, durant la même période, prennent le contrôle du syndicat agricole et font des représentations auprès du gouvernement pour accélérer la modernisation de la production et le contrôle des marchés (Morisset, 1987; Kesteman *et al.*, 2004; Boicclair, 2002; Perron, 2003; Beauchamp, 1988). Un Comité d'enquête pour la protection des agriculteurs et des consommateurs (la Commission Héon) sera formé et rendra son rapport en 1955 (Héon, 1955). Les conclusions sont cinglantes : pour survivre, l'agriculture québécoise doit éliminer les fermes non concurrentielles sur les marchés, soit les deux tiers, et encourager les autres. Cette conclusion sera adoptée par le gouvernement et c'est dans cette voie que s'est développée l'agriculture québécoise depuis. Le Canada, qui avait déjà engagé une telle politique en favorisant les « exploitations les plus dynamiques », poursuivra dans la même voie : « [l]a stratégie agricole de 1945 à 1970 reposera sur la transformation de la ferme familiale en entreprise. L'accent sera mis de plus en plus sur la productivité, la rentabilité et

^a Au contraire de l'agriculture, la foresterie est une activité économique structurée et insérée dans les marchés capitalistes coloniaux. Des tomes et des tomes ont été écrits sur la foresterie au Québec et sur les aspects coloniaux de son exploitation. Je n'y reviendrai pas.

une *saine gestion* » (Perreault, 1987, p. 108)^a. Pour ce faire, la tendance keynésienne de l'époque va influencer le Canada qui privilégiera le soutien au revenu des agriculteurs performants, la stabilisation des prix, le crédit agricole et des politiques régulatrices des marchés. Perreault est clair là-dessus : « [d]e tels changements structuraux visent la concentration de la production et la décomposition de l'agriculture non nécessaire et peu intégrée au marché. C'est l'étape de l'accentuation du processus d'intégration de l'agriculture aux lois du marché, aux règles du capital » (Perreault, 1987, p. 109). Ces politiques auront leur effet. Aux lendemains de la Commission Héon, en 1956, le Québec compte 122 617 fermes. Cinq ans plus tard, en 1961, il n'en restera plus que 95 777, une perte de 26 840 fermes, soit 22% en seulement cinq ans (Kesteman *et al.* 2004, p. 218).

Morisset (1987) et Dupont (2006) ont montré dans leurs travaux comment les élites des agriculteurs modernisateurs ont réussi à mobiliser les élites bourgeoises nationalistes québécoises en faveur de leur projet qui, en plus de renforcer le projet de pays, fournissait tout un secteur d'affaire à développer - l'agriculture capitaliste moderne - qui nécessite des capitaux et des infrastructures en amont et en aval de la production agricole.

Cependant, l'agriculture a un statut particulier dans le système capitaliste. Au Québec, le type d'exploitation majoritaire demeure la ferme familiale, indépendante, propriétaire de la majorité de ses moyens de production (Jean, 1993; Morisset, 1987; Thibeault, 2002). Ainsi, comme l'écrit Monique Piot, « l'ensemble de l'agriculture n'est donc pas capitaliste au sens strict, puisque l'organisation du travail n'est pas fondée sur la séparation travailleur salarié/propriétaire des moyens de production. Le procès de travail semble organisé selon des rapports économiques pré-capitalistes, anachroniques par rapport au système actuel » (Piot, 1977, p. 71. Voir aussi là-dessus Bernier, 1976 et Winson, 1986). Le principe du capital, rappelons-le, repose sur l'extraction d'une plus-value à partir du travail humain et mécanique. Le capitalisme se caractérise par le rapport salarial à travers lequel l'humain loue sa force de

^a La National Farmers Union du Canada fait remarquer, citant le rapport de 1969 du Federal Task Force on Agriculture, que ce « programme » est reconduit dans les années 1970. En 1981 et encore en 1993, Agriculture et Agroalimentaire Canada réaffirment cette nécessité de favoriser les fermes compétitives et de « sortir » de l'agriculture les fermiers qui n'ont pas modernisé leur

travail à un propriétaire de moyens de production. Il s'agira, pour les agriculteurs modernisateurs, la bourgeoisie canadienne-française et les grandes entreprises qui suivront, d'intégrer l'agriculture et l'exploitation familiale à l'intérieur des logiques capitalistes et de ses formes organisationnelles.

Pour ce faire, deux types d'organisation économique prévaudront : la coopération agricole et l'entreprise privée. Les deux types, bien que sensiblement différents dans leurs modes d'organisation, avaient des objectifs semblables : organiser la production agricole selon les principes du marché capitaliste. Les coopératives agricoles s'insèrent comme des intermédiaires, entre les producteurs d'intrants et les acheteurs d'extrants, au service des agriculteurs. Les entreprises privées produisent les intrants et achètent les extrants. Dans ce giron, à partir des années 1930 et beaucoup plus sensiblement après la Deuxième guerre mondiale, se développe un complexe agroalimentaire qui prendra assez rapidement un caractère industriel et à l'intérieur duquel les coopératives agricoles tiennent une place de choix (Cleaver, 1972; Côté et Côté, 1978; Côté, 1976; Debailleul et Ehrensaft, 1987b, 1987a; Dupont, 2006; Ehrensaft et Marien, 1978).

Un des fondements de la crise que traverse l'agriculture dans les pays développés se situe justement ici : le recours au marché pour se procurer tout ce que la ferme spécialisée ne produit plus, de même que la mise aux rebus des sous-produits agricoles autrefois réutilisés. Pernet écrit, parlant de la France de la fin des années 1970 :

[l]e prix des consommations intermédiaires de l'ensemble de ces produits que les agriculteurs doivent acheter à l'industrie pour assurer leur activité augmente, répercutant ainsi l'évolution des prix de l'énergie et, plus généralement, la montée de l'inflation. Or, et le véritable problème est là, les prix de la production agricole ne suivent pas une évolution proportionnelle, la progression du revenu agricole est stoppée et, par conséquent, la capacité des agriculteurs à rembourser leurs emprunts l'est aussi. (Pernet, 1982, p. 30-31)

La même situation prévaut au Québec. Dupont calcule que

exploitation. (National Farmers Union, *The Farm Crisis, Bigger Farms, and the Myths of "Competition" and "Efficiency"*)

[I]es dépenses totales des fermes croissent en moyenne de plus de 600% en trente ans [1941-1971], et ce, tout en y soustrayant l'impact de l'inflation. Conséquence directe de la croissance des dépenses, la dette moyenne des fermes atteint tout près de 50 000 dollars en 1971 et équivaut à deux fois et demie le revenu net (près de 20 000 dollars). Les Trente glorieuses voient définitivement les fermes québécoises s'inscrire dans l'économie productiviste, une économie marquée par l'apport de technologies décuplant la productivité, mais nécessitant d'importants investissements. (Dupont, 2006, p. 89-90. Voir aussi sur l'endettement des fermes Kesteman *et al.*, 2004, p. 223-224)

Tous les historiens de l'agriculture au Québec s'entendent aussi pour dire que la spécialisation des cultures, la mécanisation, l'introduction du chimique, la commercialisation capitaliste et la concentration de la propriété étaient déjà perceptibles dans les années 1950 et que ces processus s'accéléraient dans les années 1960, un constat que la plupart des analystes du système alimentaire mondial font aussi⁷. Autre exemple, central en agriculture : au déclenchement de la guerre en 1939, 3% des fermes québécoises possédaient un tracteur. En 1971, 85% des fermes en possédaient *au moins un*^a (St-Pierre, 1997; Dupont, 2006, p. 88). Et déjà, en 1966, quatre firmes industrielles contrôlaient 74% du marché de la machinerie agricole au Canada (Ehrensaft et Marien, 1978). Anthony Winson (1996, p. 91) parle d'ailleurs de « tracteurisation » (*tractorization*) de l'agriculture pour qualifier la nouvelle ère technologique sur la ferme.

La mise en marché collective

^a En 1981, les fermes québécoises possèdent en moyenne 1,92 tracteurs. En 2001, c'est 3,1 tracteurs par ferme québécoise, sans compter tous les autres machines motorisées (pour des détails consulter le tableau « Divers indicateurs de l'évolution rurale et agricole au Québec, 1871-2006 », appendice 1.)

Pour contrer la chute constante des prix agricoles causés principalement par l'instabilité des prix mondiaux, la concentration des acheteurs et « l'anarchie de la production » qui pousse à la surproduction (Kesteman *et al.*, 2004, p. 239), les agriculteurs modernisateurs québécois privilégient depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale les mécanismes de contrôle de la production et des marchés. La lutte pour obtenir une meilleure régulation des marchés est fondatrice du syndicalisme agricole modernisateur; elle s'est étendue sur vingt ans et est encore aujourd'hui une référence-clé pour le monde agricole.

Le système de la mise en marché collective des produits agricoles, qui existe sous plusieurs formes dans la plupart des provinces canadiennes depuis les années 1930 (Kesteman *et al.*, 2004, p. 238), introduit au Québec une structure originale de régulation en dehors de la coopération agricole. La convention collective de vente, le « plan conjoint » en bonne langue québécoise, est un mécanisme juridique établi entre les producteurs agricoles d'une filière spécialisée, les acheteurs de ces produits et l'État. Ce système de cogestion permet à la fois de contrôler l'offre de produits et de négocier, collectivement, de meilleurs prix de vente. Les plans conjoints vont venir policer les marchés agricoles, autrefois soumis à très peu de contraintes, et vont accroître le contrôle des agriculteurs sur leur propre production. Les premiers plans conjoints sont contrôlés par des offices de producteurs et non pas par les fédérations syndicales spécialisées. Dans les débuts, les plans conjoints ne s'appliquaient pas aux ententes que des producteurs pouvaient avoir avec leur coopérative de mise en marché.

La création des plans-conjoint va passablement bousculer la structure syndicale. Dans les années 1950, l'UCC est un syndicat hiérarchique, fondée sur environ 680 unions locales qui regroupent territorialement les agriculteurs (Kesteman *et al.*, 2004, p. 229). Cependant le système de mise en marché collective, basé sur la division en filières spécialisées, nécessite un autre type de structure, un collège des producteurs actifs dans chacune des filières spécialisées. Dans les décennies après 1960, l'UCC mènera plusieurs batailles pour : 1) faire en sorte que les coopératives agricoles soient considérées comme des acheteurs comme les autres, 2) que les plans conjoints soient contrôlés entièrement par les syndicats ou les fédérations spécialisées, afin d'éloigner les autres joueurs, 3) faire en sorte que les plans conjoints, dont plusieurs étaient régionaux ou même locaux, soient étendus à tout le Québec

afin de lier tous les producteurs d'une même filière aux mêmes règles; 4) que les syndicats ou les fédérations spécialisées puissent contingenter l'offre en imposant des quotas. 5) Enfin, l'UCC va tout faire pour, premièrement, faire diminuer le pourcentage d'agriculteurs requis pour implanter un plan conjoint et, deuxièmement, essayer de faire retirer l'obligation de tenir un référendum parmi les producteurs. Ces demandes seront pour la plupart satisfaites (à l'exception des deux dernières) avec la première refonte de la Loi sur la mise en marché collective en 1965.

Ainsi naissent en 1966 les premières fédérations syndicales spécialisées, dans le secteur du lait industriel, des œufs de consommation, de la volaille, des produits de l'érable, des pommes de terre (Morisset, 1987, p. 97; Kesteman *et al.*, 2004, p. 231, 343). Morisset rajoute, en italiques dans le texte : « *[a]u sein de l'UCC, une nouvelle structure parallèle s'était donc développée sur une base spécialisée, réduisant aux questions d'intérêt général le rôle des fédérations régionales et des syndicats locaux* » (Morisset, 1987, p. 97). Ainsi le pouvoir se détache passablement des territoires habités et cultivés pour se diriger vers les bureaux administratifs des fédérations syndicales spécialisées, qui sont gérées par des employés non-agriculteurs.

Cette nouvelle mise en marché va aussi bousculer les structures coopératives. Ces dernières achètent les produits de leurs membres pour les transformer et les revendre. Avec la structure des plans conjoints les coopératives seront considérées des acheteurs comme les autres, soumises à la convention collective de vente. En commençant à s'impliquer dans la gestion de la mise en marché, le syndicalisme de l'UCC devient de plus en plus économique et patronal, accentuant ainsi sa distance d'avec la coopération agricole qui offre un autre modèle de mise en marché (tout de même compatible avec le marché capitaliste). Dès lors, les coopératives agricoles, pour survivre, ont du se poser en compétitrices des entreprises privées et obéir aux mêmes règles. Cet épisode de dissension (qui s'échelonne sur une trentaine d'années), est douloureux dans la mémoire agricole québécoise.

Le système des plans conjoints est vu comme la grande majorité des analystes des années 1970-1990 comme une victoire significative des agriculteurs à l'intérieur du système

agroalimentaire alors en construction rapide^a. Les plans conjoints permettront de soutenir les prix de certaines filières-clés, au premier chef le lait, le blé, les œufs et la volaille. Cependant les plans conjoints et le contingentement de la production ne ralentiront pas la concentration des acheteurs et l'intégration verticale des firmes industrialisées. À l'échelon des producteurs agricoles, ils ne permettront pas plus de ralentir la disparition des fermes ou l'endettement. C'est en réalité tout le contraire qui se passe. Les chiffres montrent que l'établissement de plans conjoints et de quotas mène, dans un horizon de 5-6 ans, à la disparition du quart des producteurs de la filière. Ceux qui restent se distribuent les « droits de produire » en proportion de leur production du moment, favorisant ainsi les plus gros^b. Les plans conjoints, liés à une vision productiviste de l'agriculture, poussent en fait à la spécialisation et à l'agrandissement des fermes.

Perreault amène une autre position critique sur les plans-conjoints. Selon lui, les divers systèmes de gestion de l'offre qui sont établis sous l'influence des politiques keynésiennes au Canada serviront les intérêts du complexe agroalimentaire :

[L]a réglementation, le contingentement à la production par le biais des offices, des commissions de contrôle ou par l'instauration des plans conjoints, seront les autres conditions qui garantiront non seulement une meilleure régularité des approvisionnements pour la transformation et la distribution, mais leur meilleure qualité. Cette spécialisation aura avant tout pour but de rehausser les rendements et de réduire les coûts de production du secteur en aval » (Perreault, 1987, p. 110, je souligne.)

^a Dans les années 2000, ça se gâte. Surtout du fait des économistes. Le système de gestion de l'offre étant considéré selon les règles de l'OMC comme un mécanisme de distorsion du marché, il est fortement contesté. Par conséquent, le discours des fonctionnaires et des économistes commence à questionner sa pertinence, alors que le syndicat québécois, ses homologues canadiens ainsi que les intellectuelLes proches d'eux défendent bec et ongles les plans conjoints, notamment par le biais de la Coalition GO5.

^b Par exemple, dans le domaine des œufs de consommation, le plan conjoint est voté en 1966. 1800 quotas sont accordés. Six ans plus tard, en 1972, près de 500 producteurs sous quota ont disparu et le processus de concentration industrielle est largement entamé. En 2001, il reste 134 fermes d'œufs de consommation qui se sont divisées la quantité totale d'œufs de consommation pouvant être produit aujourd'hui. Dans la filière du lait nature, 7000 quotas sont distribués au Québec en 1965 par la Commission canadienne du lait. Sept ans plus tard en 1972, 23% des producteurs ont disparu et la Fédération des producteurs de lait du Québec distribue leurs quotas aux producteurs restant, en proportion de leur production laitière d'alors. Dans la filière du lait industriel, 28% des 52 000 producteurs qui reçoivent du quota ont disparu quatre ans après le vote du premier plan-conjoint (calculs d'après les données de Kesteman *et al.*, 2004.)

En effet, la spécialisation agricole a amené une meilleure « qualité » des produits, c'est-à-dire un rendement plus uniforme et des conditions sanitaires améliorées par des investissements technologiques. La centralisation des pouvoirs et leur division administrative en filières spécialisés rappelle aussi que les plans conjoints sont liés au projet corporatiste du syndicat agricole : « le courant corporatiste » de l'UCC, écrivent Kesteman *et al.*, « a pu voir dans le mécanisme des plans conjoints un outil important pour faire avancer le mouvement vers l'idéal de la corporation » (2004, p. 242). Au fil des ans, le syndicalisme économique des fédérations spécialisées de l'UPA accentuera ce fondement corporatiste en rejetant et criminalisant les producteurs agricoles qui ne répondent pas aux normes et contestent la gestion autoritaire des plans conjoints par les élites syndicales. Aujourd'hui, les plans conjoints et les quotas de production sont régis par de nombreuses conditions et contrôles assortis de pénalités. Si bien que cette grande victoire du syndicalisme agricole est maintenant perçue comme une des sources d'oppression par plusieurs agriculteurs actuels.

Les maillons de la chaîne agroalimentaire

Plus se concentrent les installations de transformation et se forge la chaîne agroalimentaire québécoise, plus l'agriculture voit diminuer son influence dans le procès de production, une tendance qui est perceptible depuis le début du 20^e siècle (Linteau, Durocher et Robert, 1979; Linteau *et al.*, 1986). Déjà en 1973, selon le Ministère de l'Agriculture, sur 1\$ dépensé par un consommateur ou une consommatrice en agroalimentaire, 25% allait en amont de l'agriculture, 59% en aval et seulement 15,5% à la production agricole. Cette proportion de 59% fait se déplacer la majorité de la valeur économique agricole vers les secteurs économiques secondaire (manufacturier) et tertiaire tels le commerce de gros et de détail, la publicité et d'autres services économiques qui accaparent 18,8% de la valeur économique de la chaîne agroalimentaire en 1973 (données citées dans Ehrensaft et Marien, 1978, p. 201-209). En s'allongeant, se complexifiant et en s'intégrant verticalement, la chaîne

a fortement contribué à la perte d'influence des agriculteurs et des associations d'agriculteurs à la fois sur le plan politique et sur le plan économique.

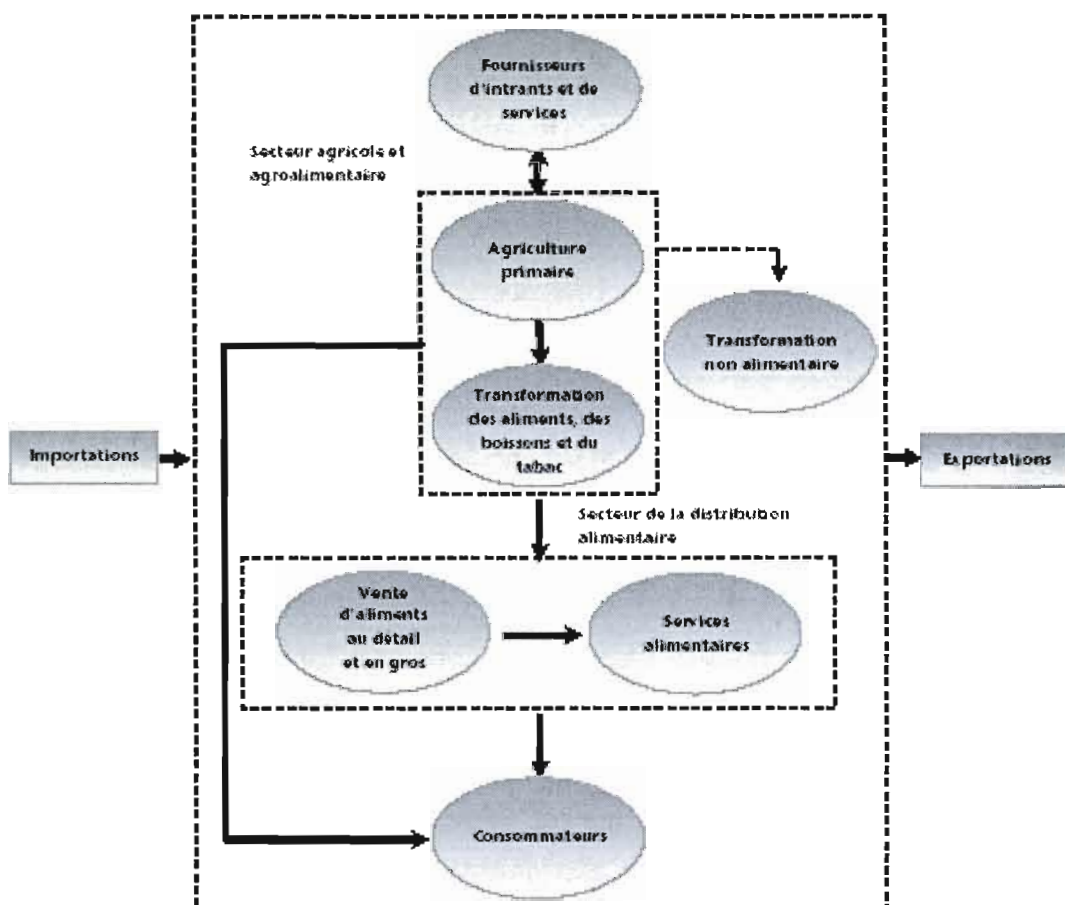
Cette dynamique d'encerclement de l'agriculture par des activités industrielles en amont et en aval n'est pas fortuite. Elle est le résultat d'une politique canadienne qui, suite au boom des exportations de céréales dans les années 1960-70, entend créer de la richesse nationale grâce à l'agroalimentaire : « [l']État veut jouer un rôle clé dans le développement de la filière agro-alimentaire car, la consolidation du marché intérieur et l'augmentation de la valeur ajoutée dans les produits alimentaires transformés, ont fait apparaître le caractère moteur de ce secteur pour le développement de l'économie nationale ». L'État entend « extraire un surplus exportable » pour garantir « l'accès à la maturité économique du secteur. » (Perreault, 1987, p. 111-112)

La figure 7 page 165, tirée d'un rapport de Agriculture et agroalimentaire Canada schématise les relations dans la chaîne agroalimentaire actuelle. On lit dans ce rapport que « [l]e système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne de production et de distribution complexe et intégrée réunissant des industries qui fournissent des produits alimentaires, des boissons et du tabac aux consommateurs canadiens et internationaux. Il fait partie intégrante de l'économie mondiale et chaque maillon de la chaîne participe aux échanges commerciaux » (Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2006b, p. 2). Les fournisseurs d'intrant et de services agricoles se positionnent au début de la chaîne. L'agriculture, maintenant rebaptisée « agriculture primaire », contribue essentiellement à alimenter le secteur de la transformation alimentaire (plus de 85% de la production agricole brute s'y retrouve (Gherzi, 1987, p. 19) ainsi que, en retour, les fournisseurs d'intrants. Le secteur de la transformation est pour sa part engagé dans des liens serrés avec le secteur de la distribution alimentaire (commerce de gros et détail). Bien que les secteurs apparaissent dans ce schéma comme séparés les uns des autres, la réalité est autre et les étapes sont largement intégrées. L'intégration verticale va en effet traverser les limites des secteurs identifiés par les analystes gouvernementaux, si bien que, toujours selon Agriculture et Agroalimentaire Canada,

[il est aujourd'hui] de plus en plus difficile de faire la distinction entre la vente au détail alimentaire et les industries en amont. Les activités de vente au détail et en gros d'aliments sont

largement intégrées et les grands détaillants exercent également des activités de grossiste. De plus en plus de détaillants en alimentation utilisent des marques maison afin de mieux répondre aux préoccupations des consommateurs relativement au coût ou à la qualité et pour mieux différencier leurs produits. (Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2006b, p. 51)

Figure 7. Le système agricole et agroalimentaire du Canada



Tiré de : Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2006, p. 2.

L'intégration verticale

La coordination verticale est un terme général, comme le notent avec pertinence Hobbs et Young, qui désigne les différentes façons d'harmoniser les étapes d'une production industrielle, ce qui signifie essentiellement assurer un approvisionnement continu de produits aux caractéristiques normalisées (Hobbs et Young, 2001, p. 3). En agriculture, ces façons peuvent être les mécanismes « libres » du marché (comme les enchères et bourses de produits agricoles), l'usage de contrats individuels (*contract farming*) ou collectifs (plans conjoints),

la coopération et/ou l'intégration verticale (Hobbs et Young, 2001, p. 3, 7-8; Lobao, 2000; Minot, 1986).

L'intégration verticale complète signifie une perte presque totale d'autonomie de la part de l'agriculteur. C'est-à-dire qu'une entreprise, privée ou coopérative, cherchera à contrôler plusieurs des segments de la production agroalimentaire. Par exemple, une entreprise de transformation (abattage-découpe) dans le schéma ci-haut achètera des fermes d'élevage pour s'assurer des animaux, et pourra être tentée de contrôler une partie de ses besoins en nourriture pour animaux. « Il y a intégration verticale intégrale, écrivent Hobbs et Young (2001, p. 8), lorsqu'une entreprise a une emprise sur au moins deux étapes de la filière production-transformation-distribution ». J'estime pour ma part qu'il faut rajouter une étape dans cette filière, la pré-production, c'est-à-dire la recherche et le développement biotechnologique et pharmaceutique dont certains acteurs majeurs font des incursions dans la chaîne agroalimentaire :

La commercialisation des cultures transgéniques a donné lieu à une restructuration radicale de l'industrie. Marks et coll. (1999) évoquent les nombreuses fusions et acquisitions entre sociétés biotechnologiques, semencières, agrochimiques et pharmaceutiques. Dès que la semence est devenue le moyen dominant de mise en œuvre de la technologie, on a vu des sociétés du secteur des sciences de la vie se porter acquéreurs d'établissements semenciers à titre d'actif complémentaire pour la production, la distribution et la commercialisation. (Hobbs et Young, 2001, p. 26)

En aval de l'agriculture, l'intégration verticale peut prendre la forme d'une entreprise de biotechnologies qui offre aux agriculteurs semences et produits chimiques brevetés, rachetant ensuite le grain produit et empêchant le cultivateur de réutiliser les semences, comme c'est le cas avec la plupart des semences GM actuellement dans le monde. Une compagnie devient de cette façon conceptrice de la variété (le cultivar), productrice des produits phytosanitaires compatibles et propriétaire du produit agricole, qu'elle vendra alors aux entreprises de transformation ou de distribution. L'agriculteur devient la partie congrue des moyens de production mis en branle pour produire le grain. Il possède encore sa ferme et sa machinerie (fortement hypothéquées), mais le reste n'est plus à lui.

Le système d'intégration verticale comme moyen de réguler les marchés n'est pas si récent; il accompagne la modernisation technologique, laquelle nécessite des investissements grandissants sur les fermes. Or les entreprises intégratrices font souvent crédit aux agriculteurs ou contribuent à déplacer temporairement le risque financier en fournissant les intrants à la production (Hobbs et Young, 2001, p. 13). H. K. Leckie, représentant du Meat Packers Council of Canada (lobby des transformateurs de viande) mentionne que, dans les années 1950, l'intégration était présente dans plusieurs filières de l'agriculture canadienne et étasunienne, notamment les légumes de transformation et surtout la volaille (Leckie, 1958, p. 1354-1356). Les effets positifs, selon lui et la plupart des agroéconomistes qui se sont prononcés là-dessus, sont relatifs à la stabilisation des approvisionnements et des prix, autant pour les agriculteurs que pour les agro-entreprises. Dans leur revue des travaux sur l'intégration verticale, Hobbs et Young rapportent l'analyse de Kilmer (1986) :

Il prédit que l'intégration verticale continuera de s'accroître progressivement dans le secteur des productions végétales [...] Parmi les facteurs favorables à cette intensification, il cite le caractère périssable des produits, la concentration capitaliste et le mécontentement des agriculteurs relativement aux prix. [...] Il prétend que le secteur de l'élevage recèle un énorme potentiel d'intégration verticale à cause de l'intensification de la concentration des abattoirs et des élevages en parquets et de la nécessité d'une circulation interrompue d'animaux jusqu'à l'abattoir. Selon lui, il y a sept facteurs qui déterminent l'intégration verticale : la concentration, l'intensité capitaliste, les économies de volume, le nombre d'intrants et de produits par entreprise, les économies de gamme, la taille de l'entreprise et la demande à venir. (Hobbs et Young, 2001, p. 15)

Kilmer n'avait pas tort, des liens verticaux de plus en plus étroits n'ont cessé de se multiplier tandis que se poursuivait la concentration du capital et ce, tant aux États-Unis, au Canada qu'ici au Québec sous l'impulsion des politiques néolibérales des années 1980⁸.

L'installation de l'agenda néolibéral

Le mieux serait de remplacer la pratique individuelle de l'agriculture par un système capitaliste [...] Tout naturellement, lorsque nous le projetons dans les années 90, ce modèle ne laisse aucune prise aux conceptions socialisantes qui assimilent l'agriculture à un service public.

- Federal Task Force on Agriculture, Canada, 1969⁹.

La période historique communément appelée les « Trente Glorieuses », qui s'échelonne grosso modo de la fin de la Deuxième Guerre mondiale aux premières crises du pétrole (1945-1975), fut caractérisée par une croissance soutenue de l'économie mondiale dans la plupart des secteurs économiques. Les États occidentaux appliquèrent alors des politiques interventionnistes, cherchant à développer des infrastructures nationales de production, investissant dans les services à la population et dans la recherche scientifique. Cependant, les choses allaient être appelées à changer. Le rapport du Federal Task Force on Agriculture de 1969 préconisait déjà une deuxième phase de modernisation agricole impliquant une capitalisation complète, une mise à niveau technologique sévère, une industrialisation de la production et un recadrage de l'agriculture canadienne sur celle de son principal partenaire d'affaires, les États-Unis (Roppel, Desmarais et Martz, 2006, p. 2). En 1989, alors qu'entre en vigueur l'Accord de libre-échange (ALE), le Canada publie un « livre vert » sur l'agroalimentaire, *Partenaires dans la croissance : une vision de l'industrie agro-alimentaire*, digne héritier du Federal Task Force :

Une projection dans les années 1990 laisse entrevoir de nouveaux défis. Les changements se précipitent et ils surviendront peut-être sur des fronts encore plus vastes et plus complexes. Si nous ne réagissons pas avec efficacité, le secteur agro-alimentaire canadien tirera de l'arrière dans un monde en mutation accélérée.

Dans la conception de notre plan d'action, nous devons être guidés par des principes clairs qui nous montrent la voie à suivre. Nous voyons pour l'avenir un secteur agro-alimentaire qui colle davantage aux marchés, recherchant avec insistance les occasions de croissance et de

prospérité. (Agriculture Canada, 1989. Cité dans Roppel, Desmarais et Martz, 2006, p. 1 ; souligné par elles)

Parallèlement l'application de cette orientation, des négociations mondiales se sont ouvertes dès la fin de Deuxième guerre mondiale afin de libéraliser les échanges mondiaux. Déjà en 1974, alors que les prix mondiaux des céréales et du pétrole sont à leurs plus hauts niveaux historiques, la conférence de la FAO stipulait que, pour que le droit d'avoir de la bonne nourriture soit respecté pour la population mondiale, il fallait accroître la production mondiale et libéraliser le commerce (Desmarais, 2003, p. 44-45). Le traité connu comme le General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) qui, dans les premières rondes de négociations, a d'abord servi à geler les tarifs d'importation sur les biens (*commodities*), ensuite à les réduire et enfin, entre 1986 et 1994 (*Uruguay Round*), à étendre son application à d'autres secteurs économiques tels que les services, la propriété intellectuelle, le capital et l'agriculture. Sous l'influence de ces discussions mondiales (et des modifications que l'adoption de traités internationaux impose aux États nationaux), les politiques interventionnistes nationales seront modifiées pour réorienter l'intervention étatique vers la facilitation des activités privées. Nommément, assouplir les réglementations nationales et les harmoniser sur le plan international, lever les « barrières au commerce » pour libérer les marchés, permettre la rationalisation et l'intégration verticale internationale des entreprises et des secteurs de production, miser sur l'innovation, la recherche-développement et la commercialisation de produits brevetés, offrir un cadre réglementaire propice à la production privée de richesses économiques et, globalement, réduire l'intervention directe de l'État dans la dispensation de services publics.

Ces négociations internationales s'accompagnent de la signature de traités bilatéraux ou trilatéraux, tels que l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALÉ), entré en vigueur le 1^{er} janvier 1989, et son successeur, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) qui inclut le Mexique et qui a pris effet le 1^{er} janvier 1994. 1994 marque aussi l'année de la signature des dits Accords de Marrakech (avril 1994) qui marquent un moment fort dans l'expansion du commerce international et la régulation internationale des activités locales. Ces accords affirment que les signataires veulent poursuivre les négociations entamées pour étendre la liberté de commerce à toutes les activités productives.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) sera la structure mise sur place pour mener les négociations et arbitrer les différends. Depuis les débuts de la ronde de négociations dite Uruguay Round en 1986, la principale pierre d'achoppement se situe dans l'agriculture : chacun des deux grands blocs économiques (les États-Unis d'une part, la Communauté européenne de l'autre) refuse de plier sur la question de la réduction du soutien étatique aux agriculteurs. Dans les années 1990, après la naissance de l'OMC et la signature d'un Accord-cadre sur l'agriculture, un troisième bloc de pays a émergé dans ce débat, la plupart étant des anciennes colonies européennes issues du Deuxième monde. En 1999, lors de négociations devant se tenir à Seattle sous l'appellation de « Cycle du Millénaire », les négociations capotent sur l'agriculture et sont rompues. Elles seront reprises en 2001 au Qatar (Cycle de Doha) et durent encore à ce jour en achoppant toujours sur l'agriculture. Les autres aspects des traités – les services, l'investissement, la propriété intellectuelle, le commerce des biens, mais aussi les programmes d'ajustement structurels imposés aux pays émergents fortement endettés – ont avancé et ont influencé l'agriculture par des chemins indirects. Annette Aurélie Desmarais, chercheuse critique basée en Saskatchewan, écrit :

L'avènement des Programmes d'ajustement structurels (PAS), de la restructuration de l'économie, les accords commerciaux régionaux et bilatéraux et l'adoption de l'Accord sur l'agriculture de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) bouleversent le paysage rural partout sur la planète de façon rapide et profonde, en forçant les gouvernements nationaux à revoir leurs politiques et leurs lois agricoles afin de faciliter l'intégration de leur pays dans une économie internationale axée sur le marché. Les structures agricoles et commerciales volent en éclats sous la pression des nouvelles lois agraires qui imposent de nouvelles normes d'occupation et d'utilisation des terres, et de systèmes de commercialisation dont l'unique objet est de stimuler la production destinée à l'exportation, l'industrialisation et la libéralisation du secteur agricole. Ces lois mettent l'accent sur la « modernisation » et la création d'un secteur agricole asservi aux « forces du marché » et plus « dynamique. » (Desmarais, 2002, p. 91. Traduite et citée dans Roppel, Desmarais et Martz, 2006, p. 3)

En effet, les ententes économiques bi-, inter- ou multinationales ainsi que les normes mondiales vont offrir la possibilité aux grandes entreprises agroalimentaires de se repositionner à l'échelon sous-continental (Amérique du Nord) d'abord, continental et

mondial ensuite^a. Si l'exportation de produits agroalimentaires et encore soumis à un certain arbitraire national, l'accroissement de l'investissement étranger est par contre favorisé. Par conséquent, les grands joueurs mondiaux se voient offrir plus de facilité pour investir, par exemple, au Canada et au Québec. Les années 1980 à 2000, comme on le constatera avec l'exemple québécois, voient ainsi se poursuivre le mouvement de concentration des installations agroalimentaires entre les mains de quelques très grands joueurs mondiaux et continentaux, en même temps que la chaîne s'intègre verticalement et que les biotechnologies y font leur apparition¹⁰.

Le secteur stratégique des semences et l'apparition des biotechs

La révolution technologique mécanique et chimique qui est l'une des conditions de possibilité de la Révolution verte comme projet économique et politique s'enrichira d'une autre « révolution » technique, celle de la chimie génétique qui mènera à la transgénèse. Plusieurs nomment cet événement la « révolution des sciences de la vie ». Avec l'évolution des connaissances en biologie et en chimie organique, la recherche médicale et pharmaceutique s'est considérablement développée depuis les années 1970. Le secteur de la recherche bio-pharmaceutique entretient depuis longtemps des liens avec le secteur agroalimentaire, notamment pour la recherche agronomique sur l'amélioration des semences et des races animales et, plus globalement, sur les interactions entre la faune, la flore et l'approche chimique en agriculture. De ces recherches émanera le secteur dit des biotechnologies, les « technologies du vivant ».

Dans un petit ouvrage publié en Colombie-Britannique, le chercheur canadien Devlin Kuyek (Kuyek, 2002) fait la généalogie de l'apparition du secteur des biotechnologies au

^a Desmarais énumère des changements législatifs dans une dizaine de pays du monde qui ont pour effet de modifier radicalement certaines réglementations publiques autrefois en faveur des paysanNEs, des agricultrices, agriculteurs et habitantEs des territoires ruraux au profit des entreprises, des grands propriétaires et des usages industriels du sol. « These laws emphasize the 'modernization' and the creation of a more 'investor friendly', 'market responsive' and 'dynamic' agricultural sector. » (Desmarais, 2003, p. 68)

Canada. Il montre que dès les années 1970 l'élite industrielle mondiale – notamment les grands producteurs de pesticides - voyait que le programme technologique de la Révolution verte commençait à s'épuiser. Déjà, les biotechnologies sont vues comme un moyen de relancer « l'innovation » et de renouveler l'accumulation des profits en étendant le spectre d'application de la recherche de pointe :

[...] the gene revolution, they believed, would replace the aging chemical revolution. [...] But technological shifts are expensive and time consuming and, as history demonstrates, they only come about with massive government investment, usually through the military. Biotech was no different; in the 1980s, governments in the richest OECD countries spent billions of dollars trying to kick start their biotech companies and secure competitive advantages. (Kuyek et Kneen, 2002, p. 4)

Dans le cadre des politiques de développement national, les gouvernements canadiens avaient mis en place des structures de recherche dans plusieurs domaines des sciences de la vie : pharmaceutique via des centres de recherche universitaires et Santé Canada; agronomique et vétérinaire via les centres de recherche universitaires et les laboratoires de Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC). Cependant avec l'élection du Parti Progressiste-conservateur du Canada (PPC) de Brian Mulroney en 1985, cette situation sera peu à peu appelée à changer. Selon Kuyek et le co-auteur de l'introduction de son livre, Brewster Kneen, deux développements majeurs surviennent sous la gouverne des conservateurs de Brian Mulroney. D'abord, le retrait du soutien étatique aux compagnies qui produisaient des médicaments génériques, notamment par la modification des lois sur la propriété intellectuelle afin de les harmoniser avec celles, plus orientées vers le marché économique, des Etats-Unis (Kuyek, 2002, p. 20-30). Cela a des implications majeures :

The passage of Bill C-22 and Bill C-91 [sur les droits de propriété intellectuelle et les brevets] had enormous implications as far as biotech was concerned. On the one hand, it put into legislation a commitment on the part of the federal government to protect the interests of the health care industry over the interests of public health care. Higher drug prices were traded off for promised increased RetD spending on pharmaceuticals, which, given trends already present at that time, would mean more RetD on biotechnology. In a round-about way, high expenditures on biotechnology became the government's measure of a well-functioning health care system. (Kuyek, 2002, p. 28)

Deuxièmement, la signature de deux traités de libre-échange (ALE et ALENA). Ces événements marquent le passage d'une politique centrée sur le développement national – où l'État exerce un rôle de leadership – vers une politique mondiale pour attirer l'investissement étranger, ces investisseurs et l'entreprise privée devenant maintenant les leaders du développement alors que l'État prend le rôle de facilitateur de l'entreprise privée. Ce changement d'orientation, en accordant le rôle unique d'innovateur et de promoteur à l'entreprise privée, « brought the biotech industry deep into Ottawa's corridors of power. » (Kuyek et Kneen, 2002, p. 5)

L'ère conservatrice se termine en 1993 avec une défaite cinglante du PCC face à son adversaire libéral et Jean Chrétien qui devient premier ministre. On aurait pu croire que celui-ci allait modifier les politiques conservatrices qui s'opposaient à la vision trudeauiste du Canada qu'il a largement contribué à mettre en place. Que nenni, écrit Kuyek : Jean Chrétien a accentué le caractère orienté vers le marché des politiques conservatrices en favorisant indûment l'industrie pharmaceutique et biotechnologique face aux autres secteurs industriels innovants (l'électronique ou l'aéronautique par exemple.) Une des raisons majeures, selon Kuyek, serait que le frère du Premier ministre est un éminent chercheur universitaire dans le domaine et qu'il aurait effectivement accompli un certain lobbying auprès du Premier ministre. (Kuyek, 2002, p. 12)

Le gouvernement libéral s'engage dans une politique de déficit zéro dès le budget de 1995, laquelle politique se traduit dans le domaine des biotechnologies par des coupures de programmes et de subventions. L'année suivante, après deux ans de révision et d'évaluation de la politique canadienne sur la science et la technologie, le gouvernement Chrétien dépose son « agenda pour l'innovation. » (Kuyek, 2002, p. 38) Celui-ci est fortement influencé par des économistes néoconservateurs, notamment ceux affiliés à l'Institut C.D. Howe (*think tank* conservateur) et au Canadian Institute for Advanced Research. Ces économistes posent que la suprématie de la civilisation occidentale (sans blague) repose sur un contexte favorisant l'innovation technologique et sa traduction en applications civiles et militaires. En ce sens, « la science et la technologie pour un siècle nouveau » (titre du rapport d'évaluation des politiques de science et technologie du Canada) devraient s'inscrire dans la nouvelle « économie du savoir » et s'orienter vers le développement d'innovations technologiques

permettant au Canada de continuer à participer au mouvement de domination occidentale sur le reste du monde. Dans ce rapport, le gouvernement canadien réaménage les structures de conseil et de concertation du secteur de l'innovation technologique, notamment en les rapprochant du ministère du Premier ministre. Le gouvernement promet aussi de rendre les règles de la propriété intellectuelle « plus compétitives », de mettre en place un plan concerté avec les provinces et de « reorient funding among the granting councils to focus on partnerships with industry and product commercialization. » (Kuyek, 2002, p. 40) En 1998, le plan se concrétise un peu plus avec la Stratégie canadienne sur les biotechnologies qui vise à faire du pays un leader mondial en la matière. Le budget 1999 du ministre des Finances Paul Martin accorde par conséquent 1,8 milliards de dollars aux structures de recherche-développement et aux conseils de recherche qui subventionnent les « partenaires » privés. De plus, ceux-ci épargnent autour de 1,4 milliards de dollars annuellement en crédit fiscaux. En 2000 est mis sur pied Genome Canada, une structure de recherche sur le génome humain qui vise à cartographier l'ADN des Canadiens, en partenariat étroit avec le secteur privé.

Dans le secteur agroalimentaire qui nous intéresse particulièrement, dans les années 1980 et 1990 les entreprises privées ne sont pas les leaders de la recherche. Agriculture et Agrolimentaire Canada est encore la structure la plus active dans la recherche. En 1997, conséquence des nouvelles orientations stratégiques du Canada, le nouveau ministre responsable de AAC, Lyle Vanclieff, expose au lobby de l'industrie des semences, le Canadian Seed Trade Association, la nouvelle vision des choses :

There is no question the opportunities of biotechnology are absolutely incredible. But I can tell you, having spent about 14 days in Europe, we have some incredible challenges. The consumer pressure in Europe is absolutely phenomenal. When groups like Greenpeace are referring to these new products as 'genetically manipulated,' that really strikes a scary thought in the minds of a lot of consumers.

We have a collective task and opportunity ahead of us to explain to the consumer that safety is number one. And we have the challenge and the opportunity to explain to the consumer what these things can do. They can produce efficiencies. They can save on the use of pesticides. They can make better use of limited soil moisture.

We have to explain that the regulatory framework is in place to ensure that safety is number one. We cannot be complacent. So we will also continue to work very closely with the Canadian industry in the pursuit of international market acceptance of genetically-modified crops such as canola. Canadian industry and government officials have been co-ordinating

efforts toward the pursuit of the necessary approvals in the EU for the Canadian varieties that are now in commercial production. [...]

I think we all know that we've all got a big challenge ahead of us. I can tell you that I'm committed doing all that I can for your industry.... So you can rely on us to do all we possibly can. (Lyle Vanclieff, « Notes for an address by Lyle Vanclief to the Canadian Seed Trade Association Semi-annual Meeting, Ottawa, November 17, 1997 ». Cité par Kuyek, 2002, p. 48)

Trois ans plus tard, l'ancien ministre de l'Industrie, Ralph Goodale, passé aux ressources naturelles et par le fait même responsable de la Commission canadienne du blé (CCB), affirme pour sa part :

Agriculture and food are very much an integral part of the knowledge-based and technology-driven global economy. And we will need all the intellectual capital — all the brain power — we can muster to meet the food and nutrition needs of burgeoning world population. For that reason, Canada supports the research and development and the scientific advances associated with agricultural biotechnology. (Ralph Goodale, International Grains Conference, Regina, June 15, 2000. Cité par Kuyek, 2002, p. 49)

Au détour des années 2000, le Canada met donc en place toutes les structures et facilitations nécessaires pour permettre la progression de l'industrie biotechnologique, notamment celle fondée sur les manipulations génétiques des semences. Rapidement, l'industrie se développera en lien avec les compagnies qui contrôlent le marché des pesticides et des semences à l'échelon mondial. La recherche sur les semences, en effet, est un marché potentiellement lucratif : non seulement chaque agriculteur utilise des semences, mais l'innovation consiste à produire des super-semences aux qualités rehaussées. Celles-ci peuvent être plus productives, nécessiter moins de pesticides, produire des vitamines, etc. Dans un monde de productivité accrue et de rendement sur capital, ces super-semences trouvent facilement preneur chez les agriculteurs du monde occidental – d'autant plus que leur commercialisation s'accompagne de campagnes promotionnelles agressives.

Le contrôle des semences est un enjeu important : il s'agit du contrôle de la porte d'entrée de toute l'agriculture, incluant l'élevage. Dans ce domaine, les agriculteurs et surtout les agricultrices – dans plusieurs pays se sont les femmes qui sont les expertes et les gardiennes des semences – ont sélectionné leurs semences, les ont échangées, améliorées et adaptées aux conditions locales grâce à l'hybridation manuelle, et cela depuis la découverte

de l'agriculture il y a plus de 10 000 ans. Pour la majorité des peuples de la planète les semences revêtent un caractère quasi-sacré : elles symbolisent la survie de la communauté. Or, dans le contexte de la réanimation de la Révolution verte par le biais des biotechnologies, les semences deviennent un objet de la recherche de pointe dans des laboratoires publics ou privés et ensuite un objet d'appropriation intellectuelle privée par le brevetage. Cela a pour conséquence majeure que l'agriculteur et l'agricultrice doivent racheter, chaque année, de nouvelles semences auprès des « développeur » et détenteurs de la « patente ».

Des exemples de modifications génétiques de semences sont particulièrement parlant. La compagnie Monsanto a mis au point une semence, baptisée « terminator » par ses opposantEs, qui produit des plantes aux graines stériles. Une lutte menée par des groupes écologistes québécois et canadiens (incluant l'Union paysanne) a toutefois réussie, par deux fois, à empêcher l'accréditation canadienne de cette semence également interdite par la Convention mondiale sur la biodiversité. La plupart des grands semenciers – qui sont aussi des entreprises de pesticides – ont mis au point des variétés GM de semences qui, soit résistent aux produits chimiques de la même compagnie, soit produisent elles-mêmes un insecticide ou un pesticide. Plusieurs agriculteurs furent poursuivis en justice, ici au Canada, car ils auraient réutilisés des semences brevetées sans en payer les droits. Le cas de M. Percy Schmeiser, élevé en exemple, est patent : M. Schmeiser argue que le vent a amené chez lui des semences brevetées de Monsanto en provenance d'un autre champ. La compagnie argue pour sa part l'intentionnalité du geste. M. Schmeiser a perdu sa cause devant la Cour Suprême en 2006. La Cour a jugé que, si on ne peut breveter une plante au complet, le droit de propriété de Monsanto sur le processus de modification génétique des semences interdit à quiconque de les utiliser sans autorisation¹¹.

La concentration dans l'industrie de la production de semences végétales est encore plus grande et globale que dans toute autre industrie reliée à l'agriculture. Cette industrie est largement mondialisée et certaines données sont proprement stupéfiantes. Deux entreprises, Monsanto et DuPont-Pioneer se partagent 60% du marché de la production de semences de maïs et de soya (qui, avec le riz et le blé, sont les céréales les plus cultivées). Monsanto, la plus importante compagnie dans ce domaine, contrôle à elle seule 45% du marché global des semences de maïs et 25% des semences de soya. Dans le cas des semences génétiquement

modifiées, Monsanto - selon ses propres chiffres cités par le ETC Group (ETC Group, 2005, p. 3) – contrôle 91% du soya, 97% du maïs, 63,5% du coton et 59% du canola à l'échelon du globe. N'oublions pas qu'au Canada, plus de 30% des cultures de maïs, de soya et de canola sont transgéniques, le reste étant des semences hybrides, la plupart aussi sous contrôle strict par leurs « développeurs ». La figure 8 ci-bas montre que les industries qui contrôlent la recherche, le développement et la commercialisation des semences sont pour la plupart des entreprises étasuniennes ou européennes. Une comparaison des rangs mondiaux entre 1999 et 2006 montre qu'un géant comme Monsanto ne cesse d'acheter des entreprises plus petites qu'elle. Par exemple Seminis et Delta et Pine Land (11^e au monde en 2004) achetées en 2006. On se rend compte aussi que cette compagnie double presque ses ventes entre 2004 et 2006, alors que la majorité des autres entreprises vivent une croissance plus modérée.

Figure 8. Les dix plus importantes compagnies semencières mondiales, selon leur revenu de 2006

<i>Company</i>	2006 seed sales US \$ millions
1. Monsanto + Delta & Pine Land (US) <i>pro forma</i>	\$4,476
2. Dupont (US)	\$2,781
3. Syngenta (Switzerland)	\$1,743
4. Groupe Limagrain (France)	\$1,035
5. Land O' Lakes (US)	\$756
6. KWS AG (Germany)	\$615
7. Bayer Crop Science (Germany)	\$430
8. Takii (Japan) <i>estimate*</i>	\$425
9. Sakata (Japan)	\$401
10. DLF-Trifolium (Denmark)	\$352

Tiré de : (ETC Group, 2007, p. 1)

Les dynamiques d'intégration sont pour leur part plus faibles dans le secteur des semences. Quoique... La recherche-développement ayant permis de lier à certaines semences des produits pesticides spécifiques, les fournisseurs de semences tendent à devenir aussi des fournisseurs de pesticides et d'engrais. Les semences étant aussi de plus en plus liées à des

droits d'utilisation, les relations entre agriculteurs et semenciers tendent à s'assimiler à du « contract farming » (agriculture sous contrat), forme qui, écrivais-je au début de ce chapitre, engage l'agriculteur avec un fournisseur d'intrant qui lui achète ensuite sa production, tout en laissant à sa charge les risques associés à la production agricole. Ainsi, Monsanto rachète et commercialise lui-même une bonne partie du maïs génétiquement modifié.

La situation actuelle au Québec ^a

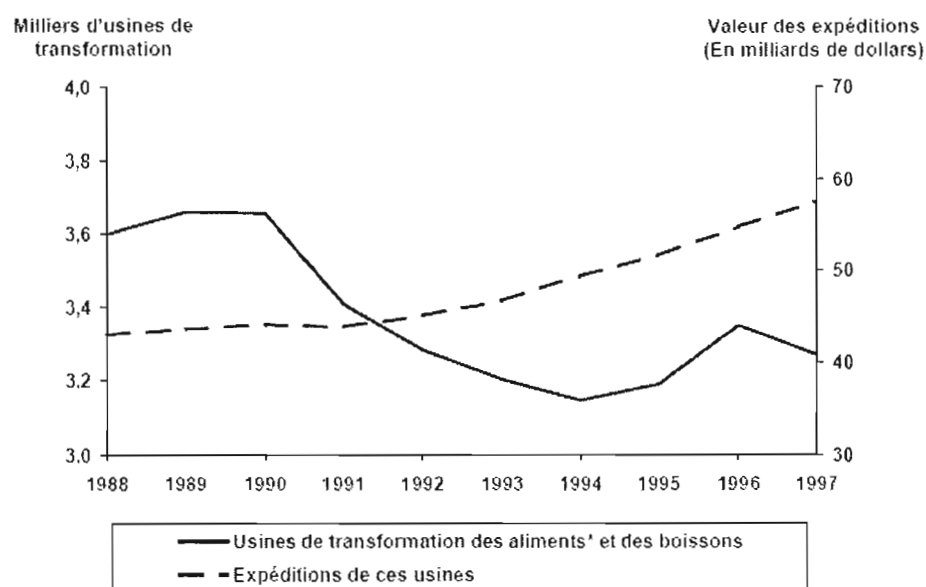
La concentration des installations et l'intégration progressive des activités agroalimentaires touchent le Québec dans des proportions semblables à toute autre société occidentale. Michel Morisset mentionnait que déjà dans les années 1950 les effets de la concentration du capital chez les acheteurs de produits agricoles permettent « toutes les exactions » envers les agriculteurs (Morisset, 1987, p. 91). Jusqu'à ce que ces derniers obtiennent, de chaude lutte, le droit d'établir des conventions collectives de vente, l'industrie agroalimentaire aura pu faire baisser les prix et commencer la concentration des installations. Gherzi fait remarquer pour sa part qu'au Québec « le mouvement de concentration du capital s'est accompagné d'une restructuration technique de l'appareil de production, avec une disparition nette de 3 343 établissements [de transformation alimentaire] de 1960 à 1982 » (Gherzi, 1987, p. 34). Certains secteurs sont plus touchés que d'autres : 77% des établissements de transformation laitière disparaissent, 59% de ceux actifs dans les boissons gazeuses, 53% de ceux qui conditionnaient la volaille, de même que la plupart des dizaines

^a Je décris dans cette section l'organisation générale de la chaîne agroalimentaire dans ses relations avec les producteurs agricoles. Cette présentation est simplifiée à l'extrême. La situation est passablement complexe dans la production agricole car il faut distinguer entre plusieurs types de production qui s'arriment à différents segments de la chaîne. Ce n'est pas utile pour ma recherche que de passer en revue ces différences ni de noyer le lecteur dans un fatras jargonneux. Un exposé plus détaillé se trouve à l'appendice 5 pour ceux et celles que cette rapide démonstration n'aurait pas convaincus. Les spécialistes me pardonneront le passage sous silence des particularités. Je cherche à montrer clairement la structure de la relation sociale, pas à en décrire finement les innombrables particularités et liens d'affaires.

de moulins à farine qui existaient au début du 20^e siècle : en 1978, quatre compagnies internationales dominaient, et une seule minoterie locale s'inscrivait dans ce marché stratégique de la farine pour consommation humaine (Ehrensaft et Marien, 1978, p. 226).

Comme l'indique la figure 9 ci-bas, la tendance s'est poursuivie durant la décennie 1988-1997 au Canada : le nombre d'usines de transformation alimentaire passe de 3,6 millions à 3,2 millions alors que la valeur des expéditions totales de produits agroalimentaires de ces usines augmente, passant de 45 milliards de dollars en 1988 à près de 58 milliards dix ans plus tard.

Figure 9. Usines de transformation alimentaire et valeur des expéditions, Canada, 1988-1997



Tiré de : (Agriculture et Agroalimentaire Canada, 1999, p. 64).

Ces statistiques en accompagnent une seconde série, tout aussi évocatrice. En 1982, les grandes compagnies dont l'actif était égal ou supérieur à 10 millions de dollars, représentaient 5,4% des sociétés de la transformation alimentaire au Canada, mais regroupaient 79% de l'actif, 74% des ventes et 76% des bénéfices de cette branche d'activité (Gherzi, 1987, p. 36). Dans les années 1980, ce sont donc les grandes et très grandes

entreprises qui accaparent la majorité du volume de production et des profits malgré qu'une panoplie de PME soient actives dans la chaîne agroalimentaire. De plus, depuis la signature des accords de libre-échange l'investissement étranger a été fortement stimulé, si bien que Roppel, Desmarais et Martz (2006, p. 18) citent pour exemple quatre « secteurs » de la chaîne agroalimentaire canadienne qui sont la propriété de sociétés enregistrées en dehors du Canada (données de 2001) : 79% des usines de minoterie, 88% du maltage, 90% de la fabrication des pâtes alimentaire et 74% de la transformation du bœuf. Cependant elles ne prennent pas en compte les activités industrielles en amont de l'agriculture – énergie, engrais, machinerie, semences, etc. Comme on le verra plus loin, cela multiplie le nombre de « secteurs » agroalimentaires qui sont la propriété de sociétés étrangères.

Il existe un indicateur économique communément accepté pour mesurer la concentration du capital industriel, le Ratio de concentration (RC)^a. Susan Georges posait dans sa thèse de doctorat qu'on est en présence d'une situation oligopolistique lorsque quatre entreprises contrôlent plus de la moitié d'un secteur sur un territoire donné (Georges, 1981 : 35). Au Québec, Côté et Vézina concluaient ainsi un portrait de l'agroalimentaire du milieu des années 1980 : « dans la majorité des activités identifiées dans les filières, il existe : 1) une structure de marché oligopolistique où l'on retrouve; 2) de grandes firmes nationales et/ou multinationales; 3) un fort degré d'intégration verticale; et finalement 4) une forte présence des coopératives agricoles » (Côté et Vézina, 1988). Cherchant pour sa part à démêler les liens dans l'industrie agroalimentaire, Gherzi écrivait à la même époque : « [o]n est vite frappé par l'importance et par le niveau de complexité des formes des liaisons qui unissent les différentes entreprises composantes de ces ensembles. Qu'elles soient financières, techniques, juridiques, ou occultes, ces liaisons sont aussi nombreuses que difficile à analyser » (Gherzi, 1987, p. 36). C'est d'autant plus le cas aujourd'hui que des vagues de fusion et de rachat d'entreprises ne cessent de déferler depuis que les accords de libre-échange aident au repositionnement continental des groupes agroalimentaires.

^a « Le ratio de concentration mesure le niveau de concentration d'un secteur d'activités et exprime les ventes d'un nombre fixe d'entreprises parmi les plus importantes de ce secteur d'activités, c'est-à-dire le pourcentage de la valeur des ventes du secteur que totalisent ces entreprises. RC4 est

Afin de montrer comment se concrétise la relation sociale agroalimentaire décrite dans la première partie du chapitre, je vais illustrer très schématiquement les maillons de la chaîne avant de montrer comment cela les agriculteurs. Des données sur l'intégration verticale et la concentration des entreprises à l'intérieur de la chaîne agroalimentaire sont disponibles dans une série de portraits des filières agroalimentaires effectuées entre 2001 et 2007 sous l'égide du Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et de quelques autres groupes de chercheurs¹². Le croisement de ces données permet de mettre à jour les dernières tentatives en ce sens, celles de Daniel Côté et Martine Vézina au début des années 1990¹³. Pour analyser la concentration et l'intégration, il faut distinguer, comme le montre la figure 7 plus haut (Le système agricole et agroalimentaire canadien), entre les étapes de la pré-production agricole (production des intrants : semences, animaux, engrais et pesticides, machinerie), la production agricole proprement dite, la transformation (qui peut se diviser en deux ou trois étapes), la distribution et la vente au détail. Comme on l'a vu plus haut, le principe de l'intégration consiste à contrôler deux ou plus de ces étapes de la chaîne.

Les tableaux 2 et 3 ci-dessous résument le croisement des données contenues dans les rapports mentionnés. La première colonne indique le maillon spécifique de la chaîne, la seconde colonne indique le ratio de concentration dans ce maillon. Plus le chiffre du ratio est élevé, moins le secteur est concentré. La troisième colonne indique le pourcentage des activités commerciales de ce maillon qui est contrôlé par les principales entreprises. La dernière colonne indique quelles sont ces entreprises, où sont situés leur direction générale et donne quelques détails sur l'organisation des relations commerciales. Ces tableaux résument un exposé détaillé de ces relations qui se trouve à l'appendice D.

l'acronyme pour le ratio de concentration des quatre principales entreprises du secteur. » (Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2006a, p. 111)

Tableau 2. Ratio de concentration (RC) de la chaîne agroalimentaire, Québec, chiffres de 2001 à 2006

Aval - Production d'intrants agricoles			
Maillon de la chaîne agroalimentaire	RC	% contrôlé	Principales compagnies impliquées et pays où est installée la direction générale ***
Engrais chimiques - production (Canada)	RC7 RC1 (monde)	99% * 50-60% (Mosaic)	Saskferco Products Inc., Canadian Fertilizers Ltd., Potash Corp. of Sask. Inc., Agrium Inc. (Can), J.R. Simplot Co., Mosaic Co. (Cargill+ICM), Con-Agra, Terra Industries Inc., (USA)
Engrais chimiques - distribution	RC3	95%	Coop Fédérée (Qc), Mosaic Co., W.H. Grace (USA)
Pesticides, herbicides, fongicides – production (monde)	RC8	99%	Monsanto, DuPont, Cargill, Dow Chemical Co., Union Carbide, (USA), Syngenta (Suisse), BASF, Bayer (All). Des PME (Qc, Ont ou USA) produisent parfois des marques de commerce de multinationales sous licence.
Pesticides, herbicides, fongicides – distribution	RC2 RC4	70% (1990) 99%	Coop Fédérée (Qc), Van Water, UAP, Cargill (USA)
Production machinerie agricole	RC4	+60%	John Deere, New Holland (USA)
Semences (monde)	RC4	+60%	Monsanto+Delta et Pine Land, DuPont (USA), Syngenta (Suisse), Groupe Limagrain (Fr)
Semences Maïs et Soya (monde)	RC2	60%	Monsanto (USA), Syngenta (Suisse)
Semences GM (monde)	RC1	90%	Monsanto (USA)
Génétique animale	RC4	+90%	Société générale de financement, Coop Fédérée, Groupe Breton (Qc)
Alimentation animale	RC4	83%(1990)	Coop fédérée (Qc), Agribrands-Purina Canada Inc. (USA), Nutribec, Maple Leaf (Can)
Finance	RC3	+90%	Financière agricole du Québec, Mouvement Desjardins, Agriculture Canada (Qc-Canada)

* Les pourcentages à 99% indiquent que des quantités négligeables sont produites en dehors des circuits industriels. ** Les activités de conditionnement comprennent l'abattage, la découpe, la transformation, la surtransformation, l'emballage et la commercialisation des produits. *** Toutes les compagnies étrangères sont présentes au Canada et au Québec par le biais de filiales. Les sources bibliographiques du tableau sont en fin de document, note¹⁴ du chapitre 3..

Tableau 3. Ratio de concentration (RC) de la chaîne agroalimentaire, Québec, chiffres de 2001 à 2006

Amont - Achat et transformation des extrants agricoles			
Maillon de la chaîne agroalimentaire	RC	% contrôlé	Principales compagnies impliquées et pays où est installée la direction générale ***
Conditionnement ** bœuf (Canada)	RC3	+90%	Maple Leaf Meat (Can), Cargill Meat Solutions, Lakeside Packers-Tyson Foods Inc. (USA)
Conditionnement porc	RC4	99%	Coop Fédérée, Fermes F. Ménard, Les Aliments Breton Canada (Qc), Maple Leaf (Can)
Conditionnement volaille (poulet, dindon, etc.)	RC3 RC2	99% (1990) 62% (2005) 90%	Coop Fédérée (Qc), Exceldor (Qc), Volaille Grenville Inc. (Ont)
Oeufs d'incubation (couvoirs)	RC5	66%	Coop fédérée, Couvoir Scott Ltée, Couvoir Ramsay, Réal Côté Inc., Couvoir Boire et frères Inc., Jolibec (Qc). La Coop fédérée a des liens d'intégration avec des éleveurs de volaille
Oeufs de consommation	RC15 RC60	45% 85%	Très grandes entreprises agricoles familiales (Qc), certaines sous contrat avec grands distributeurs alimentaires.
Classification oeufs	RC3	85%	S.e.C. Ovale (partenariat de Groupe Brochu-Lafleur et Les œufs Blais et Breton), Nutri-Œuf (Qc), Les Fermes Burnbae (Ont)
Minoterie (Canada)	RC3	99%	Archer Daniel Milling Mills Co., Robin Hood Multifoods Inc., Cereal Foods Inc. (USA)
Boulangerie	RC3	99%	Multi-Marques, Gadoua (Qc), Weston (Can.)
Biscuiterie	RC4	+50%	Saputo Inc., Biscuits Leclerc, Culinar (Qc), Maple Leaf (Can)
Pâtes alimentaires	RC1	80%	Catelli (Ont)
Maltage (Canada)	RC4	+90%	Dominion Malting Ltd., Canada Malting Co., Prairie Malt Ltd., Westcan Malting Ltd., toutes de propriétés étrangères (ADM, Robin Hood, etc. USA)
Brasseries bière (Canada)	RC2	80%	Molson-Coors (USA), Labatt-In Bev S.A. (Bel)
Transformation lait (industriel et de consommation)	RC3 Canada Québec	75% 99%	Saputo (Qc), Parmalat (Italie), Agropur (Qc)
Transformation lait consommation (Qc)	RC4	99%	Natrel (Qc), Parmalat (Italie), Agropur (Qc), Danone (Suisse)
Production de cheddar	RC5	75%	Saputo Inc., Natrel, Agropur, Damafro (Qc), Kraft (USA)
sur-transformation cheddar	RC8	99%	Saputo Inc., Metro Inc. (Qc), Kraft, Ault Food, Unilever, (USA), Maple Leaf, Mc Cain, Sobey's Inc., Loblaw's Inc. (Can)
Transformation fruits-légumes / Conserverie / Emballage fruits-légumes-noix	Diversifié		PME locales sous contrat avec grands distributeurs alimentaires ou sous licence de multinationales : General Mills, Del Monte, Kraft, Multifoods (USA), Omstead Food (Ont), Aliments Carrière(Qc).
Commerce de gros + secteur HRI	RC3	87%	Metro Inc. (Qc), Loblaws Inc., Sobeys Inc. (Canada)

Distribution / Vente au détail alimentaire	RC4	+94%	Metro Inc., Alimentation Couche-Tard (Qc), Loblaws Inc., Sobeys Inc. (Canada)
---	-----	------	---

Ces tableaux montrent qu'il y a une forte concentration des entreprises en aval et en amont de la production agricole au Québec. Les activités en aval sont dominées par des entreprises multinationales et/ou leurs filiales canadiennes. La distribution des produits nécessaires à l'activité agricole est assurée par un empire local, celui de la Coopérative Fédérée de Québec. On constate que des entreprises sont présentes dans plusieurs secteurs, notamment engrais, pesticides et semences, comme je l'ai montré dans la première partie du chapitre. Dans tous les maillons de la chaîne en aval (et j'aurais pu rajouter le pétrole et le gaz naturel), le ratio de concentration est oligopolistique (RC4 = plus de 50%) à l'échelon du Québec et souvent du Canada.

En amont de l'agriculture, la situation est semblable. Comme il est expliqué en détail dans l'appendice D, ce sont les entreprises de commerce de gros/distribution alimentaires qui détiennent le pouvoir d'influence sur la plupart des entreprises des filières maraîchères. La transformation des produits agricoles que sont la viande, le lait et les céréales sont largement dominés par de très grandes entreprises agroalimentaires présentes dans deux ou trois maillons (par exemple Maple Leaf, Cargill, Saputo, Coop Fédérée, Aliments Breton, les trois distributeurs alimentaires). Les plus grandes entreprises de ce tableau sont toutes de propriété étrangères. Certaines sont présentes sur toute la planète. Aucune entreprise québécoise, à l'exception de trois empires locaux (Coop Fédérée, Métro Inc., Saputo Inc.), ne peut rivaliser avec ces méga-entreprises multinationales. Les petites entreprises sont pour la plupart en situation difficile et le mouvement de rachats des petits par les grands ne s'est pas tari depuis les années 1960. Les quelques filières de production agricole donc les logiques de fonctionnement sont mondiales (élevage porcin, céréales, maraîcher) accroissent la pénétration de ces logiques, instrumentales et capitalistes, dans les autres productions agricoles qui sont moins intégrées et/ou mondialisées. Deux courts portraits de filières vont me permettre de montrer quelles sont les relations concrètes dans un régime d'intégration verticale (élevage porcin) et dans une filière peu structurée axée sur l'exportation en vrac (sirop d'érable et bleuets).

La filière de production porcine

À la différence d'autres types de culture ou d'élevage, celle-ci s'est tardivement spécialisée (Kesteman *et al.*, 2004; Morisset, 2002; Proulx, 2007, p. 29). C'est que l'élevage de porc est traditionnellement rattaché à la polyculture (et plus particulièrement à la production laitière), le porc étant un excellent recycleur des matières agricoles résiduelles. C'est au début des années 1970 que la modernisation de l'élevage porcin débute, sous l'égide d'une « nouvelle génération d'agronomes fraîchement diplômés » qui vont encourager « le modèle du producteur de porc techniquement compétent, responsable et maître de ses choix, qui assume la totalité des risques du marché. La spécialisation est la seule voie considérée comme rentable et digne de survivre » (Proulx, 2007, p. 29). Le désir d'autonomie alimentaire incite le gouvernement d'alors à suivre les avancées technologiques dans le domaine en créant des structures de recherche sur l'insémination et la génétique porcine. La Société générale de Financement est ainsi propriétaire du Centre d'insémination du Porc du Québec, et dans les universités québécoises la recherche sur la transgénèse du porc va bon train pour créer des porcs qui digèrent mieux, grossissent plus vite ou produisent des Oméga-3 (Proulx, 2007, p. 67-75).

Tout au long de son histoire, l'industrie spécialisée du porc aura eu besoin de subventions étatiques pour survivre: soutien technique dans les années 1970; soutien des prix et programmes spéciaux dans les années 1980; soutien des prix, subventions à la mise à niveau technologique, subventions à la construction, congés de taxes et facilitations à l'exportation dans les années 1990; bonifications des programmes de soutien et avances de paiement dans les années 2000. Le journaliste Jean Benoît Nadeau décrit le système de subvention du secteur porcin en 1996, alors qu'on vient de décider de doubler les exportations :

[...] cette industrie a déjà reçu [depuis 1994] 100 millions de l'État pour des fosses d'entreposage du fumier, et elle reçoit 100 millions par année grâce à l'assurance-stabilisation des prix du porc, une remise de taxes foncières, en plus des services gratuits des agronomes du ministère de l'Agriculture! Aucune autre industrie polluante ne jouit de telles faveurs et de tels privilèges. [...]

Selon *The Economist*, la marge de profit de cette industrie, la plus polluante mais aussi la plus rentable de tout le secteur agricole, est de 20%. Au Québec, ce commerce est encore plus

avantageux grâce aux subventions de la Régie des assurances agricoles: de 10 à 30 dollars par porc à l'engraissement, de 27 à 180 dollars par truie de reproduction, même pour les producteurs qui font d'énormes profits! En somme, le gouvernement subventionnerait son propre problème politique, pour ne rien dire des problèmes environnementaux. Après tout, l'industrie rapporte aux politiciens aussi: le lobby du porc, estime-t-on, « vaudrait » 35 circonscriptions^a.

Denise Proulx, se basant sur une analyse de Gilles Tardif, affirme que le secteur porcin québécois a reçu des aides de 4 milliards de dollars entre 1998 et 2006. La majorité des aides sont payées aux propriétaires des porcs, qui sont de moins en moins ceux qui les élèvent, car la chaîne de production du porc s'est rapidement concentrée et intégrée. Côté et Vézina écrivaient en 1993 : « il semble que le secteur de la transformation des viandes soit parmi les secteurs industriels les plus concentrés au Canada. Au Québec, une seule entreprise, Olymel, détient 74% du marché » de l'abattage et de la transformation du porc. Le second joueur, le Groupe Breton, détenait alors 12%, ce qui nous donne un RC2 de 88% (Côté et Vézina, 1993c, p. 2), une situation semblable à l'Ontario et aux États-Unis (Heffernan, 2000; Hendrickson et Heffernan, 2005; Hendrickson *et al.*, 2001; Proulx, 2007, p.50).

Denise Proulx (2007) a collecté des données plus récentes sur les *Barons du cochon* qui montrent le niveau d'intégration de la filière. Parmi les entreprises les plus intégrées se trouvent les Fermes F. Ménard, qui possèdent des meuneries pour produire de l'alimentation animale, des élevages de porc, l'abattoir Agromex où on fait la découpe, la transformation et l'emballage, ainsi que la Boucherie 235 pour la vente de détail. Un autre intégrateur presque complet sont Les Aliments Breton Canada (plus ou moins 12% du marché québécois), qui

^a Jean Benoît Nadeau, « Maudits cochons! », Montréal, *L'Actualité*, 21(19), 1^{er} décembre 1996, p. 42. À la fin de l'article l'auteur explique un peu mieux les variables composant l'assurance-stabilisation des prix du porc : « L'assurance-stabilisation protège les agriculteurs des baisses de prix. Les sommes versées comblent la différence entre les prix de revient et de vente. Mais ces chiffres valent pour les producteurs les moins performants. Par exemple, la Régie des assurances agricoles fixe la norme à 17,5 porcelets par truie par année. Mais tout éleveur le moins compétent en obtient au moins 20. La régie calcule trois kilos de moulée par kilo de porc, alors que plusieurs se débrouillent avec 2,7 kilos. Conséquence: la compensation annuelle varie de 10 à 30 dollars par porc d'engraissement (de 27 à 180 dollars par truie de reproduction), selon les prix du marché. Elle est versée à tous les producteurs, même à ceux qui font de gros profits, à condition qu'ils aient payé leur part de la prime d'assurance, environ huit dollars par tête (le gouvernement verse 16 dollars). Il ne faut

possèdent Génétiporc pour la reproduction des animaux, des fermes d'élevage, des usines de transformation (Viandes duBreton), des structures de distribution (Spécialités Prodal), des marques de commerce (duBreton, Paysan, Tradition 44) et des produits de niche comme un porc écologique. Le Groupe Robitaille quant à lui se situe plutôt en amont et ne fait pas de transformation : il possède des champs de maïs et de soya, des meuneries pour l'alimentation animale, des fermes d'élevages ainsi que des cahiers de charges stricts pour des éleveurs contractants. Ces entreprises ne contrôlent non pas deux, mais parfois cinq ou six segments de la chaîne de production agroalimentaire.

La plus grosse entreprise dans le domaine du porc demeure Olymel, résultat de la fusion en 1991 de Turcotte et Turmel et du Groupe Olympia, maintenant une société en commandite dont les actionnaires principaux sont la Coopérative Fédérée (65%), la SGF (18%) et des petites compagnies à numéro. Le complexe agro-industriel construit autour de la Coopérative Fédérée (Olymel pour le conditionnement du porc, Flaminco pour la section volaille, les coopératives régionales de la Coop Fédérée pour l'alimentation des animaux, les engrais, les semences, etc.) forment le plus imposant complexe agroalimentaire au Québec et l'un des gros joueurs dans l'abattage-transformation au Canada, mais ce n'est pas un système d'intégration complet car il ne possède pas directement de fermes d'élevage. Olymel utilise toutefois son poids pour faire réviser les prix, rationaliser ses installations et sa main-d'œuvre de même que restructurer elle-même la chaîne porcine (plus de détails au chapitre 5). Le complexe s'étend en amont de la production porcine avec le Centre d'insémination du Porc du Québec (copropriété avec SGF) pour la recherche génétique et les meuneries régionales de la Coop fédérée qui produisent des moulées vendues dans le système coopératif, pour ce qui est de l'alimentation animale (MAPAQ, 2004b, p. 33). En aval, la Coop Fédérée abat et transforme 60% des porcs et 45% des volailles québécoises. La compagnie a rallongé la chaîne de production en développant des activités de « surtransformation » (viandes cuisinées, épicées, plats préparés, etc.) afin d'accroître la valeur ajoutée des produits alimentaires (MAPAQ, 2004b, 2006a; Proulx, 2007).

pas s'étonner que la caisse d'assurance-stabilisation ait un déficit de 177 millions [en 1996]. » Ce déficit se situe autour de 400 millions de \$ en 2008.

Cette structure d'intégration de l'industrie a favorisé la concentration des fermes d'élevage porcin, ce qu'on peut constater à la lecture du tableau 10 ici-bas. Déjà en 1986 75% des élevages ne produisent que 15% des porcs québécois (moins de 527 procs par ferme) alors que les plus grosses, pour 17% des élevages, produisaient 62% des porcs. En 2001, la tendance s'est fortement accentuée : les petits élevages de porcs (moins de 527) ont presque disparu du marché (4% du cheptel). Les 13% des fermes les plus grandes produisent 46% du cochon et la catégorie intermédiaire, pour 33% des fermes, produisait 37% des porcs. Au total, 46% des élevages élèvent donc 83% des animaux. Ces élevages sont de plus en plus grands et, dans les structures intégrées, prennent la forme de « complexes » comptant plusieurs établissements où la production est sur-spécialisée en quatre étapes : reproduction, naissance, pouponnière et finition (engraissement). En 2006, des complexes d'élevage porcins peuvent élever des dizaines de milliers de bêtes annuellement. Comme le soutien à l'élevage s'exprime, on l'a vu plus haut, par un programme de soutien des prix agricoles fondé sur la quantité produite, plus un complexe porcin élève et vend de porcs, plus il est accessible aux fonds de soutien. Ainsi, en 2003-2004, « 40% du nombre de porcs est produit par 7% des entreprises qui reçoivent 50% de l'aide financière » (Proulx, 2007, p. 62, 64).

Tableau 4. Répartition des entreprises et du troupeau porcin, Québec, 1986 et 2001

Québec	1986		2001	
	% Fermes	% Porcs	% Fermes	% Porcs
1 - 77	30	1	10	0
78 - 272	20	5	6	1
273 - 527	15	9	12	3
528 - 1127	18	22	26	14
1128 - 2652	15	39	33	37
2653 - 4684	2	12	9	21
4685 et plus	1	11	4	25
Total	100	100	100	100

Adapté de : (Morisset, 2002, p. 26). Il y a une coquille dans le tableau de Morisset. Le pourcentage de fermes de 1-77 porcs par année est de 20%, non pas de 30%.

Les dernières données à jour affirment qu'en janvier 2006 les quelques 3000 éleveurs de porcs de la province comptaient 4,2 millions de porcs vivants par trimestre ce qui représente l'abattage annuel, depuis 2001, d'entre 7,2 et 7,8 millions de bêtes, soit presque 9 millions (comptant les truies et les animaux exportés vivant) qui vivent annuellement sur le territoire agricole québécois. En 1971, le Québec produisait autour de 2 millions de bêtes (Proulx, 2007, p. 57); l'élevage a donc plus que quadruplé en 30 ans. Cela fait du Québec la plus grande productrice porcine parmi les provinces canadiennes.

Cependant depuis 2006 des épidémies graves et une restructuration du marché local et continental auront eu raison de quelques 1 200 élevages car la Fédération des producteurs de porcs du Québec n'en revendique plus que 1800 en 2008. Quelques huit abatteurs/transformateurs achètent la production annuelle. Deux sont des multinationales, dont Smithfield Foods, la plus grande compagnie de conditionnement de porc au monde, et Maple Leaf la plus grande compagnie de conditionnement de viande au Canada; un troisième est la Coopérative fédérée, empire agroindustriel local qui, dans le contexte, doit suivre le rythme imposé par ses deux grands frères concurrents. Enfin, les quelques autres sont des intégrateurs locaux. La plupart des éleveurs porcins possèdent des contrats fixes avec des intégrateurs ou les grandes compagnies qui peuvent imposer des conditions de production. Les quelques éleveurs porcins indépendants voient les débouchés pour leur animaux se refermer. Enfin, il faut mentionner que la filière porcine est très instable sur le plan économique. Soumise aux prix du marché mondial, fortement concurrentielle car présente dans plusieurs pays, elle est aussi engagée dans une spirale d'améliorations technologiques destinées à augmenter la productivité, réduire les risques d'épidémie et augmenter la sécurité des viandes, ce qui accroît les investissements nécessaires à l'élevage alors que les prix marquent une tendance à la baisse.

Le terroir vendu en vrac

Deux filières agricoles particulières au Québec illustrent bien le caractère dominé de l'agriculture québécoise. La culture du bleuets et l'acériculture sont des productions

typiquement de terroir, dues à nos conditions climatiques. Dans le cas du sirop d'érable, le Québec assure 80% de la production mondiale. Dans le bleuets, culture restreinte au Nord-Est de l'Amérique du nord, le Québec a assuré, entre 1998 et 2003, 19% de la production mondiale en moyenne.

Dans les deux cas, les filières sont peu structurées et la production à grande échelle n'est qu'en émergence. Par exemple, le Québec a produit 500 tonnes de bleuets en 1998, mais 13 400 en 2003, avec une pointe à 25 000 en 2001 (55% de la récolte canadienne de cette année-là). La production est encore majoritairement celle de bleuets sauvages, mais les plantations prennent de plus en plus d'espace, ce qui laisse prévoir une structuration de la filière dans les prochaines années. Pour la mise en marché, outre la mise en marché directe qui attire la plupart des très petits et petits producteurs, les producteurs de bleuets ne peuvent faire affaire qu'avec deux entreprises (réparties en six usines) pour traiter leur récolte. La transformation consiste essentiellement en la congélation et l'exportation subséquente : 87% de la production locale est vendue à l'étranger, dont 40% aux États-Unis, en vrac (MAPAQ, 2005a). On a affaire ici à une production agricole exportée en masse sans être transformée. Le bleuets est un produit à valeur ajoutée, un petit fruit très recherché qui, au contraire des fruits de plantation qui se négocient à l'échelon mondial, n'est pas destiné au marché « discount » mais bien au marché « de luxe ». Or la majeure partie de la valeur économique ajoutée est produite – et conservée – à l'étranger. Pendant ce temps, les bleuets québécois ne sont pas disponibles sur les étagères des supermarchés et les bleuets congelés vendus au détail dans les trois grandes chaînes de supermarchés ne sont pas généralement pas produits au Canada.

Le cas du sirop d'érable est semblable. Pendant longtemps l'acériculture fut une activité artisanale, complémentaire aux autres activités agricoles ou forestières, exercée à temps partiel car la saison ne dure pas deux mois. Des structures coopératives de mise en marché existent, par exemple le plus grand acheteur de sirop de la province, la coopérative Citadelle fondée en 1928 qui rassemble aujourd'hui 2300 producteurs. La production et la mise en marché du sirop sera libre jusqu'en 1990 où un premier plan conjoint est établi pour le sirop vendu en vrac à des acheteurs qui, eux, le transforment ou le revendent. Les acériculteurs conservent leurs prérogatives pour tout le sirop vendu directement à la ferme, au

détail en contenant de moins de cinq litres ou par le biais d'une coopérative. Le plan conjoint est mis en oeuvre par une première agence de vente centralisée, gérée par la Fédération des producteurs acéricoles du Québec (FPAQ, affiliée UPA). Une structure de commercialisation conjointe entre les acheteurs et la FPAQ, le Regroupement pour la commercialisation des produits de l'érable du Québec Inc. (RCPEQ) est mis sur pied. Cette première expérience de contrôle (classification, contingentement) et de mise en marché centralisée sera un échec : le RCPEQ est mis en faillite trois ans plus tard alors qu'il doit 17 millions de dollars aux acériculteurs. Les actifs de sirop font l'objet d'une contestation judiciaire qui s'étendra jusqu'en 2006. Ce sera d'ailleurs l'occasion d'un mouvement de contestation des acériculteurs lésés contre le RCPEQ et les administrateurs de la FPAQ. L'un des contestataires, M. Léo Doyon, poursuit le RCPEQ et entraîne d'autres acériculteurs à sa suite. Ils gagneront leur cause en l'an 2000, mais le RCPEQ refuse de payer. La saga se terminera en novembre 2006 par une décision de la Cour suprême en faveur de la dissolution de l'organisme et du paiement des acériculteurs¹⁵.

En 1995, le nombre moyen d'entailles d'une érablière est de 2 800 et 68% des exploitations entrent dans cette catégorie : la production est encore essentiellement artisanale et distribuée localement par les producteurs-artisans, le reste exporté. Le MAPAQ écrit d'ailleurs : « [l]e sirop d'érable est un des rares produits agricoles qu'il est encore possible de produire, transformer et mettre en marché directement à la ferme » (cité dans Labrecque, 2003, p. 10). Cependant certains gros acériculteurs tirent leurs revenus principaux de cette activité et cherchent à garantir leur développement. Cette année-là est mise sur pied la « table filière acéricole » rassemblant les divers intervenants concernés par le sirop d'érable. Fondée sur la concertation, cette table met les producteurs, via la FPAQ, en minorité devant les autres maillons de la chaîne agroalimentaire que sont les acheteurs, les transformateurs, les détaillants, les équipementiers^a. Les tables filières ont notamment pour objectif de rendre les

^a Fondées sur la « concertation », les tables filières sont composées de représentants des secteurs de la production, de la commercialisation, de la transformation, de la distribution, des équipements, de la restauration, de la promotion, de la recherche et du gouvernement. Elles sont maintenant présentes dans chaque filière agricole.

maillons de la chaîne agroalimentaire plus efficaces et d'assurer le développement des marchés.

En 1998, lors du Sommet des décideurs en agroalimentaire présidé par Lucien Bouchard, Premier ministre, et Laurent Pellerin, président de l'UPA, les décideurs décident de doubler la valeur des exportations agricoles en misant sur les productions les plus en vue au niveau international et qui ne sont pas contingentées (c'est ainsi plus facile de développer la filière) (Shea, 2001). Les productions qui correspondent à ce portrait sont les grandes cultures (soya, canola, blé), le porc (marchandise ordinaire soumise à l'offre et à la demande mondiale) et le sirop d'érable, production de luxe de plus en plus en demande où le Québec détient un avantage comparatif certain. La même année est signée une nouvelle convention de vente entre la FPAQ et la soixantaine d'acheteurs (incluant les coopératives) (Labrecque, 2003) afin de relancer « l'industrie » qui, forte de cette caution, s'engage dans un plan de promotion et de commercialisation des « produits de l'érable ».

Le syndicalisme économique de l'UPA cherche à mieux contrôler l'offre de sirop afin, d'une part, de mieux contrôler les surplus et soutenir les prix et, d'autre part, d'organiser la mise en marché à l'étranger. Animée par les acériculteurs professionnels – ceux qui en tirent leur revenu principal – et aidée par la peur des surplus qui font drastiquement descendre les prix comme ce fut le cas en l'an 2000, la FPAQ développe un projet de seconde agence de vente, obligatoire et unique celle-là, qui permettra de réaliser une mise en marché centralisée en mettant autour de la même table tous les producteurs et tous les acheteurs.

En 2001 le plan conjoint acéricole est donc élargi pour inclure tout le sirop, vrac et détail, à l'exception de celui écoulé directement à la ferme. Tous les producteurs doivent adhérer à l'agence de vente sous peine de poursuites. En 2003 sont imposés des quotas de production. Cette situation – la réglementation rapide et l'orientation vers la surproduction – va créer tout un émoi chez les acériculteurs et plusieurs centaines se soulèveront sous le leadership de l'Union paysanne, ce qu'on verra dans le chapitre 6). En 2005, 1% de la production est autoconsommée, 15% est écoulee à la ferme ou via un intermédiaire proche. Le 84% restant est vendu en vrac aux quelques soixante-trois acheteurs reconnus dans le plan conjoint, via l'agence de vente obligatoire contrôlée par la FPAQ. Les acheteurs sont pour la

plupart des PME régionales qui emballent, transforment ou exportent, en vrac ou en petits contenants, mais deux joueurs dominant, les no. 2 et 3 mondiaux Citadelle et Maple Grove of Vermont, alors que le no. 1 (Spring Tree Corp., USA) est peu présente au Québec. Le secteur reste encore assez peu concentré, même si sept entreprises se partagent 60% du sirop commercialisé. Et les produits de l'érable font depuis peu partie de la panoplie de produits sous marque privée des distributeurs. Ainsi entre 2002 et 2005, le volume de sirop d'érable vendu dans les grandes chaînes de distribution augmente de 48%, en même temps que s'accroissent les exportations.

Le Québec est responsable de la presque totalité des exportations canadiennes de sirop d'érable (94% en 2005). Entre 2000 et 2005, le volume total des exportations a grimpé de 27,7% (56% en valeur économique). Les États-Uniens ont acheté 20,1% de plus de sirop, les Japonais 307% de plus, devenant ainsi la seconde destination internationale de notre sirop maintenant vendu dans 42 pays (MAPAQ, 2006b, p.9). Stimulés par cette ouverture des marchés, les acériculteurs multiplient les entailles : le nombre moyen par érablière a plus que doublé, passant de 2800 en 1995 à 5733 en 2004. Le modèle de la petite érablière, qui comptait pour 68% des « sucreries » dix ans plus tôt, est maintenant la seule catégorie où les membres diminuent, et elle ne représente plus que 44% des érablières. À l'opposé, les très grandes exploitations (plus de 16 000 entailles), qui comptaient pour 1% en 1995, sont montées à 7% en 2004 (MAPAQ 2006b). Sans oublier qu'entre 2000 et 2005, presque 5% des érablières ont fermé leur porte, situation parallèle à l'augmentation des surfaces exploitées.

Les récoltes de sirop sont très liées aux conditions météorologiques. Le Québec a produit 78 millions de livres en 2001 et 2005, plus de 110 millions en 2000 et 2004. En 2005, nous avons exporté 67 millions de livres, soit 86% de notre production, en vrac, emballé ou transformé. Cela n'a pas empêché des transformateurs d'importer des États-Unis plus de deux millions de livres de sirop en 2005, sirop qui sera notamment disponible sur les tablettes des distributeurs d'ici. Pourquoi? Notamment parce que ces importateurs sont les entreprises étasuniennes établies au Québec pour profiter de la manne de ce produit rare qui possède une grande valeur ajoutée. Produisant déjà du sirop d'érable dans le nord des États-Unis, ces entreprises vont préférer exporter leur sirop québécois de meilleure qualité et importer celui

du Nord des Etats-Unis pour le vendre ici. Tout comme le bleuet, nous avons donc affaire à un produit de luxe, exporté en masse sans grande transformation, pour aller garnir les repas fins des riches dans 42 pays. Ainsi la même dynamique que dans toutes les autres filières se reproduit dans l'acériculture : quelques acheteurs de produits agricoles qui s'entendent avec les plus gros producteurs afin de réglementer une « filière », provoquant un bond en avant vers plus de contrôles et de restrictions aux agriculteurs qui ne souhaitent pas entrer dans le jeu de l'exportation industrialisée.

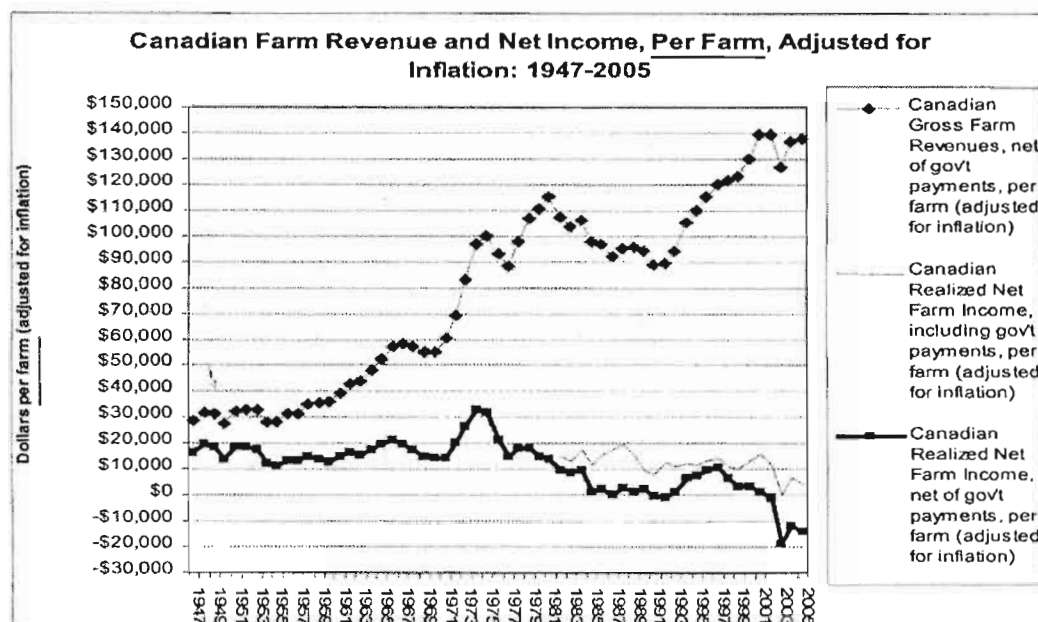
La crise du revenu des agriculteurs

Dans un rapport de la National Farmers Union (NFU) du Canada intitulé *The Farm Crisis et Corporate Profits* (National Farmers Union, 2005), le syndicat présente une compilation des profits des 75 grandes corporations qui dirigent le système agroalimentaire, de l'extraction pétrolière jusqu'au service au volant d'un restaurant. Du total, quarante et une ont annoncé des profits record en 2004 alors que seize autres ont approché leur record. Le retour sur investissement des actionnaires pour chacune des entreprises s'est situé entre 19% et 32%.

La même année 2004, les agriculteurs canadiens ont dégagé un revenu net des activités du marché négatif. En d'autres termes, un retour sur investissement des activités sur le marché de moins 5,09%, soit autour de moins 10 000\$ dollars par ferme. Ce revenu ne comprend pas les aides publiques. Si on rajoute celles-ci, le revenu net moyen d'une ferme canadienne oscille entre 0 et 10 000\$ (NFU, 2005a : 1). Roppel, Desmarais et Martz écrivent que « [c]'est le mot *crise* qui décrit le mieux ce qu'ont subi les exploitations et les familles agricoles depuis une vingtaine d'années, partout sur la planète » (Roppel, Desmarais et Martz, 2006, p. 20). La NFU estime pour sa part que la situation actuelle est sans précédent depuis la grande crise de 1929-30. On peut voir dans la figure ci-dessous que le revenu agricole brut moyen ne cesse d'augmenter depuis les années 1950. Cependant, le revenu net moyen des agriculteurs ne suit pas la tendance. Celui-ci, incluant les paiements d'aide

publique, oscille entre 0 et 20 000\$ depuis 1987, alors que le revenu net excluant les paiements d'aide publique est nul ou négatif (entre 1985 et 1993 et depuis 2001).

Figure 10. Revenu agricole brut et revenu net par ferme, ajusté sur l'inflation, Canada, 1947-2005



Tiré de: National Farmers Union (2005) *The Farm Income Crisis: Causes and Solutions*, Saskatoon: NFU, p. 1.

Ces chiffres sont des moyennes et cachent de très grandes disparités entre les grandes et petites fermes et entre les filières de production en essor (les grains par exemple) et d'autres en très grandes difficultés (comme l'industrie porcine ou la filière maraîchère). Au Québec, la situation est semblable : les chiffres de Statistique Canada, mis en tableau par l'Institut de la statistique du Québec, montrent que sans les paiements d'aide publique les revenus de l'agriculture québécoise se rapprochent de zéro (dans le tableau ci-dessous, les revenus « autres » correspondent aux paiements d'aides publiques ainsi qu'aux salaires tirés d'activités non agricoles). Par exemple, en 2002, si on soustrait les 786,8 millions de dollars d'aide publique des 1 016,2 millions de dollars de bénéfice, il ne reste que 229,4 millions à

se partager entre les 27 700 fermes, soit 8 281 dollars par ferme. En 2003 et 2005 le résultat est négatif : en 2005, on obtient un revenu de moins 1879\$ par ferme^a.

Tableau 5. Revenus et dépenses des fermes québécoises, 2002-2005

	Unité	Québec			
		2002	2003	2004	2005
Exploitations	'000	27,7	27,3	26,9	26,6
Revenus	'000 000 \$	6 970,4	7 229,8	7 601,8	7 817,4
Cultures	'000 000 \$	1 509,6	1 539,6	1 559,5	1 546,9
Bétail et produits	'000 000 \$	4 674,1	4 625,7	4 828,5	5 019,6
Autres ²	'000 000 \$	786,8	1 064,5	1 213,9	1 250,9
Dépenses	'000 000 \$	5 954,2	6 191,5	6 458,1	6 516,5
Cultures	'000 000 \$	559,2	565,5	599,8	616,6
Bétail	'000 000 \$	2 445,2	2 484,9	2 576,2	2 472,3
Machines	'000 000 \$	454,4	465,1	501,1	544,9
Autres	'000 000 \$	2 495,4	2 675,9	2 781,0	2 882,7
Bénifice net	'000 000 \$	1 016,2	1 038,3	1 143,7	1 300,9

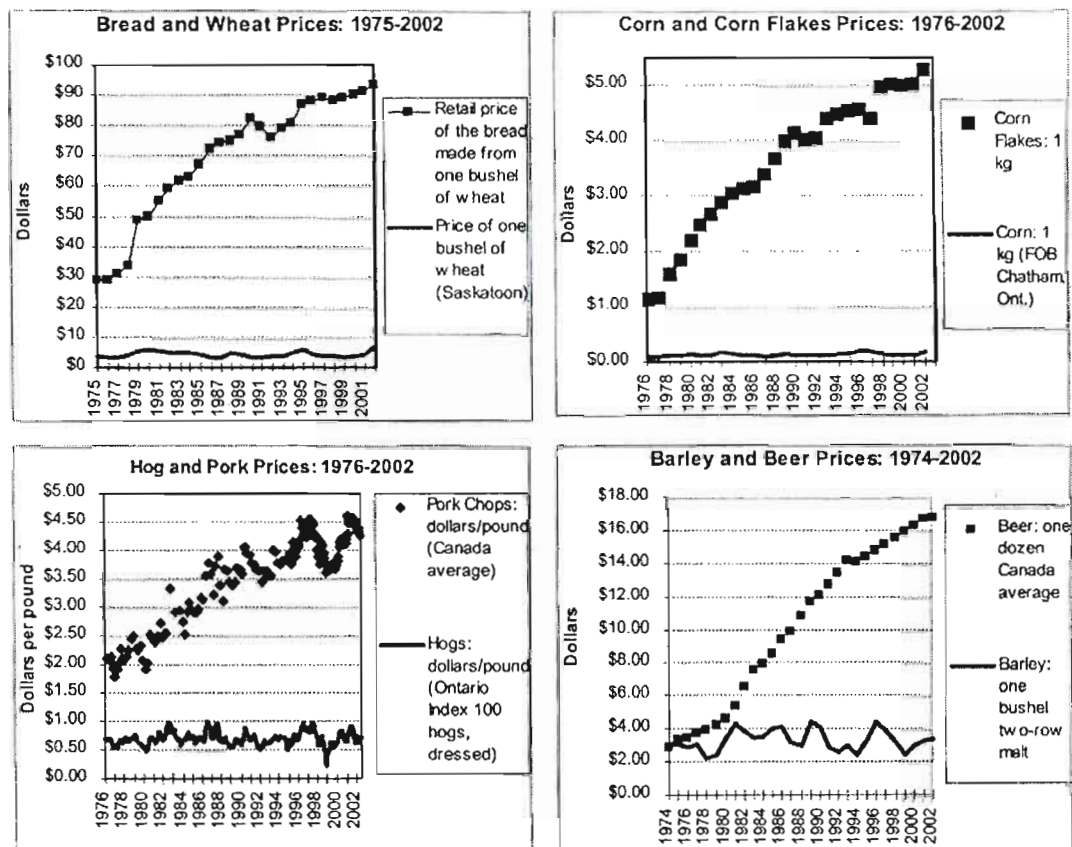
Source : Adapté à partir de Institut de la statistique du Québec. (2006, 2007) Tableau A.2, *Statistiques financières des exploitations agricoles, Québec, Ontario et Canada, 2002-2004* et Tableau A.2, *Statistiques financières des exploitations agricoles, Québec, Ontario et Canada, 2003-2005*, disponibles en ligne sur le site de l'Institut de la statistique du Québec, www.stat.gouv.qc.ca/donstat/econm_finnc/filr_bial/indic_indus_bial/index.htm, lien vérifié le 9 mars 2008.

Pourquoi les revenus des fermes canadiennes et québécoises baissent-ils toujours? Deux grands facteurs sont identifiables : la hausse constante des coûts de production et la stagnation ou la baisse des prix payés pour les produits agricoles bruts. Les calculs de la National Farmers Union à partir des données de Statistique Canada sont éloquentes à ce sujet. On constate que, sur trente ans, les prix payés à la ferme suivent une courbe en dents de scie

^a Levallois note relativement à l'industrie laitière, la plus sécuritaire des productions québécoises, que « sur un échantillon de 200 fermes laitières du Centre-du-Québec, le solde résiduel (après paiement des dettes et des salaires) n'est que de 1 000\$ pour un chiffre d'affaire moyen de 345 000\$ en 2002. Et il s'agit d'une moyenne. En pratique, il y a 52% de ces fermes qui sont dans le rouge » (Levallois, *Trop endettées, les fermes laitières?* 13).

qui n'augmente guère, alors que le prix de détail pour quatre produits agricoles centraux (le blé (pain), le maïs (céréales à déjeuner), l'orge (bière) et le porc (côtelette de porc)) suivent une courbe ascendante pratiquement ininterrompue – surtout depuis le début des années 1980 et la crise économique d'alors. La différence entre les prix payés à la ferme et les prix de détail est totalement absorbée par la chaîne agroalimentaire, surtout par les grossistes-distributeurs et les transformateurs. Pour ces derniers, les dividendes payées aux actionnaires, pour l'année 2004 (toujours pour les mêmes quatre produits), ont oscillé entre 6,4% pour la moins profitable multinationale de minoterie et 83% pour l'une des deux brasseries dominantes au Canada. Dans le cas des détaillants alimentaires, les quatre compagnies hégémoniques au Canada ont eu un retour sur investissement moyen de 15,3%, toujours en 2004.

Figure 11. Prix au détail et prix payés à la ferme pour quatre produits agricoles clés, Canada, 1974-2002



Sources: Statistics Canada, *Consumer Prices and Price Indexes*, Cat. No. 62-010 (with updates from the CANSIM database); Statistics Canada, *Livestock Statistics*, Cat. No. 23-603; Saskatchewan Agriculture and Agri-food, *StatFacts-Canadian Wheat Board Payments for No. 1 CWRS Wheat, basis Saskatoon*; Canada Grains Council, *Statistical Handbook*, various years; Retail beer price is an estimate assembled from various sources.

Tiré de: National Farmers Union (2003) *The Farm Crisis, Bigger Farms, and the Myths of "Competition" and "Efficiency"*, Saskatoon: NFU, p. 5.

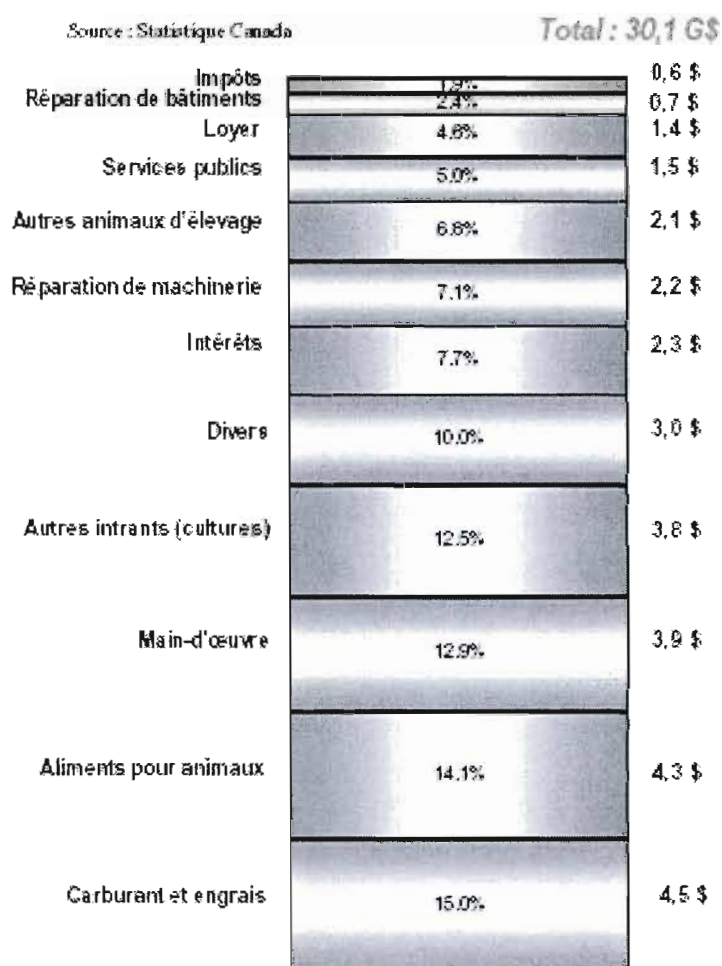
De plus, depuis que l'agriculture canadienne s'est modernisée et que les agriculteurs achètent la plupart des « intrants » nécessaires à leurs activités, le coût de ceux-ci n'a cessé d'augmenter. En 2005, les intrants agricoles occupent de larges portions des coûts de production : 15% pour les engrais et carburants, 14% pour les aliments pour le bétail, presque 13% pour les intrants relatifs aux cultures (semences, pesticides), mais aussi 7% en réparation de machinerie et près de 8% en paiement d'intérêts aux institutions financières ou aux

fournisseurs (voir figure 12 page 201). Dupont (2006, p. 123) calculé l'augmentation des dépenses des fermes entre 1975 et 2004. Selon les données de Statistiques Canada qu'il utilise, les dépenses totales ont presque triplées (+291%) alors que les revenus bruts n'augmentent que de 234,7%. Certaines dépenses augmentent drastiquement : 712,9% en 30 ans concernant l'amortissement de la machinerie, près de 600% pour les dépenses d'insémination artificielle^a. En fait, seules les dépenses d'engrais, d'aliments pour animaux et d'amortissement des bâtiments ont augmenté moins rapidement que les revenus (voir tableau à l'appendice B.)

Si on se rappelle que les engrais, pesticides et machineries sont des intrants issus de procédés industriels hautement énergivores et qu'on regarde la figure 13 page 202, mis en forme par la NFU, on remarque que l'écart entre les revenus bruts et les revenus nets s'accroît plus sensiblement à partir de l'année 1975, période de la « crise des prix du pétrole » à partir de laquelle l'énergie coûte plus cher mais aussi où la demande s'accroît pour assurer la multiplication des procédés industriels en amont de l'agriculture et pour combler les besoins d'une machinerie plus nombreuse et plus lourde sur les fermes. Dupont (2006 : 124) écrit que dans ce contexte d'augmentation des dépenses les agriculteurs firent de plus en plus appel au crédit, à tel point que la dette agricole québécoise double entre 1975 et 1982. Comme le montre le figure 14 à la page 203, la dette agricole n'a cessée de s'accroître depuis pour atteindre, en 2004, 150% du revenu brut annuel moyen des fermes, soit onze fois leur revenu net annuel moyen (en 1975, le ratio d'endettement moyen se situait à deux fois le revenu net annuel (Dupont, 2006, p. 124-25)).

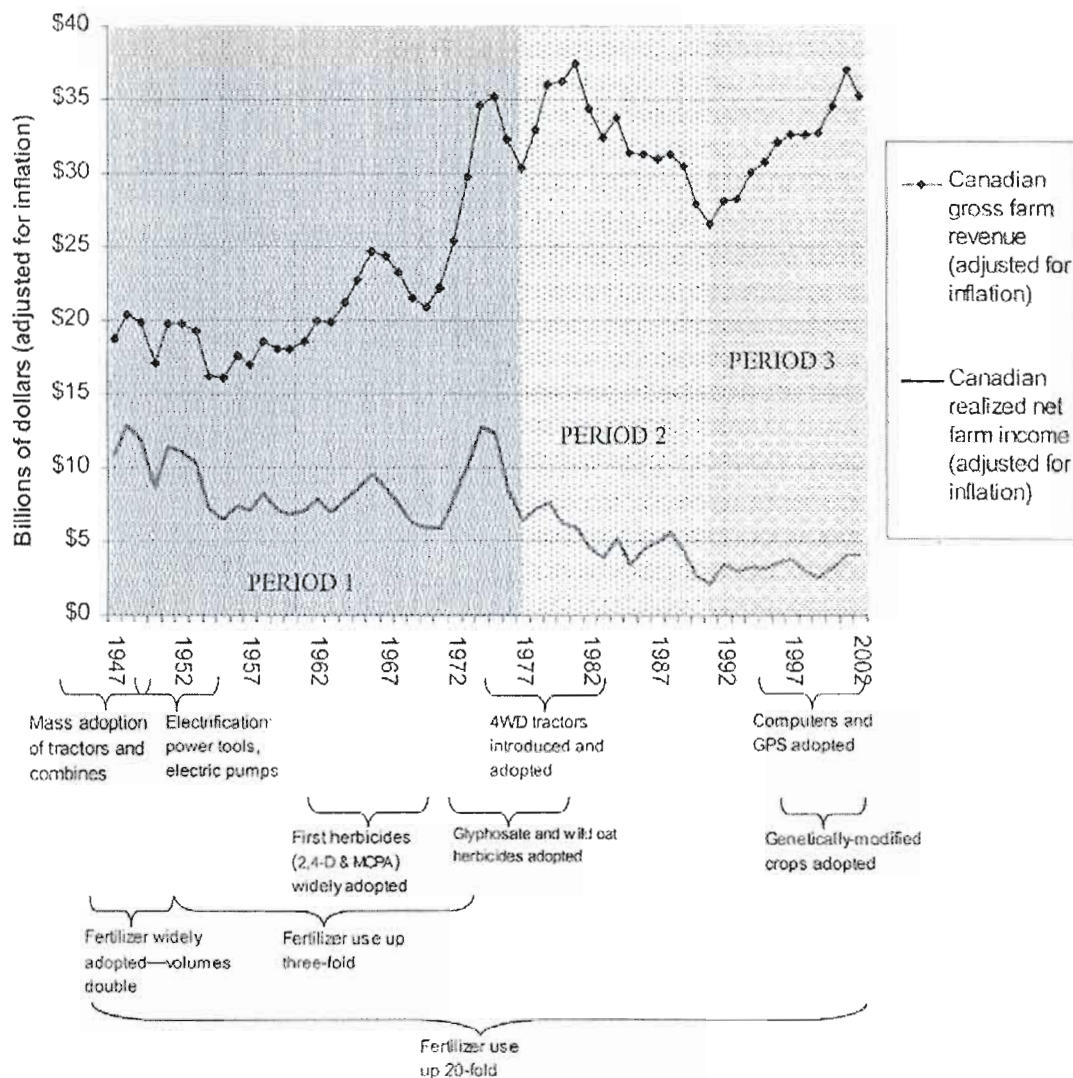
^a Rappelons qu'en 1971 le Québec atteignait grosso modo le ratio d'un tracteur par ferme et que ce ratio, qui n'inclut pas les autres instruments aratoires mécanisés, se situait en 2001 à 3,1 tracteurs par ferme. Quant à l'insémination artificielle et aux pesticides, ces technologies n'étaient pas tellement utilisées à l'époque. Elles sont aujourd'hui généralisées.

Figure 12. Dépenses d'exploitation de la ferme, Canada, 2005



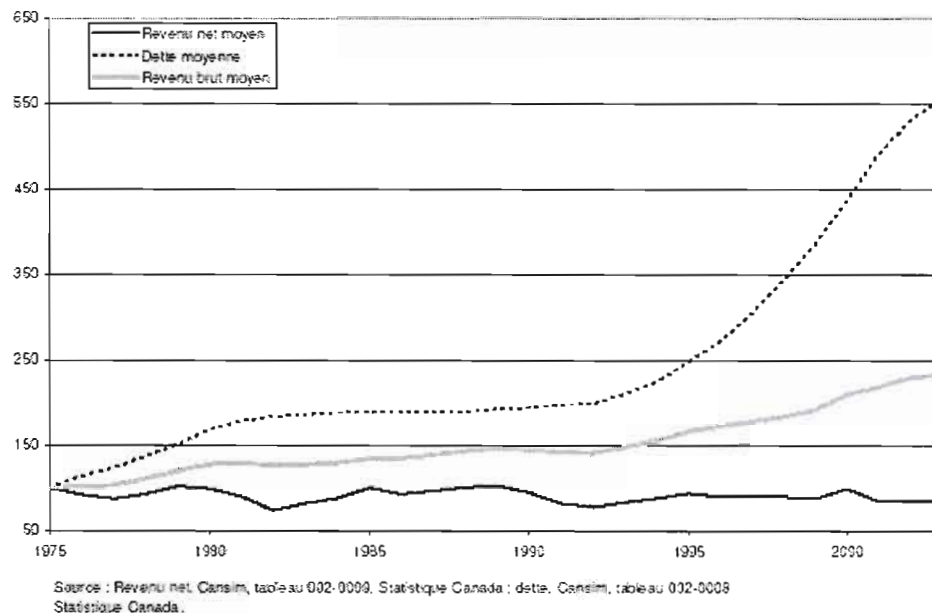
Tiré de : (Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2007, p. 1).

Figure 13. Revenu agricole brut, revenu agricole net et adoption de technologie, avec une emphase sur les changements dans les relations de revenus, Canada, 1947-2002



Tiré de: National Farmers Union (2003) *The Farm Crisis, Bigger Farms, and the Myths of "Competition" and "Efficiency"*, Saskatoon: NFU, p. 14.

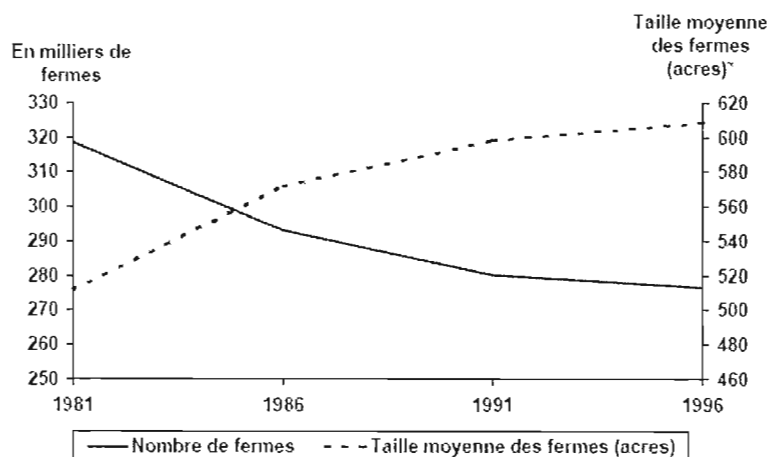
Figure 14. Revenu net moyen, brut moyen et dette moyenne en dollars constants de 2005, moyenne mobile sur trois période, en indice (100=1995), Québec, 1975-2003



Tiré de : Dupont, 2006, p. 125.

Cette forte pression sur les finances des fermes ainsi que les « exigences de la modernisation » contribuent largement au processus de concentration des exploitations agricoles. Cette concentration s'exprime par la disparition rapide de petites et moyennes fermes et l'accroissement des très grandes fermes. La figure 15 ci-bas montre que les fermes canadiennes font plus que doubler leur superficie entre 1981 et 1996, en même temps que plus de 45 000 d'entre elles disparaissent. La situation québécoise est semblable. Entre 1971 et 2001, c'est presque la moitié des fermes qui disparaissent. On constate à la lecture du tableau 6 que le nombre de ferme diminue dans toutes les catégories de tailles, sauf les très grandes fermes de plus de 400 acres. Ces dernières occupaient 6,1% des surfaces en 1971 alors qu'en 2001 elles en occupent près de 20%. En 2006 le Québec compte 30 675 fermes et leur superficie moyenne est de 280 acres. Les pronostics pour les années futures sont de l'ordre d'un Québec de 25 000 méga-fermes capables de produire encore plus.

Figure 15. Nombre et taille des fermes de recensement, Canada, 1981-1996



*1 acre = 0,4047 hectare

Source : Statistique Canada, Aperçu historique de l'agriculture canadienne, Recensement de l'agriculture, 1996

Tiré de : (Agriculture et Agroalimentaire Canada, 1999, p. 35).

Tableau 6. Nombre et taille des fermes, Québec, 1971-2001

année	69 acres ou moins	%	de 70 à 129 acres	%	de 130 à 239 acres	%	de 240 à 399 acres	%	400 acres ou plus	%	total
1971	8 790	14,1	17 842	29,1	20 992	34,3	9 903	16,2	3 730	6,1	61 257
1981	10 272	21,3	10 435	21,7	13 976	29	8 605	17,9	4 856	10,1	48 144
1991	7 893	20,7	7 131	18,7	10 387	27,3	7 300	19,2	5 365	14,1	38 076
2001	6 544	20,4	5 232	16,3	7 754	24,1	6 373	19,8	6 236	19,4	32 139

Sources : Recensements du Canada, 1971-2001.

Tiré de : Kesteman *et al.*, 2005, p. 311.

Conclusion : l'industrialisation de l'agriculture

J'ai voulu montrer dans ce chapitre quelle est l'origine de la modernisation agricole du Québec et de son entrée dans l'agriculture marchande. On a pu constater que le projet québécois s'inscrit dans le grand projet occidental de la Révolution verte. Celui-ci visait globalement à augmenter la production agricole mondiale en sécurisant d'abord les infrastructures occidentales et en institutionnalisant les liens d'import-export déjà établis dans la période coloniale par de nouveaux liens commerciaux posant en leur centre les technologies chimiques, mécaniques et plus tard géniques. J'ai montré que la construction du complexe agroalimentaire, soutenue par les gouvernements de la période keynésienne, visait à produire plus de valeur nationale en transférant la valeur économique de l'activité primaire vers des activités secondaire et tertiaires plus profitables. Cependant, le Québec n'a jamais pu développer une capacité productive financée par des capitaux endogènes et il a toujours été à la remorque des capitaux étrangers. Assez rapidement le complexe agro-industriel s'est rationalisé, concentré, intégré, « sur-technologisé ». On a pu voir avec l'exemple de la chaîne agroalimentaire québécoise à quel point, aujourd'hui, ce « secteur industriel » compte un nombre restreint de joueurs. Toutes les filières sont dans une situation oligopolistique alors que de 2 à 4 joueurs, certains d'envergure mondiale, contrôlent les opérations.

Les agricultrices et les agriculteurs ne sont plus responsables que d'environ 15% de la valeur économique de la chaîne agroalimentaire et la plupart produisent sous des conditions de plus en plus strictes, établies pour satisfaire « les besoins du marché. » Ils et elles font face à quelques grands conglomérats, transnationaux ou mondiaux, qui sont en mesure d'imposer leurs vues en ce qui a trait aux variétés cultivées, aux caractéristiques des produits et aux conditions de production et d'échange. Monique Piot l'écrivait déjà en 1977, « les producteurs agricoles deviennent des sous-traitants du secteur monopolistique agro-industriel, et même s'ils ne traitent pas directement avec les grandes sociétés, ils se voient imposer leurs prix par elles. » (Piot, 1977, p. 78) Pour pouvoir « suivre le marché », ils et elles doivent investir, grossir, se mécaniser et s'automatiser, introduire les biotechnologies sur leur ferme, ce qui les engage encore plus dans le cercle vicieux de la dépendance envers les fournisseurs et le crédit financier. Au Québec, malgré le système de gestion de l'offre agricole, les prix n'ont pas suivi la hausse des coûts de production et les producteurs agricoles sont obligés de

réduire encore plus ceux-ci ne serait-ce que pour assurer « la reproduction simple de [leur] entreprise. » (Piot, 1977, p. 78)

Confronté à une crise du revenu, et dans la mesure où la productivité et les bas coûts de production deviennent les critères d'évaluation de la production, chacune des agricultrices, chacun des agriculteurs est poussé individuellement à se tourner vers un type d'exploitation et quelques spécialités de cultures hautement performantes ou « à valeur ajoutée. » Cela a des impacts non seulement sur leur autonomie, mais aussi sur la biodiversité, la diversité alimentaire et la santé publique. Dans une économie agroalimentaire mondialisée, les choix agricoles orientés par les processus industriels peuvent aussi avoir des conséquences désastreuses sur l'alimentation. Ainsi, depuis que le « développement durable » et la lutte aux « changements climatiques » imposent de réduire la dépendance aux énergies fossiles, on a vu se développer le marché des biodiesels et autres additifs d'origine végétale. Cela a notamment pour conséquence de faire grimper en flèche les cours mondiaux de certaines céréales et de réorienter des tonnes de production céréalière des filières alimentaires vers les filières industrielles. Par conséquent, pendant que nous mettons plus d'éthanol dans notre essence, le prix de la tortilla a considérablement augmenté au Mexique. On doit aussi mentionner toute l'industrie de la restauration rapide et du prêt-à-manger, que je n'ai pas abordé, mais qui compte parmi les grands joueurs de l'agroalimentaire mondial.

Dans le modèle en boucle de l'intégration, les éleveurs, les agriculteurs et les petits transformateurs tendent à disparaître au profit d'employés salariés qui ne possèdent plus les moyens de production. L'autonomie de la productrice ou du producteur agricole propriétaire et « maître de ses choix », autrefois si prisée, disparaît dans un ensemble de liens d'affaires où l'agricultrice et l'agriculteur ne sont pas à pied d'égalité avec leur interlocuteur. Le réputé biologiste R. C. Lewontin résume le processus de prolétarianisation qui résulte de cette perte progressive d'autonomie :

Farm producers have historically been in possession of two powers that stood in the way of the development of capital in agriculture. First, farmers could make choice about the physical process of farm production, including what was grown and how much, and what inputs were to be used. [...] Second, farmers were themselves traditionally potential competitors with the commercial providers of inputs, because they could choose to produce seed, traction power, and fertilizer themselves. The problem for industrial capital, then, has been to wrest control of the choices from the farmers, forcing them into a farming process that use a package of inputs of

maximum value to the producers of those inputs, and tailoring the nature of farm products to match the demands of a few major purchasers of farm outputs who have the power to determine the price paid. Whatever production risks remains are, of course, retained by the farmer. As the farmer loses any power to choose the actual nature and tempo of the production process in which he or she is engaged, while at the same time losing any ability to sell the product in an open market, the farmer becomes a mere operative in a determined chain whose product is alienated from the producer. That is, the farmer becomes proletarianized. It is of little import that the farmer retains legal title to the land and buildings and so on, in some literal sense, is the owner of some of the means of production. There is no alternative economic use for these means. The essence of proletarianization is in the loss of control over one's labor process and the alienation of the product of that labor. (Lewontin, 2000, p. 96-97)

Dans ce contexte et considérant que l'agriculture est maintenant dominée par de grands groupes industriels, on ne peut douter que la tendance de son développement la rapproche du modèle industriel entrevu par Michel Morisset au début des années 1980. Il avait à l'époque sous les yeux une agriculture parvenue au stade « d'agriculture familiale marchande spécialisée » et il entrevoyait le développement du modèle industriel où la propriété familiale des fermes a pratiquement disparue et où le salariat s'est généralisé, où l'organisation économique de la production agricole est celle du système agroalimentaire intégré verticalement (que je viens de décrire) et où le mode d'organisation politique est, au mieux, le syndicat ouvrier corporatiste. (Morisset, 1987) La sociologue étasunienne Linda Lobao, dans un rapport déposé au Bureau de l'Attorney général de l'État du Dakota du Sud, cite Drabenstott et Smith pour définir l'industrialisation de l'agriculture dans des termes semblables :

[t]he industrialization of farming refers to the transformation whereby farms have become larger-scale, declined in number, and integrated more directly into production and marketing relationships with processors through vertical or contractual integration (Drabenstott and Smith 1996, p. 4). (cité par Lobao 2000, p. 2)

C'est exactement ce que l'on constate dans l'agriculture québécoise. Le nombre de fermes ne cesse de diminuer radicalement depuis les années 1950; la taille de celles qui restent est de plus en plus grande; les mécanismes d'intégration et d'agriculture sous contrat sont présentes dans toutes les filières; filières dans lesquelles les producteurs agricoles sont largement minoritaires et disposent de peu d'influence; la propriété des entreprises qui dégagent les marges de profit les plus intéressantes sont étrangères, tandis que plusieurs des

transformateurs et emballeurs sont des PME qui, au même titre que les productrices et les producteurs agricoles, sont engagés dans une joute dont les arènes et les arbitres dépassent largement leur capacités régionales.

Plus loin dans son rapport, Lobao cite Browne *et al.* pour définir le continuum et les idéaux-types de la ferme familiale et de la ferme industrielle :

To sociologists, the construct "family farm," is that where the farm household owns and controls the majority of farm production factors, land, labor, capital, technology, and management. At the other end of the farm continuum, the construct, "industrial farm," refers to a non-household based production unit, with absentee ownership and control over production factors. As with nonfarm firms, industrialized farms have a division of labor among owners, managers, and labor with different groups of people assigned to different positions in the production process. Industrial farms "...are owned by one group of people, managed on a daily basis by another person or group, and worked by yet another group." (Browne *et al.*, 1992, p. 30, cité par Lobao, 2000, p. 3)

La structure de propriété des fermes est encore majoritairement familiale au Québec, sauf dans certaines filières fortement intégrées comme celles de l'élevage et des œufs. Cependant plusieurs grandes fermes sont opérées par des gérantEs. À l'exception de cette caractéristique, les fermes n'ont cependant presque plus rien de familiales. Non seulement une bonne partie n'assure pas de travail pour les membres de la famille, mais en plus la majorité des agriculteurs déclarent des revenus extérieurs à la. Quant au travail agricole saisonnier, notons qu'il n'est pas soumis aux normes minimales du travail par exception gouvernementale renouvelée périodiquement. Depuis près d'une décennie ce travail est assuré pour une grande part par des travailleurs et travailleuses migrantEs accueilliEs au Canada par des programmes spéciaux cogérés avec une fondation appartenant aux fermiers-patrons. Ces défavoriséEs de la classe ouvrière vivent des conditions pour le moins difficiles : généralement confinés sur la ferme, ils et elles se voient retirer leurs papiers et ne disposent pas du droit d'association.

Par ailleurs, depuis quelques années des chercheuses et des chercheurs s'intéressent à la santé psychologique des agriculteurs et des agricultrices. Une enquête effectuée par Ginette

Lafleur et Marie-Alexia Allard révèle des données préoccupantes^a. Effectuée auprès de 1338 productrices (19% de l'échantillon) et producteurs (81%) agricoles dans cinq secteurs de production, l'étude montre que près des trois quarts des praticienNEs de l'agriculture se jugent stresséEs de « la moitié du temps » à « presque toujours » (Lafleur et Allard, 2006, p. 5-11). Plus grave encore, l'étude calcule que 59% des productrices et 49,5% des producteurs présentent un niveau élevé de détresse psychologique (moyenne combinée de 50,9%) (Lafleur et Allard, 2006, p. iii-iv, 25-26). Ce taux serait presque trois fois plus élevé qu'il ne l'était en 1997 chez les agriculteurs canadiens, alors qu'en comparaison de la population québécoise totale ce taux de détresse agricole est deux fois et demie plus élevée que le taux qu'indique la dernière enquête disponible (1998).

Selon les répondantEs de l'enquête, ce sont les préoccupations économiques et financières liées à l'avenir de l'exploitation agricole qui sont les premières causes du stress qui mène à la détresse psychologique. Plus les producteurs et productrices perçoivent leur situation financière comme difficile, plus ils et elles sont susceptibles d'avoir un niveau élevé de détresse psychologique. La détresse psychologique peut mener, si elle n'est pas traitée, à une augmentation de la prévalence d'idées suicidaires et, encore une fois les agriculteurs se distinguent des moyennes québécoises. Alors que 3,9% de la population affirmait avoir eu des pensées suicidaires sérieuses au cours des derniers 12 mois, la proportion se situe à 6,7% chez les agricultrices et à 5,6% chez les agriculteurs. Comme dans le cas de la détresse psychologique, plus unE agriculteur-trice a la perception que sa situation financière est difficile, plus les idées suicidaires sont susceptibles de s'immiscer dans ses pensées. Cet

^a Les auteures utilisent la méthodologie de Santé Québec pour calculer l'indice de détresse psychologique (IDPESQ-14) des agriculteurs et agricultrices du Québec. « Cette échelle a été adaptée du 'Psychiatric Symptoms Index' de Ilfeld (1976). Elle a été utilisée dans le cadre des enquêtes de 1987, 1992/1993 et 1998 de Santé Québec (Audet, Lemieux et Cardin, 2001), de même que dans plusieurs autres études, pour déterminer le niveau de détresse psychologique de la population québécoise. L'IDPESQ-14 est composée de quatre facteurs: dépression, anxiété, irritabilité et problèmes cognitifs et elle permet de départager les répondants en haute, moyenne et basse symptomatologie. Elle n'a pas été conçue pour identifier des troubles psychiatriques spécifiques » (Lafleur et Allard, 2006, p. 25). L'enquête s'est effectuée parmi des sociétaires de la Coopérative fédérée de Québec choisis aléatoirement dans chaque filière de production. Elle comprend une marge d'erreur de 2,7%, 19 fois sur 20, pour les résultats globaux. Les résultats divisés en filières de production sont moins fiables (cf. p. 4).

enjeux est clairement lié à la situation financière, qui elle est relative à l'insertion de l'agriculture dans la chaîne industrielle de l'agroalimentaire.

Comment ne pas conclure que l'agriculture est largement avancée dans la phase de l'industrialisation au Québec? Il n'y a pratiquement que les agriculteurs biologiques qui choisissent les circuits courts de mise en marché qui peuvent correspondre à la définition d'une agriculture familiale qui nourrit les régions alentour. Pour le reste, l'agriculture québécoise est autant, sinon plus, intégrée et dépendante du système alimentaire global que plusieurs agricultures du « Tiers-monde ». Le néo-colonialisme en provenance du centre de l'empire est d'autant plus présent ici que nous sommes à ses portes et que nous transigeons avec lui depuis longtemps.

C'est dans ce contexte qualifié de crise généralisée par plusieurs que la contestation des effets néfastes de ce système agroalimentaire va se cristalliser dans la naissance de l'Union paysanne dans la deuxième moitié de 2001. Les promoteurs de l'Union paysanne, ses fondateurs et principaux animateurs, sont des personnes engagées depuis longtemps dans les luttes rurales. Elles font partie d'autres organisations, comités de citoyens, conseils municipaux, groupes écologistes, syndicat agricole; elles ont une expérience des institutions agraires et régionales; elles en sont venues à un constat : pour contrer la mondialisation des marchés agricoles et l'agrobusiness, il faut d'abord casser le monopole syndical de l'UPA, cette organisation étant perçue comme le chien de garde et l'exécutant d'une vision productiviste de l'agriculture, exportatrice et destructrice des écosystèmes.

CHAPITRE 4. « CONTRE LA MAFIA DE L'UPA ». LA NAISSANCE DE L'UNION PAYSANNE.

L'UPA donne l'impression d'une position monolithique, mais il y a beaucoup de dissensions à l'intérieur. Si nous montrons que nous ne sommes pas éphémères, beaucoup de personnes se joindront à nous.

- Maxime Laplante, futur secrétaire général de l'Union paysanne, août 2001¹.

Ce qui nous unit, c'est une déclaration de principe qui affirme la volonté de promouvoir et de défendre une agriculture paysanne à échelle humaine, orientée vers la souveraineté alimentaire, qui respecte l'environnement et qui crée de l'emploi.

- Roméo Bouchard, président de l'Union paysanne, décembre 2001².

Il n'y a aucun agriculteur au sein du bureau de direction. Je suis sûr qu'ils ne seraient pas capables de cultiver un pauvre radis.

- Laurent Pellerin, président de l'UPA, au 77^e congrès annuel de l'UPA, 2 décembre 2001³.

Le régime et les dynamiques agroalimentaires décrites au chapitre précédant n'ont été que peu contestés, que ce soit sur le plan économique, politique, écologique ou agronomique. D'abord parce que le Québec est un exemple de fermeture institutionnelle des possibilités de contestation des relations inégalitaires inscrites dans le régime agroalimentaire. Cette fermeture, qui s'inscrit dans le développement historique des institutions québécoises, est

surtout causée par le régime corporatiste et professionnalisé de régulation de l'agriculture, comme je l'ai expliqué au premier chapitre. Ensuite, parce que le Québec s'est engagé, à la suite du Canada, depuis le début des années 1990 dans un alignement sur les politiques économiques mondiales du libre-échange représentées par l'ALENA, les accords du GATT et de l'OMC, comme je l'ai montré au chapitre trois. Dans cet ordre de pensée, des accords locaux ont été pris pour accroître la productivité et les exportations agricoles québécoises dans certains secteurs profitables (Sommet Socio-économique du Québec, 1996; Sommet des décideurs agroalimentaires, St-Hyacinthe, 1998 et 2001). Les effets de cette accélération de l'industrialisation de l'agriculture commencent à se faire sentir dans les campagnes quelques années après les débuts du libre-échange : crise du revenu des agriculteurs et disparition des petites fermes, pollution des sols, des eaux et de l'atmosphère, transformation du paysage rural, concentration des droits de produire, perte de diversité des cultures. Chez les consommateurs, les consommatrices et les urbainEs, les mêmes questions émergent dans les années 1990 quant à la qualité, à la « sécurité » et à la façon de produire la nourriture. Ce n'est qu'après que des questions soient publiquement soulevées que les logiques industrielles et commerciales de l'agriculture commencent à être mises en cause par des associations citoyennes. Durant cette période où la contestation émerge, le régime agricole continue toutefois de renforcer ses bastions avec des lois qui accordent aux producteurs agricoles (et à plusieurs grandes compagnies) certaines formes d'immunité en matière de pollution agricole qui font en outre perdre la capacité des municipalités d'aménager leur territoire (la loi 23 établissant le droit de produire en 1996; la loi 184 modifiant la loi 23 en 2001).

La contestation des comités de citoyens opposés aux mégaporcheries, à partir de 1994, tire ses racines des organisations d'agriculteurs qui, dans les années 1980, ont commencé à cadrer les enjeux de la question agroalimentaire en mettant en cause l'orientation productiviste de l'agriculture ainsi que le caractère monopolistique du syndicat et son alignement sur la logique économique. Les citoyenNEs ruraux s'inscrivent aussi dans la filiation des luttes rurales pour assurer le développement local depuis les années 1960, la dernière initiative majeure en date étant celle des États généraux du monde rural qui, en 1991, posaient les problèmes de la dévitalisation du monde rural et des pistes pour sa revitalisation. (Vachon, 1991)

En 2001 l'Union paysanne jettera des ponts entre ces luttes agricoles et rurales qui peuvent apparaître comme différentes car instituées dans des relations sociales différentes et cloisonnées (le régime agricole d'une part, le développement régional/local de l'autre.) L'Union paysanne va offrir un cadre de compréhension commun et montrer que les deux aspects participent d'un même conflit social. Les années qui précèdent la naissance de l'Union paysanne sont importantes pour comprendre quelles étaient les opportunités d'action et pourquoi ses promoteurs ont décidé de fonder un syndicat concurrent de l'UPA, de porter leur lutte dans l'arène publique et politique et d'appeler toute la population du Québec à la redéfinition radicale du « contrat social agricole ». Ce chapitre raconte donc l'histoire de la naissance de l'Union paysanne et, un peu plus largement, trace les contours du « mouvement social » en faveur d'un autre modèle agroalimentaire au Québec. Partant du Mouvement pour l'agriculture biologique, je montre comment les insatisfactions quant au régime agricole et quant au développement rural se sont exprimées depuis 1972 et comment les « entrepreneurs d'action collective » qui fonderont l'Union paysanne s'inscrivent dans cette lutte, y participent et, en fondant l'Union paysanne, cherchent à contourner les obstacles et contraintes à l'action collective constatés depuis des années de lutte. Je relate ensuite la fondation du syndicat contestataire en mettant l'accent sur le cadrage du discours, les ressources mobilisées, la mobilisation des membres potentiels, les premières stratégies et les réactions des adversaires.

Ruades préliminaires et fissures apparentes

Depuis que les agriculteurs ont opté pour le monopole syndical en 1972 et que l'État québécois a voté une loi sur la production agricole qui encadre le statut de producteur agricole et détermine la structure de la représentation syndicale, seules quelques organisations agricoles verront le jour *en dehors* du giron organisationnel et idéologique représenté par l'UPA. La plupart sont des clubs agricoles et des petites associations, certaines commerciales, regroupant des agriculteurs dans des petits ou très petits secteurs très spécialisés. Certaines sont des clubs d'amélioration technique ou de gestion. Parmi ces organisations, certaines ont un caractère syndical prononcé : le Mouvement pour l'agriculture

biologique (MAB, 1974-1989), le Regroupement des producteurs agricoles du Québec (RPA, 1992-2000) et l'Union paysanne, née en 2001 de l'expérience de la coalition Sauver les campagnes. Comme le mentionnent Kesteman *et al.* (2004, p. 340-347; voir aussi *supra*, chap. 1), plusieurs syndicats spécialisés de producteurs naissent sans être pilotés directement par les structures centrales de l'UPA – et certains syndicats et/ou fédérations spécialisés ne s'affilieront officiellement à l'UPA que plusieurs années plus tard. Malgré cette apparence d'indépendance ou d'autonomie, ils font toutefois partie du giron UPA : leur raison d'être n'est pas de contester la structure du syndicalisme ou son idéologie et de proposer des solutions autres, mais plutôt d'y participer en créant un syndicat qui, lorsque le moment sera propice, s'affiliera officiellement avec l'organisation centrale pour appliquer la logique du syndicalisme économique, c'est-à-dire un plan conjoint géré par une fédération syndicale spécialisée, assorti d'une agence de vente et, peut-être, de quotas de production^a.

Il est ainsi primordial de se demander pourquoi quelques syndicats naissent, non seulement en dehors du giron organisationnel, mais aussi en opposition idéologique et politique d'avec l'UPA. Je voudrais montrer dans les prochaines pages que les trois organisations mentionnées ci-haut expriment les insatisfactions d'agriculteurs qui décident de se donner des organisations collectives autonomes de la « confédération » UPA et de ses structures de « syndicalisme spécialisé » qui transforment le lien social entre représentéE et représentantE en lien économique entre employeurE et employéE.

^a Par exemple le syndicat des producteurs de lapins, né en 1977, demeure assez petit durant presque 20 ans. L'élevage et la commercialisation des lapins sont un très petit marché et un élevage complémentaire dans la plupart des cas, sans plan conjoint ni contingentement. Les producteurs font affaire avec de petits abattoirs régionaux ainsi qu'avec des distributeurs ou des boucheries locales. Le syndicat – qui n'est toujours pas une fédération pan-québécoise – s'affilie en 1994 avec l'UPA. Dans les années 2000, avec l'industrialisation de l'élevage, la concentration dans les abattoirs et les distributeurs agroalimentaires, l'élevage du lapin commence à prendre une certaine ampleur. C'est à ce moment que les structures centrales de l'UPA et sa logique de contrôle de la production commencent à apparaître : un plan-conjoint et des contingentements sont peu à peu mis en place – provoquant comme chaque fois des récriminations et, à moyen terme, la disparition de plusieurs petits éleveurs.

Le Mouvement pour l'agriculture biologique

Le Mouvement pour l'agriculture biologique est fondé en 1974 à Saint-Hyacinthe par des agricultrices et des agriculteurs, des néoruraux, des urbainEs, des jardiniers et jardinières ou simplement des consommatrices et des consommateurs de nourriture dite « naturelle ». Luc Bussières, qui retrace *L'émergence de l'agriculture écologique au Québec* dans son mémoire de maîtrise, relève en effet peu de « parcours conventionnels » dans les biographies des fondateurs du MAB (c'est-à-dire Xe génération agricole, reprise de la ferme familiale par les enfants, etc.) (Bussières, 1986). En 1974, l'agriculture biologique québécoise commence seulement à prendre de l'ampleur, portée par la vague contre-culturelle et les préoccupations naissantes des consommatrices et des consommateurs pour l'écologisme et la saine nutrition. C'est aussi une époque où l'autogestion, la coopération et l'activité à but non lucratif sont les fondements de l'organisation d'une jeunesse contre-culturelle plus ou moins socialiste. Ainsi en est-il des coopératives d'alimentation et des entrepôts coopératifs qui se retrouvent dans le Réseau coopératif d'alimentation saine du Québec, mieux connu comme « le R ZO », pionnier de la distribution alimentaire saine, écologique et locale au Québec. Le MAB et le R ZO sont deux acteurs d'une même mouvance, l'un d'origine urbaine, l'autre d'origine rurale, qui se rencontrent assez rapidement dans leur histoire respective et qui s'accompagneront tout du long^a.

Le MAB hésitera pendant quatre ans entre la formule coopérative (plus proche de l'organisation économique de la mise en marché) et celle de la corporation à but non lucratif

^a La première coopérative d'alimentation naît à Montréal en 1970, rapidement suivie par d'autres. Le R ZO regroupera, en 1985, quatre entrepôts, trente coopératives locales de vente au détail, des comptoirs alimentaires, des garderies et des  p ceries communautaires affiliées, soit entre 10 000 et 20 000 membres au total selon la recherche d'Andrée Fortin (Fortin, *Le R ZO: essai sur les coopératives d'alimentation saine au Québec*). Dès le départ les coopératives du R ZO entendent promouvoir l'agriculture biologique et locale. En ce sens, les achats privilégieront les produits québécois lorsqu'ils sont disponibles. C'est à ce titre que le MAB, comme premier regroupement des agriculteurs biologiques, entretient des liaisons idéologiques et commerciales avec les entrepôts du R ZO. Le R ZO contribuera un tant soit peu à soutenir l'agriculture écologique locale par sa politique d'achat. Fortin mentionne qu'un des entrepôts du R ZO a envisagé de réserver un poste pour un représentant du MAB sur son conseil d'administration, idée qui ne s'est finalement pas concrétisée.

(plus proche de l'organisation de défense des droits, du syndicat ou de l'organisation professionnelle) avant de choisir cette dernière, montrant ainsi que sa mission fondamentale n'est pas tant l'organisation de la production et de la mise en marché que l'organisation générale (politique, agronomique, technique, économique) de ce paradigme agricole perçu à l'époque par l'UPA et le MAPAQ comme utopiste et peu sérieux. Bussières mentionne que l'un des premiers débats au sein du MAB fut celui entre une orientation vers l'autosuffisance des fermes et des jardins et une autre privilégiant la production agricole dirigée vers les marchés capitalistes. Même si cette dernière orientation sera prépondérante, l'autre tendance continuera d'exister et d'exercer son influence dans l'organisation.

La mission du MAB n'est donc pas de contester la structure syndicale québécoise ni même, à l'époque de sa fondation, de revendiquer auprès de l'état de l'aide pour développer l'agriculture biologique (cela deviendra plus tard l'un de ses objectifs principaux). Le MAB est plutôt le résultat d'un besoin des praticienNEs de l'agriculture écologique de se rencontrer, de se connaître et de s'entraider, surtout sur le plan technico-agronomique. Bussières décrit ainsi les premières préoccupations du mouvement : « entre autres de se donner une structure juridique [...], d'organiser le mouvement au niveau des régions, de se faire connaître pour favoriser le recrutement, d'assurer le fonctionnement quotidien du groupe, de trouver des sources de financement, et d'assurer la circulation de l'expertise technique par le biais d'échanges (formels ou pas) entre les membres. » (Bussières, 1986, p. 32)

Au contraire de l'UPA et des autres syndicats agricoles professionnels et corporatistes occidentaux qui ne regroupent que les « producteurs agricoles » agr s par l'état, le MAB accueille six catégories de membres, incluant non-producteurs, jardiniers et urbains :

- 1) le producteur: le membre qui possède sa carte de producteur agricole selon les exigences de la loi.
- 2) l'autosuffisant: le membre qui comble en bonne partie ses besoins alimentaires annuels.
- 3) le jardinier: le membre qui aménage un petit potager ou une petite culture biologique.
- 4) l'aspirant: le membre qui désire fonder un établissement agricole dans les meilleurs délais en s'inspirant des principes de l'agriculture biologique.
- 5) le sympathisant: le membre qui partage l' d al de l'agriculture biologique ainsi que les objectifs de la corporation. [...]
- 6) groupe coopératif ou syndicat de producteurs intéressés à l'agriculture biologique et poursuivant des objectifs similaires à ceux de la corporation⁴.

Deux ans seulement après la prise de position politique de l'UPA et du gouvernement en faveur d'une agriculture de spécialistes, le MAB s'inscrit donc en porte à faux et réaffirme que l'agriculture est une activité sociale générale qui se pratique de plusieurs façons. Bussières mentionne que se sont les jardinières et jardiniers qui seront les membres les plus nombreux, suivis par les sympathisantEs et ensuite les productrices et producteurs accrédités. De même, la région de la Communauté urbaine de Montréal (CUM,  le de Montréal) sera la plus nombreuse, suivie par celle de Saint-Hyacinthe où se regroupent surtout des productrices et producteurs accrédités. La situation sera semblable pour l'Union paysanne quelques trente ans plus tard (une prépondérance montréalaise et non-agricultrice), alors que c'est tout le contraire, on l'imagine, pour l'UPA dont les membres  tabli s sur l' le de Montréal disparaissent les unEs après les autres (il y en a moins de dix aujourd'hui). Les données relevées par Bussières sur l'adhésion au MAB font état de 1268 membres en 1983 et de plus du double trois ans plus tard (2700), dont 60% de membres actifs et 40% qui sont seulement abonnés au magazine du mouvement, *Humus* (Bussières, 1986, p. 33-35).

Le MAB s'engagera assez rapidement dans un dialogue avec les institutions agricoles afin de faire reconnaître l'agriculture biologique comme un secteur professionnel sérieux. Plusieurs syndicats locaux de l'UPA lui sont favorables et lui offrent des ressources. L'UPA elle-même financera le MAB, bien que Bussières relève que le syndicat majoritaire n'accorde que peu d'importance à son petit collègue. Ainsi l'UPA se fera tirer la patte avant d'allonger un peu de financement et ne participera pas à la promotion de l'agriculture biologique; durant les premières années, ce sont des subventions culturelles ou à l'éducation qui assurent le gros du financement du mouvement. De même en est-il des fonctionnaires et agronomes du MAPAQ qui d nigreront cette pratique pendant longtemps. Contournant le mépris du MAPAQ, le MAB va donc chercher à mobiliser des ressources ailleurs que dans le régime agricole et trouvera une oreille sympathique chez des fonctionnaires qui estiment que l'éducation à l'environnement est importante. Fort de cette première reconnaissance, le MAB va chercher à faire modifier la position partagée par les autorités agricoles en convaincant le MAPAQ de s'engager dans un projet-pilote : douze fermes témoins seront observées en détail par le ministère pendant sept ans, ce qui mènera à la reconnaissance officielle de l'existence

FABQ représente moins de 200 membres^a et poursuit son processus de professionnalisation en fondant, du haut vers le bas^b, quatre syndicats spécialisés affiliés. Toujours en 2001, alors que naît l'Union paysanne dont la philosophie agronomique s'inscrit dans la même lignée que la sienne, la FABQ s'affilie officiellement avec l'UPA et tentera même d'obliger les agriculteurs biologiques à la rejoindre, sans succès cependant.

L'Affaire Lapalme et le Regroupement des producteurs agricoles du Québec

Au cours des années 1980 et 1990, une contestation directe du régime agricole naît dans le discours d'agriculteurs à l'intérieur même de l'UPA. On relève par exemple un *Mouvement pour la survie des agriculteurs* qui remet en cause le financement de l'agriculture et accuse l'État, les banques et l'UPA de laisser les petits agriculteurs mourir de par les politiques qui favorisent les plus modernisés⁶. Plusieurs autres mouvements, clubs idéologiques, associations informelles et tendances idéologiques se manifestent à l'intérieur de l'UPA et de ses structures spécialisées ou territoriales. Tous ces mouvements participent toutefois de la structure, cherchant à influencer sur ses orientations et critiquant la fermeture du système (notamment sur la question des plans conjoints et de l'obligation de vendre sa production à son syndicat spécialisé).

^a L'adhésion à la FABQ est volontaire et peu d'agriculteurs biologiques s'en prévalent : il existe autour de 1000 fermes certifiées ou en transition au Québec (en 2007) et plusieurs centaines d'autres utilisent des pratiques écologiques sans être certifiées. Il existe aussi plusieurs associations d'agriculteurs biologiques, notamment l'Association de biodynamie du Québec, l'Association un Grain de santé, l'Association agriculture biologique Gaspésie (affiliée UPA-Gaspésie-Les Îles) et l'Union biologique paysanne.

^b Les syndicats spécialisés ne naissent pas nécessairement à partir d'une base territoriale avant de mener à la formation d'une fédération pan-qubécoise qui les regroupe (logique *bottom-up*). Le pilotage centralisé des fédérations spécialisées, particulièrement les plus récentes, les fait naître dans une logique *top-down* (du haut de la hiérarchie vers la base des membres). La FABQ a ainsi créé des quatre syndicats spécialisés comme dans les autres filières agricoles conventionnelles. Autre exemple de cette logique, deux « comités » existent : horticulture et plantes médicinales, mais ils sont inactifs

D'autres agriculteurs ou anciens agriculteurs choisissent d'affronter le syndicat unique sur son propre terrain, mais en dehors de ses structures, en dénonçant son hégémonie, sa prise de position productiviste et ses pratiques répressives envers ses membres. Plusieurs contestent individuellement le monopole et l'obligation de cotiser; la trace de ces luttes individuelles est visible dans les décisions du tribunal administratif de la RMAAQ. En 1983 apparaît en Mauricie une organisation contestatrice du monopole syndical qui rejoint peu à peu d'autres petits collectifs locaux et des résistantEs individuelLEs avant de s'étendre au Québec en entier en 1992 sous le nom d'Union d'entraide des producteurs agricoles du Québec (UEPAQ). L'année suivante elle prend finalement le nom de Regroupement des producteurs agricoles du Québec (RPA) et entend s'opposer directement au « totalitarisme »⁷ du monopole syndical et du système obligatoire de gestion de l'offre. Le RPA revendique alors mille membres productrices et producteurs agricoles, affirmant en avoir perdu beaucoup ces dernières années à cause de la pression exercée sur les dissidentEs par le syndicat majoritaire⁸.

Un des membres centraux de ce regroupement, M. Maurice Lapalme, producteur laitier de Saint-Liboire en Montérégie, a envoyé une lettre de démission à son syndicat en 1985 pour contester le prélevé automatique de sa cotisation syndicale sur ses revenus laitiers, ce qui selon lui brime le droit de libre association qui comprend la possibilité de ne pas s'associer. M. Lapalme conteste judiciairement cette obligation en invoquant les chartes canadienne et québécoise des droits et libertés. Le RPA dépose parallèlement à la RMAAQ une résolution demandant « la liberté d'association dont bénéficient toutes les petites entreprises. » La procédure implique quelques sept cent agriculteurs de cette organisation et trois cent de la Quebec Farmers' Association (un regroupement autonome d'agriculteurs anglophones qui existe depuis 1954). Le RPA développe une conception de l'agriculteur comme d'un entrepreneur et conteste la relation employé-employeur inscrite dans la structure économique de l'UPA :

selon les renseignements du site Internet de la FABQ (www.fabqbio.ca, information vérifiée le 16-7-2008).

« Nous ne sommes pas des travailleurs, a dit M. Chalifoux [président du RPA.] Nous sommes plutôt de petites entreprises qui administrent beaucoup d'argent. Des PME qui vendent, transigent et transforment des produits. Pourtant, l'UPA nous place encore dans une relation employés-employeur. »

Et comme des PME, les producteurs agricoles vivent des réalités individuelles et ne veulent plus être soumis au « totalitarisme » des fédérations régionales de l'UPA comme c'est le cas actuellement, a affirmé M. Chalifoux. Les membres du RPA veulent pouvoir adhérer à l'association de leur choix et se rapprocher des consommateurs.

De plus, le RPA revendique le droit de se retirer du programme de plan conjoint de l'UPA qui empêche les producteurs agricoles de faire leur propre mise en marché, a soutenu Jacques Blais, actuel président du mouvement « Solidarité, un prix, un lait », qui a fait figure d'opposition au sein de l'UPA pendant plus de neuf ans⁹.

On voit dans cet extrait que le RPA définit le problème comme une lutte pour l'autonomie et la liberté de petits entrepreneurs qui refusent d'accorder foi au mythe de l'unité de la classe agricole : « [I]a formule Rand, c'est pour les ouvriers qui travaillent en usine. Pas pour des propriétaires », déclare le secrétaire du regroupement en 1996¹⁰. En affirmant aussi « vouloir se rapprocher des consommateurs », le RPA laisse entendre que l'actuel régime agricole crée des barrières entre eux. En effet la vente directe et la transformation locale sont pratiquement impossibles. M. Jacques Blais, éleveur bovin cité dans l'extrait, est l'un des représentants de cette frange d'agriculteurs qui revendiquent depuis longtemps plus de liberté quant à la mise en marché des produits agricoles. Président de la fédération estrienne de l'UPA entre 1982 et 1991, animateur du mouvement interne à l'UPA *Solidarité, un prix, un lait*, trouble-fête et critique dans l'UPA, il deviendra en 2001 un des piliers de l'Union paysanne en Estrie. Son discours public va dans le sens de donner plus d'autonomie aux agricultrices et aux agriculteurs sur les plans économique et syndical, de favoriser une agriculture familiale ancrée dans le territoire, écologique, sans OGM. M. Blais personnifie, en quelque sorte, la continuité au fil des ans de la critique du régime agricole.

Le président de l'UPA de l'époque, Jacques Proulx^a, ne s'inquiète pas trop des récriminations du RPA :

^a Ancien journaliste, conseiller en agriculture, syndicaliste et agriculteur des Cantons-de-l'est, M. Proulx est un des leaders ruraux les plus en vue depuis longtemps, représentant de l'agriculture

[c]e n'est qu'un petit groupe qui a des récriminations contre l'UPA et c'est normal. Au moins une fois par année, ils font un événement quelconque pour faire valoir leur point de vue. C'est leur droit, on est en démocratie¹¹.

M. Proulx quitte ses fonctions à l'UPA cette année-là (1993) pour se consacrer à Solidarité rurale du Québec, une coalition de laquelle l'UPA est membre fondatrice. Quelques années plus tard, à la fondation de l'Union paysanne, il refusera de commenter mais appuiera de façon détournée l'organisation dissidente. Quant à la contestation de M. Lapalme, elle attend onze ans avant d'être entendue en Cour supérieure du Québec. Élevé en cas-type, l'attente du règlement tient en suspend les autres procédures déposées par le RPA¹². Entre temps, la centralisation du système de la cotisation obligatoire s'accroît. En juillet 1996 le gouvernement du Parti québécois adopte la loi 85 dont l'objet principal est de faire hausser le seuil d'admissibilité au programme de remboursements des taxes foncières pour les agriculteurs, le faisant passer de 3 000\$ dollars de ventes annuelles à 10 000\$, ce qui élimine les petits agriculteurs. De plus la loi lie l'accessibilité à ce programme au paiement de la cotisation syndicale. Lier ces deux aspects du régime agraire et subordonner le programme gouvernemental au paiement d'une cotisation à un organisme syndical n'a pas lieu d'être, s'insurgent à la fois le Regroupement des producteurs agricoles et le Barreau du Québec. Par le biais de ses comités intéressés au droit agraire, ce dernier émet régulièrement des avis et des commentaires en commission parlementaire ou ailleurs, et chaque fois mentionne que le monopole syndical de l'UPA est une décision politique qui va, dans son essence, à l'encontre du droit constitutionnel canadien. Cette fois-ci, le Barreau se demande quelle est la

familiale et du modèle villageois de communauté. Il fut le premier président de la Fédération canadienne de l'agriculture dans les années 1980. Président de l'UPA de 1981 à 1993, il pilote en 1991 les États généraux du monde rural qui aboutissent en une *Déclaration sur la revitalisation du monde rural* et en la fondation de Solidarité rurale du Québec (SRQ), une coalition institutionnelle favorable à l'agriculture paysanne, mais dont l'objet principal est la revitalisation des collectivités rurales. M. Proulx en devient le président jusqu'à sa retraite en 2008. Depuis 1997, Solidarité rurale « agit à titre d'instance conseil du gouvernement du Québec en matière de ruralité » (Solidarité rurale du Québec, *A propos du monde rural, mémoire présenté à la Commission de l'aménagement du territoire pour consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi numéro 171, Loi sur le ministère des Régions*). Voir aussi les actes des États généraux du monde rural dans Vachon, *Le Québec rural dans tous ses états*). M. Proulx est Chevalier de l'Ordre national du Québec depuis 1995, en reconnaissance de sa carrière publique locale et internationale en faveur des collectivités rurales et de l'agriculture.

motivation derrière la création de ce lien incongru et met en évidence une volonté politique de renforcer le pouvoir de l'UPA vis-à-vis des agriculteurs par une mesure qui officialise le principe de la formule Rand en permettant au syndicat unique – qui cogère le programme de remboursement de taxes – de retenir la cotisation des agriculteurs « à la source », directement sur leur « chèque de paye » que leur envoie leur fédération spécialisée en retour de leurs produits agricoles¹³. Autrefois les agriculteurs réticents à payer une cotisation obligatoire s'exposaient à des mesures administratives devant la RMAAQ. Dorénavant, leur accès à un programme public de soutien à l'agriculture sera restreint. Malgré les protestations du RPA, du Barreau du Québec et de quelques comités de citoyens ruraux préoccupés par la situation, la loi sera modifiée par le gouvernement péquiste.

La cause de Maurice Lapalme et du RPA se terminera en mars 2000 alors que le juge Jean-Jacques Croteau de la Cour supérieure donne raison à l'UPA. Il invoque que le caractère spécifique de l'agriculture québécoise face à la mondialisation des marchés justifie cette entorse mineure au droit de ne pas s'associer. Le législateur, selon lui, a légiféré en toute connaissance de cause et le pouvoir ainsi accordé à l'UPA bénéficie en réalité à tous les agriculteurs par le biais des luttes que le syndicat mène en leur nom¹⁴. M. Lapalme n'a pas porté appel du jugement, n'y voyant pas de faille exploitable. Des quelques 1500 agriculteurs qui attendaient ce jugement, la moitié décide de payer immédiatement¹⁵. Quant à Lapalme, découragé par plus de douze ans de procédures, il aurait mis fin à ses jours selon le journaliste Jean-Paul Gagné (je n'ai pas trouvé d'autres sources sur cette information)¹⁶.

Selon Laurent Pellerin, président de l'UPA depuis 1993, « le jugement Croteau fait désormais office d'autorité ultime sur la question » du monopole dans le syndicalisme agricole. Cependant plusieurs agriculteurs continueront de contester l'obligation de payer une cotisation à un syndicat qui, estiment-ils, ne les représente pas. L'Union paysanne mentionne le nombre de 5000 producteurs agricoles poursuivis par les instances de l'UPA entre 1982 et 2002 pour défaut de paiement de cotisation¹⁷, alors que Brigitte Trahan du quotidien trifluvien *Le Nouvelliste* écrit : « [b]on an, mal an, l'UPA doit poursuivre environ 125 producteurs qui ne paient pas leurs cotisations. Un phénomène récurrent qui n'est pas nouveau [...] »¹⁸. Les réfractaires se retrouvent convoqués devant le tribunal administratif de la RMAAQ pour déterminer si leurs activités correspondent à celles fixées par la Loi sur les

producteurs agricoles. Si c'est le cas, ils doivent payer leur cotisation syndicale et les prélevés sur leur production. M. Michael Towsey, autre réfractaire à la cotisation obligatoire, explique pourquoi il ne se sent pas représenté :

[i]l explique qu'à plusieurs reprises, au cours de sa vie de producteur, il a eu besoin des services de l'UPA mais que jamais l'UPA ne l'a défendu. « Par exemple, j'ai été victime d'un feu et j'ai dû moi même [*sic*] poursuivre Hydro-Québec. Jamais l'UPA ne m'a aidé là-dedans », illustre-t-il. D'autres situations sont arrivées, au cours des années où il fut tour à tour producteur ovin, bovin et maraîcher mais jamais, dit-il, l'UPA n'a fait quoi que ce soit pour le supporter quand il en a eu besoin¹⁹.

Un autre exemple est celui de M. Guy R. Rocheleau, producteur laitier de Bedford qui a envoyé une lettre de démission à l'UPA en 1995 et a cessé de payer sa cotisation. Poursuivi par le syndicat et reconnu comme producteur agricole par la RMAAQ, il porte sa cause en Cour supérieure en invoquant la Charte des droits et libertés et le droit de non-association, refaisant ainsi le chemin parcouru par Maurice Lapalme²⁰. Après une bagarre de procédures, il plaidera sa cause en 2006 devant la juge Suzanne Mireault qui réaffirmera, à la suite du jugement Croteau, que la situation actuelle ne brime pas la liberté d'association des agriculteurs de façon intolérable :

à leur face même, les dispositions contestées par Guy R. Rocheleau n'interdisent pas aux producteurs agricoles du Québec de créer des associations ou de participer à leur formation, d'y adhérer, d'y cotiser, de prendre part à leurs activités ou d'en démissionner [...] [L]'État n'interdit pas, par cette loi, la possibilité pour ces producteurs de se regrouper au sein d'autres groupements que l'UPA afin de poursuivre des objectifs communs²¹.

La juge va aussi élaborer sur le droit de non-association qui, accorde-t-elle à M. Rocheleau, est protégé par les chartes canadiennes et vise à protéger unE citoyenNE d'être obligéE de souscrire à des idées ou des valeurs qu'il ou elle ne partage pas. Cependant, rien ne prouve que l'UPA « exerce une coercition idéologique sur les producteurs agricoles du Québec ou que la Loi sur les producteurs agricoles impose une forme de conformité idéologique »²². Suivant le juge McLachlin de la Cour suprême, elle indique que « le seul paiement d'une cotisation, selon la formule Rand, ne peut être porteur d'un contenu idéologique »²³. Après cette bataille qui se termine en octobre 2007 par un arrangement à

l'amiable secret entre l'UPA et M. Rocheleau, les jugements Croteau de 2000 et Mireault de 2006 font donc jurisprudence en la matière.

* *

*

Les cas qui viennent d'être présentés nous donnent des indications sur la préhistoire de la question agroalimentaire. Le cas du MAB montre qu'une mouvance en faveur d'un autre paradigme agronomique et agrosocial réussit à cohabiter avec des institutions réfractaires et, grâce à une stratégie de collaboration, fait grandement avancer la cause de l'agriculture biologique. Non pas contestataire mais plutôt affirmatif (« nous sommes des gens sérieux »), le MAB s'est inscrit dans une politique de reconnaissance par l'État et l'autorité syndicale. Ce faisant il a cependant fini par adopter les traits du syndicalisme dominant : la création de la FABQ montre l'alignement sur le modèle de l'agriculture divisée en secteurs de spécialisation, l'agriculture biologique devenant ainsi une filière agricole parmi les autres, alors qu'en réalité elle est un paradigme agronomique et social différent, capable de remplacer le paradigme productiviste. Fondateur, initiateur, explorateur, le travail en dents de scie du MAB et les avancements qu'il permet à la reconnaissance de l'agriculture biologique seront repris en main par la FABQ et enlignés sur les structures du régime agricole. Le MAB aura aussi participé à la constitution d'un débat public sur la qualité de l'alimentation qui aura de fortes répercussions dans les années 1990 alors que l'alimentation biologique va se développer comme l'un des secteurs agroalimentaires affichant les taux de croissance les plus élevés au Québec. La FABQ, pour sa part, ne cherchera pas à s'inscrire dans le débat public, cherchant plutôt à consolider la filière agroalimentaire du biologique. Son syndicalisme s'apparente à l'action d'un groupe d'intérêts qui défend ses membres. Ainsi la rupture produite par le MAB se ressouda quinze ans plus tard : la FABQ est semblable à n'importe laquelle des fédérations syndicales spécialisées de l'UPA.

Avec les cas du RPA et des réfractaires à la cotisation obligatoire, nous voyons se cadrer en termes contemporains la question de la représentation des agriculteurs par un syndicat qui est qualifié de corporatiste, totalitaire, peu attentif aux besoins des petits agriculteurs. Cependant leur critique, comme le montre bien les jugements Croteau et

Mireault, fait abstraction du fait que la majorité des agriculteurs profitent des luttes menées au nom de tous par l'UPA et ses fédérations spécialisées. Les agricultrices et agriculteurs dissidents n'ont pas encore tout à fait élaboré les arguments critiquant l'orientation idéologique de ces luttes que mène l'UPA « au nom de tous ». Ils mettent plutôt l'accent sur la liberté d'entreprendre et de s'associer en fonction de leurs intérêts et de leurs besoins. Leur positionnement est celui de l'individu souverain qui veut le droit de s'autodéterminer et de diriger son entreprise, ce qui inclut vendre à qui il veut au prix qu'il conviendra, une position capitaliste libérale et individualiste assez claire qui ne prend pas en compte la force collective. D'ailleurs la majorité de ceux et celles qui contestent le monopole syndical le font individuellement. Le cas du RPA est à ce titre une exception.

L'analyse fine du caractère contraignant et étouffant des plans conjoints n'est encore qu'embryonnaire. Dans les années 1980 et début 1990, l'UPA n'est pas encore formellement accusée de ne favoriser que les gros agriculteurs productivistes et de privilégier l'agriculture industrielle, bien que cette critique soit perceptible en filigrane des cris de détresse de petits agriculteurs qui voient leur marge de manœuvre et leur autonomie fondre comme beurre au soleil. Le cas des mouvements et clubs idéologiques qui agissent à l'intérieur des limites de la confédération syndicale et qui en acceptent les règles montre bien que les opinions différentes peuvent s'exprimer tant qu'elles ne remettent pas en cause les fondements même du syndicalisme moderne que sont la cotisation obligatoire, le syndicalisme spécialisé, le contrôle de l'offre de produits agricoles et le soutien des revenus par l'État. Les dissidents ne remettent d'ailleurs pas en cause l'aide financière de l'État.

Quant à leur répertoire d'action, il s'appuie sur la constitutionnalité, la revendication du respect des droits inclus dans les chartes et les lois nationales. Il est, en ce sens, très peu innovant. Utilisant principalement les tribunaux après avoir essayé de faire changer la situation à l'intérieur du syndicat majoritaire, ces agricultrices et agriculteurs utilisent des méthodes de contestation connues et convenues. Le regroupement des plaintes de presque 5% des agriculteurs québécois et le dépôt d'une résolution en appui à une lutte individuelle devant les tribunaux montre qu'on cherche à établir un rapport de force et à *légitimer* une position qui n'est pas *légale* selon le régime agricole. Cependant, aucune autre stratégie n'est pensée pour poursuivre la lutte lorsque le tribunal déboute M. Lapalme. Il n'y a pas non plus

trace d'un répertoire « de la rue », que ce soit la manifestation de rue, le défilé de tracteurs, l'occupation de locaux ou tout autre type d'action musclée caractéristique des agriculteurs d'ici et d'ailleurs (par exemple, en 1998, les producteurs porcins de l'UPA bloquent l'autoroute 20 pendant toute une journée. L'année suivante, en France, la Confédération paysanne démonte un restaurant McDonald's. On pourrait multiplier les exemples.) Les agriculteurs du RPA ne cherchent pas non plus à publiciser leurs problèmes, à faire appel à la population ou à l'opinion publique, à interpellier le ministère ou le ministre responsable. Leur lutte est interne au régime et ne concerne que les agricultrices et agriculteurs, « petitEs entrepreneurEs » dont la liberté de commerce est entravée par une limitation de leur droit individuel à l'association et la non-association.

L'échec de ces tentatives de fissurer le monopole syndical, le contrôle de l'offre et l'encadrement juridico-politique de la « profession » font apparaître les limites de la contestation interne du régime. Premièrement, les structures internes de l'UPA, de par leur caractère de plus en plus centralisé et spécialisé, ne peuvent pas répondre à la diversité des situations particulières et ne font la promotion que d'un seul modèle politico-économique : l'alignement sur le marché capitaliste, la conservation des acquis issus des luttes historiques, l'amélioration technologique, la mise en marché nationale standardisée. Deuxièmement, la contestation devant la RMAAQ se retourne toujours contre l'agriculteur individuel. Les actions et les recours collectifs comme ceux du RPA ne fonctionnent pas non plus et butent tous sur les limites internes à la Loi sur les producteurs agricoles, à la Loi sur la mise en marché des produits agricoles et à leurs règlements associés que doit faire respecter la RMAAQ. Le recours aux tribunaux à l'extérieur du régime agraire – Cour supérieure et Cour d'appel – se bute aux limites constitutionnelles de la division des pouvoirs : les juges estiment que le législateur n'a pas abusé de ses pouvoirs en restreignant la liberté d'association. Des recours auprès de la Cour suprême du Canada ou de la Commission des Droits de l'homme de l'ONU seraient toujours possibles, mais très longs, coûteux et incertains. Reste une piste qui n'a pas été explorée depuis 1972 : sortir du régime agraire et faire changer la loi par ceux et celles qui l'ont voté, les politicienNEs.

Des comités de citoyens à l'Union paysanne

On a vu au chapitre précédent que la production porcine a été modernisée tardivement, à partir des années 1970, mais qu'elle est maintenant un élevage très intégré, mécanisé et soumis à des processus industriels à toutes les étapes de la chaîne. La production porcine n'est pas contingentée et le marché est régulé par un encan électronique basé sur les prix de la bourse de Chicago, ce qui signifie qu'elle est fluide et peut, théoriquement, « s'adapter au marché ». Dans la foulée de la décision prise de doubler les exportations agricoles et de miser pour ce faire sur l'industrie porcine, les promoteurs porcins multiplient les demandes d'autorisation pour de nouvelles porcheries (ou des agrandissements d'établissements existants). De juillet à septembre 1996, 334 demandes sont acheminées au ministère de l'Environnement selon le ministre de l'époque, M. David Cliche²⁴.

L'industrie porcine commence rapidement à être montrée du doigt : pollution des rivières, des nappes phréatiques et des puits, surplus minéraux sur les terres, désertification, mauvaises odeurs, perte de diversité des cultures au profit du maïs-grain, etc. Le discours critique sur ce développement agricole industriel est d'abord élaboré de l'extérieur du régime agricole, par des citoyens ruraux pour la plupart non-agriculteurs, constitués à partir de 1996 en des dizaines de Comités de citoyens opposés à l'expansion de l'industrie porcine²⁵, dénonçant la transformation des campagnes en usines à ciel ouvert ainsi que la perte de pouvoir des non-agriculteurs sur l'aménagement, le développement et l'utilisation des territoires ruraux.

Un des plus actifs est le Comité de citoyens de St-Germain[-de-Kamouraska]. Formé en 1996 pour lutter « contre un projet de porcherie industrielle qui menaçait de compromettre 10 ans de développement local collectif »²⁶, le comité de St-Germain est allé jusqu'en Cour supérieure pour défendre le droit des habitantEs de la municipalité à contrôler le développement sur leur territoire. Sans succès :

Hazard [*sic*] ou provocation supplémentaire : les promoteurs de la mégaporcherie de St-Germain ont choisi les Jours Saints pour commencer le massacre d'un des plus beaux territoires du Kamouraska et baffouer [*sic*] triomphalement leurs concitoyens, et cela, avec la haute

approbation de tout ce qu'il y a de dirigeants agricoles et politiques, parfaitement conscients de favoriser des intérêts privés au détriment du bien collectif.

C'est le début de la fin d'une saga que toute la région et même le Québec ont suivi avec espoir et anxiété. [...]

On a eu beau faire des pétitions, des avis de motion, des règlements, des requêtes aux Ministres de l'agriculture, de l'Environnement, des Affaires municipales et au Premier ministre lui-même, à la Commission parlementaire de l'Agriculture, à la Commission de protection du territoire agricole, des représentations, des manifestations, des négociations, des médiations, des procès au Tribunal administratif et en Cour supérieure, des réseaux de solidarité dans tout le Québec, des études, des analyses d'eau ; [...] Rien à faire²⁷.

Cette lutte menée par le Comité de citoyens de St-Germain est semblable à celles de la centaine d'autres qui éclot dans les régions du Québec entre 1996 et 2007. On voit tout de suite par cet extrait de communiqué de presse que le comité de citoyens, au contraire des agriculteurs du RPA, opte pour une stratégie qui fait appel, de l'extérieur du régime, aux institutions publiques concernées. La lutte est aussi clairement cadrée comme une défense du bien public, ce qui n'était pas le cas des réfractaires à la cotisation syndicale obligatoire. Mais malgré leurs efforts tous les comités de citoyens perdront leur cause : dans les années 1990 il n'existe pas de recours pour les citoyenNEs et les municipalités face à la procédure d'émission des certificats d'autorisation du ministère de l'Environnement. La procédure est qualifiée par les autorités « d'administrative », alors que les comités de citoyens cherchent à en faire une question politique de respect du bien public. Devant cette constatation d'une impasse administrative ministérielle et d'une impasse politique locale, un réseautage est entrepris entre les comités de citoyens afin d'étendre le mouvement à l'échelle du Québec pour inscrire la question de l'industrie porcine à l'agenda public et constituer un rapport de force.

L'Union des citoyens du monde rural

Un premier regroupement québécois naît en juin 1996 sous l'impulsion de trois comités de citoyens : le Regroupement de la Hêtrière de Saint-Charles-de-Bellechasse, Le vent qui fesse de Saint-Jean-Chrysostome et le Comité de citoyens de Grandes-Piles.

L'Union des citoyens du monde rural (UCMR)²⁸ entend « représenter tous les citoyens vivant en milieu rural, producteurs agricoles ou résidants, pour assurer une représentativité efficace auprès des différents paliers décisionnels », selon le porte-parole Grégoire Tanguay²⁹. Dans un autre article de presse, il s'explique un peu plus longuement :

Notre organisme est d'abord et avant tout un regroupement d'agriculteurs et de ruraux qui partagent, en gros, la philosophie de Solidarité rurale, donc d'une agriculture plus durable, mais qui veulent passer à l'action dans les dossiers en fournissant une contre-expertise scientifique à des coûts abordables aux gens qui veulent revoir l'aménagement du territoire ou des projets en marche dans l'optique d'une agriculture plus durable. Nous ne voulons pas regrouper uniquement des organismes mais aussi des individus, des gens du milieu³⁰.

Le regroupement demande une consultation publique sur l'industrie porcine et le report de l'étude du projet de loi 23 qui accorde un « droit de produire » aux agriculteurs en soustrayant les activités agricoles du régime ordinaire du droit civil québécois (voir Barreau du Québec, 1996). L'UCMR et ses comités membres demandent aussi leur inclusion dans les structures de concertation locale et régionale en agriculture. Dans le cadre de leur lutte à cette loi, les citoyens ruraux déposent une pétition de 10 000 noms demandant un moratoire sur toute nouvelle autorisation de porcherie industrielle. Peine perdue, le gouvernement exclu les groupes environnementalistes et les comités de citoyens de la commission parlementaire sur l'Agriculture et la loi 23 est finalement adoptée aux petites heures du matin par un gouvernement pressé d'en finir³¹. Pourtant, le Barreau du Québec avait émis un mémoire de dernière minute demandant au gouvernement de reconsidérer sa décision³². Selon l'organisme, le projet de loi accorde trop de privilèges au groupe social des agriculteurs et contrevient à la philosophie égalitaire du droit québécois :

Le mémoire du Barreau estime que le «projet» de loi 23 [...] recrée le régime d'exceptions et de privilèges qui caractérisait certaines lois québécoises au début du siècle alors que des compagnies ou des groupes sociaux bénéficiaient nommément de régimes spéciaux dans les lois générales³³.

Cette nouvelle loi créerait « deux catégories de citoyens sur un même territoire » en raison du « privilège » accordé aux agriculteurs d'être soustraits du chapitre de la Loi de l'environnement sur les nuisances et de ne plus être poursuivis directement devant les

tribunaux pour des abus relatifs à certaines nuisances, un domaine que le Code civil venait d'ailleurs de moderniser.

La loi 23, ajoute le Barreau, accorde au gouvernement un « pouvoir extrêmement étendu en matière d'aménagement sur les zones agricoles, réduisant par là l'autonomie des municipalités et le principe de la décentralisation, de la déconcentration et de la responsabilité des municipalités ». Pire, ajoute le Barreau, « en souscrivant à ce projet de loi, les municipalités du Québec renoncent à une part importante de leur pouvoir d'aménagement conféré par la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme quant aux zones agricoles »³⁴.

De plus, la loi sera adoptée alors que les règlements de sa mise en application ne sont pas encore écrits. Pour plusieurs intervenants, incluant le Centre sur le droit de l'environnement, les orientations émises quant aux règlements d'application de la loi sont tellement imprécis qu'il faut « faire profession de foi » pour les accepter à ce stade-ci de leur élaboration³⁵.

La lutte engagée par l'Union des citoyens du monde rural se poursuit pendant quelques mois, jusque vers la fin de 1997. Le contexte est difficile : chaque comité de citoyen confronté à un ou plusieurs projets de porcheries mène sa lutte à l'intérieur des limites de sa municipalité avec très peu de ressources. Parfois les projets porcins touchent le territoire de plusieurs municipalités et les citoyenNEs affectéEs ne peuvent pas intervenir dans la municipalité voisine. L'UCMR fut utile pour faire des représentations politiques à l'échelon national, mais l'épreuve fut difficile. Ainsi en témoigne Jean-Pierre Lamonde, membre d'un des comités de citoyens fondateurs de l'UCMR, dans une lettre envoyée à une chroniqueuse du quotidien *Le Soleil* :

« J'habite un rang qu'un vieil agronome, qui avait marché le pays, appelait le plus beau rang de la Province: le rang de La Hêtrière, à St-Charles de Bellechasse. On a vécu la saga en 96-97, le conseil municipal contre nous, le lot subdivisé, le fait accompli, les manifs, la mafia de l'UPA, les pétitions, les agriculteurs contre le projet, puis certains qui changent d'idée. On a fondé une organisation québécoise, l'Union des citoyens du monde rural, rencontré le ministre de l'Environnement, perdu deux étés et vieilli prématurément. Résultats: quatre bâtiments de porcherie, une à venir.

On s'est ruiné; les maladies ont suivi. C'était écrit dans les livres. Ces projets sèment la discorde dans l'entourage, la méfiance. Les gens deviennent malades. On a eu ça. En plus, la merde et surtout la senteur. C'est pas drôle de devoir fermer portes et fenêtres l'été. Le beau rang se déstructure. Le prix des terres a grimpé parce que les intégrateurs sont prêts à payer le prix. L'industrie laitière, florissante ici, est coincée.

Je sais bien que le cochon n'est pas votre thème unique, mais si vous suivez le dossier vous verrez les suites. Vous découvrirez que le gouvernement aime beaucoup les exportations, même si ça fout la merde dans le pays. Il s'apprête à convoquer la Chambre pour donner à ces messieurs des primes pour des pertes qu'ils n'encourent pas. Juré. Vous verrez aussi que la démocratie municipale, près des citoyens, ça pèse pas lourd. »

« Nous ne sommes pas contre le cochon, ajoute-t-il. Mais nous voulons que cette production se fasse proprement »³⁶.

Le Comité des citoyens de Saint-Charles-de-Bellechasse cessera peu à peu ses activités après avoir tenté plusieurs stratégies et essuyé un échec chaque fois. De même en est-il de l'Union des citoyens du monde rural dont on n'entend plus parler après 1998. La situation de ces regroupements est éphémère : les comités de citoyenNEs abandonnent souvent la lutte lorsque les échecs se multiplient et lorsqu'ils se retrouvent devant le fait accompli d'une porcherie en fonctionnement. Le témoignage de M. Lamonde ci-haut est en ce sens commun. Des références à l'épuisement personnel, à la maladie, à la perte de qualité de vie, à la division des communautés se retrouvent dans pratiquement tous les témoignages des citoyennes et citoyens ayant participé à ces luttes³⁷.

Bien que cette première phase de mobilisation n'ait pas permis de modifier quoi que ce soit dans l'appareillage du régime agricole, elle aura eu le mérite de rapprocher le problème porcin de l'arène de la discussion publique. En effet certains médias d'information commencent à s'intéresser aux petites luttes locales. Celles-ci rayonnent de village en village. Les éluEs municipaux et provinciaux ont été sollicitéEs. Les luttes sont toutefois très fragmentées et la pression sur les gouvernants peu soutenue malgré la tentative de regroupement de l'Union des citoyens du monde rural.

La coalition Sauver les campagnes

D'autres ne perdent cependant pas espoir. Devant la multiplication des projets porcins et des cris d'alarmes quant à la dégradation de l'eau^a et de la santé humaine dans les régions d'agriculture intensive, d'autres comités de citoyens émergent et les besoins de réseautage se font de nouveau sentir. C'est ainsi que fin octobre 1999, les délégués de 22 comités de citoyens et d'une vingtaine de groupes et organismes québécois à saveur environnementaliste (de même que des délégués du Ministère des Régions, de l'Agriculture, de l'Environnement, des Affaires municipales, de Québec-Tourisme et des députés régionaux) se rencontrent à St-Germain-de-Kamouraska pour le premier « Rendez-vous des Comités de citoyens ruraux et des groupes écologiques québécois »³⁸. De ce rendez-vous naîtra la coalition Sauver les campagnes^b qui demeure active jusqu'à ce que plusieurs de ses membres se regroupent dans l'Union paysanne en décembre 2001. Plusieurs des personnes qui se rendent à Saint-Germain-de-Kamouraska ont participé au réseau précédent, l'UCMR.

Lors de ce premier rendez-vous, la nouvelle coalition s'élit un comité de coordination, se donne un manifeste et élabore un cahier de revendications en 25 points, ce qui est déjà beaucoup plus que l'UCMR sur le plan organisationnel. Le manifeste pose d'entrée de jeu l'importance de la ruralité et s'inscrit dans une vision clairement environnementaliste :

[l]a campagne est un réservoir de terres agricoles essentielles pour nourrir les humains. Mais elle est aussi un milieu et un mode de vie unique, un réservoir de ressources qui, en plus d'être indispensables à la vie des communautés rurales, constituent des patrimoines collectifs irremplaçables : l'eau, l'air, le fleuve, les lacs et les rivières, la forêt, la grande nature, les villages, les communautés et les cultures régionales. Tout mis ensemble, la campagne constitue un réservoir de beauté, de diversité naturelle et culturelle de plus en plus indispensable à l'homme moderne, technique et urbain³⁹.

^a Une commission du BAPE sur la question de la pollution de l'eau est tenue en 1999 et conclut que l'État doit mieux veiller à cette ressource. Dans ce cadre, les directions régionales de la santé publique sont invitées à faire l'expertise des ressources aquifères de leur région pour en évaluer l'état.

^b Sauver les campagnes ne parlera pas toujours d'elle-même en terme de coalition. Le moment de fondation est qualifié de « 1^{er} Rendez-vous Sauver les campagnes » (deux autres rendez-vous suivront). Après sa fondation, les membres parlent du Comité d'action « Sauver les campagnes ». Dans un article journalistique faisant état de la fondation, Roméo Bouchard parle de « Front commun ». Mais à partir du 2^e Rendez-vous en novembre 2000, les documents font état de la « Coalition « Sauver

La campagne est perçue comme un milieu de vie, de travail et de solidarité dont les divers éléments sont reliés dans une relation pratiquement organique. Cependant la coalition fait le constat que l'aménagement de ces territoires échappe au contrôle démocratique de leurs habitantEs :

[m]alheureusement, les règles qui régissent l'utilisation de la campagne et de ses ressources polyvalentes sont constituées de corps de lois sectorielles et centralisées qui ont été établies la plupart du temps sous la pression de lobbies puissants; devenus [*sic*] partenaires de l'État, ces entreprises se sont assurées des quasi-monopoles, en fonction de leurs intérêts immédiats et au détriment des communautés locales et régionales⁴⁰.

Selon ce diagnostic, l'État est faible face à des « lobbies » qui obtiennent ce qu'ils veulent et ainsi contribuent à la fragmentation de la communauté organique représentée par le village et ses terres adjacentes. Ce constat de la coalition n'est pas qu'une position idéologique. Il s'inspire des constats, notamment, des États généraux du monde rural et de Solidarité rurale du Québec qui réclame une politique de la ruralité unifiée et cohérente depuis quelques années. Ce constat est aussi celui d'experts tels Michael Woods, cité ailleurs dans ce texte, qui analyse que le rural en tant qu'espace a été mis de côté au profit de politiques situées dans l'espace rural, et ce, dans la plupart des pays occidentaux (Woods, 2003; voir aussi Jean, 1997).

Le manifeste de Sauver les campagnes se termine par une pétition de principes : les habitantEs des communautés rurales « déjà gravement affectées par la décroissance » sont les seules à s'élever contre ce « massacre irresponsable » afin de « redonner aux citoyens le contrôle des développements qui mettent en danger leur qualité de vie et des patrimoines collectifs ». Pour ce faire, les déléguéEs des Comités de citoyens présents à Saint-Germain-de-Kamouraska mandatent un « Comité d'action « Sauver les campagnes » pour faire valoir leurs revendications et soutenir leur lutte »⁴¹. Ces premières revendications concertées viennent systématiser les revendications que chacun des comités de citoyens avait élaboré pour lutter dans son coin de pays et laissent transparaître les intérêts/problèmes spécifiques de

les campagnes » ». J'utiliserai donc Coalition Sauver les campagnes ou simplement Sauver les campagnes pour la nommer, sans acronyme possible (c'est un souhait de la coalition).

chacun. Ces revendications sont destinées à être présentées aux instances étatiques provinciales concernées. Selon les dires du principal initiateur de la coalition, elles sont adoptées à l'unanimité par la centaine de participantEs⁴². La première est générale et reprend les deux principes au fondement de la coalition, soit la démocratie locale et la sauvegarde écologique :

1. Les régimes agricole, forestier et municipal doivent être révisés et le régime environnemental doit être renforcé de façon à protéger et mettre en valeur les ressources du milieu rural et à redonner aux communautés locales le contrôle du développement intégré de leurs ressources pour l'ensemble de la communauté⁴³.

Les vingt-quatre autres revendications sont plus précises et concernent les quatre régimes mentionnés dans la première. Ainsi quant au régime agricole, Sauver les campagnes propose de le recentrer autour des MRC et des municipalités locales afin de « garantir l'utilisation polyvalente de la campagne, l'occupation du territoire, la protection des particularités propres à chaque territoire et le respect des choix démocratiques des communautés locales et régionales »⁴⁴. Cela demande le remplacement de la loi 23 qui vient de modifier les pouvoirs d'aménagement des municipalités. Quant au régime forestier, on demande son assouplissement afin que les communautés locales puissent aussi profiter des terres forestières publiques, dont les CAAF restreignent l'usage au seul domaine de l'exploitation forestière industrielle. Le régime municipal fait l'objet de plus d'attention. Pour Sauver les campagnes, la question de la démocratie locale est au centre des préoccupations. Toutes les revendications sont à l'effet d'améliorer la représentation des divers intérêts locaux et à rendre plus transparents et plus accessibles au simple citoyen les mécanismes municipaux. Par exemple, on demande que les MRC deviennent des « structures électives pleinement représentatives, responsables de la gestion territoriale intégrée et de l'aménagement des ressources »⁴⁵ et que les schémas d'aménagement territorial fassent l'objet d'un référendum régional. Cette emphase sur la gestion territoriale intégrée n'est pas non plus nouvelle : elle provient directement des Opérations Dignité des années 1970 et des expériences d'autogestion intégrée des ressources, notamment celle des trois villages regroupés sous l'organisme JAL. Si les MRC n'existaient pas à l'époque du JAL, elle seront

toutefois créés notamment dans l'espoir de remédier aux problèmes soulevés par les villageoisES menacés de la fermeture de leur village (Beaudry, 2000).

Enfin, la plus grande part des revendications concerne ce que la coalition nomme le régime environnemental et son principal appareil, le ministère de l'Environnement. Près de la moitié des revendications à ce sujet visent à réguler l'industrie porcine et l'industrialisation de la production agricole. La coalition demande, elle aussi, un « débat public » mené par un « organisme indépendant », par exemple le BAPE, sur le modèle actuel de développement porcin⁴⁶. Elle demande aussi un moratoire sur toute nouvelle industrie d'élevage sur lisier^a ainsi que sur « toutes nouvelles cultures et expériences transgéniques »⁴⁷. En adéquation avec cette pétition de principes contre la pollution agricole, Sauver les campagnes propose l'instauration d'un programme de soutien à la conversion à l'agriculture biologique⁴⁸. Notons que pour soutenir ses revendications la coalition mentionne des exemples d'agriculture moderne soutenable ailleurs dans le monde, que ce soit quant à l'utilisation des fumiers compostés ou quant aux subventions agricoles soumises à une norme « d'écoconditionnalité ». Enfin, les dernières revendications concernent le ministère de l'Environnement et suivent le constat que celui-ci « a cédé sur tous les plans ces dernières années aux pressions des lobbies de l'UPA, des Papetières, des Industriels [...], du libre-échange »⁴⁹. Le ministère de l'Environnement, croit la coalition, doit obtenir les moyens et les pouvoirs nécessaires pour mettre en place un véritable « régime environnemental » afin d'assurer la survie et la pérennité des campagnes québécoises.

Le manifeste et le cahier de revendications de la coalition Sauver les campagnes témoignent d'un désir de lier ensemble les conflits environnementaux afin de mieux en comprendre, en dévoiler et en contrer les causes. Ces causes sont essentiellement les processus d'industrialisation de l'agriculture qui sont implantés sous la pression du libre-échange et des industriels de l'agroalimentaire. En même temps, les revendications proposent d'autres façons d'organiser le système agroalimentaire ainsi que la structure de la démocratie

^a Le lisier est une forme liquide de fumier. Alors que les déjections des bovins sont plutôt solides, les déjections porcines sont plutôt liquides. Traditionnellement tout cela est composté pour

locale. Les fondements de la lutte sont clairement la démocratie locale et une vision écologiste de l'occupation des territoires. Les revendications de la coalition montrent les piliers d'un système idéologique qui est profondément ancré dans l'imaginaire du mouvement régionaliste québécois depuis la Révolution tranquille et dans celui du programme de décentralisation des pouvoirs envisagé, notamment, par René Lévesque.

Sur le plan organisationnel, la coalition se présente comme un réseau de « groupes » et de « comités », d'expertEs individuelLEs et d'élueS partageant toutes et toutes une identité de citoyenne et de citoyen ruraux. C'est avant tout « la campagne », le milieu rural comme espace de vie qui les unit malgré les grandes distances et le fait que les individus ne partagent pas nécessairement d'affinités personnelles. De plus la coalition est un enchevêtrement de groupes qui s'activent à des échelles différentes. Les comités de citoyens ont généralement une portée d'action restreinte, leur objet est local. Une vingtaine sont membres lors de la formation de la coalition, ils seront près de 70 un an plus tard. Mais la coalition compte autant dans ses rangs un organisme comme le Regroupement pour la sauvegarde de l'environnement au Saguenay, qui cherche avant tout à empêcher l'établissement de sites de décontamination au Saguenay et dont l'action est à l'échelle régionale, que la Coalition Eau-Secours principalement préoccupée par la pollution aquatique et la privatisation de la ressource et qui a une résonance à l'échelle du Québec. Alors que le premier organisme a un ancrage local/régional dans le territoire saguenéen, Eau-Secours est plutôt un réseau non territorialisé d'expertEs qui agit dans l'espace des institutions publiques et politiques provinciales. Mais l'eau est une composante essentielle de l'identité rurale au Québec et plusieurs groupes membres de la coalition sont préoccupés par la pollution aquatique et le développement hydroélectrique abusif qui se manifeste par le harnachement et la privatisation de rivières. La coalition, à l'opposé du MAB ou du RPA, n'apparaît pas comme un groupe d'intérêt au sens étroit du terme : ses membres individuels n'ont pas d'autre point commun que d'être des citoyenNEs ruraux confrontéEs à la pollution. Il ne s'agit pas non plus d'un groupement professionnel, ni même à strictement parler d'une coalition

ensuite servir d'engrais. La modernisation des porcheries a fait abandonner cette pratique et les déjections sont maintenues à l'état liquide avant que d'être épandues sur les terres sans compostage.

environnementaliste car les revendications vont beaucoup plus loin que la sauvegarde de l'environnement.

Durant sa première année officielle d'existence (1999), la coalition continue la lutte entamée par les comités de citoyens qui la constituent : restreindre l'expansion de l'industrie porcine. Elle fera des représentations politiques et déposera un mémoire devant la commission parlementaire sur l'Agriculture qui est à réviser la loi 23 sur le droit de produire des agriculteurs (adoptée en juin 1996). La coalition estime, tout comme l'UCMR avant elle, que cette loi est devenue un instrument entre les mains des plus gros agriculteurs pour faire accepter tout projet agricole et restreindre la possibilité des contestations et des propositions sur d'autres usages de la zone verte⁵⁰.

Sur le plan de la stratégie d'action collective, la coalition mise sur la participation citoyenne aux instances démocratiques locales, la recherche d'information, le dépôt de mémoires aux institutions responsables ainsi que l'usage des médias d'information de masse par le biais de communiqués de presse qui, tous, sont relatifs à l'industrie porcine et à ses effets sur le territoire, la biodiversité et les collectivités locales. Par exemple, à la sortie du portrait agroenvironnemental de l'agriculture québécoise, on dénonce qu'il soit établi à partir de déclarations volontaires des agriculteurs, ouvrant la porte aux falsifications⁵¹. La coalition émet un autre communiqué où elle rappelle que « 4 cloches d'alarme se sont faites [*sic*] entendre au plus haut niveau et sont venues confirmer les protestations des citoyens et de leurs élus municipaux » : la pollution de l'eau à Walkerton (Ontario), le récent rapport du BAPE sur l'eau, le dernier rapport du Vérificateur général du Québec et un avis confidentiel du Ministère de la Santé envoyé au gouvernement. Ces quatre cloches identifient l'industrie porcine comme menace à l'environnement et à la santé humaine⁵².

Sauver les campagnes tient son second rendez-vous les 19 et 20 novembre 2000 au Lac Pouce près de Chicoutimi au Saguenay, région où à cette époque des groupes environnementalistes luttent contre des projets d'entreposage de déchets industriels ainsi que des projets de mégaporcheries dont le promoteur est une coopérative agricole locale engagée dans l'intégration porcine, Nutrinor⁵³. À ce congrès de deux jours est présent José Bové, porte-parole de la Confédération paysanne française, invité par le cinéaste Hugo Latulippe

qui l'a rencontré l'année précédente à Seattle lors des manifestations dénonçant le cycle du millénaire de l'OMC. M. Latulippe, intéressé aux effets locaux de la mondialisation des échanges commerciaux, a commencé le tournage d'un documentaire sur l'industrie porcine. C'est dans ce cadre qu'il suit les actions des comités de citoyens⁵⁴. Ce premier contact avec une organisation paysanne contestatrice marquera l'imaginaire des membres de Sauver les campagnes. A cette époque, José Bové et la Confédération paysanne sont célèbres (ils ont démonté un restaurant McDonald's l'année précédente, action dont la nouvelle a fait le tour du monde) et émergent à l'échelle mondiale comme des chefs de file occidentaux dans la contestation des effets locaux de la mondialisation néolibérale. Il s'agit de la première étape de la transnationalisation de l'action collective agraire de Sauver les campagnes, dynamique qui sera plus présente dans l'Union paysanne.

Lors de ce congrès la coalition adopte un plan d'action qui comprend dix orientations majeures : 1) consolider le réseau; 2) défendre la démocratie locale; 3) promouvoir les alternatives à l'agriculture industrielle; 4) exiger une véritable politique de la ruralité et de l'occupation du territoire; 5) surveiller la politique de l'eau et de l'énergie hydraulique; 6) exiger un meilleur contrôle des sols contaminés et des matières dangereuses; 7) mettre la forêt au service de la communauté; 8) participer à la lutte contre les OGM; 9) participer au Sommet des peuples; 10) analyser et utiliser la politique du patrimoine⁵⁵. Pour réaliser les tâches et les objectifs qui correspondent à chaque orientation générale, la coalition ne se donne pas de structure très formelle : « 5 personnes ont accepté d'assurer la coordination du Réseau », lit-on après une déclaration sur la décentralisation et l'autonomie :

« Sauver les campagnes » doit demeurer une structure légère, à savoir un réseau d'entraide, d'information et de coordination pour tous les citoyens qui luttent dans leurs villages pour sauver les campagnes.

La Coalition regroupe uniquement des citoyens, des groupes de citoyens et des groupes écologiques concernés par l'avenir des campagnes et de la ruralité. Elle est un réseau citoyen et non un réseau institutionnel.

Chaque groupe relié à la Coalition est autonome et responsable de mettre en œuvre à sa façon, dans sa région, avec les médias et outils régionaux, la prise de conscience et les revendications élaborées ensemble.

La Coalition veut créer un large mouvement de résistance et de changement. Elle veut discuter de ses revendications et propositions avec tous ceux qui sont concernés et peuvent agir. Elle

veut établir des ponts avec les agriculteurs, les consommateurs, les élus, les organismes, les simples citoyens, en un mot tous ceux qui refusent de continuer à marcher dans le productivisme aveugle sans se soucier de ses conséquences désastreuses sur notre eau, nos aliments, notre santé, le dépeuplement et la dégradation des campagnes⁵⁶.

Cet énoncé montre sur quelles bases organisationnelles entend agir la coalition. La forme réticulaire et le refus de la centralisation sont caractéristiques des nouveaux mouvements sociaux et correspondent, dans le Québec rural, selon l'analyse de Beaudry (2000, p. 7), au passage d'un idéal autogestionnaire nourri d'une identité régionale s'exprimant par l'organisation régionale, vers une logique de réseautage de personnes et d'organisations dans le but de « se prendre en main » face à un État technocratique maintenant incapable d'assurer le développement des régions et laissant pour ce faire l'initiative à l'entreprise privée.

La coalition adopte aussi le principe d'une cotisation pour financer le mouvement. Celle-ci va de 5-10\$ pour un citoyen jusqu'à « 100\$ et plus » pour un groupe d'envergure québécoise. Un réseau Internet est mis sur pied, des comités de travail se mettent en branle. Les orientations stratégiques ne changent pas par rapport à l'année précédente : on privilégie toutes stratégies, institutionnelles et légales, qui puissent faire avancer les causes locales et la « prise de conscience » des QuébécoisEs. À ce titre, les membres de la Coalition demandent (comme l'a fait l'UCMR en 1996) à être présents sur les instances institutionnelles locales et régionales sur tout sujet qui concerne l'environnement, une stratégie d'inclusion qui vise à donner une voix aux citoyenNEs habitant le territoire afin de redynamiser le sentiment d'appartenance et la conscience collective de ces territoires particuliers qui, dans le mouvement régional, sont au centre de l'identité. Cette stratégie de coopération avec l'institution n'empêche pas certains comités de citoyens d'utiliser des manières un peu plus turbulentes : le comité RESPIRES de Sainte-Croix-de-Lotbinière n'hésite pas à occuper les bureaux du député local pour l'obliger à venir leur parler, alors que d'autres manifestent devant les maisons de promoteurs porcins ou les bureaux des ministères concernés, ces actions demeurant toutefois dans les limites du socialement acceptable et, même, de la bonne humeur.

La Coalition commence sa 2^e année d'existence en envoyant une lettre au Premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, l'exhortant de ne pas mettre au rancart une politique vigoureuse d'occupation du territoire au profit d'une « certaine conception de la mondialisation et du développement » qui aurait pour effet de déstructurer encore plus les régions périphériques. La coalition fait aussi référence à la réorganisation urbaine en cours (les fusions municipales) qui, selon elle, renforce les pôles urbains et « contribuera à déstructurer et diluer encore davantage le pouvoir local »⁵⁷. Cette critique, encore une fois, est traditionnelle du mouvement régional qui s'oppose, depuis les années 1960, au développement axé sur l'urbanité, la concentration des populations et des pôles de croissance économiques (Beaudry, 2000; Jean, 1997). Dans ce cadre, la mondialisation est vue comme un processus économique qui accroît la déterritorialisation, fragilise les communautés locales et concentre le pouvoir dans les officines économiques.

Quelques jours plus tard se tient au Saguenay le congrès annuel de l'UPA. Des agriculteurs de la région bloquent à ce moment les sentiers de motoneige qui passent sur leurs terres pour protester contre les possibles assouplissements à la loi 23, alors que l'UPA demande des renforcements à la loi et l'abandon des « irritants » pour les agriculteurs. Des membres de Sauver les campagnes sont présent au point de presse tenu par le ministre de l'Agriculture Rémi Trudel et Laurent Pellerin, président de l'UPA. Roméo Bouchard, notamment, les interpelle :

De son côté, le président de l'UPA, Laurent Pellerin, a souhaité que « les règlements trop contraignants pour l'agriculture (de la loi 23) soient abandonnés et que les producteurs qui ont des entreprises existantes puissent se développer ». « Si on ne fait pas ça, on les sclérose. »

Roméo Bouchard, de la coalition « Sauver les campagnes », n'est pas d'accord. Selon lui, la loi 23, beaucoup trop permissive pour les agriculteurs, « contribue directement au dépeuplement des régions rurales » en chassant les habitants qui ne sont pas eux-mêmes producteurs.

« Des irritants, il n'y en a pas juste pour l'UPA, il y en a pour les citoyens aussi », a-t-il eu le temps de dire au ministre Trudel avant d'être interrompu⁵⁸.

Cet exemple montre trois choses. D'abord que la coalition n'a pas accès au ministre de l'agriculture ou aux hauts fonctionnaires et doit plaider sa cause lorsqu'il est publiquement accessible. Ensuite, l'interpellation du ministre participe d'une stratégie de visibilité et de

publicisation de la lutte des comités de citoyens : en faisant ainsi de l'esclandre, Sauver les campagnes se montre en public et attire l'attention sans trop dépasser les bornes de la bienséance. Enfin, perturber les événements organisés par l'UPA est une stratégie que la coalition et l'Union paysanne utiliseront fréquemment afin de profiter, justement, de l'exposition publique de l'acteur hégémonique. Ainsi, onze jours plus tard un communiqué de la coalition paraît dans le quotidien *Le Devoir* sous la plume de Roméo Bouchard, qui à cette époque assure le secrétariat et rédige presque tous les communiqués de presse. Parue quelques jours après le congrès annuel de l'UPA, la lettre d'opinion de Sauver les campagnes dresse « un bilan inquiétant ». L'UPA, affirme-t-elle, confirme par ce congrès qu'elle s'est engagée dans un « modèle industriel et productiviste d'agriculture » et qu'elle accroît son « monopole sur les campagnes »⁵⁹ par le biais de la loi 23, du projet de loi 184⁶⁰, du jugement rendu contre Maurice Lapalme et de l'imbrication de plus en plus serrée entre les programmes publics de soutien à l'agriculture et la structure syndicale.

L'année 2001 débute pour Sauver les campagnes avec la poursuite de la lutte contre les modifications à la loi 23 (c'est le projet de loi 184). La coalition et certains de ses comités membres déposent des mémoires en commission parlementaire sur l'Agriculture où ils reviennent sur leurs priorités : assurer la démocratie locale, ouvrir les structures rurales pour faire entendre les voix citoyennes, contrer l'agriculture industrielle qui désertifie et pollue les campagnes⁶¹. Dans un autre communiqué émis juste avant le vote du projet de loi, Sauver les campagnes dénonce particulièrement le risque face à la démocratie locale :

Selon l'information dont nous disposons, sur trois points au moins, ce projet de loi annule, rétroactivement de surplus, les pouvoirs octroyés aux municipalités dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, leur enlevant en pratique tout pouvoir sur l'aménagement de la zone verte, qui représente environ les trois quarts de leur territoire⁶².

Dans ce même communiqué de presse apparaît pour la première fois publiquement l'Union paysanne, nom propre, sous la plume de celui qui allait devenir son président quelques mois plus tard :

En justifiant le projet de loi 184 par les chiffres sur le volume des investissements agricoles que l'UPA lui met dans la bouche, le Premier Ministre Landry et le Ministre de l'Agriculture démontrent, tout comme dans le cas de l'Alena et de la Zlea [*sic*], que leur Gouvernement est

prêt à livrer les régions rurales pieds et mains liées à l'agrobusiness pour des chiffres et des votes, sans se soucier des dégâts qui restent derrière et sans se soucier des citoyens. Et l'UPA se range d'elle-même dans le club des gros investisseurs industriels et exportateurs qui supportent l'article 11.

Ce sont ces citoyens et ces agriculteurs paysans condamnés par l'agrobusiness et nos gouvernants que l'Union paysanne entend défendre⁶³.

L'intention de créer un nouveau syndicat agricole avait déjà été énoncée publiquement quelques semaines plus auparavant par l'équipe de coordination de Sauver les campagnes et mentionnée dans un article du quotidien *Le Nouvelliste* annonçant la tenue d'un colloque sur l'avenir de l'agriculture :

Deux maires de la MRC de Nicolet-Yamaska, Mme Denise Gendron, de Sainte-Monique, et M. Pierre Gaudet, un producteur d'Aston-Jonction qui est aussi président de la Fédération d'agriculture biologique du Québec, prendront une part active, à la fin du mois, à un colloque sur les solutions de rechange à l'agriculture industrielle. Les deux maires agiront à titre de personnes ressources.

Le colloque aura pour thème Repenser l'agriculture. « Le sujet très actuel de la mondialisation nous amène à reconsidérer notre façon de produire. C'est ce que nous souhaitons réaliser », affirment les promoteurs du Regroupement solidaire pour un milieu rural en santé (RESPIRES) qui ambitionnent de « sauver les campagnes ».

[...] Le colloque organisé par la coalition Sauver les campagnes réunira un impressionnant groupe d'experts et de praticiens de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de la ruralité.

Tous ces gens feront une réflexion « sur le modèle industriel d'agriculture qui est en train de dévaster et de dépeupler la campagne québécoise et dont les produits constituent de plus en plus une menace pour la santé », affirme la coalition.

« Quel type de ferme, quelles politiques agricoles, quelle politique d'occupation du territoire désirons-nous si nous voulons préserver la qualité de notre alimentation, la santé collective, les paysages, l'environnement et le peuplement de nos campagnes? » Voilà autant de questions qui seront soulevées. Les problèmes auxquels sont confrontés les producteurs seront abordés avec des discussions sur la mise en marché et les politiques financières. [...]

Le colloque est organisé par un comité de citoyens engagés de Lotbinière, le comité RESPIRES, dirigé par l'agronome Maxime Laplante, au nom de Sauver les campagnes, une coalition qui regroupe des citoyens d'une centaine de villages à travers le Québec, tous inquiets, signale-t-on, des effets de l'industrialisation et de la concentration des fermes.

Les organisateurs mentionnent que le colloque pourrait donner lieu à la formation d'une nouvelle union de producteurs paysans en agriculture, en foresterie, en agroalimentaire et en écotourisme. Cette union paysanne aurait pour but de promouvoir une agriculture et une foresterie multifonctionnelles, « une campagne vivante avec des paysans nombreux et

solidaires », selon l'expression du leader paysan José Bové, au lieu « d'une campagne dépeuplée, dévastée et désertifiée. » (je souligne)⁶⁴

Pas encore nom propre, « cette union paysanne » se réfère tout en se distinguant à l'Union des producteurs agricoles. Au mois de mars 2001, alors qu'ils sont à préparer leur colloque, les leaders de la coalition Sauver les campagnes savent donc déjà qu'ils vont changer de répertoire d'action collective et proposer la création d'un nouveau syndicat agricole en dehors du patronage idéologique et organisationnel de l'UPA, situation pratiquement inédite dans l'histoire récente du syndicalisme agricole.

Cet article de presse paraît alors que tous les regards se tournent vers la ville de Québec où se tiendra à partir du 16 avril 2001 le 2^e Sommet des peuples des Amériques, forum populaire qui se veut le contre-sommet du 3^e Sommet des Amériques qui, lui, s'ouvre le 20 avril en présence de 34 des 35 chefs d'État des Amériques – Fidel Castro étant exclu pour cause de despotisme et de communisme. Objectif des chefs d'État lors de ce sommet : poursuivre l'agenda néolibéral et négocier une Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) calquée sur le modèle de l'ALÉNA et des récentes avancées dans les négociations à l'OMC (notamment l'article 11 de l'ALENA sur la sécurisation des investissements). Objectifs des centaines d'organisations participantes aux neuf forums sectoriels du Sommet des peuples, incluant Sauver les campagnes, la National Farmers Union du Canada et la Via Campesina : élaborer « d'autres Amériques » dans le cadre d'une Alliance sociale continentale dont les bases ont été jetées au Chili lors du premier Sommet des peuples⁶⁵. Objectifs des Black Blocs et des autres manifestantes et manifestants radicaux : faire annuler le sommet en traversant le « Mur de la honte », périmètre clôturé de quelques 3,8 km fortifiant les lieux où se réunissent les chefs d'État et leur suite.

Cette semaine d'intenses mobilisations politiques apparaît comme un moment fort des mobilisations antimondialisation au Québec (en 2001 le mouvement n'est pas encore identifié comme « altermondialiste »), à tel point qu'une certaine interprétation réductrice présente cet événement comme la naissance du mouvement au Québec et l'une de ses premières manifestations significatives à l'échelon mondial, une interprétation largement occidentalocentriste qui met de côté le leadership des mouvements sociaux de l'hémisphère sud qui sont

engagés depuis longtemps dans la lutte contre le néocolonialisme et l'agenda du GATT et de l'OMC^a.

Il n'en reste pas moins que cet événement est l'un des plus significatifs dans l'histoire de l'altermondialisme québécois et qu'il marque une étape significative dans le cycle québécois de protestation contre les politiques de libre-échange, lequel aurait débuté vers la fin des années 1980 avec l'opposition manquée au premier accord de libre-échange qui touche directement le Québec (Ayres, 2001; Brunelle, 2004; Brunelle et Deblock, 1998; Brunelle et Dugas, 2006; Dreiling et Robinson, 1998; Dreiling et Wolf, 2001). L'importance symbolique du Sommet des Amériques avec ses 34 chefs d'État et son lien direct avec l'agenda néolibéral mondial ouvre un canal jusqu'alors relativement fermé aux organisations de mouvement social et que la Bataille de Seattle avait contribué à entrouvrir, celui des

^a La chercheuse et activiste Amorry Starr recense six cadres narratifs des origines du mouvement antimondialisation (Starr, «How can Anti-Imperialism not be Anti-Racist? The North American Anti-Globalization Movement»). L'un deux, le « Seattle Origins Narrative », partagé par un grand nombre d'organisations nord-américaines, réduit l'émergence du mouvement aux expériences de contres-sommets et de manifestations monstres qui accompagnent les rencontres internationales des chefs d'États regroupés dans le G8, l'OMC ou d'autres structures régionales, le tout débutant en novembre 1999 avec la Bataille de Seattle. L'origine de l'opposition au projet colonial et mondialisateur est pourtant plus large. Les peuples autochtones des Amériques, par exemple, la situe en 1492 avec l'arrivée de Christophe Colomb. Un sous-cadre narratif local, issu du sens commun et du discours médiatique, laisse entendre que l'antimondialisme est né au Québec avec le Sommet des Amériques de Québec en avril 2001. Or les travaux de plusieurs chercheuses et chercheurs québécois montrent que des organisations de mouvement social qui adoptent un cadre de compréhension et d'action qu'on peut aujourd'hui qualifier d'altermondialiste existent au Québec depuis les années 1995. Voir à ce propos Brunelle et Dugas, *Les mouvements sociaux d'opposition au libre-échange en Amérique du Nord* ; Brunelle, *Colloque tri-national Les 10 ans de l'ALENA: Bilan social et perspectives. Mises au jeu thématiques.* ; Brunelle et Deblock, *Les mouvements syndicaux et sociaux d'opposition à l'intégration économique des marchés: de l'ALE à la ZLEA. Vers la constitution d'une Alliance sociale continentale* ; Conway, «Civil Resistance and the "Diversity of Tactics" in the Anti-Globalization Movement: Problems of Violence, Silence, and Solidarity in Activist Politics» ; Delisle-L'Heureux et Kruzynski, *La fourmilière anticapitaliste et antiautoritaire globalisée: subvertir, bloquer, préfigurer et construire des alternatives au Québec* ; Georges, «De l'utilisation d'Internet comme outil de mobilisation: les cas d'ATTAC et de SalAMI» ; Kruzynski, «De l'Opération SalAMI à Nemesis: le cheminement d'un groupe de femmes du mouvement altermondialiste québécois» ; Lambert-Pilotte, Drapeau et Kruzynski, «La révolution est possible: un portrait des groupes libertaires autogérés au Québec» ; Dufour, *Des femmes en marche: vers un féminisme transnational?* ; Gaudet et Sarasin, *Fragments d'anarchisme au Québec (2000-2006)* ; Lamoureux, *Québec 2001: un tournant pour les mouvements sociaux québécois?* ; Lemire, «Mouvement social et mondialisation économique: de l'AMI au cycle du millénaire de l'OMC» ; Rioux, *Solidarité internationale: du développementisme à la solidarité directe*).

médias d'information. Pendant le printemps 2001, on peut dire que la mondialisation apparaît dans leur radar, ce qui favorise cette interprétation comme quoi, au Québec, tout a (re)commencé sur les Plaines d'Abraham en avril 2001. Dès lors l'opposition à l'agenda mondialisateur les intéresse, eux qui sont toujours soucieux de présenter plus d'une opinion et qui sont assoiffés de nouveauté.

Cet événement marque aussi une étape dans la création de l'Union paysanne⁶⁶. Le Forum thématique sur l'agriculture, qui a rassemblé 150 personnes des trois Amériques et d'ailleurs (incluant Laurent Pellerin de l'UPA qui y fait un discours), a convaincu les membres de la coalition Sauver les campagnes que le syndicalisme agricole était la voie stratégique à suivre pour réussir à percer la carapace du régime agroalimentaire québécois. « Nous venions de vivre à Québec le Sommet des peuples », écrit Roméo Bouchard en 2002 dans son *Plaidoyer pour une agriculture paysanne*. « Nous nous étions retrouvés une poignée de Québécois au Forum agraire, à côté des représentants de mouvements paysans du monde entier, regroupés dans Via Campesina, [...] Nous étions les seuls à ne pas avoir de mouvement paysan autonome »⁶⁷. De retour de cet événement fort motivant, Sauver les campagnes tient son colloque sur l'avenir de l'agriculture. Celui-ci vise à élaborer un plan de développement et une politique pour une agriculture alternative, mais comme on le constate à la lecture des journaux de l'époque et des communiqués de presse de l'organisation, le colloque visait aussi à annoncer le nouveau syndicat agricole, ce qui constitue un changement de stratégie de la part des comités de citoyens qui, depuis plus de six ans, avaient choisi le terrain des institutions politiques et administratives locales, régionales et provinciales pour y inscrire leur lutte, sans entrer de plein pied dans le régime agricole.

Le colloque se tient à Sainte-Croix-de-Lotbinière (Chaudière-Appalaches) au cœur d'une des régions les plus touchées par l'industrie porcine. Il est organisé principalement par le comité de citoyens local, cofondateur de Sauver les campagnes, le Regroupement solidaire pour un milieu rural en santé (RESPIRES), notamment Mme Marthe Daigle, citoyenne issue de familles agricoles et M. Maxime Laplante, agronome, agriculteur, enseignant au primaire, ancien conseiller municipal, tous deux membres de la coordination de Sauver les campagnes depuis les débuts. Véritable séance de travail, les deux jours rassemblent plus de 170 personnes, incluant plusieurs maires ruraux, des universitaires, des écologistes, des

vétérinaires et des agronomes, ainsi que plusieurs agriculteurs et citoyens ruraux, mais aussi plus d'une trentaine de membres en règle de l'UPA, incluant son président Laurent Pellerin et les président et vice-président de la fédération de l'UPA du Centre-du-Québec⁶⁸. Une semaine avant la tenue de l'événement, l'UPA tenait toutefois un discours d'opposition :

[t]out en se disant très préoccupé par les questions soulevées par les promoteurs du Colloque « Sauver les campagnes », le président de la Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec, M. Denis Bilodeau, affirme néanmoins que le secteur de l'agriculture ne peut quand même pas se dissocier totalement des autres secteurs d'activité et revenir en arrière pour pratiquer l'agriculture comme cela se faisait il y a 25 ans au Québec⁶⁹.

Le colloque s'ouvre par une conférence de M. Luc Mailloux, producteur laitier et fromager qui a des difficultés à transformer lui-même son lait biologique à cause de la mise en marché collective obligatoire et des quotas de production laitière qui l'étouffent. La matinée se poursuit avec une conférence de M. Guy Debailleul, professeur à l'Université Laval, spécialiste de l'économie rurale et de l'environnement qui a piloté une recherche sur la cohabitation sociale entre l'industrie porcine et le reste de la société rurale. Les deux jours sont aussi occupés par des blocs d'ateliers qui portent soit sur les pratiques agricoles, soit sur les politiques agricoles. Quelques vingt-cinq propositions sont inscrites au cahier des participantEs pour discussion, amendement et adoption ou rejet en plénière. Plus qu'un colloque, il s'agit d'une véritable assemblée décisionnelle.

Lors de ces deux jours, « [l]es hauts dirigeants de l'UPA n'ont pas hésité à se présenter et à peser de tout leur poids dans les délibérations », écrit le journaliste Louis-Gilles Francoeur⁷⁰. En vérité les discussions furent assez intenses selon le souvenir de certainEs participantEs⁷¹. Il y a de quoi : toutes les discussions à l'ordre du jour critiquent les orientations récentes de l'UPA et visent à réorganiser radicalement le régime agricole. La vingt-quatrième proposition se lit comme suit : « Rétablir la liberté d'accréditation syndicale pour s'assurer que toutes les catégories [*sic*] d'agriculteurs [*sic*] puissent être représentés [*sic*] équitablement ». La dernière est proprement explosive :

Former une union paysanne, l'Union des Producteurs Paysans (UPP).

Qu'un Comité provisoire soit formé avec mandat d'élaborer, en lien avec l'équipe de coordination de Sauver les campagnes, un projet d'Union visant à moyen terme l'accréditation

syndicale agricole et regroupant toutes les catégories de producteurs paysans dans le domaine de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'agro et écotourisme, de la pêche, de la foresterie et du développement de la ruralité, et accessoirement, les chercheurs et intervenants reliées à ces secteurs⁷².

C'est le choc pour plusieurs. Au moment où, en séance plénière, les participantEs adoptent cette proposition, la trentaine d'agriculteurs de l'UPA se lèvent en bloc et quittent la salle, provoquant pas mal de remous⁷³. Ces gestes de défi (la proposition 25 et la sortie en bloc) ressemblent à s'y méprendre à une déclaration de guerre. Roméo Bouchard clôt le colloque par ces mots :

Il est encore difficile d'évaluer la portée de tout ce que nous venons de vivre. Je crois cependant que nous venons de vivre un moment historique dans le débat sur l'agriculture de l'avenir.

L'UPA, au plus haut niveau et de façon concertée de toute évidence, [...] a choisi d'investir massivement ce colloque, non pas pour réfléchir sur les risques reliés à l'évolution actuelle de l'agriculture vers un modèle industriel qui met en péril des centaines de fermes familiales et des régions entières, pas davantage pour chercher sincèrement des voies de solution, mais d'abord pour tenter d'étouffer la prise de conscience de ces problèmes et s'opposer à un virage qui s'opère déjà de diverses façons dans plusieurs pays européens, chez nos voisins du Canada anglais et dans les pays du Tiers-Monde.

Ce faisant, les dirigeants de l'UPA ont joué un jeu extrêmement dangereux dont ils devront porter les conséquences. Ils ont démontré que le dialogue est pratiquement impossible et ils ont choisi la voie du pouvoir, de la force et du mépris des citoyens, refusant même de prêter l'oreille au témoignage de plusieurs de leurs membres qui ont fait part de leur détresse au cours de cette rencontre. Comme l'affirmait Harvey Mead hier, ils ont choisi le Sommet des chefs d'État plutôt que le sommet de la société civile.^[a]

^a Cette phrase est une allusion aux récents Sommet des Amériques et Sommet des peuples des Amériques. L'UPA fut membre de la première Coalition québécoise d'opposition au libre-échange (CQOL) en 1986, mais elle a finalement acquiescé au libre-échange en 1989 et en 1994 (Brunelle et Deblock, *Les mouvements syndicaux et sociaux d'opposition à l'intégration économique des marchés: de l'ALE à la ZLÉA. Vers la constitution d'une Alliance sociale continentale* En l'an 2000, elle était favorable aux négociations sur la ZLÉA en autant qu'elles respectent certains principes-clés de la politique agricole canadienne (gestion de l'offre, soutien des revenus, etc. Voir à ce propos UPA, *Mémoire présenté par l'Union des producteurs agricoles à la Commission des institutions de l'Assemblée nationale. Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA)* et Loïc Hamon, « L'UPA est favorable mais s'inquiète des négociations », Longueuil, TCN, 19 avril 2001, p. 3). Au début des années 2000, une nouvelle coalition se met en place pour critiquer le projet de ZLEA, le Réseau Québécois sur l'intégration continentale (RQIC) qui regroupe des organisations syndicales, féministes et écologistes, mais pas l'UPA (Brunelle et Dugas, *Les mouvements sociaux d'opposition au libre-échange en Amérique du Nord*). Le RQIC est fortement impliqué dans l'organisation du 2^e Sommet des peuples des Amériques. Lors de cet événement, Laurent Pellerin, président de l'UPA, a prononcé

Quant à nous, Sauver les campagnes, la leçon que nous en tirons, c'est qu'il est plus impérieux que jamais de donner une voie à ces agriculteurs et à ces citoyens que l'UPA refuse de considérer. Sur la base des propositions et des commentaires de ce colloque, nous allons sans doute aller de l'avant avec le projet de les réunir dans une union de paysans et nous invitons dès maintenant ceux qui sont intéressés à participer à un comité provisoire qui évaluera la possibilité et la manière de mettre en œuvre une telle union selon la proposition 25 discutée au cours de cette rencontre⁷⁴.

Le comité provisoire se met sur pied, l'infatigable Roméo Bouchard en tête, et déjà fin mai il est prêt à soumettre un plan de mobilisation et un premier manifeste à une cinquantaine de personnes, agriculteurs et autres, réunies à Saint-Germain-de-Kamouraska⁷⁵. Elles viennent de la plupart des régions du Québec :

Les personnes présentes représentaient un large éventail de groupes et d'intervenants intéressés : diverses productions agroalimentaires (maraîchères, fruitières, animales, laitières, acéricoles, horticoles, forestières), des entreprises de transformation et de mise en marché, des étudiants en agriculture et futurs agriculteurs, des groupes de consommateurs, des artisans, agronomes, vétérinaires et agents ruraux. En somme, l'ensemble des acteurs et actrices concernés par l'avenir de nos campagnes et la qualité de notre alimentation⁷⁶.

L'Union paysanne montre dans cet extrait qu'elle cherche à être représentative de « l'ensemble des acteurs et actrices concernés », ce qui inclut certainement les agriculteurs mais ne leur est pas exclusif. Lors de cette rencontre une première version du manifeste est provisoirement adoptée; elle apparaîtra sur les premiers dépliants visant à promouvoir l'assemblée constituante. Contrairement au manifeste de Sauver les campagnes, celui-ci est plus directement centré sur l'agriculture. Alors que le précédent commençait par « [l]a campagne est un réservoir de terres agricoles essentielles pour nourrir les humains »⁷⁷, la première version du manifeste de l'Union paysanne s'intitule « Manifeste : pour une

un discours au Forum agraire. Cependant le syndicat n'a pas participé officiellement aux manifestations organisées par les groupes de la société civile, au premier chef les centrales syndicales (Marcel Aubry, « L'UPA ne sera pas des manifestations », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 18 avril 2001, p. 18). L'UPA ne faisait pas non plus partie de ceux qui avaient accès à la zone sécurisée du Sommet des Amériques. Depuis les années 2000, l'UPA, la Fédération canadienne de l'agriculture et la Coalition GOS envoient certainEs de leurs hautEs représentantEs à toutes les réunions de négociations inter-étatiques sur le libre-échange pour faire du lobbying et exercer des pressions sur les représentantEs canadienNEs.

agriculture paysanne » et débute par cette phrase : « [o]n est en train de détruire l'agriculture, et du même coup, la qualité de l'alimentation, la campagne et la vie rurale »⁷⁸. L'agriculture vient donc au premier plan, suivie de l'alimentation et de la campagne, alors que Sauver les campagnes posait plutôt la campagne et la ruralité en priorité, inscrivant l'agriculture comme activité structurante. Bonnet blanc et blanc bonnet? Assurément : comme on le verra, Sauver les campagnes ne se réinvente pas en devenant l'Union paysanne. Les cibles de la lutte sont plus précises, les stratégies et le terrain de lutte sont différents, mais le problème combattu reste le même et le discours, ici, révèle ses aspects rhétoriques et stratégiques : il s'agit d'accrocher d'abord les agriculteurs, ensuite les urbaines et urbains plus susceptibles d'être concernés par l'alimentation et l'agriculture que par « la sauvegarde du rural », notion floue qui ne les touche pas quotidiennement.

Une différence de taille entre les deux organisations se situe quant à ceux et celles qu'on cherche à rejoindre et à mobiliser. Les idées émises dans la proposition 25 du colloque d'avril 2001 sont quelque peu modifiées suite à la première rencontre du comité provisoire de l'Union paysanne : la nouvelle union « entend regrouper toutes les personnes qui sont partisans « d'une agriculture à dimension humaine et respectueuse de la nature » »⁷⁹ (je souligne). Toutes les personnes, agriculteur ou non? Toutes! Le communiqué de presse annonçant la mise en marche du syndicat explique :

[à] moyen terme, la nouvelle Union compte regrouper suffisamment de producteurs et de citoyens pour légitimer une modification de la loi qui a octroyé un monopole syndical obligatoire à l'UPA. La liberté syndicale fait partie des droits reconnus par la Commission des Droits de l'Homme de Genève. Tous ceux qui sont présentement exclus en raison des critères restrictifs en vigueur ou qui proposent un autre modèle agricole doivent eux aussi avoir droit au chapitre et avoir accès aux programmes publics de soutien le plus tôt possible⁸⁰.

Cette volonté d'intégrer les non-agriculteurs dans un syndicat agricole cause un second choc. L'agriculture est une question de spécialistes depuis 1972 et la Loi sur les producteurs agricoles et ce gain est l'un des plus importants dans l'imaginaire agricole. Faire participer « toutes les personnes » à un syndicat agricole signifie inclure ceux et celles qui ne sont pas des spécialistes de l'agriculture. A l'inverse de l'UPA qui défend le caractère professionnel des agriculteurs, pour le nouveau syndicat,

[l']agriculture ne peut être l'affaire privée de quelques grands producteurs : elle concerne tout le monde puisqu'elle produit la nourriture et entretient le pays pour tout le monde. L'Union paysanne fait appel à tous, producteurs, consommateurs, transformateurs, citoyens ruraux et urbains, et propose à tous un véritable débat de société sur les questions fondamentales que soulève le virage industriel agricole actuel, sur l'agriculture dont nous avons besoin et que nous voulons soutenir⁸¹.

Trois catégories de membres sont proposées : les productrices et producteurs paysans, les associéEs à la production paysanne (expertEs agricoles, transformateurs locaux, artisanNEs, etc.) et les consommatrices et consommateurs militants⁸². Le souvenir du MAB, où six catégories de membres étaient possibles, se rappelle à notre esprit. Fin juin, l'Union paysanne tient à Montréal une conférence de presse où treize personnalités publiques – certaines très connues dans les milieux agroalimentaires – affirment soutenir la cause. C'est notamment le cas de Daniel Pinard, cuisinier et animateur à la télévision, qui fait une prédiction : « [il] s'est même dit prêt à parier que plus de citoyens que de ruraux se lanceraient dans l'aventure »⁸³. Il avait tout à fait raison.

Pendant que l'Union paysanne se met en branle, la coalition Sauver les campagnes se cherche un second souffle. Son avenir et celui des comités de citoyens qui en font partie n'est pas clair. Dans un communiqué de presse annonçant la diffusion de *Bacon, le film* à la télévision, on apprend que Élise Gauthier de Chicoutimi – l'une des piliers de Sauver les campagnes – agit à titre de nouvelle coordonnatrice⁸⁴ : les Bouchard, Laplante et Daigle sont trop occupés par la mise sur pied de la nouvelle union syndicale. Sauver les campagnes s'éteindra tranquillement alors que les comités de citoyens seront chapeautés par l'Union paysanne pour poursuivre la lutte contre l'expansion de l'industrie porcine.

La fondation de l'Union paysanne

Au cours de l'été et de l'automne 2001, Roméo Bouchard et d'autres membres de la Coalition Sauver les campagnes et/ou du comité provisoire de l'Union paysanne font la tournée des régions du Québec en compagnie de Hugo Latulippe et de son film-choc sur l'industrie porcine, *Bacon, le film*⁸⁵. Il est présenté dans les villes et villages où les comités de

citoyens mobilisent les habitantEs à venir s'informer. Certaines projections rassemblent 100, 200, voire 350 personnes et se poursuivent en débats enflammés entre agriculteurs ou agricultrices, citoyenNEs ruraux, productrices et producteurs porcins, éluEs municipaux⁸⁶. Du même coup, Hugo Latulippe et les représentantEs de Sauver les campagnes et/ou de la nouvelle union en profitent pour expliquer les enjeux et recruter des membres. Début août 2001 l'Union paysanne affirme dépasser les 200 membres inscrits « et plus de 80% sont des producteurs laissés pour compte dans le régime actuel »⁸⁷. Diffusé à Télé-Québec début novembre et suivi d'un débat télévisé, le film est rapidement associé à l'Union paysanne (alors qu'il documente plutôt l'action des comités de citoyens de Sauver les campagnes). Un peu plus d'un mois après sa sortie officielle, 10 000 personnes l'ont vu en salle⁸⁸ et 150 000 à Télé-Québec⁸⁹, alors que quelques milliers de plus l'ont vu au cours de la tournée promotionnelle et militante de l'été-automne 2001, une audience peu commune pour un documentaire. Les productrices et producteurs porcins réagissent aussi, notamment par le biais des médias d'information⁹⁰. *Bacon*, le film profite aussi d'une association symbolique – largement utilisée pour le promouvoir – avec le documentaire à succès *L'Erreur Boréale* de MM. Richard Desjardins et Robert Monderie, sorti deux ans plus tôt et qui traite de la foresterie en montrant un système d'exploitation semblable à celui de l'agroalimentaire.

En novembre 2001 le président provisoire de l'union fait l'objet d'un entretien télévisé qui fait sensation à l'émission de Daniel Pinard, *Les pieds dans les plats*⁹¹. L'Union paysanne clame aussi très fort qu'elle a recruté une quinzaine d'éleveurs porcins qui « veulent vivre de leur ferme sans avoir une usine », dicit Maxime Laplante, futur secrétaire général⁹². Le comité provisoire a déposé une demande officielle d'incorporation en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels, cherchant ainsi à se donner une légitimité à l'intérieur des institutions actuelles tout en testant les limites :

Nous procédons actuellement à la demande d'une **incorporation selon la loi des syndicats professionnels** car le Comité de coordination maintient l'objectif de représenter, à moyen terme, les producteurs et intervenants en agriculture et alimentation paysannes. Il maintient également le concept d'union citoyenne, beaucoup plus large et inclusif que le concept traditionnel d'union corporative pour défendre une catégorie limitée de producteurs. Ce sera au Congrès de voir jusqu'où nous pouvons aller avec une structure où se côtoieraient producteurs, transformateurs, distributeurs, intervenants et consommateurs réunis sous une philosophie paysanne. *Un tel concept relève carrément de la société civile et de la démocratie de participation plutôt que d'un corporatisme typiquement néolibéral*⁹³.

L'incorporation sera acquise mi-août, avec un conseil d'administration provisoire constitué de quatre personnes⁹⁴. Le congrès de fondation est pour sa part prévu fin novembre, toujours à Saint-Germain-de-Kamouraska.

Même si elle n'est pas encore constituée officiellement, l'Union paysanne agit, se positionne publiquement et raffine ses analyses. Durant l'automne 2001, elle met en œuvre un répertoire d'action collective qui a été élaboré au temps de Sauver les campagnes : des paysanNEs manifestent devant les bureaux de l'UPA en Abitibi, des comités de citoyens font de même dans plusieurs localités, les leaders du comité provisoire multiplient les visites dans les villages mobilisés – incluant au Nouveau-Brunswick, ce qui participe du désir de montrer que le problème porcin dépasse les limites du Québec^a. Ces activités permettent d'accroître la visibilité de l'union naissante, de même qu'à mobiliser de nouveaux militantEs, à créer de nouveaux comités locaux, à amorcer le réseautage et la construction interne de l'organisation. À ce titre, les porte-parole se diversifient durant l'été et l'automne 2001 : des représentantEs de comités de citoyens prennent la parole publiquement et sont identifiéEs dans les médias d'information comme porte-parole régionaux ou personnes-ressources de l'Union paysanne. Entre le moment de constitution du comité provisoire fin avril 2001 et la fondation officielle du syndicat fin novembre, l'Union paysanne multiplie les communiqués de presse et les interventions publiques sur tout sujet agricole ou relatif à la démocratie locale, liant ensemble

^a Cela participe aussi de la solidarité francophone et de l'imaginaire du vieux conflit entre Anglais et Français au Québec. Dans le cadre de sa lutte contre l'industrie porcine, l'Union paysanne montrera le même type de solidarité envers les habitantEs de la région franco-ontarienne de Walkerton et, généralement, envers les collectivités situées sur la rive ouest de la rivière des Outaouais qui feront face à une invasion des intégrateurs porcins en provenance du Québec. Voir : Union paysanne, « La Lagune de Sainte-Marie-de-Kent », récit de Roméo Bouchard, Saint-Germain-de-Kamouraska, 9 juillet 2001. Romain Landry, « Un dossier Nauséabond », Caraquet, *L'Acadie nouvelle*, 13 juillet 2001, p. 12. Union paysanne, « L'Union paysanne appuie les citoyens de Ste-Marie-de-Kent », communiqué de presse, sans mention de lieu, 9 août 2001. Steve Hachey, « Les Fermes Metz appuyées par leur fédération », Caraquet, *L'Acadie Nouvelle*, 13 août 2001, p. 8; France Charlebois, « Mégaporcherie. La Ville d'Ottawa s'y oppose », Longueuil, *TCN*, 17 janvier 2002, p. 21.

la lutte des comités de citoyens et celle des petits agriculteurs^a. Le lancement officiel du documentaire *Bacon, le film* début septembre permet au syndicat de confirmer « ce que les citoyens dénoncent depuis longtemps » et de rendre publique sa deuxième grande revendication (après le pluralisme syndical), soit l'établissement d'un moratoire sur l'industrie porcine et la mise en place d'une consultation publique :

[i]l est clair que les campagnes ne peuvent plus absorber les déchets et les ravages qu'engendre une industrie d'exportation aussi spécialisée et concentrée que l'industrie porcine actuelle. Sans compter que les animaux élevés dans ces conditions ne constituent plus une nourriture acceptable.

En conséquence, l'Union paysanne, qui défend une agriculture naturelle et des campagnes vivantes, demande au Gouvernement :

De déclarer un moratoire sur toute nouvelle autorisation de porcherie tant qu'on n'aura pas mis au point, de pair avec les citoyens, un encadrement crédible de cette production qui garantisse qu'elle ne mettra pas en danger l'eau, les sols, le bien-être et la santé des animaux et l'équilibre socio-économique du milieu rural. [...] ⁹⁵.

On constate que l'Union paysanne, à la différence du Regroupement des agriculteurs et de l'Union du monde rural, a sciemment orchestré une campagne médiatique dès les débuts de son existence. Depuis l'époque de Sauver les campagnes, les leaders de l'organisation ont établi plusieurs contacts privilégiés avec des journalistes et des personnalités médiatiques. L'expérience de presque 50 ans d'implication sociale et politique de Roméo Bouchard y a largement contribué. L'Union paysanne, comme l'a fait Sauver les campagnes dans sa dernière année d'existence, cherche à pénétrer l'univers médiatique et à se servir de cette courroie de transmission pour provoquer le débat et se faire connaître. A ce titre, les communiqués de presse et les informations envoyées aux journalistes se multiplient; on cherche à publier des lettres d'opinion; on s'associe à des créateurs médiatiques pour produire du contenu audiovisuel; on cherche l'appui de personnalités publiques qui disposent de temps d'antenne ou qui attirent les caméras; on use de la présence publique par la manifestation, la présence (plus ou moins) perturbatrice à des événements de l'UPA ou des

^a Une série de communiqués de presse et d'articles journalistiques rend compte de ces activités. Plus de 150 articles ou dépêches de presse mentionnant l'Union paysanne sont recensés

points de presse du MAPAQ. A ce titre, le choix de tenir le congrès de fondation de l'Union paysanne quelques jours avant le congrès annuel de l'UPA vise à créer l'événement, à chercher à définir l'agenda, à devancer l'UPA et à l'obliger à réagir. De plus, le style coloré et emporté de Roméo Bouchard, personnalité qui dispose d'un capital symbolique certain, « passe bien » dans les médias, si bien en fait que sa personnalité charismatique prendra assez rapidement beaucoup de place par rapport au syndicat comme acteur collectif^a. Les références à José Bové et à la Confédération paysanne sont constantes au point de semer la confusion chez certains journalistes qui croient que le syndicat québécois est une filiale du « cousin » français ce qui, finalement, n'est pas tout à fait faux même si aucun lien formel n'existe entre

durant la période de formation du syndicat (les six premiers mois, du 29 mai au 31 décembre 2001), ce qui ne prend pas en compte les émissions radiophoniques et télévisuelles.

^a Né en 1927 dans une famille agricole de Normandin au Lac-Saint-Jean, Roméo Bouchard étudie à Rome et devient prêtre. Il ne le restera pas longtemps et défroquera en publiant un livre avec son collègue Charles Lambert, *Deux prêtres en colère. Pour la libération des chrétiens* (Éditions du Jour, 1968). M. Bouchard étudiera ensuite en Sciences politiques à l'Université de Montréal où il deviendra rédacteur en chef du Quartier libre, hebdomadaire des étudiants, dans les pages duquel il propagera la contre-culture, l'émancipation sexuelle et la lutte aux vieilles autorités. Il sera l'un des leaders les plus radicaux du mouvement étudiant lors des mobilisations de 1968-69 (consulter Warren, *Une douce anarchie. Les années 68 au Québec*). Il travaillera ensuite au service de l'information de la CSN avant de s'installer à Saint-Germain-de-Kamouraska en 1975 et de retourner à l'agriculture. Dans ce cadre, il sera l'un des initiateurs de l'agriculture biologique, notamment de l'élevage du veau, et demeurera agriculteur, syndicaliste dans l'UPA et le MAB et organisateur communautaire local. Il s'est retiré de l'agriculture au milieu des années 1990 avant de s'engager dans la lutte contre les mégaporcheries, pour une meilleure démocratie locale et une agriculture à dimension humaine. Outre son brûlot de jeunesse et plusieurs articles dans *L'Action nationale*, *Possibles*, *L'Aut'journal* et d'autres publications, il a publié *Et le citoyen, qu'est-ce que vous en faites?* (Éditions Trois-Pistoles, 1998) et *Plaidoyer pour une agriculture paysanne* (Éditions Écosociété, 2002), le « programme socio-politique » de l'Union paysanne. Il quitte l'Union paysanne en 2005 et continue son combat en faveur d'une décentralisation des pouvoirs, d'une occupation dynamique du territoire et d'une agriculture paysanne en fondant l'Union des citoyens du Québec (tentative de renouveau de Sauver les campagnes qui ne durera pas), en publiant *Y-a-t-il un avenir pour les régions? Un projet d'occupation du territoire* (Éditions Écosociété, 2006), *Pour qui souffle le vent?* (Écosociété, 2007), en participant à la création de la Coalition des Citoyens et des Commerçants du Kamouraska (2007) qui relance la lutte contre l'industrie porcine et, finalement, en créant la Coalition pour un Québec des régions (*Libérer les Québécois*, Écosociété, 2006) qui appelle à une nouvelle phase de la Révolution tranquille. Infatigable, Roméo Bouchard accordait des entrevues en mai 2008 à l'occasion du quarantième anniversaire de Mai 68, où il réaffirmait son radicalisme et sa profession de foi pour l'autonomie des luttes citoyennes (Première Chaîne, Radio-Canada, émission du matin, 4 mai 2008). Ceci n'est qu'un portrait très partiel de ce militant fougueux, parfois colérique, qui n'a jamais cessé de lutter. Son expérience, son réseau de connaissances et de contacts étendus et sa réputation ouvriront une multitude de portes à l'Union paysanne.

les deux syndicats. L'Union paysanne profite aussi, cela est évident, de l'effervescence politique et militante qui suit le Sommet des Amériques.

En plus de cette présence sur le terrain et dans les médias, le comité provisoire n'oublie pas la stratégie du lobbying politique et deux lettres sont envoyées au ministre de l'Environnement André Boisclair exposant les souhaits de l'organisation en matière de régulation de l'industrie porcine et de la pollution d'origine agricole. L'Union paysanne, contrairement aux dirigeants de l'UPA, ne peut pas obliger le ministre à la recevoir. Le comité provisoire envoie aussi une lettre à la Protectrice du citoyen du Québec pour l'inciter à regarder d'un peu plus près les méthodes d'évaluation des surplus de lisier, stratégie qui avait déjà été utilisée du temps de Sauver les campagnes⁹⁶. Les représentants de l'Union paysanne réussissent tout de même à rencontrer le ministre des Affaires municipales qui doit rendre publiques les orientations gouvernementales en matière d'aménagement territorial et de protection des activités agricoles (concernant les lois 23 et 184).

Suite à cette rencontre, l'Union paysanne émet deux communiqués de presse concurrents, l'un de Saint-Germain-de-Kamouraska signé par le président temporaire Roméo Bouchard⁹⁷, l'autre de Sainte-Croix-de-Lotbinière signé par Maxime Laplante, secrétaire général lui aussi temporairement jusqu'à la fondation officielle⁹⁸. Les deux vont dans le même sens – ils affirment que les orientations gouvernementales sont dictées par l'UPA et les objectifs de l'agriculture industrielle –, mais révèlent les préoccupations et le style de leur auteur respectif. Celui rédigé par Maxime Laplante est plus terre à terre et insiste sur le rôle du syndicat unique dans la gouverne des régions rurales. M. Laplante, agriculteur actif, fut mis à la porte de l'UPA car sa ferme est jugée trop petite; il a des démêlées très concrètes avec le syndicat dans sa localité depuis des années, notamment lorsqu'il fut conseiller municipal. Le communiqué rédigé par Roméo Bouchard ratisse plus large et se situe pour sa part à l'échelon d'une politique générale des régions non urbaines. M. Bouchard a l'expérience des luttes sociales et de la politique institutionnelle depuis longtemps. Son communiqué reflète cette compréhension large de la question et l'insistance sur les aspects structuraux des politiques gouvernementales. J'estime qu'on peut apercevoir dans ces deux communiqués parallèles les débuts de la lutte personnelle entre deux leaders d'un syndicat naissant.

En octobre, toujours selon sa stratégie de visibilité et de présence lors des événements de l'UPA, l'Union paysanne est présente au Sommet des décideurs agroalimentaires qui se tient dans le fief de l'UPA, St-Hyacinthe. Ce sommet se situe à mi-parcours de l'échéancier de 2005 pour doubler la valeur des exportations agricoles québécoises (1997-2005), décision prise en 1996 au Sommet socio-économique du Québec. A cette occasion, l'Union paysanne défend les citoyens dans un communiqué de presse, dénonçant que seulement quelques-uns « sont admis comme 'observateurs' » sans droit de parole pour faire entendre leurs doléances. Le communiqué, habilement écrit, cadre l'enjeu agroalimentaire dans les termes d'un système qui empêche les citoyens de s'exprimer dans les institutions de gouvernance, ne leur laissant que le marché économique – le rôle de consommateur - pour exprimer leurs préférences politiques. Il enchaîne ensuite sur la situation des petites et petits agriculteurs et paysans-transformateurs qui sont, eux et elles aussi, étouffés par les règles normalisatrices du régime agricole qui les empêche d'avoir un libre accès au marché et/ou de développer d'autres modèles de mise en marché, notamment les « circuits courts » qui les rapprochent des consommatrices et consommateurs (vente à la ferme, marchés publics, ASC, etc.) Passant ainsi du « citoyen » au « paysan », le communiqué montre, à partir de deux lorgnettes différentes, le point d'ancrage des luttes des deux groupes sociaux : le régime agricole qui exclut toutes voix et toutes pratiques discordantes⁹⁹.

Après plusieurs sollicitations, les deux représentants de la nouvelle union rencontrent aussi le ministre de l'Agriculture Maxime Arseneau le 28 novembre, à la veille d'ouvrir leur congrès de fondation. Invité à y assister et à faire un discours comme c'est la tradition lors des congrès annuels de l'UPA, le ministre décline l'invitation : ce serait accorder trop de crédit à une organisation qui n'est pas encore née¹⁰⁰. Lors de cette rencontre au cabinet du ministre, ceux-ci lui remettent un mémoire de deux pages qui contient en puissance tout le projet de l'agriculture paysanne à dimension humaine que défendra l'Union paysanne dans les années à venir :

[...] Propositions :

- réorienter les aides financières vers les fermes de plus petite taille, de façon dégressive.
- fixer des plafonds de production [...]
- accorder l'aide si des contributions environnementales, sociales ou d'occupation du territoire sont effectuées [...]
- confier la surveillance et l'application de ces cahiers de charge à une instance indépendante.

- réinstaurer une gestion solide des fumiers.
- taxer les substances polluantes telles que les engrais de synthèse, les facteurs de croissance, les pesticides.
- modifier les orientations de la Commission de protection du territoire agricole du Québec de façon à permettre le morcellement de grandes terres et la construction résidentielle pour des projets agricoles à temps partiel.
- redéfinir le statut de producteur. [...]
- modifier la loi pour permettre un pluralisme syndical
- établir une politique de souveraineté alimentaire et d'occupation du territoire. L'exportation ne doit plus être un objectif¹⁰¹.

Passant d'un rassemblement de citoyenNEs opposéEs aux effets de l'agriculture industrielle dans leur localité, les leaders de la contestation régionale en sont venus à proposer une politique agricole globale, transversale à toutes les filières agricoles, qui pose en son centre l'interdépendance entre agriculture, aménagement du territoire et démocratie locale. Pour ce faire ils s'inspirent de la souvenance d'un passé pas si lointain, certes, mais au premier chef ils sont motivés par des exemples modernes, ceux de la France, de la Suisse, des communautés autochtones des Amériques centrale et du Sud, des expériences de culture écologique très modernes des pays occidentaux, etc. Ce petit mémoire de deux pages révèle une compréhension fine du régime agricole et des points nodaux sur lesquels s'appuient les processus d'industrialisation.

Le congrès de fondation et la première mouture de l'Union paysanne

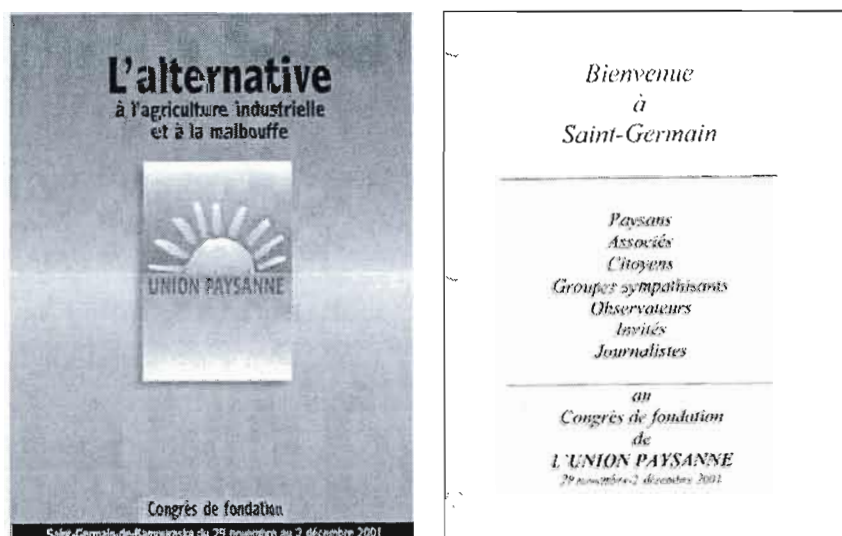
Au matin du 29 novembre 2001, tout est prêt pour accueillir les quelques 200 personnes qui convergent vers le village de Saint-Germain-de-Kamouraska sur les rives du fleuve dans le Bas-St-Laurent. Toutes les ressources locales sont mobilisées. Le village est habitué à ce genre d'événement, lui qui présente un symposium de peinture depuis 1993 et qui a initié les « Rendez-vous des acteurs du développement local en milieu rural » en 1996 (cette année-là, trois ministres provinciaux s'y étaient rendus pour annoncer la politique de décentralisation régionale de 1997). Le congrès se tient dans tous les bâtiments publics du village : la salle communautaire, l'église, la vieille école, un motel, avec la Maison du Rendez-vous comme point de convergence. Dans cette maison patrimoniale est installée la

société civile du village : des groupes communautaires, le symposium de peinture, le comité de citoyens, l'Union paysanne, une troupe de théâtre, un gîte touristique, une galerie de peinture, etc.¹⁰² Elle fut le siège social de Sauver les campagnes, elle sera celui de l'Union paysanne jusqu'à la scission de 2005 qui verra le président fondateur Roméo Bouchard quitter le mouvement.

Le congrès de fondation a quatre objectifs :

1. Rassembler tous nos membres et tous ceux qui nous appuient dans une première expérience de solidarité et de formation.
2. Doter l'Union paysanne d'une « constitution » qui définit son architecture, ses structures, son organisation, son mode de fonctionnement et de financement.
3. Définir l'orientation, les objectifs, le mode d'intervention et le plan d'action de l'Union paysanne.
4. Positionner l'Union paysanne comme un nouvel acteur et intervenant dans les débats de société et les choix politiques reliés à l'agriculture, l'alimentation, l'environnement et l'avenir de nos campagnes.¹⁰³

Illustration 1. Cahier du participant, Congrès de fondation de l'Union paysanne



Page couverture et page titre du cahier du participant au congrès de fondation de l'Union paysanne, novembre 2001.

Plusieurs invités de marque sont présents, dont trois syndicalistes paysans du Canada (la National Farmers Union, Mme Helen Forsey), de la Suisse (M. Markus Lijthi, Réseau d'échanges développement durable) et de la célèbre Confédération paysanne française (M.

André Pochon). Des experts québécois de l'agroalimentaires sont aussi présents, les Daniel Pinard, Hugo Latulippe, Laure Waridel, Guy Debailleul et Jacques B. Gélinas. M. Pochon livrera un témoignage inspirant, racontant la marche du progrès qui a entraîné les paysans bretons vers le productivisme, et sa tardive reconversion à l'agriculture paysanne et biologique suite aux constats des effets néfastes de l'agriculture chimique.

L'organisation du congrès est semblable au précédent colloque de Sauver les campagnes : des conférences et témoignages d'expertEs, une série d'ateliers de discussion à partir de propositions élaborées par le comité provisoire, deux séances plénières décisionnelles. Les ateliers visent à discuter des propositions qui seront ensuite amenées en séance plénière où elles pourront être ré-amendées avant d'être acceptées. Cette façon de faire dénote à la fois le désir de préparer le terrain et d'orienter les discussions (par la préparation de propositions à l'avance) et celui de laisser aux membres la possibilité de modifier entièrement ces propositions. Le résultat est à la fois démocratique et pédagogique : plusieurs s'initient aux détails de la régulation agricole en participant à ce congrès. À ce propos, si la réflexion des leaders et dirigeantEs du comité provisoire est déjà passablement entamée, plusieurs des membres de la jeune union qui se présentent à Saint-Germain-de-Kamouraska ce jour-là n'ont qu'une réflexion embryonnaire sur les enjeux agricoles, porcins et syndicaux (incluant l'auteur de ces lignes)^a.

^a À titre illustratif, ces mots de la journaliste Judith Lachapelle qui assistait au congrès et qui, visiblement, n'y allait pas à reculons : « [d]e l'urbain qui sait à peine de quoi a l'air un brocoli dans un champ, jusqu'au producteur laitier prospère, agriculteur de père en fils depuis des générations, en passant par des écolos, des étudiants en agronomie, des producteurs bio, des jeunes qui rêvent de s'acheter une ferme, des vieux fermiers sans relève, des distributeurs de produits du terroir, des boulangers et des fromagers clandestins, des acériculteurs qui exportent, des éleveurs d'autruches ou de cerfs rouges, ils étaient tous si fiers de se proclamer « paysans ». L'enthousiasme était débordant au centre communautaire de Saint-Germain-de-Kamouraska, où les 300 [sic] participants ont passé le week-end. « Et allez répandre la bonne nouvelle! » demandait l'un des membres à la fin du congrès » Judith Lachapelle, « Le retour des paysans », Montréal, *La Presse*, 8 décembre 2001, p. A33. Mme Lachapelle est l'une des journalistes qui parleront très souvent de l'Union paysanne ou de ses membres paysanNEs dans ses articles et chroniques diffusées dans l'empire Gesca (*La Presse*, *Le Soleil*, *La Tribune*, etc.) d'un ton généralement favorable sans être partisan. Son travail sera d'ailleurs souligné par l'Union paysanne lors de son 2^e Congrès annuel à Victoriaville en fin novembre 2002.

Quant à la distribution sociale des personnes présentes, l'Union paysanne affirme que la majorité de ses membres au moment du congrès sont des agriculteurs : 500 sur les 900 membres¹⁰⁴. Cependant, la majorité des personnes présentes sont des hommes :

OÙ SONT LES FEMMES?

SAMEDI MATIN, dans l'église de Saint-Germain-de-Kamouraska. Une vingtaine de personnes discutent des orientations à donner à l'Union paysanne. Vingt personnes, dont seulement cinq ou six femmes. Sophie Savard a soupiré. La jeune militante des Amis de la Terre, de Québec, a proposé de s'occuper du comité «féministe» de l'Union paysanne. «C'est vrai, il n'y a pas beaucoup de femmes, mais c'est comme ça le milieu agricole. Il faut que les femmes prennent leur place.» Les femmes étaient peut-être en minorité au congrès de l'Union paysanne, mais ça ne veut pas dire qu'elles sont éloignées de l'action, a rappelé Roméo Bouchard. «Ce sont elles qui dirigent les comités de citoyens qui luttent contre les porcheries. Elles sont plus sensibles à l'environnement.» Marianne Roy est la seule femme parmi les sept membres du nouveau Conseil de coordination de l'Union paysanne. «C'était le premier congrès, peut-être que les femmes ne se sentaient pas encore prêtes à se présenter au conseil», croit-elle, en ajoutant qu'il faudra faire un effort particulier pour les inviter à participer. « Mais déjà, tout le monde vient me voir en disant qu'il n'y a pas assez de femmes et qu'il faudra faire quelque chose pour la relève. C'est sûr qu'il y a encore plus de producteurs que de productrices, mais les femmes vont travailler à ce que ça change »¹⁰⁵.

Cette question de la participation des femmes reviendra tout au long de la courte histoire de l'Union paysanne. J'en traiterai en examinant les processus démocratiques internes dans le chapitre six. Pour lors, le congrès rassemble des gens aux origines diverses – mais tout le monde a la peau blanche et parle français. Plusieurs sont des urbainEs qui n'ont que rarement été mis en contact avec les réalités de l'agriculture. Plusieurs autres, la majorité, sont des agriculteurs-paysans ou de petits transformateurs locaux. De ce nombre plusieurs ont participé des précédents regroupements d'agriculteurs dissidents comme le RPA. Un autre fort contingent est formé des citoyenNEs ruraux, dont certains agriculteurs retraités, qui se battent contre les mégaporcheries.

Au sortir de ce congrès de fondation deux jours plus tard, l'Union paysanne dispose d'une constitution, d'une déclaration de principe (son manifeste remanié), d'une structure formelle et d'un embryon de plan d'action. Il convient de décrire le contenu de ces documents fondateurs qui déterminent la forme que prendra l'organisation dans les années à venir ainsi que certains de ses choix stratégiques.

D'abord, la constitution de l'organisation la positionne clairement dans le champ syndical. L'article 3 (buts de l'organisation) affirme que

[l]'Union paysanne est un syndicat citoyen qui a pour but de regrouper et de défendre les individus et les groupes qui veulent appliquer et promouvoir une agriculture et une alimentation paysannes, et appliquer également ce modèle paysan à l'exploitation des autres ressources naturelles du monde rural comme la forêt, la pêche, l'eau, etc.¹⁰⁶

Les articles 5 à 7 définissent qui peut être membre de l'Union paysanne :

[t]ous ceux et celles qui sont impliqués dans la production, la transformation ou la distribution des produits et services issus de l'agriculture paysanne ou de d'autres productions paysanne, ainsi que tout citoyen et citoyenne, s'ils adhèrent à la présente Constitution et à la Déclaration de principe qui y est annexée et paient la cotisation fixée¹⁰⁷.

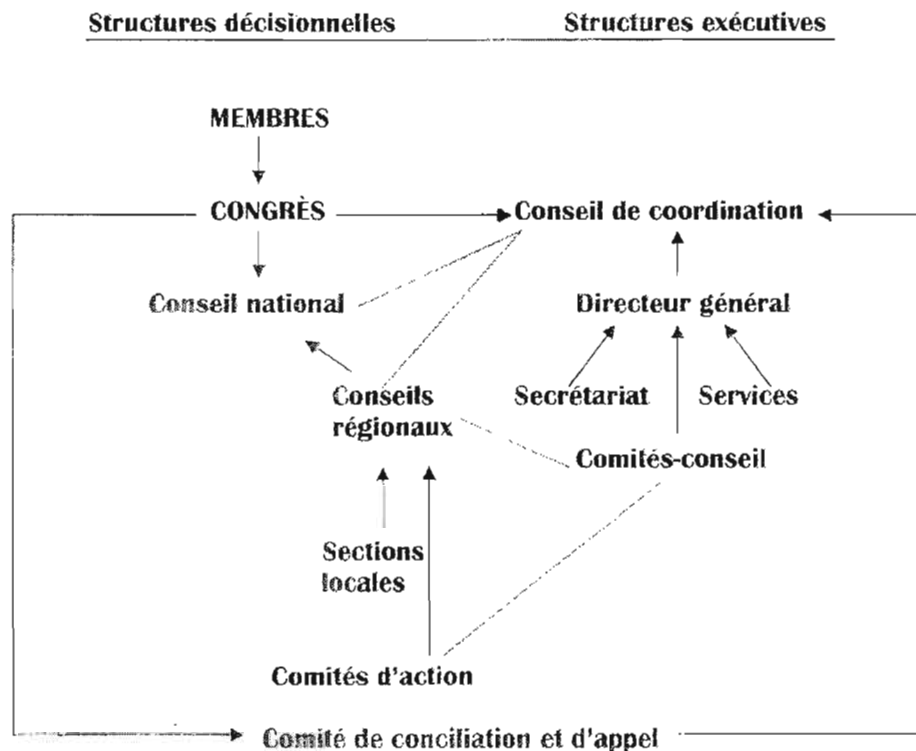
L'article six indique qu'il y a maintenant quatre catégories de membres : les paysans, les associés à la production paysanne (transformateurs, etc.), les citoyens et la nouvelle catégorie, les groupes sympathisants. L'article sept mentionne explicitement que « toutes les catégories de membres sont membres à part entière et avec les mêmes droits démocratiques »¹⁰⁸.

La constitution détermine aussi la structure interne du syndicat. Celle-ci sera quelques fois modifiée au cours des années qui suivront. Pour l'instant, elle se veut décentralisée et le plus près de la base militante possible (voir organigramme ci-bas.) L'assemblée souveraine est celle du congrès national annuel (CONGRÈS dans l'organigramme). Cette instance ouverte à tous les membres élit l'instance exécutive appelée « Conseil de coordination » (Coco). Entre les congrès annuels c'est le Conseil national qui est souverain et qui oriente le travail du Coco, instance exécutive. Ce Conseil national se réunit au moins une fois dans l'année, mais peut être appelé plus souvent si au moins cinq sections régionales le demandent. Il est composé de délégués de chacune des régions, à raison minimale d'unE déléguéE par région, auquel s'en rajoute unE autre par tranche de 100 membres. Les Conseils régionaux sont les assemblées souveraines de chacune des régions administratives du Québec. Ils peuvent comprendre des sections locales qui agissent à l'échelon d'une MRC ou d'un village. Ces conseils régionaux sont autonomes et peuvent poursuivre un agenda

différent de celui de la coordination nationale, en autant qu'ils suivent la constitution et la Déclaration de principe.

L'instance exécutive fut nommée le Conseil de coordination. L'article 18 de la constitution indique qu'il est responsable de la coordination et des affaires courantes du syndicat. Il est constitué de sept membres éluEs pour des mandats de deux ans renouvelables. Afin d'assurer une bonne continuité au syndicat naissant, une exception est faite pour les postes de président, de trésorier et de représentant des paysans : leur premier mandat sera de trois ans, ensuite il passera à deux ans comme pour les autres postes. Ces postes sont ainsi libellés : les traditionnels présidentE, secrétaire généraleE et trésorierÈRE, auxquels s'ajoutent unE représentantE pour chacun des trois catégories de membres (paysan, associé, citoyen). Le dernier poste est qualifié « administrateur ». Il est ouvert à n'importe quelle catégorie de membres, incluant les groupes sympathisants. Cependant, il ne pourra y avoir plus de deux personnes d'une même région élues au Coco. Un quorum de quatre personnes est aussi établi pour que les décisions de l'instance exécutive soient jugées légitimes. De plus, le président ou la présidente agit à titre de porte-parole national du syndicat. Le ou la secrétaire généraleE est responsable de l'application des décisions prises par l'assemblée souveraine, le conseil national ou le Coco. Par le fait même, ce poste est celui qui dirige concrètement le directeur général, celui-ci assurant la coordination du bureau et des employés du syndicat. Dans les faits, l'Union paysanne disposant de peu de moyens financiers, le secrétaire général sera aussi le directeur général la plupart du temps.

Figure 16. Organigramme de l'Union paysanne à sa fondation



Source : Adapté par Marco Silvestro à partir de Union paysanne, *Pour des paysans libres*, cahier du participant au 2^e Congrès national, Victoriaville, 29-30 nov. et 1^{er} décembre 2002, p. 7.

Autour de ces structures décisionnelles, la constitution du syndicat prévoit la possibilité de créer des comités-conseil. Ceux-ci sont consultatifs et regroupent soit des producteurs agricoles d'une même spécialisation, soit des membres mandatés pour s'occuper d'un dossier particulier. De même, des structures offrant des services pour tous les membres pourront être mis sur pied et coordonnées par le Coco. Enfin, la constitution prévoit un Comité de conciliation et d'appel pour régler les conflits internes. Celui-ci doit compter trois personnes, unE paysanNE, unE associéE, unE citoyenNE élues par le Congrès national souverain. Ce « tribunal » (mot employé dans la constitution) pourra être saisi d'un dossier par n'importe quel membre ou instance du syndicat. Il sera redevable envers le Congrès national et le Conseil national, qui ne seront toutefois pas liés par ses avis. On peut aussi remarquer dans l'organigramme des comités d'action qui ne sont pas explicitement prévus

dans la constitution, mais qui ont néanmoins commencé à se mettre sur pied dès le congrès de fondation. Ces comités d'action regroupent sur une base volontaire des membres désireux de travailler sur un thème précis. Ils ne sont pas redevables envers l'assemblée souveraine, mais ne peuvent pas non plus prendre de décisions qui engagent le syndicat. Dans une organisation qui compte en réalité très peu d'employés rémunérés, ces comités d'action font office de service de recherche, de service de communication, de support logistique, etc. Ils serviront aussi à engager les campagnes politiques du syndicat : le comité porcin, le comité acéricole, le comité biologique seront des organes de coordination des luttes dont certains se transformeront en « union sectorielle » (voir le prochain chapitre).

Nous sommes en présence d'une constitution et d'un mode de fonctionnement relativement traditionnels. Les fondateurs de l'Union paysanne ont beaucoup d'expérience syndicale à l'UPA ou ailleurs (notamment la CSN). L'Union paysanne utilise d'ailleurs le code de procédures de la CSN pour ses assemblées décisionnelles, une version simplifiée du Code Morin. L'Union paysanne se donne par sa constitution une forme confédérale très proche de celle de Sauver les campagnes, mais plus clairement définie : ce sont les conseils régionaux et l'assemblée générale des membres qui sont souverains, le Coco étant en théorie une instance exécutive qui reçoit des mandats. Les conseils régionaux sont autonomes et seront dans les faits incités à se trouver des moyens de financement. On peut établir un lien direct entre la forme de l'Union paysanne et son ancêtre la coalition Sauver les campagnes, qui était définie dans son plan d'action de 1999 comme un réseau d'entraide et de coordination où les membres – les comités de citoyens – conservaient leur autonomie¹⁰⁹. À l'heure de la fondation de l'Union paysanne, les conflits porcins sont à l'avant-scène. Les comités de citoyens, loin de cesser d'exister, continuent leurs combats locaux et sont très peu désireux de disparaître dans le nouveau syndicat. Dans les faits ils continueront d'exister pour la plupart comme section locale et se regroupant entre eux comme conseil régional de l'Union paysanne.

Lors du congrès, la décision est prise de consacrer les prochains mois à mettre sur pied ces conseils régionaux. On incite les membres à organiser des assemblées de fondation dans leur région respective, d'utiliser *Bacon, le film* ainsi que les figures médiatiques que sont Roméo Bouchard, Hugo Latulippe, Daniel Pinard et Maxime Laplante. Ceux-ci se

déplaceront dans les régions, donneront des conférences, parleront aux journalistes et aux membres locaux afin de donner au syndicat des sections régionales fortes. En moins de six mois seize seront officiellement fondées et dotées de représentantEs.

Cette constitution met donc sur pied une organisation qui se veut décentralisée, démocratique, soucieuse de l'autonomie de ses membres et des sections régionales. Cependant le Québec est un très grand territoire et l'Union paysanne a peu de moyens. Dans les faits, la structure démocratique sera maintes fois contournée, voire bafouée, par le Conseil de coordination qui, dans l'urgence d'agir, dépassait ses mandats. Cela causera, comme on le verra plus loin, des frictions constantes dans l'organisation. De plus, mettre en place des sections régionales autonomes ne signifie pas qu'elles fonctionneront automatiquement. La formation, la mobilisation, l'organisation, l'action politique, ne sont pas des habiletés largement partagées. De plus, les comités de citoyens, on l'a vu, cessent souvent leurs activités lorsque le problème est réglé ou bien le fait accompli. Dans ce contexte, maintenir des sections régionales nécessite un certain travail. En définitive elles seront, pour la plupart, assez peu autonomes.

La Déclaration de principe : les bases de la société paysanne moderne

La Déclaration de principe (et les « Orientations pour interpréter la Déclaration de principe ») définit le spectre des revendications politiques de l'organisation. Elle est son manifeste et annonce son projet. La déclaration débute par un énoncé de l'objet du syndicat :

L'UNION PAYSANNE a pour but de regrouper en une force collective organisée et représentative tous ceux qui sont en faveur d'une agriculture et d'une alimentation paysannes pour faire contre-poids au monopole de représentation syndicale et au puissant lobby de l'industrie agroalimentaire et des promoteurs du libre échange en faveur d'un modèle industriel d'agriculture¹¹⁰.

Si on reprend les trois grandes composantes d'un mouvement social telles que définies par Alain Touraine (Touraine, 1984, 1993) on peut affirmer que ce paragraphe définit à la fois le principe d'identité du syndicat, être « en faveur d'une agriculture et d'une alimentation

paysannes », et son principe d'opposition en identifiant ses adversaires : « [le] monopole de représentation syndicale et [le] puissant lobby de l'industrie agroalimentaire et des promoteurs du libre échange en faveur d'un modèle industriel d'agriculture ». Dans cet énoncé on se garde bien de nommer l'UPA ou une quelconque autre organisation existante, alors que les premières versions du manifeste nommaient l'UPA. L'Union paysanne se défendra toujours de vouloir faire disparaître celle-ci et affirmera souvent que son adversaire n'est ni l'UPA en soi, ni le ministère de l'Agriculture en soi, ni un agriculteur en particulier, mais plutôt le régime agricole en tant que tel et, par extension, ceux et celles qui prennent position en sa faveur^a. En ce sens, l'UPA, le ministère de l'Agriculture, les fédérations spécialisées de l'UPA, les associations regroupant les industries agroalimentaires sont tous et toutes des adversaires potentiels, incluant la Fédération de l'agriculture biologique du Québec qui, aux dires de l'Union paysanne, tente de reproduire le modèle UPA.

Le troisième élément d'un mouvement social, son principe de totalité qui définit sa vision de la société est contenu dans le second paragraphe de la déclaration :

L'UNION PAYSANNE préconise une agriculture axée, d'une part sur l'autosuffisance alimentaire, en vue de procurer à notre population une nourriture saine et diversifiée, dans le respect de la nature, des sols, des animaux, de l'environnement et des communautés; d'autre part, sur l'occupation du territoire, de façon à assurer le maintien de campagnes vivantes avec des paysans nombreux.

Même si ces quelques lignes parlent surtout d'agriculture, on y aperçoit en filigrane (et en ayant à l'esprit le manifeste de Sauver les campagnes, vieux d'à peine deux ans) l'amorce d'un projet de société fondé sur une occupation du territoire dirigée par un respect de l'environnement et de la faune. De même, on y préconise une société rurale où les paysans sont nombreux et les communautés viables. Un plaidoyer général pour la santé se dégage

^a « [...] les membres ont voté pour biffer toute référence à l'Union des producteurs agricoles (UPA) dans la Déclaration de principe du syndicat, préférant parler plutôt de "monopole syndical" auquel ils devront faire contrepoids. « Nous ne sommes pas contre l'UPA, nous sommes contre une vision! » a lancé un participant. D'autres ont craint que la référence à l'UPA ne soit interprétée comme un acte de guerre contre le puissant syndicat agricole et qu'elle n'empêche certains producteurs de se joindre à l'Union paysanne. » Judith Lachapelle, « D'accord pour le bio, mais pas à tout prix. L'Union

aussi de ces quelques mots, alors qu'on souhaite l'autosuffisance et la diversité alimentaires, principes qui ne sont pas assurés dans le système agroalimentaire actuel. Enfin, on ne peut douter que cette déclaration s'adresse en réalité à tous et toutes : l'alimentation a la particularité de rejoindre tout être humain.

Les autres paragraphes de cette déclaration de principe détaillent les orientations des deux premiers paragraphes et complètent le principe de totalité en décrivant la société souhaitée. Ainsi on explique ce qu'est le modèle paysan : des fermes à échelle humaine (avec des balises techniques), de la transformation et de la distribution locales, des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, la flexibilité du statut de producteur agricole, la démocratie locale, la pêche et la foresterie paysannes, etc. Cela dénote un parti-pris pour une société constituée de communautés locales où les individus font partie d'un tout qui a pour eux du sens car il est inscrit dans la proximité sociale, le territoire local et l'aménagement de la nature. Une « communauté villageoise » moderne.

D'autres éléments de cette totalité seront élaborés ailleurs que dans la déclaration de principe. Ainsi Roméo Bouchard, avec la collaboration de Maxime Laplante et, dans une moindre mesure, d'autres membres fondateurs de l'Union paysanne, met au point le texte *Plaidoyer pour une agriculture paysanne* qui paraît aux Éditions Écosociété un an après la naissance du syndicat et qui détaille un programme sociopolitique paysan dans le contexte actuel. Dans ce texte M. Bouchard rappelle que si l'Union paysanne a choisi la voie syndicale et l'activisme agraire, il n'en reste pas moins que son projet de société aborde d'autres aspects que l'agriculture en soi. Il mentionne en premier lieu la nécessité de réformer le mode de scrutin québécois, de donner plus d'imputabilité et de responsabilités aux Municipalités régionales de comtés (MRC), de décentraliser les pouvoirs de l'État et, surtout, de s'engager dans une politique active et dynamique d'occupation du territoire qui s'articulerait autour d'emplois locaux dans des entreprises à plus petite échelle et soutenues localement. Sortant de la production agroalimentaire, M. Bouchard rappelle que l'objet du syndicat est la défense des paysans, mais il souhaite que d'autres organisations occupent la tribune publique

politique pour « y défendre les mêmes objectifs que nous », c'est-à-dire construire des communautés locales économiquement, démographiquement et politiquement viables^a.

Illustration 2. Première Déclaration de principe de l'Union paysanne

Déclaration de principe de l'Union paysanne.

L'UNION PAYSANNE a pour but de regrouper en une force collective organisée et représentative tous ceux qui sont en faveur d'une agriculture et d'une alimentation paysannes pour faire contrepoids au monopole de représentation syndicale et au puissant lobby de l'industrie agroalimentaire et des promoteurs du libre échange en faveur d'un modèle industriel d'agriculture.

L'UNION PAYSANNE préconise une agriculture axée, d'une part sur l'autosuffisance alimentaire, en vue de procurer à notre population une nourriture saine et diversifiée, dans le respect de la nature, des sols, des animaux, de l'environnement et des communautés; d'autre part, sur l'occupation du territoire, de façon à assurer le maintien de campagnes vivantes avec des paysans nombreux.

L'UNION PAYSANNE favorise un régime agricole qui soutient et encourage :

- les fermes à échelle humaine, autonomes, diversifiées, créatrices d'emplois local, facilement transmissibles et ne dépassant pas en moyenne 100 unités animales ou 100 hectares ou \$200,000 de chiffre d'affaires;
- la transformation et la mise en marché à la ferme ou dans des petites entreprises à caractère local, régional ou spécialisé;
- des pratiques agricoles respectueuses des sols, des animaux, de l'environnement et des humains, par exemple :
 - la rotation des cultures;
 - le pâturage et l'accès des animaux à l'extérieur;
 - la gestion solide des fumiers, l'utilisation des litières et le compostage des fumiers;
 - limitation du nombre d'animaux à la capacité des terres cultivées;
 - la protection et la conservation de la biodiversité agricole;
 - la protection des cours d'eau et des nappes d'eau souterraine, des boisés et des paysages;
 - la gestion collective des bassins versants;
 - l'autosuffisance alimentaire pour les animaux de la ferme et une liste autorisée d'aliments et

intrants, excluant les farines carnées, les hormones et antibiotiques comme stimulants de croissance;

- l'élimination des produits de synthèse, des OGM, du brevetage du vivant et de l'irradiation des aliments;
- la taxation des intrants qui entraînent des coûts sociaux et environnementaux, incluant l'énergie;

L'ouverture du statut de producteur, des programmes agricoles et des structures de production et de mise en marché (plans conjoints, quotas, réglementation, crédit agricole, zonage, etc.) pour faire de la place aux nouveaux producteurs, aux jeunes, aux producteurs à temps partiel, aux producteurs-transformateurs, à la vente à la ferme, à l'agriculture de proximité et de diversité;

-la **démocratie rurale** qui redonne à l'ensemble des citoyens ruraux le pouvoir d'aménager leur territoire et de se prononcer sur les projets industriels locaux par référendums décisionnels.

L'UNION PAYSANNE favorise également la foresterie et la pêche paysannes, afin que l'exploitation de ces ressources ne profitent pas qu'aux grandes exploitations d'exportation mais permettent aux citoyens des régions où elles sont localisées d'en tirer leur subsistance et leur développement, dans des entreprises diversifiées, à échelle humaine et familiale. La pêche côtière et la forêt périphérique devraient être réservées à l'exploitation paysanne.

L'UNION PAYSANNE soutient que, pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de rétablir la liberté syndicale dans le monde agricole et de modifier la loi qui autorise l'accréditation d'une seule association pour représenter les agriculteurs, de façon à permettre à l'Union paysanne, une union constituée selon la loi des syndicats professionnels, de représenter officiellement les producteurs et citoyens concernés par la production et l'alimentation paysannes

Source : Première déclaration de principe de l'Union paysanne, telle qu'amendée par le congrès de fondation. Datée du 20 décembre 2001. Tirée du cahier du participant au congrès de fondation.

^a Consulter à ce propos le chapitre quatre de *Plaidoyer pour une agriculture paysanne*, op. cit. Tout au long de sa présence à l'Union paysanne, Bouchard tiendra un discours qui s'inscrit dans cette vision. Après avoir quitté le syndicat, il approfondira ses réflexions et ses revendications notamment en créant la Coalition pour un Québec des régions, qui revendique une nouvelle phase de la Révolution tranquille, soit la décentralisation des pouvoirs envisagée par René Lévesque.

Il y a dans ce discours la référence au mouvement régional et aux luttes contre la dévitalisation rurale des quarante dernières années. Comme l'analyse Raymond Beaudry, « ce sont le mode de vie, les manières de faire, le sentiment d'appartenance, la solidarité, la conscience collective, la dignité, l'individualité qui sont [...] au cœur des débats. Le mouvement rural se structure [...] à partir d'une dynamique territoriale/identitaire qui, des années 1970 aux années 1990, subit des transformations importantes et finit peu à peu par se déployer dans une société systémique », c'est-à-dire technocratique et programmée, régie par des règlements et des programmes publics qui déterminent le mode de développement national (urbanocentriste) et la forme des actions possibles (projets individuels). A ce titre Beaudry (2000, p. 8) affirme qu'à partir de l'idéal communautaire autogestionnaire quelque peu socialisant des années 1960-70, le mouvement régional passe à la promotion, depuis les années 1980, de l'entrepreneuriat individuel ou collectif inscrit dans une communauté de référence (le village, la région)^a. Le projet de l'Union paysanne s'inscrit dans cette logique. Les paysanNEs, tout comme leurs collègues productrices et producteurs agricoles, estiment pour la plupart être des entrepreneurEs et des travailleurEs autonomes qui poursuivent leur propre projet. Les « associéEs à la production » membres de l'Union paysanne sont aussi des entrepreneurEs, des artisanNEs ou des professionnelLEs qui s'identifient à une région ou ont adopté une nouvelle vie campagnarde et cherchent à s'inscrire dans leur milieu d'adoption. Quant aux comités de citoyens, comme je l'ai expliqué plus haut, l'identité est avant tout territoriale et la solidarité, de proximité.

En terminant, la déclaration rappelle que pour accomplir ce programme, le pluralisme syndical en agriculture est « nécessaire. » Cet objectif est donc la condition rendant possible le reste. Il s'agit d'un renversement total de la logique stratégique de Sauver les campagnes et des comités de citoyens. La coalition misait avant tout sur le lobbying politique et l'intervention dans les institutions municipales et provinciales afin d'arriver à faire modifier

^a « Le mouvement rural, d'abord alimenté par un idéal autogestionnaire [axé sur l'organisation collective], s'oriente peu à peu vers la constitution de réseaux de personnes au nom de la prise en main [individuelle] et d'un idéal communautaire ou villageois » (Beaudry, 2000, p. 8).

loi et règlements. Avec l'Union paysanne, on se situe dans le champ de l'action collective syndicale, ce qui implique des modes d'action et des logiques d'intervention autres. Par exemple, pour être reconnue dans le régime agricole, elle devra impérativement démontrer qu'elle est une organisation qui regroupe des personnes exerçant une activité professionnelle commune.

Premières stratégies, premières résonances.

Au sortir du congrès les dirigeants sont enthousiastes et galvanisés. Roméo Bouchard (Bas-St-Laurent) a été confirmé dans son rôle de président et de porte-parole, de même que Maxime Laplante (Chaudière-Appalaches) comme secrétaire général. Les autres élus sont M. Jacques Côté (Chaudière-Appalaches), trésorier; Léandre Bergeron (Abitibi-Témiscamingue), représentant paysan; Laurent Juneau (Centre-du-Québec), représentant associé; Marianne Roy (Montérégie), seule femme élue, représentante citoyenne, et M. Renaud Blais (Québec), administrateur. Un feuillet distribué aux participantEs à la fin du congrès annonce 1000 membres dont plus de la moitié « sont directement reliés à la production agroalimentaire »¹¹¹. Dans son message de clôture le président lance un appel à plusieurs personnes : au Premier ministre du Québec, lui demandant une politique de la ruralité conséquente; aux politicienNEs, leur demandant de réorienter les subventions agricoles; aux éluEs municipaux leur demandant de défendre la démocratie locale; au ministre de l'Environnement pour obtenir un meilleur contrôle de l'élevage intensif. Enfin il lance un appel aux agricultrices et agriculteurs leur demandant de « reprendre le contrôle de leur métier et de s'unir pour ne pas se laisser étouffer », de ne pas « craindre » d'appuyer l'Union paysanne et de « se dissocier » d'une union où ils sont des « membres forcés ». Aux citoyennes et citoyens « qui contribuent à l'agriculture par leurs impôts » et parce qu'ils et elles mangent, il demande « de prendre la parole avec l'Union paysanne pour exiger une agriculture saine »¹¹².

Le syndicat poursuit sans perdre de temps sa stratégie de mobilisation en deux volets : d'une part envahir l'espace médiatique sur tous les sujets agricoles, notamment continuer le

travail contre l'expansion porcine, mais aussi se prononcer sur les décisions gouvernementales et commencer à critiquer les éléments du régime agraire : monopole syndical, système des plans-conjoints trop restrictif, agriculture industrielle, bâillonnement de la démocratie locale. Pour ce faire l'Union paysanne émet des communiqués de presse où elle cherche souvent à créer l'événement en dénonçant une situation peu publicisée. On verra tout du long de son histoire cette volonté de « faire la nouvelle » et d'envahir l'espace médiatique. A ce titre elle se dotera à partir de septembre 2003 d'un journal grand public, *L'Union paysanne, le journal*, pour mieux faire passer son message et contribuer à la mobilisation de la population (une quinzaine de numéros paraîtront).

D'autre part, l'Union paysanne incite tous ses membres à s'impliquer localement dans les comités de citoyens opposés aux mégaporcheries et à appuyer concrètement les paysanNEs criminaliséEs ou qui ont des tracas administratifs parce qu'ils et elles dérogent aux normes^a. Le CoCo demande aux membres de créer des sections régionales officiellement constituées par une assemblée générale; des répondantEs régionaux sont nomméEs et des assemblées se tiendront dans la plupart des régions administratives au cours des mois suivants. L'Union paysanne veut construire une organisation qui a des ancrages forts dans toutes les régions, où les sections régionales puissent être autonomes et devenir un réel contrepoids, à l'échelon régional, aux acteurs agraires dominants que sont l'UPA et les entreprises agroalimentaires. Roméo Bouchard écrit même, un an après la fondation : « [p]our la première fois depuis la création du Parti québécois, un mouvement se donne une base nationale et un réseau national de représentation et d'action pour faire changer les choses » (*Plaidoyer pour une agriculture paysanne*, p. 156), ce qui est un peu exagéré même si l'Union paysanne réussit effectivement à s'implanter dans 16 régions et à recueillir l'adhésion de plus de 3000 personnes un an après sa naissance.

^a Plusieurs cas concrets sont nommés à cette époque : le boulanger paysan Bergeron en Abitibi, les fromagers Mailloux et Gosselin, les producteurs laitiers Du Lait d'Antan, un éleveur d'autruche, plusieurs petits producteurs qui ne peuvent vendre à la ferme ou localement leur production. Sans compter, bien sûr, tous les projets de mégaporcheries.

Au sortir du congrès de fondation, les dirigeants affirment aussi être prêtEs à défendre le pluralisme syndical aux plus hauts échelons symboliques du « maître cadre »^a des droits qui caractérise la modernité occidentale :

« [o]n ira devant la Commission des droits de l'homme à Genève s'il le faut », a prévenu hier le porte-parole de l'Union paysanne, Roméo Bouchard. « José Bové nous a même offert les services de son avocat, qui a déjà gagné cette cause devant la Commission »¹¹³.

Dans le contexte d'une civilisation libérale fondée sur les droits individuels, la référence à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme de l'ONU (1948) est extrêmement forte sur le plan symbolique. Ce texte est un énoncé fondateur de la période actuelle de la civilisation occidentale, concrétisé au Canada par l'adoption de chartes des droits aux échelons fédéral et provincial. La grande majorité des mouvements sociaux et politiques de la seconde moitié du 20^e siècle ont fait référence à cette déclaration ou à ses diverses incarnations locales pour justifier leurs revendications. Bien que n'ayant pas force légale aux échelons national et sub-nationaux, une prise de position favorable de la Commission des Droits de l'homme [*sic*] a un fort pouvoir symbolique qui peut contribuer à faire pencher des gouvernements. Dans ce contexte, sur le plan stratégique et quant aux objectifs de diffusion d'un cadre d'action collective, c'est pratiquement une condition *sine qua non* pour les organisations de mouvement social que de faire référence à un droit fondamental non respecté pour donner une légitimité à leur lutte.

Dans le cas de l'Union paysanne, cette affirmation reprise par les médias (jusqu'en Une pour *Le Soleil*) n'est pourtant qu'un *spin* médiatique qui montre que les leaders du syndicat savent lancer une nouvelle au bon moment : ils ont analysé les dossiers Lapalme et Rocheleau et savent bien que les processus juridiques sont longs, épuisants et qu'il est très dispendieux (et hasardeux) d'aller se défendre en Cour Suprême ou devant l'ONU. L'Union paysanne sait aussi que la Cour suprême du Canada a rendu un jugement montrant que le

^a « Master frames are conceptualized as general assemblages of concepts that are often new and ascendent, but relatively unelaborated compared to established ideologies. Typically articulated by early-riser movements, they are idea structures upon which late-comer movements can draw » (Johnston et Oliver, « Mobilization Forum: Reply to Snow and Benford »).

droit d'association comprend nécessairement le droit de non-association, comme l'a mentionné la juge Mireault dans l'affaire Rocheleau. Pourtant le syndicat n'envisagera jamais très sérieusement de porter la lutte sur le terrain juridique. Le jugement Croteau dans l'affaire Lapalme le montre : la question est politique et c'est sur ce terrain que le syndicat entend se battre : « On mise sur l'opinion publique pour amener le gouvernement québécois à mettre la hache dans la loi », a confié Roméo Bouchard à un journaliste en mai 2001 durant la mise sur pied du syndicat^a. Cela n'empêchera pas les dirigeants de cultiver le flou autour de leur stratégie : à plusieurs reprises, dans des déclarations publiques ou des communiqués de presse, l'Union paysanne fera référence aux chartes des droits et libertés, au droit d'association, à la Commission des Droits de l'homme et à la Cour suprême.

On s'en doute, la fondation de l'Union paysanne ne réjouira pas les dirigeants de l'UPA. Déjà, en mai 2001 après le colloque Repenser l'agriculture, son président Laurent Pellerin disait que l'organisation à être formée ne serait pas représentative du monde agricole :

Il rappelle que parmi les principaux instigateurs du projet, l'un est un ancien agriculteur et l'autre est professeur dans la région de Lotbinière. « La grande majorité des gens qui étaient là, rajoute-t-il, sont des opposants aux porcheries. On retrouvait une quinzaine d'étudiants de l'Université Laval et quatre ou cinq producteurs biologiques. »

Tout en précisant que l'UPA n'était pas opposée à ce que les gens s'associent, M. Pellerin a mis en doute la représentativité du mouvement. « C'est, dit-il, un peu tiré par les cheveux »¹¹⁴.

Les critiques commencent à fuser aux lendemains de la fondation du syndicat. Le président de la fédération de l'Estrie de l'UPA déplore les « faussetés »¹¹⁵ lancées par l'Union paysanne - qui n'est que la poursuite de la cause des opposants à l'industrie porcine, selon

^a « En mai, le président de l'UP, M. Roméo Bouchard, confiait au SOLEIL que le problème ne se réglerait pas devant les tribunaux. Pour lui, c'est la loi qu'il faut changer. La stratégie de l'Union paysanne est claire. On mise sur l'opinion publique pour amener le gouvernement québécois à mettre la hache dans la loi. » Réjean Lacombe, « Le choc des agricultures », Québec, *Le Soleil*, 8 décembre 2001, p. D2. Voir aussi *Plaidoyer pour une agriculture paysanne*, op. cit., p. 83-86. Durant les cinq années de mon implication au syndicat, cette question du recours aux tribunaux est revenue à maintes reprises lors des congrès annuels et séances du conseil national. Chaque fois elle a été repoussée par les dirigeantEs parce que trop longue, incertaine et coûteuse.

lui. Un ancien président de l'UPA de la région, M. Jacques Blais, présent au congrès de fondation de l'Union paysanne, a une appréciation plus mitigée. Pour lui qui fut un dissident face à l'organisation centrale pendant plus de neuf ans, il n'y a plus de débats à l'intérieur de l'UPA et l'agriculture a changé de signification pour les dirigeants syndicaux :

C'est vrai qu'au sein de l'UPA il n'y a plus de débat, que l'agriculture est juste vue comme une affaire de piastres et que l'organisation encourage d'abord la grosse agriculture industrielle... Mais l'Union paysanne c'est l'autre extrême et je pense que le mouvement va rester marginal. [...] Mais au moins ce qu'il y a de bon avec l'arrivée de l'Union paysanne, c'est que ça devrait justement aider à faire le débat. Mais je m'attends pas que ça fasse une grosse révolution¹¹⁶.

M. Blais sera néanmoins l'initiateur de la section de l'Estrie de l'Union paysanne et son animateur pendant quelques années. Un autre ancien dirigeant de l'UPA, M. Jacques Proulx, n'émet pour sa part aucun commentaire : l'UPA étant le bailleur de fonds principal de l'organisation Solidarité rurale dont il est le président, il préfère pour l'instant se taire. Quelques mois plus tard il affirme que le débat provoqué par son apparition est une bonne chose¹¹⁷. Un autre poids lourd de l'agriculture au Québec, le professeur d'économie agroalimentaire de l'Université Laval Michel Morisset commet une lettre d'opinion dans le quotidien *Le Soleil* à peine une semaine après la fondation de l'union. D'entrée de jeu il assène un argument d'autorité :

[L]eur discours lapidaire surprend ceux et celles qui ont suivi le développement de l'agriculture et son articulation avec les objectifs de la société québécoise au cours des dernières décennies et il a de quoi choquer les urbains qui ont encore un attachement presque filial à l'agriculture¹¹⁸.

Dans cette lettre qui utilise allègrement la rhétorique, les dirigeants du nouveau syndicat sont qualifiés de « propagandistes » et « d'apôtres » qui véhiculent une vision simpliste et passéiste de l'agriculture. L'analyse que font *Bacon, le film* et l'Union paysanne est caricaturale et apocalyptique, la révolte viscérale (donc non raisonnée), les revendications éclatées, l'imaginaire romantique. Il termine ainsi son plaidoyer :

[e]n entendant ce discours, on a l'impression de retourner longtemps en arrière. « Le capitalisme, le productivisme, la rentabilité, l'argent, le crédit, l'industrialisation, l'urbanisation tuent le petit peuple canadien-français », disaient les bons pères et autres curés opposés à la modernité et surtout exposés à la perte de leur influence. L'agriculture doit demeurer petite, tournée vers les besoins de la famille, du village, entendait-on encore durant les années 1940. Et

c'est le discours que Roméo Bouchard, président de l'Union paysanne, nous sert aujourd'hui !¹¹⁹ (je souligne).

Cet argument du retour en arrière sera constamment mis de l'avant pour qualifier l'Union paysanne, en conjonction avec le caractère romantique ou peu raisonné des critiques paysannes et citoyennes. Ainsi le ministre de l'Agriculture Maxime Arseneau déclare le 5 décembre 2001 dans son discours au 77^e Congrès annuel de l'UPA, alors qu'on lui a passé en main propre le programme de l'Union paysanne il n'y a pas dix jours :

Là, on met en cause toute notre société industrielle. Pourquoi nos agriculteurs devraient revenir à un mode archaïque de production, qui n'était pas nécessairement moins polluant et plus efficace d'ailleurs... [...] La difficulté est qu'il y a une méconnaissance du régime, des pratiques, des programmes agricoles québécois, du fonctionnement de l'UPA et du modèle québécois. Il y a des psychoses qui se développent qui ne sont pas très bonnes, ni très objectives¹²⁰ (je souligne).

Il est, on s'en doute, très peu favorable à briser le monopole syndical de l'UPA : « [l]a loi [...] reconnaît l'association qui regroupe le plus grand nombre de producteurs et je suis assis au côté de son président », déclare-t-il en désignant Laurent Pellerin¹²¹. Quant à ce dernier, il n'a pas épargné ses nouveaux concurrents dans son propre discours d'ouverture. Ses premiers commentaires concernent la représentativité de l'Union paysanne, troisième argument qui caractérise la réplique du régime à la constitution du syndicat paysan :

[e]n tout début de journée, en présentant les membres du conseil exécutif de l'UPA, il n'a pu s'empêcher de laisser entrevoir son irritation. « Je vous ferais remarquer que la condition *sine qua non* pour être au conseil de l'UPA est d'être un producteur agricole. On ne pourrait pas penser que des producteurs agricoles soient représentés par des gens qui ne le sont pas »¹²².

« Il y a une limite à l'imposture, a-t-il déclaré. Les gens ne peuvent pas continuer à prétendre représenter les citoyens et les agriculteurs en même temps. Pour parler au nom des producteurs agricoles, il faut en être un »¹²³.

Pour M. Pellerin, il n'est absolument pas question de retourner à l'époque des «habitants», la version québécoise des paysans français. Il a expliqué devant son auditoire de mille personnes, dont plus de 400 délégués à ce congrès, que depuis 1972, les producteurs ont beaucoup travaillé pour se donner un statut de professionnels, tout comme le sont les avocats avec le Barreau, les notaires avec la Chambre des notaires et les artistes avec l'Union des artistes, dont le modèle est du reste copié sur celui de l'UPA¹²⁴.

Cette identité de l'agriculteur comme d'un professionnel est très sensible dans les milieux agricoles. La conquête du statut de professionnel s'est d'abord révélé une lutte symbolique : il s'agissait de défaire la perception populaire de l'agriculteur comme « d'un gars simple » sans culture ni éducation, voire de l'idiot de la famille. Dans la culture québécoise, l'habitant, le cultivateur, le rural, le colon, sont des termes péjoratifs qu'on associe au paysan, être pauvre et soumis. En témoignent les mots d'un producteur interrogé par le quotidien *Le Soleil* au lendemain de la création de l'Union paysanne : « [j]e suis pas un paysan [...] C'est comme si on me disait que je suis un habitant. Je suis un producteur agricole »¹²⁵. Laurent Pellerin va dans le même sens en conférence de presse :

[L]e terme « paysan » fait bien sourire Laurent Pellerin. « Vous demanderez aux producteurs agricoles français s'ils aiment se faire appeler « paysans ». C'est l'équivalent de nos « habitants » ici... » D'ailleurs, il préfère parler d'agriculture « professionnelle » que « industrielle »¹²⁶.

D'un autre côté, sur le plan institutionnel, la professionnalisation des agriculteurs visait à leur faire accompagner la modernisation agricole qui nécessite des gens bien formés à la technique. En ce sens les luttes des années 1950 à 1970 pour contrôler la mise en marché agricole se sont accompagnées de revendications pour qualifier l'agriculteur de spécialiste, de professionnel, voire actuellement « d'équivalent ouvrier spécialisé ». Pour pouvoir prétendre au contrôle de la profession, il fallait aussi définir cette profession, ce que fait la Loi sur les producteurs agricoles de 1972 dont plusieurs versions antérieures furent écrites par les dirigeants syndicaux et soumis aux ministres. Depuis, l'UPA est très sensible lorsque des personnes ou des groupes extérieurs au régime agricole cherchent à faire valoir leur point de vue ou à définir les praticienNEs de l'agriculture. En dehors du triangle constitué de ces derniers (*via* l'UPA), des acheteurs/transformateurs/distributeurs (*via* leurs associations) et de l'État (*via* le MAPAQ et la RMAAQ), personne ne peut vraiment s'exprimer sur les pratiques agroalimentaires. Comme le dit M. Pellerin, il faut être agriculteur, agronome, acheteur agricole, transformateur agroalimentaire ou, à la limite, fonctionnaire du MAPAQ pour pouvoir parler d'agriculture. Une productrice exprime très clairement ce désir de ne pas être définie par d'autres :

Je commence à être tannée de me faire dire par des écolos, professeurs de banlieue, cinéastes et agronomes, coincés dans un bureau, que je suis une pollueuse [...] Le pire, c'est quand on ajoute que je suis cruelle envers les animaux. La vérité est que je ne suis pas 'une baronne du cochon', propriétaire d'une mégaporcherie. Je suis une productrice de porcs qui travaille à la ferme familiale et ça finit là¹²⁷.

Dans son discours inaugural du congrès annuel de 2001, M. Pellerin en rajoute sur le caractère spécieux et peu objectif du documentaire *Bacon, le film*, allant jusqu'à affirmer qu'il n'a jamais vu d'agriculture industrielle dans les campagnes québécoises et que l'Union paysanne est folklorique :

[i]l a varloqué généreusement, sans toutefois la nommer une seule fois, l'Union paysanne (UP) qui vient de voir officiellement le jour. Il a nié à l'UP le droit de parler au nom des agriculteurs. « Il n'y a aucun agriculteur au sein du bureau de direction. Je suis sûr qu'ils ne seraient pas capables de cultiver un pauvre radis. »

Il a tiré à boulets rouges sur le documentaire de Hugo Latulippe *Bacon, le film*, s'en prenant au passage au « cuistot » Daniel Pinard se demandant sur quelle planète il vivait. [...]

Tout en disant qu'il a arpenté le territoire agricole à plusieurs reprises, M. Pellerin avoue qu'il n'a pas vu d'agriculture industrielle, ni de hautes cheminées dans les fermes. « Nos producteurs, dit-il, sont professionnels et prévoyants. Ce ne sont pas des gens qui improvisent parce que chacun d'entre vous est chargé de nourrir 200 personnes qui habitent ici. »

Il se demande tout haut si ce n'est pas l'envie ou la jalousie qui anime les opposants à l'UPA. « Je pensais que ce vieux réflexe de Québécois pour ne pas dire ce réflexe de certains vieux Québécois, ajoute-t-il, avait disparu. Pour se rendre visible, on s'appuie sur la tête de son voisin. »

Plus loin, il s'est moqué une fois de plus de l'Union paysanne. « De là à prétendre que dans une soirée, dit-il, on va se draper d'une chemise à carreaux et que l'on va parler au nom des producteurs agricoles. On se trompe. C'est du bas folklore. Jamais en 77 ans d'existence, l'UPA s'est affairé à dire qu'il y a des gros et des petits producteurs »¹²⁸ (je souligne).

Même si l'UPA rit publiquement de ses adversaires, la première proposition dans le cahier de ses congressistes est une « déclaration de principe pour assurer le pérennité de la ferme à dimensions humaines au Québec ». Selon le journaliste du quotidien *Le Devoir* Claude Turcotte, le libellé complet de la proposition « constitue une répartie sur-le-champ à tout ce qui aura été dit contre l'UPA à Saint-Germain-de-Kamouraska »¹²⁹. Si les ténors du syndicalisme de l'UPA, le ministre de l'Agriculture et un des universitaires pro-UPA les plus en vue se prononcent unilatéralement contre l'Union paysanne, le son de cloche est différent

plus près de la base. Quelques exemples parmi d'autres : un jeune agriculteur interrogé lors du congrès de l'UPA confie *sous le couvert de l'anonymat* que la création de l'Union paysanne « [...] va forcer les dirigeants de l'UPA à se préoccuper davantage des petits producteurs et pas seulement des gros »¹³⁰. Quelques jours après ce congrès un document interne est « coulé » vers l'Union paysanne¹³¹. Il s'agit d'un rapport interne de trois fédérations régionales de l'UPA dont les dirigeants ont rencontré les présidences locales de 25 syndicats de base pour les sonder sur l'état du syndicalisme. Selon le communiqué de presse que l'Union paysanne s'empresse de rédiger pour l'occasion, les présidents locaux sont pessimistes : ils estiment que l'UPA « entend » mais « n'écoute plus » sa base agricole; que depuis quelques années le syndicat ne privilégie que l'agriculture à grande échelle, exportatrice, au détriment des petits et moyens agriculteurs. L'Union paysanne cite le document en question sur la perception que les présidents de l'UPA ont d'elle : « [l']Union paysanne est seulement le reflet de ce que nous, producteurs agricoles, ne sommes pas capables d'avouer. D'ailleurs, certains présidents songent à s'y joindre. Une façon de faire la moue à ceux qui n'entendent plus, voire même un chemin naturel à emprunter vers un avenir meilleur »¹³². La conclusion est un appel à la « réappropriation du pouvoir » :

bien au delà de la fonctionnalité des syndicats de base - ce sur quoi le questionnaire fut fondé - se cachent des doutes. Des doutes profonds qui remettent en question les fondements de l'UPA, tant sa raison d'être que ses valeurs, c'est-à-dire le pourquoi et son orientation, c'est-à-dire le comment. Sans oublier les injustices que ressentent les présidents des syndicats de base que peut causer la manière dont l'UPA gère son instrument, et non l'instrument lui-même, nous devons remédier [*sic*] sans équivoque à une prise de conscience. La réappropriation du pouvoir par et pour les agriculteurs est un défi¹³³.

A cette époque plusieurs articles de presse mentionnent que l'adhésion à l'UPA demeure volontaire et que 92% des agricultrices et des agriculteurs s'en prévalent, ce qui laisse tout de même 8% de mécontentEs qui, obligéEs de payer leur cotisation, décident quand même de ne pas adhérer au syndicat en ne signant pas leur carte de membre. L'Union paysanne va exploiter ce filon dès les premières semaines de sa naissance en tentant de faire mousser le fait que des productrices et des producteurs agricoles se retrouvent souvent devant la RMAAQ, poursuiviEs pour n'avoir pas payé leur cotisation syndicale. C'est aussi l'occasion d'élaborer sa critique du régime agricole et de faire contre-poids à l'image d'unité que l'UPA tente de projeter :

[c]es producteurs sont mécontents d'être forcés de cotiser à un syndicat qui leur impose un modèle de production et de mise en marché centralisé et coûteux, avec canal unique, quotas, qui les oblige à produire toujours plus à moindre coût, fait disparaître toute possibilité de vente au détail et s'accapare le contrôle de la production. Ce système contraignant est ressenti comme inefficace pour protéger les petits producteurs locaux et inutile pour les gros qui peuvent très bien se défendre seuls sur les marchés¹³⁴.

Ainsi dès sa naissance l'Union paysanne s'engage dans une bataille médiatique, tentant de faire passer un contre-discours qui révèle au grand jour les zones d'ombres du régime agricole, faisant toujours ressortir le rôle central des structures de l'UPA dans ces manœuvres de contrôle de type « soviétique »^a. Les premières réactions des ténors syndicaux et des gens de pouvoir seront plutôt négatives pour la jeune union : assez rapidement le ministre ferme la porte à une accréditation de l'Union paysanne comme syndicat agricole. Pourtant les médias d'information écrite s'intéressent à elle et la posent souvent en Une. Les groupes écologistes et consommateurs l'appuient (plus de 50 groupes sympathisants adhèrent durant la première année). Son membership monte en flèche : des 1000 membres que déclare le président au sortir du congrès de fondation, ils et elles seront 2000 deux mois plus tard et 3149 au congrès annuel suivant. L'objectif de mobilisation est placé à 5000 membres dans les trois premières années, des agricultrices et agriculteurs de préférence¹³⁵.

Synthèse. La formation d'un acteur collectif transgressif

L'Union paysanne naît dans un contexte où le gouvernement provincial péquiste, qui vient de perdre une campagne référendaire sur la souveraineté, est dirigé par un conservateur qui entend assainir les finances publiques et aligner la politique économique du Québec sur

^a Ce qualificatif revient parfois dans le discours public de certains leaders de l'Union paysanne qui ont des racines fortes dans le catholicisme. Par exemple : « Ce qui se passe en ce moment avec l'agriculture est comparable à l'économie planifiée qui se faisait en Union soviétique dans les années 1950. Les syndicats agricoles sont devenus des agents de commercialisation et ont pris le contrôle de la mise en marché avec les plans conjoints » (Roméo Bouchard, cité dans Louis Tremblay, « La mutation des campagnes doit cesser », Chicoutimi, *Le Quotidien*, 21 février 2002, p. 10.) Voir aussi Roméo Bouchard, *Plaidoyer pour une agriculture paysanne*, op. cit., p. 101 ainsi que Benoît

l'ALENA et la libéralisation du commerce. Le Premier ministre Lucien Bouchard est connu pour ses rencontres au sommet avec les décideurs du Québec. Il en tiendra plusieurs durant son mandat. L'UPA, comme épine dorsale du système de cogestion agricole, est l'un de ces groupes influents qui participent de ces sommets néo-corporatistes où des orientations économiques et politiques sont définies entre têtes dirigeantes des grands secteurs économiques. J'ai montré au long de ce chapitre que l'UPA a reçu maints signaux au cours des dernières années lui indiquant que le gouvernement la soutenait dans son processus de positionnement dans le système des échanges agricoles mondialisés, soutien qui ne s'est pas démenti après la défaite référendaire de 1995 et qui se poursuit en fait jusqu'aux élections de 2003 (où le Parti québécois perdra le pouvoir).

Le jeune syndicat, dans ce contexte, n'a pas tellement de soutien à espérer, ni du côté du gouvernement ni de celui de l'acteur central du régime agricole et encore moins du côté des grandes entreprises. La relation sociale spécifique, le régime agricole, semble de prime abord fermée comme une huître aux voix alternatives et c'est pour l'ouvrir que l'Union paysanne entend utiliser le levier des citoyens pour accentuer la pression paysanne. Les leaders, connaissant le milieu agricole et la ruralité, estiment qu'il y a des opportunités à saisir car la colère de plus en plus d'agriculteurs commence à faire des vagues. Les poursuites judiciaires, les saisies, les règles de plus en plus serrées des plans conjoints, la crise du revenu généralisée, sont autant de signaux de fragilisation du régime sur lesquels l'Union paysanne croit pouvoir miser pour mobiliser des agricultrices et des agriculteurs qui, comme je l'ai largement montré au chapitre trois, sont pour la plupart en situation financière précaire.

Toujours quant à la structure de l'opportunité politique, il y a aussi à l'échelon international un contexte favorable causé par la contestation antimondialisation qui arrive au Québec dans le train du Sommet des Amériques d'avril 2001. Si, comme je l'ai montré, le cycle de mobilisation altermondialiste québécois est commencé depuis quelque temps, l'année 2001 a quand même représenté la meilleure « fenêtre de lancement » possible pour une organisation altermondialiste. Le compte exact est encore à faire, mais des dizaines

d'organisations sont nées cette année-là au Québec et plusieurs auront un rayonnement important (Union paysanne, ATTAC-Québec, CLAC, Table de Convergence, etc.).

À l'échelon de la province des opportunités qui favorisent une organisation comme l'Union paysanne existaient aussi. D'abord tout le discours médiatique sur les événements altermondialistes à Seattle, le démontage du McDo de Millau, les crises de la vache folle et du poulet à la dioxine en Europe, la contestation de l'industrie porcine qui prend de l'ampleur au Québec, les luttes autour des rivières et de la foresterie, tous ces événements accompagnent des discours politiques et d'autres, commerciaux, sur la consommation responsable, l'alimentation saine et biologique, la protection des ressources naturelles, la qualité de vie, la simplicité volontaire, le soin de soi, etc. Le pendant de ces discours, le phénomène que certains ont appelé le « tournant qualité » en alimentation (Goodman, 2003; Goodman et Goodman, 2001; Silvestro, 2008c) redéfinit le système de valeurs des consommateurs agroalimentaires traditionnels (réduction des coûts, standardisation et production de masse, marques de commerce et traits identitaires nationaux). Le tournant qualité se base plutôt sur la morale plus hédoniste des individus de la classe moyenne postmatérialiste qui se soucient de santé, d'écologie, de confort, d'identité personnelle et de différenciation dans la consommation. Les produits de terroir, l'alimentation saine, la cuisine exotique, le goût des boissons spécialisées (vins, spiritueux, café, thé, etc.) participent d'une reconfiguration culturelle où certains groupes d'individus – les recherches semblent indiquer une certaine classe moyenne assez scolarisée quoique pas nécessairement riche – sont portés à satisfaire leur goût de confort sans mettre à mal leurs principes moraux et politiques quant à la justice sociale. Les pratiques de consommation responsable étant cadrées comme des actes permettant de réduire les injustices inscrites dans le système du marché international, il n'y a qu'un pas rhétorique à faire pour parler de commerce équitable à l'échelle provinciale ou locale et s'inscrire dans ce cadre occidental de mobilisation, ce qui ne tardera pas d'arriver (pour des exemples fondateurs en Amérique du Nord, voir Jaffee, Kloppenburg et Monroy, 2004). Par exemple l'organisation québécoise Équiterre fait la promotion de ce cadre de mobilisation et l'inscrit dans l'espace infra-québécois avec son programme d'agriculture soutenue par la communauté (ASC) qui met en lien direct agricultrices, agriculteurs et consommatrices, consommateurs dans un esprit de solidarité et de soutien des premiers par

les seconds. La demande pour les produits alimentaires biologiques augmente en moyenne de 20% par années dans les premières années du vingt-et-unième siècle au Québec (ACNielsen, 2005; Macey, 2006; Option Consommateurs, 2004; Paré, 2002; Rochette, 2004; Table filière biologique du Québec, 2003). Il y a donc une configuration culturelle plutôt favorable à l'émergence d'une organisation qui fait la promotion d'un modèle agricole et alimentaire qui répond à ces valeurs postmatérialistes et aux préoccupations quant à la surenchère industrielle de la chaîne agroalimentaire.

Dans les campagnes et le monde rural, la naissance de l'Union paysanne s'inscrit dans la poursuite d'une orientation globale amorcée avec les États généraux du monde rural de 1991, soutenus par les organisations politiques qui gravitent autour (UPA, Solidarité Rurale, Coalition Urgence Bas-St-Laurent, Mouvement Madelinot, Rassemblement des Patriotes Gaspésiens, etc.) et une multitude de micro-projets individuels et collectifs de revitalisation rurale. Sa naissance, comme je l'ai montré, arrive en plein milieu d'une crise porcine qui, après plus de six ans de remous locaux, semble vouloir prendre une ampleur provinciale. Il y a là aussi une colère à canaliser dans une organisation capable de construire un rapport de force sur le plan politique. A ce titre Sauver les campagnes apparaît comme une première étape dans un processus de mobilisation visant à constituer une organisation de masse qui fait le lien entre les trois mondes : le régime agricole et les agriculteurs, le monde rural et ses habitants, le monde urbain et les consommateurs. Jusqu'à la naissance de l'Union paysanne, il y a au Québec ce que Anthony Oberschall a appelé « a loosely structured collective conflict », dans lequel des dizaines de « groups and organisations – many of them short-lived, spatially scattered, and lacking direct communication, a single organisation and a common leadership – episodically take part in many different kinds of local collective action » (Oberschall, 1980, p. 45-46). Pour ses promoteurs, l'Union paysanne pourrait être cette organisation qui rassemble les luttes parcellaires, solidifie la mouvance sociale et crée le rapport de force nécessaire pour faire bouger le régime agricole.

D'assez impressionnantes ressources sont mobilisées pour y arriver. Lors de sa première réunion officielle en février 2002, le Conseil national de l'Union paysanne se réjouit qu'un travail aussi important ait été accompli depuis la fondation deux mois plus tôt. Le syndicat dispose d'un secrétariat, de trois gestionnaires à mi-temps (secrétariat, registrariat,

site Internet/communications) et d'un président bénévole à plein temps. Seize sections régionales regroupent une centaine d'élus de dizaines de sections locales, les formulaires d'adhésion entrent au bureau, l'engouement médiatique est là, les perspectives financières sont bonnes¹³⁶. La structure, les ressources et la capacité de mobilisation de Sauver les campagnes ont fourni le terreau duquel naît l'Union paysanne, qui ne part pas ainsi de zéro mais élargi plutôt le champ d'action de la coalition de comités de citoyens dans une seconde phase de mobilisation. Les ressources d'autorité morale et de transmetteurs (voire d'amplificateurs) de cadre d'action collective que constituent Daniel Pinard, l'ONF, Hugo Latulippe, Richard Desjardins et quelques journalistes respectés, la réputation et les réseaux de groupes écologistes très sympathiques (Greenpeace, UQCN, Amis de la Terre, RQGE, Equiterre, etc.), les capacités d'organisation et de réseautage de certains organisateurs du syndicat, de même que le soutien financier d'un acteur qui demeure dans l'ombre^a, ont fait en sorte que l'Union paysanne fait une entrée remarquée dans l'espace public en décembre 2001.

Discussion. L'innovation du syndicalisme citoyen

Comment qualifier la forme organisationnelle, la stratégie et le discours qui caractérisent l'Union paysanne? Pour tenter de faire tomber les barrières institutionnelles du régime agricole, elle s'enregistre en vertu de la *Loi sur les syndicats professionnels*, tente de redéfinir la question agricole en la situant dans l'espace de la société civile et lance un appel aux citoyennes et citoyens à s'engager dans l'action. Elle se veut à mi-chemin entre le syndicat agricole professionnel et le mouvement citoyen et se qualifie de « syndicat agricole

^a Pendant au moins trois ans l'Union paysanne sera en partie financée par une fondation privée dont le nom, à ma connaissance, n'a jamais été révélé publiquement dans les médias d'information. À travers divers programmes, la fondation donnera plus de 150 000\$ au syndicat. Les autres sources financières furent principalement les adhésions, les abonnements au journal, quelques dons et subventions. À travers divers programmes de développement local ou d'insertion à l'emploi, l'Union paysanne et ses structures affiliées ont aussi pu aller chercher des fonds pour payer des employés pendant quelques mois. Le budget annuel moyen du syndicat se situe autour de 60 000\$ durant les cinq premières années.

citoyen », appellation inusitée au Québec où le syndicalisme est traditionnellement rattaché à la figure de l'ouvrier ou du fonctionnaire plutôt qu'à celle du consommateur ou du citoyen.

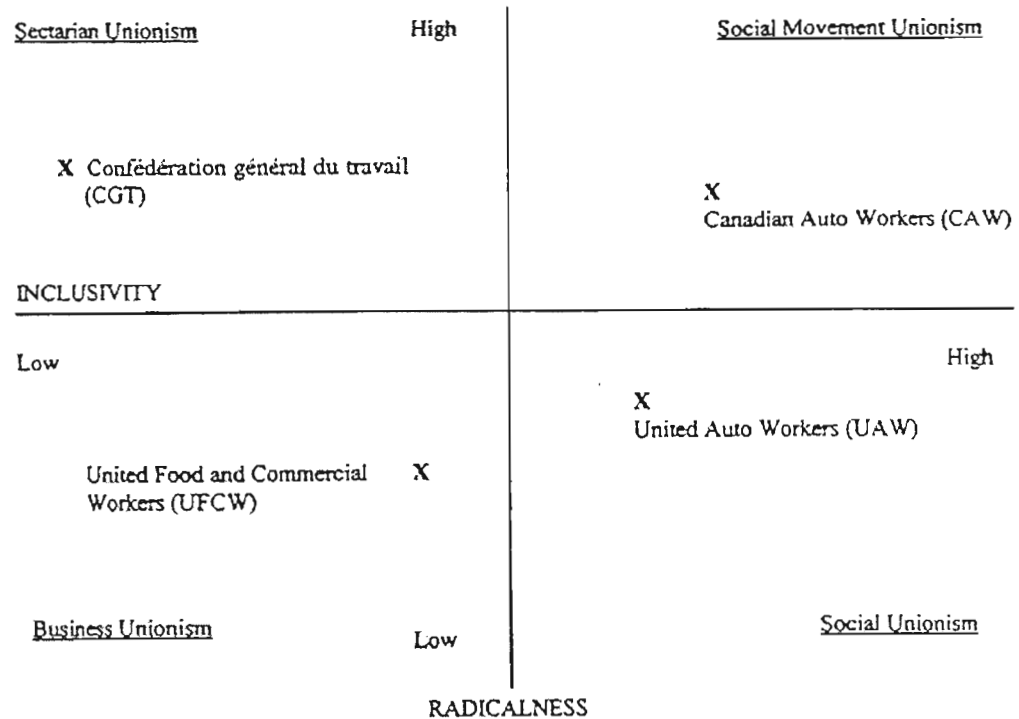
Cet appel aux citoyenNEs et le fait de faire coexister les visions du monde des consommateurs et des producteurs dans la structure décisionnelle de l'organisation témoignent d'une volonté d'élargir le champ de la question agricole : pour l'Union paysanne l'agriculture est un problème sociétal qui impose des choix collectifs à l'échelle du territoire national, et non plus une affaire de spécialistes, d'agriculteurs, d'entrepreneurs et de fonctionnaires. Il s'agit de refonder le contrat social, d'occuper de façon dynamique le territoire, de décentraliser les pouvoirs politiques, de donner la capacité aux citoyenNEs et aux paysanNEs de se réaliser, bref de récupérer la souveraineté alimentaire et politique du Québec passée aux mains des grandes compagnies. L'Union paysanne n'est donc pas un syndicat professionnel au sens où l'entend la loi, mais plutôt une organisation politique qui prend la forme syndicale pour s'inscrire dans l'espace public et profiter de la charge symbolique du syndicalisme.

Son syndicalisme s'apparente à ce que des analystes des relations industrielles appellent le syndicalisme de transformation sociale (*social movement unionism*). Inspiré de la tradition du syndicalisme de combat des Industrial Workers of the World (IWW), des Chevaliers du travail et des syndicalistes révolutionnaires européens, cette forme d'action collective aurait pour but d'organiser les inorganisés, de faire des actions politiques pour accroître l'influence du syndicat et de travailler à des réformes tant au niveau des lois du travail qu'à celui des relations de travail au sens large^a. Selon Bellemare et ses collègues

^a Traduction libre de : « [Social movement unionism] aimed at organizing the unorganized and taking political action to strengthen union influence. The ultimate objective is to reform labour laws with new protections for workers and unions and to reform the institutions of industrial relations [...] Social Movement Unionism is not the same thing as a Social Movement, to be sure. The former is a type of unionism that mobilizes the rank and file for specific actions and gains; the latter is a broad, often uncontrollable social phenomenon that comes along at particular periods of history. While Social Movement Unionism can make specific gains in organizing or politics, a widespread Social Movement is a force that can reform or transform institutions. Labour activists in the United States promote Social Movement unionism in the absence of a broader Social Movement-but with the explicit goal of instigating that wider movement to provide the power necessary for institutional change » (Turner et Hurd, *Building Social Movement Unionism: The Transformation of the American Labor Movement* p. 23, cité dans Bellemare, Gravel, Briand et Vallée, *Le syndicalisme de transformation sociale (Social*

(Bellemare *et al.*, 2004), le syndicalisme de transformation sociale, bien qu'avant tout lié au monde du travail (production ou services), peut élargir ses vues et s'ouvrir aux autres organisations de la société civile. Le cas des services de garde qu'ils étudient montre que des alliances transsectorielles (syndicalisme, mouvement des femmes, économie sociale) peuvent porter des revendications universalistes et obtenir des gains concrets. Michael Dreiling et Ian Robinson (Dreiling et Robinson, 1998) ont pour leur part construit une classification des syndicats d'ouvrierÈRES et d'employéEs pour comprendre les réponses syndicales face au libre-échange nord-américain. À partir des dimensions de l'ouverture (*inclusivity*) et du radicalisme (*radicalness*), leur schéma en quatre quadrants permet d'illustrer les caractéristiques primaires du syndicalisme « de mouvement social », soit des organisations qui pratiquent une grande ouverture identitaire (ou une identité sur la base de la classe sociale), qui critiquent radicalement les institutions et le marché et qui ont des revendications souvent à caractère universaliste. À l'ère néolibérale ce type de syndicalisme serait en résurgence alors qu'un syndicalisme d'affaire (ou professionnel et corporatiste), parfois à tendance sociale, caractérisait la période des Trente glorieuses aux États-Unis et au Canada (Dreiling et Robinson, 1998, p. 165).

Figure 17. Quatre types de syndicats en fonction des dimensions d'ouverture et de radicalisme



Tiré de : Dreiling et Robinson, 1998, p. 167.

Les deux chercheurs donnent du syndicalisme de transformation sociale une définition très proche de celle d'une organisation de mouvement social au sens générique du terme :

[t]he ideal-typical « social movement union » has economic interests to represent and collective bargaining functions to perform, but it is also part of a larger social movement that aims to reform (or revolutionize) the economic and political order to bring them more into line with ideals of economic justice and democracy. A vitally important weapon in this struggle [...] is the capacity to generate strong membership commitments to their union. Such commitments can motivate participation in a variety of forms of collective action, even when the unions have very limited material resources with which to supply selective material incentives. To achieve and maintain the high levels of membership commitments that they need, social movement unions must encourage members' sense that they "own" their unions, that they decide their priorities and strategies and are responsible for realizing goals collectively. (Dreiling et Robinson, 1998, p. 167-168)

Cette analyse m'apparaît correspondre au projet de l'Union paysanne à sa fondation. Cependant le syndicat paysan, bien qu'il affirme défendre avant tout les agricultrices et les agriculteurs, n'est pas assimilable à un syndicat d'ouvrierÈRES ou d'employéEs. D'abord la relation salariale ne constitue pas le fondement de la relation sociale agricole. De plus, bien que la majorité de ses revendications concerne le régime agricole et la pratique agricole, ses membres sont pour la plupart situés en dehors du régime et ne pratiquent pas l'agriculture. Enfin, il ne s'agit pas d'un syndicat établi dans son champ particulier et qui élargit son champ d'action pour rejoindre des groupes sociaux aux intérêts connexes, mais bien d'une organisation qui coalise différents groupes en lutte dans une logique de syndicalisme de transformation sociale et qui doit inventer, construire et diffuser l'identité collective qui susciterait le « fort engagement » mentionné ci-haut par Dreiling et Robinson. La paysannerie, identité faible sinon inexistante au Québec, ne peut, à court terme, être à la base d'un mouvement de masse. La citoyenneté est-elle un trait identitaire assez prégnant, assez rassembleur, pour susciter un tel engagement?

Les exemples d'action citoyenne, d'engagement citoyen sont nombreux au Québec : les comités de citoyens contre l'expansion porcine, bien sûr, mais aussi ceux qui luttent pour la protection des rivières, la conservation de certains écosystèmes, le développement local, la sécurité urbaine ou l'aménagement d'un parc. Les exemples dans l'histoire du mouvement populaire québécois abondent. Si ces comités se réclament d'une citoyenneté, elle est avant tout locale, comme la lutte de Sauver les campagnes le montre bien : chaque comité lutte dans sa localité, chacun veut conserver son autonomie, la coordination réticulaire doit être minimaliste. Ils ne se réclament pas du pays, de la province ou de l'État, mais bien du rang ou du village, à la limite du bassin versant ou de la région. C'est une citoyenneté de proximité, de milieu de vie. D'autres exemples font plus appel à une citoyenneté conçue comme membre actif d'une collectivité nationale et qui peut demander des comptes à ses représentantEs politiques. Les luttes écologistes se caractérisent par cette posture. Parmi les luttes altermondialistes, après avoir légitimé la désobéissance civile et bloqué la tenue d'un sommet international, l'Opération SalAMI se rend à la résidence du premier ministre à Ottawa avec l'intention d'entrer chercher les textes secrets de la ZLEA, au nom des citoyenNEs canadienNEs. L'Association pour une Taxe sur les Transactions financières et

l'Aide au Citoyen (ATTAC) interpelle directement les dirigeants politiques des États en leur demandant une taxe; les organisations qui font la promotion du commerce équitable appellent les consommateurs à être aussi des citoyens et à faire des choix éclairés sur le marché économique. Le Conseil des Canadiens regroupe des citoyenNEs concernéEs par les politiques néolibérales, etc. On pourrait multiplier les exemples où des organisations de la société civile qui ne sont pas inscrites dans le monde du travail se réclament de la citoyenneté pour asseoir leur légitimité. Dans ce contexte, les promoteurs de l'Union paysanne pouvaient croire que les citoyenNEs qui mangent allaient soutenir les paysanNEs qui habitent le pays et aspirent à les nourrir. Mais il y a une marge énorme entre soutenir une lutte et s'y engager activement, un espace constitué d'obstacles qui pose un double défi aux organisations de mouvement social : d'une part elles doivent se défendre dans l'espace public, agir rapidement pour répondre à des situations urgentes, c'est l'espace de la lutte publique, l'arène de la confrontation incarnée dans les lieux publics de régulation agricole (tribunaux, RMAAQ, réunions syndicales, etc.) et médiatisée par les organes d'information, eux-mêmes acteurs de la lutte. D'autre part l'organisation de mouvement social doit assurer que son fonctionnement interne soit efficace et rassembleur. C'est la question de la mobilisation sur laquelle achoppent plusieurs organisations confrontées à l'urgence des luttes dans l'espace public. Or l'organisation et la mobilisation sont des dimensions importantes pour rendre pérenne les organisations. L'histoire du syndicalisme agricole le montre : depuis les années 1940 l'UCC cherchait à assurer la mobilisation des agriculteurs par le paiement de la cotisation obligatoire de façon à pouvoir structurer l'organisation de la profession.

L'Union paysanne, après un départ remarqué, saura-t-elle assurer les tâches d'organisation interne et de mobilisation qui visent à faire en sorte que les membres se sentent dans « leur » syndicat? Saura-t-elle d'autre part se défendre dans l'espace public, faire des gains et améliorer la condition de ses membres? Le prochain chapitre raconte les principales campagnes de l'Union paysanne dans l'optique d'éclairer ces questions.

CHAPITRE 5. « *POUR UNE AGRICULTURE À DIMENSION HUMAINE* ». LES CAMPAGNES DE L'UNION PAYSANNE.

Introduction

Au cours de son histoire, l'Union paysanne voudra être de toutes les tribunes agroalimentaires, intervenant sur plusieurs fronts en même temps et cherchant toujours à contrôler l'agenda, à créer la nouvelle et à faire émerger les débats. On a vu qu'elle semble mettre de l'avant un syndicalisme de mouvement social qui repose sur une large mobilisation et revendique des changements qui ont une dimension particulariste, certes, mais qui sont cadrés dans une perspective universaliste, caractère renforcé par l'appel aux citoyENEs. Pour atteindre ses objectifs l'Union paysanne engagera plusieurs campagnes politiques en sept ans (2001-2008).

Elle débute son histoire avec la lutte contre l'expansion de l'industrie porcine, ce qui ne l'empêche pas de se positionner en même temps quant à une politique de la ruralité, quant à la démocratie rurale et quant à la mondialisation des échanges agroalimentaires (de par sa participation au mouvement paysan international Via Campesina). Aussitôt que la lutte contre l'industrie porcine arrive à un point tournant (le moratoire sur les nouveaux projets porcins et la commission du BAPE), elle engage sa campagne pour le pluralisme syndical, ce qui l'amène à appuyer nombre de petits agriculteurs qui ont, individuellement, maille à partir avec le régime agraire. Dans le cadre de cette campagne elle organisera et dirigera la lutte des acéricultrices et acériculteurs autonomistes contre l'implantation d'un système de gestion de l'offre dans leur secteur. Cette lutte est une illustration concrète des processus contrôlant du régime et sera utilisée par le syndicat paysan comme moteur de son discours politique sur les effets néfastes du monopole syndical.

Réitérant le caractère sociétal de l'agriculture, l'Union paysanne cherchera ensuite à provoquer un large questionnement sur l'agriculture, l'alimentaire, la ruralité, le territoire et la démocratie en réclamant des états généraux de l'agriculture et en formant une coalition d'organisations provinciales sur le sujet, coalition qui débordera des limites strictes du régime agraire en incluant des organisations consuméristes, écologistes et l'une des deux associations de municipalités québécoises. Cette campagne débouchera finalement sur la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Québec (CAAAQ) en 2006.

Ce sont là les trois plus grandes campagnes du syndicat, mais certainement pas les seules. L'Union paysanne participe de campagnes qui sont sous le leadership d'autres organisations. Par exemple le syndicat est membre du Réseau québécois contre les OGM (RQcOGM) placé sous le leadership de Greenpeace. Il participe aussi de la coalition canadienne Beyond Factory Farming qui lutte contre l'industrialisation de l'agriculture. L'Union paysanne participe de la contestation de l'ordre économique mondial par sa présence internationale dans les sommets de chefs d'État ou d'organisations de la société civile, un échelon d'action placé sous le leadership de la Via Campesina et, à l'échelon canadien, de la NFU. L'Union biologique paysanne, affiliée à l'Union paysanne, fera pendant plusieurs années des représentations afin d'améliorer le statut de l'agriculture biologique. L'Union paysanne soutiendra aussi des campagnes sur la légalisation du lait cru, sur la protection des races animales patrimoniales, contre l'irradiation des aliments, pour la libération de José Bové et contre la criminalisation des paysanNEs, contre la privatisation des semences et du vivant, contre la réingénierie de l'État (le Réseau de vigilance face aux politiques libérales, 2003-2006), etc.

Ce chapitre raconte les trois plus importantes campagnes du syndicat. J'ai choisi de les raconter car elles sont assez différentes les unes des autres. Si la stratégie politique qui sous-tend l'action du syndicat est la même (créer un rapport de force politique qui puisse faire bouger le législateur), les tactiques et le répertoire d'action collective ne sont pas les mêmes d'une campagne à l'autre. C'est ce qui est particulièrement intéressant car cela illustre à quel point il est difficile de mener une lutte universaliste alors que des intérêts particularistes sont aussi en jeu de façon prépondérante. Ainsi, la campagne contre l'expansion de l'industrie

porcine est clairement une campagne citoyenne, universaliste, à large mobilisation, portée par une organisation autour de laquelle des dizaines d'autres évoluent pour finir par constituer un poids politique qui fait pencher la balance. La campagne pour le pluralisme syndical est déjà moins universaliste : l'objectif est d'assurer une meilleure représentation des agricultrices et des agriculteurs dans le régime agricole, situation dont les citoyenNEs pourront profiter par extension parce que leur « fermière ou fermier de famille »^a sera libre d'exercer comme elle ou il l'entend. Le lien vers l'universalisme citoyen est déjà moins clair et, de fait, les citoyenNEs urbains ou ruraux, les consommatrices et les consommateurs ne seront pas à l'avant-plan de cette lutte. On verra avec le cas de la Guerre du sirop d'érable que la campagne pour le pluralisme syndical est une campagne agricole, menée par et pour des agriculteurs, et qui se rapproche du syndicalisme professionnel, voire corporatiste, mis en œuvre par l'UPA. Enfin, la troisième grande campagne prend son envol à une époque où l'Union paysanne a perdu beaucoup de forces vives et où elle se rend compte que son attitude de fonceuse et sa réputation de radicalisme peuvent lui fermer des portes. La campagne pour des états généraux de l'agriculture sera menée comme une campagne de groupe d'intérêt : peu de mobilisation de la base, création d'une coalition de groupes « sectoriels » qui demandent un cadre de discussion sur les enjeux qui chacun les touchent, lobbying auprès des pouvoirs publics, professionnalisation de la représentation des membres, etc. Chacune des campagnes est racontée en mettant l'accent sur ces différences tactiques.

^a Cette expression est utilisée par l'organisation Equiterre dans la promotion de son réseau d'agriculture soutenue par la communauté. La fermière ou le fermier de famille fait référence à des relations stables, directes et proches entre les parties.

Une campagne citoyenne. La lutte à l'expansion de l'industrie porcine

Militer contre une porcherie industrielle est encore, à ce jour, une cause pratiquement perdue d'avance.

- Johanne Dion, Comité richelois pour une meilleure qualité de vie, 2007¹.

Les Suisses fabriquent des horloges, les Français produisent du bon vin, les Belges du chocolat. Nous, désormais, on fait du porc, et pas du porc raffiné. Des carcasses! On s'est donné comme projet de surproduire un maximum de chair au plus bas prix possible, car nous exportons à bon marché. Le Québec a opté pour une solution complètement rétrograde [...]

- Hugo Latulippe, cinéaste, réalisateur de *Bacon*, le film, 2001².

J'ai montré au chapitre précédent que l'Union paysanne émerge des comités de citoyens opposés aux mégaporcheries et de deux coalitions de ces comités, l'Union des citoyens du monde rural (UCMR, 1996-1999) et Sauver les campagnes (1999-2002). On a pu voir que cette campagne publique, adressée au monde politique d'abord et intégrant « l'opinion publique » dans un second temps, débute vers 1994-96 isolément dans chaque village. L'Union paysanne la reprendra à son compte et ce sera sa première victoire significative lorsque les ministères de l'Environnement et de l'Agriculture imposeront un moratoire en juin 2002 sur tout nouveau projet porcin, le temps que le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) évalue cette filière agricole et que les ministères élaborent de nouvelles règles d'encadrement. Ce processus de consultation et de décision publiques s'étendra jusqu'en décembre 2005 au moment où le moratoire est levé. De nouveaux projets porcins seront alors proposés et la contestation citoyenne reprendra dans de

nouveaux villages. La contestation de l'industrie porcine aura donc duré au bas mot une dizaine d'années et elle aura rassemblé des acteurs individuels et collectifs aux intérêts et aux identités diversifiées.

L'élargissement de la lutte

La fondation de l'Union paysanne constitue un premier point tournant. Après quelques cinq ans d'une lutte incertaine où les gains sont rares sinon inexistants, les comités de citoyens à la base de l'Union paysanne se repositionnent en changeant de forme organisationnelle et en élargissant leur discours pour tenter de se tailler une place à l'intérieur du régime agraire et ainsi pouvoir acquérir une légitimité en tant que partie prenante de ce régime, comme je l'ai montré au chapitre précédent.

L'Union paysanne et les comités de citoyens, à la suite de Sauver les campagnes, analysent que c'est le ministère de l'Environnement qui pourrait stopper l'expansion porcine. En effet, selon eux le ministère de l'Agriculture est fermé aux demandes externes au régime et « soumis » au corporatisme de l'UPA. Le ministère de l'Environnement est pour sa part un acteur quelque peu à la marge du régime agraire, souvent perçu par l'UPA et le MAPAQ comme un organisme qui tente de l'influer par ses tentatives de contrôler la pollution d'origine agricole. La loi 23 sur le droit de produire établissait que les agriculteurs ne pourraient être tenus responsables de pollution s'ils respectent les normes du ministère de l'Environnement. Les opposants ont rapidement compris que le problème était la qualité et la sévérité déficientes des normes environnementales, notamment le Règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole (RRPOA), le Règlement sur les exploitations agricoles (REA) et les normes d'acceptation des projets porcins. Or c'est le ministère de l'Environnement qui accepte ces projets sur la base de ses normes et de ses évaluations.

Après avoir tenté de faire bouger les choses à l'échelon municipal, à l'échelon des MRC et à celui de la commission parlementaire sur l'Agriculture, le syndicat paysan cible en 2002 M. André Boisclair, ministre d'État des Affaires municipales, de l'Environnement et de la Faune du gouvernement Landry (qui succède au gouvernement de Lucien Bouchard après

la démission de celui-ci en 2001). C'est ce parti au pouvoir qui, depuis 1994, a pris la décision avec l'UPA de doubler les exportations agricoles, d'augmenter de 37% la production porcine en huit ans (1997-2005) et qui, pour ce faire, a voté la loi 23 sur le droit de produire et la loi 184 sur la réduction des pouvoirs d'aménagement des municipalités. Mi-février 2002, l'Union paysanne envoie une lettre au ministre Boisclair l'enjoignant d'agir rapidement avant que la situation ne dégénère quant à la production porcine :

Il n'est plus possible de nier le problème, en se cachant derrière des lois ou des règlements et l'heure n'est plus aux compromis ou aux solutions qui ne résolvent rien, comme les technologies de traitement de lisier, des plans de fertilisation secrets contrôlés par personne ou de ridicules distances séparatrices.

La société québécoise considère que c'est assez. [...] Tous les groupes entendus ces dernières années en Commission parlementaire sur la loi 23 et la loi 184, à commencer par le Barreau du Québec, ont averti le Gouvernement qu'en bâillonnant les élus municipaux et en accordant un droit de produire à des intégrateurs sans prévoir d'encadrement approprié pour ces nouveaux élevages industriels, on ouvrait la porte à un véritable massacre des campagnes et à des conflits sociaux majeurs.

On y est. La situation dégénère visiblement. [...] De toute évidence, il faut un point d'arrêt, il faut une consultation publique [...]

En terminant, permettez-nous de vous rappeler, Monsieur le Ministre, qu'un récent jugement rendu à Grand-Mère fait un devoir au Ministre de l'Environnement, conformément à l'article 24 de la Loi sur l'Environnement, d'utiliser son pouvoir discrétionnaire si nécessaire pour s'assurer qu'un projet, même s'il est conforme aux normes, n'est pas « susceptible de porter atteinte à la vie, à la sécurité, au bien-être et au confort de l'être humain, de causer du dommage et de porter autrement préjudice à la qualité du sol, à la végétation, à la faune et aux biens ».

Quant à nous, la limite tracée dans l'article 24 est dépassée depuis longtemps en ce qui concerne les dommages causées par les mégaporcheries³.

Dans cette lettre l'Union paysanne ne déroge pas de la ligne stratégique adoptée par Sauver les campagnes. L'objectif est toujours de raffermir la démocratie municipale et de redonner aux citoyenNEs locaux le pouvoir d'aménager la zone agricole qui les entoure. La lettre cible aussi directement « les intégrateurs » et non pas l'UPA, la FPPQ ou même les éleveurs porcins. Les intégrateurs, en effet, ne sont pas des agriculteurs pour l'Union paysanne; ce sont des « industriels » et, par conséquent, ils n'entretiennent pas le lien au territoire qui est essentiel à toute agriculture localement ancrée. La lettre rappelle aussi une des orientations majeures de Sauver les campagnes : l'établissement d'un « régime

environnemental » dans lequel le ministère de l'Environnement, de petit ministère soumis aux ministères à nature économique (Agriculture, Ressources naturelles, Industrie, Économie) deviendrait central dans l'organisation gouvernementale.

Quelques jours plus tard, l'Union paysanne tient son premier Conseil national à Pintendre (un arrondissement de Lévis sur la rive sud de Québec). Les 23 personnes présentes, déléguées des régions et membres du Coco, adoptent un plan d'action pour les prochains mois. Celui-ci montre à quel point l'Union paysanne cherche à ratisser large dans sa mobilisation des mécontentEs :

Pour rejoindre à la fois le mécontentement des producteurs face au contrôle de la mise en marché par l'UPA, les luttes de milliers de citoyens contre les mégaporcheries et les inquiétudes des citoyens face à l'alimentation et à l'environnement, nous proposons une mobilisation nationale en faveur d'un virage de l'agriculture dite industrielle vers une agriculture sociale et paysanne, qui favorise les fermes familiales et biologiques au lieu de les faire disparaître, qui construit le pays au lieu de le détruire.

L'objectif global de l'Union paysanne sur le plan de la mobilisation est d'accroître sa visibilité afin d'atteindre l'objectif à moyen terme (3 ans) de 5000 membres. Ce nombre a été établi par les dirigeantEs comme un seuil psychologique qui donnerait du syndicat une image de sérieux et de pertinence. Pour réaliser cette mobilisation, c'est la lutte à l'agriculture industrielle, actuellement représentée par la filière porcine, qui sera le point cardinal de rassemblement de la « lutte citoyenne ». Cette lutte contient divers volets, comme le montrent les revendications « concrètes et immédiates »⁴ de l'Union paysanne pour sa première campagne publique :

1. un moratoire de 5 ans sur les porcheries et une consultation publique sur l'agriculture; l'élimination progressive des fumiers liquides;
2. la réorientation de l'argent qu'on donne aux entreprises agricoles industrielles vers les fermes familiales et non-polluantes, à commencer par le remboursement aux producteurs des frais de certification biologiques et une prime de 10% sur leurs ventes de produits biologiques certifiés;
3. l'étiquetage et la ségrégation des produits OGM dans les épiceries;
4. la création d'un comité d'étude dans le but de modifier la loi qui donne le monopole syndical à l'UPA et une marge de \$10,000 de ventes à la ferme libres des quotas et agences de vente obligatoires;
5. abolition de la loi 184 dans le but de redonner aux citoyens et à leurs élus le pouvoir de réglementer les usages sur leur territoire⁵.

Les deux premières revendications concernent spécifiquement la filière porcine, alors que la troisième concerne aussi d'autres filières agricoles. La revendication concernant les OGM montre que ces six revendications sont transitoires et à court terme, car l'Union paysanne est en réalité en faveur de l'interdiction pure et simple des OGM (voir la Déclaration de principe). Les deux dernières revendications concernent spécifiquement le groupe social des agriculteurs (liberté syndicale, liberté de commerce) et celui des citoyens ruraux (démocratie locale et droit à l'usage du territoire). Elles ne changeront pas au cours des ans et constituent deux piliers autour desquels s'articuleront d'autres revendications plus spécifiques.

Ces revendications seront mises de l'avant lors des premières actions d'envergure dite « nationale », c'est-à-dire à l'échelle de la province : fin février est lancée une pétition intitulée *100 000 non contre les coûts de cochons*^a, à être présentée au gouvernement le 4 mai lors d'une manifestation à Québec, partant des bureaux du MAPAQ pour aller se terminer devant l'Assemblée nationale⁶. Cette manifestation vise aussi à affirmer le caractère citoyen du syndicalisme de l'Union paysanne. En même temps elle révèle son caractère de coalition diversifiée qui n'est pas encore soudée par l'expérience commune des membres. Le commentaire quant à la tactique non-violente à adopter est à ce titre caractéristique d'une organisation qui ne veut pas faire d'esclandre à sa première sortie :

La manifestation doit être vue comme un geste politique rassembleur de toutes les luttes apparentées ou incluses : environnement, eau, OGM, agriculture, cochons, forêt, barrages, malbouffe, pollution, etc. La diversité des pancartes et des messages rassemblés sous le parapluie politique de l'Union paysanne.

Il s'agit en fait de la première manifestation de la force de pression politique organisée que constituera désormais l'Union paysanne. À ce niveau collectif large, il convient d'adopter un style non-violent, festif, coloré : l'alternative prend forme et se manifeste joyeusement au grand jour⁷.

^a La pétition – qui est une requête adressée au gouvernement Landry – stipule que « la multiplication des méga-élevages sur fumier liquide, à des fins d'exportation et avec le soutien des lois et subventions de l'État, entraîne des conséquences désastreuses sur l'eau potable, l'air, la qualité de vie des citoyens et des animaux, la survie des fermes familiales, la santé des sols et des boisés et la démocratie locale ». À noter aussi que l'Union paysanne et les comités de citoyens utilisent toujours le documentaire *Bacon, le film*, pour sensibiliser la population au problème porcin.

L'objectif de l'Union paysanne est de rassembler 5000 personnes dans les rues de Québec derrière le slogan « Pour des campagnes vivantes », question de montrer que l'opposition à l'agriculture industrielle est bien réelle⁸. Pour arriver à cette manifestation, plusieurs étapes sont prévues : deux conférences de presse (à Rivière-du-Loup et Montréal) et la continuation de la campagne médiatique, ainsi qu'une rencontre nationale des comités de lutte aux mégaporcheries à Bécancour le 27 avril pour définir la stratégie à venir⁹. On constate que, malgré la formation de l'Union paysanne, les comités de citoyenNEs en lutte ne se dissolvent pas : se rassemblant sous le « parapluie politique de l'Union paysanne », ils conservent leur autonomie et leur agenda local, source de légitimité pour exercer des pressions politiques sur les conseils municipaux. Ils contribuent ainsi à la multiplication des arènes et des acteurs collectifs en lutte.

Effectivement, alors qu'elle met en œuvre sa stratégie de large mobilisation citoyenne, l'Union paysanne sait qu'elle n'est pas seule à mener la lutte : plusieurs autres comités de citoyens, associations civiles, groupes écologistes et éluEs municipaux entrent en lutte contre les projets porcins dans les débuts de l'année 2002, ce qui permet effectivement à l'Union paysanne d'écrire au ministre que « la société québécoise considère que c'est assez »¹⁰. Ces acteurs, liés de près ou de loin au syndicat paysan, vont envoyer un message assez clair au gouvernement péquiste : l'opposition n'est pas que le fait de « paysans », de « gentlemen farmers » ou de citoyens « chiâleux » au nez trop sensible. Dans la mesure où un front d'opposition se manifeste par le biais de préfets de MRC, de médecins et de maires de partout au Québec, d'association de gens d'affaires et de personnalités publiques, la « question cochonne » semble de plus en plus sérieuse.

1. De nouveaux comités de citoyens opposés aux mégaporcheries apparaissent en 2002 alors que d'autres luttent toujours. Une cinquantaine de comités de citoyens existent pendant cette phase de la lutte contre l'expansion de l'industrie porcine. Quelques vingt-cinq d'entre eux sont réellement actifs autour de l'Union paysanne. Quelques exemples illustrent la diversité des moyens de pression utilisés dans le registre de la réclamation de droits :

Premières tactiques : présence aux instances municipales. Comme je l'ai montré avec le cas des comités membres de Sauver les campagnes, les premières actions citoyennes locales sont pratiquement toutes dirigées vers leur conseil municipal. Plusieurs moyens sont utilisés pour faire pression sur les éluEs. Par exemple à Maskinongé (Mauricie) des citoyens déposent en mai 2002 au conseil municipal une pétition de 1200 noms^a. La pétition et la présence en masse aux séances du conseil municipal sont des pratiques courantes, souvent une première étape qui, ne donnant aucun résultat, est suivie d'autres moyens de pression. À St-Bernard-de-Lacolle et à Lacolle, 129 enfants – la plupart filles et fils d'agricultrices et d'agriculteurs – envoient une lettre au Premier ministre Landry pour lui demander d'agir¹¹, type de pétition qui fait appel à l'enfance comme symbole de pureté et d'avenir et qui, dans une certaine symbolique agraire, signifie la relève agricole, la pérennité du patrimoine et le renouvellement de la nature, bref la reproduction sociale. Tout le contraire, en somme, de l'industrie porcine qui est décrite par ses opposantEs comme polluante, stérile et n'apportant aucun avenir aux collectivités locales. Si tous les comités commencent par investir leur conseil municipal avec des moyens d'action relativement traditionnels, l'échelle des mobilisations s'étend rapidement à de plus larges territoires que la municipalité, mettant de l'avant le fait que les élevages industriels traversent les limites administratives.

Une mobilisation territoriale par bassin versant. St-Léon-le-Grand, dans la vallée de la Matapédia, voit naître le Comité Pense (Population engagée dans la sauvegarde de l'environnement) pour lutter contre deux projets porcins. Le comité entretient des liens organisationnels et solidaires avec les citoyenNEs d'Amqui et leurs éluEs (ville située un peu plus bas dans le même bassin versant), avec la Corporation de gestion de la Vallée de la Matapédia et avec l'Union paysanne qui participe activement¹². L'opposition aux mégaporcheries dépasse largement l'échelon municipal et se situe au niveau du bassin versant. Cela met de l'avant une revendication de gestion de l'utilisation des territoires en

^a Selon les données du Ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR) dans son site Internet, la municipalité de Maskinongé compte 2288 habitantEs en 2008. La pétition du comité de citoyenNEs recueillait donc l'adhésion de plus de la moitié de la population locale de l'époque (2002), ce qui est très important. Sur le dépôt de la pétition, Brigitte Trahan, « Les citoyens de Maskinongé ne veulent pas de porcheries », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 7 mai 2002, p. 3, repris par *Cyberpresse* le même jour.

fonction des bassins versants et donc du réseau aquifère qui structure la région physique et l'identité des matapédiens. On voit s'exprimer ici une solidarité et une identité qui ne se restreignent pas aux limites des paroisses, des municipalités ou de la zone verte, mais qui s'agence plutôt autour de la symbolique culturelle, des barrières physiques naturelles et d'un écosystème déterminé par celles-ci.

Investir les institutions une à une. À Baie-Saint-Paul dans Charlevoix, un éleveur veut accroître sa capacité de production près du village et a reçu ses autorisations selon la procédure du ministère de l'Environnement. Or trois municipalités voisines sont déjà déclarées en surplus de lisier et Baie-Saint-Paul se situe à l'embouchure de la rivière. Cela est un autre exemple que les industries porcines traversent les limites municipales et que le régime agricole répond aux frontières administratives sans considérer le territoire. La section locale de l'Union paysanne et ses partenaires (l'Association de conservation de la Vallée du Gouffre, l'Association des gens d'affaires de Baie-Saint-Paul) envisagent « d'aller jusqu'en cour » pour empêcher le projet déjà autorisé. Elle réussit, au niveau politique de la MRC, à obtenir un règlement de contrôle intérimaire imposant un moratoire de quatre mois pour tout nouveau projet porcin dans la MRC de Charlevoix. L'adoption de tels règlements commence à se répandre dans les MRC; ceux-ci doivent cependant être avalisés par le ministère de l'Environnement qui, on le verra plus loin, ne les accepte généralement pas. Continuant à chercher des moyens d'empêcher le projet d'élevage, l'Union paysanne locale obtient début avril 2002 une rencontre avec la direction régionale du ministère de l'Environnement au cours de laquelle elle réussit à la convaincre de rouvrir le dossier du promoteur et de réévaluer concrètement, sur le terrain, son Plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF)¹³. Le PAEF est un document établi par un agronome payé par le promoteur porcin, qui certifie que l'éleveur dispose de toutes les terres nécessaires à une saine disposition des lisiers de porc. Il est confidentiel et est établi moyennant rétribution. Il ne prend pas en compte les capacités écosystémiques du territoire à supporter les déjections porcines, seulement la capacité des terres du promoteur. Réussir à faire réexaminer un PAEF par des fonctionnaires ouvre une brèche dans le système de gestion « ferme par ferme » inscrit dans les normes environnementales. Je n'ai pas connaissance d'autres endroits où un PAEF déjà établi ait été réexaminé.

À Bécancour/Gentilly, le comité Non-O-Cochons cherche à utiliser une tactique de blocage. Le comité lutte « sous l'œil bienveillant du maire Maurice Richard et d'une bonne partie de son conseil »¹⁴. Non-O-Cochons demande au conseil municipal de résister et de ne pas accorder leur permis de construction aux éleveurs porcins. CitoyenNEs et conseil municipal partagent sensiblement la même vision, mais la municipalité n'a pas de marge de manœuvre et est tenue par la loi d'accorder les permis¹⁵. La municipalité résistera quelque temps mais, devant une menace de poursuite par l'éleveur, elle émet les permis demandés. Un deuxième comité de citoyens, le Regroupement d'opposition aux méga-porcherie du secteur Sainte-Gertrude, agit dans cette localité fusionnée à Bécancour depuis 2001, ce qui montre que les fusions municipales forcées n'ont pas fait disparaître instantanément les solidarités locales.

Une rencontre nationale des comités de citoyens est organisée par l'Union paysanne à Bécancour le 27 avril, quelques jours après qu'un des promoteurs porcins de la municipalité ait reçu son certification d'autorisation du ministère de l'Environnement. Le comité Non-O-Cochons tient à ce moment une manifestation qui rassemble 200 personnes. Cette rencontre nationale doit servir, sur le plan médiatique, à montrer que l'opposition est organisée. Sur le plan stratégique, elle permet à la quarantaine de déléguéEs de 25 comités de citoyens de constater que malgré le bon vouloir de certaines municipalités, le blocage se situe à l'échelon du ministère de l'Environnement et de ses normes et règlements insuffisants. Considérant que le duo MAPAQ-Ministère de l'Environnement est soumis à l'UPA, ils demandent une rencontre avec le Premier ministre désigné, M. Bernard Landry : « [i]l faut bâtir une force de pression suffisante pour modifier le cadre législatif qui ne donne pas suffisamment de marge aux municipalités et aux MRC. La seule voie est la pression politique sur le gouvernement provincial », déclare Roméo Bouchard, président et porte-parole de l'Union paysanne, à la suite de la rencontre¹⁶. L'Union paysanne, que ce soit pour faire tomber le monopole syndical ou restreindre l'expansion porcine, utilise donc la même stratégie globale : créer un rapport de force politique pour faire bouger les plus hauts dirigeantEs.

Ailleurs au Québec, en Montérégie, région de bonnes terres agricoles dont une partie est comprise dans la région métropolitaine de Montréal, plusieurs élevages porcins actuels ou à venir sont appelés à cohabiter avec une densité de population importante. La Coalition

rurale du Haut Saint-Laurent, « affiliée » à l'Union paysanne, regroupe plusieurs comités de citoyens de la région, incluant la communauté Mohawk de Kahnawake, et conteste devant les tribunaux et les conseils municipaux plusieurs décisions à Godmanchester, Elgin, Ste-Martine, Saint-Cyprien et Clarenceville¹⁷. Ici encore certainEs éluEs locaux sont au cœur de la lutte, demandant au gouvernement de leur donner un réel pouvoir d'aménagement en zone verte. La Coalition rurale du Haut Saint-Laurent mobilisera aussi la Régie régionale de la santé publique pour tenter de créer une opposition régionale incluant une diversité d'acteurs.

De comité de citoyen à parti politique. À St-Charles-sur-Richelieu (Montréal), dans le comté de Verchères représenté par le Premier ministre Bernard Landry, le Regroupement des Citoyens de St-Charles-sur-Richelieu (RCSC) fait adopter des résolutions contre les projets porcins au conseil municipal ainsi qu'à l'échelon de la MRC de la Vallée-du-Richelieu en mai-juin 2002. Le regroupement demande une rencontre avec son député pour lui parler notamment de « l'immobilisme des élus »¹⁸ et ne cessera de le talonner par la suite. Constatant que ces multiples pressions et actions ne donnent rien, le comité se transforme en 2005 en parti politique et se présente aux élections municipales avec comme seule plateforme la lutte à l'industrie porcine, ce qui coûtera presque sa place au maire sortant. Toujours en Montréal, à Saint-Cyprien-de-Napierville, le comité de citoyens local crée aussi une équipe politique qui détrône et remplace l'équipe au pouvoir. Le nouveau conseil municipal entend alors restreindre les projets porcins, mais il constatera rapidement que la nouvelle procédure n'accorde pas plus de pouvoir à la municipalité. A Richelieu où est fort actif le Comité Richelois pour une meilleure qualité de vie, les élections municipales de 2005 voient aussi l'élection du comité anti-porcherie.

2. Des petites et moyennes municipalités rurales suivront les comités de citoyens. Les élus d'Amqui décident en mars 2002 de consulter leurs concitoyens sur tout nouveau projet de porcherie. « Il ne s'agit pas d'une assemblée d'information sur un projet précis, mais bien d'une consultation populaire sur un sujet controversé », affirme le maire M. Gaëtan Ruest qui initie ainsi une pratique peu courante. « Les élus sont les porte-parole des contribuables et nous souhaitons les consulter sur ce dossier. » 400 personnes (6% de la

population de la ville) se déplacent pour discuter et entendre les conférenciers invités, au nombre desquels on compte Roméo Bouchard¹⁹. Amqui et Rimouski contribueront plus tard à rallier l'Union des municipalités du Québec à la lutte contre les porcheries.

Le conseil municipal de Bécancour/Gentilly/Ste-Gertrude (Mauricie) envisage aussi, suite aux demandes du comité Non-O-Cochons de bannir les mégaporcheries à l'aide d'un règlement de contrôle intérimaire²⁰ et envoie une mise en demeure au ministre de l'Environnement « qui stipule que la municipalité tiendra le gouvernement responsable de tout dommage pouvant être causé à l'environnement et aux citoyens en raison de l'émission de certificats d'autorisation »²¹. Roméo Bouchard qualifie cette démarche d'« intervention de pointe » qui met directement en cause la loi 184, adoptée un an plus tôt par ce gouvernement, qui restreint le pouvoir des municipalités quant à l'aménagement du territoire en zone agricole²². À Clermont (Charlevoix) la municipalité fait aussi des pressions sur le ministère de l'Environnement pour discipliner un porcher négligent, déplorant qu'elle n'a pas les pouvoirs de le faire²³. Plusieurs autres maires de petites villes, notamment en Montérégie, constatent qu'ils ne peuvent rien faire et joignent la lutte des citoyenNEs.

3. Des grandes villes (qui sont aussi des MRC urbaines) se prononcent. Le maire de Québec Jean-Paul L'Allier, poids lourd de l'entourage du PQ, déplace un projet porcin jouxtant l'aéroport de Québec et demande la réouverture de la loi 23 sur le droit de produire. La ville de Sherbrooke envisage d'interdire les mégaporcheries sur son territoire. Jean Garon, ancien ministre péquiste de l'Agriculture et à ce moment maire de Lévis, songe à un moratoire sur l'expansion des élevages via un règlement de contrôle intérimaire, ce qui provoque un vif débat au sein du conseil municipal ainsi que, lors d'une séance publique de ce conseil, entre d'une part des membres de l'Union paysanne et du comité local contre les mégaporcheries (le STOPPP) et, d'autre part, des membres en règle de l'UPA. Restreint à l'élevage porcin, son règlement est finalement adopté à quatorze voix contre une²⁴. Plus tard en 2002 le ministre Boisclair refuse de l'entériner. Le maire Garon s'insurge et envisage de contester en cour les pouvoirs du ministre.

4. **Des agriculteurs et des agricultrices** prennent position contre l'expansion porcine, au premier chef la Fédération de l'UPA de la Gaspésie. Le conseil d'administration de la Fédération de l'UPA de la Mauricie propose quant à lui un moratoire de deux ans sur tout nouveau projet porcin, mais la proposition est battue par l'assemblée générale des délégués en avril 2002²⁵. Plusieurs agricultrices et agriculteurs vont s'adresser publiquement à leur syndicat par des lettres ouvertes dans les journaux, surtout après la sortie du documentaire *Bacon, le film*²⁶.

5. **Des groupes écologistes.** L'UQCN et ses partenaires entreprennent une tournée de six assemblées consultatives pour définir un modèle durable d'agriculture, un projet rendu possible grâce à des subventions gouvernementales sur le développement durable²⁷. D'autres groupes écologistes, notamment des Conseils régionaux de l'environnement, des corporations de gestion de bassins versants, le RQGE, Greenpeace, Les AmiEs de la Terre, Équiterre, etc., vont appuyer la lutte, élaborer des expertises, prendre position.

6. **Une association sportive bien implantée dans le milieu des affaires.** La Fédération québécoise du saumon atlantique (FQSA), association qui, semble-t-il, a de l'influence car elle compte dans ses rangs des hommes d'affaires et des « décideurs », prend position le 6 février contre la pollution des rivières à saumon : « [d]evant le danger que représente l'implantation de certaines porcheries dans les régions centrales et du sud du Québec, la fédération dit un « non » catégorique à ces projets qui risquent de polluer les rivières, notamment celles qui recèlent du saumon »²⁸. La FQSA apparaît ensuite en soutien à l'Union paysanne dans ses communiqués de presse.

7. **Des MRC rurales et agricoles.** Les MRC de Kamouraska, de Nicolet-Yamaska et de Charlevoix²⁹, à l'intérieur desquelles s'agitent plusieurs comités de citoyens,

adoptent début 2002 des règlements de contrôle intérimaire pour limiter les projets porcins en attendant les directives ministérielles. Les préfets de cinq MRC rurales et agricoles (Nicolet-Yamaska, Arthabaska, L'Érable, Drummond, Bécancour) rencontrent le ministre Boisclair et plusieurs députés ruraux le 14 mars 2002 pour « travailler à trouver un terrain d'entente et des solutions acceptables pour les gens de l'Union des producteurs agricoles, de l'Union paysanne, les citoyens, les producteurs de porc, tout en respectant l'environnement. On doit surtout arrêter de se regarder avec des gros yeux et tenter de trouver des solutions en discutant entre gens civilisés », *dixit* le député péquiste Michel Morin (Nicolet-Yamaska) qui a organisé la rencontre³⁰.

8. L'expertise scientifique et médicale. Une des dimensions importante dans cette lutte est la création d'une expertise scientifique pouvant contrer le discours technocratique et politicien des ministères et de l'UPA. À ce titre, des analyses agronomiques, des analyses environnementales de sols, de rivières et de bassins versants sont présentées aux autorités compétentes ou tout simplement mises en lumière lorsque ignorées par ces autorités. L'Union paysanne entend aussi susciter les prises de positions de scientifiques qui, de cette façon, lui accordent plus de capital symbolique et de poids argumentatif.

Par exemple, dès juin 2000 au temps de Sauver les campagnes, le Comité de santé environnementale du Québec, qui regroupe les directeurs régionaux des Directions de la santé publique, rendait rapport au Ministère de la santé et des services sociaux quant aux *Risques à la santé associés aux activités de production animale au Québec* (Comité de santé environnementale, 2000a, 2000b). Ayant « fait l'objet d'une fuite dans les médias »³¹, l'avis est relayé et amplifié par Sauver les campagnes, la Coalition contre la filière porcine Nutrinor au Saguenay, Eau-Secours, l'UQCN et plusieurs organes de presse³². Les experts de la santé publique demandent au gouvernement de Lucien Bouchard, qui vient de décider de doubler les exportations porcines en cinq ans, de faire attention car les risques pour la santé humaine commencent à apparaître dans certaines régions rurales et qu'il n'existe pas de méthode pour

les évaluer. Ce rapport scientifique interne a été révisé et accepté par les quatorze directrices et directeurs régionaux, le Groupe en Santé publique de la Faculté de médecine de l'Université de Montréal, le Laboratoire de Santé publique du Québec ainsi que plusieurs personnes du MAPAQ, du ministère de l'Environnement et de celui de la Santé et des services sociaux, qui l'a commandé. Le rapport recommande d'arrêter l'expansion des élevages dans les zones en surplus de fumier, d'installer des mesures de contrôle de l'état des eaux, des sols et de la santé des populations, et demande d'« offrir aux citoyens une tribune [par le biais du BAPE] permettant de faire valoir équitablement leurs revendications en tant que membres de leur communauté rurale face à la présence et au développement de l'industrie de la production animale au Québec » (Comité de santé environnementale, 2000a, p. 29).

Sauver les campagnes, les comités de citoyens, l'Union paysanne et les opposantEs à l'expansion de l'industrie tabletront sur ce rapport pour élaborer leurs arguments dans les années à venir. Dans cet ordre d'idée de faire sortir les expertises scientifiques pour donner du crédit à la lutte citoyenne, on ne peut douter que le Comité de citoyens de St-Germain-de-Kamouraska, l'Union paysanne et/ou son président Roméo Bouchard aient quelque chose à voir avec la prise de position publique de six médecins du Kamouraska quant aux risques des élevages industriels, notamment porcins. Continuant le travail commencé par leurs collègues de la Santé publique, les médecins analysent en février 2002 les problèmes reliés à la contamination de l'eau et de l'air par les élevages à haute concentration animale. La présence de la bactérie *E. coli*, les surplus de nitrate, de phosphore, de produits antibactérien, d'antibiotiques et d'autres contaminants chimiques les inquiète. La pollution de l'air ne serait pas en reste : « [d]es études démontrent que les fortes odeurs sont associées à une hausse de la fréquence d'anxiété, de dépression, de fatigue et de troubles d'humeur »³³. La même démarche est effectuée ailleurs dans le Bas-St-Laurent, en Chaudière-Appalaches et dans Lanaudière par d'autres médecins et expertEs³⁴. En Montérégie la Coalition rurale du Haut-Saint-Laurent demande à la direction régionale de la santé publique de se prononcer sur les impacts des projets porcins locaux. Les médecins demandent au ministère de l'Environnement la possibilité de consulter les documents relatifs à un projet d'élevage de 80 000 porcs annuellement qui est en instance d'acceptation. L'accès aux documents leur est

refusé³⁵ sous couvert de secret commercial : les plans de fertilisation des fermes sont considérés comme une information susceptible de retirer l'avantage commercial des producteurs porcins si elle est dévoilée. L'exemple de la Montérégie montre que même des experts institutionnels ne peuvent pénétrer le régime agricole facilement. Le caractère secret des PAEF et les liens de plus en plus clairs entre État, industrie et syndicat agricole apparaît dans cette entrave au travail des experts en santé publique.

9. Les consommatrices et les consommateurs de viande porcine. L'action de cette catégorie sociale est plus difficile à saisir. Plus de 2000 personnes qui ne sont ni agricultrices, ni rattachées à la production agricole, vont adhérer à l'Union paysanne durant les années 2001 et 2002. Des centaines d'entre elles sont issues des comités de citoyens en lutte. Cependant, la distribution régionale des adhérentEs à l'Union paysanne montre que des régions administratives où les porcheries n'existent pas, comme Montréal, Laval et Capitale-Nationale, comptent des centaines de membres « citoyens » qui ne sont pas directement touchés par l'industrie porcine. En plus d'adhérer à l'Union paysanne en suivant le cadre discursif de mobilisation que celle-ci a élaborée et que Daniel Pinard, notamment, diffuse dans ses émissions culinaires télévisuelles, ces personnes ont-elles boycotté les produits porcins issus de la filière conventionnelle? Ont-elles envoyé des lettres, des messages téléphoniques ou électroniques à la FPPQ, au MAPAQ, au Ministère de l'Environnement, au Premier ministre pour se plaindre, comme l'Union paysanne les invite à faire? Il m'est impossible de répondre à ces questions sans une recherche supplémentaire qui m'amènerait à interroger un grand nombre de consommatrices et de consommateurs de porc (46% de la population québécoise consommait du porc dans les années 2001-2002). Je ne peux toutefois douter que des pratiques contestataires individuelles aient eu lieu. Par exemple, plusieurs envoient des lettres ouvertes aux journaux pour contester la production porcine, une pratique bien implantée qui peut suggérer que d'autres pratiques individuelles ont lieu (boycott du porc, changement de régime alimentaire, passage au bio, argumentation avec les pairs, diffusion d'information, etc.) Surtout que, depuis le milieu des années 1990, le cadre d'action collective de la consommation responsable s'est implanté au Québec et a pour effet de faire bondir la demande pour les aliments biologiques, naturels et/ou écologiques.

*

* *

Ces quelques neuf groupes d'acteurs vont ainsi entrer dans la danse et/ou accroître leur pression sur le gouvernement après que l'Union paysanne ait repris sous sa bannière la campagne contre l'expansion de l'industrie porcine. Il est impossible à partir de mes données de dire combien de personnes se mobilisent. Cependant, il est certain que le capital symbolique de certaines personnes mobilisées est important et que, de par ce fait, leur capacité d'influencer l'opinion publique et le gouvernement est réelle : médecins, maires et mairesses, anciens ministres, artistes reconnus, avocats, intellectuels, etc. : il ne s'agit pas là de « tout-nus » dans l'espace social. Ce n'est cependant pas encore assez pour faire bouger le gouvernement qui, tout au long de l'hiver 2002, se fait rassurant et ignore la critique.

Le point tournant : l'atteinte d'une masse critique

Il m'apparaît qu'un point tournant est atteint à la fin du mois d'avril alors que l'Union des municipalités du Québec (UMQ, l'une des deux associations de municipalités, représente surtout les grandes villes pour 75% de la population québécoise), adopte lors de son congrès annuel une résolution présentée par Amqui, appuyée par Rimouski, défendue par le maire de Lévis Jean Garon, « réclamant » un moratoire sur la construction ou l'agrandissement de nouvelles porcheries ainsi qu'une commission du BAPE pour « revoir en profondeur les cadres juridique, administratif et politique qui régissent la protection de l'environnement et la protection du territoire et des activités agricoles »³⁶. L'UMQ estime préférable que ce soit une commission indépendante qui édicte les orientations car les règlements négociés « à la baisse en catimini » entre les ministères et l'UPA sont si inefficaces, selon elle, qu'ils doivent être réévalués chaque année. L'Union paysanne, qui demandait aussi un moratoire et une

consultation depuis les débuts de 2002, se rallie à cette résolution et, en compagnie de la Fédération québécoise du saumon atlantique, entend maintenant revendiquer d'une seule voix ce moratoire³⁷. Le Parti libéral du Québec (PLQ) annonce lui aussi en conférence de presse le 30 avril qu'il appuie cette idée de moratoire et que, s'il est élu lors des prochaines élections générales, il cessera toute subvention aux agriculteurs pollueurs mais payera plutôt 90% des infrastructures nécessaires à la protection environnementale³⁸ (ce qui revient, selon l'Union paysanne, à continuer à subventionner le béton, la technologie et les entreprises, sans rien changer quant au modèle agricole et quant aux effets sur la nature et les citoyenNEs des alentours). À cette époque des rumeurs d'élections générales commencent à faire leur chemin et certains affirment que le PQ, au pouvoir depuis huit ans, n'a plus rien à perdre (trois mandats gouvernementaux consécutifs étant une exception au Québec). Le PLQ n'a lui aussi rien à perdre et a beau jeu de promettre mer et monde.

La pression publique sur le gouvernement semble donc assez forte, de l'extérieur du régime agricole comme de l'intérieur. Le 1^{er} mai, contre toute attente des opposantEs, le gouvernement Landry, par le biais des ministères de l'Agriculture et de l'Environnement, annonce un « temps d'arrêt » de six semaines sur l'implantation de nouvelles porcheries, le temps pour un nouveau comité d'étudier de nouvelles règles. Ce « Comité spécial sur la production porcine », établi à la demande de l'UPA³⁹, sera composé de groupes qui n'appuient pas la demande de moratoire et qui sont qualifiés de « l'ensemble de nos partenaires du monde environnemental et du milieu agricole » par le ministre Boisclair⁴⁰. Ce sont l'UPA, la Fédération des producteurs de porcs du Québec (FPPQ, affiliée UPA), la Fédération des municipalités du Québec (FMQ, l'autre association de municipalité, qui regroupe la majorité de celles possédant une zone agricole sur leur territoire), l'Union québécoise pour la conservation de la nature (UQCN) ainsi que l'Association québécoise des industries de nutrition animale et céréalières (AQUINAC, représentante des intégrateurs). L'Union paysanne estime plutôt que ce ne sont là « que des complices de l'industrie »⁴¹. Des rencontres auraient eu lieu depuis quelques semaines entre quelques-uns de ces « partenaires », certaines en présence du représentant personnel du Premier ministre Landry. Cela montre que la décision du 1^{er} mai, provenant d'une initiative de la FPPQ et de l'UPA, est le résultat d'un travail dans l'ombre qui a débuté il y a plusieurs semaines. Le PQ,

rappelons-le, est très proche des agriculteurs, notamment de par son option nationaliste pour laquelle l'UPA s'est déjà déclaré en faveur, et n'entend pas se les aliéner. Mais il ne semble plus pouvoir ignorer la contestation. Il est clair que, en compagnie de l'UPA et de la FPPQ, ils sentent la soupe chaude. Mon point de vue est renforcé – à défaut d'avoir un papier qui, noir sur blanc, l'atteste – par le constat de la pratique continue de négociation des réglementations environnementales avec l'UPA qui, aux dires de l'analyste Eric Montpetit (1999), a considérablement influencé les tentatives de réduire la pollution d'origine agricole depuis que le ministère de l'Environnement existe.

Le ministre Boisclair affirme aussi ce jour-là que des consultations *via* le BAPE ne sont pas nécessaires : elles ont déjà été tenues dans le cadre du BAPE sur l'eau en 1999. Il faut plutôt « agir » et le comité mis sur pied entend accoucher rapidement d'un plan applicable. Le ministre réitère en effet l'« obligation de règlement pour la mi-juin »⁴² et mise pour ce faire sur l'amélioration technologique et le renforcement des normes environnementales. Il déclare même vouloir proposer une loi *omnibus* avant la fin de la session parlementaire pour donner plus de pouvoir aux municipalités face à l'industrie porcine⁴³. Il ne déposera finalement qu'un projet de loi (no. 106) pour rendre opérationnel le « temps d'arrêt ».

L'Union paysanne – qui avait eu vent de tractations entre le gouvernement et l'UPA – affirmait déjà en février que ce ne serait pas suffisant. Début mai elle réitère que « c'est une farce », que ce faux moratoire ne donnera que plus de temps à la négociation du règlement sur la réduction de la pollution d'origine agricole entre l'UPA et le gouvernement, règlement déjà fondé sur l'approche « ferme par ferme » et le Plan agroenvironnemental de fertilisation (PAEF) de chacune d'elle, ce qui ne tient compte ni des bassins versants ni des territoires en surplus généralisé de matière chimique. Elle souligne aussi dans un communiqué de presse repris par les journalistes que ceux et celles qui « n'ont pas partie liée avec l'industrie, sont évidemment écartées » du comité, parlant ici d'elle-même et de l'UMQ, mais rappelant aussi qu'elles « devront faire partie de toute consultation véritable ». L'UPA, le gouvernement et même l'opposition officielle ont voulu calmer la grogne en vitesse mais « [l]es citoyens ne se contenteront pas de ballons électoraux et de consultations bidons »⁴⁴. Elle déplore aussi l'absence de l'UMQ et du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) sur ce

comité, ce dernier ayant tiré la sonnette d'alarme sur la pollution d'origine porcine dès l'an 2000. Le ministre de l'Environnement décide immédiatement de les inviter à participer, mais continue d'ignorer le syndicat citoyen⁴⁵. Ensuite ce dernier s'insurge que l'UQCN accepte de faire partie du comité en tant que seul représentant de la société civile⁴⁶. Dans son bulletin interne, le syndicat indique à ses membres qu'il rencontrera les représentantEs du groupe écologiste pour leur expliquer en quoi cette participation ne la satisfait pas : l'Union paysanne estime être plus représentative des comités de citoyens en lutte que ne l'est l'UQCN, peu présente sur le terrain et trop proche du ministère de l'Environnement⁴⁷. Le président de l'UQCN, M. Harvey Mead, affirme pour sa part être à l'écoute des autres organisations de la société civile et estime important de participer et de laisser la chance au coureur. Après une semaine de « collaboration », il change toutefois d'avis et son organisation se retire du comité en affirmant : « [n]ous espérions que les travaux du comité répondraient aux préoccupations des citoyens partout où les projets de porcheries se présentent. Malheureusement, il faut convenir qu'il n'en est rien »⁴⁸. Au contraire, l'objectif serait de « mieux faire accepter une reprise de construction de nouvelles porcheries »⁴⁹.

L'annonce de la création de ce « comité spécial » et de ce « temps d'arrêt », à trois jours de la manifestation de l'Union paysanne prévue à Québec, ne ralentie toutefois pas l'ardeur des militantEs. Le 4 mai des milliers de manifestantEs venus des quatre coins de la province défilent dans la capitale, 4000 selon les services policiers⁵⁰. « Le drapeau de l'Union paysanne a flotté pour la première fois en tête de la manifestation », se réjouit le comité d'organisation. La marche ne rassemble toutefois pas que des membres de l'Union paysanne; s'y retrouvent plusieurs membres de groupes écologistes amis, des citoyens et des citoyennes de villages aux prises avec des projets porcins, des dizaines de simples citoyens et consommateurs, ainsi que des « invités de marque » comme ne manquent pas de le souligner les médias d'information. Le médecin et activiste bien connu Serge Mongeau est là, Daniel Pinard aussi, de même que le sculpteur Armand Vaillancourt, symbole de la contestation anti-impérialiste au Québec⁵¹. La marche est officiellement appuyée par le réalisateur Hugo Latulippe, M. Frédéric Back (artiste et réalisateur de films environnementalistes, gagnant de prix internationaux), les maires de Bécancour, Sherbrooke, Rivière-du-Loup, la FQSA, les

AmiEs de la Terre ainsi que, selon le communiqué de presse émis, plusieurs syndicats CSN et FTQ de la région de Québec et le Syndicat de la fonction publique du Québec.

L'Union paysanne a, de plus, réussi à ramasser en deux mois 26 000 *non aux coûts de cochon* (plutôt que les 100 000 espérés). Elle tentera d'obtenir une rencontre avec le Premier ministre Landry au cours du mois de mai pour lui présenter sa requête-pétition. Les dirigeantEs du syndicat paysan affirment aussi avoir été un peu surpris par le déroulement des derniers événements et croient avoir besoin de repenser certains éléments de leur stratégie à la lumière de ce « temps d'arrêt » qui risque de servir à noyer le poisson⁵². Ils décident de faire toutes les pressions politiques possibles pour influencer les travaux du comité mis en place et de réévaluer la situation après le temps d'arrêt.

C'est donc pour maintenir la pression que l'Union paysanne « dévoile » des statistiques qu'elle dit détenir du ministère des Affaires municipales sur le nombre de porcs au Québec, affirmant que la production porcine a grimpé de 20% en un an et demi et « qu'il y a actuellement plus de porcs que d'humains au Québec », 1,8 porcs par humain selon elle, pour un total de plus de huit millions de bêtes. Cette affirmation est largement reprise dans les médias d'information⁵³. Mais traitées un peu rapidement par les militantEs, ces statistiques ont été mal interprétées et, dans les faits, la production porcine n'a augmenté que de 6%. Le chiffre de 20% n'est que le résultat de projections hypothétiques des fonctionnaires. L'abattage porcin annuel est de quelques 7 millions d'animaux et, en comptant les reproductrices et reproducteurs, plus de 8 millions de porcs vivent annuellement sur le territoire québécois. Mais pas plus de 3,7 millions en même temps... L'Union paysanne fait ici une bourde, en soi relativement mineure, que ne laisseront toutefois pas passer la FPPQ et l'UPA qui réagissent aussitôt en révélant ces « faussetés »⁵⁴. L'UPA conserve tout du long sa ligne argumentative : l'Union paysanne et ses membres ne connaissent pas l'agriculture. L'affaire a un certain retentissement car les ministres Boisclair et Arseneau sont, bien malgré eux, obligés de rectifier officiellement les statistiques et de les expliquer à l'Assemblée nationale et aux journalistes le 15 mai. Ainsi la bourde de l'Union paysanne – qu'elle reconnaît publiquement et qui lui coûte un peu de crédibilité – permet quand même de faire progresser le débat, de semer la controverse et de toucher directement l'UPA et le gouvernement, en plus de publiciser des statistiques qui seront largement reprises par le

discours militant de sens commun. « Au Québec, on élève plus de porcs qu'on a de citoyens » et autres paraphrases et déformations deviennent des arguments communs des militantEs comme des « simples citoyenNEs ».

Devant cette capacité de l'Union paysanne de rassembler la contestation sous sa bannière, de l'amplifier par une présence médiatique importante (l'opinion du syndicat apparaît presque quotidiennement dans les médias d'information), l'UPA et les producteurs porcins de la FPPQ n'entendent pas laisser passer le train sans réagir. Les jours suivant la manifestation de l'Union paysanne, ils émettent des communiqués de presse pour dénoncer les « aberrations » (FPPQ) et les « retours en arrière » (UPA) du syndicat paysan. Les deux organisations réitèrent que le comité mis en place avec le « temps d'arrêt » permettra de régler les problèmes⁵⁵. De plus, une autre exagération de l'Union paysanne lui retombe sur le nez à la fin du mois de mai, probablement consécutivement à des demandes d'explication de la part de l'UPA : les conseils régionaux Québec/Chaudière-Appalaches de la CSN et de la FTQ, de même que le maire de Rivière-du-Loup, affirment qu'ils ne soutenaient pas la manifestation. Le maire de Rivière-du-Loup y voit un problème démocratique car le communiqué de presse de l'Union paysanne semblait impliquer le conseil municipal de cette ville. Les syndicats, quant à eux, affirment au journaliste du quotidien *Le Soleil* que c'est l'UPA l'interlocuteur officiel et qu'ils ont des liens de solidarité avec elle. Bien que sympathiques à la cause de l'Union paysanne, les centrales syndicales ne se sont jamais positionnées en sa faveur⁵⁶.

Un autre symbole de cette bataille qui se mène pour influencer l'opinion publique se trouve dans l'intervention de Bernard Paquette, l'un des plus gros intégrateurs québécois, « vedette » involontaire de *Bacon, le film* où on le suit alors qu'il explique, en utilisant des termes et des métaphores assez crûs, le système de l'intégration porcine. M. Paquette, que plusieurs commentateurs ont présenté à la sortie du film en octobre 2001 comme un « Elvis Gratton du cochon »^a, n'a jamais publiquement renié celui-ci. Il sort toutefois de son mutisme

^a Elvis Gratton est le personnage principal de trois films burlesques du réalisateur Pierre Falardeau. Elvis Gratton est un québécois fédéraliste, caricature de tous les travers sociaux et

le lendemain de l'annonce du « temps d'arrêt » et quelques jours après la présentation du film à Granby, organisée par l'Union paysanne locale⁵⁷. Dans une « entrevue exclusive » avec le journaliste Jean-Luc Lorry du quotidien *La Voix de l'Est* de Granby, M. Paquette estime avoir été manipulé, mal cité et piégé par le réalisateur Hugo Latulippe, lequel donne en plus un portrait faussé de la production porcine et des éleveurs. Cette entrevue, menée quelques sept mois après la sortie du film, apparaît comme une mise en scène. Serait-ce à l'initiative de M. Paquette, de l'AQINAC (dont son entreprise est membre) ou bien du journaliste qui l'aurait contacté pour avoir son opinion après un événement local qui a suscité l'émotion? Le journaliste Lorry laisse entendre que c'est l'intégrateur qui a demandé l'entrevue : « Ironie ou coïncidence, la sortie de M. Paquette survient au moment où le gouvernement québécois décrète un moratoire [...] ». Publiée à l'origine dans un quotidien régional⁵⁸, elle sera reprise par *La Presse canadienne* et ensuite fera son chemin dans l'empire Gesca : deux autres quotidiens régionaux ainsi que le site Internet de *La Presse* reprendront la nouvelle le jour même où l'Union paysanne tient sa manifestation à Québec. Gilles Tardif, coordonnateur de la manif, s'empressera de répondre à M. Paquette dans une longue lettre ouverte publiée en deux parties dans le même quotidien, douze jours plus tard. Le quotidien publiera aussi en juin un article, toujours sur deux éditions, écrit par Mme Catherine Goretta, représentante Union paysanne Montérégie, qui demande « un moratoire, pas un temps d'arrêt »⁵⁹. Cet épisode illustre à quel point les intégrateurs aussi voient leurs intérêts directement touchés par les actions de l'Union paysanne. Bernard Paquette a plusieurs projets en attente au Québec; il est aussi au centre d'un projet d'expansion vers l'Outaouais ontarien qui a mené la ville d'Ottawa à se prononcer contre les mégaporcherie⁶⁰.

Ces exemples montrent que la bataille concernant l'industrie porcine se déroule dans plusieurs arènes en même temps. D'une part les acteurs du régime agricole (UPA, FPPQ, AQINAC, Coop fédérée) ont un accès relativement aisé aux hauts fonctionnaires et aux ministres, comme le montre l'épisode entourant l'annonce d'un temps d'arrêt et de la création d'un comité spécial. Cela permet de continuer à faire avancer les dossiers en dehors de l'espace public, caractéristique des régimes agricoles corporatistes selon Woods (2003) et

politiques du Québec, aux opinions tranchées et à la langue « bien de chez nous ». Il est une « icône

Montpetit (1999). Les acteurs extérieurs (Union paysanne, comités de citoyens, groupes écologistes, etc.) ne disposent pas de cet accès (ils ne cessent de le réclamer) et n'ont pour eux que l'arène de la rue et, dans une moindre mesure, celle des médias d'information pour influencer l'opinion publique. Le fait que des acteurs comme les municipalités et les MRC, représentées par des éluEs, entrent dans la danse et prennent position en faveur des contestataires n'ouvre pas automatiquement les portes des ministères, mais permet, dans l'arène publique, de montrer que le nombre de contestataires s'accroît et que leur sérieux ne peut plus être mis en doute.

D'autre part, les acteurs du régime, surtout les syndicats agricoles, sont aussi présents dans la joute médiatique : l'UPA et la FPPQ disposent d'une tribune de presse – *La Terre de chez nous* – ainsi que de moyens considérables pour placer des campagnes publicitaires, ce qui n'est pas le cas des contestataires. L'UPA et la FPPQ ne cesseront d'ailleurs de pourfendre le principal relayeur médiatique de la lutte chez les consommateurs, M. Daniel Pinard, en tentant de le dépeindre comme un hédoniste inconséquent. M. Roméo Bouchard sera aussi mis en cause à plusieurs reprises – on a vu des exemples lors de la création de l'Union paysanne. La sortie publique de Bernard Paquette, un des membres influents de l'AQINAC est à ce titre significative : regroupement d'entreprises, l'AQINAC est peu présente dans les médias d'information et ne semble pas privilégier l'influence de l'opinion publique comme stratégie. Le fait que M. Paquette dénonce *Bacon, le film* le lendemain de l'annonce d'un temps d'arrêt montre clairement que la politique de la rue et d'utilisation des médias de masse menée par les contestataires – surtout l'Union paysanne et les comités de citoyens – commence à porter fruit.

Première victoire significative : « enfin un moratoire »

Pendant que le Comité spécial sur la production porcine travaille, les pressions venant de l'extérieur du régime agricole continuent de se faire sentir. Fin mai, la Protectrice du

nationale » au Québec, idole pour certainEs, honte pour d'autres.

citoyen demande au ministre Boisclair de tenir un débat public sur la teneur du Règlement de réduction de la pollution d'origine agricole. Le ministre répond toujours que le temps de la consultation est passé. L'Association des biologistes du Québec affirme pour sa part appuyer le ministre dans ses démarches, mais demande la prolongation du temps d'arrêt⁶¹. L'Union paysanne, quant à elle, réussit finalement le 7 juin à présenter sa pétition au ministre Boisclair et à lui expliquer ses demandes. Le 11 juin on apprend qu'il serait à la veille de déposer un projet de règlement plus restrictif mais qu'il ne prolongerait pas le moratoire⁶².

On ne sait quelles forces ont joué, mais le 13 juin 2002, après que le conseil des ministres se soit penché sur la solution préconisée par le ministre de l'Environnement, le gouvernement annonce un moratoire de 18 à 24 mois sur toute nouvelle porcherie dans les municipalités considérées en surplus de lisier (il y en aurait 300), mais aussi ailleurs au Québec à moins de se soumettre à des exigences quasi-impossibles dans l'état actuel des technologies (ou de retourner au traitement solide des fumiers). De plus, les établissements existants devront se soumettre à des règles environnementales plus strictes quant au traitement du lisier dans un maximum de deux ans. L'État vise aussi, par un programme d'amélioration technologique, à arriver à un traitement écologique et économique des lisiers d'ici 2010. « Ce temps d'arrêt permettra d'effectuer des bilans complets de phosphore et de mettre en place des mesures de contrôle modernes et performantes », déclare le ministre⁶³. D'autres mesures sont aussi annoncées : 257 millions de dollars pour aider les agriculteurs à se conformer aux nouvelles règles, ainsi qu'un meilleur arrimage entre le financement de l'agriculture (via la toute nouvelle Financière agricole) et le contrôle agroenvironnemental. Finalement, le gouvernement donne le mandat au BAPE de mettre sur pied une commission qui devra se pencher sur « le développement durable de la production porcine ».

« Enfin un moratoire et un BAPE de 18 mois! », se réjouit immédiatement l'Union paysanne, alors que l'UPA, la FPPQ et l'AQINAC réservent leur opinion pour plus tard. Le syndicat paysan est enthousiaste, mais réaffirme que le problème n'est pas réglé et que les consultations du BAPE « permettront de faire le lien avec l'ensemble des politiques et des pratiques agricoles, le financement agricole, la gestion de l'eau et des bassins versants, la démocratie locale et les pouvoirs d'aménagement des pouvoirs locaux ». Le syndicat paysan montre ainsi qu'il n'entend pas que discuter de petits détails quant à la réorganisation de la

production porcine. De plus, l'Union paysanne s'oppose à la méthode de calcul des surplus de phosphore, la dite approche « ferme par ferme » du PAEF. Elle estime qu'il faut revenir à une gestion solide des fumiers et, plus largement, à un modèle qui met de l'avant une agriculture durable, « c'est à dire [*sic*] qui remplit, en plus de ses fonctions économiques, des fonctions sociales et environnementales ». Finalement, le syndicat conclut son communiqué par une phrase qu'André Boisclair aurait prononcé alors qu'il rencontrait quelques dirigeants de l'Union paysanne à la suite de l'annonce du moratoire : « « Si les citoyens n'avaient pas parlé comme ils l'ont fait à travers tout le Québec, nous affirmait le Ministre Boisclair, nous ne pourrions annoncer aujourd'hui ce que nous annonçons. Comme quoi la démobilisation politique des Québécois n'est pas toujours aussi vraie qu'on le prétends » »⁶⁴. Le ministre ajoutera en septembre : « [e]n raison des débats houleux qui avaient cours dans l'ensemble des régions du Québec, je ne pouvais éviter ce moratoire compte tenu de mon objectif de favoriser la réconciliation »⁶⁵.

Les médias d'information de la province annoncent la nouvelle et demandent l'avis de l'Union paysanne et de la FPPQ dans les jours suivants⁶⁶. Roméo Bouchard se dit « surpris et heureux », alors que la FPPQ est « mitigée », heureuse que l'État prenne en compte certaines demandes des producteurs de porcs, mais trouvant que les mesures annoncées sont « disproportionnées par rapport à la problématique agricole réelle »⁶⁷.

Cependant cette victoire ne sera pas sans effets pervers sur le jeune syndicat paysan : moins de deux semaines après l'annonce du moratoire et la réaction publique du président, une des plus actives représentantes régionales, qui provient de la lutte des comités de citoyens, annonce publiquement sa démission de l'Union paysanne⁶⁸. Mme Catherine Goretta (représentante Montérégie) déplore que la présidence du syndicat n'ait pas consulté ses collègues avant d'offrir une réponse publique. Or le consensus n'est pas fait sur les mesures annoncées par le ministre de l'Environnement. Apparaissent dès lors des problèmes internes au syndicat : autoritarisme et intransigeance du président, détournement des structures démocratiques, fausse image de consensus interne. Plusieurs personnes issues des comités de citoyens et qui étaient parmi les leaders de la lutte démissionneront du syndicat pour les mêmes raisons cet été-là : Jean Gosselin (représentant Chaudière-Appalaches), Gilles Tardif (représentant MRC Acton Vale) et Pierre Laterrière (représentant Charlevoix). Deux autres

personnes seront exclues des postes décisionnels. Largement reprise dans les médias d'information, cette « crise des démissions » affaiblira certainement le syndicat. D'une part sa virginité médiatique se voit largement égratignée après cette troisième bourde publique depuis six mois. D'autre part, le mouvement est touché directement dans son membership et ses forces vives : plusieurs comités de citoyens s'éloigneront et formeront la Coalition citoyenne santé et environnement (CCSE) sous le leadership des quatre démissionnaires^a. La CCSE ciblera son action essentiellement sur la pollution dans les zones rurales et agricoles et, de ce fait, continuera jusqu'au moins en 2007 la lutte contre l'expansion de la production porcine, alors que l'Union paysanne ne participera pratiquement pas au renouveau de la contestation après la levée du moratoire en décembre 2005. Au moment de sa fondation, la nouvelle coalition affirme par le biais d'un représentant du comité Non-O-Cochons de Gentilly, autrefois proche allié de l'Union paysanne :

[...] la nouvelle coalition provinciale nouvellement formée entend dorénavant se dissocier de l'Union paysanne qui avait pourtant chapeauté, l'an dernier, la toute première assemblée des comités anti-porcherie de la province.

« Nous approuvons toujours les valeurs et les démarches de l'Union paysanne, mais de par sa nature, elle a une vocation de syndicat agricole et n'a pas, par conséquent, les mêmes revendications que notre coalition composée exclusivement de citoyens », a-t-il expliqué⁶⁹.

Il s'agit de la première scission interne de l'Union paysanne. Au moins deux autres suivront. Je traiterai de cette question en détail dans le prochain chapitre qui porte sur l'organisation interne du syndicat. Pour l'instant notons, à partir de l'extrait ci-dessus, que le différend n'est pas que relatif à l'organisation interne du syndicat. En effet, pour une bonne partie des membres des comités de citoyens, c'est l'industrie porcine dans ses dimensions économiques et politiques qui est le problème et l'enjeu de l'action, et non pas

^a La coalition est fondée le 21 septembre 2002 à Bécancour (secteur Sainte-Gertrude) par « sensiblement les mêmes intervenants que ceux qui s'étaient réunis ici en avril [lors d'une rencontre nationale de 25 comités de citoyens organisée par l'Union paysanne] ». Cette coalition aurait été initiée par Mme Goretta dès le mois de mai à la suite de la marche de l'Union paysanne à Québec. Voir à ce sujet Brigitte Trahan, « Une coalition provinciale contre les porcheries », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 21 septembre 2002, p. 6. De même que *La Presse Canadienne*, « Une coalition provinciale contre les porcheries naît à Sainte-Gertrude », Sainte-Gertrude, dépêche du 22 septembre

nécessairement la remise en cause de la représentation des agriculteurs et du régime agricole, ce qui correspond plus à la mission que s'est donnée l'Union paysanne. Celle-ci montre par ailleurs son désir de s'engager sérieusement dans ce champ d'action : le syndicat paysan forme un comité acéricole dès février 2002 pour lutter contre l'implantation d'une nouvelle structure de vente. Ce comité sera exclusivement constitué d'acériculteurs. Cette lutte, qui est l'objet de la prochaine section de ce chapitre, constitue la seconde campagne politique de l'Union paysanne et elle débute pendant la lutte contre l'expansion porcine. L'Union paysanne s'engage aussi dans une campagne pour obtenir son accréditation comme syndicat agricole reconnu dans le régime agraire et entend devenir de plus en plus agricole : « Si c'était à refaire, le président de l'Union paysanne hésiterait à investir autant d'énergie dans le débat sur l'industrie porcine, pour se concentrer davantage sur les besoins des agriculteurs » affirme une journaliste du quotidien *Le Soleil* à la fin d'un entretien réalisé avec M. Bouchard⁷⁰. Les comités de citoyens qui rejoignent la Coalition citoyenne santé et environnement le font donc autant, sinon plus, par choix stratégique et politique que par insatisfaction envers la démocratie interne de l'Union paysanne. Mme Goretta l'affirme d'ailleurs quelques mois plus tard pendant les audiences du BAPE, alors que des journalistes s'étonnent de voir que l'Union paysanne et la Coalition citoyenne partagent analyses et moyens d'action :

[La Coalition citoyenne] est formée de membres démissionnaires de l'UP qui se défendent bien aujourd'hui de toute « rancœur » à l'égard du président, Roméo Bouchard. « Roméo a comme projet de former un syndicat agricole. Nous, nous sommes des citoyens et des comités de citoyens qui en avons assez », dit Catherine Goretta.

Mme Goretta ajoute qu'elle voudrait bien se défaire de l'idée répandue que son groupe en a surtout contre les odeurs générées par le lisier de porc, et que ses membres ont simplement « un nez sensible »... « Nous, on dénonce la pollution diffuse », dit-elle⁷¹.

Cet épisode de dissension illustre le bouillonnement interne à l'Union paysanne. Le passage d'un réseau de comités de citoyens dirigés par des intérêts et des leaders locaux vers

2002, reprise le 23 dans *Le Soleil* (Québec); Patrick Chauvette, « L'union fait la force », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 23 septembre 2002, p. 3.

un syndicat agricole au fonctionnement plus centralisé n'a pas été digéré par plusieurs, malgré l'apparence d'unité des premiers mois.

La Commission sur l'avenir et le développement durable de l'industrie porcine

Pendant l'été 2002 le front de la lutte contre l'expansion porcine est assez calme. Le BAPE met en place sa Commission sur le développement durable de la production porcine au Québec (ci-après BAPE-Porcs). Quatre commissaires sont nommés et un calendrier des consultations est établi après que les demandes gouvernementales furent officialisées en juillet :

La commission devra établir le cadre de développement durable de la production porcine, en tenant compte à la fois des aspects économiques, sociaux et environnementaux. Elle devra aussi examiner les modèles de production présents au Québec en regard de leurs forces et faiblesses ainsi que des impacts sur les milieux rural, agricole et sur le secteur de la transformation. À cette fin, la commission devra plus spécifiquement proposer un ou des modèles de production favorisant une cohabitation harmonieuse des activités et considérant les conditions propices au développement de la production porcine dans le respect de l'environnement⁷².

Le BAPE-Porcs débutera ses activités le 22 octobre 2002 lors d'une soirée d'ouverture intitulée *Les attentes des participants à l'audience* qui met en tribune M. Clément Pouliot, président de la FPPQ, Mme Catherine Goretta, présentée comme de la Coalition citoyenne et un journaliste du magazine *L'Agora*⁷³. Le BAPE-Porcs tiendra ensuite six séances thématiques pour faire le point sur les pratiques actuelles avant d'entamer deux séries d'audition des mémoires des citoyenNEs et des organisations, ce qui mènera ses consultations jusqu'en avril 2003. La commission devra rendre son rapport à la mi-septembre 2003.

Tout comme l'UPA qui entend déposer de multiples mémoires sur plusieurs sujets, l'Union paysanne et la Coalition citoyenne s'engagent, sans réelle concertation préliminaire entre eux, dans une stratégie de présence tout azimut et, pour ce faire, l'Union paysanne met sur pied un comité chargé de coordonner la présence de ses membres aux audiences. C'est Maxime Laplante, secrétaire général, qui veillera à son fonctionnement⁷⁴. D'une part le

syndicat paysan continuera ses prises de position extérieures à l'institution en dénonçant le parti-pris des experts invités, en remettant en doute l'objectivité des commissaires (dont au moins deux ont entretenus des rapports étroits avec l'UPA), en dénonçant l'ingérence du MAPAQ (qui tente de modifier le mandat du BAPE-Porcs et de retarder les travaux), en émettant des opinions contraires lorsque l'UPA présente un mémoire, en se présentant en masse aux audiences pour poser des questions, en lançant une autre pétition adressée au BAPE, etc.⁷⁵. La Coalition citoyenne Santé et Environnement est souvent d'accord avec ces critiques et elle aussi préconise une participation active et quelque fois turbulente au processus. Elle lance même un ultimatum en décembre aux commissaires du BAPE de répondre aux questions des citoyens, sinon les mobilisations iront *crescendo*⁷⁶.

L'Union paysanne invite pareillement ses membres à présenter le plus de mémoires possibles et à se présenter aux audiences pour poser des questions, jouer leur rôle de citoyen et donner leur opinion. L'Union paysanne élabore sa position dans deux documents destinés à ses membres qui leur donne des pistes pour participer et « défendre des positions vigoureuses sans compromis »⁷⁷. Le syndicat se présentera quelques vingt-cinq fois devant la commission. Le secrétaire général Maxime Laplante et Mme Marthe Daigle (du Comité RESPIRES et de l'Union paysanne) sont invités à poser des questions aux experts lors d'une des séances thématiques (à Saint-Hyacinthe le 24 octobre 2002), alors que le président Roméo Bouchard est invité comme expert le 13 novembre à Saguenay. L'Union paysanne déposera aussi un mémoire « national »⁷⁸, mais les sections régionales ainsi que des membres à titre individuel en déposeront au moins une vingtaine⁷⁹ sur les 381 reçus au total par la Commission. Les comités de citoyens regroupés dans la Coalition citoyenne santé et environnement en déposeront pour leur part au moins dix-huit tandis que les divers syndicats de l'UPA déposeront trente-sept mémoires.

Mais au-delà du nombre de présence aux audiences, c'est vraiment deux visions de l'agriculture qui s'affrontent et qui, parfois, se rejoignent. En Gaspésie, région où les agricultrices et agriculteurs, même participants des structures de l'UPA, sont assez proches des principes de l'agriculture paysanne, le représentant local de l'Union paysanne, M. Bob Eichenberger, échange une poignée de main avec la présidente de la Fédération de l'UPA de Gaspésie-Les Îles, Mme Nicole Lapointe, à la fin d'une séance du BAPE-Porcs. Cette

dernière déclare à son collègue : « Nous disons la même chose, dans le fond. Nous employons des mots différents, mais nous devrions nous parler plus souvent »⁸⁰. Cet exemple illustre, s'il en est besoin, que l'UPA n'est pas aussi unifiée qu'elle l'affirme.

Tout au long de l'automne 2002, de l'hiver et du printemps 2003, l'Union paysanne sera fidèle à cette stratégie de « participation turbulente » ou de « concertation conflictuelle » qui n'entend pas se limiter au cadre institué par l'État, alors que l'UPA de son côté utilise son journal hebdomadaire pour faire passer son message et fait jouer ses entrées dans les hautes officines gouvernementales.

Le rapport de la Commission Boucher est rendu public à la fin du mois d'octobre 2003. Depuis que le BAPE-Porcs a commencé ses audiences, le gouvernement québécois a changé : le Parti libéral du Québec (PLQ) est au pouvoir depuis fin avril; M. Thomas Mulcair occupe le poste ministériel de l'Environnement, Mme Françoise Gauthier celui de l'Agriculture (c'est la 1^{ère} femme à occuper ce poste ministériel au Québec). Le rapport du BAPE-Porcs propose deux grandes idées pour permettre de lever le moratoire : d'un côté établir un processus d'acceptation sociale des projets qui inclurait la consultation des citoyens (cela afin de régler les problèmes de cohabitation sociale), de l'autre côté se doter d'outils d'évaluation de la capacité des sols et de traitement des surplus de lisier, et propose à ce titre plusieurs mesures concrètes pour y arriver. Tout cela remet en question le statut de l'agriculture selon l'Union paysanne qui y voit aussi l'amorce d'un « projet de société » (ce avec quoi l'UPA est presque d'accord tout en le déplorant : en éditorial (« Décevant rapport »), le président de l'UPA Laurent Pellerin estime que la commission Boucher a outrepassé son mandat et remet en cause beaucoup plus que la production porcine⁸¹). Réaffirmant que le régime agricole a fait de l'agriculture « un monde à part, avec des privilèges considérables, sur lequel personne n'avait plus réellement prise, ni les citoyens, ni les municipalités, ni les responsables de l'environnement et de la santé publique, ni même les tribunaux »⁸², l'Union paysanne se réjouit que la Commission Boucher ait adopté de « grands principes » qui sont pour la plupart « dans la ligne de ceux » qu'elle préconise. Par conséquent, le syndicat paysan demande au nouveau gouvernement « d'adopter rapidement le plan de travail [...] avant que les lobbies ne dressent leurs barrières »⁸³.

Le nouveau gouvernement n'entend toutefois pas se presser. Une de ses premières décisions quant à l'industrie porcine sera de prolonger le moratoire pour encore un an. Le ministre Mulcair explique que plus de la moitié des productrices et des producteurs porcins n'ont pas envoyé au ministère leur formulaire de « bilan de phosphore » à partir duquel la capacité du sol à recevoir plus de déjections animales est établie. Le ministre estime qu'un « mot d'ordre » de ne pas remplir le formulaire a été donné aux productrices et producteurs porcins par leur syndicat. « Je ne peux concevoir comment on pourrait lever le moratoire si je n'ai pas l'outil de base » pour le faire, déclare-t-il à *La Terre de chez nous*⁸⁴. Dans les faits le moratoire ne sera totalement levé que le 15 décembre 2005⁸⁵, plus de trois ans et demi après son annonce le 1^{er} mai 2002. D'autres consultations seront tenues, notamment par le biais d'un comité interministériel sur le suivi du rapport Boucher, de même qu'en commission parlementaire pour l'étude du projet de loi 54 qui devra encadrer la levée du moratoire. L'Union paysanne, encore une fois, fera entendre ses revendications dans ces consultations, demandant toujours plus de restriction à l'élevage industriel, une ouverture vers les solutions paysannes ainsi que plus de pouvoir décisionnel aux municipalités rurales quant à l'aménagement de la zone verte⁸⁶. Mais seules quelques mesures atténuantes seront retenues par le ministère de l'Environnement : les municipalités retrouvent le pouvoir d'imposer quelques conditions mineures aux nouvelles porcheries^a et un nouveau Règlement sur les exploitations agricoles (REA) encadre la gestion des fumiers et lisiers. Mais la méthode de calcul de la capacité des sols et des eaux à soutenir les déjections animales, de même que la gestion de ces déjections, ne sont pas remises en cause, au grand dam des opposantEs. Jusqu'à la fin le syndicat paysan s'opposera à la levée totale du moratoire, arguant que le gouvernement ne cherche nullement à régler le problème, seulement à endormir la population. Il en prend pour preuve le fait que la production et les exportations porcines se sont accrues *pendant* le moratoire. De plus, à la veille du dépôt du projet de loi 54, l'Union

^a Les projets d'agrandissement ou d'établissement de nouvelle porcherie devront, après avoir été acceptés par le ministère de l'Environnement, se soumettre à une consultation publique municipale. Les citoyenNEs, *via* leur municipalité, peuvent alors demander des modifications quant aux distances séparatrices des élevages d'avec les habitations, quant aux haies brise-vent et quant à certaines caractéristiques des fosses à lisier. Somme toute, des éléments très mineurs. Cet article expose les divers éléments : Pierre-Yvon Bégin, « Les futures porcheries soumises à la consultation », *Longueuil, TCN*, 20 mai 2004, p. 1, 2, 3.

paysanne affirme, par la plume de son nouveau président Maxime Laplante, que l'État met complètement de côté les recommandations du « mécanisme démocratique » qu'est le BAPE, provoquant ainsi « un grave bris de confiance auprès des citoyens »⁸⁷.

De fait, quelques jours avant la levée du moratoire une coalition *ad hoc* formée par l'Union paysanne, la Coalition Eau Secours, l'UQCN, la Coalition citoyenne santé et environnement (une douzaine de comités membres) et quelques neuf autres groupes écologistes et sept maires de municipalités, affirme que « Les libéraux menacent la paix dans les campagnes! » et demande au Premier ministre d'intervenir et de faire « refaire ses devoirs » au ministre de l'Environnement pour qu'il applique les recommandations du BAPE qui, selon eux, donnait raison aux citoyenNEs⁸⁸. Cinq jours plus tard plus de 300 personnes manifestent devant le bureau du Premier ministre à Montréal pour réitérer leur demande. Le moratoire sera toutefois levé comme prévu.

Épilogue. Le retour de la contestation

A la mi-juillet 2005, soit cinq mois avant la levée du moratoire, une première consultation publique sur l'établissement d'un projet porcin a lieu à Parisville dans la région de Bécancour/Gentilly. Il s'agit d'un petit projet, bloqué depuis trois ans par les mesures étatiques. La consultation publique se déroule sans anicroche. Il est vrai que la productrice agricole répond amplement à toutes les exigences de la réglementation et va même plus loin. Quelques personnes vont tout de même poser des questions sur la levée du moratoire⁸⁹. Une autre consultation à St-Prosper en Beauce est plus turbulente alors que le comité de citoyens local, Qualité-Vie, demande des restrictions au projet que le maire juge inadéquates⁹⁰.

Si le gouvernement croyait régler les problèmes avec ses nouvelles mesures d'encadrement, il déchantera car la situation se gâte dès septembre 2005, toujours avant la levée complète du moratoire. Durant l'année qui suivra des mobilisations citoyennes émergent dans plus d'une dizaine de villages. La majorité des projets contestés sont situés en

Montérégie, notamment à St-Charles-sur-Richelieu, à Saint-Cyprien-de-Napierville et à Richelieu (où les comités de citoyens forment des équipes politiques pour s'emparer de la mairie; deux réussiront), à St-Jean-sur-Richelieu et à Sainte-Angèle-de-Monnoir. Ailleurs au Québec, le comité RESPIRES à l'origine de Sauver les campagnes et de l'Union paysanne se réanime à Sainte-Croix-de-Lotbinière (Chaudière-Appalaches), alors que d'autres apparaissent à Saint-Célestin (Beauce), à Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud (près de Montmagny), à Rouyn-Noranda (secteur Mont-Brun) et à Saint-Casimir-de-Portneuf où un intégrateur est contesté⁹¹. Les citoyenNEs envahissent les conseils municipaux, se présentent en masse aux assemblées consultatives, sollicitent leurs députés, installent des pancartes bien visibles sur leur terrain, créent des partis politiques, manifestent dans les rues⁹², intimident et menacent les producteurs porcins - mais aucunE ne parle de l'Union paysanne, de la paysannerie, du syndicalisme agricole ou même de l'UPA. La lutte est une lutte citoyenne contre la pollution en milieu agricole, non plus une lutte pour la paysannerie et l'agriculture paysanne. Dans plusieurs cas, notamment celui de la banlieue-dortoir Richelieu, la lutte n'a qu'un caractère local : le Comité richelois pour une meilleure qualité de vie refait le même chemin parcouru par les autres comités avant lui et, finalement, s'éteint lorsque l'éleveur porcine obtient ses certificats et permis de construction.

Les consultations publiques sont tellement déficientes que le président de l'UPA qualifie de « confession publique » « inhumaine » le sort des productrices et producteurs porcins obligés de se plier aux règles de l'acceptabilité sociale⁹³. L'UPA, la FPPQ, l'AQUINAC et la Coop fédérée envoient une lettre conjointe aux trois ministères concernés (Environnement, Agriculture, Affaires municipales) pour dénoncer ce détournement de l'esprit de transparence et de réconciliation qu'il y avait dans la loi 54 instituant ces règles⁹⁴. L'Union paysanne, presque complètement absente sur le terrain de cette reprise de la lutte, déplore par voie de communiqué que ces consultations ridicules accroissent le schisme entre agriculteurs et citoyens en zone rurale⁹⁵. L'Agence de la santé et des services sociaux de la Montérégie remet en cause sa participation obligatoire à ces consultations car elle juge qu'elle ne peut y accomplir son rôle tellement les assemblées sont houleuses, voire dangereuses⁹⁶. Les comités de citoyens, pour leur part, estiment toujours qu'ils ne peuvent avoir de réponse à leurs questions et que les mesures atténuantes que la loi les autorise à voter

sont ridicules et ne changent rien au problème porcin. Les maires ruraux sont d'accord avec toutes ces critiques et demandent que le certificat d'autorisation du ministère de l'Environnement ne soit accordé qu'après les consultations locales plutôt qu'avant⁹⁷. Des améliorations au système doivent être apportées, leur accorde le ministère des Affaires municipales, mais les maires ruraux renchérissent et demandent l'abolition pure et simple de l'obligation de tenir ce qu'ils estiment être une fausse consultation qui fait monter les tensions dans les communautés⁹⁸. De toutes façons, la FPPQ recommande à ses membres de tenir des consultations informelles avant la consultation prévue par la loi de façon à éviter les salles houleuses⁹⁹.

Cependant le nombre de demandes d'autorisation pour des projets porcins est en baisse. Serait-ce que la contestation citoyenne ait réussi à atteindre ses objectifs? Plus ou moins. Le nombre de porcs abattus annuellement au Québec a légèrement augmenté, même si les objectifs d'exportation n'ont pas été tout à fait atteints. L'industrie intégratrice s'est raffinée et est capable de produire plus de viande avec moins d'éleveurs. Et malgré le moratoire et les nouvelles règles entourant la pollution d'origine agricole, la qualité de l'eau et des sols ne s'est pas améliorée, au contraire : de nouveaux problèmes apparaissent, notamment les « algues bleues » et la surabondance du maïs, dont 30% est transgénique.

S'il y a moins de projets porcins, c'est que depuis la fin de 2005 cette industrie est au plus bas pour cause d'épidémies, de bas prix mondiaux et de hausse des prix des matières premières. Une restructuration de la filière entreprise par les abatteurs-transformateurs, principalement Viandes du Breton et surtout Olymel, a fait fondre la marge de manœuvre des éleveurs. Olymel cherchera de plus à casser les syndicats ouvriers dans ses usines, fermera plusieurs d'entre elles et menacera de déménager ses activités au Manitoba où, semble-t-il, le « climat » est plus sain et plus profitable pour l'industrie porcine. Les producteurs porcins sous contrat d'intégration sont au bord du gouffre alors que les indépendants voient leurs animaux mourir de maladie et/ou les abattoirs refuser les porcs pour cause de surproduction. En définitive, livrée au libre marché mondial et à la logique des intégrateurs, soutenue annuellement à coût de centaines de millions de dollars d'argent public, miser sur l'industrie porcine ne s'est avéré être ni un choix de société ni un choix économique avantageux. En février 2006, concluant en quelques sortes ses interventions dans le domaine porcin en se

positionnant sur la crise que vivent les éleveurs, l'Union paysanne affirmera que « L'industrie porcine récolte ce qu'elle a semé » :

Alors que tout le monde sait que le Québec ne réussira jamais à concurrencer des pays comme l'Argentine ou le Brésil sur le marché mondial, l'industrie porcine québécoise s'est quand même lancée tête baissée dans l'exportation. Aujourd'hui, les prix s'effondrent. L'industrie nous promettait avec le forum des décideurs que l'accroissement de la production et de l'exportation créerait 15 000 emplois. La réalité, c'est que des milliers d'emplois ont disparu en raison de la concentration des élevages et les opérations de rationalisation sauvage dans l'industrie de la transformation, sous la façade d'un mouvement coopératif [Olymel]. Il y a fort à parier que l'UPA tentera d'imposer des quotas de production dans le porc pour sauver les meubles. [...] La fédération des producteurs de porcs de l'UPA agit de façon irresponsable en encourageant des fermiers à se lancer dans ce secteur, en sachant pertinemment que des faillites attendent les producteurs, ou qu'ils se feront avaler par les géants de l'intégration, ou qu'ils devront quêter pour de nouvelles subventions. La seule solution durable passe par une refonte complète de notre modèle de production, conformément aux recommandations du BAPE¹⁰⁰.

Les recommandations du BAPE? Le rapport est tabletté depuis longtemps. L'État est retourné à sa politique agricole habituelle : la Financière agricole remplit continuellement le trou sans fond du programme d'Assurance-stabilisation des revenus agricoles. La caisse de ce programme enregistre un déficit de plus de 300 millions de dollars en 2007, principalement à cause de la crise porcine.

*

* *

En avril 2006 dans le Kamouraska, des commerçantEs et des citoyenNEs (incluant un certain Roméo Bouchard) créent la Coalition des citoyens et des commerçants du Kamouraska, alarméEs qu'ils et elles sont par l'implantation possible d'une dizaine de nouvelles porcheries, alors qu'une nouvelle étude démontrerait que 21 des 24 rivières du Bas-Saint-Laurent sont en surplus de phosphore. Quelques semaines plus tard ils se joignent à des groupes écologistes et des comités de citoyens des MRC environnantes pour mettre sur pied une coalition régionale qui réclame que soit inscrit dans les règlements de contrôle intérimaire des MRC le retour au traitement solide des fumiers dans tous les élevages, revendication de base de l'Union paysanne¹⁰¹. Ainsi, dix ans après la création du Comité de citoyens de Saint-Germain-de-Kamouraska, neuf ans depuis le premier Rendez-vous des campagnes, sept ans après la naissance de Sauver les campagnes, cinq ans après celle de

l'Union paysanne, le Kamouraska, telle la garde napoléonienne, semble préférer mourir plutôt que se rendre.

Une campagne agricole. « Opération Liberté d'association »

Il y a un malaise, c'est évident [...] Et l'UPA ne semble pas l'entendre. Elle devrait pourtant écouter les petits producteurs et répondre à leurs besoins, car ils contribuent aussi beaucoup à l'évolution du monde agricole.

- Normand Toupin, 2003, ex-ministre de l'agriculture à l'origine de la *Loi sur les producteurs agricoles* de 1972¹⁰².

Selon vos règlements actuels, je devrais, pour avoir la « permission » de vendre mon pain [...], m'enfermer, seul, avec fours et pétrin dans un coqeron aseptisé, javelisé, désinfecté, etc. J'en ai vu. Je n'y travaillerais pas. Ce sont des lieux insalubres pour l'âme. On ne peut pas, dans de tels lieux, aimer faire ce qu'on fait mais seulement penser à l'argent qu'on peut y faire. Et tout aliment qui n'est pas préparé avec amour ne nourrit qu'à moitié.

- Léandre Bergeron, le boulanger récalcitrant qui donne son pain, dans une lettre envoyée à toute la hiérarchie de la direction de l'inspection des aliments du MAPAQ, jusqu'au Premier ministre, 10 avril 1994¹⁰³

L'Union paysanne tient son deuxième congrès annuel en novembre 2002 alors que la Commission sur le développement durable de l'industrie porcine vient de commencer ses audiences. Les dirigeantEs du syndicat ne croient pas que cette lutte soit gagnée, mais elles et ils estiment qu'elle est bien engagée et qu'il est possible d'ouvrir la lutte sur un autre front, celui qui est au centre des revendications de l'Union paysanne et qui justifie son existence, la

liberté d'association. La jeune union a déjà commencé à parler publiquement de la situation d'agricultrices et d'agriculteurs qui sont concrètement brimés par le régime. Le cas de M. Luc Mailloux, producteur laitier et fromager, est élevé en exemple pour souligner les contradictions du système : il doit payer très cher le droit de traire ses vaches (le quota laitier), doit vendre son lait à son syndicat et ensuite le racheter plus cher, sans compter les frais, assurances et prélevés pour un lait qui, finalement, ne quitte pas la ferme. Cela, argue-t-il, l'empêche de mettre en marché un fromage au prix compétitif¹⁰⁴. D'autres cas d'éleveurs laitiers et fromagers seront mis en exergue : la ferme au Gré des champs, gagnante de plusieurs prix, la Ferme Au lait d'antan, etc. L'Union paysanne souligne aussi, comme je l'ai mentionné précédemment, que plus de 5000 agricultrices et agriculteurs ont été poursuivis devant les tribunaux par leur syndicat. Bientôt émerge un autre cas qui servira d'exemple, celui de M. Léandre Bergeron, le « boulanger récalcitrant » de McWatters en Abitibi, que le MAPAQ empêche de vendre son pain et que la Sureté du Québec surveille^a.

^a Né au Manitoba en 1933, M. Bergeron est un autre personnage public assez connu (et controversé) au Québec. Il sera impliqué dans la coordination de l'Union paysanne entre 2001 et 2005. Dans les années 1960-70 il fut professeur de littérature à l'Université Concordia; il est parfois présenté comme linguiste. Il est connu pour ses ouvrages (et son militantisme) marxistes *Petit manuel d'histoire du Québec* (Éditions Québécoises, 1970; Éditions Trois-Pistoles, 2008), *Histoire du Québec illustrée* (2 vol., Éditions Québécoises, 1971), *Pourquoi une révolution au Québec* (Éditions Québécoises, 1972) et *L'histoire du Québec en 3 régimes* (Éditions de l'Aurore, 1974). Nationaliste et amoureux de la langue, il a aussi publié *Dictionnaire de la langue québécoise* (VLB Éditeur, 1980) et *La Charte de la langue québécoise* (VLB Éditeur, 1981). M. Bergeron est aussi un contre-culturel qui a élevé ses enfants à la maison. Il a publié à ce titre *Petit manuel de l'accouchement à la maison* (VLB Éditeur, 1982) et *Comme des invitées de marque* (Éditions Trois-Pistoles, 2002). Sa biographie est parue sous la plume de Sylvain Rivière (*Léandre Bergeron, né en exil*, Éditions Trois-Pistoles, 2007), suivie d'un documentaire du même Rivière et de Christian M. Fournier, *Léandre Bergeron, avec conviction, sans espoir* (ONF, 2007). Il a fondé avec Victor-Lévy Beaulieu les Éditions de l'Aurore et VLB Éditeur dans les années 1970. M. Bergeron réside en Abitibi depuis la fin des années 1970 où il possède une petite ferme, tient table champêtre et fait boulange depuis 1983. Il est aujourd'hui présenté comme un adepte de la simplicité volontaire (Marie-Claude Malboeuf, « le bonheur est-il dans le pré? », Montréal, *La Presse*, 3 octobre 2000, p. B3) plutôt conservateur sur le plan politique (Michel Lapierre, « Léandre Bergeron rêve à l'ADQ... », Montréal, *Le Devoir*, 29 décembre 2007, p. E6).

Ses déboires avec le MAPAQ commencent en 1994. On lui reproche de vendre du pain préparé dans une cuisine personnelle plutôt que commerciale. Il s'obstine et, à partir de janvier 2002, il décide de donner son pain plutôt que de le vendre. Tout un débat s'engage alors sur les normes de production alimentaire et la valeur sociale de la nourriture. Il raconte lui-même ses déboires dans la « Chronique d'un boulanger récalcitrant », dans *L'Union paysanne, le journal*, no. 4, 5, 6, 7 et 8. En 2002 et 2003 il sera surveillé par la Sûreté du Québec qui estime que les activités de l'Union paysanne en Abitibi sont « subversives » (voir à ce sujet : Yves Boisvert, « Ils appellent ça de

Le cahier du participant du 2e congrès annuel contient plusieurs propositions ayant trait à la campagne pour le pluralisme syndical. Deux éléments majeurs ressortent de ce congrès : d'une part, les discussions ont montré que l'unanimité n'était pas faite quant à quel type de liberté syndicale l'Union paysanne allait défendre : l'adhésion obligatoire à un syndicat de son choix ou bien la liberté totale d'association, ce qui inclut la non association? D'autre part, les dirigeantEs du syndicat n'ont pas attendu l'accord de l'assemblée générale des membres pour mettre sur pied des « comités de production paysans » qui regroupent essentiellement des agricultrices et des agriculteurs sur la base de leur spécialité de production. Deux existent déjà : dans l'acériculture et le biologique. Ces comités de production ne sont pas la même chose que le comité porcin mis sur pied pour coordonner la participation des membres à la commission du BAPE : celui-ci n'entendait pas représenter des producteurs porcins dans le régime agricole, au contraire des deux autres.

La première année d'activité se termine donc sur une note ambiguë : devant l'incompréhension presque généralisée quant aux détails techniques sur la liberté syndicale, la formule Rand, le pluralisme syndical et les options stratégiques pour y arriver, il est décidé de tenir un congrès spécial en avril 2003 pour que les membres puissent se faire une meilleure idée des enjeux et prendre une décision éclairée. Sur l'autre plan, la proposition de permettre l'existence officielle des comités de production paysans est acceptée par l'assemblée, mais elle ne fait pas l'unanimité : plusieurs estiment que l'Union paysanne, qui conteste la logique de spécialisation, est pourtant en train de s'y insérer en créant des comités de producteurs où, c'est manifeste, les simples citoyenNEs et les paysanNEs aux cultures diversifiéEs jouent un rôle secondaire. On craint que face aux attaques de l'UPA qui continue d'affirmer que les membres de l'Union paysanne ne sont pas des professionnelLEs de

l'« intelligence » », Montréal, *La Presse*, 22 octobre 2003, p. A5 et du même auteur, « Présomption de xénophobie », Montréal, *La Presse*, 24 octobre 2003, p. A5). Son histoire de boulanger est retraçable dans Camille Beaulieu, « Léandre Bergeron fait la nique au MAPAQ et donne son pain à ses clients », McWatters, *La Presse Canadienne*, 21 janvier 2002; Camille Beaulieu, « Léandre Bergeron remporte une première manche contre les fonctionnaires », McWatters, *La Presse Canadienne*, 23 janvier 2002; Judith Lachapelle, « Pain de discorde », Montréal, *La Presse*, 2 février 2002, p. A29; Ginette Gagnon, « Le pain de M. Bergeron », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 7 février 2002, p. 6; Camille Beaulieu, « En attendant un statut pour les artisans, Léandre bergeron dit non au MAPAQ », McWatters, *La*

l'agriculture, l'Union paysanne ne réagisse en s'alignant sur la structure spécialisée et professionnelle du régime agricole¹⁰⁵.

De comité de production paysan à union sectorielle

Comme syndicat agricole citoyen, l'Union paysanne tente de mettre en lien deux pôles habituellement éloignés, les agriculteurs et les citoyens, pour constituer une approche citoyenne des politiques agricoles et une opposition commune à l'agriculture industrielle d'exportation.

Dans les structures de représentation territoriale de l'Union paysanne (conseil national, conseils de région, sections locales), agriculteurs et citoyens approchent ensemble les problèmes d'ensemble de l'agriculture et de l'alimentation.

Il est essentiel, cependant, que chaque secteur de production, à partir de noyaux de producteurs, puisse mettre au point des revendications pour soutenir les fermes et les entreprises paysannes et combattre le monopole syndical qui les étouffe.

Dans la façon de créer ces comités, il faut éviter de créer une dissociation entre agriculteurs et citoyens.

C'est le défi du syndicalisme citoyen¹⁰⁶.

C'est ainsi qu'est libellée la description de l'atelier du congrès annuel qui vise à discuter d'un nouvel article à inclure dans la constitution et des « orientations d'action » présentées par l'équipe dirigeante. L'Union paysanne agit depuis un an comme une organisation unitaire composée de structures régionales munies de déléguéEs nomméEs par les membres. Des comités d'action existent aussi et sont prévus dans la constitution, mais ils sont supposés n'avoir qu'un rôle interne de recherche, de conseil et de soutien aux luttes. Les comités de production paysans tels qu'ils sont proposés pourront, au contraire, « s'incorporer selon la loi des [sic] syndicats professionnels [s'ils] le [désirent] »¹⁰⁷ et il devra être inscrit à la constitution de l'Union paysanne quel est leur degré d'autonomie par rapport aux structures centrales et territoriales¹⁰⁸. On propose en ce sens qu'ils adhèrent à la Déclaration de principe pour pouvoir utiliser le label du syndicat paysan, mais qu'ils puissent jouir d'un

Presse Canadienne, 11 janvier 2002; Camille Baulieu, « L'Union paysanne réclame des règles et des soutiens adaptés pour les artisans », *McWatters, La Presse Canadienne*, 20 février 2002.

fonctionnement autonome et puissent établir une cotisation s'ils le jugent nécessaire¹⁰⁹. Cette proposition de l'équipe centrale est contestée au Congrès, notamment par les deux régions qui comptent le plus de membres citoyens, Montréal et Capitale-Nationale, qui proposent « Qu'un représentant « citoyen » et un représentant « associé » puissent siéger sur le conseil d'administration des Comités de production paysan [*sic*] si ceux-ci sont créés au sein de la structure de l'Union paysanne »¹¹⁰. Dans les discussions en atelier et en séance plénière sur cette question, les membres ne réussissent pas établir un consensus ces questions. Le congrès finit par décider que les comités peuvent se constituer et agir, mais la décision quant aux détails de leur structure est remise au prochain congrès annuel¹¹¹.

Le comité biologique paysan agit déjà et, selon son animateur qui en deviendra le président lorsqu'il deviendra officiellement l'Union biologique paysanne (début 2004), il intervient dans le secteur biologique du régime agricole en contestant les orientations « industrielles » et centralisatrices de la Fédération de l'agriculture biologique du Québec affiliée à l'UPA¹¹². L'Union paysanne, affirme-t-il, compte plus de 150 agricultrices et agriculteurs biologiques et doit défendre cette orientation de base de l'agriculture paysanne qu'est la culture « biologique ». L'Union biologique paysanne sera très active et, selon les dires de ses dirigeants, représentera plus d'agricultrices et d'agriculteurs biologiques que la FABQ.

Cependant, défendre l'agriculture biologique paysanne était la mission de l'Union paysanne à sa fondation. Plusieurs membres fortement impliqués – incluant des agricultrices et des agriculteurs biologiques – se demandent pourquoi re-diviser les forces en multipliant les structures. L'originalité de l'Union paysanne, défend une des membres, productrice diversifiée, était justement de joindre les forces paysannes et citoyennes dans la même organisation. La création de comités de producteurs qui deviendront des unions sectorielles enregistrées et autonomes éloignera les enjeux et les luttes des membres citoyens. D'autres personnes, notamment quelque-unes qui sont proches de l'équipe dirigeante, vont plutôt appuyer la création des unions sectorielles dans une visée pragmatique : si l'Union paysanne veut vraiment influencer le modèle agroalimentaire, elle doit s'insérer dans le régime. La seule façon d'y arriver est de montrer que ses membres sont des agricultrices et des agriculteurs et qu'ils et elles sont capables de « parler » d'agriculture. Les unions

sectorielles, en mettant de l'avant les membres paysanNEs, pourront peut-être permettre de contourner la critique principale faite au syndicat paysan, soit de ne représenter que des personnes qui ne sont pas des praticienNEs de l'agriculture.

C'est suivant cette logique qu'une union sectorielle baptisée Union citoyenne paysanne sera mise sur pied pour regrouper les membres citoyenNEs dans une structure comparable à celle du syndicalisme spécialisé. L'Union citoyenne paysanne sera officiellement enregistrée sur le plan juridique mais n'aura pas de structure très élaborée; trois personnes assurent sa coordination, mais en réalité elle sera tenue en vie par sa fondatrice et présidente, Mme Marthe Daigle du comité de citoyens RESPIRES de Sainte-Croix-de-Lotbinière (un des plus actifs contre l'expansion de l'industrie porcine). Ses activités seront minimales : quelques communiqués de presse et le dépôt de trois ou quatre mémoires en commissions parlementaires et devant la Commission sur l'Avenir de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire au Québec (CAAAQ). L'Union citoyenne paysanne n'est qu'une tentative de concrétiser la vision du syndicalisme de l'équipe dirigeante de l'Union paysanne. Les membres citoyens de l'Union paysanne ne chercheront pas à y adhérer malgré qu'on les invite à le faire et cette tentative de restreindre les citoyens à une structure sectorielle ne sera pas concluante.

Trois autres unions sectorielles regroupant des « producteurs » agricoles existeront : l'Union acéricole dont on parlera bientôt, l'Union biologique paysanne et une embryonnaire union forestière paysanne. D'autres projets dans les secteurs laitier et de l'élevage du lapin sont envisagés. La place que prendront les deux plus dynamiques de ces unions sectorielle va contribuer à recentrer l'action de l'Union paysanne sur des préoccupations plus agricoles et des méthodes plus proches de celles pratiquées et acceptées dans le régime agricole.

Liberté d'association ou pluralisme syndical?

Lorsque les promoteurs de l'Union paysanne ont mis sur pied le syndicat contestataire, ils et elles savaient devoir prendre le temps d'expliquer aux membres plusieurs technicalités du régime agraire car elles sont nombreuses et peu connues du « commun des mortels ». À ce titre l'organisation n'a pas lésiné et des feuillets explicatifs ont régulièrement été produits

pour expliquer ce qu'est un plan conjoint, une agence de vente, le contingentement, comment fonctionnent les programmes de soutien à l'agriculture, etc.¹¹³ Durant les congrès annuels, les conseils nationaux et à l'intérieur des conseils régionaux, des explications et des précisions furent souventes fois données par ceux et celles qui en connaissaient plus. Un an après sa naissance, le syndicat se bute à cet obstacle de la méconnaissance des détails par les membres, au premier chef les citoyenNEs éloignéEs de la pratique agricole. C'est en ce sens que, ne voulant pas forcer une décision précipitée et mal informée, l'équipe dirigeante propose la tenue d'une consultation interne portant sur « la mise au point de la demande qu'elle entend adresser prochainement au Gouvernement pour qu'il modifie la loi actuelle [...] qui confère un monopole syndical à l'UPA »¹¹⁴. Chacune des sections régionales du syndicat devra se pencher sur les détails sous-jacents à la « proposition 28 » du congrès annuel de 2002, dont l'adoption a été reportée. Celle-ci demandait au gouvernement de mettre sur pied un comité incluant l'UPA, l'Union paysanne et le gouvernement, mais aussi les autres centrales syndicales, afin d'élaborer un projet de loi « visant à rétablir la liberté de choisir un syndicat »¹¹⁵. En voulant inclure les autres centrales syndicales « puisqu'il s'agit du régime et de la liberté syndicale »¹¹⁶, le syndicat paysan tente en fait d'amoindrir le pouvoir de l'UPA et de la mettre en présence d'acteurs syndicaux qui évoluent dans un contexte de pluralisme syndical afin d'affaiblir son argumentaire sur le monopole. Ce souhait ne se réalisera toutefois jamais; on a vu dans la section précédente que les centrales syndicales du Québec considèrent que c'est l'UPA l'interlocutrice dans le monde agricole.

Les résultats des discussions à l'échelon régional sont rapportés lors d'un congrès spécial tenu à la fin d'avril 2003 où on voit se confronter deux logiques distinctes parmi les agricultrices et les agriculteurs : l'une pour le pluralisme syndical assorti d'une obligation de cotiser à un syndicat, l'autre pour le respect total de la liberté d'association, ce qui comprend nécessairement le droit de ne pas s'associer. Cette discussion sera longue et fait ressortir un autre clivage dans l'Union paysanne (après celui différenciant les citoyenNEs ruraux opposéEs à l'expansion porcine de ceux et celles qui veulent modifier en profondeur le régime agricole) : les agriculteurs individualistes *versus* les autonomistes. Les individualistes se considèrent généralement comme des entrepreneurs du terroir, des travailleurs qui comptent sur leur ingéniosité, leur indépendance et les relations de confiance qu'ils et elles

ont pu établir pour mettre en marché leur production. Pour la plupart ils préfèrent, sur le plan économique, qu'il n'y ait ni contingentement de la production ni mise en marché centralisée. Les autonomistes, quant à eux, sont en faveur de l'organisation collective syndicale mais veulent avoir le choix de déterminer leurs représentantEs et la capacité de vraiment définir les orientations de leur organisation. Ils et elles ne sont pas nécessairement contre les plans conjoints, mais estiment qu'ils sont trop centralisés et ne permettent qu'un seul modèle agricole. En ce sens, elles et ils seraient plutôt en faveur de systèmes de mise en marché qui privilégient la transformation locale, qui soient souples quant aux autres modes de mise en marché (*via* la coopération agricole ou la vente directe) et qui soient arrimés à des normes environnementales plus sévères. C'est la position majoritaire dans l'Union paysanne, mais de peu : la proposition affirmant que tous les agriculteurs doivent cotiser à une organisation syndicale fait l'objet de longs débats et est finalement adoptée à 51 voix contre 40 alors que la plupart des autres l'ont été à l'unanimité, ce qui montre bien une division sur ce sujet parmi les membres présentEs. Les dirigeants de l'Union paysanne s'attendaient à cela car le deuxième volet de leur proposition générale vise à travailler « à la mise en place, à moyen terme, d'un régime d'adhésion volontaire respectant le droit de non association mais bonifié par un soutien aux associations accréditées provenant de diverses sources à définir »¹¹⁷. Le syndicat adopte donc une solution étapiste qui vise dans un premier temps à rétablir une possibilité de pluralisme syndical détaché de la formule Rand qui est appliquée au secteur manufacturier et qui est cause du problème syndical en agriculture depuis 1972. Dans un deuxième temps, l'organisation irait plus loin et accepterait la non association agricole sur les bases d'une logique affirmant que le soutien accordé aux associations syndicales agricoles devrait être public et géré par une instance indépendante. En adoptant cet objectif « à moyen terme », le syndicat cherche aussi à conserver *à court terme* le soutien des individualistes qui, on l'a vu avec le cas du Regroupement des producteurs agricoles du Québec (RPA), sont d'accord pour participer temporairement à une organisation qui vise à les soustraire de l'obligation de faire partie d'une organisation.

Le troisième volet de la proposition générale expose les éléments d'un plan « pour une vigoureuse campagne pour l'obtention de l'accréditation »¹¹⁸ qui va de la négociation à la désobéissance civile organisée :

1. Demande officielle et négociations avec le Gouvernement
2. Campagne d'information à l'aide d'un document vulgarisé
3. Sollicitation d'appuis auprès d'organismes concernés
4. Campagne auprès des médias
5. Lobby auprès des membres du Gouvernement
6. Publicité payée
7. Manifestations publiques
8. Refus de payer la cotisation pour ceux qui le peuvent, assorti d'un protocole juridique en vue d'une défense collective devant les tribunaux¹¹⁹.

Le syndicat entend profiter du tout nouveau gouvernement libéral « qui s'est dit favorable à la diversification de l'agriculture » pour lancer sa campagne qui, rappelle le président Bouchard dans le communiqué de presse expliquant les décisions du congrès spécial, est « une question de vie ou de mort pour l'Union paysanne »¹²⁰.

Opération Liberté d'association

L'Opération liberté d'association sera coordonnée au plus haut niveau par le président du syndicat et un nouveau venu, non élu salarié, qui est aussi directeur des communications et du nouveau journal grand public que le syndicat lance à partir de l'été 2003, *L'Union paysanne, le journal*. Pendant les prochains mois l'organisation mettra presque toutes ses énergies à lancer cette campagne pour la liberté d'association et à soutenir la lutte des acériculteurs autonomistes que je raconte dans la prochaine section. Pendant ce temps c'est le secrétaire général Maxime Laplante qui s'occupe du dossier porcin devant le BAPE, alors qu'un troisième leader, M. Benoît Girouard, est en train de structurer le comité biologique qui deviendra bientôt l'Union biologique paysanne. On se rappellera que l'Union paysanne, au cours de l'été 2002, a vécu une scission qui eu pour conséquence le départ de plusieurs leaders citoyenNEs régionaux. L'organisation les a remplacés mais l'envergure des nouveaux est moindre et de plus en plus ce ne seront que les trois ou quatre principaux dirigeants qui seront visibles dans l'espace public.

La campagne commence par une phase d'information des membres, des groupes partenaires et/ou sympathisantEs, des éluEs, des médias, de personnalités et artistes susceptibles d'appuyer les revendications^a. On incite les membres de toutes les régions à participer activement et à « établir un plan de campagne régional »¹²¹. Dans une deuxième étape intitulée « mobilisation et pressions », il s'agira de rendre publiques les revendications par le biais d'événements, par la publicisation de la situation de certainEs paysanNEs et par des interventions ciblées auprès des députéEs et ministres. Le syndicat envisage l'utilisation de la politique de la rue et de l'action directe, mais seulement après avoir tenté d'autres options¹²². C'est pour assurer le passage entre la première étape et la deuxième que le syndicat lance le numéro promotionnel (no. 0) de son journal en juin 2003 : il servira tout l'été à mobiliser et informer en attendant le lancement officiel en septembre du journal et de la phase publique de la campagne¹²³.

Celle-ci, finalement, sera surtout axée sur le lobbying politique. La première tactique mise en œuvre est appelée Opération Paysan 125 et vise à doter chaque députéE québécoisE d'une personne ressource capable de lui expliquer les revendications du syndicat^b. Une trousse d'information est distribuée aux conseils régionaux pour que l'opération puisse être menée de façon décentralisée (une pétition est aussi lancée). Selon les dires du syndicat, pratiquement tous les députéEs auraient été rencontrés. Les dirigeants se réservent les pressions sur la nouvelle ministre de l'agriculture, Mme Françoise Gauthier, et entendent lui mettre un peu plus de pression par trois journées consécutives de piquetage devant les

^a A ce titre le président rédige une lettre pour les mobiliser. On y lit que « Comme cette question du monopole syndical en agriculture constitue un enjeu important de société et concerne le principe de nos libertés démocratiques, nous sollicitons votre appui sur ce point précis, ce qui n'implique pas, bien sûr, un appui aux positions et actions de l'Union paysanne dans son ensemble » et que « nous avons besoin de solides appuis dans toute la société et de la part de tous les organismes qui poursuivent des objectifs apparentés aux nôtres : agriculture et développement durable, alimentation saine, santé publique, démocratie sociale et économique, protection de l'environnement et développement régional et local, occupation du territoire. » Dans *Union paysanne, Objet : Demande d'appui à la campagne de l'Union paysanne pour rétablir la liberté d'association en agriculture*, lettre-type, Saint-Germain-de-Kamouraska, 15 mai 2003, p. 1.

^b Cette tactique est une réponse directe à celle de l'UPA intitulée « Opération 125 » et qui vise le même objectif : informer les députéEs. Selon l'Union paysanne, cette « manœuvre » des

bureaux du MAPAQ¹²⁴. La ministre, rapidement mise au courant de la demande d'accréditation de l'Union paysanne, ferme automatiquement la porte en arguant que le syndicat n'est pas représentatif du monde agricole et qu'elle ne voit pas de « mouvement de [la] base » suffisant pour changer la situation. Elle ne ferme toutefois pas la porte à l'idée de tenir des élections syndicales triennales pour choisir les associations accréditées¹²⁵. Les dirigeants de l'Union paysanne ne s'en font pas pour l'instant : c'est la réponse normale qui leur a déjà été servie par Maxime Arseneau dans le précédent gouvernement. Le président Bouchard fait ressortir les points positifs : « [l]a ministre n'a pas fermé le dossier, bien au contraire [...] En ouvrant la porte à un vote de confiance triennal, Mme Gauthier vient de reconnaître que l'imposition d'un syndicat unique depuis des années est un geste digne d'une véritable dictature »¹²⁶.

Illustration 3. Logos de la campagne d'accréditation de l'Union paysanne, 2003



Pour cette campagne le syndicat reprend le slogan du Parti libéral du Québec qui vient de remporter les élections générales au printemps 2003. Le « Je suis prêt! » du nouveau Premier ministre Jean Charest devient, plus familièrement, « On est prêts! » De plus, notez les deux slogans secondaires « Le droit de manger autrement » et « Le droit de produire autrement » qui lient la lutte agricole à la lutte consumériste.

« magouilleurs » « visait [...] à rappeler dans quel sens le gouvernement doit pencher ». Voir « Les nouvelles du coordonnateur », *La Chronique du paysan*, nouvelle série, 2(6), 4 septembre 2003, p. 3-4.

La phase la plus intense de la campagne pour l'accréditation syndicale ne sera toutefois pas le fait de l'Union paysanne centrale, mais plutôt d'une des unions sectorielles qui naissent durant l'année 2003 : l'Union acéricole paysanne. Les acériculteurs autonomistes regroupés dans ce petit syndicat vont mener, entre 2002 et 2005, une lutte acharnée contre le régime agricole. Cet épisode haut en couleurs illustre à merveille les enjeux et les contradictions du syndicalisme contestataire de l'Union paysanne : il montre que, malgré l'utilisation d'un répertoire contestataire diversifié, le régime agricole dispose de moyens très forts pour contenir la contestation. Il montre aussi que le lien entre les agriculteurs et les citoyens n'est pas facile à établir lorsque les enjeux de la lutte sont avant tout agricoles et commerciaux. Cette « campagne ambiguë » mérite amplement qu'on s'y attarde.

Une campagne ambiguë. La Guerre du sirop d'érable

C'est une drôle de position qu'il a, mon ami Roméo. Son organisation est de gauche, mais la position qu'il défend en est une de droite.

- Bernard Landry, chef du Parti québécois et de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale, 10 septembre 2004¹²⁷.

J'ai énoncé au chapitre trois les grandes lignes de la structure de la filière acéricole (pages 190 et suivantes), une production typiquement de terroir où le Québec assure 80% de la production mondiale. Un des rares secteurs où la production, la mise en marché et la distribution est libre, l'acériculture est aussi un marché en pleine émergence à l'échelon mondial. On a vu au chapitre trois que « l'anarchie » de la production acéricole (comme titre souvent *La Terre de chez nous*) avait pour conséquence des qualités inégales de sirop, des pratiques douteuses, des surplus de production et des baisses consécutives de prix. La Fédération des producteurs acéricoles du Québec (FPAQ, affiliée UPA) entend, comme cela

se fait dans la plupart des autres filières, réguler étroitement la production et ce à partir de 1990. Plusieurs tentatives de mise en place d'instruments de régulation économique (plan conjoint, agence de vente, contingentement) échouent les uns après les autres face à la résistance des acériculteurs, des coopératives acéricoles et des autres acheteurs de sirop. Depuis 1998 la FPAQ a élaboré un nouveau plan pour une agence de vente centralisée qu'elle commence à appliquer suite à la saison 2000, laquelle s'est avérée *trop* bonne : des milliers de livres de sirop ne se sont pas vendues et ont dû être retirées du marché¹²⁸. Ce litige aura des répercussions durant la guerre du sirop, car en 2003 les acériculteurs se verront accorder des dédommagements pour ce sirop non vendu. C'est pour éviter ce genre de situation que la FPAQ tient à établir une agence de vente.

La contestation des derniers plans de la Fédération des producteurs acéricoles débute en décembre 2001, à peine quelques jours après la fondation de l'Union paysanne, alors que le Conseil de coordination de celle-ci fait parvenir au président de la Régie des marchés agricoles et alimentaires (RMAAQ ou la Régie) une lettre l'enjoignant de surseoir à la mise en place d'une agence de vente unique et obligatoire pour tous les acériculteurs de la province, contrôlée par la FPAQ, un projet qui ne demande plus que la consécration de la Régie après avoir été accepté par les délégués syndicaux de la FPAQ. Selon l'Union paysanne, sous la poussée de très gros acériculteurs, une telle agence de vente précipiterait « par la force cette industrie originale et patrimoniale vers une industrialisation et une concentration qui risquent de la détruire et de disqualifier son produit traditionnel »¹²⁹. La Fédération des producteurs acéricoles est qualifiée de « groupe peu représentatif et consensuel qui ne cache pas, en outre, son intention d'en faire une industrie concentrée et intégrée autour d'usines de bouillage »¹³⁰. La FPAQ compte en effet parmi ses membres plus de 2000 très gros acériculteurs qui tirent leurs revenus agricoles de cette seule activité, alors qu'elle est complémentaire pour les quelques 5000 autres de la province. Selon le syndicat paysan, le contrôle de cette culture et sa modernisation^a risquent de lui faire perdre son

^a « Modernisation » au sens d'intégration dans la chaîne agroalimentaire et de promotion de la technologie. Par exemple, le sirop d'érable biologique gagne en popularité depuis les années 2000 et un cahiers de charges a été élaboré. Pour le président du Syndicat des acériculteurs biologiques du Québec (affilié FABQ, UPA), cette certification aurait pu accepter « la technique ancestrale du

caractère patrimonial, culturel et fondamentalement artisanal. Produit du terroir québécois, le sirop d'érable risque de ne devenir qu'une autre filière agroalimentaire contrôlée par un régime où les petits producteurs n'ont plus leur place. Or ces derniers, selon l'Union paysanne,

veulent garder le contrôle de leur érablière et de leur sirop et répugnent à l'idée de devoir se soumettre à des inspections de la part de la fédération syndicale de l'UPA [...] Plus que dans toute autre ressource, les producteurs de sirop d'érable doivent pouvoir garder une large marge d'autonomie pour continuer à produire, transformer et vendre leur produit dans les milieux familiaux, locaux, régionaux et spécialisés¹³¹.

Les acheteurs de sirop d'érable, incluant la coopérative Citadelle, émettent aussi des réserves et demandent à la Régie de mettre sur pied un comité de travail pour discuter des façons d'encadrer la production. La FPAQ affirme pour sa part que l'adhésion à l'agence ne sera pas obligatoire, que cela permettra de stabiliser les prix, de sécuriser les investissements et d'assurer les paiements aux acériculteurs. L'encadrement de la production permettra aussi plus d'inspection et une meilleure qualification du produit, ce qui en améliorera la qualité et par conséquent les prix. On parle aussi d'un processus plus transparent que les tentatives précédentes et où les acériculteurs disposeront de plus de pouvoir¹³². La FPAQ invoque aussi le besoin de contrebalancer le pouvoir des acheteurs de sirop. Bien que le plan conjoint en autorise une soixantaine, quatre d'entre eux contrôlent le marché et en profiteraient pour « casser les prix » et retarder le paiement aux acériculteurs, arguant que leur sirop n'est pas encore écoulé sur les marchés¹³³. La FPAQ affirme enfin qu'il faut contrer le marché noir et les pratiques douteuses comme le mélange de sirop, la dilution, l'usage de la paraformaldéhyde (qui retarde la cicatrisation des érables). On a vu au chapitre trois que ces justifications – stabilisation des prix, standardisation de la qualité et sécurisation des approvisionnements – sont habituellement invoqués par l'industrie agroalimentaire, fondamentalement hostile aux processus naturels de l'agriculture qui provoquent des variations dans la qualité et la quantité des produits.

chalumeau et du seau de métal » (cité dans Judith Lachapelle, « Sirop à logo », Montréal, *La Presse*, 30 mars 2002, p. A30), mais ce ne fut pas le cas et une « mise à jour » technologique dispendieuse est

Malgré l'opposition de l'Union paysanne et des acheteurs, la RMAAQ entérine la demande de la FPAQ peu avant Noël 2001. Contrairement à ce qui fut affirmé les semaines précédentes, l'agence est obligatoire et met de côté les structures déjà existantes comme la coopérative Citadelle : « le règlement a des conséquences importantes qui n'ont pas été discutées avec les acheteurs. [Il] change fondamentalement le système actuel en faisant interdiction aux acheteurs et aux coopératives de faire affaire avec leurs fournisseurs ou membres, brisant, dans le cas des coopératives, le lien avec leurs sociétaires »¹³⁴ (c'est exactement ce qui était reproché aux premiers plans conjoints dans les années 1950-60, ce qui a provoqué un schisme entre le monde coopératif et le syndicalisme agricole (Beauchamp, 1979a; Kesteman *et al.*, 2004)). Des acheteurs-transformateurs majeurs (Citadelle, Produits alimentaires Jacques et fils) et des acériculteurs vont rapidement contester cette agence de vente en déposant des requêtes en invalidité, d'abord devant la RMAAQ, ensuite en Cour supérieure et en Cour d'appel^a.

De par le projet d'agence de vente, à partir du 1^{er} mars 2002, les quelques 7400 acériculteurs enregistrés de la province (un groupe plus important que les producteurs laitiers) devront vendre leur production à un syndicat dans lequel peu s'engagent réellement. Ils doivent signer un contrat avec leur fédération syndicale qui leur garantit un prix fixe selon la qualification du sirop. La fédération syndicale entrepose, qualifie et vend le sirop. Cette entente laisse les coûts de transport, d'entreposage, de qualification et d'assurance aux frais des acériculteurs. La FPAQ paye les acériculteurs deux fois par année, en juillet de l'année courante et en mars de l'année suivante, au prorata des ventes de l'agence, ce qui ne signifiera jamais l'entièreté de leur production annuelle (cette méthode était justement reprochée aux grands acheteurs.) S'ils ont besoin d'argent, notamment pour financer leur

nécessaire pour ceux et celles qui veulent produire un sirop certifié biologique.

^a Tous seront déboutés. Les acheteurs-transformateurs perdent leur cause en février 2004 alors que la Cour supérieure estime que la RMAAQ n'a pas outrepassé ses pouvoirs et que sa compétence est légale. Voir Marc-Alain Soucy, « Importante victoire pour l'agence de vente », Longueuil, *TCN*, 12 février 2004, p. 5. Thierry Larivière, « Citadelle ne peut pas faire bande à part », Longueuil, *TCN*, 15 juillet 2004, p. 1-2. Thierry Larivière, « Citadelle perd devant la Régie », Longueuil, *TCN*, 22 juillet 2004, p. 9.

récolte suivante qui débutera avant que leur chèque arrive, les acériculteurs peuvent adhérer au régime d'avance financière :

Le point le plus contesté de ce règlement concerne l'avance financière que propose l'agence de vente aux acériculteurs en attendant que tout leur sirop soit vendu. Pour recevoir cette avance, le producteur doit signer un contrat d'hypothèque sur toute sa production. En résumé, pas de signature, pas d'avance d'argent de la part de l'UPA. [...] Tout producteur qui a un revenu au-delà de 10 000 \$ provenant exclusivement de sirop d'érable est obligé de signer ce contrat d'hypothèque¹³⁵.

Le contrat doit être signé avec la Financière agricole, qui prête 100 millions de dollars à la FPAQ pour ses activités commerciales et qui veut ainsi garantir son prêt. Les acériculteurs assument donc tous les coûts et les risques, alors que leur syndicat possède, gère et vend leur production, en plus d'effectuer des visites surprises pour vérifier les pratiques¹³⁶. La FPAQ s'engage aussi dans un plan de promotion des « produits de l'érable » et investit 200 000\$ en 2002 de façon préliminaire, avant de réellement « prendre d'assaut le marché publicitaire » en 2003¹³⁷. Les ventes de sirop d'érable dans les grandes chaînes de distribution bondiront de 48% entre 2002 et 2005. Un an après avoir implanté son agence de vente, la FPAQ annonce vouloir continger la production afin de ne pas se voir submergée de sirop, maintenant qu'un prix plancher est garanti. Cela provoquera un deuxième front de critiques.

En guise de réprobation à l'implantation de l'agence de vente, des centaines d'acériculteurs ne signeront pas et ne retourneront pas les formulaires d'enregistrement à la FPAQ. Des centaines d'autres, comme M. Russel O'Farrell, refusent de vendre leur production à l'agence et l'entreposent chez eux ou le vendent au noir. Fait intéressant, l'érablière du président de la FPAQ et celles de trois autres administrateurs sont victimes d'incendies sans que les responsables ne puissent être identifiés. Si les trois incendies en deux ans qui touchent l'érablière du président de la FPAQ sont suspects, il n'y a rien qui puisse relier les autres à des actes de vandalisme. Pourtant, *La Terre de chez nous* laisse entendre

dans plusieurs articles que ce serait peut-être le fait de mécontentEs¹³⁸, notamment le groupe rassemblé autour de M. Léo Doyon qui est en conflit ouvert avec la FPAQ depuis 1993^a.

L'Union paysanne s'en mêle

Pour contrer cette nouvelle expression de la logique centralisatrice des plans conjoints, l'Union paysanne met sur pied début 2002 un comité acéricole qui deviendra rapidement l'Union acéricole paysanne, affiliée à l'Union paysanne¹³⁹. Dès avril elle recommande aux acériculteurs de « garder leur sirop » chez eux et de ne pas signer de contrat avec la FPAQ¹⁴⁰. Une première rencontre publique (une dizaine sont prévues) a lieu le 13 mai 2002 à Sainte-Agathe-de-Lotbinière en présence d'une centaine d'acériculteurs, de Roméo Bouchard président de l'Union paysanne et de Russel O'Farrell, leader émergent des acériculteurs contestataires. Une trentaine d'entre eux signent alors leur carte de membre. Des acériculteurs employés par la FPAQ sont aussi pris à parti et accusés de conflit d'intérêt : on leur demande combien ils sont payés pour faire le travail des structures centrales de l'UPA.

Tout comme lors de la création de l'Union paysanne, les élites syndicales de la FPAQ vont tout de suite remettre en question sa représentativité en annonçant que le comité

^a M. Doyon et trois collègues ont engagé en 1993 un recours collectif de 11M\$ contre la FPAQ et le Regroupement de commercialisation des produits de l'érable (RCPEQ) concernant des transactions douteuses et des pratiques non démocratiques sur les surplus de sirop des années 1990-1991. Ce recours comprend 5430 acériculteurs. La Cour supérieure donnera raison à M. Doyon, mais la Cour d'appel renversera cette décision, qui sera elle-même re-renversée par la Cour suprême. Il serait long d'expliquer les détails de cette lutte. Cependant, il est important de noter que la FPAQ ne dispose pas de la confiance inébranlée de ses administrés. Au contraire, depuis 1990 les tensions sont vives entre les acériculteurs, la FPAQ, le Regroupement de commercialisation des produits de l'érable et les acheteurs autorisés de sirop d'érable. D'autres acériculteurs tentent depuis quelques mois de faire suspendre la convention de vente de l'an 2000 car elle serait inique. En ce sens la contestation de l'Union paysanne vient rajouter une couche de récriminations par-dessus celles déjà existantes. Cela explique en partie la forte mobilisation qu'elle sera capable d'accomplir avec les acériculteurs. Pour une introduction aux détails, consulter : Loïc Hamon, « Le Beauceron du recours collectif », Longueuil, *TCN*, 2 mars 2000, p. 10-11; Loïc Hamon, « Producteurs en colère », Longueuil, *TCN*, 22 juin 2000, p. 1; Loïc Hamon, « Une guerre s'annonce dans le sirop », Longueuil, *TCN*, 11 janvier 2001, p. 1-2; Loïc Hamon, « Les producteurs de sirop auront-ils leur 11 millions \$? », *TCN*, 15 février 2001, p. 11.

acéricole est contrôlé par les acheteurs de sirop d'érable : « [c]e qui agace le plus le président de la Fédération, c'est de constater que l'Union paysanne a créé un comité acéricole où l'on trouve en grande majorité des acheteurs ou des représentants d'acheteurs »¹⁴¹, des gens « qui doivent de l'argent aux acériculteurs » ou qui cherchent à exporter en dehors de l'agence. Le comité comprend effectivement quelques acériculteurs qui sont aussi des administrateurs de leur propre coopérative, Citadelle, le plus gros acheteur de sirop d'érable du Québec, mais la majorité des quelques 300 personnes qui signeront une carte de membre sont des petits acériculteurs, indépendants ou sociétaires d'une coopérative. Roméo Bouchard l'affirme dans une lettre d'opinion envoyée à *La Terre de chez nous* qui ne sera toutefois pas publiée. Il écrit, réitérant le caractère citoyen du syndicalisme de l'Union paysanne :

D'abord tous les membres du Comité sont producteurs.

Certains ont une production importante, mais ceci ne les empêche pas de défendre l'avenir des entreprises acéricoles familiales et la mise en marché locale.

Certains sont des exportateurs, mais l'Union paysanne n'est pas contre l'exportation, pourvu qu'on en fasse pas le but premier de l'agriculture.

Certains sont aussi des commerçants, car nous croyons, en tant que syndicat citoyen et non corporatif, qu'il est important de tenir compte de tous les maillons de la chaîne qui va du producteur au consommateur, et que les acheteurs ont un rôle essentiel à jouer pour acheminer le sirop aux clients, ouvrir de nouveaux marchés et maintenir une saine compétition. Un système qui, à toutes fins [*sic*] pratiques, les exproprie et exproprie les producteurs individuels, risque fort de compromettre la mise en marché du sirop d'érable¹⁴².

L'Union paysanne commence rapidement à rassembler les mécontentEs. Elle fait la tournée des régions acéricoles au cours du printemps (Témiscouata, L'Islet, Bellechasse, Lotbinière, Beauce, Mégantic, Lanaudière, Montérégie) et huit assemblées publiques ont lieu où l'on voit se relayer les ténors du mouvement : Roméo Bouchard, Daniel Pinard, Gilles Tardif, Russel O'Farrell et Simon Deschênes, ces deux derniers étant rapidement devenus les leaders de la contestation acéricole. Plus de 1000 personnes auraient assisté aux assemblées¹⁴³, incluant plusieurs syndicalistes de la FPAQ. Rapidement le comité acéricole paysan va rassembler des centaines de mécontentEs, comme le montre le tableau 7 ci-bas.

Tableau 7. Évolution des adhésions à l'Union acéricole paysanne, 2002-2005

Date	Nombre déclaré de membres
Février 2002 (naissance)	Moins de 200
Février 2003 (incorporation)	Plus de 200
Mai 2003	300
Juin 2003	Plus de 300
Décembre 2003	Plus ou moins 300
Août 2004	Revendique 400 membres, plus une coalition de plusieurs centaines d'acériculteurs de quatre régions.
Mai 2005	Revendique 350 membres

Source : constitué à partir des déclarations publiques des leaders de l'Union acéricole paysanne.

Le 12 juin 2002, un groupe de mécontentEs qui n'a pas rempli ses formulaires pour l'agence de vente se rend directement au siège social de l'UPA à Longueuil pour « réclamer leur chèque » : « Mon sirop est parti chez eux il y a un mois, et, depuis, plus de nouvelles. Je n'ai reçu à cette heure aucun dollar et aucune lettre de bonne réception pour le sirop que j'ai envoyé », déclare M. Étienne Beauregard, acériculteur à Roxton Pond, « [...] mon intention est de rester là tant que je n'aurai pas reçu mon chèque, quitte à coucher sur place! La police pourra toujours venir nous chercher! »¹⁴⁴. Ayant signé sa carte de l'Union paysanne, il affirme : « [j]'ai payé ma cotisation, et j'attends maintenant que l'Union paysanne agisse pour que ce ne soit plus un même syndicat qui gère tout notre sirop au Québec. Je souhaite qu'il y ait une concurrence »¹⁴⁵. M. Gilles Tardif, l'un des précurseurs de la lutte contre les mégaporcheres, pilier de l'Union paysanne depuis sa fondation, présent sur place, réaffirme que ce qui se passe dans le sirop d'érable est une expression du monopole de l'UPA et de sa logique mercantile : « [c]e que demande l'Union paysanne aujourd'hui, c'est la liberté de mise en marché et que les producteurs puissent vendre leur sirop où ils veulent. L'UPA c'est un monopole. Avec eux, c'est crois ou meurs! »¹⁴⁶. Après avoir pas mal « chialé », M. Beauregard repartira avec son chèque ce jour-là.

En juillet 2002, fort de l'appui de dizaines d'acériculteurs et d'une pétition de 400 noms, le Comité acéricole dépose une requête légale devant la RMAAQ demandant la suspension de l'agence de vente unique « pour les producteurs qui le désirent »¹⁴⁷, arguant qu'un manque d'information a présidé à son implantation et que les acériculteurs pourraient

subir des préjudices financiers importants considérant le type de contrat proposé par la FPAQ. Le requérant et la requérante, M. O'Farrell et Mme Maryse Guay, demandent en plus à la RMAAQ de tenir un référendum parmi les acériculteurs pour décider s'ils veulent vraiment d'une agence de vente unique. Le référendum serait nécessaire car malgré que la FPAQ affirme que tous les producteurs ont pu s'exprimer, dans les faits les projets d'agence se sont succédés, n'étaient pas clairs et le dernier fut accepté par des délégués et non par les producteurs eux-mêmes. Ils affirment aussi pouvoir proposer un plan alternatif de mise en marché « qui respecte la liberté des producteurs locaux, garantit un revenu décent aux entreprises acéricoles familiales, et favorise la production et la vente libres de sirop de qualité plutôt qu'une standardisation industrielle de cette production typique des régions du Québec »¹⁴⁸. Ce sont là les revendications principales que l'Union acéricole paysanne mettra de l'avant tout du long de son combat. Contre toute attente, la Régie accepte d'entendre la requête et y consacra deux jours en février 2003, soit sept mois plus tard et juste à l'aube de la saison 2003 (ce qui laisse très peu de temps pour prendre une décision...) ¹⁴⁹.

Entre temps, la saison 2002 a été chaotique et la FPAQ peine à contrôler la situation. Elle a multiplié les contrôles pour décourager les réfractaires : « la Fédération a entrepris une chasse aux sorcières contre les producteurs soupçonnés d'avoir vendu du sirop au noir, c'est-à-dire hors du canal unique de l'Agence. Des inspecteurs-gadgets déguisés en clients ont été utilisés et des lettres d'intimidation ont été envoyées à ceux qui n'ont pas livré un volume de sirop correspondant au nombre d'entailles possibles de leur érablière », affirme la nouvelle Union acéricole paysanne¹⁵⁰. Celle-ci s'est récemment constituée en syndicat professionnel, tout comme l'Union paysanne avant elle, et affirme en février 2003 compter 200 membres, toutes et tous acériculteurs reconnus¹⁵¹. Son membership montera jusqu'aux alentours de 400 en août 2004. Elle invite aussi ceux et celles victimes des « inspecteurs-gadgets » ou de représailles de la part de la FPAQ à la contacter « pour organiser une défense collective » contre « ces monopoles de mise en marché et ces canaux uniques et obligatoires de vente [qui] briment la liberté des producteurs, favorisent la concentration de la production, menacent l'avenir de la production familiale et [qui] doivent être remis en question »¹⁵². Constatant que l'Union acéricole paysanne s'organise, tente d'obtenir la liste des producteurs acéricoles du Québec et soupçonnant certains de ces membres de vendre illégalement leur

production, la FPAQ dépose des requêtes devant la RMAAQ pour interdire à l'Union acéricole et à l'Union paysanne toute sollicitation ainsi que toute tentative de vente à l'extérieur de l'agence¹⁵³.

En mars et avril 2003, alors qu'arrivent les derniers paiements pour la saison précédente, « c'est la révolte qui menace d'emporter l'agence de vente » affirme l'Union acéricole paysanne¹⁵⁴ en signalant que certains ont vu « leur paie » amputée de 25% à cause des mauvaises ventes et que par conséquent « la colère gronde ». La révolte n'est toutefois pas proche d'éclater comme le syndicat semble le souhaiter. La FPAQ affirme pour sa part que ce ne sont qu'effets d'ajustements à cause des avances en trop payées l'année dernière. Le journaliste de *La Terre de chez nous* qui rapporte cette explication, sans abonder dans le même sens que l'Union acéricole paysanne, n'hésite quand même pas à parler d'une « réaction d'agacement et parfois de colère », mentionnant au passage que près de 3000 messages ont été laissés sur le répondeur téléphonique de la FPAQ au cours du dernier mois¹⁵⁵.

La bataille juridico-administrative se poursuit en mai alors que la RMAAQ rend sa décision quant aux requêtes déposées par l'Union acéricole paysanne l'année dernière et qu'elle a examinée en février. La Régie les rejette, retenant plutôt la requête en irrecevabilité déposée par la FPAQ « sous prétexte que les demandes de l'Union acéricole paysanne étaient des demandes déguisées de révision des décisions de la Fédération et de la Régie relative à l'Agence de vente. En d'autres mots, il n'est pas permis au Québec à des producteurs de contester ces décisions auprès de la Régie qui les a approuvées », analyse le syndicat paysan¹⁵⁶. La Régie refuse ainsi de prendre en considération les requêtes pour tenir un référendum, pour obtenir la liste des acériculteurs, pour suspendre l'agence et ré-appliquer la convention de 2001, pour rendre publique l'entente entre la Financière agricole et la FPAQ et pour bloquer les autres plans de la FPAQ, notamment l'imposition de quotas de production (qui sera annoncée bientôt). L'Union acéricole porte cette décision en appel en Cour supérieure, arguant que la RMAAQ n'a pas examinée la preuve présentée et qu'elle ne connaissait pas le contenu de l'entente entre la Financière agricole et la FPAQ au moment d'entériner le règlement qui donne naissance à l'agence de vente unique, ce qui réduisait sa capacité à décider¹⁵⁷. L'Union acéricole paysanne sera là aussi déboutée.

Ce recours aux instances de la RMAAQ et de la Cour supérieure montre une volonté d'agir à l'intérieur du système, mais avec un répertoire d'action collective qui ne lui est pas habituel, un répertoire turbulent fait de campagne médiatique, de manifestations publiques, d'admonestations et de prises de positions dans des lieux à l'extérieur des instances, mais adressées à celles-ci. Une logique d'action caractéristique des exclus qui demandent leur inclusion dans le système mais entendent aussi conserver leur autonomie d'action face à celui-ci.

Par exemple, profitant du momentum, les membres de l'Union acéricole paysanne se présentent en nombre à l'audience consultative de la RMAAQ sur l'implantation du contingentement de la production acéricole, qui se tient le 12 juin à Victoriaville. A cette occasion, elle « s'est opposée vigoureusement au règlement proposé par la Fédération de l'UPA »¹⁵⁸. « [U]ne bonne partie de la salle présente [...] a applaudi l'intervention du Comité acéricole comme celle de tous les opposants plus ou moins directs aux quotas », mentionne Thierry Larivière de *La Terre de chez nous*, qui suit le dossier depuis les débuts¹⁵⁹. L'Union acéricole demande aussi quelle est la pertinence d'établir des quotas alors que le Québec domine un marché en pleine expansion. Son argument principal demeure toutefois celui de la concentration de la production : le système proposé lie le quota à l'érablière, empêchant les nouveaux projets d'éclore, les nouveaux marchés de se développer et favorisant le rachat des érablières par les plus gros propriétaires. La description qu'elle fait du système imposé met en exergue le contrôle de la production acéricole par les financiers et les têtes dirigeantes de l'UPA :

Si la Fédération de l'UPA réclame ces quotas, c'est essentiellement parce que, pour s'assurer le contrôle de cette production et à l'encontre de toutes les libertés civiles et de toutes les règles du marché, elle a imposé l'an dernier, sans information suffisante, une agence de vente unique et obligatoire, financée par le [*sic*] Financière agricole. Cette agence a encouragé systématiquement la surproduction par des prix garantis et restreint l'accès des marchés aux producteurs et aux acheteurs en obligeant tous les vendeurs à passer par la Fédération. Et maintenant, la Financière agricole, craignant pour ses avances, exige un contrôle des surplus, et les Caisses Desjardins, qui siègent à la Financière, annoncent qu'elles ne prêteront plus à ceux qui n'auront pas de quotas!¹⁶⁰.

L'Union acéricole liera toujours les financiers à la crise qui prévaut. La mise en place de l'agence de vente a contribué à l'accroissement de l'endettement des petits acériculteurs.

L'imposition des quotas, alors que plusieurs viennent d'investir sur leur érablière pour suivre l'évolution du marché, risque de leur faire perdre leurs moyens. La lutte se poursuit tout l'été 2003 dans les instances de la RMAAQ alors que la FPAQ dépose successivement des requêtes pour déclarer invalide le syndicat professionnel « Union acéricole paysanne », arguant que des acheteurs s'y retrouvent et qu'ils ne peuvent avoir les mêmes intérêts que des producteurs. Cela montre, s'il le faut, la vision corporatiste et segmentée de la chaîne agroalimentaire, alors que plusieurs des membres de l'Union acéricole paysanne se désignent comme des producteurs-transformateurs ou des artisans-transformateurs. Dans le même ordre d'idée, la FPAQ porte aussi plainte auprès de l'Inspecteur général des institutions financières du Québec qui a accepté la charte de l'Union paysanne, arguant que des « citoyens » et des « agriculteurs » n'ont pas d'intérêts communs à défendre et ne peuvent se présenter comme un syndicat professionnel. Cette plainte ne sera pas retenue. La FPAQ dépose aussi une requête pour examiner des transactions commerciales effectuées par des membres du Comité paysan qu'elle juge illégales, en l'occurrence l'exportation directe de sirop d'érable sans passer par l'agence¹⁶¹. Lors de l'audience de la RMAAQ à ce sujet, le 3 juillet 2003, l'Union acéricole paysanne réitère le principe de solidarité et refuse que son président, M. O'Farrell, soit personnellement mis en examen pour ses pratiques commerciales, une manœuvre visant explicitement, selon elle, à tuer l'organisation dissidente¹⁶². Elle réplique plutôt en déposant en Cour supérieure une demande de jugement déclaratoire « pour que soit établi le droit des acériculteurs de continuer à exporter directement leur sirop d'érable dans d'autres provinces ou d'autres pays, sans passer par l'Agence de vente et sans s'exposer aux pénalités abusives de \$1 la livre que plusieurs se voient réclamer présentement »¹⁶³. La requête réclame des protections pour les plus petites érablières ainsi que pour celles qui avaient déjà des relations commerciales de confiance. On réclame, autrement dit, le libre commerce :

C'est une gimmick, lance Arnold Raymond, producteur de sirop d'érable dans les Cantons de l'Est. Avant, on vendait très bien notre sirop. On avait nos marchés. Maintenant, avec la centralisation des ventes, il y a du traînage, de la paperasse et pas de liberté d'action. L'UPA est partout, elle nous contrôle, nous surveille et gagne de l'argent sur le dos des producteurs¹⁶⁴.

L'Union acéricole sera toutefois déboutée en Cour supérieure de toutes ses requêtes : elle ne peut réclamer une révision de la décision de la RMAAQ sur l'implantation de

l'agence de vente, elle ne peut demander une exemption au plan conjoint (la situation n'est pas assez exceptionnelle pour cela) et, de plus, son président et M. Deschênes devront répondre aux questions de la FPAQ concernant leur érablière et leurs pratiques commerciales¹⁶⁵.

Pour tenter de faire tomber cette dernière procédure, l'Union acéricole paysanne demande aux membres de l'Union paysanne et à ses sympathisantEs de faire parvenir un courriel-type à Mme Françoise Gauthier, ministre de l'Agriculture depuis que le PLQ a pris la tête du gouvernement en avril 2003. Ce courriel mentionne le « profond malaise » dans la filière acéricole et demande à la ministre d'intervenir car il s'agit du respect des pouvoirs de l'État : « Interviendrez-vous, ou devons-nous bientôt changer de symbole sur le drapeau canadien? », conclut le courriel en voulant signifier que l'UPA se substitue au gouvernement. L'Union paysanne, par le biais de son nouveau journal, offre aussi un dossier sur « La guerre du sirop d'érable » dans lequel elle défend les petits acériculteurs qui se sentent floués par la FPAQ¹⁶⁶. La campagne médiatique va de pair avec la participation aux instances de la Régie. Les décisions de celle-ci, théoriquement administratives, sont politisées par l'Union acéricole qui accuse la RMAAQ de participer au régime corporatiste de gestion agricole. Les commissaires de celle-ci sont régulièrement identifiés comme « provenant de la filière UPA » et on les accuse de céder à toutes les pressions du syndicat monopolistique.

Illustration 4. Collages apparaissant dans une lettre-type envoyée à la ministre de l'Agriculture par les membres de l'Union acéricole paysanne et de l'Union paysanne, janvier 2004



Source : courriel envoyé aux membres de l'Union paysanne par le secrétariat du syndicat avec la directive de le retransmettre, janvier 2004. Ce courriel accompagné d'iconographie explicite veut signifier que l'État abdique ses pouvoirs face à la corporation agricole.

Malgré toutes ces tentatives c'est encore une fois peine perdue : le système des quotas est retenu par la RMAAQ en septembre 2003. On apprendra un peu plus tard que les quotas seront limités à 75% de la production individuelle de 2003. La FPAQ cherche à contrôler drastiquement les surplus. L'Union acéricole paysanne se lance aussitôt en tournée régionale de consultation pour canaliser la mobilisation. Elle se rend dans une dizaine de villages de trois régions entre le 14 octobre et la mi-décembre 2003¹⁶⁷. Par un froid lundi le 8 décembre, des acériculteurs font une « Tournée du Père Noël sucré » dans les rues de Québec, habillés en Père Noël et distribuant gratuitement du sirop d'érable pour sensibiliser les consommateurs à leur problème. Ils dénoncent toujours l'agence de vente qui, après un an et demi de fonctionnement, n'a pas fait ses preuves et n'a pas calmé les récriminations :

[...] M. Russell O'Farrell, soutient que la FPAQ leur avait promis de faire mieux que « les méchants acheteurs ». Mais, un an et demi plus tard, M. O'Farrell prétend que c'est le désastre.

« Quarante-six millions de livres de sirop en entrepôt, dit-il, qui coûte une fortune en entretien aux producteurs; des paiements réduits de moitié, des milliers d'érablières familiales menacées de disparaître; la peur de la Gestapo et de la faillite. »

Dans la même foulée, il s'en prend à la RMAAQ « qui approuve servilement », la Financière agricole « qui finance à même les fonds publics » et la ministre de l'Agriculture « qui ferme les yeux et fait semblant de croire aux apparences de démocratie d'une poignée de personnes qui sont en train de détruire une industrie qui nous est propre » [...]

« [N]ous voulons un référendum qui nous permettra de se prononcer librement sur l'agence de vente et les quotas obligatoires imposés par la fédération de l'UPA et dont plus personne ne veut, sauf quelques favorisés, parce qu'ils les conduisent tout droit à la ruine. »

Ils revendiquent en outre « la liberté d'adhérer à un autre syndicat », soit l'Union paysanne¹⁶⁸.

Pour leur part, les officiers syndicaux et les employés de la FPAQ estiment que ça ne va pas si mal, malgré un inventaire cumulé de 45 millions de livres de sirop invendu fin 2003 – l'équivalent des deux tiers de la récolte d'une bonne année. La FPAQ affirme que plus de 90% des acériculteurs ont volontairement adhéré au programme d'avances financières et que 97% des 7400 acériculteurs enregistrés ont fait parvenir une demande de quota¹⁶⁹. De plus, le président de la FPAQ est réélu par acclamation par les délégués présents lors de leur assemblée générale, ce qui laisse croire à une appréciation de son travail¹⁷⁰. L'Union

acéricole paysanne réplique immédiatement : lors de sa propre assemblée générale tenue à Saint-Malachie-de-Bellechasse, les membres appuient de façon unanime

la demande d'un moratoire de deux ans sur l'Agence de vente et les quotas de production [...], le temps d'élaborer avec tous les intervenants un système de mise en marché qui respecte davantage la liberté de marché et un système de classement qui mette en valeur la qualité et les saveurs caractéristiques de chaque sirop, le tout devant être soumis par référendum aux acériculteurs¹⁷¹.

« Ça bouille dans le sirop d'érable »

A l'approche de la saison des sucres de 2004, la tension monte d'un cran dans cette querelle qui dure sans interruption depuis près de deux ans (sans compter les autres contentieux des années 1990-2000, si bien que le torchon brûle depuis longtemps). Bien que l'Union acéricole paysanne n'accumule pas les victoires, ses membres ne fléchissent pas et on constate que ses actions et ses discours ont un certain effet : mi-février 2004, « un nouveau Regroupement acériculture de Haute-Gaspésie » (RADHG) bloque, à Richmond, la tenue d'une réunion d'information de la FPAQ sur le nouveau système des quotas. « Une trentaine de producteurs gaspésiens, en colère contre l'implantation des quotas, ont expulsé manu militari [les] représentants [de la FPAQ] »¹⁷². Les Gaspésiens demandent rien de moins que le retrait de la région du plan de la FPAQ : retrait des quotas, retrait de l'agence et établissement d'un plan conjoint régional. Il est important de mentionner que les agriculteurs gaspésiens, dans plusieurs secteurs de production, demandent depuis des années la possibilité de s'autogérer et de définir eux-mêmes les orientations agricoles de leur région afin de mieux contrer l'exode démographique et d'assurer le développement, comme en fait foi cet extrait du porte-parole du RADHG, M. Claude Fecteau :

On désire l'autonomie et on veut sortir du plan provincial. Ce n'est pas une guerre à finir avec l'UPA qu'on veut. On veut simplement se prendre en main, se développer et prendre les outils nécessaires pour le faire. [...] C'est encore une histoire où les règles provinciales pénalisent les régions. Détachez-nous les mains et on fera une demande [...] à la Régie des marchés agricoles pour avoir un plan conjoint gaspésien et seulement pour la Gaspésie. Si l'UPA de la Gaspésie veut travailler avec nous, tant mieux¹⁷³.

L'acériculture en Gaspésie est à très petite échelle : moins de trente producteurs sont officiellement enregistrés au MAPAQ et on y compte 200 producteurs de moins de 2000 entailles, considérés quantité négligeable pour le système. L'Union acéricole paysanne ne serait pas en cause dans ce charivari¹⁷⁴, bien que ce regroupement gaspésien se joindra plus tard à sa lutte. Cela montre que le discours de l'Union acéricole paysanne et ses méthodes d'action ont des répercussions. Le président de la FPAQ considère les demandes gaspésiennes « farfelues » et jure ses grands dieux qu'il ne reviendra plus en Gaspésie¹⁷⁵. Qu'à cela ne tienne, une autre séance d'information est prévue à Saint-Georges-de-Beauce la semaine suivante. Ce soir-là le scénario se répète, mais à plus grande échelle : la salle est remplie à craquer de 900 acériculteurs. Quelques 200 personnes seraient « venues de l'extérieur pour perturber l'assemblée » :

« Dès les premiers moments », écrit le journaliste Jacques Légaré, « les opposants se sont emparés des micros et ont déversé leur fiel sur les dirigeants syndicaux durant plusieurs minutes. Par la suite, un groupe a grimpé sur l'estrade et a entouré le président de la Fédération des producteurs acéricoles du Québec, Pierre Lemieux. Ce dernier ne semblait tout d'abord pas vouloir céder à l'intimidation, mais il s'est finalement rendu à l'évidence que l'assemblée ne pourrait avoir lieu, et il a quitté. Le président de l'Union paysanne, Roméo Bouchard, a ensuite pris sa place sur la tribune, où il a fait état des idées et des actions de son organisme¹⁷⁶. »

L'Union acéricole paysanne raconte une version différente de l'histoire et affirme dans un communiqué de presse que c'est l'assemblée qui a expulsé les dirigeants de la FPAQ et que cela « remet en question la légitimité de la Fédération elle-même et devrait inciter la Régie des Marchés et la Ministre de l'Agriculture à cesser de cautionner une telle situation et à intervenir rapidement pour éviter de compromettre la saison qui commence »¹⁷⁷. Le système, selon elle, ne fait plus consensus; la RMAAQ devrait déclarer un moratoire sur l'agence de vente le temps de régler tous les problèmes. L'Union acéricole demande aussi « l'abandon de toutes les poursuites et une enquête publique sur le sirop en inventaire ». Les poursuites contre des acériculteurs qui auraient contourné les règles seraient, à ce moment, au nombre de 1000¹⁷⁸, alors que l'inventaire invendu dépasse les 45 millions de livre, du sirop accumulé depuis l'an 2000.

Illustration 5. Expulsion du président de la FPAQ par l'Union acéricole paysanne, Saint-George-de-Beauce, février 2004



C'est dans la confusion que le président de la Fédération des producteurs acéricoles du Québec, Pierre Lemieux, au centre, a quitté l'assemblée d'information en Beauce.

Ça joue des bras dans le sirop!

Source : *TCN*, 26 février 2004, p. 1. Le président, M. Lemieux, est au centre de la photo, les yeux au sol.

L'histoire risque de se répéter à Granby lors d'une 3^e assemblée où le Syndicat des producteurs acéricoles de la région de St-Hyacinthe a pris soin d'engager des agents de sécurité chargés d'identifier les quelques 200 participantEs et de les filtrer à la porte. Un opposant qui distribuait des tracts, M. Jacques Fournier, se fait interpellé mais on ne lui refuse pas l'entrée. Il se présente au micro sitôt l'assemblée ouverte et demande à ce qu'on fasse entrer la cinquantaine d'acériculteurs de l'Estrée à qui on a refusé le passage parce qu'ils ne sont pas de la région. L'assemblée acquiesce. La réunion fut assez houleuse, les acériculteurs s'invectivant dans la salle à tel point que le propriétaire des lieux appela la police, qui n'eut toutefois pas à intervenir¹⁷⁹.

A Sainte-Agathe-de-Lotbinière le 24 février on ne prend pas de chance : huit agents de sécurité gardent la salle où de 600 à 800 acériculteurs se rassemblent : « [n]ous avons augmenté les mesures de sécurité afin de nous assurer que tous les producteurs de sirop d'érable pouvaient avoir l'information car nous avons entendu dire que l'Union paysanne se

préparait à venir perturber l'assemblée de ce soir »¹⁸⁰, justifie un administrateur du syndicat local. Plusieurs sont effectivement présentEs dans la salle et ils et elles poseront des questions. Deux membres de l'Union acéricole paysanne, M. Magella Champagne - identifié comme l'un des meneurs de l'expulsion de Pierre Lemieux une semaine plus tôt - et Mme Angèle Grenier, se font prendre à partie alors qu'il et elle distribuent des tracts à l'extérieur de l'assemblée : « « Un individu m'a saisi par le cou et m'a dit qu'on ne voulait pas me voir en dedans avec mes feuilles », a exprimé M. Champagne, qui a également vu un autre participant s'emparer du tract qu'il venait de lui remettre et le lui déchirer au visage »¹⁸¹. A l'intérieur la tension est palpable, « les insultes et les gros mots » se multiplient malgré les consignes et les rappels à l'ordre du président du syndicat acéricole de la région de Québec, M. Gilles Marchand, encadré de quatre gardiens aux pieds de l'estrade. Une joute verbale intense se jouera entre M. Champagne et le président de la FPAQ Pierre Lemieux, où le premier lui demande clairement et sèchement des éclaircissements. Ce « point tournant » de la soirée se termine par des propositions de paix malhabiles entre deux hommes sur leur garde, un « épisode surréaliste » qui a permis, selon le journaliste qui rapporte la scène, de faire baisser la tension¹⁸². Le lendemain à Saint-Nérée-de-Bellechasse une 5^e assemblée s'ouvre sous la protection de la Sûreté du Québec, mais aucun opposant n'est visible. Pierre Lemieux, pour une fois, peut faire passer son message sans interruption ni charivari¹⁸³. Une autre audience, devant la RMAAQ cette fois, pour fixer les prix pour la convention de mise en marché de 2004 entre la FPAQ et les acheteurs, s'ouvre aussi sur une confrontation avec des membres de l'Union paysanne qui voudraient filmer pour montrer le corporatisme des négociations. Ils en sont empêchés¹⁸⁴. Si l'Union acéricole paysanne est présente à ce moment, c'est aussi qu'elle tente de se faire reconnaître, tout comme l'Union paysanne, comme un syndicat représentatif de centaines d'acériculteurs et qui, par conséquent, a la légitimité de siéger aux instances agricoles. Une des demandes principales de l'Union paysanne est que la structure des plans conjoints soit ouverte à plus d'un syndicat et à plus d'une façon de mettre en marché les produits agricoles. C'est en ce sens que la séance d'arbitrage qui détermine les prix de vente revêt une importance à la fois symbolique et concrète pour les acériculteurs engagés dans une lutte pour l'autonomie et la reconnaissance de leur acteur collectif.

Le climax de la lutte n'est toutefois pas encore atteint. Refusant de reculer devant l'intimidation, la FPAQ reprend le 8 mars sa réunion avortée à Saint-Georges-de-Beauce, encadrée cette fois d'agents de sécurité et d'une dizaine de policiers de la SQ. Une centaine de membres de l'Union acéricole « venus de l'extérieur de la région »¹⁸⁵ cherchent à entrer dans la salle où sont déjà installées 800 personnes. On leur refuse l'entrée et le brasse-camarade éclate. Pendant l'échauffourée, un journaliste-photographe local, qui collabore à *La Terre de chez nous* et qui a écrit un article sur l'expulsion de Pierre Lemieux le 18 février (article cité ci-haut), se fait admonester, bousculer et voler son appareil-photo¹⁸⁶, ce qui déclenchera une levée de bouclier contre les « dérapages » de la contestation¹⁸⁷. Les leaders de l'Union acéricole paysanne réussiront toutefois à entrer dans la salle et à poser des questions durant l'assemblée qui se déroule « harmonieusement ».

Devant toutes ces échauffourées, ces poursuites judiciaires et ce visible mécontentement, la ministre de l'Agriculture Mme Françoise Gauthier s'impatiente. Affirmant vouloir privilégier la concertation, elle clame toutefois qu'elle n'hésitera pas à se servir du pouvoir d'enquête qu'elle détient. Cet avertissement arrive à la fin de février 2004. Au cours du mois de mars elle mandatera le président de la Table filière acéricole, Normand Bolduc, pour réunir un comité consultatif qui évaluera la situation. L'Union acéricole s'insurge et affirme que la ministre a encore reculé devant l'UPA qui ne veut pas que ses méthodes soient remises en question, devant la Financière agricole (qui vient de prêter 100 autres millions de dollars à la FPAQ) et devant les pressions du Premier ministre québécois lui-même. L'Union acéricole, qui demande toujours à la ministre un moratoire sur l'agence de vente et les quotas, déplore que le comité Bolduc,

sans pouvoir d'enquête ni de décision, [...] va recommencer des consultations mille fois faites [...]. Lors de la rencontre que les dirigeants de l'Union acéricole paysanne ont eu avec M. Bolduc, il est apparu clairement que les négociations ne porteraient que sur des accommodements mais qu'il n'était pas question de remettre en cause l'Agence de vente et les quotas, ni même les poursuites comme telles. Quant à la table filière, sa composition ne permet aucunement de représenter le point de vue des producteurs en ce moment¹⁸⁸.

Le syndicat paysan rappelle que la ministre aurait pu utiliser certaines dispositions légales pour suspendre l'agence de vente, notamment celles relatives à la qualité des produits. L'Union acéricole paysanne argue en fait que l'inventaire de 45 millions de livres de sirop est

d'une qualité douteuse et que l'agence de l'UPA n'est pas capable d'assurer une bonne mise en marché, ce que réfute immédiatement, on s'en doute, le président de la FPAQ¹⁸⁹.

Le comité Bolduc tiendra quand même ses consultations informelles auprès de plus de 150 intervenantEs du milieu. Pendant ce temps, visant l'échelon politique car le juridique semble bloqué, les acériculteurs contestataires ne perdent pas une minute : ils sont entre 200 et 300 à manifester bruyamment devant l'Assemblée nationale du Québec le 4 juin 2004 pour réclamer une rencontre avec la ministre. A cette occasion c'est M. Léo Doyon qui agit à titre de porte-parole; il vient d'être condamné en Cour d'appel à payer des contributions non versées à la FPAQ de 1997 à 2001¹⁹⁰, soit pendant qu'il contestait judiciairement les pratiques de la FPAQ et du RCPEQ. Un autre, M. Guy Gagné de Saint-Louis-de-Bellechasse, affirme s'être fait imposer des amendes totalisant 170 000\$ par la FPAQ¹⁹¹. Les manifestantEs réussiront à rencontrer huit députés libéraux, dont l'adjoint de la ministre, pendant que cette dernière assiste à une réunion concernant le BAPE sur l'industrie porcine. Le Rapport Bolduc arrive fin juin. Il recommande un sondage indépendant parmi les acériculteurs pour vérifier leur appréciation du système, et ensuite une solution concertée de tous les acteurs, appelant la FPAQ à plus d'ouverture à la discussion. Le rapport lui reproche son manque de transparence et sa mauvaise gestion des processus démocratiques internes. Normand Bolduc recommande aussi de restreindre la portée de l'agence au sirop qui serait vendu en vrac, excluant celui vendu au détail même si un intermédiaire se glisse entre le producteur et le consommateur, ce qui réouvrirait la porte à la coopérative Citadelle et aux petits acériculteurs indépendants qui ont mis sur pied leur propre mise en marché. Il propose aussi d'autres mesures auxquelles l'Union acéricole paysanne se montre favorable.

En réalité, le rapport Bolduc répète, en utilisant d'autres mots et dans un caractère moins radical, les revendications principales de l'Union acéricole paysanne. Le rapport « brasse la cabane » et « met de la pression » sur la FPAQ, selon *La Terre de chez nous*¹⁹², alors qu'il « ouvre des portes mais ne règle rien dans l'immédiat » pour l'Union acéricole paysanne, notamment concernant l'arrêt des poursuites judiciaires qui se multiplient contre les réfractaires¹⁹³. Pour sa part, la FPAQ s'en dissocie et affirme par son président que « on dirait que ce gars-là [M. Bolduc] arrive d'une autre planète »¹⁹⁴. La table filière acéricole réserve quant à elle un accueil mitigé au rapport, les acheteurs n'étant pas contents. Une

pétition initiée par deux acériculteurs en faveur de l'agence de vente, comptant 300 noms, est aussi déposée à la table pour soutenir la FPAQ¹⁹⁵. Par ailleurs, la Cour supérieure estime que Citadelle ne peut pas faire bande à part du plan conjoint. Ainsi, malgré l'opposition des acériculteurs de l'Union paysanne et des acheteurs, malgré les ratés de l'agence et les critiques du Rapport Bolduc, la légalité de l'agence de vente est toujours confirmée par les tribunaux et soutenue par le ministère.

L'étau se resserre

A partir de ce moment, la FPAQ s'engage dans une « guerre aux récalcitrants »¹⁹⁶ afin de faire respecter les quotas et l'agence. En 2002, au moment de mettre celle-ci en place, elle affirmait vouloir effectuer des visites-surprises sur les fermes. L'Union acéricole paysanne l'avait par la suite accusée d'envoyer des « inspecteurs-gadget » intimider les récalcitrants. Durant la Guerre du sirop d'érable, le syndicat paysan affirme que plus de 1000 acériculteurs sont poursuivis pour avoir cherché à contourner l'agence. Le syndicat paysan va bientôt commencer à dénoncer les poursuites judiciaires : cela devient sa seconde revendication après la suspension de l'agence et du contingentement. C'est que la FPAQ a franchit un pas de plus et a engagé une firme de détectives privés pour traquer les réfractaires. Les agents visitent les érablières et demandent des comptes quant aux ventes. « Quelques-unes » auraient été « épinglées » en avril 2004; fin août, soixante-dix seraient sous enquête¹⁹⁷. Cette répression se poursuivra longtemps après la signature de la « paix » entre l'Union acéricole paysanne et la FPAQ en novembre 2004.

Cette pratique de cibler les agriculteurs réfractaires sur une base individuelle touche particulièrement MM. Russel O'Farrell et Simon Deschênes qui, ayant épuisé plusieurs recours juridiques, se retrouvent maintenant convoqués devant la RMAAQ pour examiner leurs transactions commerciales. Ils doivent ouvrir leurs livres de compte et prouver leurs transactions en fonction du volume de leur récolte. Ils s'exposent à des amendes de 30 000\$ chacun si toutes les allégations sont prouvées. L'enjeu est gros : c'est leur entreprise qui risque de ne pas s'en relever, leur boisé, leur érablière qui pourrait leur échapper. Pour ces

acériculteurs jaloux de leur autonomie et de leur liberté, qui se définissent comme des entrepreneurs du terroir, qui ont développé depuis les ans des relations commerciales pour mettre en marché leur production, le plus souvent localement à travers la famille, les amis ou le village, il est difficile de se présenter devant l'administration pour se faire reprocher des pratiques autrefois vantées et qui, maintenant, sont illégales.

L'audience se tient dans une auberge à Sainte-Foy le 20 août 2004. Les deux intimés sont présents munis de leurs dossiers. Les commissaires sont en place, tout pourrait débiter si ce n'était des 100 à 200 personnes qui crient dans la salle en agitant des « cannes de sirop » remplies de fèves ou de cailloux. Criant, chantant, faisant du bruit, injuriant et bousculant les commissaires et les représentants de la FPAQ, la foule poursuit son charivari jusqu'à ce que ceux-ci se lèvent, ferment leurs serviettes et quittent la salle l'air résigné¹⁹⁸. Les manifestantEs se dirigent ensuite vers les bureaux du ministère de l'Agriculture¹⁹⁹. Lors de cette nouvelle action turbulente qui bloque la tenue d'une séance d'un tribunal, deux journalistes de *La Terre de chez nous* sont virilement escortés dehors, sur l'ordre direct de Roméo Bouchard²⁰⁰. La police intervient à l'appel du directeur de l'hôtel mais la confusion règne et ce sont les journalistes qui sont priés par les forces de l'ordre de quitter les lieux.

Cela provoque une deuxième levée de bouclier de *La Terre de chez nous* contre la « violence » de l'Union paysanne. Cette fois la chose est jugée plus sérieuse et la Fédération professionnelle des journalistes du Québec s'en mêle en désapprouvant l'intimidation et les entraves à la liberté de presse²⁰¹. L'Union paysanne réagit en publiant une lettre explicative où l'hebdomadaire agricole est qualifié de *Terre de chez-eux*, « le journal privé de l'UPA, pour défendre les idées de l'UPA ». Les journalistes qui ont été bousculés - « sans grand dommage, d'ailleurs » - sont accusés d'avoir fait preuve de partialité dans leur relation des faits et de contribuer à la propagation de l'idéologie de l'UPA : « La Fédération des journalistes du Québec n'a pas compris que 'La Terre de chez-nous' est la Pravda^a] de

^a La Pravda ('la vérité') fut le quotidien officiel du pouvoir en Union soviétique entre 1912 et 1991. En Occident, l'expression est synonyme de propagande et de désinformation. On retrouve ici le langage anti-communiste de sens commun qui caractérise Roméo Bouchard et certains autres dirigeants du syndicat paysan.

l'UPA. Est-ce bien ce monopole totalitaire qu'elle veut protéger, elle qui est si opposée au monopole des entreprises d'information? », écrit Roméo Bouchard dans son langage image²⁰².

Illustration 6. MM. Deschênes et O'Farrell après l'expulsion des commissaires de la RMAAQ, Québec, août 2004.



Simon Deschênes et Russell O'Farrell de l'Union acéricole paysanne dans la salle d'audience de la Régie après la sortie forcée des régisseurs et des représentants de la FPAQ.

La Terre de chez nous, 26 août 2004, p. 4.

La séance de la Régie est reportée à la mi-décembre et les commissaires envisagent de poursuivre les deux intimés pour outrage au tribunal, arguant qu'ils ont tout orchestré²⁰³. Ceux-ci s'en défendent et affirment plutôt que « [l]a manifestation était un regroupement spontané de plusieurs groupes indépendants qui se sont entendus pour former à l'avenir une coalition »²⁰⁴. Pour réaliser cette action, les leaders de l'Union acéricole paysanne^a ont quand même fait passer des messages radiophoniques dans deux stations de radio rurales, invitant

^a Cinq personnes font l'essentiel du travail, toutes et tous acériculteurs sauf le dernier : Russell O'Farrell, Dominique Carmichael, Réjean Beaudoin, Doris Pelletier, Marcel Avoine, Roméo Bouchard. Simon Deschênes participe aussi, de même que d'autres personnes non identifiées.

les acériculteurs à venir manifester leur solidarité et leur mécontentement. Les membres de l'Union acéricole – elle en revendique 400 en août 2004 – sont aussi incitéEs à contribuer financièrement à la défense des accusés - 5000\$ sont amassés en quelques jours - et à s'impliquer dans une campagne médiatique et le lobbying : « Continuez à harceler vos députés, les représentants de la Fédération, et tous ceux qui peuvent faire pression sur le Gouvernement pour le forcer à prendre ses responsabilités »²⁰⁵. La nouvelle coalition annoncée comprend les acériculteurs du Regroupement acéricole de Haute Gaspésie, d'autres du Témiscouata, de la Beauce et de l'Estrie, ainsi que la nouvelle Association des acériculteurs-transformateurs artisans. La coalition demande l'abolition de l'agence de vente et une mise en marché qui, on l'a vu, respecte la liberté et l'autonomie des acériculteurs²⁰⁶. Elle affirme représenter 30% de ceux-ci pour quelques 25 millions de livres de production annuelle. L'animateur Daniel Pinard joint sa personnalité à leur cause et fustige la FPAQ lors d'une conférence de presse à Montréal en compagnie d'un restaurateur connu, M. Claude Beausoleil²⁰⁷. L'Union paysanne, encore une fois, a réussi à canaliser la contestation et à la joindre dans une coalition *ad hoc*.

Pendant ce temps la ministre Gauthier cherche à faire plier la FPAQ en l'enjoignant à lâcher du lest dans son monopole de vente. Cette dernière refuse catégoriquement, arguant que le Rapport Bolduc était biaisé et que la plupart des revendications de la coalition acéricole peuvent être satisfaites dans le cadre de l'agence de vente²⁰⁸. Des tractations s'engagent entre le ministère et la FPAQ pour régler certains « irritants ». Mais cela ne fait pas l'affaire de l'Union acéricole paysanne et de ses collègues de la coalition acéricole^a. Le président de l'Union acéricole fait parvenir une lettre au cabinet du Premier ministre Jean

^a À cette époque, *La Terre de chez nous* affirme que le groupe d'acériculteurs du Témiscouata s'est dissocié de l'Union acéricole paysanne lors de l'assemblée générale du Syndicat des producteurs acéricoles du Bas-St-Laurent/Gaspésie. Cette assemblée qui se déroule encore sous haute surveillance voit 300 acériculteurs poser des questions serrées aux employés et aux élus de la FPAQ. Mme Jacinthe Caron, porte-parole des mécontentEs du Témiscouata, aurait affirmé : « Je représente un groupe de producteurs dissidents qui sont insatisfaits du système actuel. Nous avons été mêlés malgré nous à l'Union paysanne. Nous revendiquons la même chose que la plupart des producteurs. Nous voulons être payés pour notre sirop », citée dans Alexandre D'Astous, « Les acériculteurs veulent être payés », Longueuil, *TCN*, 30 septembre 2004, p. 4. Cependant, elle dénonce *La Terre de chez nous* en décembre et réaffirme son soutien aux acériculteurs de l'Union acéricole paysanne. Elle juge que *La*

Charest affirmant ne plus avoir confiance en la ministre. Celle-ci aurait incité les acériculteurs récalcitrants à prolonger leurs moyens de pression, affirmant que des changements allaient survenir. Or, actuellement, la ministre « négocie en catimini des accommodements à la pièce » avec l'UPA, la FPAQ et même les représentants UPA de l'autonomiste Gaspésie²⁰⁹. Ces accommodements comprennent notamment un sursis et des amendes allégées pour les acériculteurs qui voudraient régler leur situation et rentrer dans le rang²¹⁰. La ministre affirme du même coup que si les acériculteurs veulent changer les choses, « ils devront être représentatifs et se manifester à plus de quatre »²¹¹. Cela provoque une réaction virulente de la part de l'Union acéricole paysanne – qui doit rencontrer la ministre la semaine suivante et qui ne se gêne pourtant pas pour la dénigrer dans l'espace public. L'Union acéricole estime que la ministre « a basement cédé aux pressions de l'UPA » en ignorant finalement le Rapport Bolduc, en établissant des compromis avec la FPAQ et, aussi, en congédiant un de ses principaux conseillers politiques. L'Union acéricole y voit des pressions de l'UPA et de son président Laurent Pellerin en personne. Elle prévoit aussi que la ministre, maintenant, ne fera plus rien pour régler la situation²¹².

Effectivement, on arrive à la conclusion de cette histoire. La ministre ayant soutiré un allègement des amendes, elle donne le signal qu'il est temps aux réfractaires de rentrer dans le rang et d'œuvrer à l'intérieur des limites de l'agence de vente. Des aménagements pourront toujours être négociés, comme le montre l'ouverture envers les acériculteurs gaspésiens qui veulent accroître leur nombre mais qui en sont empêchés par le système actuel de contingentement²¹³. C'est aussi l'époque des assemblées annuelles des syndicats d'acériculteurs membres de la FPAQ. Certaines se tiennent sous haute surveillance, notamment en Beauce où vingt-cinq policiers sont sur place. Mais l'Union acéricole paysanne et les autres récalcitrants de la coalition acéricole ne se manifestent pas. Le sujet des discussions est « interne » au régime agraire : on se demande comment améliorer des détails, comment s'organiser dans le nouveau contexte, etc. La contestation de l'agence ou du principe du contingentement n'est plus à l'ordre du jour. À signaler que Pierre Lemieux,

Terre de chez nous, organe de l'UPA, essaie de « diviser pour mieux régner » (Marc Larouche, « Des acériculteurs en appellent à la population », Québec, *Le Soleil*, 11 décembre 2004, p. A31).

président de la FPAQ sans opposition depuis 11 ans, fait face pour la première fois à un opposant mais gagne ses élections facilement²¹⁴.

Le clou du spectacle advient le 23 novembre 2004 alors que l'Union acéricole paysanne fait parvenir à ses membres une lettre et un communiqué où elle annonce que ses dirigeants, lors d'une rencontre avec la FPAQ, ont pu négocier un cadre de règlement satisfaisant pour les poursuites qui pesaient contre eux et d'autres membres du syndicat paysan. Ils écrivent : « [n]ous jugeons cette entente satisfaisante dans les circonstances, à l'intérieur des règlements du plan conjoint en vigueur »²¹⁵. La lettre est une déclaration commune de l'Union acéricole paysanne et de la FPAQ, exigée par cette dernière dans les négociations du règlement. Publiée sur le site Internet de l'Union paysanne et envoyée aux membres de l'Union acéricole paysanne, elle montre l'écrasement total de la révolte paysanne :

Aux membres de l'Union acéricole paysanne

Nous vous informons que les signataires de la présente, Russell O'Farrell et Simon Deschênes, ont régularisé leur situation auprès de la Fédération des producteurs acéricoles du Québec en ce qui a trait à la réglementation concernant l'application du Plan conjoint et, plus particulièrement, les divers règlements sur les contributions, sur l'agence de vente et sur le contingentement, et nous vous suggérons de faire de même si vous êtes en situation irrégulière, dans le même cadre de règlement que pour nous, et nous sommes disponibles pour vous guider lors de vos discussions avec la Fédération.

Je, Russell O'Farrell, personnellement, vous indique également que je retire la lettre du 10 mars 2003 dans laquelle j'invitais mes membres à obtenir des certificats d'agrément pour l'exportation de leur sirop conformément à la réglementation applicable, dans la mesure où cette lettre pouvait apparaître comme une incitation à contourner l'Agence de vente. Il est tout à fait légitime pour les producteurs et productrices acéricoles d'exporter leur production sauf que le tout doit se faire dans le respect de la réglementation du Plan conjoint.

Finalement, nous vous confirmons que nous n'avons en mains [*sic*] aucune information crédible qui démontrerait une détérioration des inventaires de sirop d'érable détenus par la Fédération des producteurs acéricoles du Québec tant au niveau du programme de retrait des surplus de la saison 2000 qu'au niveau de l'administration de l'Agence de vente des producteurs acéricoles du Québec²¹⁶.

Les deux leaders ont visiblement croulés sous la pression : poursuivis devant la RMAAQ pour pratiques illicites, poursuivis en diffamation par la FPAQ concernant des déclarations sur la qualité du sirop d'érable, accusés d'outrage à un tribunal, ils ont choisi de

revenir dans le rang pour sauver leur terre et leur entreprise. Une centaine d'acériculteurs se présente à la réunion appelée par l'Union acéricole le 6 décembre 2004 pour expliquer ce dénouement. Russel O'Farrell affirme que le règlement n'est pas une approbation de l'agence :

même si l'agence de vente demeure bel et bien en vigueur malgré les pressions exercées par des milliers d'acériculteurs, les problèmes ne sont pas réglés pour autant et l'Union acéricole, en lien avec les autres groupes insatisfaits, continuera à exercer des pressions démocratiques auprès du Gouvernement et de la Fédération pour obtenir les changements désirés. Les représentants de la Fédération ont d'ailleurs eux-mêmes reconnus que plusieurs irritants devront être modifiés²¹⁷.

Conséquemment à ce règlement, la saison 2005 sera tranquille. « L'an dernier, l'Union paysanne contestait fort, mais l'agence est maintenant mieux acceptée », affirme Pierre Lemieux²¹⁸. La Cour d'appel réitère la légalité de l'agence. Les acheteurs de sirop, qui ont continué à contester devant les tribunaux ou par des menaces de ne plus acheter, entrent maintenant dans une phase d'adaptation au modèle. Citadelle et un autre acheteur signent des contrats avec la FPAQ et tentent de prendre leur place. L'industrie se restructure, la filière se remet en route et malgré les surplus de sirop d'érable qui s'accumulent dans les entrepôts et qui provoquent des étincelles – des centaines de litres de sirop seront volés d'un entrepôt, ailleurs le sirop de centaines de barils mal entreposés fermente - la contestation restera dans les limites du régime agraire.

Fin mai 2005, autre coup de théâtre : l'Union acéricole paysanne annonce qu'elle se retire de l'Union paysanne et qu'elle entend poursuivre le combat avec toute « sa liberté d'action [...] sous une étiquette indépendante »²¹⁹. Les acériculteurs quittent l'Union paysanne quelques semaines après que le fondateur, ancien président et principal animateur du mouvement, Roméo Bouchard, ait démissionné de toutes ses fonctions suite à une crise du leadership au Coco (voir le prochain chapitre). M. Bouchard fut l'organisateur derrière l'Union acéricole paysanne, celui qui en a inspiré la forme, le discours et les actions. Depuis les débuts il supporte les acériculteurs, il a fait émerger des leaders et les a accompagnés étroitement. C'est leur mentor et leur guide. De plus, les acériculteurs de l'Union acéricole ne se sont pas souvent mêlés aux autres membres de l'Union paysanne. Dans les congrès nationaux quelques-uns sont présents, dans les Conseils nationaux seuls les dirigeants étaient

présents, sans plus. Leur lutte fut une lutte syndicale agraire dans laquelle les « citoyens » et même les agriculteurs qui ne sont pas acériculteurs n'avaient pas grand-chose à faire. Les dirigeants de l'Union acéricole paysanne déclarent d'ailleurs dans un communiqué suite à leur retrait :

l'Union paysanne est de moins en moins efficace pour rejoindre les producteurs et nuit plus qu'elle n'aide à la mobilisation des producteurs mécontents des politiques actuelles de mise en marché défendues par l'UPA, dans le sirop d'érable comme ailleurs²²⁰.

Selon un journaliste de *La Presse Canadienne* qui a interrogé M. O'Farrell, la raison de cette perte « d'efficacité » est « [l]a présence trop importante et surtout trop influente des urbains au sein de ce syndicat dont la vocation première était justement de réunir producteurs et consommateurs autour de la défense du droit de bien manger - et, de facto, de bien produire »²²¹. Ainsi peu de choses les rattachaient à l'Union paysanne, si ce n'est Roméo Bouchard, pivot des luttes. À tel point que le Coco ne sait pas comment réagir devant le retrait des quelques 350 membres de l'Union acéricole. Il se rend compte qu'il a peu de liens avec eux et que tout passait par Roméo, maintenant absent. Une bagarre de chiffre s'engage dans les médias, l'Union paysanne essayant de contrer l'information du départ « fulgurant » de 350 membres. Elle affirme finalement que dix-sept acériculteurs ont explicitement manifesté le désir de démissionner.

Épilogue quelque peu ridicule : à la fin de la saison suivante, en avril 2006, l'Union paysanne appelle les acériculteurs à ne pas respecter les quotas. Or elle n'a pas été présente sur le terrain de l'acériculture depuis un an et on rira d'elle plus qu'on ne la suivra : son mot d'ordre expose ceux qui le suivraient à des représailles que l'Union paysanne n'a pas la force de contrer. A cette occasion, M. Benoît Girouard (no. 2 du mouvement, deviendra bientôt président) se fend d'une comparaison qui rappelle celles de Roméo Bouchard : « [l]es acériculteurs sont pris dans un système qui rappelle certains systèmes communistes dans lesquels tout le monde est obligé de vendre son sirop à son propre syndicat, et les acheteurs doivent acheter du syndicat aussi »²²².

Enfin, malgré sa volonté de continuer à en découdre, l'ex-Union acéricole paysanne, plus ou moins rebaptisée Regroupement des acériculteurs, cessera rapidement ses activités.

Une campagne sociétale. Pour des états généraux de l'agriculture

Drummondville, le 4 mai 2005. - Aujourd'hui, plusieurs organismes issus du monde municipal, agricole, environnemental rural et des associations de consommateurs se réunissent afin d'amorcer une réflexion commune sur l'avenir de l'agriculture, de l'alimentation et du territoire québécois.

Nul ne peut nier qu'au Québec, comme partout dans le monde, l'agriculture traverse une période de crise. En aval, au niveau de l'alimentation et en amont, au niveau du territoire, le système alimentaire présente aussi d'importants signes d'essoufflement. C'est pourquoi nous appelons à un débat large et transparent dans le cadre d'états généraux.

Ce cadre de réflexion se veut une occasion pour réaffirmer le rôle et la place de ce continuum, agriculture, alimentation et territoire, dans la société québécoise et pour réfléchir sur son avenir et dégager une vision commune du développement²²³.

Cet extrait d'un communiqué de presse signé par Equiterre, l'Union paysanne, Option consommateurs, l'Union des consommateurs, Solidarité rurale du Québec, la Fédération québécoise des municipalités et l'Union québécoise pour la conservation de la nature lance officiellement la dernière grande campagne de l'Union paysanne, celle en faveur de la tenue d'une consultation pan-québécoise sur l'avenir de l'agriculture. Cette idée d'états généraux de l'agriculture fut amenée au 3^e Congrès annuel de l'Union paysanne (29-30 novembre 2003 à Sainte-Croix-de-Lotbinière) par des membres du Comité de coordination²²⁴. Votée à l'unanimité par les membres présentEs, la campagne restera toutefois en semi-hibernation pendant plus d'un an : le syndicat paysan est très occupé par le BAPE-Porcs et la lutte dans l'acériculture²²⁵. De plus, c'est à partir du 3^e Congrès annuel que la campagne sur le pluralisme syndical est lancée. Les dirigeantEs tenaient toutefois à obtenir le plus tôt possible un mandat clair de la part des membres afin de commencer à préparer cette autre campagne qui sera menée quelque peu différemment des autres. C'est-à-dire que, dès le départ, le projet de l'Union paysanne est de ne pas apparaître comme l'unique promotrice de cette idée. Mettre sur pied une coalition d'organisation promotrice des états généraux sera toujours l'objectif premier et conditionnel : la campagne sera publiquement lancée au moment où cette coalition existera et fonctionnera d'elle-même. Le syndicat paysan croit que s'il est le seul à

promouvoir l'idée, elle ne sera pas prise en compte par la société et, surtout, par l'État et l'UPA qui sont peu favorables à acquiescer spontanément aux demandes de la petite organisation turbulente. L'Union paysanne a appris de la lutte contre l'expansion de l'industrie porcine : l'atteinte d'une masse critique de personnes et d'organisations qui ont un poids symbolique est l'un des grands éléments qui a fait plier le gouvernement.

Sur le plan idéologique, en dehors de considérations stratégiques, l'Union paysanne croit qu'une organisation ne peut à elle seule redéfinir le modèle agroalimentaire, lequel est un choix de société fondamental. Elle fustige à ce titre l'UPA qui, après la tenue d'une commission parlementaire sur la sécurité alimentaire, affirme vouloir se repositionner et mener des consultations internes par rapport à certaines pratiques agricoles, au premier chef l'usage des OGM et la défense de la ferme familiale. L'Union paysanne salue cette remise en question mais souhaite que cela aille plus loin que la simple opération de relation publique visant à « refaire son image ». De plus,

[L]'opération annoncée par l'UPA serait plus crédible [...] si cette réévaluation de nos politiques et de nos pratiques agricoles était ouverte à tous les intervenants concernés comme le propose l'Union paysanne avec l'organisation d'États *[sic]* généraux de l'agriculture. Pour l'Union paysanne, il est clair que l'UPA ne peut et ne doit pas faire cet exercice seule. Sur les OGM, notamment, l'expertise de plusieurs groupes québécois doit être consultée²²⁶.

Ainsi le syndicat paysan ne change pas sa ligne politique : le régime agroalimentaire doit être ouvert aux acteurs de l'extérieur et doit être repensé de façon à être réintégré dans la société et à s'ouvrir aux parties intéressées. L'UPA, continuant sur sa logique corporatiste, affirme plutôt qu'elle peut, en tant que représentante des professionnelLES de l'agriculture, faire elle-même cet examen en compagnie de ses partenaires (État, industrie, agronomes et vétérinaires.)

Diffuser l'idée des états généraux de l'agriculture

Fidèle à sa stratégie de présence tout azimut, l'Union paysanne profite de toutes les occasions pour faire passer son discours. Or le PLQ avait dans la section « bioalimentaire » de son programme pour les élections de 2003 plusieurs propositions que l'Union paysanne, sans appuyer le parti, avait souligné comme intéressantes²²⁷. Le PLQ avait effectivement ratissé large et tablé sur un programme bioalimentaire qui réponde aux critiques exprimées dans l'espace public depuis la lutte contre l'expansion porcine et la naissance de l'Union paysanne. Le PLQ annonçait dans son programme électoral (selon la compilation de l'Union paysanne²²⁸) vouloir réviser les programmes d'appuis aux fermes pour favoriser les terroirs, la protection environnementale, la petite taille des entreprises, l'innovation et les activités agroalimentaires « non-traditionnelles », l'étiquetage des OGM, le contrôle des médicaments et de certains produits chimiques, etc., une véritable panacée qui puise amplement dans les propositions de la mouvance sociale en faveur d'un autre modèle agroalimentaire. Cependant, comme on le verra ci-bas, le PLQ ne remet jamais en cause les lois du marché, l'approche pro-technologique, l'ouverture des frontières et l'entrepreneuriat individuel.

Le syndicat paysan estime donc que le nouveau gouvernement libéral – qui entretient des liens moins serrés que le PQ avec les agriculteurs – pourrait avoir le courage politique de faire changer le régime agroalimentaire. Le lobbying et les représentations auprès des députéEs et ministres libéraux sera donc privilégié, comme on l'a vu dans le cas de la campagne pour le pluralisme syndical.

Dans son programme, le PLQ affirmait vouloir accroître la « sécurité alimentaire », notion signifiant pour le parti d'assurer l'innocuité sanitaire des aliments industriellement produits. Devant les questionnements concernant les organismes génétiquement modifiés (OGM) et des événements comme la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB, communément appelée « maladie de la vache folle »), le gouvernement libéral met sur pied une consultation dans le cadre de la commission parlementaire sur l'Agriculture, les Pêcheries et l'Alimentation, qui siégera en février et mars 2004²²⁹. L'Union paysanne, qui demande une consultation beaucoup plus large, va tout de même y déposer deux mémoires pour tenter d'élargir le sens de la notion de sécurité alimentaire et la rapprocher de celle de souveraineté alimentaire qu'elle défend (conformément à la position de Via Campesina). Dans le premier mémoire, présenté par l'Union paysanne Lanaudière et l'une de ses

principales animatrices, Mme Céline Poissant (agricultrice et chercheuse à la Régie régionale de la santé publique de Lanaudière), le syndicat paysan commence par rappeler à la commission que sa définition de la « sécurité alimentaire » est trop étroite :

Dans son approche globale du système agroalimentaire québécois et mondial, l'Union paysanne de Lanaudière se préoccupe de toutes les dimensions de la sécurité alimentaire incluses dans la définition de l'OMS et de la FAO (1996), notamment :

- > L'accès (physique et économique) aux aliments;
- > Le caractère sain et nutritif de ces aliments;
- > Le respect des préférences alimentaires.

Elle ajoute également à cette définition officielle, largement répandue et reconnue, les éléments suivants :

- > Le pouvoir d'achat nécessaire;
- > L'accès à une information simple et fiable permettant de faire des choix alimentaires éclairés.

La commission parlementaire de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, par contre, restreint son champ d'intérêt à la «sécurité sanitaire» des aliments promue par la FAO depuis 2003. Pour l'Union paysanne de Lanaudière, il est évident que cette vision trop étroite de la problématique ne permet pas d'agir à sa véritable racine²³⁰.

Le gouvernement et la commission, au contraire, s'inscrivent dans le modèle de l'agroalimentaire industriel promu par les grandes entreprises :

En effet, [l']approche technocratique [de la commission] s'intéresse seulement à l'identification et l'élimination de failles techniques dans le système de production, transformation et distribution des aliments. Elle ne questionne pas véritablement les causes profondes des problèmes de sécurité alimentaire. Elle ne questionne nullement les bases de ce système. Au contraire, elle s'y intègre parfaitement, cherche à le faire mieux fonctionner pour le bénéfice des grands joueurs économiques qui le dominent. Ainsi, son analyse de la problématique est développée en liens étroits avec les attentes normatives des marchés internationaux. Bien davantage, d'ailleurs, qu'en fonction des préoccupations des consommateurs ou des producteurs agricoles québécois.

L'Union paysanne de Lanaudière, par contre, ne peut dissocier les différents aspects de la sécurité alimentaire du système agroalimentaire qui prévaut, au Québec comme dans le reste du monde. En clair, c'est ce système (ses orientations, son fonctionnement, etc.) qui génère les problèmes de sécurité alimentaire²³¹.

Les questions de sécurité alimentaire sont à lier avec celle de la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire la capacité démocratique d'un peuple de faire des choix

agroalimentaires en fonction de sa culture et de ses désirs, une notion qui est centrale à l'action de la Via Campesina dont fait partie l'Union paysanne. La conjonction de ces deux notions appelle la remise en cause de l'ensemble du système agroalimentaire actuel fondé, comme on le voit depuis les premières pages de cette thèse, sur une agriculture productiviste et mondialisée, soumise à une logique économiciste. Ce modèle cherche toujours à trouver des solutions qui passent par le développement de nouvelles technologies par le biais des règles du marché, sans jamais remettre en cause les choix antérieurs. Dans le second mémoire, soumis par la direction nationale de l'Union paysanne, on remet en cause cette logique du « tout technologique » en affirmant que la sécurité alimentaire ne se renforcera pas avec des programmes de traçabilité, d'inspection ou de certification des aliments et des processus industriels. Au contraire, le moyen d'assurer la sécurité des aliments réside dans le changement des pratiques agricoles. Alors qu'actuellement des « pratiques non-sécuritaires [...] sont tolérées dans la production et la transformation des aliments et [...] mettent en danger la santé collective »²³², il conviendrait d'appliquer les principes de l'agriculture paysanne plutôt que de multiplier les contrôles technologiques. Le syndicat soutient aussi que :

la confiance envers les mesures de contrôle et les expertises scientifiques n'existe plus en raison des intérêts économiques et politiques et du peu de transparence qui les régissent. [...] Or la sécurité alimentaire est un choix social avant tout : « Il appartient à la communauté et non à des soi-disant experts à la solde de l'industrie ou des politiciens de choisir le niveau de sécurité dont elle veut se doter »²³³.

Le mémoire se termine par une réaffirmation du besoin de tenir des états généraux de l'agriculture afin de repenser notre modèle agricole plutôt que de chercher à boucher les trous d'un système fondamentalement inéquitable. L'Union paysanne aura donc essentiellement dit à la commission que le gouvernement engage mal son intervention et que son questionnement est déjà teinté par l'idéologie agraire ambiante.

Une stratégie de coalition

Les objectifs de l'Union paysanne dans cette campagne visent à terme l'adoption d'une politique nationale intégrée du développement agroalimentaire et rural. Le syndicat fait l'analyse que, depuis la politique péquiste « Nourrir le Québec » qui date de 1974, le Québec (et le Canada) ne se sont pas donné de politique globale. Le régime agroalimentaire a plutôt évolué de façon fragmentée, chaque filière de production agricole réclamant (par le biais de l'UPA ou des entreprises agroalimentaires) des ajustements aux politiques sectorielles lorsqu'une crise se fait sentir. Par exemple la crise de la vache folle qui touche le Canada en 2004 et fait se fermer aux bovins canadiens la frontière étasunienne révèle un problème quant aux infrastructures de traitement de la viande bovine et une main-mise des transformateurs multinationaux sur l'industrie, ce qui leur permet de faire baisser radicalement les prix payés aux éleveurs. L'Union paysanne réclame donc un temps d'arrêt pour examiner la structure, faire les liens entre les filières pour comprendre le système et le réformer en profondeur pour éliminer cette gestion fragmentée. Le président de l'Union paysanne Maxime Laplante explique : « [o]n est tannés que le gouvernement gère les problèmes à la pièce [...] Il ne se passe pas une journée sans qu'on fasse état d'un problème en agriculture. Il est temps d'arrêter de voir ça comme des problèmes isolés »²³⁴.

Les états généraux que réclame l'Union paysanne devront servir à faire cet examen complet, ce qui peut signifier remettre en cause la gestion de l'offre telle qu'elle est actuellement appliquée, le monopole syndical, la logique d'exportation, mais aussi le statut même de l'agriculture au Québec. L'Union paysanne souhaite en effet que l'agriculture soit dé-professionnalisée et que les paysanNEs à temps partiel puissent être reconnus. L'agriculture étant une activité sociétale fondamentale, l'Union paysanne estime, tout comme le MAB trente ans plus tôt, que jardins potagers familiaux, herboristerie, sylviculture alternative, artisanat agroalimentaire, transformation locale, etc., sont des pratiques agricoles légitimes qui doivent trouver leur place dans un régime public qui encourage et met en application l'aménagement et l'utilisation écologique des ressources et des territoires. La demande pour la tenue des états généraux de l'agriculture apparaît donc comme une campagne sociétale qui cherche à questionner les choix politiques et économiques pris dans le déploiement de la Révolution tranquille.

Cette campagne ne sera pas menée par une mobilisation de la base comme ce fut le cas avec la lutte contre l'expansion de l'industrie porcine. L'Union paysanne commence plutôt par tenter d'intéresser le gouvernement à son idée. C'est assez rapidement « une fin de non-recevoir » : « On a rencontré l'ancienne ministre, Françoise Gauthier, en lui disant qu'on trouvait ça important. Mais sa réponse a été de dire qu'il n'y a pas vraiment de problème en agriculture. Ça a été une fin de non-recevoir », affirme le président Maxime Laplante²³⁵. Après un remaniement ministériel (18 février 2005) qui voit M. Yvon Vallières remplacer Mme Gauthier à l'agriculture, une seconde rencontre a lieu. Le nouveau ministre, qui ne se montre par fermé à l'idée, affirme cependant que le MAPAQ ne peut pas, pour l'instant, donner de signal sur ce dossier. L'idée est trop neuve, les organismes demandeurs sont situés à l'extérieur du régime agraire, bref « la représentativité » tant demandée par les éluEs avant d'agir n'est pas là.

Lors de la séance du Conseil national de l'Union paysanne tenue à Sainte-Croix-de-Lotbinière le 26 février 2005, la décision est prise d'entamer quand même la constitution d'une coalition qui tiendra les états généraux²³⁶. La « société civile » n'a pas à attendre le gouvernement pour s'organiser lorsque le bien commun est en jeu, sera-t-il affirmé en conférence de presse quelques mois plus tard²³⁷. Du travail de réseautage a été entamé avec des organisations déjà partenaires sur d'autres dossiers. Le syndicat espère la participation d'une cinquantaine d'organisations et veut tenir ses états généraux d'ici l'automne 2005. Après une réévaluation de l'avancement de la campagne, il espère être capable de le faire pour l'automne 2006²³⁸. Au mois de mars 2005 est donc confié à la firme Forget Aubin consultants en analyse des politiques Inc. la mise sur pied d'un projet, d'une idée de structure démocratique et d'un secrétariat des états généraux^a. Un organisme sans but lucratif est créé,

^a Cette firme a été formée par Jean-François Aubin et Mathieu Forget, les auteurs d'un rapport sur la cohabitation sociale en milieu rural (Forget et Aubin, 2001) dirigé par Guy Debailleul, intellectuel et professeur sympathique à l'Union paysanne. La firme est proche de l'Union paysanne depuis les débuts. Selon sa page promotionnelle sur Internet, elle affirme se spécialiser dans la réalisation des projets ruraux, agricoles ou autres, « dans un cadre de cohabitation harmonieux » (voir www.forgetaubin.com). Le Secrétariat des ÉGAQ produira une brochure intitulée *Présentation du projet* (Cap-Rouge, mars 2005, 17 p.) dans lequel on retrouve le projet d'une structure décentralisée présente dans chacune des régions du Québec, qui puisse assurer de manière autonome la tenue de consultations locales dont les délibérations, par un processus « bottom up », seraient ramenées dans un

les États généraux de l'agriculture du Québec (ÉGAQ)²³⁹, muni d'un conseil d'administration de 15 groupes-membres qui vise une large représentation. L'Union paysanne tient à rapidement intéresser d'autres organisations à participer aux ÉGAQ, de façon à se fondre dans la structure et à tenter de lui donner un caractère moins partisan²⁴⁰. À ce titre on invite immédiatement le MAPAQ et l'UPA à participer, mais ils ne répondent pas à l'appel. Des assemblées publiques se tiennent en mars, avril et mai 2005 pour élargir la coalition et faire mousser l'idée. Au lancement public de la campagne le 4 mai 2005 à Drummondville (Centre-du-Québec) quelques sept organisations écologistes, consuméristes et rurales parmi les plus reconnues au Québec sont identifiées comme membres du projet, comme on l'a vu en ouverture de cette section du texte. L'Union paysanne est déjà liée à plusieurs d'entre elles via d'autres campagnes dont elle fait partie (contre les OGM, pour le programme d'agriculture soutenue par la communauté, dans le Réseau de vigilance sur la réingénierie de l'État, etc.) La présence de Solidarité rurale étonne car cet organisme de concertation rurale compte parmi ses membres l'UPA, qui est aussi l'un de ses gros bailleurs de fonds. Son président Jacques Proulx s'est toujours montré favorable personnellement à l'Union paysanne sans jamais engager publiquement son organisation.

Contrairement à toutes les autres campagnes initiées par l'Union paysanne, celle-ci ne provoque pas une réaction négative automatique de l'UPA. Cette dernière, en fait, vient de mener sa consultation interne sur les fermes familiales. Le rapport issu de la consultation, intitulé *Pour un modèle d'agriculture favorisant un équilibre entre des objectifs économiques sociaux et environnementaux*, a été approuvé par le Conseil général de l'UPA en mars 2004. Le titre reprend des termes tirés de la mission du BAPE-Porcs qui est en ce moment en train de rédiger son propre rapport. L'objectif de l'UPA est de trouver des pistes de solution à la crise du revenu pour « les fermes à dimension humaine »²⁴¹ (une rhétorique mise de l'avant par l'Union paysanne). Le rapport insiste sur le besoin de mettre un plafonnement aux

forum provincial. Cette structure n'aura jamais eu le temps d'être remise en cause et modifiée par les membres des ÉGAQ, comme cela était prévu, ni appliquée concrètement. Pour des détails, voir aussi « Les États généraux de l'agriculture », *La Chronique du paysan*, nouvelle série, 4(1), 19 janvier 2005, p. 2; « Les États généraux, c'est gros! », *La Chronique du paysan*, nouvelle série, 4(2), 21 février 2005, p. 1; « Les États généraux : c'est parti! », *La Chronique du paysan*, nouvelle série, 4(3), 15 mars 2005, p. 1.

subventions publiques, de poser des barrières à l'intégration pour accroître l'indépendance des agricultrices et des agriculteurs, à assurer des terres pour l'agriculture à dimension humaine, à assurer la relève et à favoriser l'agriculture biologique et les programmes agroenvironnementaux. Toutes revendications que l'Union paysanne, depuis trois ans, met au centre de son action. L'usage des expressions « ferme à dimension humaine » et « agriculture à dimension humaine » est un emprunt direct au syndicat paysan. Traditionnellement, on parle plutôt au Québec d'agriculture familiale et de fermes familiales, ce que l'UPA a toujours fait. Elle a aussi toujours affirmé ne pas faire de différence entre grandes et petites fermes et défendre toutes les agricultrices et tous les agriculteurs en même temps. Ce rapport sur les « dimensions humaines » qui prend position sur la question de l'intégration – ce que l'UPA n'a pratiquement jamais fait – est un changement de discours de la part du syndicat monopolistique qui montre selon moi que la base des membres s'exprime de plus en plus librement et publiquement et que les structures centrales sentent le vent tourner.

Un autre signal d'ouverture est perceptible dans un article de *La Terre de chez nous* de mars 2005 : « États généraux de l'agriculture. Une bonne idée si Québec est de la partie »²⁴². L'article se pose en faveur « de doter le Québec d'une politique agricole durable » et affirme d'entrée de jeu que le gouvernement doit être partie prenante du processus, sinon en être le coordonnateur, une condition qui n'est actuellement pas remplie dans le processus entamé par l'Union paysanne. C'est là la condition à laquelle l'UPA participerait, laisse-t-on sous-entendre. Le journaliste interroge ensuite plusieurs leaders (l'agroéconomiste Michel Morisset, Jacques Proulx de Solidarité rurale, Claire Bolduc de l'Ordre des agronomes, la Fédération des municipalités, Maxime Arseneau, porte-parole sur l'agriculture de l'opposition à l'Assemblée nationale et ancien ministre de l'agriculture à la fondation de l'Union paysanne) qui, tous, sont en faveur d'une telle consultation. Si M. Proulx et Mme Bolduc se sont déjà montrés favorables à l'Union paysanne, on ne peut toutefois accuser MM. Morisset et Arseneau d'avoir jamais exprimé un quelconque signe d'ouverture en sa faveur; ce serait même plutôt le contraire. M. Arseneau semble dans cet épisode jouer son rôle de député de l'opposition officielle : il soutient ce que le gouvernement refuse.

Ainsi, l'idée d'une consultation large, initiée suite à un diagnostic posé par l'Union paysanne qui se risque à parler publiquement des problèmes, recueille encore une fois une

adhésion de plus en plus large, ici chez des personnalités qu'on peut qualifier d'adversaires du syndicat paysan. Publié dans l'hebdomadaire spécialisé qui est, lui aussi, généralement plutôt défavorable à l'Union paysanne, cet article constitue en soi une avancée majeure pour le projet des ÉGAQ.

N'oublions cependant pas les réactions de l'acteur agricole principal. L'UPA critiquera au départ l'idée des ÉGAQ en mettant l'accent sur le caractère « citoyen » et non agricole de la coalition. M. Loïc Hamon, rédacteur en chef de *La Terre de chez nous*, estime que l'Union paysanne n'est pas représentative, qu'elle est en perte de vitesse et qu'elle adopte un ton arrogant face aux agriculteurs²⁴³. Au lancement officiel de la campagne des ÉGAQ en mai 2005, le président de l'UPA Laurent Pellerin reprend le même argument et réaffirme ne pas vouloir travailler avec l'Union paysanne, organisation non représentative, « les mêmes qui traitaient les agriculteurs d'empoisonneurs dans les médias, en février dernier »²⁴⁴, faisant ici référence à une phrase malheureuse de Roméo Bouchard dans un reportage télévisé de *La Semaine Verte* portant sur la pollution d'origine agricole. Ce nouveau dérapage de M. Bouchard contribuera d'ailleurs à son retrait de l'avant-scène des luttes. La bourde sera largement reprise par l'UPA et même par le nouveau ministre de l'Agriculture, M. Yvon Vallières, qui prend le temps d'affirmer à sa première sortie publique en tant que ministre, devant les membres de l'UPA venuEs l'entendre, qu'ils ne sont pas des pollueurs et que, lui, n'est pas leur ennemi.

Après quelques mois de battage médiatique, de rencontres avec des organisations civiles actives dans plusieurs secteurs de la société, l'Union paysanne et l'Union des consommateurs (les véritables animateurs de la coalition) ne réussiront toutefois à convaincre ni le gouvernement ni suffisamment d'organisations à entrer dans le projet²⁴⁵. Le manque de fonds pour soutenir le secrétariat des ÉGAQ, les problèmes internes du syndicat paysan ainsi que le peu d'empressement des autres coalisés à prendre le leadership de la lutte, le font pratiquement abandonner fin 2005 sa campagne pro-active.

Cependant l'idée fait son chemin et en février 2006, un article du journaliste au quotidien *Le Devoir* Fabien Deglise, connu pour ses articles pro-consuméristes dans le magazine *Protégez-vous* et pour sa couverture des enjeux agroalimentaires au quotidien *Le*

Devoir, porte un titre étonnant : « L'UPA réclame des états généraux de l'agriculture ». Laurent Pellerin aurait en effet été appelé à se prononcer sur la question lors d'une conférence de presse de la Coalition pour la protection du territoire agricole. L'Union des consommateurs vient de se joindre à cette coalition et son directeur rappelle à ce moment que son organisation veut aussi tenir des états généraux de l'agriculture. Fabien Deglise cite Laurent Pellerin qui aurait dit « en marge de la conférence de presse » : « Nous avons entamé une première réflexion entre nous. Cette année va en être une de discussions avec nos fédérations et nos partenaires, avec comme objectif de tenir en 2007 des états généraux de l'agriculture »²⁴⁶. Marc-Alain Soucy de *La Terre de chez nous* rapporte quelques jours plus tard sensiblement la même chose en insistant toutefois sur le caractère interne et intra-partenaires (nommément la Coop fédérée) de la consultation de l'UPA, mais il interroge aussi le président syndical sur l'article du *Devoir* et ce dernier tient à se dissocier du projet des ÉGAQ : « Il y a cependant une différence entre cet objectif [de consultation interne] et écrire que l'UPA réclame des états généraux de l'agriculture », précise-t-il²⁴⁷.

M. Deglise a travaillé pendant plusieurs années pour le magazine *Protégez-vous*, un organe de presse subventionné publié à cette époque par Option consommateurs, une association sans but lucratif liée à l'Office de protection des consommateurs du Québec. Option consommateurs et l'Union des consommateurs (cette dernière une OSBL indépendante, groupe de pression) sont les deux organisations consuméristes phares de la province. La seconde est l'un des deux piliers de la promotion des états généraux, comme on l'a dit plus haut. M. Deglise est un journaliste critique de la logique industrielle agroalimentaire. A-t-il un peu forcé la note dans son article afin d'aider le directeur de l'Union des consommateurs à forcer l'UPA à réagir? Ou afin de remettre l'idée des états généraux dans l'écran radar des médias d'information? Serait-ce seulement un réflexe sensationnaliste, dans un quotidien qui n'est toutefois pas reconnu comme usant de cette stratégie? Est-ce une interprétation du titre?

Toujours est-il que l'Union paysanne en profite et émet immédiatement un communiqué - repris par la suite dans *Le Bulletin des agriculteurs* - au titre évocateur : « L'idée de l'Union paysanne fait de nouveaux adeptes »²⁴⁸. Le site Internet de Radio-Canada publie pour sa part une manchette qui indique que c'est le Collectif pour la sauvegarde des

fermes familiales à dimension humaine, un groupe d'agriculteurs de l'Isle-Verte et du Bas-Saint-Laurent, qui aurait convaincu l'UPA de la pertinence de tenir de tels états généraux :

Le groupe considère ce succès comme le résultat des efforts menés depuis un an à l'intérieur même de la structure syndicale. Plusieurs autres organisations agricoles, comme l'Union paysanne, Équiterre et Solidarité rurale, appuient le projet.

Selon le porte-parole du collectif, François Fillion, le gouvernement doit maintenant prendre les choses en main: « Que tous les gens qui ont des choses à dire, qui sont porteurs de solutions pour l'avenir soient invités. Et que l'UPA en fasse partie, mais pas à titre privilégié, simplement à titre d'invité. »²⁴⁹

Ce collectif d'agriculteurs qui emprunte l'expression « à dimension humaine » existe depuis le printemps 2005. Formé à l'origine de cinq agriculteurs, il est rapidement rejoint par une vingtaine d'autres de l'île et du continent. Il n'est pas lié à l'Union paysanne. Le collectif affirme avoir mené une campagne de deux ans à l'intérieur de l'UPA pour favoriser la tenue d'une large consultation :

[...] le Collectif [...] a amorcé une campagne pour la mise sur pied d'une commission sur l'agriculture. Deux années à établir un vaste réseau de contacts, à échanger lors d'entrevues téléphoniques ou d'entrevues avec une multitude de personnages du monde politique, de la société civile et du milieu syndical agricole. Jusqu'au jour où le gouvernement du Québec, très conscient que la situation actuelle était en tout point intenable, a annoncé, l'été dernier, la tenue d'une commission de l'agriculture²⁵⁰.

Ce nouvel allié sorti de nulle part et ce signal d'ouverture de l'UPA relancent la mobilisation à l'Union paysanne qui, avec l'Union des consommateurs, tient cette campagne sous respirateur artificiel. Deux axes stratégiques sont alors ciblés par les deux organisations : d'une part, tabler sur l'ouverture sensible de l'UPA pour ranimer la coalition et accroître le lobbying auprès du gouvernement. Cela se fera notamment par le biais d'une pétition/carte postale distribuée à plusieurs milliers d'exemplaires. D'autre part, développer la position de l'Union paysanne sur une nouvelle politique agricole intégrée par le biais de colloques et de consultations des membres et des sympathisantEs²⁵¹. Un questionnaire est mis en ligne dans le site Internet ainsi que dans un nouveau numéro du journal (lequel n'était plus publié depuis

début 2005 par manque d'argent). Un premier colloque intitulé « De la sécurité à la souveraineté alimentaire » est tenu fin mars 2007 à l'UQAM^a, un second sur la gestion de l'offre se tient le premier mai en présence de représentantEs de l'UPA, de la Coop fédérée, du MAPAQ, de Solidarité rurale, de l'école des HEC de Montréal et de l'Université Laval²⁵². Le troisième ne sera pas tenu et est remplacé par une série de dossiers disponibles dans l'Internet pour permettre aux membres de se documenter et de préparer leur intervention à la consultation nationale itinérante qui vient d'être annoncée²⁵³.

Car, effectivement, fin juin 2006, l'histoire s'est répétée : un gouvernement en mal de popularité, à quelques mois d'élections générales, crée une commission indépendante, la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Québec (CAAAQ) qui siègera pendant 18 mois et fera plusieurs fois le tour du Québec. L'UPA entend y participer. L'Union paysanne se réjouit de cette annonce mais mentionne que le cadre de discussion ne sera ni aussi large ni aussi libre que ce qu'elle proposait avec ses états généraux. Le syndicat réitère son souhait de remettre en question l'ensemble du système agroalimentaire afin d'arrêter de chercher des solutions à la pièce²⁵⁴.

^a Le colloque est une présentation de l'Union paysanne et de la Chaire du Canada en Éducation relative à l'environnement (ERE) de la Faculté d'éducation de l'UQAM, dont la titulaire est Mme Lucie Sauvé. Il est appuyé et soutenu par Greenpeace, Développement et paix, l'Association Manger-Santé, Inter Pares et trois petites entreprises agroalimentaires sympathiques à la cause. Le colloque propose des allocutions de spécialistes et de militantEs dans le domaine agroalimentaire ainsi que quatre ateliers de discussion suivis d'une plénière. Il rassemblera plus de 100 personnes (selon un compte-rendu écrit par des organisateurs, publié dans le site [region-paysanne.info](http://region-paysanne.info/node/94) le 6 mai 2007. Voir <http://region-paysanne.info/node/94>). Les conclusions du colloque seront déposées comme mémoire à la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire au Québec. Un an plus tôt, en février 2006, la Chaire ERE avait organisé en collaboration avec la Coalition citoyenne santé & environnement un colloque sur les porcheries industrielles intitulé *Agriculture, Société et Environnement. Vers une harmonisation écologique et sociale : le cas des porcheries industrielles au Québec*. Ce colloque a valu à la titulaire de la chaire une lettre de protestation de la part de la FPPQ qui l'accusait de manquer à ses devoirs scientifiques en tenant un colloque au discours tendancieux. La lettre (datée du 22 février 2006) vise clairement la position universitaire de Mme Sauvé car la FPPQ vise la scientificité de son travail et fait parvenir une copie au recteur de l'UQAM, au responsable fédéral des Chaires de recherche du Canada ainsi qu'au responsable provincial chez Agriculture et Agroalimentaire Canada. Mme Sauvé répliquera, dans une lettre-dossier datée du 7 mars 2006, par une exposition des étapes du travail préparatoire de son équipe et du caractère universitaire du colloque. L'affaire n'aura pas de suite, sinon que Mme Sauvé et Denise Proulx dirigeront un ouvrage collectif à partir du colloque, *Porcheries! La porciculture intempestive au Québec* (Éditions écosociété, octobre 2007), qui constitue une première synthèse critique sur cette industrie au Québec.

Mais à l'ouverture des travaux de la CAAAQ, l'Union paysanne ne donne pas de mot d'ordre aux agricultrices et agriculteurs. Elle a incité ses membres à participer et une quinzaine de mémoires seront déposés au nom de l'organisation ou de ses membres à titre individuel²⁵⁵, mais aucune campagne publique extérieure à la commission ne sera mise en branle comme ce fut le cas lors du BAPE-Porcs. C'est plutôt le Collectif pour la sauvegarde des fermes familiales à dimension humaine qui donne un mot d'ordre public dans une lettre ouverte publiée dans *La Terre de chez nous* et *Cyberpresse*. Le collectif fait un plaidoyer anti-establishment et appelle les agricultrices et les agriculteurs à participer en masse pour contourner leurs dirigeants syndicaux :

Cette commission devra être le point de départ d'une autre façon de penser, de dire et de faire. Pour cela, doit-on laisser toute la place aux dirigeants agricoles actuels, à ceux d'entre eux qui, au cours de la dernière décennie, se sont transformés en commentateurs d'actualité, sans avoir la perspective nécessaire à une nouvelle vision des choses? Doit-on leur laisser la tâche colossale d'être nos représentants lors de ce chantier qui s'amorce? On nous demandera de demeurer solidaires... bien sûr, encore faut-il savoir à quelles conditions, derrière qui et au profit de qui!

Les deux acteurs essentiels de cette commission sont l'agriculteur et le consommateur. L'agriculteur est le pilier de l'avenir de « sa » profession. Pour le demeurer, il devra s'affranchir des contraintes qui l'empêchent de s'exprimer librement, comme le jugement des autres ou l'intimidation de certains « esprits étroits »; s'affranchir aussi de la pensée dogmatique actuelle ou d'un sentiment d'impuissance face à la tâche à accomplir.

Le consommateur est la main qui prend ou ne prend pas le produit de l'agriculteur. Au moment où l'on parle de plus en plus d'une agriculture de proximité, ne faut-il pas reconnaître les besoins du consommateur? Écouter son message, analyser ses intentions, respecter ses choix en matière d'achat et de style de vie, qu'il soit de Montréal ou de St-Cyprien?

L'establishment agricole travaille très activement à sa participation à la commission; les forces qu'il peut mobiliser à cette fin sont imposantes. En contrepartie, il faut que ceux qui ont le cœur, la clairvoyance, une belle vision d'avenir puissent aussi prendre librement la parole à la commission²⁵⁶.

La commission sera en fait très populaire. Elle tiendra plus de 50 audiences publiques à travers la province, recevra plus de 3000 documents et quelques 770 mémoires en provenance de citoyenNEs et d'organisations de la société civile. Pendant la tenue de la commission, *La Terre de chez nous* tient ses lectrices et lecteurs informés par une chronique bien nourrie s'étendant sur plusieurs pages. Les autres médias d'information suivent aussi le déroulement avec attention. L'Union paysanne ne tient pas le haut du pavé dans ce processus

et ce sont les journalistes qui dénoncent certains travers de la consultation (obstruction du MAPAQ, tentatives de contrôle de l'UPA, partialité des commissaires, etc.) alors que le syndicat autrefois si contestataire ne répond pas et n'intervient presque plus dans l'espace public. L'ambitieux rapport final, rendu public en février 2008, provoque certains remous car ses recommandations remettent en cause plusieurs fondements du régime actuel (monopole syndical, soutien des revenus, gestion de l'offre). Plusieurs soutiennent alors que le Rapport Pronovost est une « patate chaude » pour le gouvernement²⁵⁷.

Mais en février 2008 l'Union paysanne est moribonde et elle ne réussira pas à tabler sur cette opportunité pour relancer la lutte. Elle entame alors sa septième année d'existence; elle est passée de 3500 membres au plus fort de sa popularité à la mi-2002 à moins de 400 au début de l'année 2008. Elle a traversé quatre crises internes et son président-fondateur a quitté dans la controverse. Les sections régionales et les unions sectorielles sont pratiquement inactives. Depuis une réflexion entamée en 2006, l'organisation se définit de plus en plus comme un groupe de pression et ne vise plus l'atteinte d'une représentativité agricole²⁵⁸. Sa structure interne a été modifiée et un conseil exécutif de trois personnes assure le fonctionnement (deux porte-parole/administrateurs et un secrétaire général). Les porte-parole émettent à la sortie du rapport de la CAAAQ deux communiqué concurrents. Le premier, envoyé par le remplaçant de Maxime Laplante à la tête du syndicat, M. Benoît Girouard, est écrit sur un ton conciliant et mentionne essentiellement qu'une des recommandations centrales du rapport est de permettre le pluralisme syndical en agriculture²⁵⁹. Le second, émis par M. Jacques Legros, éleveur de volaille à l'île d'Orléans, est écrit dans un style beaucoup plus revendicateur et affirme que le gouvernement s'apprête à bafouer la commission car il en a immédiatement rejeté certaines propositions²⁶⁰. Cet épisode crée une autre dissension interne aux accents de purge qui se solde par l'expulsion de M. Legros, une dissension qui finit par avoir plus de résonance médiatique que le troisième et dernier communiqué du syndicat portant sur le Rapport Pronovost, dans lequel il affirme que la CAAAQ « donne raison à l'Union paysanne » :

Qui l'eût cru! Après avoir entendu 770 mémoires et nombre d'études d'experts, voilà que le rapport Pronovost sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire semble reprendre dans une similitude déconcertante l'analyse de l'Union paysanne sur les raisons de la crise et les façons de s'en sortir.

Durant les 6 dernières années, nous avons écouté les agriculteurs et les citoyens de partout au Québec. L'Union paysanne n'a jamais hésité quant à la pertinence et l'urgence d'entamer un réel débat public au sujet de notre agriculture et de notre alimentation. En ce sens, le rapport Pronovost constitue un baume et un encouragement pour tous les agriculteurs et toutes les agricultrices qui luttent dans l'ombre afin de maintenir notre agriculture viable et transmissible aux jeunes. Il constitue également une réaffirmation de l'importance du secteur agroalimentaire pour le développement régional au Québec²⁶¹.

Cependant, le gouvernement donne dès la sortie du rapport le signal qu'il n'entend pas révolutionner le régime agroalimentaire. La proposition de remettre en cause le monopole syndical est balayée sous tapis moins de deux jours après par le ministre de l'Agriculture Laurent Lessard²⁶². Le gouvernement cherche à ne pas trop se mouiller et entend analyser le rapport. Dans les mois qui suivent, toutes les mesures agroalimentaires prises par le gouvernement sont posées en lien avec le rapport de la CAAAQ, qui semble être devenu le document de référence pour la politique agricole du Québec qui, dit-on, prend le tournant de la souveraineté alimentaire. Le gouvernement, cependant, conserve la prérogative de mettre en place les mesures qu'il veut à un rythme défini par lui, ce qui ne règle en rien les problèmes de sectorialisation des politiques agricoles.

Conclusion

J'espère avoir réussi à montrer ce que ces trois campagnes ont en commun et ce qu'elles ont de particulier. On a pu constater que sur le plan stratégique, l'Union paysanne garde le cap dans toutes ses campagnes : son but est de créer un rapport de force politique pour faire bouger le législateur. On a aussi pu voir comment se déploie son répertoire d'action collective : le syndicat s'adresse à l'État et à ses institutions en lui demandant de tenir son rôle, de récupérer sa souveraineté face aux entreprises et au syndicat corporatiste qui, dans les faits, administrent l'activité économique des agriculteurs. En ce sens, l'Union

paysanne respecte les institutions et y participe. Cependant, elle demande une réforme radicale des appareils qui mettent en œuvre ces institutions. Son répertoire est fondamentalement légaliste : lobbying, participation aux consultations publiques, reconnaissance de la RMAAQ comme organe de régulation, utilisation des tribunaux. Son discours est fondé sur la revendication de droits au nom de la citoyenneté et/ou de la libre entreprise, bref de la constitutionnalité. La désobéissance civile et l'utilisation de la violence physique sont, généralement, des tactiques de dernier recours. Voilà pour les ressemblances.

D'autre part, plusieurs différences soulèvent des questions. La lutte contre l'expansion de l'industrie porcine a réussi car la palette d'acteurs impliqués s'est tellement élargie que le régime agricole a plié et offert un temps d'arrêt (sans toutefois modifier en profondeur ses pratiques et ses normes). Ce fut une lutte où les non-agriculteurs occupaient presque toute la scène, une lutte dirigée de l'extérieur du régime agricole, dans une logique de mouvement social, à l'aide d'un discours universaliste qui utilise des référents symboliques clairs et rassembleurs : la santé, l'environnement, l'usage du territoire rural, la souveraineté des citoyens regroupés dans l'État, le bien commun.

Au contraire, la lutte malheureuse des acériculteurs autonomistes montre une toute autre situation. Ici les citoyens et les consommateurs sont pratiquement absents : on leur demande *d'appuyer* les acériculteurs, pas de participer activement à la lutte. Les acériculteurs en lutte forment un corps concret : ils et elles exercent la même activité sur des terres semblables et dans des régions contiguës. Ils et elles se connaissent et ont des contacts quotidiens avec le régime agraire et les entreprises qui gravitent autour. Plusieurs sont sociétaires de la coopérative Citadelle. Ils se sentent tous et toutes menacés par des dispositions très concrètes. Ils partagent des traits identitaires plus forts sur le plan symbolique que ne peuvent le faire la plupart des membres citoyens du syndicat.

De même en est-il des membres des comités de citoyens. Les citoyens ruraux font montre de solidarité locale, partagent un milieu de vie et se sentent menacés par une situation très concrète et immédiate, et mettent de l'avant leur statut politique de résident, donc d'électeur, de citoyen et de contribuable, d'une municipalité. Tout comme pour les acériculteurs, on peut arguer que la justification de leur lutte oscille entre une portée

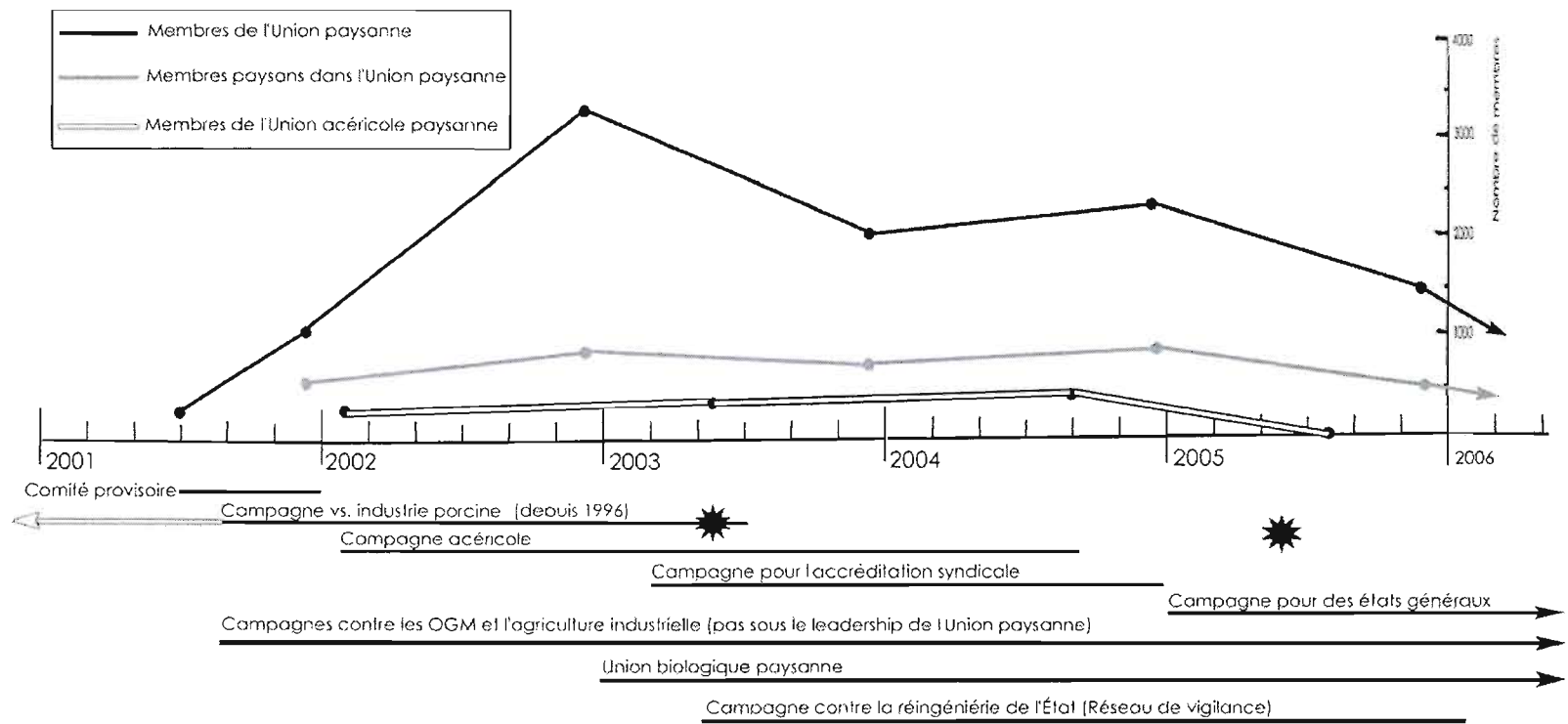
universaliste et une portée particulariste, avec un penchant vers le particularisme. Dans le cas de certains comités de citoyens, on peut même affirmer sans risque de se tromper que leur logique d'action collective s'inscrit dans celle de l'individualisme collectif ou logique « pas dans ma cour ». Selon cette logique, il s'agit d'éliminer les nuisances sur un territoire donné sans prendre en compte qu'elles se transporteront ailleurs. Ainsi, les comités de citoyens ruraux et les acériculteurs autonomistes sont-ils des groupes d'intérêts qui se préoccupent surtout de leurs besoins individuels et collectifs avant que de mener une lutte universaliste. C'est le syndicat central, l'Union paysanne et son équipe dirigeante, qui traduisent les luttes dans des termes universaux. Cependant, dans la tension entre le discours universaliste aux référents identitaires faibles et le discours particulariste qui recueille l'adhésion de groupes sociaux à l'identité plus forte, c'est la structure centrale du syndicat qui oscille d'un côté et de l'autre, entre les citoyens du Québec et les agriculteurs, entre les consommateurs et les citoyens ruraux, entre les femmes et les hommes, etc.

Au contraire des comités de citoyens et des acériculteurs, les membres situés dans les régions fortement urbanisées comme Montréal, Québec, Laval et les banlieues de la rive-sud de Montréal sont beaucoup plus distancés sur le plan identitaire. Que partagent-ils de concret sinon une orientation philosophique commune quant au modèle agricole et à l'action citoyenne (et encore...)? Pour avoir côtoyé plusieurs dizaines de membres de la section montréalaise pendant des années, je peux affirmer sans risque de me tromper que si quelques liens d'amitié se sont tissés au cours des nombreuses activités sociales, la plupart des membres ne se fréquentent plus quelques temps après avoir quitté le syndicat. La densité urbaine, l'individualisme des modes de vie, la diversité des situations personnelles conjugués à l'abstraction et l'éloignement physique de « la cause » ont fort probablement empêché le développement d'un sentiment de reconnaissance et d'identité entre les membres citoyens des régions urbaines ou qui ne participaient pas d'un comité de citoyen.

La solidarité et l'identité collective qui caractérisent les comités de citoyens ainsi que les acériculteurs autonomistes ont clairement favorisé leur lutte respective et expliquent en partie le répertoire turbulent dont ils ont parfois fait preuve. Les ventes au noir, les charivaris, les expulsions viriles et le brasse-camarade lors d'assemblées syndicales (voire le vandalisme) ont lieu parce que le groupe se sent fort, capable et dans son droit, face à un

adversaire qui dispose de plus de moyens et qui a la loi pour lui. De même en est-il des citoyens ruraux qui chahutent dans les conseils municipaux, manifestent bruyamment et utilisent parfois les menaces et l'intimidation. Les citoyens-consommateurs éparpillés n'utilisent pas ce type de répertoire. Les manifestations urbaines ou rurales de l'Union paysanne où une forte proportion de citoyenNEs se rencontrent sont calmes, civilisées, polices gentiment par les forces de l'ordre. La dernière mouture de l'équipe dirigeante de l'Union paysanne tentera bien de radicaliser les tactiques en tablant sur la forte médiatisation des opérations citoyennes d'arrachage de plants OGM pratiquée en France par la Confédération paysanne et ses « faucheurs volontaires ». Cependant son appel maladroit à la désobéissance civile (par un tract et quelques déclarations dans les journaux²⁶³) ne sera suivi par personne. Et lorsque, à l'été 2005, une mystérieuse petite action directe a lieu en pleine nuit dans un champ de maïs transgénique de l'Expo-champs à Saint-Liboire (Montérégie), l'Union paysanne s'empresse de s'en dissocier²⁶⁴. La solidarité et l'identité collective nécessaires aux actions directes radicales ne sont pas présentes parmi les membres et l'organisation ne se sent pas capable de faire face à la répression.

Figure 18. Chronologie de l'Union paysanne, 2001-2006. Campagnes politiques et évolution des adhérentEs



Source : Marco Silvestro, 2008.

Du syndicalisme de mouvement social au groupe d'intérêt

Un constat, finalement, ressort : malgré sa prise de position discursive et politique pour un syndicalisme de combat, de mouvement social, l'Union paysanne se bute aux limites du régime agricole, à la contre-offensive de ses adversaires et au peu de cohésion entre ses membres. Si la campagne contre l'expansion de l'industrie porcine recueille une large adhésion et fait passer le nombre de membres de zéro à 3200 en un an et demi, les autres campagnes du syndicat (acériculture, reconnaissance syndicale, OGM, biologique, états généraux) ne recueillent pas autant l'adhésion et ne mobilisent pas les membres, surtout les « citoyenNEs ». La figure 18 à la page précédente montre que les adhésions à l'Union paysanne montent en flèche jusqu'à la fin de 2002 (plus de 3200 membres) pour ensuite entamer une descente régulière qui la laisse fin 2005 avec 1500 membres. C'est clairement la campagne contre l'expansion de l'industrie porcine qui attire les gens. La différence entre les membres paysans et le total des membres montre que la majorité sont des « citoyens » ou des « associés à la production » agricole. Les agriculteurs ne seront jamais plus de 900 parmi les quelques 3200 personnes qui adhèrent au syndicat au cours des années 2001 et 2002. La déclaration d'un moratoire sur l'industrie porcine et d'une commission du BAPE, suivie d'une scission interne entre les comités de citoyens et les promoteurs du syndicat coïncide avec le début du déclin des adhésions. En un an l'organisation perd le tiers de ses membres (de 3149 fin 2002 à 2084 fin 2003) et les sections régionales du syndicat, autrefois soutenues par les comités de citoyens, commencent à chanceler.

La campagne pour l'accréditation syndicale qui débute au printemps 2003 ne permettra pas de regagner le terrain perdu quant aux adhésions. Cette période est celle de la lutte des acériculteurs et l'Union paysanne cherche à se rapprocher des agriculteurs. Cependant, comme le montre la figure 18 ainsi que le tableau 8 ci-dessous, la légère remontée des adhésions durant l'année 2004 signifie en chiffres absolus seulement 200 personnes de plus et ne change pas la proportion des agriculteurs (38%) et des citoyens (54%) dans le syndicat. Après que les acériculteurs aient perdu leur cause fin 2004 les adhésions recommencent à

descendre et ne remonteront plus. Les campagnes pour l'accréditation syndicale, contre les OGM et l'agriculture industrielle, l'action syndicale de l'Union biologique paysanne ainsi que la campagne pour des états généraux de l'agriculture ne feront jamais remonter le nombre d'adhérentEs. Comme le syndicat compte majoritairement sur les cotisations pour se financer, les problèmes financiers deviennent plus prégnants et le forcent à réduire ses moyens; engagé dans la spirale de la démobilisation, l'Union paysanne ne revendique plus que 500 membres en 2008.

Tableau 8. AdhérentEs à l'Union paysanne, 2001-2008

Année	nb total de membres	Catégorie de membre			
		Paysans	Citoyens	Associés à la production	Groupes sympathisants
2001**					
Juin	200	160 (80%)	?	?	?
novembre	1000	500 (50%)	500 (50%)	?	?
2002*	3149***	844 (27%)	2065 (66%)	189 (6%)	51 (1,6%)
2003*	2084	781 (38%)	1144 (55%)	107 (5%)	52 (2%)
2004*	2289	876 (38%)	1235 (54%)	116 (5%)	62 (2,7%)
2005*	1508	?	?	?	?
2006**	1000-1500	?	?	?	?
2007**	700	+ de 350 (50%)	?	?	?
2008**					
mars	425	165 (30%)	?	?	?
juin	500	300 (60%)	?	?	?

Notes : * Mois de référence : novembre. Données tirées de Union paysanne, *Rapport du registraire au Congrès annuel*, 2002, 2003, 2004, 2005. ** Approximations établies à partir de déclarations des leaders. *** En juin 2002, il est affirmé que l'Union paysanne compte 3500 membres.²⁶⁴

Que s'est-il passé? Pourquoi, au bout de cinq ans, le syndicat contestataire ne l'est-il plus? Comment se fait-il que ceux et celles qui l'ont fortement appuyé pendant les trois premières années se sont-ils retirés par la suite? Il m'apparaît que les processus internes de l'Union paysanne doivent être scrutés avant de tenter une explication.

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA CONTESTATION DU RÉGIME AGRICOLE QUÉBÉCOIS PAR LE
SYNDICALISME « CITOYEN » DE L'UNION PAYSANNE

VOLUME II

THESE
PRESENTEE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN SOCIOLOGIE

PAR
MARCO SILVESTRO

JUIN 2009

CHAPITRE 6. ORGANISATION INTERNE, ENGAGEMENT POLITIQUE ET IDENTITÉ COLLECTIVE

L'Union doit être présente au sein de tous les organismes de développement régionaux, de manière à intervenir dans les décisions, pouvoir dire qui nous sommes et recruter des membres. Actuellement, Saint-Narcisse, Sainte-Odile, Saint-Valérien et Saint-Léon-le-Grand, dans le secteur de Rimouski, vivent des conflits reliés à d'importants projets de porcherie. La façon de défendre tout ce monde, c'est d'être présents.

- Roméo Bouchard, président élu de l'Union paysanne, 22 janvier 2002¹.

Les problèmes organisationnels de l'Union paysanne

Les recherches sur l'organisation des mouvements sociaux en provenance des tenants de la mobilisation des ressources et des processus politiques affirment notamment que des organisations centralisées, clairement organisées et dotées d'animateurs les plus professionnels possibles sont plus susceptibles d'influencer les détenteurs du pouvoir politique et d'obtenir des gains. Ce constat de recherche, toujours valide aujourd'hui, est toutefois confronté à des caractéristiques typiques des nouveaux mouvements sociaux, soit l'affaiblissement des fédérations centralisées et, en corollaire, la fragmentation des organisations de mouvement social, l'émergence d'une multitude de « collectifs » aux objectifs restreints, la sectorialisation des luttes et, enfin, des motivations individuelles à l'engagement politique qui sont plus près des désirs et des volontés individuelles que, par exemple, de l'appartenance de classe ou de l'identification à la nation (ou la patrie). Les « participantEs » des mouvements sociaux actuels, les « Sujets » individuels, donnent ainsi

aux organisations de masse un caractère de mosaïque socioprofessionnelle et socioéconomique.

Le chapitre précédent s'est conclu sur une note ambiguë : le sentiment d'avoir vécu trois campagnes syndicales qui portent en elles des différences majeures quant aux caractéristiques des membres mobiliséEs, quant aux formes organisationnelles, quant aux discours exprimés et quant aux tactiques utilisées. Si la première campagne – contre l'expansion de l'industrie porcine – apparaît mobilisatrice de plusieurs catégories de groupes sociaux, les deux autres (ainsi que celles que je n'ai pas abordées) ne mobilisent guère en dehors des personnes directement concernées, et encore : la campagne pour des états généraux de l'agriculture ne mobilise pas les membres autrement que par le biais d'une carte postale à envoyer au bureau du Premier ministre québécois. Après la campagne contre l'expansion de l'industrie porcine, l'Union paysanne ne réussit pas à rendre prégnants les éléments universalistes de son discours et à les rattacher à la campagne particulariste des acériculteurs (autonomie production acéricole) et des agriculteurs (liberté syndicale) pour mobiliser plus de membres, agriculteurs ou citoyens. Cette situation signale deux séries de problèmes internes à l'organisation et au mouvement : d'une part quant à la distribution du pouvoir, d'autre part quant à la distribution identitaire.

1. La confrontation entre deux visions/traditions d'organisation : l'une plutôt représentative, hiérarchique et orientée vers l'action, l'autre plutôt collégiale, participative et orientée vers la discussion et le consensus. Les dimensions internes aux organisations de mouvement social, c'est-à-dire la structure de pouvoir interne, les processus de prise de décision et ceux permettant la participation des membres ont largement été laissés de côté dans les premières analyses de mouvements sociaux. Les analystes des NMS ont toutefois insisté sur les changements profonds dans la forme des mouvements et leurs modes d'organisation. Les NMS, argue-t-on, se caractérisent par un refus des modes hiérarchiques et centralisés d'organisation qui sont caractéristiques de la modernité industrielle (État, corporations, partis politiques, églises, syndicats.) Les NMS réaliseraient un avancement significatif dans la poursuite de l'individualisation en posant les désirs, les choix et la participation individuelle au cœur des modes d'organisation collective. Plus près des préoccupations personnelles, des modes de vie et des conditions réelles d'existence, les

NMS mettent en œuvre des processus internes qui seraient plus horizontaux, plus participatifs et orientés vers la recherche du consensus.

Ces deux traditions se sont manifestées et ont créé une division dans l'Union paysanne. Les syndicats agricoles sont historiquement des structures hiérarchiques. Dans le syndicalisme actuel, un peu plus démocratique que du temps de l'UCC, les agriculteurs élisent des délégués qui, eux, élisent des présidents et des administrateurs. De plus, les agriculteurs ne s'engagent guère dans le syndicalisme actif : le travail à la ferme est déjà assez prenant et ils disposent de peu de temps. Les éluEs disposent donc d'équipes exécutives salariées. Au contraire, les comités de citoyens ruraux sont généralement plus collégiaux – même s'ils ont la caractéristique d'être souvent dirigés par un petit nombre de personnes – et les membres participent à toutes les tâches. Les membres citoyens de l'Union paysanne, issus des comités de citoyens ou non, partageaient pour la plupart un souci pour les principes démocratiques et le travail collégial. Ceux et celles qui se présentaient une fois l'an au congrès annuel voulaient s'exprimer, être entendu et pris en considération. Ceux et celles qui s'engageaient plus activement cherchaient à le faire en groupe, à se partager les tâches et à partager aussi les plaisirs. Il y avait chez la grande majorité des membres citoyens activement engagés la volonté d'une structure collégiale, égalitaire, qui fasse aussi figure d'agora et d'espace de socialisation. Cette dichotomie va provoquer des conflits, essentiellement entre des membres citoyens et l'équipe dirigeante de l'Union paysanne.

2. À cette première dichotomie s'ajoute la difficile cohésion des membres et la difficulté de partager une identité collective. Il s'est rapidement construit une opposition interne entre les « producteurs » (la catégorie de membres paysans) et les « consommateurs » (le reste des membres du syndicat). L'opposition fondamentale que tentait d'évacuer l'Union paysanne a donc été la plus forte. La polarisation des positions entre des agriculteurs menacés dans leur pratique, orientés vers l'action et qui se donnent des dirigeants énergiques, et des citoyens engagés à distance, peu menacés et qui se préoccupent plus des processus que des résultats de l'action collective, a empêché un véritable dialogue entre des identités sociales fortement ancrées. Cela révèle l'incapacité du discours « paysan » et « citoyen » à mobiliser sur des enjeux qui concernent au premier chef une catégorie sociale depuis longtemps, c'est-à-dire les paysanNEs et les artisanNEs du terroir. Pourtant, on ne peut pas affirmer que les membres

les plus impliqués de l'Union paysanne n'aient pas réfléchi à ces questions et n'aient pas tenté de surmonter les difficultés qu'il y a à mobiliser des groupes sociaux différents (et même opposés). Dans ce questionnaire, plusieurs membres ont fortement poussé pour que le syndicat mette des efforts à se structurer sur le plan interne afin que l'organisation soit ensuite capable de fonctionner et de mobiliser des membres. Toutefois mettre l'accent sur les processus interne et la discussion, prendre le temps de se comprendre, etc., s'est opposé à l'urgence d'agir pour régler les problèmes des agricultrices et agriculteurs en péril.

Ces deux dichotomies traversent ce chapitre sur l'organisation interne du syndicat.

Organisation, mobilisation, démocratie interne

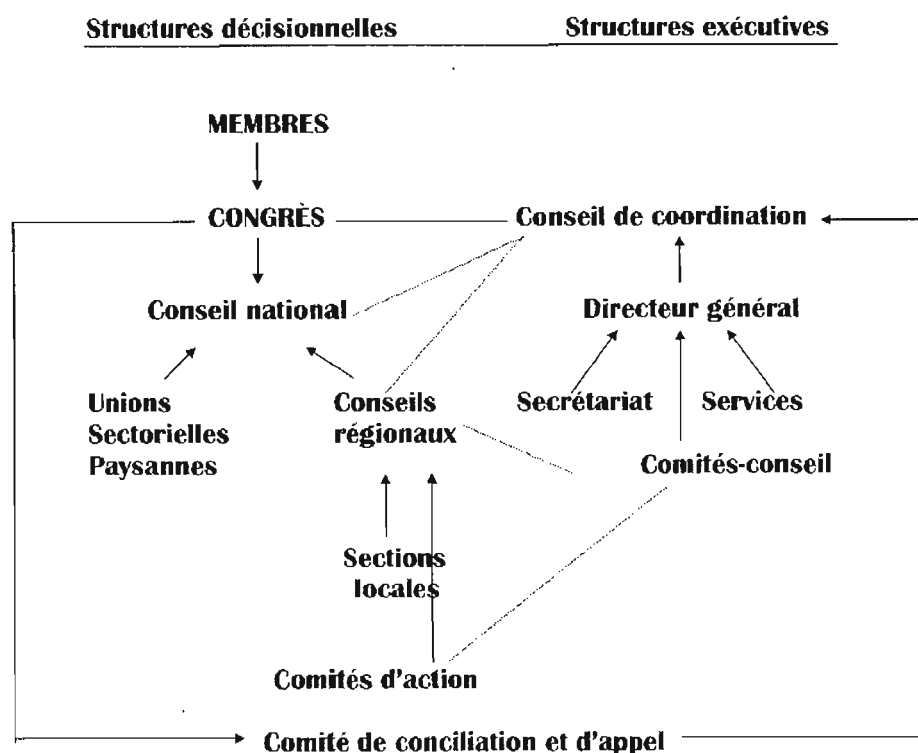
J'ai exposé au chapitre quatre la forme organisationnelle de l'Union paysanne lors de sa fondation (*supra*, pp. 261-265). On a pu voir que, sur papier, le syndicat est une structure décentralisée dans laquelle chaque région administrative possède un conseil régional où les membres locaux se donnent des délégués pour les représenter dans les instances provinciales. Les sections régionales sont autonomes et peuvent déterminer leur propre agenda dans la mesure où elles souscrivent à la déclaration de principes du syndicat. Les affaires courantes de celui-ci sont traitées par le Conseil de coordination (Coco) de 7 membres élus. Le travail de ce dernier est orienté par le Conseil national qui regroupe les délégués de toutes les régions, au moins deux fois par année. Un poste de direction générale est prévu pour appliquer concrètement les décisions prises par le Conseil national et le Coco. Ce poste ne sera pas toujours pourvu et la majorité de la tâche sera assurée par des membres du Coco, même quand quelqu'un est spécifiquement payé pour assurer la direction générale^a.

^a En réalité deux personnes seront payées, pour un total de moins de deux ans, afin d'occuper ce poste. Le reste du temps la tâche sera effectuée par M. Bouchard (à titre de président du syndicat ou de directeur général bénévole) et M. Laplante (à titre de secrétaire général puis de président).

Enfin, un secrétariat gère les tâches exécutives quotidiennes; un webmestre et une secrétaire sont payés et/ou bénévoles pour ce faire pendant les cinq premières années.

Au cours des années la structure formelle de l'Union paysanne ne change guère. J'ai mentionné plus haut que la formation d'unions sectorielles soulève des questionnements parmi les membres au cours d'un congrès spécial portant sur le type de syndicalisme voulu par l'Union paysanne. Les membres ne peuvent obtenir de consensus à ce moment et décident de reporter la décision au congrès annuel de novembre 2003. La constitution du syndicat est alors modifiée pour officialiser ces unions sectorielles à partir de deux propositions amenées par les unions sectorielles existantes (union biologique, acéricole, forestière) ainsi que par le Coco. La première vise à ce « que l'Union paysanne reconnaisse » les unions sectorielles et leur « fournisse les moyens nécessaires pour qu'elles puissent effectuer un travail indispensable auprès des producteurs »². La seconde propose huit modifications à la constitution afin de les intégrer concrètement dans le fonctionnement. Elles sont toutes adoptées, pratiquement sans modification, en plénière des membres présents³.

Figure 19. Organigramme de l'Union paysanne, 2004-2008



Source : Union paysanne, *Nous, paysans du monde*, cahier du 4^e Congrès annuel de l'Union paysanne, Saint-Jean-sur-Richelieu, 26-28 novembre 2004, p. 119.

La figure 19 ci-haut montre la structure de l'Union paysanne à partir de janvier 2004 et jusqu'à ce que les dirigeantEs proposent de la refonder à la fin de 2008 (j'y reviendrai). La différence par rapport à la figure 16 (*supra*, p. 263) montrant l'Union paysanne à sa fondation se situe quant à l'insertion d'« Unions Sectorielles Paysannes » qui semblent relever du Conseil national. Malgré que la structure générale ne change guère au cours des ans, des critiques sur son opérationnalisation ressortent à chaque réunion des membres (Conseil national ou congrès annuel.) Ce n'est pas tant la structure que la manière de fonctionner qui fait l'objet de critiques. Par exemple la proposition amenée au congrès annuel de 2003 à l'effet d'« améliorer les communications entre le national et le local et entre les groupes régionaux » est en réalité revenue chaque année : on déplore que les membres ne soient pas mis au courant régulièrement des dossiers traités par le Coco, que le pouvoir soit concentré

dans les mains d'une équipe dirigeante loin des membres et que les sections régionales communiquent peu entre elles. Une autre proposition de ce congrès annuel demande que le syndicat se donne une politique interne « concernant les stratégies d'intervention médiatique et la désignation des porte-parole »⁴, une question qui s'est discuté toute l'année après que plusieurs membres ont démissionné, jugeant le président peu empressé de suivre les voies démocratiques de l'organisation. Une troisième porte sur le financement du mouvement et demande à ce que la portion de la cotisation qui est retournée dans la région d'origine du membre soit portée à 50% afin d'aider les sections régionales à se structurer. Cette proposition est rejetée mais par ailleurs le plan d'action pour l'année 2004 comporte deux axes principaux, d'une part se rapprocher des agriculteurs et axer l'action publique sur la reconnaissance du syndicat et, d'autre part, « la priorité serait la *consolidation des équipes régionales* pour éviter de perdre nos membres, en recruter de nouveau, et assurer un relais du mouvement dans tous les coins du Québec. Nous avons un sérieux problème de membership, et conséquemment, de financement. Le dynamisme de nos équipes régionales est une partie importante de la solution » (en gras dans l'original)⁵.

Ces propositions tirées des documents du 3^e congrès annuel montrent que le syndicat est à la croisée des chemins. La campagne contre l'industrie porcine est à ce moment entrée dans la phase de participation aux consultations du BAPE-Porcs et l'équipe dirigeante entend se lancer activement dans la campagne pour l'accréditation syndicale. L'euphorie causée par la naissance du syndicat, par l'engouement médiatique, par l'appui concret de 3200 personnes qui adhèrent et de centaines d'autres acteurs sociaux qui entrent en lutte, commence à disparaître. Après deux ans d'intense activité publique et politique, les membres du syndicat ressentent le besoin de faire le point quant aux processus internes. Le type de leadership et le mode de gouvernance sont critiqués, principalement par des membres citoyens. La forme unitaire du syndicat est contestée par certains, surtout des agriculteurs, qui se regroupent dans des unions sectorielles restreintes aux praticienNEs de l'agriculture afin de se rapprocher de la forme acceptable dans le régime agricole (association composée uniquement d'agriculteurs possédant leur « carte » du MAPAQ). Dans cette dynamique est mis à mal la tentative d'unifier citoyenNEs et praticienNEs de l'agriculture dans une même

organisation. Ainsi, dans l'envers du décor de la lutte publique se joue une autre lutte, pour la démocratie et la participation des membres.

De comité de citoyens à section régionale : un difficile arrimage

L'Union paysanne n'est pas une fédération de syndicats mais un seul syndicat. Le Conseil régional est partie intégrante de l'Union paysanne et le représentant régional est le représentant de l'Union paysanne dans la région. Le Conseil de coordination est donc responsable de la gestion des conseils de région selon un code de gestion simple et commun. Une bonne circulation de l'information dans les deux sens est essentielle : des outils seront développés à cette fin sur internet [*sic*].

Les Conseils de région ont un rôle majeur pour recruter, former et informer leurs membres, promouvoir les objectifs de l'Union paysanne dans les média [*sic*], les événements et les organisations de leur région, impliquer leurs membres dans les divers comités, défendre les producteurs paysans et faire le lien entre eux et les citoyens.⁶

C'est ainsi qu'est décrit le rôle et la place des sections régionales dans le syndicat après la première réunion des délégués régionaux et des dirigeants en février 2002, avant que l'idée d'incorporer des « unions sectorielles » ne soit mise sur la table. Les conseils de région, selon cet extrait, sont gérés en haut lieu par le Conseil de coordination « qui doit veiller à la coordination de l'Union »⁷, mais les membres locaux sont invités à se donner un plan d'action régional et à agir, notamment dans le recrutement, la formation et l'information des membres et des personnes intéressées. Les sections régionales sont supposées devenir l'armature et la base du syndicat, ses bras agissant localement en relayant les consignes en provenance du Coco (qui reçoit lui-même, en théorie, ses orientations générales du Conseil national). Pour leur donner les moyens de réaliser les tâches qu'on attend d'elles, il est prévu qu'elles soient financées par une partie des produits des adhésions. Sur une cotisation annuelle de 40\$ (en 2002-2003), les sections régionales recevaient 5\$. Cependant devant les difficultés financières du syndicat et les exigences des campagnes politiques que l'équipe dirigeante coordonne, ce retour sur les cotisations sera suspendu en 2003, provoquant des remous dans plusieurs régions : les membres se demandent comment ils et elles pourront être la base structurante du syndicat si on ne leur accorde pas de financement. Ce à quoi l'équipe dirigeante répond que l'argent est toujours disponible pour les régions qui font une demande

pour des projets. On les incite aussi à s'autofinancer en tenant des activités ou en élaborant des produits dérivés.

Des sections régionales sont mises sur pied dans seize régions administratives du Québec en s'appuyant sur les comités de citoyens opposés à l'expansion de l'industrie porcine. Dans la foulée de la fondation du syndicat provincial et de l'engouement médiatique qu'il provoque, les assemblées de fondation des sections régionales sont très courues : plus de 150 personnes sont présentes à Québec, à Montréal, à Rivière-du-Loup, en Montérégie, une centaine à Victoriaville, cinquante à Drummondville, etc.⁸ Les assemblées élisent des représentantEs qui sont chargés d'assurer (bénévolement) le fonctionnement régional. Il y a quelques agricultrices, agriculteurs et ancienNEs agricultrices et agriculteurs dans le lot, bien sûr, mais la majorité des personnes élues ne sont pas agricultrices. Plusieurs sont en fait liées aux comités de citoyens opposés à l'expansion porcine, comme dans la région de Québec où le représentant régional de l'Union paysanne est aussi le porte-parole de l'Action des citoyens pour le maintien de la qualité de vie à Québec (ACMQVQ), incorporé le même jour que l'assemblée de fondation de la section régionale de l'Union paysanne. Le mélange des genres n'effraie donc pas le nouveau syndicat. En vérité sans les comités de citoyens (ainsi que plusieurs groupes écologistes locaux) qui existent déjà, l'Union paysanne n'aurait pas eu autant de résonance locale.

Dans une série d'analyse de comités de citoyens urbains mobilisés contre la dégradation environnementale et la qualité de vie, Donatella della Porta, Massimiliano Andretta et d'autres collègues constatent que cette forme d'action collective, caractéristique des mouvements populaires des années 1960, est de plus en plus présente depuis les années 1990 (Andretta, 2003; Della Porta et Andretta, 2002b, 2002a). Les comités de citoyens se caractérisent par une échelle d'action et une capacité de mobilisation locales, une solidarité de proximité et le sentiment d'appartenance au lieu. Sur le plan organisationnel ils sont habituellement peu structurés et menés par des personnes ayant de l'expérience dans le domaine, faisant partie de l'élite locale ou capable de mobiliser diverses ressources. Andretta et della Porta relèvent aussi que l'appartenance à d'autres organisations (communautaires, écologistes, partis politiques, syndicats) et la présence de réseaux sociaux denses permettent d'accroître la capacité d'organisation et de mobilisation. Toutefois les membres actifs de ces

comités sont généralement peu nombreux, rarement plus de 20 personnes dans des quartiers urbains centraux. Disposant de peu de ressources et d'un faible degré de professionnalisation, les comités de citoyens tiennent des activités irrégulièrement et relaient leurs demandes surtout aux autorités locales (conseils municipaux ou équivalent). Une autre caractéristique serait leur relatif isolement causé par l'objet immédiat de leur mobilisation, qui est local (Della Porta et Andretta, 2002b, p. 252-254).

Les comités de citoyens opposés à l'expansion de l'industrie porcine correspondent à ce modèle général. Cet extrait d'entretien relate la formation du comité de citoyens RESPIRES et illustre la plupart des autres. Il montre que le problème se constitue dans l'espace public du village d'abord par les discussions entre voisinEs avant d'atterrir au conseil municipal où d'autres alliés disposant de capital symbolique peuvent être mobilisés :

Le gars qui loue nos terres a appelé un moment donné et il voulait acheter le lot en face. Il l'a acheté. Il nous a dit après qu'il voulait construire une porcherie dessus. Il ne pouvait pas construire de maison, mais une porcherie, c'est ok parce que c'est un bâtiment agricole. Fa que là on était contre ça, on commençait à parler de cela aux voisins. Tsé t'es dehors devant la maison, un voisin s'arrête pour jaser, tu lui racontes cela, un autre voisin passe, il s'arrête en voyant les autres arrêtés, on parle de cela, etc., tu vois l'affaire, et pis finalement on se dit : faut partir une pétition, ça pas de bon sang, on peut pas le laisser faire ça. Fa que on lance une pétition, mais on se dit qu'il faut aussi faire un comité de citoyens pour gérer cela, alors on forme un comité. C'était en 1997-98. Quand on a formé le comité, on allait à la municipalité et Maxime était échevin de la municipalité. Pis lui, il était plutôt écologique et était contre les porcheries. Et il avait commencé à en parler à la municipalité comme quoi ça s'en venait et les dangers reliés aux porcheries. Mais y'avait jamais l'appui des autres échevins. Alors quand on allait aux réunions du conseil, on s'est rendu compte qu'on avait un échevin de notre bord et alors on l'appuyait. Mais il n'était pas appuyé par ses collègues, alors il a fini par se retirer de l'échevinage. Alors c'est avec lui qu'on a formé officiellement le comité de citoyens. A ce moment, on faisait des recherches sur Internet et on s'est rendu compte qu'il y avait Sauver les campagnes. (Entretien 008).

Le contact avec Sauver les campagnes est rapidement établi et la lutte locale du RESPIRES se connecte à la lutte à l'échelon provincial que mène Sauver les campagnes en réseautant les comités de citoyens qui, comme le souligne la même interlocutrice, ne sont pas tous restreints à la lutte contre l'expansion porcine. Dans le réseau Sauver les campagnes, c'est la coordination centrale qui tente de relayer au niveau provincial les demandes conjointes, comme je l'ai montré au chapitre quatre. Cependant les comités de citoyens demeurent autonomes et continuent d'agir localement. La formation de l'Union paysanne

leur a permis, du moins temporairement, de créer formellement des réseaux fondés sur les régions administratives. En effet les sections régionales du syndicat comprenaient des sous-sections locales organisées sur la base des MRC. Cet échelon administratif était en 2001 celui où les comités de citoyens croyaient pouvoir faire des gains en influençant les règlements sur l'usage du territoire (*supra*, chap. quatre). Dans les six mois qui suivent la création de l'Union paysanne, la plupart des régions rurales où existent des comités de citoyens se donnent des représentantEs sur la base territoriale des MRC à partir des comités de citoyens.

Ainsi la majorité des seize sections régionales de l'Union paysanne apparaissent d'abord comme un réseautage local des comités de citoyens (à l'exception bien sûr de Laval, Montréal et Côte-Nord où les porcheries ne sont pas une menace). Un réseautage provincial existait déjà avec Sauver les campagnes, mais la structure organisationnelle des sections régionales de l'Union paysanne se veut plus ancrée localement que ne l'était la coalition Sauver les campagnes. Dans les régions où les problèmes porcins ne se posent pas et/ou où la densité de population est peu élevée (notamment Côte-Nord, Montréal, Abitibi-Témiscamingue) les sections régionales du syndicat ne comprennent pas de sous-sections locales.

Selon les témoignages recueillis, dans toutes les sections régionales de l'Union paysanne l'organisation était peu centralisée, le travail bénévole, les ressources assez rares et les capacités d'engagement des personnes, irrégulières (surtout chez les agriculteurs). À la naissance du syndicat et pendant la campagne contre l'industrie porcine (de décembre 2001 à juin 2002, épilogue à l'automne 2005), malgré les structures dites « sections régionales de l'Union paysanne », ce sont surtout les comités de citoyens qui s'organisent, plusieurs de leurs leaders travaillant directement dans l'équipe dirigeante de l'Union paysanne afin de coordonner la lutte à l'échelon provincial. Par conséquent la plupart des sections régionales de l'Union paysanne seront quelques peu parallèles aux comités de citoyens. On a vu au chapitre cinq que lorsque le gouvernement de Bernard Landry annonce un moratoire à l'expansion de l'industrie porcine en mai 2002, six leaders des comités de citoyens quittent l'Union paysanne et créent la Coalition citoyenne santé et environnement car ils et elles ne sont pas intéressés à mettre sur pied un syndicat agricole. Les comités de citoyens encore actifs quittent pour la plupart les rangs des sections régionales de l'Union paysanne. À ce

moment les sous-sections locales qui reposaient vraiment sur ces comités de citoyens disparaissent presque toutes.

Les sections régionales de l'Union paysanne ne seront donc, jamais très dynamiques, sauf quelques exceptions telles Montréal et la Mauricie. Déjà quant à l'organisation de la grande manifestation qui a rassemblé 4000 personnes à Québec début mai 2002, des sections régionales affirment qu'on leur en demande « beaucoup et que ça va vite »⁹. Deux mois plus tard, « [l]a plupart des responsables régionaux se disent débordés et manquent de disponibilité »¹⁰. Ils mentionnent dans leurs rapports synthèse qu'il est difficile de mobiliser les membres dans les régions, que l'efficacité repose souvent sur « un bon responsable » régional et que tout le travail est à refaire lorsque cette personne n'est plus disponible¹¹. Par exemple ce témoignage d'un membre citoyen de la Beauce (région Chaudière-Appalaches), actif depuis les débuts de l'Union paysanne, fils d'agriculteur, travailleur horticole et résident de la région depuis plus de 20 ans :

[...] Je trouve que localement [Beauce] on est un peu...on est pas tellement actif l'Union paysanne, parce que y'a d'autres dossiers [porcins], notamment à St-Prosper à quelques kilomètres d'ici, on regarde ça aller. Les citoyens se mobilisent, mais l'Union paysanne est pas là. On est pas là parce qu'on a pas l'énergie pour le faire. Moi je trouve encore que dans mon coin, les membres de l'Union paysanne, ce ne sont pas des militants. Ce sont des gens qui contestent en bonne partie le monopole syndical, et ils appuient une organisation qui va mettre de la pression, mais individuellement ils ne s'impliquent pas beaucoup.

Les membres ici c'es-tu surtout des agriculteurs ou des citoyens?

A peu près le quart de citoyens... Il y avait beaucoup d'acériculteurs mais tout le monde est pour sa petite industrie... Y'a pas de... moi je trouve ça difficile de mobiliser. Moi je suis un simple citoyen alors il faut que je fasse attention dans mes interventions envers les agriculteurs. Et puis j'aime pas tellement être identifié uniquement. J'aime pas être le porte-parole officiel, j'aimerais partager cela avec d'autres. Parce que les médias m'appellent quand le dossier est chaud et j'aimerais ça qu'ils en appellent d'autres, un agriculteur. Mais souvent ils vont appeler un agriculteur pour avoir son opinion, mais ce n'est pas un militant, un représentant de l'Union paysanne [...] Mais ça reste qu'on est dans une région où on est pas très actifs, je trouve. J'ai de la misère à mobiliser. Le petit noyau qui est prêt à faire des choses, ben souvent ils ne sont pas membre de l'Union paysanne, ils sont préoccupés par... Y'a beaucoup de membres de la simplicité volontaire.... Y'a de bons « mix » entre ces deux visions. Eux autres c'est plus le mode de vie qu'ils privilégient, mais ils ont des préoccupations environnementales. Nous autres [Union paysanne] on fait l'organisation, eux autres nous soutiennent, mais on se complète assez bien. (Entretien 003.)

Dès 2003, un rapport sur l'état du réseau présenté au Congrès annuel par le coordonnateur à l'organisation (engagé pour favoriser la fluidité et les communications

internes) mentionnait que neuf régions sur seize avaient « besoin de renfort » ou étaient « à reconstruire » :

Ceux [*sic*] en besoin de renfort sont des régions où le manque de bénévoles se fait sentir mais où la tâche de relais est tout de même effectuée. Certains changements au niveau des conseillers ont amené des ralentissements dans les activités. La structure même de certains conseils nuit, car certains territoires sont immenses et la volonté de couvrir les MRC entraîne découragement et inefficacité.

À reconstruire : le constat est clair, il y a eu désistement de personnes, erreur de jugement, qui on [*sic*] causé préjudice à la région, impossibilité d'effectuer le relais des activités nationales, manque d'engagement, etc.

Le réseau des équipes régionales devra être renforcé rapidement car le mouvement perd une énergie incroyable à devoir faire une partie du travail qui ne s'effectue pas.

Actuellement le poids repose sur le conseil de coordination et n'est pris en relais que par une petite partie du mouvement.¹²

Ainsi à peine deux ans après sa naissance et son départ fulgurant, l'Union paysanne peine à retenir et mobiliser ses membres bénévoles. Devant ce constat un Comité de soutien au réseau a été mis sur pied début 2003 avec pour mission de « solidifier les bases du réseau en rendant les différentes entités locales, régionales et nationale autonomes, fonctionnelles et dynamiques »¹³. Sa première action fut de sonder les conseils régionaux (11 sur 16) afin d'identifier leurs forces, faiblesses et besoins. Les constats sont à l'effet que la plupart des régions sondées estiment avoir des lacunes quant à la connaissance des sujets spécifiques à l'agriculture (lois et règlements, historique, questions syndicales, réalité vécue par les producteurs agricoles.) Les sujets généraux que sont la mondialisation, le néolibéralisme, les mouvements militants et la solidarité internationale sont mieux connus des membres actifs dans les régions. Enfin, quant aux aptitudes d'organisation, de communication et de mobilisation, la plupart des régions affirment aussi avoir des lacunes et besoin d'aide. Le comité de soutien au réseau avait comme idée de coordonner concrètement le soutien au réseau en mettant en œuvre une série de moyens identifiés à la suite du sondage. Animé par une professionnelle de l'organisation, il est prêt à assurer le travail bénévolement. La réponse de l'organisation centrale sera plutôt d'engager un membre comme salarié en tant que coordonnateur à l'organisation, comme je l'ai mentionné ci-haut. Cette personne sera engagée pour moins d'un an car les fonds ne sont pas assez importants pour soutenir un salaire plus longtemps. Malheureusement, ce salarié ne travaillera pas concrètement avec le

comité de soutien au réseau et la plupart des recommandations de ce dernier ne seront pas mises en œuvre – malgré que ses constats sont renouvelés année après année.

Dans les mois et les années suivantes, les questions de soutien aux régions reviendront périodiquement dans chacune des grandes réunions du syndicat (conseils nationaux ou congrès annuels) ainsi que dans le bulletin interne la *Chronique du paysan*. Malgré cela la capacité effective de mobilisation et de soutien aux instances régionales ne s'améliorera pas et la plupart des instances régionales se déliteront et finiront par être complètement inactives, à l'exception notable des trois plus actives, Montréal, Mauricie et Chaudière-Appalaches (qui sont aussi parmi celles comptant le plus de membres)¹⁴. Par conséquent, à partir de 2006 certaines personnes – au premier chef celui qui fut engagé en 2003 comme coordonnateur à l'organisation – proposent de transformer radicalement la structure de l'Union paysanne pour éliminer les instances régionales car la plupart « ne sont plus actives et depuis bien longtemps »¹⁵. Le syndicat hésite toutefois à s'engager dans cette voie car les membres sont conscientEs que l'ancrage territorial est primordial, de même que d'avoir des instances où les membres peuvent se regrouper et agir régionalement. Réunis en congrès annuel à Montréal en 2006, les vingt personnes présentes^a ne réussissent pas à s'entendre sur la modification aux structures. Le scénario se répète en 2007 et, fin 2008, le changement aux structures du syndicat est le principal point à l'ordre du jour du congrès annuel, avec la modification quant à la place des citoyens dans le syndicat. Il est proposé par le président et co-porte-parole Benoît Girouard^b de faire en sorte que l'Union paysanne devienne un syndicat mettant en son centre les agriculteurs regroupés en unions sectorielles. Les citoyens seraient dirigés vers

^a Les congrès annuels de l'Union paysanne ont historiquement rassemblé entre 100 et 200 personnes. En 2005, seuls 75 membres se sont déplacés. En 2006, il n'y en avait qu'une vingtaine, incluant une demi-douzaine de Montréal, la région hôte.

^b Benoît Girouard est le président de l'Union biologique paysanne depuis ses débuts en 2003-2004. Dans l'Union paysanne, M. Girouard fut successivement coordonnateur à l'organisation, représentant paysan sur le Conseil de coordination, secrétaire général au départ de Roméo Bouchard de la présidence et ensuite président suite au départ de Maxime Laplante. Depuis ce temps il est le principal – sinon unique – porte-parole du mouvement. M. Girouard n'a jamais été impliqué dans une section régionale. Selon certainEs, il aurait même fortement contribué à leur délitement et à la démobilisation de par sa propension à travailler seul (entretiens 005, 010, 013, 015, 016).

l'Union citoyenne paysanne et n'auraient plus de rôle quant aux questions strictement agricoles¹⁶.

Les unions sectorielles, miroir du syndicalisme agricole professionnel?

Dès la fin de l'année 2002 l'équipe dirigeante de l'Union paysanne envisage la mise sur pied de comités de producteurs qui serviraient à rassembler ceux-ci sur la base de leur spécialité afin d'agir dans leur secteur. Le comité biologique et le comité acéricole se transforment rapidement en unions paysannes sectorielles. Trois autres sont envisagées sans réellement démarrer (union forestière, union laitière et union cunicole), tandis qu'une Union citoyenne paysanne est enregistrée pour compléter le tableau. Il ne s'agit pas de répéter ici ce qui a déjà été dit au chapitre précédent sur la fonction des unions sectorielles et sur les controverses qui ont mené à leur création (*supra*, p. 333-335). Il s'agit plutôt de qualifier leur action et leur mode de fonctionnement. A ce titre elles sont les structures de l'Union paysanne qui se rapprochent le plus du syndicalisme professionnel de l'UPA. Chacune rassemble des agricultrices et des agriculteurs actifs dans la même spécialité et leur objectif avoué est de s'insérer dans les structures du régime agricole afin d'en devenir des interlocuteurs admis.

On a vu au chapitre cinq que la plus dynamique d'entre elles, l'Union acéricole paysanne, est active entre février 2002 et mai 2005 jusqu'à ce que ses président et vice-président concluent une entente avec la Fédération des producteurs acéricoles du Québec (FPAQ, affiliée UPA) afin de se dégager des poursuites judiciaires civiles et criminelles engagées contre eux. Peu après cet événement, l'Union acéricole paysanne quitte l'Union paysanne et se renomme Regroupement des acériculteurs autonomes du Québec avant de disparaître. Il s'agit là d'un exemple patent d'organisation qui ne survit pas à la disparition de ses chefs : après leur retrait, personne ne veut reprendre le flambeau. Dans le cas des producteurs acéricoles, on a pu voir au chapitre cinq qu'une autre lutte fut menée par un M. Léo Doyon au début des années 2000. Bien que plusieurs milliers de producteurs acéricoles soient parties prenantes du recours collectif engagé par M. Doyon, c'est lui qui en est le cœur,

l'animateur et le promoteur. La même chose se produit avec l'Union acéricole paysanne et, comme on le verra plus loin, avec l'Union paysanne dans une moindre mesure.

Sur bien des aspects l'organisation interne de l'union acéricole fut semblable à celle des comités de citoyens opposés à l'expansion de l'industrie porcine : peu structurée au plan interne, elle a reposée sur des réseaux de proximité et sur des réseaux professionnels (les membres sont toutes et tous des acériculteurs et elles et ils se concentrent dans quelques régions limitrophes où il y a une grande activité acéricole). Les réunions, « meetings » et assemblées publiques concernaient la mobilisation et/ou l'établissement de stratégies pour l'action. Les réunions internes d'organisation avaient pour but l'établissement des tactiques et la mise en œuvre des résolutions votées en assemblée. Je n'ai pas eu connaissance qu'il y ait eu des élections formelles aux postes de président, vice-président et secrétaire-trésorier de l'organisation : ce ne fut qu'une formalité. Toute l'attention était portée sur la résolution du problème : comment contrer les plans de la FPAQ et conserver l'autonomie des petits acériculteurs. Les questionnements internes typiques de l'Union paysanne et de ses sections régionales quant à la place des citoyens par rapport aux agriculteurs, quant au pouvoir de l'équipe dirigeante et à la distribution interne des pouvoirs étaient inconnus aux syndiquéEs de l'union acéricole. Elle fut un comité de lutte qui s'est incorporé comme union sectorielle de l'Union paysanne parce que M. Roméo Bouchard, leader politique et « spirituel » des acériculteurs, les a convaincus que cela allait accroître leur force de frappe. Du moment où les acériculteurs ont compris que cette affiliation n'était plus profitable, ils se sont retirés.

Comme équipe animant un comité de lutte, les dirigeantEs de l'Union acéricole ont fait preuve d'un leadership charismatique et traditionnel. Leur chef, M. O'Farell, formé, inspiré et soutenu tout du long par Roméo Bouchard (autre leader charismatique), est bon orateur et fin bagarreur (il faut voir à ce propos le documentaire *Pas de pays sans paysans* (Lamont, 2005)). Leur style frondeur axé vers l'action plutôt que la consultation n'a pas été contesté par les acériculteurs, au contraire : ils ont suivi les mots d'ordre, parfois même avec un peu trop d'empressement. Ils ont accompli un travail considérable et ont manifestement réussi à retenir l'attention à la fois des médias et des autorités. Ils ont pratiqué un syndicalisme de combat et sont « passés à deux cheveux d'avoir un changement majeur »¹⁷ dans

l'acériculture. La courte vie de l'organisation fut dirigée par l'urgence et menée tambour battant.

Nous sommes loin des sections régionales de l'Union paysanne (à prédominance de membres citoyens) plus axées vers la discussion, la concertation, l'amélioration des liens entre les structures provinciales et locales, la promotion de l'approche paysanne, le souci écologiste, le discours de la consommation responsable ou de la simplicité volontaire, etc. Alors que la plupart des sections régionales attendaient les idées en provenance des instances provinciales avant de consulter leurs membres et d'agir, les acériculteurs agissaient avant de demander l'opinion des membres de l'Union paysanne. Cela a d'ailleurs contribué à créer des frictions au Conseil national et au Coco. Autre exemple montrant la différence d'approche, certaines sections régionales – au premier chef la section montréalaise – ont refusé de se donner un responsable régional fixe, c'est-à-dire une personne en situation d'autorité. Ce type de questionnement n'est pas courant dans le syndicalisme agricole professionnel, corporatif et relativement « traditionnel » quant à ses conceptions sur le leadership et les structures hiérarchiques. La région montréalaise était aussi perçue de manière générale comme celle des consommateurs, des urbains, des intellectuels, voire des « chicaneux » plus préoccupés de structures organisationnelles et de philosophie que des problèmes des agriculteurs.

Par ailleurs, contrairement au syndicalisme professionnel des fédérations spécialisées de l'UPA, les acériculteurs autonomistes n'ont pas développé de « services » pour leurs membres : ils n'ont pas offert de promotion économique de la filière, ils n'ont pas offert de services de gestion, d'assurance, de qualification du sirop, etc. Ils ont mené une lutte politique. La mise en marché, la gestion, les services sont, dans leur vision, la fonction des coopératives (comme Citadelle dont plusieurs étaient sociétaires) ou des acériculteurs eux-mêmes. Par conséquent si le syndicalisme de l'Union acéricole paysanne ressemble au syndicalisme de l'UPA de par son caractère professionnel et corporatif, il ne comprend pas le volet du syndicalisme économique qui caractérise spécifiquement les fédérations spécialisées de l'UPA. C'est d'ailleurs surtout ce mélange des volets économique et politique dans une même organisation syndicale que contestaient les acériculteurs – et l'Union paysanne en général. En définitive l'Union acéricole paysanne a ressemblé au syndicalisme pratiqué par

l'UCC au temps de ses luttes pour l'obtention des plans conjoints dans les années 1950-60 : une lutte pour accroître l'autonomie des producteurs, mené sur le plan politique de la contestation des appareils institutionnels, par des agriculteurs spécialisés regroupés dans la forme traditionnelle du syndicat faiblement hiérarchisé. Cependant, alors que l'UCC s'adressait à l'État pour contrer le pouvoir des grandes compagnies, l'union acéricole s'adresse à l'État pour contrer le syndicat, derrière lequel, dit-on, s'abrite le système de fonctionnement des grandes compagnies capitalistes. C'est toujours la concentration et l'intégration qui est contestée, mais c'est dans la structure syndicale qu'elle s'incarne et c'est par son entremise que la production acéricole est livrée aux grands transformateurs et distributeurs.

La seconde union sectorielle d'importance, l'Union biologique paysanne, a elle aussi pratiqué un syndicalisme agricole professionnel mais elle n'a pas choisi les mêmes stratégies ni les mêmes tactiques que sa consœur acéricole. Plutôt que de contester radicalement les structures de la « portion » biologique du régime agricole, l'Union biologique paysanne a cherché à s'insérer dedans afin d'y devenir un joueur majeur. Mais pour ce faire elle a privilégié la promotion économique de la filière pour asseoir sa légitimité à défendre politiquement des droits, ce qui la rapproche encore plus du modèle dominant de syndicalisme agricole que sa consœur acéricole.

L'Union biologique paysanne est née suite à la création d'un « comité biologique » dans l'Union paysanne^a. Sa première mission était d'étudier la possibilité d'une certification des produits biologiques issus du modèle paysan. A ce titre l'Union paysanne a disposé du concours de deux étudiants qui sont allés faire un stage en Europe pour étudier les modèles paysans et les certifications. Le syndicat a aussi mandaté la firme Agroexpert Inc. pour monter un programme d'établissement de deux certifications, une « paysanne » et une « bio-

^a Un Comité biologique paysan chargé de « mettre en œuvre un plan d'action de soutien à la production paysanne » a été mis sur pied au mois d'octobre 2002 (*Chronique du paysan*, nouvelle série, 1(7), oct. 2002, p. 3). L'Union biologique paysanne obtint ses statuts légaux et fut officiellement fondée en février 2004 (Union biologique paysanne, *Des agriculteurs biologiques se donnent les moyens*, communiqué de presse, sans mention de lieu, 7 février 2004; *Du bio local?... Pourquoi pas!*, cahier de la 2^e assemblée générale annuelle, Saint-Liboire, février 2005.)

paysanne »¹⁸. L'appellation « paysanne » vise à garantir le caractère local, à dimension humaine et multifonctionnel de l'agriculture, tandis que l'appellation « bio-paysanne » fait en plus référence aux certifications d'agriculture biologiques déjà établies. L'Union paysanne cherchait par la certification « paysanne » à mettre en évidence le caractère multifonctionnel de l'agriculture (alimentation, travail, entretien des écosystèmes, lien social), bref à certifier un processus social en amont des processus de production garantis par les certifications d'agriculture biologique. Ce projet n'aura toutefois pas de suite car le coût d'implantation à court ou moyen terme est beaucoup trop élevé pour le syndicat.

L'utilisation de la certification, de même que le marché paysan virtuel que le syndicat voulait implanter, dénotent le choix d'utiliser des outils économiques pour promouvoir les produits paysans et par extension un modèle d'occupation du territoire. Cette tentative d'utiliser le marché économique pour promouvoir un modèle d'organisation sociale s'inscrit dans l'air du temps. Les produits certifiés biologiques se multiplient au Québec tout comme les produits de certification équitable ou écologique. Cela s'accompagne d'une extension des discours sur la consommation responsable vers de plus en plus de produits et d'échelons territoriaux. L'idée de l'Union paysanne s'apparente ainsi à celle du Chantier sur l'économie sociale du Québec qui a lancé la certification « économie sociale » pour promouvoir les entreprises qui font la promotion d'un modèle de solidarité sociale.

La « jeune » filière biologique a la particularité d'être peu structurée. Si certaines productions sont soumises aux contingentements et aux agences de vente (lait, volaille, œufs), la plupart des autres sont relativement ouvertes quant à l'organisation économique. Entre les quelques coopératives de mise en marché, l'agriculture soutenue par la communauté, les marchés publics et la vente directe (en passant par le développement des « terroirs » et des « produits de niche »), il y a place au Québec pour plusieurs nouveaux joueurs dans ce secteur en pleine effervescence. Sur le plan syndical, les agriculteurs biologiques doivent payer leur cotisation obligatoire à l'UPA, mais elles et ils ne sont pas obligés de cotiser à la Fédération de l'agriculture biologique du Québec (FABQ, affiliée UPA) et très peu le font, d'autant plus qu'il existe aussi l'Association de Biodynamie du Québec, quelques autres clubs plus informels et quelques structures collectives de mise en marché des produits biologiques. A l'échelon de la gouvernance économique, la table filière

biologique, qui regroupe tous les intervenants de la chaîne agroalimentaire dans une optique de concertation et de développement des marchés, n'est pas complètement fermée à la présence de plusieurs associations pour représenter les quelques 600 (en 2003) agricultrices et agriculteurs certifiés de la province.

L'Union paysanne et plus tard l'Union biologique paysanne ont donc toujours misées sur une stratégie en deux volets quant à l'agriculture biologique : d'une part faire la promotion économique du secteur bio et améliorer la mise en marché, d'autre part défendre les options politiques et améliorer le soutien public à la filière par le lobbying et la lutte politique. Par la promotion des produits biologiques sur le plan économique, les syndicats paysans ont misé sur l'opportunité d'offrir aux agriculteurs des services et de la facilité de mise en marché (marché paysans, fêtes bio-paysannes, insertion dans les marchés publics et l'ASC, sites Internet et marchés virtuels) afin de mieux les mobiliser à soutenir l'action politique de défense des droits (remboursement des frais de certification, soutien public, amélioration règlementaire, bannissement des OGM, etc.). Les producteurs biologiques sont, semble-t-il, difficiles à mobiliser (entretiens 002, 005, 012, 016). On estime que moins du tiers adhèrent à un syndicat. La FABQ, entre 2001 et 2008, revendique moins de 200 membres. L'Union biologique paysanne cherchera, tout au long de son histoire, à recueillir plus d'adhésions que sa consœur et à devenir « LE » syndicat biologique. Par exemple on relève dans son premier rapport annuel : « [n]ous tenons à souligner la présence parmi nos membres de l'ancien vice-président de la Fédération d'agriculture bio, affiliée à l'UPA, Charles Cartier. Il [a] également accepté de siéger comme administrateur de l'Union biologique paysanne »¹⁹, alors que l'année suivante le syndicat paysan se vante « d'être le plus important regroupement de producteurs biologiques avec plus de 150 membres » face à une FABQ « en pleine débandade » et qui « ment effrontément » quant à son nombre réel de membres²⁰.

Depuis les débuts la petite union est dirigée par M. Benoît Girouard qui a cherché à l'insérer dans le régime agricole. Elle a établi des partenariats avec le Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ) et avec le collège Lionel-Groulx et son Centre de formation biologique afin de favoriser la production d'information et le soutien à la relève. Elle demande à être incluse à la table filière biologique, ce qui lui sera accordé en

partie. Elle s'adresse régulièrement au MAPAQ et au ministre titulaire en arguant représenter plus de praticienNEs de l'agriculture biologique que sa consœur. Elle mène en 2004 une courte lutte contre la tentative de la Fédération d'agriculture biologique d'imposer une cotisation obligatoire dans la filière. Réunissant plus de 200 signatures dans une pétition qui affirme que la FABQ n'est pas représentative et qui réitère le droit de libre association, l'Union biologique paysanne fait des représentations auprès de la RMAAQ et de la ministre titulaire du MAPAQ²¹. La tentative de la FABQ échoue, mais on ne peut dire si la pétition eut un rôle déterminant. Malgré ses efforts, l'Union biologique paysanne restera quand même à la marge du régime agricole et c'est du côté des organisations écologistes et des organisations citoyennes progressistes qu'elle établit des contacts plus stables.

Par exemple, par le biais de son président fondateur elle sera le contact de l'Union paysanne dans la campagne contre les OGM au Québec à partir de 2003. L'Union paysanne tient toujours un discours contre les OGM lorsqu'elle traite d'autres thèmes, mais c'est M. Girouard et son union sectorielle qui sont impliqués dans le lobbying spécifique aux biotechnologies. Cette lutte est menée via le Réseau québécois contre les OGM (RQcOGM) qui est animé par Greenpeace Québec (l'organisation mondiale Greenpeace a fait de la lutte aux OGM un de ses dossiers prioritaires depuis les années 1990)^a. Le RQcOGM – qui recueille l'adhésion du député du Bloc québécois responsable du dossier pour le parti fédéral

^a Le RQcOGM, fondé en mai 2000 et basé à Montréal, est constitué des organisations suivantes, dont des représentantEs sont identifiéEs comme porte-parole dans la campagne contre les OGM : AmiEs de la Terre de Québec, AmiEs de la Terre de l'Estrie, Association coopérative et d'économie familiale (ACEF) de Québec, ACEF Rive-Sud de Québec, ENvironnement JEUnesse (ENJEU), Nature Québec (anciennement UQCN), Option consommateurs, Greenpeace, Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE), Union des consommateurs, Union paysanne. Sur le site Internet décrivant le réseau (<http://membres.lycos.fr/RQcOGM/index.html>, consulté le 20 novembre 2008), plusieurs autres organisations sont listées comme membres : Action Réseau Consommateurs, AmiEs de la Terre de Montmagny-L'Islet, Association du Parti Vert de Charlesbourg, Association du Parti Vert du Canada à Outremont, Biotech Action Montréal (BAM), Comité d'Écologie et d'Action Sociale du Cégep de Victoriaville, Comité étudiant de Rimouski pour l'environnement (CEDRE), Conseil central du Montréal Métropolitain (CSN), Centre d'écologie urbaine (SODECM), Conseil des Canadiens – Secteur Cantons de l'Est, Équiterre, Garantie BIO, Groupes de citoyens du Bas-St-Laurent, de Saint-Jean-sur-Richelieu et de Sherbrooke, Soeurs de l'Assomption de la Sainte Vierge de Nicolet, Syndicat des Cols-Bleus Regroupés de Montréal (scfp-301), Univert Laval (université Laval). Il s'agit clairement d'une coalition environnementaliste, peu représentative des acteurs agricoles.

- a fait des pressions sur les gouvernements libéraux de Jean Charest (2003-2008) en lui demandant essentiellement de respecter sa promesse de réaliser l'étiquetage des OGM sur les emballages. A l'échelon fédéral le RQcOGM collabore au réseau qui fait des pressions pour que le Canada interdise certaines biotechnologies comme les OGM et les hormones de croissance^a. Ce Canadian Biotechnology Action Network (CBAN) a réussi à décourager la multinationale Monsanto d'introduire une variété de blé transgénique au Canada par (notamment) une campagne publique qui a fait ressortir le caractère central du blé dans l'alimentation (*via* le pain). C'est d'ailleurs son seul gain, tandis que le RQcOGM ne peut revendiquer aucune avancée en huit ans de lutte : l'étiquetage n'est pas introduit, les superficies cultivées en variétés GM ont augmenté et les expérimentations se poursuivent. Le RQcOGM, l'Union biologique paysanne et le CBAN se prononcent essentiellement par des communiqués de presse, des interventions dans les médias, des campagnes de cartes postales et de pétitions, des mémoires en commissions parlementaires ainsi que par le lobbying aux plus hauts niveaux. Groupes de pression, il n'y a pas eu de tentative de mobilisation populaire autrement que par les pétitions/cartes postales ou par des actions symboliques « médiatisables » (tels l'action « détective des OGM » où des personnes costumées débusquent les produits GM dans un supermarché.)

Sur le plan de la mise en marché et du syndicalisme économique, l'Union biologique paysanne s'est insérée dans la bio-fête du Marché Maisonneuve ainsi qu'au marché public biologique périodique de l'arrondissement Outremont à Montréal. Le syndicat a aussi mis sur pied un répertoire en ligne (www.quebecbio.com) pour offrir une vitrine à ses membres qui font de la mise en marché directe. L'Union biologique a participé à plusieurs fêtes, foires rurales et marchés publics temporaires. Elle met aussi sur pied le Réseau des semences et

^a Ce réseau qui demeure informel de 1999 à 2006 comprend : ACT for the Earth (Toronto), Biofreedom (Edmonton), Canadian Organic Growers, Check Your Head, Coalition for Safe Food (B.C.), Council of Canadians (et membres à travers le pays), Ecological Farmers Association of Ontario, GE Free Yukon, GeneAction (Toronto), Greenpeace Canada (et structures provinciales affiliées), Inter Pares, National Farmers Union, P.E.I. Coalition for a GMO-Free Province, Saskatchewan Organic Directorate, Society for a G.E. Free B.C., Union paysanne et USC Canada. Depuis 2006, la coalition s'appelle officiellement Canadian Biotechnology Action Network (CBAN). (source: <http://www.cban.ca/About/Members>, page consultée le 20 novembre 2008.)

grains biologiques du Québec (RSGBQ) afin d'améliorer l'approvisionnement en semences locales.

Sa principale réalisation et activité²² demeure toutefois la mise sur pied de la Fête Bio Paysanne annuelle qui se tient à Montréal. Chaque édition depuis 2004 voit entre 10 000 et 15 000 personnes passer entre les tables des quelques 80 à 100 exposantEs, tous et toutes impliqués dans l'agriculture biologique ou la transformation des produits qui en sont issus. Cette fête est selon ses organisateurs « le plus gros événement biologique au Canada ». La liste des partenaires qui le rendent possible montre la capacité de l'Union paysanne à tisser des liens avec des organisations écologistes, consoméristes ou participant de la mouvance de l'alimentation « naturelle », mais elle montre aussi que les acteurs reconnus du monde agricole sont peu nombreux. Le partenaire principal est la Tohu cité des arts du cirque (qui prête ses espaces). La première fête est organisée conjointement par la Corporation des fêtes paysannes (Benoit Girouard), l'*Union paysanne*, le *journal*, la revue *Aube* et le magazine *Bio-bulle*.²³ Certaines associations et entreprises participent : Equiterre, l'Association Manger-Santé, l'entreprise Natur-a (produits de soya biologique). Chaque année pendant cinq ans la fête se tiendra au même endroit et un petit magazine accompagne sa promotion. On se rend compte qu'à partir de la deuxième année le projet est porté surtout par le président de l'Union biologique paysanne Benoît Girouard. Les partenaires ne sont plus que l'Union biologique paysanne et la Tohu, alors que le magazine prend de plus en plus la forme d'une circulaire publicitaire accordant une (petite) place à des organisations qui ne sont pas actives dans l'agriculture biologique, telle la Coop fédérée qui devient un bailleur de fonds important (une autre entreprise, d'assurances celle-là, soutien les activités de la Tohu et commandite l'événement). A partir de la deuxième année le MAPAQ, le Ministère de la culture et celui de l'Environnement contribuent au financement, ce qui montre que même si l'État ne reconnaît pas l'Union paysanne comme syndicat agricole, il reconnaît son existence en tant qu'organisation faisant la promotion de l'agriculture et de l'alimentation saine.

Les Fêtes bio-paysannes sont des événements de type « salon » où des commerçants, artisans et dispenseurs de services exposent leur produit et vantent leurs mérites. Plusieurs des exposantEs des fêtes bio-paysannes participent aussi au Salon Manger Santé qui se tient en hiver depuis la deuxième moitié des années 1990 ou même au Salon de l'environnement et

autres foires commerciales. Rapprochement entre les acheteurs des villes et les producteurs-artisans d'un peu partout, ces événements traduisent un rapport au monde médiatisé par l'échange économique. On mise sur la popularité des produits biologiques et l'insuffisance de l'offre par rapport à la demande pour sensibiliser les gouvernements à favoriser le modèle paysan basé sur l'agriculture biologique et locale. La stratégie politique globale de l'Union biologique paysanne se décline ainsi dans une tactique qui se positionne dans l'arène économique. En ce sens c'est surtout au consommateur qu'on fait appel comme levier pour faire bouger le politique.

La difficile cohésion des membres

Entre les unions sectorielles, les sections régionales et les instances décisionnelles du syndicat, les membres ont cherché à se comprendre et à s'unifier tout en faisant valoir leurs intérêts respectifs. L'histoire de l'Union paysanne est traversée par ces tentatives de discussion entre groupes aux intérêts et aux visions du monde dissemblables, même si certains thèmes du discours politiques se rejoignent. Afin d'illustrer cette dynamique il convient de décrire les caractéristiques socio-démographiques et surtout les thèmes du discours des deux groupes sociaux qui cohabitent dans le syndicat.

Je ne possède pas de données systématiques sur les caractéristiques socio-démographiques des membres de l'Union paysanne, sinon ma propre expérience, les entretiens que j'ai effectué et des portraits de membres publiés dans les journaux et revues (incluant *Union paysanne, le journal*). De par mon observation aux congrès annuels et aux autres instances, lors de dizaines d'événements où nous tenions kiosque, lors des fêtes et activités de socialisation, des manifestations, etc., je peux affirmer que tous les groupes d'âges étaient représentés, des étudiantEs dans la jeune vingtaine jusqu'aux soixantenaires, retraitéEs ou non. Les jeunes membres actifs (35 ans et moins) étaient principalement des étudiantEs de plusieurs domaines (agriculture, sciences sociales, sciences naturelles) et/ou des porteurs de projets agroruraux. Il y avait beaucoup de femmes parmi les jeunes. Les personnes de 35 ans

et plus actives dans le syndicat étaient plutôt des hommes. Plusieurs sont des militants de longue date dans le syndicalisme agricole ou des causes à caractère écologique.

Je remarque aussi que le syndicat a recueilli l'adhésion de personnes actives dans une diversité d'activités professionnelles (métiers, emplois, activités économiques). Parmi les membres citoyens, la diversité est manifeste et difficile à décrire, sinon en disant que la plupart des personnes occupaient des emplois nécessitant une certaine éducation (peu d'ouvriers et d'ouvrières, plusieurs professionnelles). Leur dénominateur commun n'est pas à chercher dans leur activité professionnelle mais plutôt dans les convictions écologistes qui déterminent leur réflexion sur l'agroalimentaire.

Parmi les membres paysans, plusieurs furent ou sont encore « autre chose » que des agriculteurs, que ce soit des biochimistes, mécaniciens, hommes ou femmes d'affaires, avocatEs, ingénieurs, ouvriers, professeurEs ou autres : une quantité significative des « paysans » et des agriculteurs biologiques, alternatifs, etc., sont des néo-ruraux ou des enfants de famille rurale qui ont vécu une période de retour à la terre dans les années 1970, 80 et 90, reprenant parfois une terre familiale ou s'installant sur une des nombreuses terres laissées en friche. Plusieurs laissent derrière eux une carrière et une vie urbaine si bien que, comme l'avait noté Bussières (1986) dans son étude sur le MAB, il y a peu de « parcours agricoles traditionnels » parmi les membres agriculteurs de l'Union paysanne. Les paysanNEs et néo-ruraux sont aussi pour la plupart assez scolariséEs.

Quant à la distribution géographique, elle couvre toutes les régions du Québec. Ce fut à Montréal, en Montérégie et dans Chaudières-Appalaches qu'il y eut le plus de membres. Montréal, la Montérégie et la Capitale-Nationale représentent le pôle « citoyen » : ceux-ci y constituent la grande majorité des membres entre 2002 et 2004 (trois années où je dispose de données fiables et comparables. Voir le tableau 9 page suivante). Ainsi en 2002 à Montréal il y a 448 citoyens pour seulement 33 producteurs agricoles et 29 associés à la production alimentaire, alors qu'en Montérégie où les fermes péri-urbaines sont nombreuses, il y a tout de même deux fois plus de citoyens (301) que de producteurs agricoles (151). Dans la majorité des régions du Québec la catégorie « citoyen » sera majoritaire; quelques exceptions notables sont à relever dans des régions où l'agriculture est très présente : en Chaudières-

Appalaches, dans le Centre-du-Québec et l'Estrie les paysanNEs sont plus nombreux que les citoyens pour les années 2003 et 2004. Ces régions furent les plus mobilisées dans la Guerre du sirop d'érable et la lutte contre les porcheries. Dans quelques autres régions agricoles les citoyenNEs ne sont que quelques-uns de plus que les paysanNEs (Lanaudière, Laurentides, Saguenay-Lac-St-Jean). Même si, au total, les citoyenNEs furent les plus nombreux, dans les régions où les enjeux agricoles sont prégnants les agriculteurs et agricultrices sont aussi nombreux que les non-agriculteurs. C'est le poids des centres urbains de Québec et de la région métropolitaine de Montréal qui ont procuré un bassin de membres citoyens, peu actifs dans les luttes mais disposés à renouveler leur cotisation pendant quelques années.

Ce sont en définitive ces deux groupes sociaux (les citoyens et les agriculteurs) qui évoluent dans les structures syndicales en tentant de se comprendre mutuellement. Les associés et les groupes sympathisants ont eu moins d'importance. De par leur nombre et leur plus grande disponibilité à l'implication sociale, les citoyenNEs ont exercé un poids considérable dans les instances décisionnelles alors que les agriculteurs, disposant de moins de temps libre pour l'implication militante, ont pour plusieurs déploré que les citoyenNEs prennent autant de place.

Tableau 9. AdhérentEs à l'Union paysanne, 2002-2004, par région et catégorie de membre

	2002				2003				2004			
	Total	C	P	A	Total	C	P	A	Total	C	P	A
Montréal	516	448	33	29	257	223	9	14	336	292	14	17
Monterégie	501	301	151	42	245	134	98	10	324	171	130	16
Chaudière-Appalaches	360	188	151	19	296	90	200	6	367	106	248	12
Capitale-Nationale	329	258	47	15	137	97	28	8	157	105	32	14
Bas-St-Laurent	234	132	76	19	155	80	66	4	205	106	81	11
Estrie	220	119	84	13	124	54	59	7	156	72	74	6
Centre-du-Québec	192	110	72	9	122	53	60	8	157	60	83	11
Lanaudière	142	90	43	6	91	49	36	5	107	58	38	8
Laurentides	133	90	37	4	75	37	34	2	107	55	47	1
Mauricie	108	78	26	4	81	45	29	5	98	59	32	5
Abitibi-Témiscamingue	89	54	27	5	46	28	13	0	59	33	21	1
Outaouais	82	50	23	8	35	16	16	2	56	28	21	6
Saguenay-Lac-St-Jean	86	40	39	5	51	24	19	5	75	34	32	5
Gaspésie	74	43	25	4	22	10	12	0	32	13	16	1
Laval	39	30	9	0	18	13	5	0	18	15	3	0

Côte-Nord	27	20	5	2	16	12	3	1	19	15	3	1
Hors Québec	13	11	0	1	7	6	1	0	12	10	0	1
Nord-du-Québec	4	3	0	0	1	0	1	0	4	3	1	0

Notes : P = paysan C = citoyen A = Associé. Source : Union paysanne, Rapports du Registraire au Congrès annuel, 2002-2004. La catégorie « groupes sympathisants » n'apparaît pas ici.
En gras : régions où les membres paysans sont majoritaires.

Les agriculteurs, agricultrices, paysanNEs

Ce sont les acériculteurs qui représentent le plus fort contingent d'agriculteurs dans l'Union paysanne. Un tableau du « membership paysan par catégories de production » daté du 14 août 2003²⁴ fait état de 243 acériculteurs, 151 fermes diversifiées, 72 élevages, 55 productions maraîchères, 23 producteurs et transformateurs laitiers, 68 forestiers, 21 membres actifs dans les herbes médicinales, 21 actifs dans l'horticulture, de même que 19 pépinières et jardins. Quelque 50 autres catégories de production sont représentées pour un total de 906 membres paysans. Ce portrait instantané est assez fidèle de la situation tout du long de l'histoire du syndicat : les membres paysans ne seront jamais plus de 1000. Les fermes diversifiées – toutes sont en culture biologique certifiée ou non – constituent la clientèle naturelle du syndicat qui fait la promotion de la polyculture et de la complémentarité entre les diverses cultures. Le nombre d'acériculteurs reflète la mobilisation effectuée lors de la Guerre du sirop d'érable. Les autres catégories de production, par exemple les 23 producteurs-transformateurs de lait et les 21 membres actifs dans les herbes médicinales, rassemblent les paysanNEs les plus actifs dans leur domaine respectif : plusieurs sont très connuEs et très appréciéEs dans leur domaine, notamment les fromagers.

On constate donc à la lumière de ce tableau qu'une minorité de producteurs agricoles dans chaque catégorie de production adhère à l'Union paysanne. Par exemple dans la production laitière le Québec compte plus de 4700 producteurs. Dans l'acériculture ils sont près de 8000 actifs. Dans les divers élevages pour consommation humaine, il y en a aussi des milliers. Le syndicat contestataire n'a donc pas réussi à rassembler une proportion significative de producteurs dans un domaine particulier. L'exception est celle des producteurs certifiés biologiques : l'Union biologique paysanne a recueilli l'adhésion de plus

de 150 paysanNEs, plus que sa consœur FABQ, mais loin de la majorité des agriculteurs certifiés biologiques au Québec (entre 600 et 1000 pour la période 2001-2007).

Qui sont ces paysans et paysannes qui adhèrent à l'Union paysanne? Il y a parmi eux un nombre significatif de néo-ruraux, d'abord ceux et celles de la vague du retour à la terre des années 1970, mais aussi les plus jeunes qui en ont eu marre des centres urbains. Sans parler d'exode urbain, il est manifeste que parmi les membres paysanNEs plusieurs ont effectué un retour à la terre dans les quinze dernières années. Ainsi en est-il de Mme Yanilou Plante, de la ferme Jardin des Anges, ancienne fonctionnaire, pionnière de l'incubateur d'entreprises du Centre de formation agricole de Mirabel et aujourd'hui l'une des plus grosses fermes actives dans l'agriculture soutenue par la communauté (ASC). M. Benoît Girouard, membre de l'équipe dirigeante du syndicat depuis 2002, est aussi un ancien urbain, fils de psychologue, qui s'est découvert une vocation agricole. M. Léandre Bergeron, lui-même ancien urbain, explique une position que plusieurs partagent :

Nous n'avions pas quitté la toile d'araignée de la ville pour aller nous enfermer dans une bulle étanche au fond d'un bois. Nous voulions être indépendants des servitudes du « système » (carrière, consommation), nous retrouver dans un milieu sain (la campagne), produire nous-même une grande partie de notre alimentation, jouir d'un travail autonome et échanger nos produits pour des biens et des services que nous ne pouvions fournir nous-mêmes.²⁵

Les paysanNEs sont avant tout des amoureux de la nature et des processus naturels qui veulent vivre selon leurs principes, comme l'explique très bien M. Jacob Lehmann, de la ferme Lehmann qui fait vivre quatre familles en plus de produire un fromage réputé :

C'est simplement de l'agriculture [...]. On voulait avoir des vaches et nourrir nos enfants. Les agriculteurs d'aujourd'hui ne savent plus ce que c'est l'agriculture, cultiver la terre, élever des animaux et en vivre. Plus personne ne réalise vraiment ce que c'est que de produire de la nourriture. Quand les gens s'étonnent de ce qu'ils voient ici et parlent d'un rêve réalisé, je réponds : ce n'est pas un rêve, c'est trente ans de combat. Quand j'ai commencé sur la ferme, en Suisse, mon voisin a été sauvagement emprisonné parce qu'il vendait des produits laitiers à la ferme à l'encontre des règles établies par la coopérative. Il me disait : « Les grands de ce monde crèveront sur un tas d'or dans un désert, et nous autour, parce qu'on n'aura pas su se défendre. » Moi, j'avais refusé de faire mon service militaire. Au fond de mon cachot, j'ai compris qu'on ne pouvait rien me faire vraiment. C'est chaque personne qui doit savoir dire non et vivre en conformité avec ce qu'elle est. C'est une question d'éducation, de transmettre un savoir-vivre de la terre. Là, vois-tu, on envoie encore notre lait à l'usine deux jours par semaine et je n'aime pas tellement ça : un bon matin, on va décider de s'organiser pour faire le fromage sept jours par semaine et ce jour-là, je vais me sentir mieux!²⁶

Plusieurs font référence au mode de vie pour caractériser leurs choix : il ne s'agit pas que de produire, élever, cultiver. Il s'agit d'une façon d'être et de vivre, comme l'exprime M. Yves Gagnon, figure très reconnue dans les secteurs maraîcher et des semences patrimoniales :

Ce qui intéresse les gens qui sont en contact avec ce qu'on fait, c'est le mode de vie. Notre mode de vie. Les gens prennent conscience, face à ce que nous faisons, que la vie moderne les oblige à courir sans cesse, sans aucun contrôle sur leur vie, sans leur permettre de vivre vraiment. Ce qu'on a à leur proposer, c'est une recette de bonheur en somme. Un rythme, une qualité de vie, une intégrité, un enracinement. Mieux vivre, c'est la base. Tout se tient. [...] Notre but, avec nos semences comme avec nos jardins, nos conférences, nos écrits, nos visiteurs, c'est d'aider à mieux vivre.²⁷

Pour la famille Guilbert qui entretient une ferme de 40 hectares à l'aide de trois générations et tient la Fête des moissons chaque année, la situation est semblable : l'activité agricole n'est pas qu'une activité économique, elle est un milieu d'apprentissage et de vie :

L'idée était non seulement de créer un lieu de rassemblement pour toute la grande famille mais aussi de permettre aux jeunes d'apprendre le sens des responsabilités en s'occupant des animaux et des champs. « C'est une ferme pédagogique, un milieu de vie », explique Jean Guilbert. La plupart y prennent goût et quatre d'entre eux ont manifesté le désir de faire carrière dans le domaine agricole.²⁸

Un autre illustre les nombreux cas de ceux et celles qui vivent une « conversion agricole » à un moment de leur vie et s'engagent dans une petite activité agricole autonome orientée par le désir d'une vie communautaire :

La ferme de Claude Paquet, sur le rang des Beaumont, juste à côté de l'aéroport Jean-Lesage, est comme une petite arche de Noé, avec cinq cochons, 15 chèvres, trois vaches, quatre moutons, 27 dindes, 50 lapins, 30 cailles et deux chiens. Il vend à peu près pour 15 000 \$ de produits par année. « Ça fait 21 ans que je n'ai pas eu besoin d'acheter de la viande chez Provigo. Ici, tous les repas du soir sont des festins, je reste à la maison et je suis heureux en s'il vous plaît. Ça c'est le bonheur ! »

Il a dû forcer la main à la Commission de protection du territoire agricole qui lui refusait le droit de s'établir, voilà un peu plus de 20 ans, sur le terrain qu'il venait d'acheter. « J'ai essayé de leur expliquer que j'avais le goût de la nature, que ça me prenait 30 arpents pour faire mes foin et mes cultures, mais on me disait que je ne faisais pas de l'agriculture, que j'étais un poète. »

C'est vrai, Claude Paquet est un poète, il était même devenu proche de Félix Leclerc, à qui il laissait de temps à autre ses fromages de chèvre dans la boîte aux lettres, mais c'est un agriculteur quand même.

Il a beau adorer ses animaux, ça ne l'empêche pas de s'occuper lui-même de l'abattage et de donner, au passage, des cours d'anatomie aux enfants du voisinage. « On fait ça dans le respect, sans faire souffrir l'animal. »

Il faut dire qu'il a exercé le métier de boucher pendant 12 ans et qu'il fut ensuite agent immobilier pendant le même nombre d'années, avant de se payer le luxe, un jour, de lancer sa pagette dans le fleuve.

Lorsqu'il s'est opposé à l'aménagement d'une porcherie à Sainte-Foy, non loin de chez lui, il s'était présenté comme agriculteur. « Je leur ai dit que j'élevais des chèvres, ils m'ont demandé combien, j'ai répondu : 15. Pour eux autres, ce n'était pas assez, mais j'ai dit : minute ! Ça fait 20 ans que j'élève des chèvres, ce n'est pas la quantité qui fait ma qualité d'éleveur, c'est le nombre d'années. J'en connais qui en élevaient 300 et qui n'ont pas duré quatre ans. »²⁹

Pour autant les paysans ne se définissent pas comme des figures folkloriques représentant de la vieille image de l'habitant portant chemise à carreaux. Un membre de l'Union paysanne réagit aux propos du président de l'UPA, Laurent Pellerin, aux lendemains de la naissance de la petite union :

J'ignorais qu'en participant, en tant que « petit » producteur forestier, au congrès de fondation de l'Union paysanne, je tombais dans le « *folklore profond*. »

J'ignorais qu'en réfléchissant en groupes, non pas sur l'agriculture comme telle où nous avons de bons amis mais sur un certain type industriel d'agriculture et sur ses conséquences pour la vie de nos villages, nous tombions dans le « *folklore profond*. »

J'ignorais enfin que d'avoir des préoccupations environnementales sérieuses, que de s'inquiéter pour notre eau et l'avenir de nos forêts, que de chercher à nous nourrir sans toutes les cochonneries scientifiques dont on inonde la planète, c'était en fin de compte faire du « *folklore profond*. »

J'ignorais, pour tout dire, que le président de l'UPA, Laurent Pellerin, nous déconsidérerait à ce point. Il suffit, pour en être convaincu, de voir comme il tente de nous rabaisser, de nous taxer d'« *arriérisme granola* », de nous faire passer pour des bateleurs en chemises à carreaux.

Au fond, il pense que la seule agriculture qu'il représente, même si elle doit à plus ou moins longue échéance vider les villages, est digne d'intérêt. Nous ne sommes, nous, que des rêveurs philosophes jouisseurs qui ne comprennent rien aux affaires. (M. Jean Aelbrecht)³⁰

Un autre, M. Claude Beauregard, signe sa lettre « un paysan fier de l'être » :

M. Pellerin y est allé de mesquines attaques personnelles, qualifiant d'amateurs, de rétrogrades, d'habitants, les gens prônant une agriculture alternative. De plus, selon lui, il était hors de question qu'une autre organisation puisse représenter des agriculteurs aux visées différentes. Selon son président, l'UPA représente les VRAIS agriculteurs. Ces propos méprisants m'ont mis hors de moi. Ma première réaction a été de déchirer sur le champ ma carte de membre de l'UPA.

Cette charge malhonnête de M. Pellerin montre le vrai visage de ce qu'est devenu l'UPA. Ce puissant syndicat défend en première ligne les intérêts des producteurs industriels en se servant de ses membres plus modestes comme bouclier.³¹

La grande majorité souscrivent aux principes de l'agriculture écologique – dans l'une ou l'autre de ses tendances spécifiques – et se considèrent comme de « vrais » agriculteurs même si leurs exploitations sont à plus petite échelle. Plusieurs ont acheté des terres laissées en friche depuis longtemps, où la certification biologique peut être acquise rapidement et où les investissements sont moindres. Alors qu'un grand nombre de ces paysanNEs sont des producteurs agricoles au sens le plus complet, d'autres sont exclus du régime agricole car ils sont considérés comme trop petits ou agriculteurs à temps partiel, tel M. Maxime Laplante, membre de l'équipe dirigeante de l'Union paysanne, dont la ferme diversifiée a été exclue du système par l'UPA : c'est qu'il ne vend pas assez et n'a pas de spécialité. Mme Plante, du Jardin des anges, affirme : « Ma ferme est si petite que les agriculteurs conventionnels n'en voudraient même pas [...] Si les néo-agriculteurs n'abandonnent pas, c'est parce qu'ils ont des têtes dures et qu'ils sont animés par une forte volonté de faire les choses autrement. »³² Ainsi plusieurs des membres agriculteurs actifs exercent une activité agricole à temps partiel et occupent par ailleurs un autre emploi ou profession. Plusieurs travaillent dans le service public au niveau provincial, municipal ou régional (entretiens 010, 011, 012; le leader acéricole O'Farrell est par ailleurs employé de sa municipalité; le co-fondateur de l'Union paysanne est professeur au primaire et agronome; le boulanger-éleveur-restaurateur Léandre Bergeron se considère aussi comme un commerçant et un écrivain, un éleveur d'autruches qui a des démêlés avec l'UPA même s'il n'a jamais commercialisé une seule autruche est par ailleurs professeur d'éducation physique, etc.) De même, les couples et/ou familles paysannes profitent souvent d'un revenu extérieur, amené par l'un des conjoints qui s'implique moins sur la ferme, une situation assez caractéristique des producteurs agricoles au Québec. D'autres qui exploitent une ferme en groupe occupent des emplois ou font des études à l'extérieur et se partagent le travail. Ceux et celles qui comptent seulement sur leur exploitation agricole pour survivre sont, la plupart du temps, aussi impliqués dans la transformation et la distribution de leurs produits et, en ce sens, ne correspondent pas à l'agriculteur typique qui produit et vend sans aucune transformation.

Un certain nombre de personnes, notamment des jeunes de moins de 35 ans sont des néo-agriculteurs ou désirent fortement travailler ou s'établir en agriculture, sans nécessairement en avoir les moyens financiers. Eux et elles aussi sont une clientèle atypique qui ne correspond pas au profil des membres de l'UPA. A ce titre plusieurs jeunes membres actifs du syndicat ont étudié dans des cursus orientés vers l'agriculture biologique et cherchent à développer leur projet personnel qui sont, souvent, trop innovateurs pour que le régime agricole les accepte : que ce soit de la bière biologique, des champignonnières, du houblon biologique ou des légumes rares, le régime de financement et d'assurance de l'agriculture ne veut pas financer des expériences qui ne sont pas certaines d'atteindre une masse critique de rentabilité et pour lesquelles il n'existe pas de données (financières et quant aux marchés) au Québec³³. Pourtant les paysanNEs sont des innovateurs qui développent des façons de produire adaptées à des conditions climatiques ou agronomiques spéciales (tel cet éleveur qui élève un « bœuf naturel » à partir de l'herbe grasse de l'Abitibi, tel cet ancien producteur laitier qui redécouvre la traction animale et contribue à la dé-mécanisation des fermes en (ré)inventant l'outillage nécessaire, tels ces fromagers qui expérimentent des saveurs en donnant divers régimes alimentaires aux brebis, etc.)³⁴.

Les paysanNEs membres de l'Union paysanne tiennent un discours essentiellement axé sur les pratiques agricoles (pratiques écologistes) et les dimensions économiques (mise en marché). Quant aux pratiques agricoles, ils et elles tiennent un discours orienté par l'atteinte de l'équilibre entre intervention humaine et processus écosystémiques, par la réduction de la pollution et de la mécanisation, par l'adaptation au climat et aux conditions agronomiques, etc. Ils et elles rejettent l'option productiviste et normalisante de l'agriculture actuelle qui se fonde sur la technologie pour « adapter » les sols et les animaux aux « besoins » de la consommation de masse. « Producteur biologique, ses critères de rentabilité passent par le respect de l'environnement et la sécurité alimentaire », écrit le journaliste Denis Bouchard à propos de M. Patrick Déry, agriculteur du Saguenay qui est aussi l'initiateur du premier écovillage québécois moderne.³⁵ La position de M. Déry est partagée par la plupart des paysanNEs membres de l'Union paysanne.

Autre irritant, ils dénoncent le caractère contrôleur et bureaucratique du régime agricole qui les enferme dans une logique technocratique inapte à prendre en compte la diversité des praticienNEs de l'agriculture :

Après avoir fait le compte de toutes les cotisations, permis de transformation, vente au détail et affiliations, je me rends compte que ça me coûte au moins 1000\$ annuellement avant de pouvoir produire. Si on rajoute la certification bio, on frôle les 1500\$. Pour être rentable, je devrais donc agrandir mes installations... et faire une demande d'aide financière au MAPAQ. Plan d'affaires et paperasse interminable, dépenses admissibles, critères et approbations multiples, etc. En somme, à les croire tous, la rentabilité n'est possible que si je m'endette. Grossir pour produire. La qualité ne compte plus, c'est la quantité qu'on veut. [...] Je fais donc appel à l'agriculture soutenue par la communauté. Il est crucial que les gens encouragent les producteurs locaux en s'approvisionnant chez eux... Le seul vrai libre-échange, c'est le troc et l'échange de services... (Mme Lucie Paquet, herboriste.)³⁶

On est surtout écoeurés de devoir mettre continuellement nos énergies pour se battre contre des irritants et se chicaner avec la Fédération, le Conseil de l'industrie laitière, les inspecteurs, les normes, etc. On a souvent l'envie de lâcher. Nous ne sommes qu'une dizaine de fromagers fermiers, et tant que les choses seront ce qu'elles sont, il n'y en aura pas d'autres. On continue essentiellement parce qu'on aime le mode de vie et le contact avec les gens que cela nous permet. (M. Daniel Gosselin, ferme Au gré des champs.)³⁷

Un autre militant de la cause paysanne, M. André Auclair de Saint-Paulin en Mauricie, se bat depuis des années pour faire reconnaître les races animales patrimoniales du Québec (le cheval canadien, la vache canadienne et la poule Chanteclerc). Celles-ci sont maintenant reconnues, mais aucun aménagement n'est prévu dans le régime pour concrètement empêcher leur disparition. M. Auclair cherche maintenant à faire accorder gratuitement une partie des contingentements aux races patrimoniales (dans le lait, la volaille et les œufs). Ainsi favorisera-t-on leur prolifération sans obliger ces animaux « rustiques » à compétitionner avec leurs semblables sélectionnés pour leur productivité.

Ces contrôles et cette logique technocratique sont particulièrement présents dans les systèmes de mise en marché des produits agricoles, où à la fois l'UPA et les grandes corporations sont visées par les paysanNEs :

Le portrait général nous montre que ce n'est pas le producteur qui contrôle le marché. Ce sont les entreprises qui distribuent ses produits. Dans le contexte de distribution et de mise en marché tel qu'on le connaît, moi, je n'embarquerais jamais dans cette game-là. C'est fou raide! T'as beau être le plus efficace possible, le mieux outillé, avoir les meilleurs rendements, si tu ne contrôles pas ta mise en marché, ça ne donne rien. Tu n'as jamais assez grand, tu n'en sors

jamais assez de tes champs pour satisfaire ces acheteurs-là. (Jean-François Robert, les Jardins de Saint-Félicien.)³⁸

On a réalisé rapidement que la vente de nos produits était une étape aussi importante que la production, et que vendre à des distributeurs ou à des grossistes nous mettait à la merci de la grande loi de l'offre et de la demande, de prix « compétitifs », etc. Cette réalité est venue nous frapper de plein fouet... Non, nous ne voulions pas vivre ni vendre ainsi. Nous étions et sommes toujours convaincus qu'il y a de la place pour tous dans le bio, et que l'on peut faire sa place dans le marché. Pour nous, la vente directe aux consommateurs s'est imposée, pour notre pérennité et à notre plus grand bonheur.

[...] Nous offrons des produits de grande qualité à des prix équitables qui nous permettent aujourd'hui de vivre de notre dur labeur. En vendant directement aux consommateurs, nous sommes maîtres chez nous. Nous pouvons choisir notre marché, contrôler nos prix et avoir des contacts privilégiés avec nos clients partenaires. Pour nous, la Ferme de la Colline, c'est plus qu'un travail, c'est un milieu de vie extraordinaire! » (Hélène et François Gariépy, Ferme de la Colline.)³⁹

M. Luc Mailloux, fromager réputé, en a eu assez et, en 2004, a tout vendu – troupeau, quota, fromagerie - même si son entreprise était rentable et qu'il n'avait pas de dettes. Il explique que son geste était dirigé par une pétition de principes contre le contrôle des grandes entreprises et pour le développement autonome local :

Mon geste est un geste symbolique. Nous sommes devenus, producteurs et consommateurs, esclaves des multinationales. Il faut reprendre possession de la transformation de nos produits. Pas seulement les produits haut de gamme. Les produits conventionnels d'origine d'abord. Il faut avoir notre lait local, identifié et vendu comme tel. Un atelier d'embouteillage du lait, ça ne coûte pas si cher que ça. Et le goût de donner à notre lait une touche et une saveur particulière pour le rendre caractéristique et attrayant viendra naturellement. [...] Je suis rendu à cette étape-là. Promouvoir le développement régional par la mise en marché locale des produits locaux : le lait, le beurre, le fromage, le yogourt, la viande, le pain, les légumes, les fruits de chez nous, de nos voisins, de nos concitoyens agriculteurs.⁴⁰

Ainsi la plupart des paysanNEs déplorent la mise en marché centralisée dans les plans-conjoints et les quotas de production, mais aussi, pour les secteurs moins contrôlés, dans les relations de gré à gré avec des acheteurs qui sont, en réalité, capable de casser les prix et de demander des variétés et des quantités standardisées. Un exemple très clair est celui de l'érablière Guénette confrontée à la nouvelle agence de vente de sirop d'érable :

Le problème [que leur reproche la FPAQ], c'est qu'ils ne livrent pas leur sirop à l'agence de vente pour la simple et bonne raison qu'ils sont capables de l'écouler par leurs propres moyens, notamment en le faisant manger à leurs clients. Et pour cela, ils sont taxés de producteurs délinquants, mettant en danger l'ensemble de l'industrie. Le message envoyé est clair et pose

une grave question : quelle est la place des producteurs-transformateurs-vendeurs dans ce système de mise en marché?⁴¹

Pour contrer ce système, la grande majorité développe des « circuits courts » de mise en marché : agriculture soutenue par la communauté, vente à la ferme, par kiosque ou dans les marchés publics, mais aussi directement aux restaurants, écoles et entreprises. Plusieurs développent les produits du terroir et les produits de niche, les distribuant localement dans les magasins d'alimentation naturelle, les épiceries, les restaurants et autres auberges et boutiques sympathisantes. En définitive, ils et elles cherchent des moyens d'être plus autonomes et de mieux vivre sans s'endetter ni « perdre sa vie à la gagner ». De plus, les paysanNEs tiennent un discours sur l'alimentation saine et la relation directe avec les consommateurs dans une optique de « connection » avec la terre, ses processus naturels et l'intervention humaine sur celle-ci :

Il n'y a plus d'agriculteurs, il n'y a que des industriels, des intégrateurs, des gestionnaires, des opérateurs de machinerie lourde. Les écoles et les conseillers poussent les agriculteurs vers ça comme seule possibilité de rentabilité. Pourtant, l'agriculture de la Montérégie et du Québec tout entier devrait être une agriculture « alimentaire ». Nous ne sommes pas en mesure, avec nos conditions climatiques, d'entrer en compétition sur les marchés mondiaux. Quand on fait de la vraie agriculture, on se fait dire qu'on n'est pas des vrais agriculteurs parce qu'on a pas cent hectares de maïs. Notre ferme, la première biologique au Québec, a pourtant 50 ans. L'Association des naturopathes soulignera cet apport à la santé naturelle prochainement. Pourtant, malgré toute l'expérience et tout l'investissement réalisé, notre situation à tous est précaire. (Catherine Valton, Domaine Valton Osiris.)⁴²

Je crois qu'il faut chercher des façons de commercialiser nous-mêmes nos animaux, sans passer par la filière commerciale. Il y a place pour un rapport direct entre le producteur et le consommateur. Les vrais maîtres d'un éleveur, c'est ceux qui ont faim, ceux qui veulent manger ce que tu produis. C'est pas vrai qu'on va empêcher les gens de choisir leur nourriture. (Gilles Gagnon, Saint-Mathieu en Abitibi, éleveur d'autruches empêché de commercialiser faute d'abattoir.)⁴³

Plusieurs vont alors aller plus loin que la production individuelle et mettre en place des collaborations dans une optique de développement local. Le Jardin des anges complète ses paniers par des aliments achetés chez ses voisinEs. Depuis quelques années, la ferme a aussi développé son propre réseau de distribution : « Après avoir maintenu deux systèmes de mise en marché simultanément [...] le Jardin des anges a choisi d'investir tous ses efforts dans un service de livraison à domicile fiable, appuyé par un système informatique complet et par

l'Internet. »⁴⁴ D'autres maraîchers collaborent avec des éleveurs et des apiculteurs pour offrir des paniers comprenant tous les groupes alimentaires, une pratique de plus en plus répandue dans le réseau ASC parrainé par Équiterre. Certains essaient l'entrepreneuriat collectif capitaliste, par exemple avec Les producteurs biologiques Symbiosis Inc., une agence de vente particulière qui distribue les produits maraîchers de ses membres dans les marchés d'alimentation grande surface (un exemple qui est moins axé sur l'espace local. Symbiosis a des membres dans plusieurs régions et distribue jusqu'à New York.)

En définitive, les paysanNEs cherchent avant tout à pouvoir vivre de leur travail dans le respect de leur mode de vie. Pour un des pionniers du biologique au Québec, ancien membre du MAB et du Parti Vert, qui a adhéré à l'Union paysanne sans toutefois y être actif, il existe des solutions simples à partir des connaissances actuelles :

On a une Régie des marchés agricoles, on a le CREAQ à l'Université Laval, on connaît les coûts de production, avec des sous-chapitres, des détails, avec toutes les productions en agriculture. Tout est fait déjà. On sait ce que c'est une unité de production [...] On connaît les coûts moyens de production, alors voilà, on n'a rien qu'à faire la division. La productivité moyenne, c'est ça. Le salaire d'un ouvrier spécialisé (SOS), on sait que c'est [l'équivalent de] 46 000\$. [...] Y'a ben des gens qui nous disent : c'est un mode de vie, votre affaire. Ben c'est vrai, mais ça veut pas dire qu'en choisissant ce mode de vie, j'ai voulu être pauvre. Ça c'est plutôt à cause du contexte mondial et de nos gouvernements qui ne mettent pas leurs culottes. Et mettre leurs culottes, pour moi c'est ce que j'essaye de dire, à partir du coût de production qu'on connaît, si on s'entend sur le SOS, ben on n'a plus qu'à faire la division : le bœuf doit se vendre tel prix, les carottes tel prix, etc., et point final! [...] si on avait les prix qu'il faut, après ça ça nous prend une protection politique. Nationale, c'est à ça que ça sert un pays. [...] Quant aux importations,] ça nous prend des barrières tarifaires sur la base des coûts sociaux de l'agriculture et du transport. Y'aurait pas de moyen de pression plus fort. [...] Vous avez pas de contrôle de la pollution? Ça coûte tant. Vous avez pas de système de santé? Ça coûte tant. Vous avez pas de chômage, de BS, etc. : ça coûte tant. Nomme-les, tout ce qu'on a et qu'ils n'ont pas. Sur cette base, on est capable de compétitionner avec le monde entier. (M. Yves Casterra.)⁴⁵

Finalement, à quoi sert l'Union paysanne pour ces paysanNEs - dont la majorité de ceux qui y adhèrent, je le répète, n'y sont pas activement présents? D'abord, ils et elles cherchent avant tout à obtenir un « rendement sur leur investissement » : l'organisation doit leur apporter quelque chose, doit répondre à un besoin, doit être utile. M. Ghislain Bérubé de Rivière-Ouelle, petit producteur biologique non certifié, exprime cette attitude à la naissance de l'Union paysanne : « Je vais les observer. Je ne dis pas que je ne me joindrai pas à eux, mais qu'est-ce que ça pourrait m'apporter pour l'instant? »⁴⁶ Les dirigeants du syndicat

étaient conscients de cette attitude dès le départ : MM. Bouchard et Laplante n'ont cessé de vouloir développer des services pour les paysanNEs^a et ont toujours affirmé qu'il fallait qu'il y ait des victoires pour que les agriculteurs prennent leur carte de membre. Un petit éleveur de Saint-Croix-de-Lotbinière analyse que, peu importe les qualités des leaders, c'est le manque de crédibilité établie dans le monde agricole des dirigeants paysans qui a empêché plus d'agriculteurs de s'y investir : « Tant qu'ils n'en auront pas, ce ne sera pas gagné. Moi je pense qu'il y a des producteurs agricoles qui ont le goût d'embarquer, mais ils hésitent. Ils se regardent sur la ligne de départ, se demandant lequel va partir le premier. [Avoir un porte-parole crédible en agriculture et réaliser quelques victoires], c'est peut-être cela la planche de salut de l'Union paysanne. » (Entretien 011.) Par exemple, le seul vignoble certifié biologique au Québec a adhéré à l'Union paysanne après avoir participé à la lutte contre une porcherie sur la terre d'en face. La vigneronne a expérimenté l'efficacité du groupe et les avantages potentiels qu'il pourrait lui apporter. Mais elle réalise que ceux-ci ne sont pas automatiques : elle comprend que l'avantage principal de l'Union paysanne, c'est surtout que le mouvement est à construire et est donc malléable, ce qui n'est pas le cas de l'UPA, de la FABQ ou même de l'association de vignerons dont elle est aussi membre (entretien 012). Considérant le peu de temps libre que lui laisse son vignoble, elle estime que les résultats de sa participation au conseil d'administration de Québec-Vrai (certification biologique) et du club bio-agro-environnemental local sont plus concrets et c'est donc là qu'elle canalise son implication, tout en demeurant membre du syndicat paysan. Il y a donc une question d'intérêt et de réciprocité des avantages qui font hésiter les agriculteurs et agricultrices sympathiques à la cause paysanne. Les frais d'adhésion sont aussi une raison souvent invoquée pour ne pas adhérer. Ce n'est pas tant que ce coût est élevé (maximum 60\$), c'est plutôt qu'il vient s'ajouter aux autres frais connexes à la pratique agricole.

Pour d'autres, c'est la présence des non-agriculteurs qui dérange : « Moi, une chose qui m'irrite dans l'Union paysanne, c'est le fait que ce ne sont pas tous des producteurs agricoles

^a C'est en ce sens que l'Union paysanne a ouvert le Centre paysan en 2003. Ce centre, qui aura duré un peu plus de deux ans, offrait des formations sur diverses cultures paysannes et sur la transformation alimentaire. Il a aussi produit un guide sur la porciculture écologique. L'insistance de

qui en sont membres. Il y a plus de gens non producteurs que de producteurs. Mettons un syndicat de travailleurs de l'automobile. En tant que conductrice, je ne vois pas ce que j'aurais à dire là. C'est un choix que l'organisation a fait. » (Mme Lyne Lespérance.)⁴⁷ Cette opinion est assez partagée parmi les agriculteurs qui s'inscrivent dans la tradition du syndicalisme agricole de l'UPA et considèrent que l'Union paysanne est un syndicat professionnel. C'est par exemple la raison invoquée par les acériculteurs pour se dissocier de l'Union paysanne en 2005. Pour d'autres, elle est un « mouvement » et, en ce sens, la présence des non-agriculteurs en son sein est tout à fait légitime :

Pour moi, l'Union paysanne est un mouvement et non un syndicat. Et c'est un mouvement qui est essentiel à la bonne évolution de l'agriculture et à sa survie. Le rôle de l'Union paysanne, c'est un rôle de conscience critique face à ce qui se fait en agriculture pour forcer les agriculteurs à bouger et ceux qui ont la prétention de les représenter. Le mérite de l'Union paysanne, c'est d'avoir forcé un regard critique sur l'agriculture, et ça doit continuer. (M. Jean-François Robert.)⁴⁸

Si cette dernière interprétation est largement partagée, elle n'empêche toutefois pas le fait que les agriculteurs disposent de très peu de temps et d'énergie pour s'investir activement dans une association politique et/ou syndicale. Tous et toutes répètent que l'agriculture nécessite beaucoup de travail, qu'il est difficile de s'absenter pour une ou deux journées complète afin d'assister à un congrès ou une réunion de travail à l'autre bout du Québec, et qu'ils sont avant tout agriculteurs, pas activistes. Ainsi pour la majorité de ceux qui adhèrent, et ce constat est bon autant pour les paysanNEs que pour les membres citoyenNEs, on s'attend à ce que les élus fassent le boulot et que des avancées concrètes, palpables, en découlent.

l'Union biologique paysanne d'offrir des services, notamment de promotion et de mise en marché, vise aussi à répondre à cette attitude des agricultrices et agriculteurs.

Les citoyenNEs, urbainEs et ruraux

J'ai mentionné au chapitre précédent que des dizaines de personnalités connues du milieu artistique, des intellectuelEs, des scientifiques, etc., adhèrent à l'Union paysanne en tant que « citoyens responsables ». CertainEs, tels l'artiste Frédérick Back, l'animateur Daniel Pinard ou l'intellectuelle et militante Laure Waridel mettent leur renommée au service du syndicat afin d'en faire la promotion. Si ces personnalités connues aident à forger la réputation du syndicat, elles ne s'engageront pas dans sa gestion quotidienne. Leur apport se situe quant à l'établissement de la crédibilité sociale de l'Union paysanne. À ce titre, elles la positionnent dans le champ de la citoyenneté responsable, non pas dans le champ de la relation sociale agraire. En effet, aucune personnalité agricole d'envergure ne se déclarera en faveur de l'Union paysanne afin d'établir sa crédibilité dans le monde agricole. En plus des personnalités connues, plus de 2500 personnes qui ne sont pas actives dans l'agriculture adhèrent au syndicat dans les deux premières années. Qui sont-ils, qui sont-elles, quelles sont leurs motivations à adhérer à un syndicat agricole?

Certains des constats concernant les paysanNEs se répètent avec le groupe des membres citoyenNEs : une diversité d'âge, de trajectoire biographique et d'occupation (métier, profession, études, etc.). Une dispersion dans toutes les régions du Québec, avec une concentration autour des deux grands centres urbains (Montréal et Québec). Un parti pris très clair pour des positions écologistes allant de l'écologie profonde jusqu'à l'environnementalisme capitaliste. Un souci pour l'alimentation et la santé. Pour les urbainEs, une préoccupation envers la campagne comme représentante de « la nature »; pour les ruraux, une préoccupation envers la ruralité comme milieu de vie.

Dans une série d'études qualitatives sur l'engagement des jeunes femmes et des jeunes hommes dans des organisations de mouvement social, des syndicats et des partis politique, Anne Quéniart, Julie Jacques et leurs collaboratrices ont tracé des portraits du discours de militantEs de moins de 35 ans actuellement au Québec (Quéniart et Jacques, 2001, 2002; Quéniart, Jacques et Bayard, 2006; Quéniart, Jacques et Jauzion-Graverolle, 2007). Dans ces portraits, les auteures concluent en disant que l'engagement des jeunes est actuellement

orienté par une « recherche de cohérence éthique (qui) vise à donner du sens aux valeurs auxquelles nous adhérons individuellement et collectivement » (Lamoureux, 1996, p. 14. Citée dans Quénart, Jacques et Bayard, 2006, p. 103). Dans un autre de ces rapports, portant spécifiquement sur la consommation responsable, elles analysent que l'engagement des jeunes se fait surtout sur le mode distancié identifié par Jacques Ion (cf. *supra*, chap. 2), un engagement qui, pour la plupart, est plutôt individuel et axé sur la recherche d'alternatives à la consommation de masse. Cependant, « pour d'autres, ils débouchent sur un mode politique comme le militantisme au sein de groupes ou partis politiques ou encore sur le mode de la participation sociale ou citoyenne comme le bénévolat, le boycott de produits, la participation à des mobilisations ponctuelles. » (Quénart, Jacques et Jauzion-Graverolle, 2007, p. 194). Citant le chercheur Michel Parazelli, elles concluent que, des pratiques individuelles jusqu'à l'engagement collectif, le tout participe de « mouvements citoyens » qui revendiquent des points de vue, dénoncent des situations et revendiquent des droits. Comme on le verra dans les prochaines pages, les membres citoyenNEs de l'Union paysanne correspondent à ce tableau.

D'abord, plusieurs se considèrent comme des personnes engagées socialement. Parmi les membres actifs dans le syndicat, la plupart n'en étaient pas à leur première expérience d'engagement dans une structure collective. Cependant, tous et toutes mettent de l'avant la responsabilité et l'engagement personnels comme point de départ :

Moi je me définirais comme une personne engagée, un point c'est tout. C'est ce que je fais. Donc, si tu veux, je suis engagée dans mes gestes quotidiens, donc l'alimentation évidemment, ça fait partie des gestes quotidiens, alors j'ai toujours été préoccupé par ce que je donnais à manger à mes enfants. [...] Une personne engagée] c'est une personnes qui vit consciemment tout ce qu'elle vie. Elle arrive dans une situation de vie nouvelle, être enceinte par exemple, ben moi je passe pas à travers ça comme ça. Je pose des questions, je lis, je suis très critique.⁴⁹

Malgré que la majorité est consciente des conséquences environnementales et sociales d'une consommation alimentaire a-critique, plusieurs membres citoyens urbains ne connaissent pas tellement la question agricole, ni même les organisations de mouvement social. C'est le souci de trouver des alternatives pour changer les gestes quotidiens qui les préoccupent. Ils et elles cherchent des alternatives à l'alimentation conventionnelle à partir de constats écologistes et non pas agraires :

Je me suis rendu compte que j'ai appris beaucoup à l'Union paysanne. Moi, la question agricole, je ne la connaissais pas, hein? Non, rien. Ça fait un an que je suis là, et au début la mondialisation j'y connaissais rien. Le sommet à Québec, j'ai refusé d'y aller, je me disais : « bon c'est quoi encore ces affaires-là? » C'est pour te dire, hein? « La plupart des gens qui vont là-bas n'y comprennent rien de toutes façons. » À la rigueur je me disais aussi : « non mais c'est quoi ces mouvements de masse, là, ça ne changera pas les choses. Il faut changer notre quotidien, les gestes quotidiens que l'on pose, les gens autour de nous, ça on peut le faire changer. » Mais je ne comprenais pas. C'est avec l'Union paysanne que j'ai compris, c'est incroyable. C'est incroyable comment j'ai appris.⁵⁰

Je trouvais cela intéressant, surtout la dimension écologiste, c'était ça qui m'intéressait. Mais cela s'est beaucoup élargi depuis, les considérations sociales et économiques, quand j'ai plus compris c'est quoi l'agriculture et c'est quoi les problèmes, et ce que l'Union paysanne propose. Au début c'était l'environnement, la question porcine, le film Bacon était sorti six mois avant l'Union paysanne, c'est ça qui m'a accrochée.

C'est des amies qui en avait déjà, des paniers, qui m'ont mis là-dessus. [...] C'est aussi pas mal en côtoyant des écologistes au travers de mes études [que mes habitudes alimentaires ont changé]. Je n'avais pas d'amis très militants, engagés, etc. C'est de voir les gens autour de moi, de les côtoyer, qui a fait changer mes habitudes et mes idées. C'est des gens militants, engagés, qui ont des habitudes écolos ou qui cherchent à en avoir. [...] Mes valeurs écolos, c'est plus au secondaire [qu'elles sont arrivées], c'était plus individuel : j'ai pas de char, je prends pas de sac à l'épicerie, etc. Des actes individuels. Et bon, l'Union paysanne... c'est plus les aspects négatifs de l'agriculture qui m'intéressaient, mais en découvrant l'Union paysanne j'ai connu les aspects positifs... Mais j'ai pas dit, en connaissant l'Union paysanne : Ah! voilà l'organisation que j'attendais! Je crois qu'au départ, si on ne m'avait pas proposé d'entrer dans l'Union paysanne, si j'avais décidé juste moi d'entrer dans une organisation, je crois que je serais plutôt allé à Greenpeace.⁵¹

Constaté que l'action collective est nécessaire à l'avancement des causes poussent les citoyenNEs à s'engager dans le syndicat. CertainEs le font à temps partiel, mais pour d'autres cela signifie des journées complètes de travail. Une des fondatrices du comité RESPIRES et de l'Union paysanne a « passé des journées au téléphone » et ne compte plus le temps, depuis 1997, qu'elle a investi dans la lutte contre les porcheries et pour un nouveau modèle d'agriculture (entretien 008). Une autre a mis plus de quatre heures par jour pendant plusieurs mois à mettre sur pied une section régionale : « Il ne fallait pas juste le faire, il fallait bien le faire » (entretien 001). Pour certains de ceux et celles qui s'engagent activement, le syndicat est donc un espace de travail, de construction d'une organisation et d'une lutte où il ne « faut pas compter le temps, parce que... faut juste *tougher* [durer] » (entretien 008). Cette notion de travail à accomplir ne ressort pas toujours dans les entretiens et, plus largement, dans le discours des membres. On a plus tendance à voir l'action collective comme un espace

politique, une agora, certes, mais pas nécessairement un espace de *travail*. Un membre citoyen de Québec utilise une analogie très claire :

Y'a beaucoup de monde qui veut bien s'impliquer dans une grosse limousine qui en mène large, mais quand tu leur dis que tu veux les embarquer sur un bicycle à pédales, ils sont moins chauds... Il y a aussi des membres qui ont envie de s'impliquer, mais qui n'ont pas nécessairement envie de conduire le char... Parce que y'en a des gens qui sont venus à une réunion d'information et on leur disait ce qu'on avait besoin et, à mesure, ils posaient des questions et je voyais qu'ils étaient un peu découragé parce que je leur disais qu'il y avait beaucoup à faire. Pour eux, c'était pas encore assez développé pour qu'ils s'impliquent.⁵²

L'engagement dans l'organisation comme espace de socialisation pour rencontrer ses semblables, qu'on soit contestataire depuis longtemps ou qu'on s'engage activement pour la première fois, ressort plus souvent comme motivation à l'engagement :

Moi ce que [mon engagement] m'apporte le plus c'est que je suis sortie de mon isolement et ça ça fait du bien, parce que c'est ça qui est le plus difficile, c'est d'être contestataire comme moi, critique, dans le milieu, je ne te dirais pas que je suis aux extrêmes, mais c'est lourd, et des fois t'as besoin de te ressourcer [...]⁵³

Qu'est-ce qui t'as amené à l'Union paysanne?

Ma retraite! Je ne voulais pas m'ennuyer, alors je me cherchais quelque chose à faire.

C'est une bonne réponse!

Et c'est vrai. Le fait de prendre ma retraite, je me suis dit que je pouvais me planifier des activités à faire, des occupations. En prenant ta retraite, tu te coupes d'un paquet de monde, alors je voulais faire des choses. Chercher quelque chose dans quoi m'impliquer. Et j'ai toujours été un petit peu sensibilisé à ces questions-là, l'environnement, les questions d'agriculture et tout ça, je suivais les actualités là-dessus. Ce qui fait qu'un moment donné je me suis dit que ça serait quelque chose d'intéressant. Et c'est complètement différent de ce que j'ai fait toute ma vie dans le milieu financier. Alors beaucoup à apprendre.⁵⁴

L'action collective est en ce sens une source de connaissances nouvelles et d'expériences qui nourrissent la personne individuelle, qui la font progresser sur le chemin de la citoyenneté active en compagnie de personnes partageant les mêmes préoccupations. Mais s'il s'agit de *travailler*, ce sera *en plus* de l'activité principale de chacune et chacun. Dès lors, les membres sont moins empressés à l'engagement car « gagner sa vie » est déjà une activité très prenante.

Pour ceux et celles qui estiment que « la cause » les touche directement dans leur projet de vie, l'engagement actif est vu comme une façon de réaliser ses propres projets.

Ainsi les membres citoyens sont parfois des « paysanNEs en devenir » qui se butent aux limites du régime agricole et qui décident de s'investir politiquement, comme en témoigne celui-ci :

Moi j'ai une terre [...] depuis 1990. Comme bon citoyen, moi c'était clair que je m'achetais ma terre et que tranquillement je montais ma petite business, une ferme paysanne. À l'époque ce terme-là était pas utilisé, on disait plutôt une ferme diversifiée. [...] Donc dans mon esprit c'était clair qu'on pouvait accéder à la terre, blabla. C'est là que mes problèmes ont commencé.

C'est là que moi j'ai commencé à m'intéresser à la façon dont on produit nos aliments et sur l'accès à la terre. Et moi je suis un individu qui a une certaine compréhension des choses, alors je me suis aperçu que la façon dont on pratique l'agriculture et l'agriculture industrielle ça n'a pas d'allure. Et là tu te rends compte que l'UPA, ils sont là, là et là. Hostie! Ils sont partout!

Avant l'Union paysanne il y a eu d'autres mouvements, comme Sauver les campagnes. Moi j'étais abonné à la Terre de chez nous et je lisais tout ce qui se passait. [...] Alors quand l'Union paysanne est rentrée dans le décor, je me suis dit que c'était ma chance. Et moi j'étais arrivé à un âge... respectable... où ce que j'avais besoin dans la vie ce n'était plus de rester assis devant la télé. Alors je me suis dit je vais m'investir politiquement, parce que si on veut que ça change, il faut que tu t'investisses politiquement, tu peux pas attendre. Parce que voter 10 secondes tous les quatre ans, c'est pas ça qui fait changer les choses. C'est les groupes de pression qui font changer les choses.⁵⁵

Alors que les urbainEs parlent plus de consommation responsable, d'alimentation, d'écologie et d'expérience personnelle, les membres citoyens ruraux parlent plutôt de développement local :

« [...] Ce qu'il nous faut faire, c'est de penser un nouveau modèle d'agriculture qui cadre bien avec la réalité de nos petites municipalités rurales. Contrairement à ce qui disent certains, ce n'est pas vouloir revenir en arrière que de travailler à un nouveau modèle d'agriculture qui soit bien ajusté à la réalité de nos petites municipalités rurales des années 2000 »⁵⁶

Le comité [de citoyens] existe encore. Au début c'était contre les porcheries. Mais notre idée, c'est pas uniquement les porcheries, c'est de défendre les intérêts des citoyens auprès de la municipalité, de la MRC, etc. Pas uniquement l'agriculture. On a essayé de faire rentrer deux-trois échevins, on a fait un peu de politique.⁵⁷

Je crois à cette approche-là, la mobilisation, le mix des [citoyens et des agriculteurs] à mon sens c'est la seule façon d'y arriver, mais ce n'est pas le chemin le plus court ni le plus facile. Tant qu'on ne décidera pas individuellement de supporter nos agriculteurs localement, on est ben mal placé pour les critiquer et dire de quoi à propos de leurs pratiques. [...] La problématique est mondiale, et idéalement ça prendrait des interventions pis des directives mondiales, mais tant qu'on ne sera pas articulé localement, on a beau rêver, mais ça arrivera pas tant qu'on est pas organisé localement.⁵⁸

Pour les citoyenNEs tout comme pour les paysanNEs, la nature même de l'union n'est pas claire au départ : est-ce un groupe de pression, un syndicat, un mouvement?

Moi, c'était pas à un syndicat que j'adhérais, c'était à un groupe de pression. Moi je ne crois pas à la démocratie des partis politiques, moi je crois aux groupes de pression, moi je veux faire des pressions sociales, des actions sociales.⁵⁹

Malgré que la forme et l'objet spécifique de l'organisation ne soit pas claire au départ, les membres citoyenNEs sont plus prompts à dire que le mélange paysanNEs-citoyenNEs est une bonne chose : cela permet d'accroître la connaissance mutuelle et permet de construire un nouveau type de front commun. Ainsi, malgré les difficultés de dialogue entre les deux groupes, les membres citoyens estiment que cette tactique est une bonne chose. Plusieurs vont, en ce sens, réfléchir sur la place des citoyenNEs par rapport à celle des agriculteurs, surtout pour ce qui est de « parler » d'agriculture dans l'espace public et dans les appareils du régime agricole :

Si on prend [...] l'Union acéricole paysanne, où dans l'acériculture ils ont des problèmes bien particuliers. Ils veulent avoir des représentations de ce côté-là, tant mieux, qu'ils se regroupent. Moi j'ai pas le goût et le besoin d'aller dans les détails précis de ce dossier-là. Alors qu'ils se regroupent et qu'ils travaillent leurs enjeux, moi je les appuis. C'est la même chose pour le biologique, et le reste. Donc ils ont des préoccupations particulières dans un monde particulier, qu'ils se regroupent c'est bien correct, mais une fois qu'ils ont réglé ces problèmes, ils peuvent revenir dans le collectif et discuter d'autres préoccupations à un autre niveau. Alors le secteur bio peut aussi participer aux discussions de l'Union paysanne. Au bout de la ligne, il faut qu'il y ait la possibilité que les deux groupes principaux, agriculteurs et citoyens, puissent se parler parce qu'ils partagent des intérêts et des besoins.⁶⁰

En dépit des difficultés, faire se rassembler les deux groupes permet de discuter les intérêts communs et de comprendre l'autre groupe :

C'est sûr que les intérêts diffèrents. Moi en tant que citadin, je ne suis pas très près des préoccupations des agriculteurs plus au quotidien. Mais en discutant avec eux on peut comprendre. C'est pas évident, mais on peut comprendre. Et les citadins ont certainement d'autres types de préoccupations, mais ça n'empêche pas de partager des choses en commun à la base. C'est sûr que l'agriculteur veut vendre ses produits et les consommateurs en acheter. Mais cela n'empêche pas de se regrouper et d'avoir des comités, des commissions, qui se concentrent sur des problèmes ou des enjeux spécifiques. Et à l'occasion de se rencontrer, lors d'un congrès par exemple, pour parler et confronter les intérêts et les besoins des uns et des

autres. Mais à la base il y a des principes communs et d'autres différents. Mais il y a moyen d'articuler les préoccupations communes et les autres, sectorielles.⁶¹

Conclusion. Négociation identitaire, un rendez-vous manqué

Le projet des promoteurs de l'Union paysanne était-il de provoquer une négociation identitaire entre les deux groupes dominés de la chaîne agroalimentaire? A mon avis, non. Leur objectif était de construire un mouvement de masse pour défendre l'agriculture. Les agriculteurs étant difficiles à mobiliser – et étant peu nombreux dans la société québécoise (autour de 2% des adultes actifs sont en agriculture) – les promoteurs du syndicat ont clairement cherché intégrer les citoyenNEs dans une optique stratégique : ils et elles ont de l'argent, du temps, et peuvent constituer l'armature d'une organisation vouée à la défense de l'agriculture. Le discours politique construit autour de l'idée que l'agriculture est un objet sociétal sur lequel tous et toutes peuvent s'exprimer est logique, cohérent et même porteur d'avenir. Cependant, il apparaît assez clairement avec l'étude de l'histoire du syndicat que l'équipe dirigeante aurait aimé avoir plus de membres producteurs agricoles et des membres citoyens plus discrets.

L'enjeu de la négociation inter-identité s'est toutefois posé très rapidement : dès le départ la structure bi-identitaire du syndicat a été questionnée et il était manifeste que les individus avaient de la difficulté à comprendre l'autre. Dès lors s'est posé le défi de cette négociation ou du moins de la nécessité d'un dialogue. Si un embryon de dialogue a lieu, surtout entre les membres les plus actifs, on ne peut toutefois affirmer que le résultat soit porteur et fertile. Plusieurs personnes, surtout des citoyenNEs à mon avis, ont compris quelque chose en discutant avec les paysanNEs, notamment leur mode de vie, leurs intérêts et leurs problèmes. Cependant, ce ne fut pas l'apanage de la majorité des membres.

Ce dialogue était-il voué à l'échec? Dans une période de temps aussi courte et dans un contexte d'urgence, je crois que oui. J'ai mentionné que l'organisation ne sera pas capable d'améliorer ses dynamiques internes. Cela tient, comme je l'ai montré, à l'attitude des

dirigeants et à l'implication incertaine des membres, mais des raisons plus profondes encore existent.

Les citoyenNEs membres de l'union sont plutôt engagés dans le champ politique de la vie et de la culture, ce que Anthony Giddens a appelé « life politics » et qui correspond en gros à ce que les analystes des NMS ont identifiés comme une politique du contrôle des codes culturels. Dans l'analyse de Touraine, le conflit majeur des sociétés occidentales s'est déplacé du conflit pour le contrôle du champ du travail vers un conflit plus large ancré dans le contrôle des codes culturels, des significations sociales et de l'historicité des sociétés. Les Sujets, en ce sens, cherchent à réaliser leur autonomie, généralement en dehors du champ des relations de travail. Les citoyenNEs membres de l'Union paysanne sont inscrits dans ce politique de la vie : l'enjeu majeur, pour eux et elles, est l'accès à de la nourriture saine et à une campagne qui ne soit pas « une usine à ciel ouvert ». C'est une volonté postmatérialiste d'améliorer sa qualité de vie, sa santé et l'environnement qui nous entoure. La majorité des citoyenNEs que j'ai interrogé ne m'ont presque pas mentionné leurs moyens d'existence, mais ils et elles ont amplement parlé d'écologie, de nourriture, de développement durable.

C'est tout le contraire avec les agriculteurs. Ceux-ci sont clairement engagés dans un conflit pour le contrôle du champ du travail : c'est leur autonomie qui est en jeu, la prolétarianisation qui les guette, la normalisation et l'industrialisation de leur activité économique. Les agriculteurs sont aussi, dans les sociétés occidentales, un des groupes sociaux les plus matérialistes (Lachapelle et Gagné, 2003, p. 44). Les thèmes de leur discours en font foi : économie, mise en marché, capacité de produire, coûts de production et compétitivité sont prépondérants. Les aspects écologistes de leur pratique sont aussi mis en contexte dans le champ du travail et de la production : on déplore que l'appareil étatique ne permette pas plusieurs méthodes de production agricole. Les agriculteurs, au contraire des citoyens, lient de façon très claire leur mode de vie avec leur activité économique : l'un va avec l'autre, alors que pour les citoyens le travail, l'occupation économique, n'a pas nécessairement de lien avec leurs convictions écologiques et leur désir de nourriture saine.

Dans ces conditions, il aurait fallu des mécanismes d'appropriation entre les deux groupes pour arriver à les faire réellement dialoguer. Dans le contexte où les paysanNEs sont

menacés de disparition, croulent sous les amendes ou les impossibilités de mettre en marché le fruit de leur travail, on peut comprendre qu'ils et elles estiment que les membres citoyens « font de la philosophie » et agissent peu pour améliorer la situation paysanne.

La distribution du pouvoir à l'interne

Quelques semaines après que le gouvernement ait décrété un moratoire sur les nouveaux projets porcins en mai 2002, l'Union paysanne vit sa première crise interne d'importance alors que 7 personnes fort actives aux hauts plus échelons de l'organisation démissionnent. C'est la représentante de la Montérégie, citoyenne à l'origine du comité de citoyens L'Autre monde rural (région de Sorel), qui lance le bal. Sa lettre de démission précise que c'est par manque de démocratie interne et devant une attitude méprisante du président qu'elle a décidé de quitter :

« Pour avoir exprimé mon désaccord sur le contenu enjoué et fort complaisant de Roméo (Bouchard) aux médias sans consultation des membres actifs dans ce dossier précis (le règlement), j'ai subi les foudres de Roméo ne laissant aucune place à la discussion démocratique. Je le cite : Tu n'as rien compris, c'est moi qui décide et si mon message a été mal interprété par plusieurs comités et membres, c'est que tu as mal fait ton travail . »⁶²

Elle ajoute suite aux questions d'un journaliste :

« La démocratie au sein de l'Union paysanne ne va pas très bien. Le style de leadership de Roméo Bouchard me laisse perplexe. Il n'y a pas vraiment place à la discussion. C'est un régime despotique. Je ne pouvais donc plus demeurer dans l'Union, mais je reste encore farouchement accrochée aux idées et aux valeurs véhiculées par ce mouvement. »⁶³

Même son de cloche de la part d'un second démissionnaire (producteur maraîcher de Lévis, représentant de Chaudières-Appalaches) qui, lui aussi, s'est colleté avec le président :

« Nous avons fondé un syndicat citoyen pour donner la parole aux citoyens sur les questions d'agriculture et d'alimentation. Mais dans le dossier des porcheries, ce n'est pas ce qui s'est

passé. Il serait dommage de reproduire les comportements de l'UPA que nous dénonçons depuis des années. »⁶⁴

Au-delà des faits rapportés, l'attitude que reprochent les démissionnaires au président est malheureusement corroboré par des dizaines d'autres témoignages recueillis dans des entretiens formels ou dans des discussions informelles. Mais le président attribue cet épisode à « une crise de croissance » de l'organisation qui n'a pas atteint sa maturité. Il explique que sa réaction dans les médias a, d'une part, été mal perçue et, d'autre part, qu'il faut que le mouvement apprenne à être conséquent :

« L'Union paysanne est un syndicat professionnel et non un groupe communautaire (...) Ce n'est pas la même chose que d'autres mouvements environnementaux ou sociaux pas très structurés (...) Il faut développer une négociation qui n'est pas tout ou rien. Il ne faut pas penser qu'on aura le moton en six mois (...) On ne veut pas être identifiés à des gens qui ne font que chialer », ajoute M. Bouchard.

Le président de l'Union paysanne fait remarquer qu'il demandait depuis sept ans l'entrée en scène du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) et l'instauration du moratoire en matière d'élevage porcin. Il ne pouvait conséquemment critiquer ces décisions. « Mais je n'ai peut-être pas dit assez (...) que le règlement annoncé par le ministre Boisclair est pire que celui qu'on avait. »⁶⁵

Réuni à Montréal le 19 septembre 2002, le conseil national voit d'autres personnes quitter le mouvement pour les mêmes raisons, ce qui porte à sept les démissions entre juin et septembre 2002. Une membre de Montréal, spécialiste de la gestion de conflits et de l'organisation, est mandatée pour étudier la situation et proposer des solutions. Ses constats sont à l'effet qu'il y a un besoin de déconcentration du pouvoir et d'accroissement de la participation. De même, le rapport recommande de « s'occuper davantage du fonctionnement interne du mouvement »⁶⁶.

Malgré les récriminations contre le peu de démocratie dans le syndicat, l'observateur ne peut s'empêcher de se dire que, pourtant, les structures de l'Union paysanne permettent et favorisent la participation. Selon sa constitution et ses structures, ce sont l'assemblée générale des membres ainsi que le Conseil national qui détiennent le gros du pouvoir, alors que le Coco doit appliquer les décisions et veiller au fonctionnement quotidien de l'union. Les sections régionales et les unions sectorielles relèvent aussi du Conseil national.

Théoriquement, le syndicat est démocratique. Le problème est ailleurs. Il réside d'abord dans la disponibilité des personnes et ensuite dans la distribution inégale des connaissances, des réseaux et des contacts. La question, en définitive, concerne la distribution du pouvoir à l'intérieur de l'Union paysanne et non pas sa structure formelle.

Dans les faits l'union n'est pas dirigée par l'assemblée des membres ni par le conseil national. L'instance décisive est celle du Coco qui coordonne les comités de travail, lesquels ne relèvent d'aucune autre instance. A l'origine formés de membres et ouvert à toutes et tous, dans les faits les comités de travail jugés prioritaires et importants étaient coordonnés par le Coco et animés par des leaders qui, parfois, arrivaient de l'extérieur du syndicat (les comités de travail qui étaient jugés moins importants compte tenu des moyens du syndicat étaient mis de côté ou ignorés). Le syndicat misait sur le volontarisme pour fonctionner. Par exemple les leaders des comités de citoyen étaient au centre du comité de coordination, sans nécessairement être élus, pendant la lutte contre l'expansion porcine. Un seul d'entre eux, un ancien éleveur, s'impliquera dans une autre lutte de l'Union paysanne avant de démissionner et de se joindre à la Coalition citoyenne. Dans le cas de la mise sur pied du journal de l'Union paysanne, une personne amie du président fut engagée (salariée) sans réelle consultation pour mener l'équipe de bénévoles qui allaient travailler sur le journal. De même en est-il de la campagne sur l'accréditation syndicale, placée sous la coordination du même homme, du président du syndicat et du coordonnateur à l'organisation.

C'est aussi au conseil de coordination que furent élaborées et discutées la plupart des orientations stratégiques et le discours de l'organisation. Les responsabilités des divers dossiers étaient divisées entre les membres du Coco; ceux-ci devaient ensuite les faire progresser, préparer des plans d'action, appliquer les décisions, etc. Concrètement c'est surtout le président, fondateur et porte-parole qui préparait la majorité des dossiers, en assurait les suivis et appliquait les décisions. Durant toute la durée de l'implication de M. Bouchard c'est lui qui a rédigé la grande majorité des communiqués de presse, des documents publics et des communications internes. C'est aussi surtout lui – et dans une moindre mesure d'autres membres du Coco ainsi que la secrétaire salariée – qui préparaient les documents pour les congrès annuels et les conseils nationaux.

Selon mon analyse, le « déficit démocratique » n'est pas inscrit dans la structure de l'Union paysanne. Il se situe plutôt dans la disponibilité des personnes et dans la distribution inégale des connaissances, des réseaux et des contacts. Le président-porte-parole est disponible à temps plein, est très actif et est celui qui en connaît le plus et dispose du plus de contacts dans le monde agricole. Le secrétaire général et le coordonnateur à l'organisation seront eux aussi disponibles à temps plein, chacun durant un an, mais disposent de moins de notoriété (et ont plus de responsabilités en dehors du syndicat, notamment familiales.) Tous les autres éluEs sont bénévoles; la secrétaire et le webmestre sont salariés et donnent aussi de leur temps gratuitement. En ce sens, ce sont les plus disponibles qui sont les plus actifs et qui se retrouvent au centre des luttes, à la fine pointe des informations et sous les projecteurs. Leur pouvoir d'influence supplante celui des autres membres moins disponibles, qui ne peuvent ou ne veulent s'engager plus. Et le cercle vicieux s'engage : plus elles sont engagées, plus elles disposent d'information, plus elles sont capables d'influencer les décisions et, en corollaire, moins les autres membres se sentent impliqués, ils sont moins écoutés et moins influents – et se découragent. Une personne qui a participé aux plus hautes instances l'exprime : « c'est sûr que quand Roméo était là, il était très très au courant de tous les dossiers, il était là-dessus 24h sur 24h. Quand on arrivait en réunion, on avait pas la même info et toutes les notions que lui, il nous expliquait ça rapidement, mais ensuite c'était difficile pour nous de dire : mais non, c'est pas ça, la situation est autre, etc. »⁶⁷ Plusieurs autres membres se sont impliqués dans des structures du syndicat mais se sont découragés, souvent devant la difficulté des tâches et l'attitude difficile du leader principal.

Un autre obstacle à l'engagement des membres est relatif aux relations entre les genres. Malgré que certaines femmes aient mis de l'avant les relations de genre dans les processus de démocratie interne, l'équipe dirigeante – de même que la majorité des membres actifs - s'en est assez peu préoccupée. Dès la fondation du syndicat un comité femmes fut mis sur pied, mais il ne durera guère. Après la démission du président Bouchard, un second comité femmes émerge suite à l'exemple que donne la Via Campesina où il existe des processus et des règles claires concernant la participation des femmes. Ce seront en majorité des femmes membres de l'Union paysanne qui participent aux activités de la Via Campesina et se sont elles qui remettent de l'avant, à partir de 2005, la question de leur participation et de leur place dans le

syndicat. Bien que quelques femmes sont particulièrement actives dans l'équipe dirigeante, elles n'auront jamais le haut du pavé et ne seront jamais des porte-parole. Cette question sera finalement peu prégnante : les femmes n'ont eu que peu de soutien de leurs collègues masculins dans la tentative de faire émerger le questionnement sur les relations de genre. Deux des trois dirigeants principaux y seront indifférents, si ce n'est pas même réfractaires. De plus, si certaines membres se définissent comme féministes, plusieurs autres constatent les difficultés sans nécessairement vouloir mettre de l'avant la cause féministe. En définitive, malgré que les femmes adhèrent massivement à l'Union paysanne, le syndicat agricole sera, tout comme son adversaire UPA, une organisation dirigée par des hommes où un plaidoyer pour l'égalité des genres est partagé, mais aucun aménagement prévu pour le réaliser.

*

* *

Dans les mois suivants la crise des démissions, l'organisation tente de répondre aux critiques en imposant des balises au rôle de président-porte-parole et en donnant plus de responsabilité à d'autres dirigeants. Ainsi il est décidé que les responsabilités seront divisées en trois « bureaux » : à Sainte-Croix où réside le secrétaire général, à Mirabel où un petit bureau est ouvert et tenu par le coordonnateur à l'organisation et président de l'Union biologique paysanne, et à Saint-Germain où réside le président. La solution est surtout pragmatique : ces trois personnes sont les plus disponibles. Ces dispositions ne régleront cependant pas tous les problèmes. Si le pouvoir est effectivement plus déconcentré, l'attitude des trois leaders est toujours critiquée : durant les années 2003, 2004 et 2005, plusieurs personnes quitteront leur poste de représentant régional ou de membre du conseil de coordination. La plupart invoquent des divergences avec les trois dirigeants, au premier chef le président M. Bouchard. Par exemple il semble difficile de tenir la comptabilité du mouvement, théoriquement placée sous la responsabilité du trésorier, mais concrètement en grande partie effectuée par le président qui est au cœur de l'action et utilise les fonds. Ainsi à partir de 2002 les trésoriers se succèdent sans terminer leur mandat. A quelques occasions lors de réunions nationales les discussions sont houleuses et les insultes volent bas. Ce sont toujours les mêmes critiques qui reviennent : intransigeance, manque de communication, autoritarisme, gestion concentrée, manque d'écoute. Les dirigeants estiment pour leur part

qu'ils sont engagés à plein temps et que si plus de militantEs prenaient des responsabilités dans l'organisation et maintenaient leur engagement durant un certain temps, les choses iraient mieux. Ainsi M. Laplante, prenant en 2004 la relève de M. Bouchard à la présidence de l'union, insiste lors de toutes les réunions d'organisation sur l'importance de l'implication des membres. Rien ne pourra se faire, dit-il en substance, si vous ne vous engagez pas vous-même à mettre à exécution les idées et les décisions prises. « Je veux des « je vais » et non pas des « on devrait » ! », ne cesse-t-il de répéter.

En définitive, dans toute cette histoire les deux partis ne sont pas dans le tort : il est vrai que les trois dirigeants majeurs n'ont pas eu une attitude très collégiale, pour toutes sortes de raisons dont certaines sont liées à leur personnalité propre. Cependant, il est aussi vrai que plusieurs des militantEs qui se sont engagé activement n'ont pas maintenu le rythme de leur implication très longtemps, pour plusieurs raisons liées aux obstacles à l'engagement que sont : la dispersion territoriale des militants et l'étendue du territoire à couvrir (une raison qui revient souvent pour expliquer le délitement des sections régionales), les exigences de leur propre vie (carrière, travail, famille, etc.), la déception d'avoir à se battre pour la reconnaissance et le respect *aussi* à l'intérieur de son propre mouvement et, finalement, le peu d'impact positif de « la cause » sur leur vie personnelle.

Le syndicat paysan ne se relèvera pas de cet épisode des démissions de l'été 2002. Le nombre de membres commence à diminuer à partir de ce moment. Plusieurs des militantEs très impliqués quittent pour ne plus revenir, alors que d'autres s'éloignent du militantisme actif tout en demeurant membres du syndicat pendant quelques années. Le président Bouchard, dont le mandat doit échoir en novembre 2004, quittera finalement sa fonction en juin 2004 à la demande du mouvement qui estime qu'il prend trop de place, médiatiquement ainsi que quant à l'organisation. C'est M. Laplante qui le remplace à la tête de l'organisation, tandis que M. Bouchard devient directeur général, responsable du journal et de la lutte acéricole. Ainsi, dans les faits, il continue de diriger l'union, d'autant plus que M. Laplante dispose de moins de temps pour le syndicalisme. Les choses restent en l'état pendant près d'un an, mais le syndicat est toujours sur la sellette : les membres ne renouvellent pas leur adhésion et la lutte des acériculteurs, sur laquelle les dirigeants comptaient beaucoup pour montrer aux agriculteurs que l'Union paysanne est crédible, connaît finalement un

dénouement mitigé. Dans les instances décisionnelles, malgré le retrait de M. Bouchard de l'avant-plan des luttes, rien ne va plus : les régions envoient de moins en moins de délégués; ceux et celles qui prennent des responsabilités au Coco ne les tiennent pas et démissionnent après quelques mois. Les tensions sont vives entre l'ancien président et les nouveaux dirigeants Laplante et Girouard. Suite à des échanges particulièrement douloureux, M. Bouchard est poussé vers la porte par un ultimatum : soit il part, soit ce sont les autres dirigeants qui tireront leur révérence. M. Bouchard décide de quitter et remet sa démission complète de toutes ses responsabilités dans l'union en avril 2005. Suite à cette démission l'équipe dirigeante déménage en vitesse le siège social et les archives vers un nouveau bureau situé à St-Hyacinthe, en plein cœur du fief de l'UPA. Quelques semaines après cette démission ce sont les acériculteurs qui, en assemblée générale de l'Union acéricole paysanne, décident de se dissocier du syndicat paysan : le plus gros contingent d'agriculteurs dans le syndicat se retire. Les adhésions continuent de diminuer. Au congrès annuel de 2006, à Montréal, seulement vingt personnes sont présentes et la réunion se tient dans une salle vide. Les membres sont de moins en moins actifs. La nouvelle équipe dirigeante n'a pas le pouvoir charismatique de M. Bouchard et personne ne peut accomplir tout le travail qu'il faisait. Quelques mois plus tard c'est M. Laplante qui se retire de la présidence du syndicat, invoquant des raisons personnelles; il est remplacé par M. Girouard, à ce moment le plus actif des dirigeants paysans. Dès lors, l'Union paysanne s'engage dans une refonte de sa structure : lors du congrès annuel de 2008 – il ne reste plus que 400 membres – les membres présents abolissent ses structures régionales pour mettre de l'avant les unions sectorielles. Les citoyenNEs seront dorénavant membres de l'Union citoyenne paysanne et les agriculteurs disposeront de plus de voix au chapitre de l'agriculture. D'autres personnes démissionnent de leurs responsabilités. L'aventure visant à lier citoyens et agriculteurs dans une même structure collégiale vient de prendre fin.

Conclusion du chapitre

Il apparaît à la suite de l'analyse des aspects organisationnels de l'Union paysanne que les deux grandes dichotomies internes qui la traversent ont eu une influence considérable sur

sa capacité d'action publique. Le syndicat voulait faire émerger un mouvement de masse et en être l'organisation-phare. A ce titre les promoteurs ont misé sur une large adhésion de la population et sur un engagement volontaire à mettre sur pied une organisation complète, dans toutes les régions de la province. On a fait le pari que l'engagement des personnes serait assez fort pour accomplir ce travail. On a fait le pari que, dans un contexte de professionnalisation des organisations de mouvement social, il était possible de faire fonctionner une organisation composée de bénévoles non-professionnels. Or, les insatisfactions profondes provoquées par l'attitude de certains des dirigeants ont provoqué le départ de la plupart des militantEs qui avaient pris la décision de s'engager fortement dans l'aventure et qui ont fait l'effort de tenter de réduire les irritants internes.

D'un autre côté, il semble que l'engagement bénévole fort, solide et dévoué, ne soit l'apanage que d'une minorité. La majorité des membres se sont engagés de façon distanciée, ce qui correspond à un engagement plus faible et moins constant : on accepte de soutenir financièrement l'organisation, de participer à des pétitions, à des campagnes de cartes postales, on achète un t-shirt ou un macaron, on assiste aux événements publics de l'organisation, on achète les produits des membres paysanNEs, on visite des ferme et on s'offre pour travailler quelques heures, mais on le fait à partir de ses préoccupations et disponibilités individuelles. La participation au syndicat, pour la majorité des membres, passe après le reste des obligations et doit prendre, pour plusieurs, un caractère sinon ludique du moins expérientiel. Si l'organisation ne peut offrir de « services » ou d'avantages clairs, si elle ne correspond pas à nos désirs, on restreint notre participation et on finit par la quitter.

Quant à la seconde dichotomie, celle qui oppose paysanNEs et citoyenNEs (consommateurs-trices), elle fut aussi accaparente que l'autre. Dès les premiers jours les adversaires du syndicat l'ont mis de l'avant. Ensuite, chaque congrès annuel du voyait la question ressortir dans les ateliers ou les séances plénières, mis de l'avant par des agriculteurs qui voyaient la présence citoyenne comme un frein à la reconnaissance de l'Union paysanne par le régime agricole. Bien que la majorité des militantEs actifs et même des membres en général considéraient fondamentale cette jonction des deux groupes, les discussions ne furent pas aisées entre eux. L'incompréhension mutuelle doublée d'un sentiment d'urgence en provenance des agriculteurs a empêché un réel dialogue. Dès lors que ce dialogue permettant

la reconnaissance de l'autre n'a pas lieu, il est impossible de réellement créer une identité collective rassembleuse. Dans les termes de la théorie du cadrage, le cadre d'action collective de l'Union paysanne a été mis à l'épreuve des faits, c'est-à-dire de l'expérience concrète des membres, mais l'intransigeance de certains dirigeants, l'engagement distancié et la difficile discussion entre paysanNEs et consommateurs a empêché son appropriation et la phase subséquente de recadrage, d'ajustement, par les membres. C'est ainsi que la tâche de faire en sorte que les membres s'identifient au syndicat qu'ont souligné Dreiling et Robinson (1998, p. 167-168. Cf *supra*, p. 289) n'a pas été remplie et le sentiment d'appartenance ne s'est que peu développé.

Selon mon analyse, les difficultés internes de l'organisation ont grandement miné sa capacité externe à intervenir sur la société. Sa première campagne politique s'est fait dans l'enthousiasme et l'ardeur générale, mais dès la première victoire les dissensions internes sont apparues et les autres campagnes politiques ont été menées en ayant en tête le souci des problèmes internes. Ces campagnes, on l'a vu au chapitre cinq, mobilisent moins les membres et se conjuguent à une tendance à la baisse des adhésions. Pourtant, malgré leurs plaidoyers en faveur de l'amélioration des processus organisationnels, les dirigeants investiront toujours plus d'effort dans les campagnes politiques que dans le renforcement du sentiment d'appartenance par la structuration interne et la mobilisation des membres.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Rappel des questionnements et du cadre d'analyse

L'objet de cette thèse est l'étude du syndicalisme agricole québécois des dernières années, à l'heure où le syndicalisme comme mode d'action collective fait face à des défis importants relatifs au repositionnement de l'économie à l'échelle mondiale. L'objectif est d'offrir une sociographie d'une organisation syndicale contestataire née dans la vague d'ouverture de l'agriculture à la mondialisation économique et politique. À l'aide des outils analytiques de la sociologie de l'action collective, je posais une série de questions pour saisir l'émergence, la constitution et la forme de l'Union paysanne, qui naît en 2001 au plus fort d'un cycle de mobilisations altermondialistes au Québec. Je me demandais dans quelle structure d'opportunité politique naît l'organisation? Quelles ressources mobilise-t-elle, quels arrangements discursifs construit-elle pour nommer le problème, identifier l'adversaire, trouver des solutions? À quel répertoire d'action collective et à quels registres fait-elle appel? Où peut-on situer les contours du mouvement social que cette organisation représente? Cette série de question s'inscrit dans une démarche d'analyse de la politique contestataire et veut principalement montrer, à partir de la compréhension que l'acteur collectif a de lui-même, comment la lutte est construite et amenée dans l'espace public par ceux et celles qui la mènent. Ceci constitue l'objectif empirique de la thèse, qui vise à combler un manque quant à la connaissance des organisations d'agriculteurs.

Pour répondre à ces questions, j'ai d'abord présenté le champ de recherche de l'associationnisme agricole au Québec, montrant essentiellement qu'il est un chemin peu fréquenté, sous-théorisé et où des préceptes idéologiques (agriculturisme, nationalisme, mythe de l'unité de la classe agricole, pensée économique dématérialisée) ont souvent présidé

aux questionnements. On a pu voir dans le premier chapitre que depuis les années 1990 l'agriculture est essentiellement abordée à partir de ses aspects économiques et que les associations d'agriculteurs et leur action politiques sont très peu prises en compte. Or le régime agricole particulier du Québec a fait s'institutionnaliser la question agraire (la régulation des activités agricoles dans ses liens avec la société) dans des termes qui sont aujourd'hui remis en question par les agriculteurs eux-mêmes, mais aussi par des groupes écologistes, des consommateurs urbains et des habitants du monde rural.

Afin de dé-clôturer ce champ de recherche, j'ai commencé par décrire, à l'aide du seul ouvrage de synthèse sur le syndicalisme agricole québécois (Kesteman *et al.*, 2004) les grandes lignes de l'histoire du seul syndicat agricole autorisé au Québec, l'Union des producteurs agricoles (UPA, anciennement Union catholique des cultivateurs, UCC.) Kesteman et ses coauteurs ont essentiellement fait une histoire panégyrique de l'UCC-UPA dans l'optique que ce fut la seule organisation syndicale significative en agriculture au Québec depuis le début du 20^e siècle, ce en quoi ils n'ont pas tort. Cependant, le contexte de la fin du 20^e siècle et du 21^e siècle est autre : l'ouverture des États-nations vers une mondialisation des cultures, des économies et des prises de décision politique change la donne. Dans ce grand cirque de la mondialisation des marchés, l'agriculture fait figure de trublion : elle est le principal secteur (avec la « culture ») où les négociations achoppent et où la société civile se fait entendre avec, parfois, fracas et tragique. Au Québec, l'ouverture vers les marchés extérieurs et l'alignement sur la politique néolibérale mondiale a provoqué l'émergence d'un « mouvement social » en faveur d'une « autre agriculture » qui s'est manifesté dans la formation d'un syndicat agricole concurrent de l'UPA, l'Union paysanne. Celle-ci a mis de l'avant un discours novateur et une forme organisationnelle inusitée : un plaidoyer pour l'agriculture paysanne locale porté par un syndicat agricole « citoyen » formé d'agricultrices, d'agriculteurs, mais aussi et surtout de citoyenNEs non impliqués dans la production agricole.

Cette situation m'apparaît caractéristique des formes actuelles de l'action collective que plusieurs désignent par le vocable d'altermondialisme. Cette situation nécessite, c'est ma proposition théorique, l'usage des outils analytiques de la sociologie de l'action collective pour bien comprendre son action et son inscription dans la société québécoise. C'est ainsi que

j'ai élaboré un plan de recherche qui met l'accent sur la formation des acteurs collectifs non institutionnel et qui analyse son action politique inscrit dans une relation sociale spécifique, celle qui est instituée dans le régime agricole québécois.

Pour bien comprendre l'Union paysanne, j'ai commencé par tracer les contours de ce régime agricole en décrivant ses acteurs prépondérants (l'État, le syndicat majoritaire, les entreprises) et les relations sociales qui sont instituées, afin de montrer quelle place tient l'agriculture et ses praticiens dans le procès de production agroalimentaire. On a pu voir que l'agriculture est le maillon dominé d'une chaîne agroalimentaire contrôlée essentiellement par des grandes et très grandes entreprises. Dans ce système, le syndicat agricole majoritaire, l'UPA, et l'État agissent comme régulateurs de la production et comme intermédiaires entre les producteurs agricoles et les entreprises de transformation ou de distribution. L'UPA, à la fois acteur politique, acteur syndical et acteur économique, est qualifié de tentaculaire et de chien de garde des entreprises par son adversaire, l'Union paysanne. De par les processus qui la dirige, l'agriculture québécoise est engagée dans le modèle industriel et cela a des conséquences majeures pour ses praticienNEs : prolétarianisation, endettement extrême et soumission à des acteurs externes à la pratique agricole et qui disposent de beaucoup de pouvoir (cf. chap. 3.)

L'utilisation de la sociologie de l'action collective pour analyser l'Union paysanne et ses relations avec les autres acteurs du régime agricole m'apparaît plus porteur que les outils analytiques de l'approche des politiques publiques, des groupes de pression et des « policy networks » utilisées jusqu'à présent. Le modèle analytique que j'ai construit s'inspire de l'analyse des revendications politiques et permet de prendre en compte à la fois les éléments structuraux de l'action collective et ses éléments culturels (cf. *supra*, chap. 2, p. 109-112.)

Synthèse de l'histoire de l'Union paysanne

On a pu voir au chapitre quatre que la contestation du régime agricole a débuté bien avant la naissance de l'Union paysanne. Dès 1974, le Mouvement pour l'agriculture biologique (MAB) vient jeter un pavé dans la mare du tout nouveau régime avalisé en 1972

avec l'obtention du monopole syndical par l'UPA, épisode qui marque une nouvelle ère dans l'histoire de l'organisation. Le MAB vient contredire le régime sur deux points. D'abord il réitère que l'agriculture est une activité sociale qui s'exerce par le biais de diverses méthodes. Le MAB accueille dans ses rangs six catégories de membres dont une seule correspond à celle des producteurs agricoles professionnels que consacre le régime institué à partir de 1972. Deuxièmement, le MAB refuse le paradigme productiviste en mettant de l'avant l'agriculture écologique comme méthode pour conserver la vitalité rurale et procurer une alimentation saine aux QuébécoisEs. Cependant, le MAB ne conteste pas directement le régime, l'État et l'UPA; ses membres préfèrent axer leur action sur l'affirmation que l'agriculture écologique est valable et viable comme base d'un modèle agricole.

Dans les années 1990 un second thème de contestation émerge, celui de la standardisation et de la normalisation des pratiques inscrites dans le régime, notamment dans les plans-conjoints, les quotas de production et les agences de vente obligatoires qui obligent les agriculteurs, des petits entrepreneurs, à se soumettre à des règles strictes. L'Affaire Lapalme (1990-2000) montre que près d'un millier d'agriculteurs refusent ces règles et plaident pour l'autonomie et la liberté d'entreprendre, de cultiver et de vendre. Cet épisode se conclut par une défaite qui révèle les limites de la contestation en utilisant les règles inscrites dans le régime.

Dans les années 1990, alors que l'UPA de concert avec l'État québécois, entre de plein pied dans l'agriculture productiviste mondialisée et le libre échange, des comités de citoyens opposés à l'industrialisation de l'agriculture et plus spécifiquement à l'industrie porcine qui en est le fer de lance commencent à contester de l'extérieur du régime les règles qui restreignent la capacité de régulation de la zone verte par ceux et celles qui l'habitent. Cette phase de contestation dure près de dix ans et pose les bases de la coalition Sauver les campagnes. Cette coalition rassemble plus de soixante comités de citoyens qui, las de constater les blocages aux échelons local et régional, se coordonnent à l'échelon provincial pour constituer une force de frappe et porter la lutte dans l'espace public du parlement et de l'opinion publique. Les comités de citoyens sont constitués d'habitantEs ruraux, agriculteurs ou non, et contestent sur la base de l'appartenance à une communauté locale qui désire avoir le pouvoir démocratique de réglementer le territoire qu'elle occupe. A ce titre les comités de

citoyens sont tributaires des mobilisations rurales des années 1960-70, alors que des habitantEs ruraux contestaient l'approche développementaliste de l'État axée sur le développement des pôles urbains. Les comités de citoyens sont aussi et surtout tributaires des États généraux du monde rural qui, en 1991, avaient posé un consensus sur la nécessité de revitaliser la ruralité québécoise en donnant de réels pouvoirs aux communautés en son sein.

L'Union paysanne naît en 2001 sur les bases de Sauver les campagnes. La nouvelle organisation est un syndicat agricole citoyen qui rassemble en son sein à la fois des agriculteurs voulant assouplir le régime agricole pour favoriser leur pratique et des habitantEs ruraux voulant s'y introduire pour pouvoir participer à l'aménagement de la zone agricole. L'Union paysanne naît suite au constat – appuyé par une connaissance des luttes antérieures – que pour changer le régime agricole, il faut s'inscrire à l'intérieur de ses limites et mettre de la pression sur l'État québécois qui, seul, a le pouvoir de faire les changements législatifs nécessaires à l'établissement d'un nouveau modèle sociétal d'agriculture.

L'Union paysanne possède plusieurs caractéristiques particulièrement intéressantes pour l'analyste des mouvements sociaux québécois :

- Syndicat agricole, elle refuse la professionnalisation et affirme que l'agriculture est un sujet sociétal sur lequel les consommateurs, les producteurs agricoles et surtout l'ensemble des citoyenNEs du Québec ont le droit, sinon le devoir, de se prononcer. Ceci va à contre-courant de la tendance depuis 1972 qui divise producteurs, consommateurs et habitantEs ruraux en trois groupes aux intérêts différents, sinon opposés.
- A ce titre, l'Union paysanne innove en mettant de l'avant une forme organisationnelle et un discours public qui sont transgressifs des limites du régime : la mise en relation, dans une même organisation, des producteurs agricoles et des consommateurs, sur la base d'un intérêt commun qui est celui de la protection du territoire national par un modèle agricole durable, une occupation du territoire dynamique et complémentaire, et une démocratie locale solide.
- L'organisation se lance dans une stratégie d'action orientée vers la construction d'un mouvement de masse qui n'est fondé ni sur une unité professionnelle, ni sur une unité de

classe sociale, ni sur une unité des conditions d'existence, mais plutôt sur une unité symbolique, la citoyenneté. Pour ce faire, on met l'accent sur une campagne médiatique vigoureuse afin de recueillir le plus d'adhésion possible et ainsi acquérir une légitimité permettant la reconnaissance de l'organisation par les pouvoirs publics. Cependant, dès lors se pose la question de l'identité collective et du sentiment d'appartenance : la citoyenneté est-elle assez rassembleuse pour y parvenir?

- L'organisation élabore pour ce faire un discours public politique novateur qui s'inscrit dans la tendance actuelle des mouvements sociaux à décroiser les luttes et à en construire des interprétations qui lient des problèmes autrefois cloisonnés. Le discours de l'Union paysanne s'alimente aux sources du mouvement paysan mondial, mais il réalise une synthèse localement située en y insérant des topiques typiquement relatifs au contexte québécois (la Révolution tranquille, le monopole syndical, la question nationale, les luttes rurales, etc.)
- Enfin, l'Union paysanne met en œuvre une stratégie de concertation conflictuelle en participant aux mécanismes du régime agricole et en les contestant de l'extérieur, cherchant à conserver sa liberté d'action et de parole. En ce sens, la lutte paysanne est à la fois une lutte de reconnaissance (des paysans et des citoyens ruraux) et une lutte de transformation en ce qu'elle cherche à réformer radicalement le régime agricole en contestant les fondements (monopole syndical, droit de produire, mise en marché collective centralisée, soutien public au volume de production.)

J'estime que ces caractéristiques, réunis dans une organisation en lutte, confèrent un caractère unique à l'Union paysanne dans les annales des mouvements sociaux québécois. Dès lors il devient particulièrement intéressant d'observer l'action publique de l'organisation ainsi que ses aspects organisationnels pour voir comment le syndicat contestataire fera pour surmonter les nombreux obstacles inscrits, d'une part dans le régime agricole, d'autre part dans la configuration institutionnelle de la formation sociale québécoise actuelle.

C'est ce que j'ai fait dans les chapitres quatre, cinq et six de la thèse, à l'aide des outils d'analyse de la sociologie des mouvements sociaux. Dans les chapitres quatre et cinq j'ai mis l'accent sur l'action collective publique du syndicat. On a pu voir par le biais de la narration de ses quatre campagnes publiques les plus importantes que celles-ci furent assez différentes les unes des autres. La première, contre l'expansion de l'industrie porcine, est une campagne citoyenne rassemblant des habitantEs ruraux, des consommateurs urbains, des agriculteurs, des groupes écologistes, des groupes de développement local, des scientifiques, des médecins, des artistes et d'autres personnalités publiques, de même que des municipalités. La seconde (pour le pluralisme syndical) et la troisième (pour l'autonomie des acériculteurs) sont des campagnes proprement agricoles qui ont montré, d'une part, que le régime agricole est très fort et, d'autre part, que des campagnes syndicales agricoles ne mobilisent pas les citoyens urbains ou ruraux. Ces campagnes ont donc plus ressemblé à celles d'un syndicat corporatiste. Enfin, la campagne pour des états généraux de l'agriculture s'est effectuée sur le mode de la coalition de groupes de pression, sans réelle mobilisation de la base et dans l'optique que le lobbying d'organisations reconnues fera pencher le gouvernement et l'UPA.

Le déroulement de ces campagnes montre le passage d'une stratégie de syndicalisme de mouvement social vers une stratégie de groupe de pression, en passant par une stratégie de syndicalisme professionnel. La volonté des promoteurs de l'Union paysanne était la construction d'un mouvement de masse, ce qui s'est révélé trop difficile dès la première campagne publique contre l'industrie porcine. J'ai voulu, dans le chapitre six, analyser les aspects organisationnels interne du syndicat afin d'évaluer si les relations tendues entre les divers groupes sociaux qui composent l'Union paysanne peuvent offrir des éléments explicatifs de cette difficulté. On a pu voir que sur le plan interne l'Union paysanne a connu des épisodes difficiles. Deux grandes dichotomies l'ont traversé : d'une part un conflit entre deux traditions d'organisation, l'une plutôt hiérarchique et centralisatrice, l'autre plus collégiale et décentralisatrice. D'autre part, un malaise certain quant à la mise en relation des consommateurs et des agriculteurs dans un même syndicat agricole. A ce titre c'est la définition restreinte du syndicalisme qui a prévalu, surtout dans l'imaginaire des agriculteurs : le syndicalisme rassemble des personnes qui pratiquent la même activité économique et qui ont des intérêts communs.

L'Union paysanne a voulu être un syndicat agricole nouveau genre, elle ne dépassa finalement pas le stade de la coalition de groupes et d'individus mécontents, fédérés par une idée rassembleuse quoique incapable, à court terme, de créer un sentiment d'appartenance et d'identité collective qui puisse reléguer à l'arrière-plan les catégories sociales instituées dans la modernité québécoise.

Conclusions analytiques

En définitive, l'Union paysanne constitue un exemple unique dans l'univers des organisations de mouvement social au Québec. Ni tout à fait rurale, ni tout à fait agricole, ni tout à fait citoyenne, ni tout à fait syndicat, l'organisation a fait œuvre de pionnière en critiquant radicalement les fondements de la société de consommation. Cette dernière a institué des catégories socio-économiques antinomiques – producteur et consommateur – qui sont aujourd'hui prépondérantes dans l'idéologie économiciste qui domine. La catégorie de la citoyenneté mise de l'avant par le syndicat voulait dépasser ces catégories économiques et recadrer le débat dans l'arène politique.

Cependant, comme le notent Bourque, Duchastel et Pineault (Bourque, Duchastel et Pineault, 1999, p. 43), dans la modernité la citoyenneté renvoie à une dynamique proprement politique dans laquelle le sujet politique peut discuter des rapports d'inégalités à l'intérieur des institutions démocratiques, au premier chef le législatif (l'institution parlementaire.) « Dans une telle perspective, écrivent-ils, la primauté de la citoyenneté conçue comme moteur de transformation de la société nationale passe par la prévalence de la démocratie sur le droit ainsi que par celle du législatif sur le judiciaire. » (*ibid.*) C'est dans cette matrice que les promoteurs de l'Union paysanne ont conçu leur projet, imaginant que le citoyen comme sujet politique universel pourrait s'exprimer dans l'espace public pour influencer le pouvoir législatif à modifier la configuration du régime agricole. Mais la modernité politique a évoluée, passant du gouvernement (prépondérance du législatif et de la démocratie) vers la

gouvernance (prépondérance de l'exécutif et du technojudiciaire)^a. Dans le système de gouvernance, les institutions parlementaires sont soumises à un « gouvernement en dehors du politique » (Bourque, Duchastel et Pineault, 1999, p. 50) exercé par des acteurs extraparlamentaires réunis dans des appareils technocratiques de régulation qui visent à « l'aménagement de consensus produits directement entre les acteurs, dans le cadre d'institutions extraparlamentaires où sont désormais définies les règles de la pratique sociale » (*ibid.*). Les acteurs sont de plus en plus de nature corporative – c'est-à-dire formés sur la base d'un groupe professionnel (tels les syndicats, le patronat, les groupes populaires et communautaires). En ce sens, dans le système de la gouvernance le citoyen comme sujet politique est dépassé par des appareils extra-législatifs qui utilisent une logique technocratique et se connectent directement sur l'exécutif et les appareils administratifs (technocratiques) qui y sont liés.

Le régime agricole québécois correspond assez bien à cette dynamique. On a vu au chapitre 1 (cf. *supra*, pp. 62-79) et au chapitre 3 que les règles de la pratique agricole résultent d'une négociation au sommet entre trois principaux groupes d'acteurs, le syndicat agricole (et ses structures affiliées), les grandes entreprises agroalimentaires (*via* leurs associations corporatives) et l'exécutif étatique (MAPAQ). La discussion par les citoyenNEs des décisions corporatistes se fait essentiellement par le biais des structures de consultation publique, nommément le BAPE, qui n'a qu'un pouvoir de recommandation sur l'exécutif étatique. Ainsi, la plupart des règles législatives votées par le parlement ont été auparavant discutées et approuvées dans les structures de gouvernance – et certaines sont votées sous le baillon (Loi 23 sur le droit de produire) afin de restreindre encore plus la discussion par le corps politique des représentantEs des citoyens.

a « Ce que l'on saisit souvent de façon floue sous les thèmes de l'érosion des pouvoirs de l'État-nation, de la mondialisation et de la bureaucratisation peut, en effet, être compris comme l'affirmation d'une tendance à la soumission des institutions de la démocratie représentative à des instances extraparlamentaires de nature technocratique et juridique. Nous assistons à la mise en œuvre d'un processus (non achevé) de soumission de la régulation politique qui se déploie dans un cadre national à une régulation technojuridique qui tend à s'exercer dans un espace multidimensionnel et excentré. » (Bourque, Duchastel et Pineault, 1999, p. 49)

De plus, cette dynamique technocratique est essentiellement orientée par une économie morale du capitalisme, de la libre entreprise et de l'individualisme, rendant encore plus difficile les propositions ancrées dans une économie morale providentialiste ou orientée par l'idée de « nation » comme communauté imaginée. Dans ce contexte les projets collectifs renvoyant à un corps social universel ancré dans un territoire et une culture commune sont amoindris par des intérêts corporatifs et professionnels qui trouvent, dans le canal de la gouvernance, un moyen de contourner la politique en s'appuyant sur l'exécutif et le juridique.

C'est en ce sens que j'estime que le projet global de l'Union paysanne était un projet politique moderne dans un contexte « postmoderne ». Le projet de l'Union paysanne visait, on l'a vu dans la description des thèmes de son discours, à refonder un contrat social au cœur duquel se trouverait des propositions sur l'occupation du territoire, le développement local, la décentralisation politique et un modèle agricole « multifonctionnel » qui soit lié aux trois autres dimensions, plutôt que, comme c'est le cas actuellement, artificiellement extrait, séparé, du reste de la société par un régime agricole professionnalisé, corporatiste et économiciste. Ce projet est proprement moderne et se fonde sur les institutions parlementaires (à tous les niveaux, local, régional, national) comme lieu d'expression des citoyens et de discussion de règles sociales. Or l'individualisation des modes de vie, la professionnalisation des organisations dans un contexte technocratique et les catégories sociales instituées dans la société de consommation concourent à empêcher un tel projet politique.

Le projet de l'Union paysanne était-il dépassé ou passéiste ? Par extension, le projet altermondialiste qui se fonde sur l'action des membres de la société civile – les « citoyenNEs » et leurs organisations extra-parlementaires – est-il voué à l'échec face à une régulation néolibérale qui s'appuie sur des appareils technocratiques et juridiques ? Il est difficile de répondre à ces questions. A mon sens le projet de l'Union paysanne est révélateur de plusieurs malaises dans la modernité avancée. La force des appareils technocratiques – tels le régime agricole québécois – est manifeste face à la faiblesse des organisations de la société civile qui participent de mouvements sociaux. Dans un contexte où les parlementaires eux-mêmes concourent à diminuer le pouvoir politique (Bourque, Duchastel et Pineault, 1999), il m'apparaît que les « citoyenNEs » enfermés dans des catégories économiques

individualisantes (producteur, consommateur, contribuable, etc.) ont peu de pouvoir et même peu de capacité à décoloniser leur imaginaire et à s'engager autrement que de façon distanciée dans des « causes » qui n'ont plus de collectif que le nom. A ce titre, les identités collectives et les discours politiques qui s'expriment dans l'espace extra-parlementaire de la société civile ont surtout une résonance culturelle dans les espaces semi-privés des modes de vie et des « tribus » postmodernes, le tout étant médiatisé dans l'espace public par le marché économique, la consommation de masse et les médias d'information.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Abaidoo, Samuel, et Harley Dickinson. 2002. «Alternative and Conventional Agricultural Paradigms: Evidence From Farming in Southwest Saskatchewan». *Rural Sociology*, vol. 67, no 1, p. 114-131.
- ACNielsen (2005). Functional Food & Organics. a Global ACNielsen Online Survey on Consumer Behaviour & Attitudes, ACNielsen: 9 p
- AGÉCO, Groupe (2007). Portrait des réseaux de distribution de fruits et légumes frais du Québec. Groupe AGÉCO. Québec: 133 p
- Agriculture et Agroalimentaire Canada (1998). Politique agroalimentaire au Canada. Ottawa, Agriculture et agroalimentaire Canada: 25 p
- (1999). Portrait du circuit agroalimentaire canadien. Ottawa, Agriculture et agroalimentaire Canada: 127 p
- (2006a). Les défis et possibilités à long terme pour la compétitivité et la prospérité du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Chapitre 1: secteur agricole primaire. Ottawa, Agriculture et Agroalimentaire Canada: 93 p
- (2006b). Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien. Ottawa, Agriculture et agroalimentaire Canada: 119 p
- (2007). Le bulletin bimensuel. Canada: Achats agricoles de carburant et d'engrais. 20: 4 p
- , 2008. «L'industrie canadienne des brasseries». Agriculture et Agroalimentaire Canada. En ligne. <<http://www4.agr.gc.ca/AAFC-AAC/display-afficher.do?id=1171560813521&lang=f>>. Consulté le 2008-09-05.
- Agrikolianski, Éric. 2003. *Les mobilisations altermondialistes* (Paris, 2003-12-03).

- Alliance sociale continentale (2002). *Free Trade Area of the Americas Exposed: Civil Society Critique of the Official Draft Text Preliminary Analysis of the FTAA*, Alliance sociale continentale: 92 p
- Amin, Samir. 1973. *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. Paris: Les éditions de Minuit.
- Amouriaux, H. (2000). *Production, transformation et distribution des produits biologiques au Québec: inventaire de la situation et des tendances de développement*. Centre d'agriculture biologique du Québec. Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec: 87 p
- Andretta, Massimiliano. 2003. *ECPR Joint Sessions New Social Movements and Protest in Southern Europe*. 33 p.
- April, Nolasque (1969). *L'intégration en agriculture au Québec / Commission royale d'enquête sur l'agriculture au Québec*. Québec, Gouvernement du Québec
- Asano-Tamanoi, Mariko. 1988. «Farmers, Industries, and the State: the Culture of Contract Farming in Spain and Japan». *Comparative Studies in Society and History*. vol. 30, no 3, p. 432-452.
- Ayres, Jeffrey M. 2001. «Transnational political processes and contention against the global economy». *Mobilization*. vol. 6, no 1, p. 55-68.
- Baillargeon, Normand, et Jean-Marc Pottle. 2007. «Conclusion». In *Au bout de l'impasse, à gauche*, Normand Baillargeon et Jean-Marc Pottle, p. 177-212. Montréal: Lux Éditeur.
- Barreau du Québec (1996). *Commentaire du Barreau du Québec en regard du projet de loi 23 intitulé Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole et d'autres dispositions législatives afin de favoriser la protection des activités agricoles*. Présentés à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation de l'Assemblée nationale à Québec. Québec, Assemblée nationale du Québec: 26 p
- Beauchamp, Claude. 1975. «Coopération et syndicalisme agricoles au Québec (1900-1930)». thèse de doctorat, Paris, Ecole pratique des hautes études.
- , 1979a. «Coopération et syndicalisme agricoles au Québec: une lutte pour le pouvoir?». In *La transformation du pouvoir au Québec, Actes du colloque de l'ACSALF 1979*, Nadia Jacques Godbout Pierre Hamel et Gilles Houle Assimopoulos, p. 193-202. Montréal: Éditions coopératives Albert-Saint-Martin.
- , 1979b. «Les débuts de la coopération et du syndicalisme agricoles, 1900-1930: quelques éléments de la pratique». *Recherches Sociographiques*. vol. 20, no 3, p. 337-381.

- , 1982. «Milieu rural et agriculture entre le rose et le noir». *Recherches Sociographiques*. vol. 23, no 3, p. 217-381.
- , 1985. «L'histoire du syndicalisme agricole: un chantier encore ouvert». *Recherches Sociographiques*. vol. 26, no 1-2, p. 209-221.
- , 1988. *Agropur. Cinquante ans de rêves et de réalisations depuis la Société coopérative agricole du Canton de Granby, 1938-1988*. Montréal: Boréal.
- , 1993. «La coopération et les syndicalismes agricoles face à l'accord de libre-échange Canada/États-Unis: vers une explication des tensions récurrentes entre les deux organisations». *Coopératives et développement*. vol. 23, no 1, p. 84-96.
- Beauchesne, Audric, et Christopher Bryant. 1999. «Agriculture and Innovation in the Urban Fringe: The case of Organic Farming in Québec, Canada». *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*. vol. 90, no 3, p. 320-328.
- Beaudry, Raymond. 2000. *La résistance incertaine. La ruralité dans le passage de la modernité à la postmodernité*. Sainte-Foy/Paris: Presses de l'Université Laval/L'Harmattan.
- Beaudry, Raymond, et Hughes Dionne. 1998. *En quête d'une communauté locale*. Trois-Pistoles: Éditions Trois-Pistoles.
- Beck, Ulrich. 1994. «The Debate on the 'Individualization Theory' in Today's Sociology in Germany». *Soziologie*, no Édition spéciale no. 3, p. 191-200.
- , 1996. *The Reinvention of Politics. Rethinking Modernity in the Global Social Order*: Polity Press.
- , 1998. «Le conflit des deux modernités et la question de la disparition des solidarités». *Lien social et Politiques - RIAC*, no 39, p. 15-25.
- , [1986] 2001. *La société du risque*. Paris: Aubier.
- Bélanger, André- J. 1974. *L'apolitisme des idéologies québécoises. Le grand tourant de 1934-1936*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Bellemare, Guy, Anne-Renée Gravel, Louise Briand et Alain Vallée (2004). Le syndicalisme de transformation sociale (*Social Movement Unionism*). Voie de renouvellement des théories du syndicalisme? Le cas des services de garde. Études Théoriques. CRISES. Montréal, Université du Québec à Montréal: 36 p
- Benford, Robert D., et David A. Snow. 2000. «Framing processes and Social Movements: An Overview and Assessment». *Annual Review of Sociology*. vol. 26, p. 611-639.

- Bergeron, Charles-Eugène. s.d. «Petite histoire de la certification biologique au Québec». L'Encyclopédie de l'Agora. En ligne. http://agora.qc.ca/reftext.nsf/Documents/Agriculture_biologique--Petite_histoire_de_la_certification_biologique_au_par_Charles-Eugene_Bergeron. Dernière modification le 05-20-2006. Consulté le 14 juin 2007.
- Bergeron, Lise, Bernard Bernier et André Bouvette. 1977. «La rente foncière et l'agriculture dans le capitalisme actuel». *Anthropologie et sociétés*. vol. 1, no 2, p. 89-105.
- Bernier, Bernard. 1976. «The Penetration of Capitalism in Quebec Agriculture». *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*. vol. 13, no 4, p. 422-434.
- Bevington, Douglas, et Chris Dixon. 2005. «Movement-relevant Theory: Rethinking Social Movement Scholarship and Activism». *Social Movement Studies*. vol. 4, no 3, p. 185 - 208. En ligne. <http://www.informaworld.com/10.1080/14742830500329838> >. Consulté le September 16, 2008.
- Black, Naomi, et Gail Cuthbert Brandt. 1999. *Feminist Politics on the Farm. Rural Catholic Women in Southern Quebec and Southwestern France*. Montréal: McGill-Queen's University Press.
- Boisclair, Guy. 2002. «Étude d'un mouvement de modernisation de l'agriculture. Les premières années de l'Union catholique des cultivateurs dans le diocèse de Joliette, 1924-1952». Thèse de doctorat, Histoire.
- Bookchin, Murray. 1989. *Qu'est-ce que l'écologie sociale?* Lyon: Atelier de création libertaire.
- , 1992. *Une société à refaire*. Lyon: Atelier de création libertaire.
- Bouchard, Roméo. 2002. *Plaidoyer pour une agriculture paysanne*: Éditions Écosociété.
- , 2006. *Y a-t-il un avenir pour les régions? Un projet d'occupation du territoire*. Montréal: Écosociété.
- Bourque, Gilles, Jules Duchastel et Éric Pineault. 1999. «L'incorporation de la citoyenneté». *Sociologie et sociétés*. vol. 31, no 2, p. 41-64.
- Boutin, Gérald. 1997. *L'entretien qualitatif de recherche*. Sainte-Foy: PUQ.
- Breton, Gilles. 1977. «La place des producteurs agricoles dans les rapports de production capitaliste». *Anthropologie et société*. vol. 1, no 2, p. 51-69.

- Brüggeman, B., et R. Riehle. 1992. «Allemagne. Un nouveau paysage syndical». In *Les syndicats agricoles en Europe*, Bernard Hervieu et Rose Marie Lagrave, p. 11-24. Paris: L'Harmattan.
- Bruneau, Ivan. 2003. *Les Mobilisations altermondialistes* (Paris, 2003-12-03). Germm, 9 p.
- Brunelle, Dorval. 2004. *Colloque tri-national Les 10 ans de l'ALENA: Bilan social et perspectives* (Montréal). 19 p.
- Brunelle, Dorval, et Christian Deblock (1998). Les mouvements syndicaux et sociaux d'opposition à l'intégration économique des marchés: de l'ALE à la ZLÉA. Vers la constitution d'une Alliance sociale continentale. Groupe de recherche sur l'intégration continentale. Montréal, UQAM
- Brunelle, Dorval, et Sylvie Dugas (2006). Les mouvements sociaux d'opposition au libre-échange en Amérique du Nord. Centre d'études internationale de Montréal. Montréal, UQAM: 32 p
- Burgoyne, Daniel, Raymond Levallois, Jean-Philippe Perrier, Doris Pellerin et et Nicolas Paillat. 1995. «Comparaison de la rentabilité des systèmes conventionnels et biologiques en production laitière au Québec». *Canadian Journal of Agricultural Economics/Revue canadienne d'agroeconomie*. vol. 43, no 3, p. 435-442. En ligne. <<http://www.blackwell-synergy.com/doi/abs/10.1111/j.1744-7976.1995.tb00133.x>>.
- Bussières, Luc. 1986. «L'émergence de l'agriculture écologique au Québec». Mémoire de maîtrise, Sainte-Foy, Département de sociologie, Université Laval, 126 p.
- Canel, Eduardo. 1992. «New Social Movement Theory and Resource Mobilization Theory: The Need for Integration». In *Organizing Dissent*, William K. Carroll, p. 22-51: Garamond Press.
- Cardon, Philippe, et George Ubbiali. 2004. «L'engagement syndical des agricultrices. Le cas de la Confédération paysanne (CP)». In *Genre et militantisme* (2004-11-27).
- Castells, Manuel. 1998. *L'ère de l'information, I: La société en réseaux*. Paris: Fayard.
- , 1999a. *L'ère de l'information, II: Le pouvoir de l'identité*. Paris: Fayard.
- , 1999b. *L'ère de l'information, III: Fin de millénaire*. Paris: Fayard.
- Castells, Manuel, S. Yazawa et E. Kiselyova. 1996. «Insurgents Againts the Global Order: A Comparative Analysis of the Zapatistas in Mexico, the American Militia and Japan's AUM Shinrikyo ». *Berkeley Journal of Sociology*. vol. 40, p. 21-59.
- Cercles des Fermières. 1990. *Des femmes se racontent*: Les  ditions des Cercles des fermières du Québec.

- Chatillon, Colette. 1976. *L'histoire de l'agriculture au Québec*. Montréal: Éditions de l'Étincelle.
- Cleary, Mark, Andrew Flynn et Philip Lowe. 1992. «Royaume-Uni. Les fragilités d'un monopole». In *Les syndicats agricoles en Europe*, Bernard Hervieu et Rose Marie Lagrave, p. 231-264. Paris: L'Harmattan.
- Cleaver, Harry M. jr. 1972. «Some contradictions of Capitalism. The contradictions of the Green Revolution». *The American Economic Review*. vol. 62, no 1/2, p. 177-186.
- Clerc, François. 1990. «FNSEA - CNJA, les conflits de l'unité». In *Les Agriculteurs & la politique*, Pierre H. Delorme B. Hervieu M. Jollivet et P. Lacombe Coulomb, p. 339-354. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Cohen, Yolande. 1988. «Les cercles de fermières: une contribution à la survie du monde rural?». *Recherches Sociographiques*. vol. 29, no 2-3, p. 311-328.
- , 1989. «Le déploiement géographique des Cercles de fermières au Québec (1915-1949)». *Espaces, populations, sociétés*, no 1, p. 87-98.
- , 1990. *Femmes de parole. L'histoire des cercles de fermières du Québec, 1915-1990*: Éditions le Jour.
- Collectif d'études sur les pratiques solidaires (2007). *La consommation responsable, entre responsabilité individuelle et action collective*. Montréal, Écosociété: 96 p
- Comité de santé environnementale (2000a). *Les risques à la santé associés aux activités de production animale*. Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec: 45 p
- (2000b). *Les risques à la santé associés aux activités de production animale au Québec - Document de référence*. Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec: 117 p
- Contamin, Jean-Gabriel. 2003(Paris, 2003-12-03).
- Conway, Janet. 2003. «Civil Resistance and the "Diversity of Tactics" in the Anti-Globalization Movement: Problems of Violence, Silence, and Solidarity in Activist Politics». *Osgoode Hall Law Journal*. vol. 41, no 2-3, p. 505-530.
- Côté, Alain (1984). *La fonction de relations avec les membres dans le mouvement coopératif agricole au Québec*. Centre de gestion des coopératives. Montréal, École des HEC: 69 p

- Côté, Alain, et Daniel Côté (1978). L'évolution des coopératives agricoles québécoises de 1870 à 1950. Centre de gestion des coopératives. Montréal, École des HEC: 101 p
- Côté, Alain, et Étienne Lamy. 1982. «Qui nourrira le Québec?». *Interventions économiques*, no 9, p. 89-104.
- Côté, Daniel (1976). La situation de l'agriculture au Québec, en bref. Centre de gestion des coopératives. Montréal, Écoles des Hautes études commerciales: 34 p
- (1995). L'industrie laitière de demain: stratégies pour le développement durable du secteur de la transformation. L'analyse des grandes tendances: ruptures et nouveaux paradigmes. Centre de gestion agroalimentaire. Montréal, École des HEC: 148 p
- (2003). Agropur. Enjeux et défis d'une coopérative à la recherche d'une nouvelle cohésion. Montréal, École des HEC: 18 p
- Côté, Daniel, et Francine Boulva (1999). La coopérative agricole des Appalaches. La coopération, un choix stratégique. Centre d'étude et de gestion des coopératives. Montréal, École des HEC: 64 p
- (2000). La Coopérative fédérée de Québec: qu'en est-il de son identité? Centre d'étude en gestion des coopératives. Montréal, École des HEC: 34 p
- Côté, Daniel, Isabelle Deschamps et Danielle Luc (1996). Diagnostic des activités scientifiques et technologiques dans l'industrie laitière. Centre d'étude et de gestion des coopératives. Montréal, École des HEC: 90 p
- Côté, Daniel, et Jacques Michel (1995). Portrait statistiques du mouvement coopératif agricole à travers le monde. Centre d'étude de gestion des coopératives. Montréal, École des HEC: 56 p
- Côté, Daniel, et Martine Vézina (1993a). Approvisionnement de la ferme. Note sectorielle. Centre d'étude et de gestion des coopératives. Montréal, École des HEC: 15 p
- (1993b). Industrie laitière. Note sectorielle. Centre d'étude et de gestion des coopératives. Montréal, École des HEC: 23 p
- (1993c). Industrie porcine. Note sectorielle. Centre d'étude et de gestion des coopératives. Montréal, École des HEC: 42 p
- (1993d). Industrie avicole. Note sectorielle. Centre d'étude et de gestion des coopératives. Montréal, École des HEC: 14 p
- Côté, Daniel, et Martine Vézina (1988). L'agro économie québécoise. Centre de gestion des coopératives. Montréal, École des Hautes études commerciales: 40 p

- Côté, Michel. 1963. «La participation aux responsabilités dans deux coopératives agricoles». *Recherches Sociographiques*. vol. 4, no 1, p. 112-114.
- Coulomb, Pierre, H. Delorme, Bernard Hervieu, Michel Jollivet et Pierre Lacombe. 1990. *Les Agriculteurs & la politique*. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Cruzel, Élise. 2003. *Les mobilisations altermondialistes* (Paris).
- Dagenais, Huguette (1987). Le mouvement des femmes en agriculture au Québec. Les Cahiers de recherche du GREMF. Sainte-Foy, Groupe de recherche et d'échange multidisciplinaires féministes
- Dagenais, Pierre. 1959. «Le mythe de la vocation agricole». In *Mélanges géographiques canadiens offerts à Raoul Blanchard*, L. E. Hamelin, p. 193-201. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Das, Raju J. 2002. «The green revolution and poverty: a theoretical and empirical examination of the relation between technology and society». *Geoforum*. vol. 33, p. 55-72.
- Davis, John H. 1956. «From Agriculture to Agribusiness». *Harvard Business Review*. vol. 34, no 1, p. 107-.
- Debailleul, Guy. 1982. «L'agro-business: stratégies et contradictions». *Interventions économiques*, no 9, p. 105-114.
- Debailleul, Guy, et Philip Ehrensaft. 1987a. «Crise de l'agriculture et de la politique agricole américaine». *Cahiers de recherche sociologique*. vol. 5, no 1, p. 125-158.
- , 1987b. «Présentation: Le complexe agro-alimentaire et l'État». *Cahiers de recherche sociologique*. vol. 5, no 1, p. 5-13.
- Delisle-L'Heureux, Nicolas, et Anna Kruzynski. 2007. *Mouvements sociaux et transnationalisation des pratiques: les Amériques sont-elles différentes* (Trois-Rivières).
- Della Porta, Donatella. 2005. «Multiple Belongings, Tolerant Identities, and the Construction of « Another Politics »: Between the European Social Forum and the Local Social Fora ». In *Transnational Protest and Global Activism*, Donatella Della Porta et Sidney Tarrow, p. 175-202. Oxford: Rowman and Littlefield.
- Della Porta, Donatella, et Massimiliano Andretta. 2002a. «Changing Forms of Environmentalism in Italy: The Protest Campaign on the High Speed Railway System». *Mobilization*. vol. 7, no 1, p. 59-77.

- , 2002b. «Social Movements and Public Administration: Spontaneous Citizens' Committees in Florence». *International Journal of Urban and Regional Research*. vol. 26, no 2, p. 244-265.
- Della Porta, Donatella, et Mario Diani. 1999. *Social Movements: An Introduction*. Oxford: Blackwell.
- Della Porta, Donatella, et Sidney Tarrow (2005). *Transnational Protest and Global Activism*. Oxford, Rowman and Littlefield
- Delorme, François, Régis Fortin et Louis Gosselin. 1994. «L'organisation du monde patronal au Québec: un portrait diversifié». *Relations industrielles*. vol. 49, no 1, p. 9-40.
- Desjardins, Ghislaine. 1983. «Les cercles de fermières et l'action féminine en milieu rural entre 1915-1944». mémoire de maîtrise, Montréal, Histoire, Université du Québec à Montréal, 1-302 p.
- Desmarais, Annette Aurélie. 2002. «The Via Campesina: Consolidating an International Peasant and Farm Movement». *Journal of Peasant Studies*. vol. 29, no 2, p. 91-124.
- , 2003. «The Via Campesina: Peasants Resisting Globalization». Thèse de doctorat, Calgary, Département de Géographie, University of Calgary, 315 p.
- Diani, Mario. 1992. «The concept of social movement». *The sociological review*. vol. 40, no 1, p. 1-25.
- Dobré, Michelle. 2002. *L'écologie au quotidien. Éléments pour une théorie sociologique de la résistance ordinaire*. Paris: L'Harmattan.
- Dreiling, Michael, et Ian Robinson. 1998. «Union Responses to NAFTA in the US and Canada: Explaining Intra- and International Variation». *Mobilization*. vol. 3, no 2, p. 163-184.
- Dreiling, Michael, et Brian Wolf. 2001. «Environmental Movement Organizations and Political Strategy». *Organization & Environment*. vol. 14, no 1, p. 34-54.
- Dubé, François. 1994. *Sociologie de l'expérience*. Paris: Éditions du Seuil.
- Dubuisson-Quellier, Sophie, et Lamine. 2003(Paris, 2003-12-03).
- Dufour, Pascale. 2008. «Des femmes en marche: vers un féminisme transnational?». In *Québec en mouvements*, Francis Dupuis-Déri, p. 57-70. Montréal: Lux Éditeur.
- Dumas, Colette, Jean-Pierre Dupuis, Francine Richer et Louise St-Cyr. 1996. «La relève agricole au Québec: une affaire de fils...et de filles». *Recherches Sociographiques*. vol. 37, no 1, p. 39-68.

- Dupont, David. 2006. «Agriculture et agroalimentaire au Québec. Du projet nationaliste des clercs à l'insertion de l'agriculture dans le complexe agroalimentaire mondial.». Sainte-Foy, Département de sociologie, Université Laval, 206 p.
- Dupuis-Déri, Francis (2008). Québec en mouvements. Futur proche. Claude Rioux. Montréal, Lux Éditeur: 273 p
- Durand, Pierre. 1977. «L'étude de l'agriculture québécoise. Commentaires et bibliographie». *Anthropologie et sociétés*. vol. 1, no 2, p. 5-21.
- Edelman, Marc. 2001. «Social Movements: Changing paradigms and Forms of Politics». *Annual Review of Anthropology*. vol. 30, p. 285-317.
- , 2003. «Transnational Peasant and Farmer Movements and Networks». In *Global Civil Society 2003*, Helmut Anheier, Marlies Glasius et Mary Kaldor, p. 185-220. Londres: Oxford University Press.
- Eder, Klaus. 1993. *The New Politics of Class (Social Movements and Cultural Dynamics in Advanced Societies)*. Londres: SAGE Publications.
- , 1996. *The Social Construction of Nature*. Londres: SAGE Publications.
- Ehrensaft, Philip. 1990. «Tensions économiques et changements structurels dans l'agriculture canadienne». In *Agriculture et politiques agricoles en France et au Québec: transformations économiques et sociales*, Jacques Franquen. Paris/Sainte-Foy: L'Harmattan/ Presses de l'Université du Québec.
- Ehrensaft, Philip, et Bruno Marien. 1978. «De l'agriculture à l'agrobusiness». In *Le capitalisme au Québec*, Pierre Fournier, p. 185-245. Montréal: Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin.
- ETC Group (2005). *Global Seed Industry Concentration - 2005*. ETC Group. Ottawa: 12 p
- (2007). *The World's Top 10 Seed Companies - 2006*. ETC Group. Ottawa: 2 p
- Eyerman, Ron, et Andrew Jamison. 1991. *Social Movements: A Cognitive Approach*. University Park: Pennsylvania State University Press.
- Falardeau, Jean-Charles. 1974. «Antécédents, débuts et croissance de la sociologie au Québec». *Recherches Sociographiques*. vol. 15, no 2-3, p. 135-165.
- Farro, Antimo L. 2000. *Les mouvements sociaux*. Montréal: PUM.
- Faucher, Albert. 1979. «Syndicalisme et coopération dans l'agriculture québécoise». *Transactions of the Royal Society of Canada*. vol. 17, p. 17-30.

- Favero, Celso Antonio. 1997. «Évolution de la dynamique socio-politique des agriculteurs et de leurs organisations dans les contextes de l'ALENA et du MERCOSUL: les cas du Québec (Canada) et du sud-ouest du Parana (Brésil)». Thèse de doctorat, Montréal, Sociologie, Université du Québec à Montréal, 1-460 p.
- Filieule, Olivier. 2001. «Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel». *Revue française de science politique*. vol. 51, no 1-2, p. 199-215.
- Filieule, Olivier, et Anna Marijnen. 2004. «Alliances for all and Europeanisation for a few: Anti GMOs mobilisations in France». In *ECPR Joint Sessions*.
- Filion, Gérard. 1939. *L'Union catholique des cultivateurs, ce qu'elle est, ce qu'elle fait, ce qu'elle fera*: Librairie de l'UCC.
- , 1940a. *Le syndicalisme agricole*: Librairie de l'UCC.
- , 1940b. *Notions élémentaires de coopération*: Librairie de l'UCC.
- , 1942. *Notions élémentaires d'économie politique et sociale*: Librairie de l'UCC.
- , 1947. *La Terre et la famille*: Librairie de l'UCC.
- Flacks, R., Jeff Goodwin et James M. Jasper. 2004. «Knowledge for what? Thoughts on the state of social movement studies». In *Rethinking Social Movements: Structure, Culture, and Emotion*, R. Flacks, Jeff Goodwin et James M. Jasper, p. 135-153. Lanham: Rowman & Littlefield.
- Forget, Mathieu, et Jean-François Aubin. 2001. «Cohabitation en milieu rural: bilan et perspectives». mémoire de maîtrise, Sainte-Foy, Département de Science politique, Université Laval.
- Forno, Francesca, et Luigi Ceccarini. 2004. *ECPR Joint Session - 13-18 avril 2004* (Uppsala (Suède)). 24 p.
- Fortin, Andrée. 1985. *Le RÉZO: essai sur les coopératives d'alimentation saine au Québec*. Sainte-Foy: Institut québécois de recherche sur la culture.
- Fortin, Gérald. 1963. «Changements sociaux et transformations idéologiques: deux exemples». *Recherches Sociographiques*. vol. 4, no 2, p. 224-227.
- , 1965. «Milieu rural et milieu ouvrier, deux classes virtuelles». *Recherches Sociographiques*. vol. 6, no 1, p. 47-227.
- , 1968. «Le Québec: une ville à inventer». *Recherches Sociographiques*. vol. 9, no 1-2, p. 11-227.

- , 1971. *La fin d'un règne*. Montréal: Hurtubise HMH.
- , 1972. «La sociologie urbaine au Québec: un bilan». *Sociologie et sociétés*. vol. 4, no 1, p. 7-13.
- Franquemagne, Gaël. 2006. «La Confédération paysanne: un syndicalisme "sous influence"?». In *Cent ans après la "Charte d'Amiens": la notion d'indépendance syndicale face à la transformation des pouvoirs* (11-13 octobre 2006): CURAPP.
- Freeman, J. 1979. «Resource Mobilization and Strategy». In *The Dynamics of Social Movements*, J.D. McCarthy et M.N. Zald, p. 167-189. Cambridge: Winthrop.
- Friedman, Harriet. 1982. «The Political Economy of Food: The Rise and Fall of the Postwar International Food Order». *The American Journal of Sociology*. vol. 88, no Supplement: Marxist Inquiries: Studies of Labor, Class, and State, p. 248-286.
- Gagnon, Alain- G. 1981. *Les Opérations dignité: naissance d'un mouvement social dans l'est du Québec*. Ottawa: Carleton University Press.
- Gagnon, Gabriel. 1978. «Sociologie, mouvements sociaux, conduites de rupture: le cas québécois». *Sociologie et sociétés*. vol. 10, no 2, p. 103-122.
- Gamson, William. [1975] 1990. *The Strategy of Social Protest*, 2e édition. Homewood (IL): Dorsey.
- Garreau, Gérard. 1977. *L'Agro-business*. Paris: Calmann-Lévy.
- Gaudet, Louis-Frédéric, et Rachel Sarrasin. 2008. «Fragments d'anarchisme au Québec (2000-2006)». In *Québec en mouvements*, Francis Dupuis-Déri, p. 177-198. Montréal: Lux Éditeur.
- Gélinas, Jacques B. (2001). *L'agriculture prise au piège de la globalisation*. Bio-Bulle
- Georges, Éric. «De l'utilisation d'Internet comme outil de mobilisation: les cas d'ATTAC et de SaAMI». *Sociologie et société*. vol. 32, no 2, p. 172-188.
- Georges, Susan. 1981. *Les stratégies de la faim*. Genève: Éditions Grounauer.
- Gérin, Léon. 1948. *Le type économique et social des Canadiens: milieux agricoles de tradition française*. Montréal: Éditions Fides.
- Gherzi, Gérard. 1987. «L'économie agro-alimentaire canadienne en perspective». *Cahiers de recherche sociologique*. vol. 5, no 1, p. 15-39.

- Giddens, Anthony. 1993. «Une théorie critique de la modernité avancée». In *Structuration du social et modernité avancée: autour des travaux d'Anthony Giddens*, Michel Audet et H. Bouchiki, p. 29-54. Sainte-Foy: PUL.
- , 1994. *Les conséquences de la modernité*: L'Harmattan.
- Giugni, Marco. 1999. «Structure et culture dans l'étude des mouvements sociaux. Difficultés et tentatives d'intégration». *Revue suisse de sociologie*. vol. 25, no 3, p. 97-118.
- , 2002. «Ancien et nouvel institutionnalisme dans l'étude de la politique contestataire». *Politique et société*. vol. 21, no 3, p. 69-90.
- Giugni, Marco, et Florence Passy. 2001. «Social Networks and Individual Perceptions: Explaining Differential Participation in Social Movements». *Sociological Forum*. vol. 16, no 1, p. 123-153.
- Glover, David J. 1987. «Increasing the benefits to smallholders from contract farming: Problems for farmers' organizations and policy makers». *World Development*. vol. 15, no 4, p. 441-448. En ligne.
<<http://www.sciencedirect.com/science/article/B6VC6-45DHV96-9M/2/dec5f79347e66758a3bb0e0d638ae14>>.
- Goffman, Erving. 1972. *Frame Analysis*. New York: Harper & Row.
- , 1981. *Form of Talk*. Philadelphie: University of Pennsylvania Press.
- Goodman, David. 2003. «The Quality "Turn" and Alternative Food Practices: Reflections and Agenda». *Journal of Rural Studies*. vol. 19, p. 1-7.
- Goodman, David, et Michael Goodman. 2001. «Sustaining Foods: Organic Consumption and the Socio-Ecological Imaginary». *Social Sciences*. vol. 1, p. 97-119.
- Grosh, Barbara. 1994. «Contract Farming in Africa: an Application of the New Institutional Economics». *Journal of African Economies*. vol. 3, no 2, p. 231-261. En ligne.
<<http://jae.oxfordjournals.org/cgi/content/abstract/3/2/231>>.
- Gueslin, A., et Bernard Hervieu. 1992. «Un syndicalisme européen est-il possible?». In *Les syndicats agricoles en Europe*, Bernard Hervieu et Rose Marie Lagrave, p. 301-315. Paris: L'Harmattan.
- Haas, Peter M. 1989. «Do Regimes Matter? Epistemic Communities and The Mediterranean Pollution Control». *International Organization*. vol. 43, no 3, p. 377-403.
- , 1990. *Saving the Mediterranean: The Politics of International Environmental Cooperation*. New York: Columbia University Press.

- Habermas, Jürgen. 1987. *The Theory of Communicative Action. Vol II: System and Lifeworld*. Cambridge: Polity Press.
- , 1989. *The Structural Transformation of the Public Sphere*. Cambridge: Polity Press.
- Hamel, Jacques. 1999. «Sur l'échantillon. De l'utilité de quelques distinctions». *Recherche Qualitative*. vol. 20.
- Harle, Vilho (1978). *The political economy of food*. Westmead (England), Saxon House: 438 p
- Heffernan, William. 2000. «Concentration of Ownership and Control in Agriculture». In *Hungry for Profit. The Agribusiness Threat to Farmers, Food, and the Environment*, Fred Magdoff, John Bellamy Foster et Frederick H. Buttel, p. 61-75. New York: Monthly Review Press.
- Hendrickson, Mary, et William Heffernan *ConAgra Joint Ventures and Strategic Alliances*. Columbia (Missouri), University of Missouri
- (2005). *Concentration of Agricultural Markets*. Columbia (Missouri), University of Missouri: 4 p
- Hendrickson, Mary, William Heffernan, Philip H. Howard et Judith B. Heffernan (2001). *Consolidating in Food Retailing and Dairy: Implications for Farmers and Consumers in a Global Food System*, National Farmers Union (USA): 26 p
- Henriques, M. A., et J. Reis. 1992. «Portugal. Hétérogénéité agricole et déficit corporatiste». In *Les syndicats agricoles en Europe*, Bernard hervieu et Rose Marie Lagrave, p. 209-230. Paris: L'Harmattan.
- Héon, Commission (1955). *Rapport du Comité d'enquête pour la protection des agriculteurs et des consommateurs*, Éditeur officiel du Québec: 455 p
- Hervieu, Bertrand. 1990. «Pluralité reconnue, pluralité contestée». In *Les Agriculteurs & la politique*, Pierre H. Delorme B. Hervieu M. Jollivet et P. Lacombe Coulomb, p. 331-338. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Hervieu, Bertrand, et Rose-Marie Lagrave (1992). *Les syndicats agricoles en Europe*. Paris, L'Harmattan
- Hobbs, Jill E., et Lind M. Young (2001). *Les liens verticaux dans les chaînes d'approvisionnement agroalimentaire au Canada et aux États-Unis*. Agriculture et Agroalimentaire Canada. Ottawa, Agriculture et Agroalimentaire Canada: 83 p

- Hubscher, Ronald, et Rose-Marie Lagrave. 1993. «Unité et pluralisme dans le syndicalisme agricole français. Un faux débat». *Annales, Histoire, Sciences Sociales*. vol. 48, no 1, p. 109-134.
- Hubscher, Ronald, et Y. Rinaudo. 1992. «France. L'unité en péril». In *Les syndicats agricoles en Europe*, Bernard Hervieu et Rose Marie Lagrave, p. 93-114. Paris: L'Harmattan.
- Inglehart, Ronald. 1977. *The Silent Revolution. Changing Values and Political Styles Among Western Publics*. Princeton: Princeton University Press.
- , 1990a. *Culture Shift in Advanced Industrial Society*. Princeton: Princeton University Press.
- , 1990b. «Values, Ideology, and Cognitive Mobilization in New Social Movements». In *Challenging the Political Order*, Dalton et Kuechler, p. 43-66. Cambridge: Polity Press.
- , 1993. *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*. Paris: Économica.
- Ion, Jacques. 1994. «L'évolution des formes de l'engagement public ». In *L'engagement politique - Déclin ou mutation?* Pascal Perrineau, p. 23-39. Paris: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- , 1997a. «Interventions sociales, engagements bénévoles et mobilisation des expériences personnelles ». In *Engagement public et exposition de la personne*, Jacques Ion et Michel Peroni, p. 77-84. La Tour d'Aigues: Éditions de l'Aube.
- , 1997b. *La fin des militants?* La Tour d'Aigues: Éditions de l'Aube.
- Ion, Jacques, et Michel Peroni (1997). *Engagement public et exposition de la personne*. La Tour d'Aigues, Les éditions de l'Aube
- Ion, Jacques, et Bertrand Ravon. 1998. «Causes publiques, affranchissement des appartenances et engagement personnel». *Lien social et Politiques - RIAC*, no 39, p. 59-71.
- Jacques, Louis-Samuel, Jean Nolet et Jean-François Forest (2006). Étude sur la mise en marché des viandes biologiques au Québec. Québec, Syndicat des producteurs de viandes biologiques du Québec: 81 p
- Jaffee, Daniel, Jack R. Jr Kloppenburg et Mario B. Monroy. 2004. «Bringing the "Moral Charge" Home: Fair Trade within the North and within the South». *Rural Sociology*. vol. 69, no 2, p. 169-196.
- Jasper, James M. 1997. *The Art of Moral Protest*. Chicago: University of Chicago Press.

- , 1998. «The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements». *Sociological Forum*. vol. 13, no 3, p. 397-424.
- Jean, Bruno. 1974. *Sociologie rurale*. Chicoutimi: Les classiques des sciences sociales.
- , 1982. «L'agriculture périphérique dans l'Est du Québec». Thèse de doctorat, Paris, École des hautes études en sciences sociales, École des hautes études en sciences sociales, 1-494 p.
- , 1985a. *Agriculture et développement dans l'Est du Québec*. Sillery: Presses de l'Université du Québec.
- , 1985b. *La ruralité en question. Réalité sociale et théorie sociologique*. Paris: GRIDEQ.
- , 1988. «La "ruralité" bas-laurentienne: développement agricole et sous-développement rural». *Recherches Sociographiques*. vol. 29, no 2-3, p. 239-264.
- , 1989. «La question rurale: la ruralité et sa sociologie». *Recherches Sociographiques*. vol. 20, no 3, p. 287-309.
- , 1991. «La ruralité québécoise contemporaine: principaux éléments de spécificité et de différenciation». In *Le Québec rural dans tous ses états*, Bernard Vachon, p. 81-105. Paris: Éditions du Boréal.
- , 1993. «L'exploitation agricole familiale et l'État: des agriculteurs dans tous leurs états». In *L'agriculture familiale. Vers une théorie de l'exploitation agricole familiale*, Hughes Lamarche. Paris: Éditions L'Harmattan et Presses de l'Université du Québec.
- , 1997. *Territoires d'avenir, pour une sociologie de la ruralité*. Sainte-Foy: Presses de l'Université du Québec.
- , 2006a. «Les études rurales québécoises. Entre les approches monographiques et typologiques». *Recherches Sociographiques*. vol. 47, no 3, p. 503-529.
- (2006b). Les représentations de la ruralité dans la littérature scientifique récente. Chaire de recherche du Canada en développement rural. Rimouski, Université du Québec à Rimouski: 90 p
- Jenkins, J. Craig. 1983. «Resource Mobilization Theory and the Study of Social Movements». *Annual Review of Sociology*. vol. 9, p. 527-553-.
- Johnston, Hank, et John A. Noakes. 2005. *Frames of Protest. Social Movements and the Framing perspective*. Lanham: Rowman and Littlefield Publishers.

- Johnston, Hank, et Pamela E. Oliver. 2000a. «Mobilization Forum: Reply to Snow and Benford». *Mobilization*. vol. 5, no 1, p. 61-63.
- , 2000b. «What a good idea! Frames and ideologies in Social Movements research». *Mobilization*. vol. 5, no 1, p. 37-54.
- Joly, Pierre-Benoît, et Claire Marris. 2001. «Mise sur agenda et controverses: une approche comparée du cas des OGM en France et aux États-Unis». In *International workshop on European and American Perspective on Regulating Genetically Engineered Food* (2001-06-08).
- Joly, Pierre-Benoît, et Catherine Paradeise. 2003. «agriculture et alimentation: nouveaux problèmes, nouvelles questions». *Sociologie du travail*. vol. 45, p. 1-8.
- Jordan, Tim. 2003. *S'engager! Les nouveaux militants, activistes, agitateurs...*: Éditions Autrement.
- Kempf, Hervé. 2003. *La guerre secrète des OGM*. Paris: Seuil.
- Kesteman, Jean-Pierre, Guy Boisclair, Jocelyn Morneau et Jean-Marc Kirouac. 2004. *Histoire du syndicalisme agricole au Québec, UCC-UPA 1924-2004*. Montréal: Boréal.
- Key, Nigel, et David Runsten. 1999. «Contract Farming, Smallholders, and Rural Development in Latin America: The Organization of Agroprocessing Firms and the Scale of Outgrower Production». *World Development*. vol. 27, no 2, p. 381-401. En ligne. <<http://www.sciencedirect.com/science/article/B6VC6-3X7VR3H-B/2/1ec43ab9504da685bab506a75f0a4968>>.
- Kilmer, Richard L. 1986. «Vertical Integration in Agricultural and Food Marketing». *American Journal of Agricultural Economics*. vol. 68, no 5, p. 1155'-1160. En ligne. <<http://links.jstor.org/sici?sici=0002-9092%28198612%2968%3A5%3C1155%3AVIIAAF%3E2.0.CO%3B2-U>>.
- Kitschelt, Herbert. 1988. «Political Opportunity Structures and Political Protest: Anti-Nuclear Movements in Four Democracies». *British Journal of Political Science*. vol. 16, no 57.
- Koopmans, Ruud, et Dieter Rucht. 2002. «Protest Event Analysis». In *Methods of Social Movement Research*, Bert Klandermans et Suzanne Staggenborg. p. 231-259. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Koopmans, Ruud, Paul Statham, Marco Giugni et Florence Passy. 2005. *Contested Citizenship: Immigration and Cultural Diversity in Europe*. Minnesota: University of Minnesota Press.

- Kruzynski, Anna. 2004. «De l'Opération SalAMI à Nemesis: le cheminement d'un groupe de femmes du mouvement altermondialiste québécois». *Recherches Féministes*. vol. 17, no 2, p. 227-262.
- Kuhn, Thomas S. [1969] 1983. *La structure des révolutions scientifiques*. Paris: Flammarion.
- Kuyek, Devlin. 2002. *The Real Board of Directors. Construction of Biotechnology Policy in Canada, 1980-2002*. Sorrento (B.C.): Ram's Horn.
- La Fuente Blanco, G. de, et E. Moyano. 1992. «Espagne. Du corporatisme au pluralisme». In *Les syndicats agricoles en Europe*, Bernard Hervieu et Rose Marie Lagrave, p. 73-92. Paris: L'Harmattan.
- Labrecque, Jean-Marie (2003). Profil de l'industrie manufacturière québécoise des produits de l'érable. Services aux entreprises. Québec, MAPAQ
- Lachapelle, Guy, et Gilbert Gagné. 2003. «Intégration économique, valeurs et identités: les attitudes matérialistes et postmatérialistes des Québécois». *Politique et Sociétés*. vol. 22, no 1, p. 27-52.
- Lafleur, Ginette, et Marie-Alexia Allard (2006). Enquête sur la santé psychologique des producteurs agricoles du Québec. Québec, Coop Fédérée de Québec: 89 p
- Lagrave, Rose-Marie. 1990. «Les gauches syndicales (MODEF, CNSTP, FNSP)». In *Les Agriculteurs & la politique*, Pierre Coulomb, H. Delorme, Bertrand Hervieu, Michel Jollivet et Pierre Lacombe, p. 355-354. Paris: Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- Laliberté, G. Raymond. 1980. «Dix-huit ans de corporatisme militant. L'école sociale populaire de Montréal, 1933-1950». *Recherches Sociographiques*. vol. 21, no 1-2, p. 55-96.
- Lambert-Pilotte, Geneviève, Marie-Hélène Drapeau et Anna Kruzynski. 2007. «La révolution est possible: un portrait des groupes libertaires autogérés au Québec». *Possibles*. vol. 31, no 1-2.
- Lamont, Eve (2005). Pas de pays sans paysans. Canada, Office national du film du Canada: 90 min. p
- Lamoureux, Diane. 2008. «Québec 2001: un tournant pour les mouvements sociaux québécois?». In *Québec en mouvements*, Francis Dupuis-Déri, p. 11-34. Montréal: Lux Éditeur.
- Larivière, Victor. 2003. «Monsieur Plan conjoint. Jean-Marc Kirouac n'est plus». *La Terre de chez nous*, 2003-11-13, p. 14-15.

- Lavertue, Robert. 1984. «L'histoire de l'agriculture québécoise au 19e siècle: une schématisation des faits et des interprétations». *Cahiers de géographie du Québec*. vol. 28, no 73-74, p. 275-287.
- Le Bon, Gustave. [1895] 1971. *Psychologie des foules*. Coll. «Collection Bibliothèque de philosophie contemporaine». Paris: PUF.
- Leckie, H. K. 1958. «Dynamics of the Integration of Agricultural Production and Marketing». *Journal of Farm Economics*. vol. 40, no 5, p. 1356-1367.
- Lémery, Bruno. 2003. «Les agriculteurs dans la fabrique d'une nouvelle agriculture». *Sociologie du travail*. vol. 45, no 1, p. 9-25.
- Lemire, Marc. 2000. «Mouvement social et mondialisation économique: de l'AMI au cycle du millénaire de l'OMC». *Politique et société*. vol. 19, no 1, p. 49-78.
- Lessard, Diane. 1976. *L'agriculture et le capitalisme au Québec*. Montréal: Éditions de l'Étincelle.
- Létourneau, Firmin. 1968. *Histoire de l'agriculture (Canada Français)*, 2e. sans mention de lieu: sans mention d'éditeur.
- , [1950] 1968. *L'Union catholique des cultivateurs*. Montréal: L'Action nationale.
- Levallois, Raymond (2004). Trop endettées, les fermes laitières? Partenaires. 16: 13 p
- Lewontin, R. C. 2000. «The maturing of capitalist agriculture: farmer as proletarian». In *Hungry for Profit. The Agribusiness Threat to Farmers, Food, and the Environment*, Fred Magdoff, John Bellamy Foster et Frederick H. Buttel, p. 93-106. New York: Monthly Review Press.
- Linteau, Paul-André, René Durocher et Jean-Claude Robert. 1979. *Histoire du Québec contemporain. De la Confédération à la crise (1867-1929)*, 2 t. Montréal: Éditions du Boréal.
- Linteau, Paul-André, René Durocher, Jean-Claude Robert et François Ricard. 1986. *Histoire du Québec contemporain. Le Québec depuis 1930*, 2 t. Montréal: Éditions du Boréal.
- Lobao, Linda M. (2000). Industrialized Farming and Its Relationship to Community Well-Being: Report Prepared for the State of South Dakota, Office of the Attorney General. Columbus: 44 p
- Macey, Anne (2006). Production biologique certifiée au Canada en 2005. Ottawa, Canadian Organic Growers: 34 p

- MAPAQ (1998). L'industrie des eaux embouteillées au Québec: une analyse économique. Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec: 31 p
- (2001). État de situation dans l'industrie du poulet et du dindon au Québec. Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'alimentation du Québec: 124 p
- (2002). La recherche, la science et l'innovation en agroalimentaire, 1997-2001. Québec, MAPAQ: 80 p
- (2004a). État de situation dans l'industrie des oeufs de consommation au Québec. Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec: 32 p
- (2004b). Monographie de l'industrie des grains au Québec. Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec: 83 p
- (2004c). Portrait sommaire de l'industrie laitière québécoise. Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec: 48 p
- (2005a). Monographie de l'industrie du bleuet au Québec. Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec: 54 p
- (2005b). Portrait sommaire de l'industrie des oeufs d'incubation au Québec. Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec: 60 p
- (2006a). La transformation alimentaire québécoise en chiffres - édition 2006. Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec: 174 p
- (2006b). Monographie de l'industrie acéricole au Québec. Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec: 56 p
- (2006c). Monographie de l'industrie caprine au Québec. Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec: 68 p
- (2006d). Monographie de l'industrie des légumes de transformation au Québec. Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec: 66 p
- (2006e). Portrait sommaire de l'industrie de la volaille au Québec. Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec: 51 p
- (2007a). Activité bioalimentaire au Québec - Bilan 2006. Québec, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec: 41 p
- (2007b). Vue d'ensemble de la politique agricole américaine. Québec, MAPAQ: 16 p

- Martin, Jean-Philippe. 2005. *Histoire de la nouvelle gauche paysanne*. Paris: La Découverte.
- Mc Michael, Philip. 2000a. «Global Food Politics». In *Hungry for Profit. The Agribusiness Threat to Farmers, Food, and the Environment*, Fred Magdoff, John Bellamy Foster et Frederick H. Buttel, p. 125-143. New York: Monthly Review Press.
- , 2000b. «The Power of Food». *Agriculture and Human Values*. vol. 17, p. 21-33.
- , 2004. *Symposium on New Directions in the Sociology of Global Development* (Trondheim). XIe World Congress of Rural Sociology, 24 p.
- McAdam, Doug. 1982. *Political Process and the Development of Black Insurgency*. Chicago: Chicago University Press.
- , 1986. «Recruitment to High-Risk Activism: The Case of the Freedom Summer». *American Journal of Sociology*, no 92, p. 64-90.
- McAdam, Doug, Charles Tilly et Sidney Tarrow. 1996. «To map contentious politics». *Mobilization*. vol. 1, no 1, p. 17-34.
- , 1998. «Pour une cartographie de la politique contestataire». *Politix*, no 41, p. 7-32.
- McAdam, Doug, Charles Tilly et Sidney Tarrow. 2001. *Dynamics of Contention*. Cambridge: Cambridge University Press.
- McCarthy, J.D., et M.N. Zald. 1973. *The Trend of Social Movements*. Morristown (NJ): General Learnings.
- , 1977. «Resource Mobilization and Social Movements». *American Journal of Sociology*. vol. 82, p. 1212-1241.
- (1979). *The Dynamics of Social Movements*. Cambridge, Winthrop
- , 1987. *Social Movements in an Organizational Society*. New Brunswick: Transaction.
- Melucci, Alberto. 1978. «Sociétés en changement et nouveaux mouvements sociaux». *Sociologie et sociétés*. vol. 10, no 2, p. 37-54.
- , 1983. «Mouvements sociaux, mouvements post-politiques». *Revue internationale d'action communautaire*. vol. 10, no 50, p. 13-32.
- , 1989. *Nomads of the Present*. Cambridge: Temple University Press.

- , 1991. «Qu'y a-t-il de nouveaux dans les « nouveaux mouvements sociaux »?». In *La recomposition du politique*, Louis Maheu et Arnaud Sales, p. 129-162. Montréal/Paris: PUM/L'Harmattan.
- , 1993. «Vie quotidienne, besoins individuels et action volontaire». *Sociologie et société*. vol. 25, no 1, p. 189-198.
- , 1995a. «Individualisation et Globalisation». *Cahiers de recherche sociologique*, no 24, p. 185-206.
- , 1995b. «The New Social Movements Revisited: Reflection on Sociological Misunderstanding». In *Social Movements and Social Classes*, Louis Maheu, p. 107-119. Londres: SAGE Publications.
- , 1996. *Challenging codes*. Coll. «Cambridge Cultural Social Studies». Cambridge: Cambridge University Press.
- Mendras, Henri. 1967. *La fin des paysans, innovations et changement dans l'agriculture française*. Paris: SEDEIS.
- , 1995. *Les sociétés paysannes: éléments pour une théorie de la paysannerie*. Paris: Gallimard.
- , 2000. «L'invention de la paysannerie». *Revue française de sociologie*. vol. 41, no 3, p. 539-552.
- Meyer, David S., et Sidney Tarrow. 1998. «A Movement society: Contentious Politics for a New century». In *The Social Movement Society: Contentious Politics for a New Century*, David S. et Sydney Tarrow Meyer. Lanham: Rowman and Littlefield.
- Micheletti, Michele (2003). Shopping as Political Activity. Axess Magazine En ligne. <<http://www.axess.se/english/archive/2003/nr9/currentissue/theme_shopping.php>>.
- , 2004. *ECPR Joint Session* (Uppsala (Suède)). 52 p.
- Micheletti, Michele, Andreas Follesdal et Dietlind Stolle (2003). Politics, Products and Markets. Exploring Political Consumerism Past and Present, Transaction Publishers
- Micheletti, Michele, et Dietlind Stolle. 2003. *Gender and Social Capital conference* (St. John's College, University of Manitoba). 31 p.
- Migner, Robert. 1975. «Le monde agricole québécois et les premières années de l'Union catholique des cultivateurs (1918-1930)». Thèse de doctorat, Montréal, Département d'Histoire, Université de Montréal.

- , 1980. *Quand gronde la révolte verte*. Montréal: Éditions La Presse.
- Minot, Nicholas William (1986). Contract Farming and its Effects on small Farmers in Less Developed Countries. MSU International Development Papers. Department of Agricultural Economics. East Lansing (Mich.), Michigan State University: 100 p
- Monière, Denis. 1977. *Le développement des idéologies au Québec, des origines à nos jours*. Montréal: Québec/Amérique.
- Montpetit, Éric. 1999. «Corporatisme québécois et performance des gouvernants: analyse comparative des politiques environnementales en agriculture». *Politique et société*. vol. 18, no 3, p. 85-.
- Morisset, Michel. 1983. «Agriculture familiale ou capitaliste au Québec au 20e siècle». Doctorat d'État, Paris, Sciences économiques, Université de Paris XIII-Vincennes, 1-592 p.
- , 1987. *L'agriculture familiale au Québec*. Paris/Montréal: L'Harmattan.
- , 2002. Groupe AGÉCO, 46 p.
- Morisset, Michel, et Isabelle Éthier (1987). Le travail des femmes en production laitière. Sainte-Foy, Université Laval-Groupe de recherche en économie et politique agricoles
- Morisset, Michel, et Yves Pépin (1994). Étude des coûts associés à la pratique de l'agriculture biologique des fermes laitières du Québec: résultats finals. Québec, Groupe de recherche en économie et politique agricole: 120 p
- Mormont, M., et B. Van Doninck. 1992. «Belgique. L'hégémonie du Boerenbond». In *Les syndicats agricoles en Europe*, Bernard hervieu et Rose Marie Lagrave, p. 25-48. Paris: L'Harmattan.
- Mucci, Andrea, Guillermo Hough et Cesar Ziliani. 2005. «Factors that influence purchase intent and perceptions of genetically modified foods among Argentine consumers». *Food Quality and Preferences*.
- National Farmers Union (2003). The Farm Crisis, Bigger Farms, and the Myths of "Competition" and "Efficiency". Farm Crisis Serie, no. 2. National Farmers Union. Saskatoon: 30 p
- (2005). The Farm Crisis and Corporate Profits. Farm Crisis Serie, no. 4. National Farmers Union. Saskatoon: 16 p

- (2007). Submission by the National Farmers Union on The Farm Income Crisis and the "Next Generation" Agricultural Policy Framework (APF II). Standing Committee on Agriculture and Agri-Food. Ottawa, House of Commons: 6 p
- Neveu, Erik. [1996] 2005. *Sociologie des mouvements sociaux*, 4e. Coll. «Repères». Paris: La Découverte.
- Oberschall, Anthony. 1973. *Social Conflict and Social Movements*. Englewood Cliffs (NJ): Prentice-Hall.
- , 1980. «Loosely Structured Collective Conflict: A Theory and an Application». In *Research on Social Movements, Conflicts, and Change*, vol. 3, L. Kriesberg, p. 41-54. Greenhill (CT): JAI Press.
- Offe, Claus. 1984. «Nouveaux mouvements sociaux et nouveau mouvement pour la paix». *Lien social et Politiques - RIAC*. vol. 12, no 52, p. 35-39.
- , 1997a. *Les démocraties modernes à l'épreuve*. Paris: L'Harmattan.
- , 1997b. «Les nouveaux mouvements sociaux: un défi aux limites de la politique institutionnelle». In *Les démocraties modernes à l'épreuve*. Paris: L'Harmattan.
- Oliver, Pamela E., Jorge Cadena-Roa et Kelley D. Strawn. 2003. «Emerging Trends in the Study of Protest and Social Movements». In *Research in Political Sociology*, Buzzell and Waldner Dobratz: JAI Press.
- Oliver, Pamela E., et D. J. Myers. 2002. «The coevolution of social movements ». *Mobilization*. vol. 8, no 1, p. 1-24.
- Olson, Mancur. [1965] 1978. *Logique de l'action collective*.
- Option Consommateurs (2004). Les exigences des consommateurs face à la mise en marché des aliments issus de l'agriculture biologique au Canada. Montréal, Industrie Canada, Bureau de la consommation
- Paré, Frédéric. 2002(Trois-Rivières, 2002-01-06).
- , 2005. «Circuits courts et solidaires de mise en marché: contexte et pratiques». In *Forum on sustainable agriculture* (5-9 novembre 2005): Agricultural Institute of Canada.
- Parent, Diane. 1994. «Discours du changement et transformation de la ferme familiale: l'analyse des représentations sociales des partenaires de l'entreprise agricole familiale». Thèse de doctorat, Montréal, Département de Communications, Université du Québec à Montréal, 197 p.

- , 1996. «De cultivateur à chef d'entreprise agricole, la transformation socioculturelle de la ferme familiale québécoise». *Recherches Sociographiques*. vol. 37, no 1, p. 9-37.
- , 2003a. «Agriculteur, un métier et ses préjugés». *Le Devoir* (Montréal), 11-08-2003, p. A7.
- (2003b). D'une agriculture productiviste en rupture avec le territoire à une agriculture durable complice en milieu rural, Commission du BAPE sur l'avenir de la production porcine: 9-37 p
- Parent, Diane, et Flore Fournier (1996). L'agriculture conventionnelle dans un cul-de-sac ou pourquoi le Québec doit se mettre au vert. *L'Agora*. 3
- Parent, Diane, et Jean-Philippe Perrier. 2007. «"C'est pas juste!" Analyse de l'équité et de la justice dans l'entreprise familiale». In *Colloque ERA: Ensemble établissons l'agriculture de demain*: TRAJET Laval.
- Parent, Diane, Elizabeth Ouellet, Jacques Tondreau et Jean-Philippe Perrier. 2003. «La transmission de la ferme québécoise d'une génération à l'autre: au-delà des considérations économiques, une question d'échanges, d'intégration aux tâches et de délégation du pouvoir». *Recherches Sociographiques*. vol. 44, no 1, p. 141-164.
- Passy, Florence, et Marco G. Giugni. 2000. «Life-Spheres, Networks, and Sustained Participation in Social Movements: A Phenomenological Approach to Political Commitment». *Sociological Forum*. vol. 15, no 1, p. 117-144.
- Pernet, François. 1982. *Résistances paysannes*. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble.
- Perreault, Denis. 1982. «L'intégration contractuelle: Le cas de la production porcine, 1966-1980». *Interventions économiques*, no 9, p. 115-130.
- , 1987. «Une politique ou des politiques agricoles au Canada?». *Cahiers de recherche sociologique*. vol. 5, no 1, p. 103-123.
- Perrier, Jean-Philippe, Isabelle Allard et Diane Parent (2004). Transfert de ferme et démantèlement au Québec: études de cas. TRAJET Laval. Sainte-Foy, Université Laval: 165 p
- Perron, Normand. 2003. *L'État et le changement agricole dans Charlevoix, 1850-1950*. Sainte-Foy: Presses de l'Université Laval.
- Philibert, Vincent. 2006. «L'agriculture soutenue par la communauté et le développement des communautés rurales en milieux périurbains: le cas de Montréal». Mémoire de maîtrise, Montréal, Département de géographie, Université de Montréal, 190 p.

- Pichardo Almanzar, Nelson A., Heather Sullivan-Catlin et Glenn Deane. 1998. «Is the political personal? Everidday behaviors as forms of environmental movement participation». *Mobilization*. vol. 3, no 2.
- Piot, Monique. 1977. «Agriculture et capitalisme au Québec, l'agro-industrie et l'État». *Anthropologie et sociétés*. vol. 1, no 2, p. 71-88.
- Piotte, Jean-Marc. 2008. «Les syndicats: le dos au mur». In *Québec en mouvements*, Francis Dupuis-Déri, p. 97-110. Montréal: Lux Éditeur.
- Pirès, Alvaro. 1997. «Échantillonnage et recherche qualitative: essai théorique et méthodologique». In *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques, tome 1*, Jean Poupard, p. 113-169. Montréal: Gaëtan Morin Éditeur.
- Poissant, Céline, et Marie-Andrée Devynck (2005). Agriculture écologique et développement social durable dans Lanaudière: le point de vue d'acteurs du milieu. Cinbiose/UQÀM/Santé publique du Québec: 218 p
- Poissant, Céline, et Marie-Andrée Devynck (2006). Vers un système agroalimentaire écologiquement et socialement durable dans Lanaudière. Montréal, UQAM: 82 p
- Polletta, Francesca, et James M. Jasper. 2001. «Collective Identity and Social Movements». *Annual Review of Sociology*. vol. 27, p. 283-305.
- Proulx, Denise. 2007. «Un portrait de la situation porcine au Québec». In *Porcherries! La porciculture intempestive au Québec*, Denise Proulx et Lucie Sauvé, p. 21-163. Montréal: Écosociété.
- Proulx, Denise, et Lucie Sauvé (2007). *Porcherries! La porciculture intempestive au Québec*. Montréal, Écosociété: 355 p
- Qualman, Darrin, et Nettie Wiebe (2002). The Structural Adjustment of Canadian Agriculture. Ottawa, Canadian Centre for Policy Alternatives: 15 p
- Quénart, Anne, et Julie Jacques. 2001. «L'engagement politique des jeunes femmes au Québec: de la responsabilité au pouvoir d'agir pour un changement de société». *Lien social et Politiques*, no 46, p. 45-53. En ligne. <<http://id.erudit.org/iderudit/000322ar>>.
- (2002). *Apolitiques, les jeunes femmes? Services aux collectivités*. Montréal, Université du Québec à Montréal: 142 p
- Quénart, Anne, Julie Jacques et Chantal Bayard (2006). Trajectoire et sens des pratiques des jeunes québécois militant au sein de partis politiques et de groupes associatifs: une analyse qualitative. Montréal, Département de sociologie, UQAM: 120 p

- Quéniart, Anne, Julie Jacques et Catherine Jauzion-Graverolle. 2007. «Consommer autrement: une forme d'engagement politique chez les jeunes». *Nouvelles pratiques sociales*. vol. 20, no 1, p. 181-195. En ligne. <<http://id.erudit.org/iderudit/016984ar>>.
- Racine, Bernard. 1995. «Les agriculteurs face à l'agriculture biologique: croyances et conception du monde». Mémoire de maîtrise, Montréal, Sciences religieuses, Université du Québec à Montréal, 1-143 p.
- Reimer, Bill. 1983. «Sources of Farm Labor in Contemporary Quebec». *Revue canadienne de sociologie et d'anthropologie*. vol. 20, no 3, p. 290-301.
- Reimer, Bill, et Frances M. Shaver. 1990. «Les fermes familiales et les agricultrices au Québec». In *Agriculture et politiques agricoles en France et au Québec*, Jacques Franquen, p. 141-161: L'Harmattan/Presses de l'Université du Québec.
- Reimer, Bill, et Frances M. Shaver. 1988. «Modernisation, rapports de production et division sexuelle du travail à la ferme, comté de montmagny, 1951-1981». *Recherches Sociographiques*. vol. 29, no 2-3, p. 329-348.
- Reveret, Jean-Pierre, Jacques Peltier et H. Boudier. 1981. «De l'agriculture conventionnelle à l'agriculture écologique. Vers un nouveau paradigme». *Sociologie et société*. vol. 13, no 1.
- Rialland-Morissette, Yvonne. 1980. *Le passé conjugué au présent*: Les Éditions Pénélope.
- Richardson, Mary. 2005. «À la recherche de savoirs perdus? Expérience, innovation et savoirs incorporés chez des agriculteurs biologiques au Québec». *VertigO*. vol. 6, no 1, p. 1-8.
- Rioux, Claude. 2008. «Solidarité internationale: du développementisme à la solidarité directe». In *Québec en mouvements*, Francis Dupuis-Déri, p. 215-230. Montréal: Lux Éditeur.
- Rioux, Marcel. 1952. «Les sociétés paysannes, méthodes d'études». *Revue d'histoire de l'Amérique française*. vol. 5, no 4, p. 493-504.
- , 1957b. «Remarques sur les concepts de folk-société et de société paysanne». *Anthropologica*. vol. 5, p. 147-162.
- , 1965. «Conscience ethnique et conscience de classe au Québec». *Recherches Sociographiques*. vol. 6, no 1, p. 23-32.
- , 1969a. *La Question du Québec*. Paris: Seghers.
- , 1978. *Essai de sociologie critique*. Montréal: Hurtubise HMH.

- Rioux, Marcel, et Jacques Dofny. 1962. «Les classes sociales au Canada français». *Revue française de sociologie*. vol. 3, no 3, p. 290-300.
- Rioux, Marcel, Yves Lamarche et Robert Sévigny (1972-1973). *Aliénation et idéologie dans la vie quotidienne des montréalais francophones*. Montréal, Presses de l'Université de Montréal: 993 p
- Rivet, Jean. 1975. «L'idéologie de l'Union catholique des cultivateurs (Union des producteurs agricoles), 1950-1973». Mémoire de maîtrise, Montréal, Département de sociologie, Université de Montréal.
- Robert, Hélène. 1987. «Le comité provincial provisoire des femmes en agriculture». In *Le mouvement des femmes en agriculture*, Huguette Dagenais, p. 5-16. Sainte-Foy: Groupe de recherche multidisciplinaire féministe.
- Robert, Jean-Claude. 1988. «Compte-rendu de Kesteman, Jean-Pierre, en collaboration avec Guy Boisclair et Jean-Marc Kirouac. Histoire du syndicalisme agricole au Québec UCC-UPA 1924-1984». *Labour/Le travail*, no 21, p. 263-265.
- Robert, Martin. 1982. «La gauche a-t-elle manqué le train dans l'agriculture?». *Interventions économiques*, no 9, p. 65-70.
- Rochette, Annie. 2004. «La contribution des initiatives collectives à l'instauration d'une consommation domestique soutenable. L'exemple de l'agriculture soutenue par la communauté.». Montréal, Institut des sciences de l'environnement, UQAM, 179 p.
- Roppel, Carla, Annette Aurélie Desmarais et Diane Martz (2006). *La politique agricole canadienne sous le regard des agricultrices*. Ottawa, Condition féminine Canada et National Farmers Union: 175 p
- Rose, Marie-Claude. 2001. «L'appropriation sociale de l'alimentation au sein d'un projet de mise en marché socialement différenciée». Mémoire de maîtrise, Montréal, Sociologie, Université de Montréal.
- , 2003. «L'agriculture soutenue par la communauté. Un lieu d'expérimentation politique». *Possibles*. vol. 27, no 3, p. 55-69.
- Russell, I. Willis. 1960. «Among the new words». *American Speech*. vol. 35, no 4, p. 283-287. En ligne. <<http://links.jstor.org/sici?sici=0003-1283%28196012%2935%3A4%3C283%3AATNW%3E2.0.CO%3B2-H>>.
- Saucier, Louis-Joseph. 2005. «L'essor de l'écocitoyenneté au Québec: les cas de l'Action boréale de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'Union paysanne». mémoire de maîtrise, Montréal, Institut des Sciences de l'environnement, Université du Québec à Montréal, 101 p.

- Savaria, Jules. 1975. «Le Québec est-il une société périphérique?». *Sociologie et sociétés*. vol. 7, no 2, p. 115-127.
- Schlosser, Eric. 2003. *Les empereurs du fast-food. Le cauchemar d'un système tentaculaire*. Paris: Éditions Autrement.
- Séguin, Normand. 1980. «L'histoire de l'agriculture et de la colonisation au Québec depuis 1850». In *Agriculture et colonisation au Québec*, Normand Séguin, p. 9-37. Montréal: Éditions du Boréal.
- Shaver, Frances M. 1980(Montréal).
- Shea, Elisabeth (2001). D'où vient et comment a été énoncé l'objectif de doubler la production acéricole en 5 ans. Agri-Réseau
- Shiva, Vandana. 2001. *Le terrorisme alimentaire. Comment les multinationales affament le tiers-monde*. Paris: Librairie Anthème Fayard.
- Sighele, Scipio. 1891. *La foule criminelle*.
- Silvestro, Marco. 2003a. «Les enjeux de la construction d'un discours altermondialiste sous le référent de la citoyenneté nationale. Le cas de l'Union paysanne au Québec». *Possibles*. vol. 27, no 3, p. 70-86.
- , 2003b. «Les rationalités politiques dans le commerce équitable». *Bulletin de la Chaire économie et humanisme*. vol. 1, no 12, p. 5-86.
- , 2006. «L'histoire du syndicalisme agricole, un chantier déjà très balisé?». *Recherches Sociographiques*. vol. 47, no 1, p. 121-138.
- , 2007. «L'agriculture, l'alimentation et l'idée de décroissance soutenable ». In *Objecteurs de croissance. Pour sortir de l'impasse, la décroissance*, Serge Mongeau, p. 80-91. Montréal: Écosociété.
- (2008a). La recherche sur l'agriculture, entre tradition et modernité
- , 2008b. «Le renouveau paysan au Québec: une luciole dans les champs de l'économie néolibérale». In *Québec en mouvements*, Francis Dupuis-Déri. Montréal: Lux Éditeur.
- , 2008c. «Political Consumerism. An Extension of the Social Conflict or A New Economic Collaboration Model? ». In *New Handbook in Contemporary International Sociology: Conflict, Competition, Cooperation*, Ann Denis. Londres: SAGE Publications.

- Simmons, Phil, Paul Winters et Ian Patrick. 2005. «An analysis of contract farming in East Java, Bali, and Lombok, Indonesia». *Agricultural Economics*. vol. 33, no s3, p. 513-525. En ligne. <<http://www.blackwell-synergy.com/doi/abs/10.1111/j.1574-0864.2005.00096.x>>.
- Singh, Sukhpal. 2002. «Multi-national Corporations and Agricultural Development: A Study of Contract Farming in the Indian Punjab». *Journal of International Development*. vol. 14, p. 181-194.
- Smeilser, Neil J. 1962. *Theory of Collective Behavior*. New York: The Free Press.
- Smith, L. F. F. 1992. «Irlande. Un coopérativisme syndical». In *Les syndicats agricoles en Europe*, Bernard hervieu et Rose Marie Lagrave, p. 141-160. Paris: L'Harmattan.
- Snow, David A., et Doug McAdam. 2001. «Identity Work Processes in the Context of Social Movements: Clarifying the Identity/Movement Nexus». In *Self, Identity, and Social Movements*, Sheldon Owens et White Stryker, p. 41-67. Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Snow, David A., et Robert D. Benford. 1992. «Master Frames and Cycles of Protest». In *Frontiers in Social Movements Theory*, A.D. Morris et C.M. Mueller. Connecticut: Yale University Press.
- Snow, David A., Robert D. Benford, E.B. Rochford et S.K. Worden. 1986. «Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation». *American Sociological Review*. vol. 51, p. 464-481.
- Solidarité rurale du Québec (1997). A propos du monde rural, mémoire présenté à la Commission de l'aménagement du territoire pour consultations particulières et auditions publiques sur le projet de loi numéro 171, Loi sur le ministère des Régions, Assemblée nationale du Québec En ligne. <www.solidarite-rurale.qc.ca/documents/610.aspx>.
- St-Pierre, Jacques. 1997. *Histoire de la Coopérative fédérée de Québec: l'industrie de la terre*: Institut Québécois de Recherche sur la Culture.
- Starr, Amory. 2004. «How can Anti-Imperialism not be Anti-Racist? The North American Anti-Globalization Movement». *Journal of World-Systems Research*. vol. 10, no 1, p. 119-151.
- Stolle, Dietlind, et Marc Hooghe. 2004(Uppsala, 2004-04-13).
- Stolle, Dietlind, Marc Hooghe et Michele Micheletti. 2003. *ECPR Joint Sessions* (Edimbourg (Écosse)).

- Stryker, Sheldon. 1992. «Identity Theory». In *Encyclopedia of Sociology*, E.F. Borgatta et M.L. Borgatta, p. 871-876. New York: MacMillan.
- , 2001. «Identity Competition: Key to Differential Social Movement Participation?». In *Self, Identity, and Social Movements*, Sheldon Stryker, Timothy J. Owens et Robert W. White, p. 21-39. Minneapolis (MN): University of Minnesota Press.
- Stryker, Sheldon, Timothy J. Owens et Robert W. White (2001a). *Self, Identity, and Social Movements*. Minneapolis (MN), University of Minnesota Press
- , 2001b. «Social Psychology and Social Movements: Cloudy Past and Bright Future». In *Self, identity, and Social Movements*, Sheldon Stryker, Timothy J. Owens et Robert W. White, p. 1-17. Minneapolis (MN): University of Minnesota Press.
- Sweeny, Robert. 1990. «Paysan et ouvrier: du féodalisme laurentien au capitalisme québécois». *Sociologie et sociétés*. vol. 22, no 1, p. 143-161.
- Table filière biologique du Québec (2003). Plan stratégique du secteur des aliments biologiques du Québec, 2004-2009: 35 p
- Tarde, Gabriel. [1901] 1989. *L'opinion et la foule*. Coll. «Collection recherches politiques». Paris: PUF.
- Tarrow, Sidney. 1983. «Struggling to Reform: Social Movements and Policy Changes during Cycles of Protest». *Western Societies Paper*. vol. 15.
- , 1989. *Democracy and Disorder. Protest and Politics in Italy, 1965-1975*. Oxford/New York: Oxford University Press.
- , 1998. *Power in Movement. Social Movement and Contentious Politics*, 2e édition. Cambridge: Cambridge University Press.
- Thibeault, Régis. 2002. «L'essor de l'industrie laitière et du capitalisme agraire au Saguenay, XIXe et XXe siècles». Thèse de doctorat, Sainte-Foy, Département d'histoire, Université Laval, 604 p. En ligne.
http://gateway.proquest.com/openurl?url_ver=Z39.88-2004&res_dat=xri:pqdiss&rft_val_fmt=info:ofi/fmt:kev:mtx:dissertation&rft_dat=xri:pqdiss:NQ72428 >.
- Tilly, Charles. 1978. *From Mobilization to Revolution*. Reading (MA): Addison-Wesley.
- Tondreau, Jacques, Diane Parent et Jean-Philippe Perrier (2002). Transmettre la ferme familiale d'une génération à l'autre. Situation au Québec et regard sur le monde. TRAJET Laval. Sainte-Foy, Université Laval: 213 p
- Touraine, Alain. 1965. *Sociologie de l'action*. Paris: Éditions du Seuil.

- , 1969. *La société post-industrielle*. Paris: Denoël.
- , 1978. «Théorie et pratique de la sociologie de l'action». *Sociologie et sociétés*. vol. 10, no 2, p. 149-188.
- , 1984. *Le retour de l'acteur*. Paris: Fayard.
- , 1992. *Critique de la modernité*. Paris: Fayard.
- , 1993. *La voix et le regard. Sociologie des mouvements sociaux*. Paris: Seuil.
- , 1995. «La formation du sujet». In *Penser le Sujet. Autour d'Alain Touraine*, François Dubet et Michel Wieviorka, p. 21-45. Paris: Fayard.
- , 1997. *Pourrons-nous vivre ensemble? Égaux et différents*. Paris: Fayard.
- Touraine, Alain, et Tim Jordan. 2002. «The importance of Social Movements». *Social Movements Studies*. vol. 1, no 1, p. 89-95.
- Transfert Environnement (2003). *Revue des conflits en production porcine au Québec*. Longueuil, Fédération des producteurs de porcs du Québec: 60 p
- Transrural, avec la coll de Serge Cordellier et François Purseigle (2006). *Syndicalisme agricole: de l'unité paysanne proclamée au pluralisme*. Transrural: 1-12 p
- Tremblay, Marc-Adélar, et Gérald Fortin. 1964. *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec. une étude des conditions de vie, des besoins et des aspirations de la famille canadienne-française d'aujourd'hui*. Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Tuomi, Helena. 1978. «Food Import and Neo-colonialism». In *The Political Economy of Food*, Vilho Harle, p. 1-22. Westmead (England): Saxon House.
- Turner, L., et R.W. Hurd. 2001. «Building Social Movement Unionism: The Transformation of the American Labor Movement». In *Rethinking the movement: Labor's Quest for Relevance in the Twenty-First Century*, L. Turner, H. C. Katz et R. W. Hurd, p. 9-26. Ithaca: Cornell University Press.
- Turner, Ralph. 1982. «Collective Behavior and Resource Mobilization as Approaches to Social Movements». *Research on Social Movements, Conflicts and Changes*. vol. 4, p. 1-24.
- Turner, Ralph, et L. Killian. 1972. *Collective Behavior*. Englewoods Cliff (NJ): Prentice-Hall.

- UPA (2000). Mémoire présenté par l'Union des producteurs agricoles à la Commission des institutions de l'Assemblée nationale. Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA). Québec, Commission des Institutions, Assemblée nationale du Québec: 14 p
- Vachon, Bernard. 1991. *Le Québec rural dans tous ses états*. Montréal: Éditions du Boréal.
- , 2002. *Développement régional, ressources naturelles et redevances* (Québec, 22 mars 2002). Association des économistes du Québec, 10 p.
- Vogel, David. 2003. «Tracing the American Roots of the Political Consumerism Movement». In *Politics, Products and Markets. Exploring Political Consumerism Past and Present*, Michele Micheletti, Follesdal et Dietlind Stolle: Transaction Publishers.
- Warren, Jean-Philippe. 2004. «Le corporatisme canadien-français comme "système total". Quatre concepts pour comprendre la popularité d'une doctrine». *Recherches Sociographiques*. vol. 45, no 2, p. 219-238.
- , 2008. *Une douce anarchie. Les années 68 au Québec*. Montréal: Boréal.
- Wilcock, Anne, Maria Pun, Joseph Khanona et May Aung. 2004. «Consumer attitudes, knowledge and behaviour: a review of food safety issues». *Trends in Food Science and Technology*. vol. 15, p. 56-66. En ligne.
<<http://www.sciencedirect.com/science/article/B6VHY-49YD20G-3/2/b08b4c51567b2e9a5dcf595275db336f>>.
- Wilson, John. 1986. «The Political Economy of Contract Farming». *Review of Radical Political Economics*. vol. 18, no 4, p. 47-70.
- Winston, Anthony. 1988. «Researching the food processing-farm chain: the case of Nova Scotia». *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*. vol. 25, no 4, p. 520. En ligne.
<<http://proquest.umi.com/pqdweb?did=464357181&Fmt=7&clientId=13816&RQT=309&VName=PQD>>.
- , 1995. «The intimate commodity: food & the development of the agro-industrial complex in Canada // Review». *Canadian Public Policy*. vol. 21, no 1, p. 132. En ligne.
<<http://proquest.umi.com/pqdweb?did=636485801&Fmt=7&clientId=13816&RQT=309&VName=PQD>>.
- , 1996. «In search of the part-time capitalist farmer: Labour use and farm structure in Central Canada». *The Canadian Review of Sociology and Anthropology*. vol. 33, no 1, p. 89-110. En ligne.
<<http://proquest.umi.com/pqdweb?did=11202864&Fmt=7&clientId=13816&RQT=309&VName=PQD>>.

Woods, Michael. 2003. «Deconstructing Rural Protest: The Emergence of A New Social Movement». *Journal of Rural Studies*. vol. 19, p. 309-325.

Yin, Robert K. 1989. *Case Study Research - Design and Method*, 2e édition. Londres: SAGE Publications.

APPENDICES

Appendice A. Indicateurs de l'évolution agricole au Québec, 1871-2006

e recensement	1871	1881	1891	1901	1911	1921	1931	1941	1951	1961	1971	1981	1991	2001
n rurale (% pop. totale)	77,2%	n.d.	66,4%	63,6	51,8	44,0	36,9%	36,6	33,0	25,7	19,4		21,6	19,
n agricole (% pop. totale)	n.d.	n.d.		42,5	Sommet		27%	25,2	19,5	10,8	5,0		1,6	1,3
œuvre agricole employée (% de la œuvre totale employée)	n.d.	n.d.	45%	Plus de 42,9%** *			22,5	20,8	13,3	7,5 (1960)			1,4 (1996)	1,2
le fermes	118 086		175 003		149 701	137 619	135 957	154 669	134 336*	95 777	61 257	48 144	38 076	32
é moyenne des fermes (acres). Facteur sion : 1 hectare = 2,471 acres	n.d.	n.d.				125,4	127,3	116,8	124,9	148,2		194	222,4	261
ge de grandes (400 acres+) fermes nombre total de fermes (de 1901 à mesure des grandes fermes est 200)	n.d.	n.d.	n.d.	11,7	10,9	13,3	10,4				6,1	10,1	14,1	19,
ge de fermes hypothéquées (/nb total ^a)	n.d.	n.d.	n.d.						37	51	53			

^a Ce ne sont pas les petites fermes qui s'endettent, mais bien celles qui se modernisent, qui s'agrandissent, qui achètent de la machinerie (voir notamment Kesteman *et al.* 2004 : 223).

tion des fermes	0	0	?	?	?	944	2427	5869	30 897	60 481		92 809	95 893	100
nombre de tracteur/nb de ferme) ^a						(1/69)	(1/56)	(1/26)	(1/4,4)	(1/1,6)		(1,92/1)	(2,5/1)	(3,)

née non disponible. * Linteau et al. notent : « la définition de la ferme change au recensement de 1951; on estime que la baisse réelle ne serait que de 10 000. » (1986 : 36), ce qui donne une image faussée des fermes qui sortent dès lors des statistiques et de la réalité. On ne pourra jamais connaître l'évolution et le sort de ce groupe de petites et très petites fermes. **La taille moyenne des fermes en 2001 (StatCan, *** Gauvreau (2001 : 180), se basant sur les données de recensement de 1901, indique que 42,9% des hommes de 15 ans et plus se déclarent « cultivateurs ». Cet énoncé ne prend pas en compte le travail des femmes. Sources : Linteau et al., 1979, 1986; Kesteman et al., 2004; Gauvreau, 2001; Jean, 1974; Statistique Canada, Recensement de l'agriculture.

^a Cet étalon n'a qu'une valeur indicative, car le tracteur n'est pas la seule machine importante sur une ferme. Linteau *et al.* (1986) notent qu'en 1921, malgré seulement 944 tracteurs, le nombre plus de 27 000 moteurs fixes sur les fermes. Cependant le tracteur a remplacé rapidement le cheval comme force motrice sur la ferme. Mais à partir des années 1970, d'autres machines ont fait leur apparition pour le travail aratoire : moissonneuses-batteuses, faucheuses, etc., si bien que pour les dernières décennies du 20^e siècle, alors que le nombre de tracteurs passe à 1 par ferme, cet étalon ne prend pas en compte la multiplication des autres forces motrices aratoires.

Appendice B. Évolution de certaines dépenses par ferme, 1975-2004

Tableau 10. Évolution de certaines dépenses par ferme, en dollars constants de 2005, 1975-2004

	Pesticides	Engrais et chaux	Semences commerciales	Aliments commerciaux pour animaux	Frais d'insémination artificielle et de vétérinaire	Ammortissemen t des machines	Ammortissemen t des bâtiments	Autres dépenses	Dépenses totales	Revenus bruts
1975	867	4 224	2 171	22 147	911	1 757	5 027	28 600	65 704	94 262
1980	1 207	5 759	2 336	26 535	1 440	2 903	7 709	41 847	89 736	116 490
1985	1 397	5 676	3 270	24 573	1 958	2 686	940	49 587	96 562	122 386
1990	1 602	5 367	3 101	24 221	2 662	4 753	1 783	64 847	108 263	133 159
1995	1 966	6 019	3 086	28 830	3 523	6 442	2 616	74 933	125 585	146 815
2000	2 975	6 556	4 500	32 706	4 489	10 009	4 813	98 338	161 371	182 813
2001	3 371	7 746	5 201	38 927	5 160	11 747	5 821	109 707	183 140	213 921
2002	3 527	7 677	5 558	41 635	5 331	11 962	6 220	108 107	184 812	199 187
2003	3 341	7 513	5 911	42 901	5 415	12 957	6 475	112 891	191 465	213 573
2004	3 347	7 482	6 113	43 557	5 403	12 523	6 614	112 886	191 222	221 253
Évolution en %	386,1%	177,1%	281,6%	196,7%	593,0%	712,9%	131,6%	394,7%	291,0%	234,7%

Source : Cansim, tableau 002-0005, Statistique Canada.

Tiré de : Dupont, 2006 : 123.

Appendice C. Guide d'entretien pour les membres de l'Union paysanne

[Révisé après les deux entretiens du pré-test pour mieux se faire enchaîner les thèmes et les questions. Mars-avril 2003]

1. Caractéristiques socio-économiques.

Âge : État civil :
Enfant (s) :
Occupation principale :
Dernier diplôme obtenu. En voie d'obtenir :
Si emploi, revenu annuel ? (spécifiez si seule ou avec conjoint) :
Lieu de résidence :
Même qu'à la naissance?:
Chez l'un ou l'autre des parents ? (Sinon, depuis quand le départ) :
Seule? Avec conjoint? Avec coloc?:
Frères ou sœurs :
Rang dans la famille :
Origine et âge des parents :
État civil des parents :
Scolarité – profession des parents :
Revenu familial brut ?:

2. Expériences de la nature et de l'alimentation et engagement dans l'Union Paysanne

Comment es-tu venu à t'intéresser aux questions d'agriculture et d'alimentation?
Qu'est-ce que ça représente pour toi la campagne, la ferme, la ruralité?
Quel peut être le lien entre la ville et la campagne, la ruralité?
Comment et quand es-tu entré en contact avec l'Union paysanne?
Selon toi, quelle est la mission de l'Union paysanne et à quels besoins répond-elle?
Concrètement, décris-moi en quoi ça consiste être impliqué dans l'Union paysanne.
Combien de temps accordes-tu pour ton implication?
Quels sont selon toi les avantages et désavantages de ton implication?
Comment concilies-tu cet engagement avec le reste de ta vie? Par exemple avec tes amis, ta vie de couple, ta famille?
Considères-tu que tes activités professionnelles sont compatibles avec ton engagement dans l'Union paysanne?
As-tu déjà été engagé dans un autre groupe ou pour une cause (pourquoi avoir quitté)? L'es-tu toujours? En quoi est-ce différent de l'Union paysanne?

2b. Pour les agriculteurs et les agricultrices

Depuis combien de temps es-tu agriculteur/trice?
Quelles ont été tes relations avec l'UPA? As-tu été membre, en plus de devoir cotiser?
Es-tu ou as-tu été actif dans l'UPA? Si oui, quelles sont les différences et les ressemblances entre l'UPA et l'UP, quand on est militant?

En quoi l'UPA t'empêche de vivre et de travailler comme tu l'entends?

3. La trajectoire menant à l'engagement

Pourrais-tu me décrire un peu ton parcours : par exemple la famille d'où tu viens, ton expérience à l'école, tes premiers contacts avec le militantisme, y a-t-il des militants dans ta famille ?

Quelles sont tes habitudes alimentaires? Ont-elles changé dernièrement, si oui, pourquoi?

Y a-t-il eu des gens qui t'ont influencé, des modèles, dans ta vie?

Y a-t-il des gens ou des événements qui t'ont marqué depuis que tu es impliqué dans ce groupe?

Envisage-tu de continuer longtemps dans ce groupe? Jusqu'où? Comment vois-tu ta vie dans les prochaines années?

Y a-t-il une autre cause pour laquelle tu t'impliquerais à court, moyen ou long terme?

4. Le discours politique

Quels enjeux sociaux te préoccupent le plus?

L'Union paysanne se veut un mouvement citoyen. Qu'est-ce qu'un citoyen et quel est son rôle, d'après toi?

Selon toi, les individus ont-ils un rôle à jouer dans la société et quel serait-il?

Selon toi, est-ce que c'est plus important de s'impliquer ici au Québec, au niveau local, ou dans le monde, au niveau global?

Est-ce que tu te définis comme un Québécois? Qu'est-ce que ça veut dire, un [...]?

5. Le sens de l'engagement et la participation

Qu'est-ce qui est le plus important : ton opinion ou celle du groupe?

Y a-t-il des éléments du groupe/du discours du groupe auxquels tu adhères moins?

S'est important, pour toi, de s'impliquer dans un groupe plutôt que de le faire individuellement?

Qu'est-ce que c'est pour toi une personne engagée? Et un militant? Est-ce que c'est la même chose?

Comment te décrirais-tu comme militant? Y a-t-il une ou des étiquettes qui te décriraient le mieux?

Comment expliques-tu que tu es impliqué alors que d'autres ne font pas ce choix? Qu'est-ce qui te différencie, toi et les autres engagés dans l'Union paysanne, du reste de la société?

Est-ce que ton engagement est lié à ton état actuel (jeune, agriculteur, femme, retraité, etc.) ou est-il plutôt relié à quelques chose de plus profond?

Appendice D. Portrait de la structure de certaines filières agroalimentaires

Trop longues pour être incluses dans le chapitre quatre, ces descriptions des certaines filières agroalimentaires au Québec mettent en évidence les relations commerciales qui privilégient les grands groupes industriels mondiaux et/ou continentaux. Pour le lecteur ou la lectrice que la démonstration succincte du chapitre quatre n'aura pas convaincuE.

La distribution alimentaire

Le secteur de la distribution alimentaire est très concentré au Québec et l'intégration y est présente dans une certaine mesure. En 1986, 80% des achats alimentaires se faisaient dans les magasins de l'une des quatre grandes chaînes d'alors (Provigo, Métro-Richelieu, Steinberg, IGA) (Côté et Vézina, 1993, p. 15), une proportion qui monte à 87% en 2004 alors que les quatre grands ne sont plus que trois : Métro Inc., Sobeys Inc. et Loblaws Inc.

Tableau 11. Principales Chaînes de distribution alimentaire au Québec, 2006

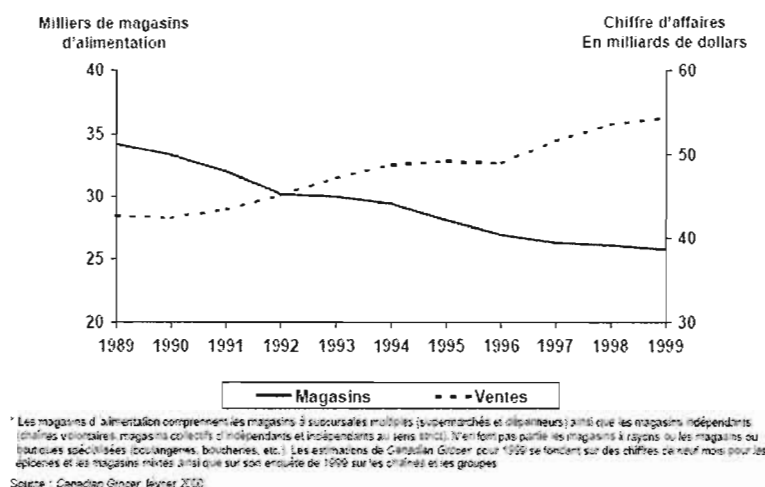
Compagnie	Loblaws Inc.	Sobeys Inc.	Metro Inc.
Rang Nord-Américain parmi les détaillants en alimentation	6	15	20
Nombre de magasins et différentes bannières au Québec	37 Loblaws 11 Provigo 96 Maxi 16 Maxi et cie 59 Intermarché 153 Axep	61 IGA Extra 190 IGA 30 Marchés Tradition 87 Marché Bonichoix 122 Marché Omni	63 Metro Plus 4 Metro Plus GP 176 Metro 3 Metro GP 56 Super C 119 Marché Richelieu 2 Les 5 saisons 97 AMI
Total de magasins	471	490	408

Adapté de : AGÉCO, 2007; Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2006a.

Les gouvernements québécois depuis la Révolution tranquille ont largement favorisé l'introduction du capital francophone dans la chaîne agroalimentaire et la consolidation des

firmer agroalimentaires québécoises, surtout coopératives quant aux intrants et à certaines activités de transformation, surtout privées quant à la transformation, la distribution et la vente au détail. « En 1961, c'est la fusion de plusieurs entreprises qui donne le groupe Provigo, lequel acquerra l'ontarienne Loeb quelques années plus tard. En 1976 la fusion entre Métro et Richelieu marque la formation d'un second grand groupe québécois capable de compétitionner aux échelons canadien et continental » (Ehrensaft et Marien, 1978, p. 237. Pour une relation plus détaillée l'évolution du secteur de la distribution, voir (Côté et Lamy, 1982). Cette stratégie de consolidation en est une de concentration en réalité. Ce plan de préférence nationale sera cependant peu à peu abandonné à la fin des années 1980 et, dans les années 1990 deux des « fleurons » de la distribution alimentaire québécoise seront vendus à des intérêts ontariens (Provigo à Sobeys, IGA à Loblaw's). Dans la foulée de la signature de l'ALÉNA, le secteur de la distribution alimentaire accroît sa concentration et sa centralisation. On voit dans la figure 20 ci-bas que le nombre de magasins d'alimentation est à la baisse au Canada, mais que les chiffres d'affaires augmentent. Aujourd'hui les trois grandes chaînes qui dominent le marché québécois sont aussi celles qui dominent le marché canadien.

Figure 20. Magasins d'alimentation* et leurs chiffres d'affaires, Canada, 1989-1999



Tiré de : (Agriculture et Agroalimentaire Canada, 1999, p. 80)

Les grandes chaînes de distribution ont intégré la plupart des activités de grossiste-distributeurs, si bien qu'elles contrôlent à elles trois la presque totalité des achats de produits

alimentaires destinés à la vente au détail et au secteur de l'hôtellerie, de la restauration et des marchés institutionnels (HRI), ce qui n'était pas le cas au début des années 1990 (AGECO, 2007, p. V; MAPAQ, 2001, p. 51). L'intégration se situe dans la mise en lien directe des activités de grossiste et de détaillant pour la grande majorité des produits. Par conséquent, « [l]e marché du détail se caractérise par le très fort pouvoir de négociation des chaînes de distribution alimentaire. » (Côté et Vézina, 1993b, p. 15) qui peuvent demander des produits aux caractéristiques strictes. L'utilisation de plus en plus fréquente des marques privées (« marques maison ») vient aussi entrer en compétition avec les marques détenues et commercialisées par des petits et moyens transformateurs locaux. Dans plusieurs cas, notamment les légumes de transformation mais aussi les plats préparés, les friandises et 50% des œufs de consommation, les grossistes-détaillants établissent des contrats stricts pour faire produire leur marque privée selon leurs critères (AGÉCO, 2007; Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2006b; MAPAQ, 2006d, 2004c, p. 2009).

Dans le cas des légumes frais, les grands distributeurs cherchent à contracter avec des producteurs maraîchers capables de fournir des rendements soutenus, importants et de qualité égale; seuls les plus gros maraîchers peuvent soutenir le rythme. S'ils n'ont pas de contrat direct avec des maraîchers, les trois grandes chaînes vont faire affaire directement avec des emballeurs pour trouver des approvisionnements soutenus. Les compagnies qui emballent et vendent en gros des légumes frais sont des PME régionales pour la plupart (il y en avait 152 en 2006), souvent saisonnières, et qui achètent de gré à gré des légumes aux producteurs maraîchers selon les prix du marché (AGECO, 2007). Mais les grandes chaînes canadiennes ont maintenant des politiques d'approvisionnement centralisées et avec le libre-échange, le marché de l'approvisionnement en légumes frais est devenu continental. Comme le Québec est un petit producteur maraîcher, les approvisionnements se font souvent à l'extérieur du territoire même s'il est possible de les cultiver ici^a. Par conséquent les produits des

^a Par exemple, les chercheurs de l'AGÉCO mentionnent que l'importation de pommes au Québec a triplé entre 2000 et 2005, alors que la production locale ainsi que la demande de pommes étaient plutôt stables (AGÉCO, 2007, p. 21). Cela indique, dans une période de centralisation et de repositionnement à l'échelon canadien des chaînes de grossistes-détaillants, que les logiques de la rationalisation économique et des économies d'échelle ont rendu les approvisionnements de moins en moins basés sur la production locale et de plus en plus sur les gros volumes de production négociés sur

emballeurs-grossistes québécois (les PME) peuvent ne pas trouver leur place dans le marché des emballeurs-grossistes d'envergure nord-américaine, notamment ceux qui, en provenance des États-Unis, exploitent de plus en plus de plantations au Mexique. Petite agriculture, petite entreprise : ils ne peuvent se faufiler dans des politiques d'achat qui sont centralisées à Toronto ou Montréal^a.

Si on continue la remontée de la chaîne, on atteint les entreprises de transformation alimentaire qui achètent des produits directement des producteurs agricoles. La portion « transformation » de la chaîne peut comprendre de nombreux maillons, dont la plupart sont intégrés par des compagnies qui ont racheté, tout comme dans les activités de commerce de gros et de détail, les petites entreprises intermédiaires. Dans le Québec des années 2000, les données montrent une forte concentration dans les filières de l'élevage (porcs, volaille, œufs, lait) et des grandes cultures (grain), et ce de la pré-production à la commercialisation de produits « surtransformés ». De plus, l'intégration, notamment dans le porc, les volailles et les œufs, est-elle très forte. Dans d'autres filières de moindre importance économique comme

les marchés continentaux. Les trois grandes chaînes exercent leurs activités de grossiste à l'échelon mondial et s'approvisionnent un peu partout.

^a La situation est fort semblable dans le cas des légumes de transformation (congélation, conserverie et plats préparés). « Au cours des cinq dernières années, l'industrie québécoise des légumes de transformation a subi des pressions importantes, d'abord par une compétition accrue de la part de joueurs majeurs sur le plan international, ensuite par la poursuite de la concentration. La compétition provient principalement de l'arrivée massive de produits étrangers et de la forte popularité des marques privées. Quant à la concentration, on la trouve surtout chez les distributeurs et les transformateurs, moins chez les producteurs québécois » (MAPAQ, 2006d, p. 47). Les légumes de transformation sont une culture complémentaire et peu mécanisée, choisie essentiellement par des maraîchers ou des producteurs laitiers qui voient ainsi la possibilité de tirer un revenu supplémentaire. Ce qui n'empêche pas que cette culture suive la tendance générale à la concentration des producteurs : en cinq ans, de 1997 à 2001, les cultures de légumes de transformation de 15 hectares et plus sont passées de 53% à 63% de la production. En 2001 il y avait 532 producteurs agricoles liés à 105 établissements de conserverie (qui achetaient toute la production d'ici et en importait d'autre). La moitié de la conserverie est destinée à l'exportation. Le marché est dominé par les grands joueurs étasuniens (General Mills, Del Monte, Kraft, Multifoods), ontarien (Omstead Food) ou québécois (un petit empire local, Aliments Carrière). Ceux-ci possèdent la majorité des grandes marques; les plus petits transformateurs produisent des marques connues ainsi que les marques privées des grossistes-détaillants. Comme cette filière est largement saisonnière et compte de nombreux transformateurs, la pression sur les prix et la productivité provient surtout des grands joueurs internationaux et des distributeurs qui font produire leurs marques de commerce par des petits transformateurs sous contrat.

les fruits et légumes, le sirop d'érable, les élevages émergents (grands gibiers, caprin), l'intégration est pratiquement inexistante et la concentration des entreprises très peu avancée.

La filière avicole

La situation de la filière avicole est très semblable à celle du porc. Comme pour le porc, l'élevage de volaille nécessite une grande quantité d'oiseaux naissants. Cette tâche préliminaire – la filière des œufs d'incubation – était assurée en 2005 par quatorze couvoirs détenus par cinq entreprises, dont la Coop Fédérée qui en possède trois. Ces entreprises produisent 66% des œufs d'incubation et fournissent leur matière première aux poulaillers, pour les poulets de chair et les poules pondeuses. Dans la transformation de volaille de chair, le RC4 s'établissait au début des années 1990 à 89%, alors que deux firmes (RC2) se partageaient le haut du peloton avec 62% de l'ensemble de l'abattage-découpe. Côté et Vézina écrivaient alors que :

[L]a plupart des grands abattoirs ont intégré toutes les activités en amont de l'élevage, c'est-à-dire la mise en élevage des poussins servant à approvisionner les producteurs avicoles avec qui ils font affaire. Cette forme d'intégration favorise une adaptation plus rapide de la production aux besoins des marchés et constitue, en fait, une activité dont la rentabilité est à la fois plus intéressante et moins fluctuante que l'abattage. (Côté et Vézina, 1993d, p. 3, n. 1)

En 2005, la composition du marché a changé. « L'industrie de la transformation du Québec a connu une importante rationalisation au cours des 10 dernières années. En fait, des 13 abattoirs d'importance en activité en 1990, il en reste six en 2000. Pour le dindon, ce nombre est passé de quatre usines à une seule. Cette rationalisation a contribué à améliorer l'efficacité et la compétitivité des entreprises de transformation. » (MAPAQ, 2001, p. 41) Les quatre plus grandes entreprises abattent et transforment 99% de la volaille québécoise. Comme pour l'industrie porcine, les transformateurs s'assurent ici aussi de la « surtransformation » et mettent en marché de la viande en vrac ainsi que leur propres marques, en faisant affaire directement avec les grandes chaînes de grossistes-détaillants (Côté et Vézina, 1993d; MAPAQ, 2001, 2006e). En ce qui a trait à la production de volaille, un peu plus du tiers des élevages en assuraient en 1997 plus des trois quarts (MAPAQ, 2001).

La filière des œufs de consommation ou de transformation

La filière des œufs de consommation et de transformation est aussi concentrée et intégrée que celle des volailles. Les œufs sont une production contingentée et fortement concentrée; entre 1992 et 2002, 31% des producteurs d'œufs de consommation ont disparus et le quota moyen est passé de 19 192 à 31 801 pondeuses. Selon le MAPAQ (2004c, p. 21), en 1992 les poulaillers comptant entre 20 000 et 50 000 pondeuses représentaient 65% de la production, ceux de 50 000 pondeuses et plus, 7,3%. En 2002, les poulaillers de 20 000 à 50 000 poules ne représentent plus que 40% de la production et les 15 producteurs qui possèdent plus de 50 000 poules assurent 45% des œufs de consommation du marché québécois. Au total, 60 producteurs détiennent 85% des quotas. Au sortir de la ferme, les œufs sont classifiés dans l'un des 42 postes de classification accrédités par l'État fédéral au Québec. De ces 42 postes, 85% sont contrôlés par trois entreprises (RC3) : la société en commandite Ovale (partenariat de Groupe Brochu-Lafleur (le même qui est partenaire de Olymel et qui dispose de 12% du marché porcin) et de Les œufs Blais et Breton (Breton est aussi dans le porc), Nutri-Œuf (propriété de 30 gros producteurs d'œufs) et Les Fermes Burnbae, d'Ontario, leader canadien des intégrateurs dans le domaine des oeufs. Quant à la transformation primaire de ces œufs, le RC4 en contrôle 100% : Bec-O (propriété des Fermes Burnbae), Vitoeuf inc. (Groupe Breton), J. Ceglia et Fils Itée ainsi que Aliments Martel.

La surtransformation des œufs liquides est assurée par les entreprises de boulangerie, lesquelles sont aussi de grosses acheteuses de céréales. Dans ce secteur, autrefois très diversifié^a, seuls quelques grands groupes sont aujourd'hui actifs : Boulangeries Weston

^a Erhenshaft et Marien font remarquer dans leur étude de cas de l'industrialisation du secteur de la boulangerie que « la législation québécoise de 1973 sur la production et la commercialisation du pain constitue un des meilleurs exemples de la coordination entre l'État et le capital francophone envers la formation d'une base nationale capitaliste. » (1978, p. 217). Après cette loi, on a pu voir des regroupements de boulangeries francophones se former et être « capables de concurrencer les grandes compagnies américaines et canadiennes » (1978, p. 229). Les auteurs font état de sept groupements importants en 1978, dont quatre sont sous contrôle majoritairement québécois, les autres étant des filiales de grands groupes canadiens ou étasuniens. Steinberg est alors un grand intégrateur de la boulangerie puisqu'il possède une minoterie et une boulangerie où il produit exclusivement pour sa chaîne de magasins.

Québec Ltée (19% du marché), Multi-marques inc. (conglomérat québécois, 65% du marché), Boulangerie Gadoua (16% du marché). Les biscuiteries sont Division boulangerie de Saputo Inc. (incluant Vachon), Biscuits Leclerc, Culinar et Pâtisserie Chevalier qui se partagent la majorité du marché alors que plusieurs petits groupes fraient aussi dans ces eaux.

Minoterie et transformation des farines

Quant à la première transformation du grain de consommation humaine (la minoterie, étape précédant la boulangerie), seules trois entreprises sont présentes, toutes des filiales de groupes étasuniens : Archer Daniel Midland Milling Co. (47% du marché canadien selon un rapport de la National Farmers Union du Canada (2003, p. 6)), Robin Hood Multifoods inc. et Cereal Foods, qui utilisent toutes le blé de l'Ouest canadien. Fini, le temps des « dizaines de petites minoteries » rattachées aux boulangeries locales (Erhenshaft et Marien 1978, p. 225) : depuis les années 1970 c'est à la farine blanchie industriellement que sont nourri-e-s les québécois et les québécoises, tout comme leurs compatriotes canadiens et étasuniens. Dans le secteur du grain, la concentration des entreprises de transformation est la même que dans les autres secteurs, mais on ne distingue pas de mécanismes d'intégration. Par exemple, Catelli contrôle 80% du marché de la fabrication des pâtes alimentaires, le reste des pâtes étant importé, mais l'entreprise doit acheter ses fournitures. Pour la distillerie et le maltage, deux usines existent mais n'achètent pas leur grain au Québec. Même situation dans les huiles végétales, les croustilles, le soya et les produits du soya : toutes les matières premières proviennent de l'extérieur du Québec ou du Canada et les entreprises sont toutes des filiales de grands groupes étasuniens (MAPAQ, 2004b).

La filière des grandes cultures

La filière dite des « cultures commerciales » ou des « grandes cultures » est l'une des seules de la production agricole où le nombre de fermes augmentent et ce, dans toutes les catégories de taille. C'est que la production québécoise est essentiellement destinée au

marché intérieur^a, en priorité celui de l'alimentation animale dominé par quatre entreprises : Shur-Grain (Canada Packers, 34% du marché en 1990), la Coopérative Fédérée (31%), Nutribec (12%) et le géant mondial Purina avec 5% (Côté et Vézina 1993, p. 2). Plusieurs céréales et minéraux (composantes des moulées) trouvent preneur dans les meuneries des intégrateurs. Selon Côté et Vézina (1993, p. 4), 50% de l'alimentation des porcs et de la volaille au Québec n'est pas soumise à la concurrence car il passe directement dans le réseau des intégrateurs. Dans ce secteur où la capacité de production est fortement excédentaire, il est peu probable que de nouveaux joueurs se taillent une place; d'autant plus que « l'accès aux réseaux de distribution est rendu très difficile compte tenu de la fidélité des distributeurs aux grossistes » (Côté et Vézina 1993, p. 5), un euphémisme si on considère que la majorité du secteur de la distribution de moulées pour alimentation animale est soit intégré dans le système coopératif, soit franchisé d'un groupe canadien intégrateur (Canada Packers, Nutribec) ou international (Purina).

La filière laitière

Survolons maintenant le cas du fleuron de l'agriculture québécoise, la production laitière, qui fait face au même système que toutes les autres filières agroalimentaires. La production laitière est contingentée depuis les années 1960; les quotas se transigent sur le marché et ont atteint ces dernières années des sommets à 32 000\$ (pour l'équivalent de la production annuelle d'une vache). Comme dans toutes les autres productions, le nombre de ferme tend à diminuer : entre 1992 et 2002, le tiers a disparu, les quotas étant rachetés par d'autres producteurs, ce qui a eu pour corollaire de faire augmenter de 26% la taille moyenne des troupeaux.

La mise en marché du lait est caractérisée par une forte présence des coopératives agricoles. On a déjà commencé à voir que le secteur coopératif n'est pas épargné par la vague

^a Le blé panifiable est cultivé en petites quantités, mais le soya et le maïs-grain, au contraire, font partie des grandes cultures qui peuvent être vendues sur les marchés extérieurs. Dans ce cas, les producteurs font directement affaire avec un utilisateur final ou un intermédiaire qui, lui, vendra les céréales à un utilisateur d'ici, aux étasuniens ou aux Japonais (nos plus grands acheteurs). Le marché

de concentration et d'intégration. Kesteman *et al.* rappellent qu'entre 1951 et 1960, 128 coopératives agricoles sont absorbées par d'autres (2004, p. 225). Le mouvement n'a pas cessé, notamment dans le secteur du lait où la coopérative Agropur offre un exemple patent :

Au cours des années 1950 à 1970, c'est plus de 150 coopératives locales qui se regrouperont à Agropur. À ces regroupements s'ajoutera l'acquisition d'une centaine d'entreprises privées. Les acquisitions se sont poursuivies tout au long de l'évolution de la coopérative. D'abord effectuées localement, elles se sont rapidement régionalisées et provincialisées. Les acquisitions hors Québec ont commencé au début des années 60, mais ce n'est qu'au milieu des années 90 que ce volet de la stratégie d'Agropur s'est vraiment concrétisé. Après avoir installé des centres de distribution en Ontario au milieu des années 1980, Agropur a procédé à diverses acquisitions dans le secteur du lait de consommation en 1997 et 1998, et de la fromagerie en 1998. (Côté, 2003, p. 3)

Parlant de la transformation du lait au début des années 1980, Daniel Côté et Martine Vézina écrivaient :

[Autrefois] il existait une certaine division des tâches entre les firmes de transformation; [...] Aujourd'hui, les caractéristiques des groupes stratégiques ont changé en raison notamment des synergies de vente entre les produits auprès des grands groupes de distribution alimentaire. Ainsi, plusieurs grands fabricants tendent à offrir toute la gamme des produits laitiers; les petits fabricants se spécialisent toujours dans certains créneaux. D'autres firmes importantes se concentrent enfin sur des créneaux générant de gros volumes. » (Côté et Vézina 1993b, p. 12).

Ainsi en 1990 y avait-il cinq firmes, dont deux coopératives québécoises, qui produisaient 75% du cheddar. Huit firmes plus importantes se spécialisaient dans la surtransformation du cheddar. Parmi elles, des noms familiers : Kraft, Schneider, Ault Food, Mc Cain. Au début des années 1980 une petite entreprise familiale, Saputo, introduit le fromage mozzarella au Québec. Huit ans plus tard elle en contrôle 60% du marché, presque tout le reste étant importé. Aujourd'hui en 2006 Saputo est le plus gros joueur dans la fabrication de fromage au Québec. Le MAPAQ analyse que Saputo, Parmalat et Agropur transforment approximativement 75% du volume total de lait produit au Canada (MAPAQ, 2004a : 17). Dans le secteur plus spécifique du lait de consommation, trois entreprises subsistent aujourd'hui au Québec : Agropur, Natrel et Parmalat (un intégrateur mondial du

est assez libre, les liens d'affaires souples, mais les prix sont soumis à l'offre et à la demande internationale.

lait, d'origine italienne, très présent au Brésil, et récemment secoué par des scandales financiers importants).

La source pétrolière de l'agriculture

Du côté des activités en aval de l'agriculture, pesticides et engrais comptent pour beaucoup dans l'accroissement des coûts de production agricoles. De 15 à 20% du coût de production des producteurs maraîchers vient du coût des pesticides. Au contraire de l'industrie des moulées pour alimentation animale qui ne nécessite pas beaucoup de procédés industriels, la fabrication de pesticides, herbicides et engrais est un processus hautement industrialisé, qui repose sur une recherche agrochimique importante et qui nécessite un apport en énergie fossile abondant. Par conséquent, le prix de détail des engrais, pesticides, etc., est fortement lié aux coûts du pétrole et du gaz naturel^a. On peut voir dans le tableau ci-bas que les entreprises chimiques et pétrochimiques actives au Canada sont très rentables.

^a Agriculture et Agroalimentaire Canada écrit à propos de l'azote : « Le gaz naturel représente généralement entre 70% et 90% du coût de production de l'ammoniac. Le prix de l'engrais azoté réagit donc au moindre changement dans le prix du gaz naturel » (2007, p. 3).

Tableau 12. Revenus et rentabilité des producteurs agrochimiques au Canada, 2004

Sector	Company	Revenue: 2004 (Cdn. millions)	Profit: 2004 (Cdn. millions)	Return on Stockholders Equity: 2004
Fuel and oil				
	Imperial Oil Limited (Esso)	\$22,460	\$2,052	32.46%
	Petro-Canada	\$14,377	\$1,757	20.11%
	Shell Canada Limited	\$11,228	\$1,286	19.70%
	Irving Oil Limited	Private	Private	Private
Nitrogen Fertilizer				
	Agrium Inc.	\$3,690	\$359	24.51%
	Saskferco Products Inc.	\$3,848	\$39	Private
	Canadian Fertilizers Ltd.	Co-op	Co-op	Co-op
	J. R. Simplot Company	\$4,030	Private	Private
	The Mosaic Company	\$5,716	\$215	5.15%
	Potash Corp. of Sask. Inc.	\$4,217	\$388	12.49%
	Terra Industries Inc.	\$1,962	\$88	14.71%
Chemicals				
	Syngenta International AG	\$9,450	\$598	8.13%
	Bayer AG	\$48,090	\$974	4.92%
	BASF AG	\$60,661	\$3,043	11.94%
	Monsanto Company	\$7,094	\$347	5.08%
	The Dow Chemical Co.	\$52,211	\$3,636	22.80%
	DuPont	\$35,543	\$2,314	15.65%

Adapté de : (National Farmers Union, 2005, p. 5)

Les pesticides. Plusieurs centaines de produits, divisés en trois grandes familles (herbicides, insecticides et fongicides) sont utilisés pour la protection chimique des cultures. Cependant, « une demi-douzaine de ces produits représentent environ 66% du chiffre d'affaire du secteur » (Côté et Vézina 1993, p. 7). Deux entreprises possédaient en 1990 70% du marché de la distribution : la Coopérative fédérée (50%) et Semco (20%), le restant se partageant entre Van Water, UAP et Cargill, des producteurs de produits chimiques qui, s'ils préfèrent ne pas s'investir dans la vente au détail, distribuent tout de même une partie de leur production pour, surtout, faire de la publicité et de la représentation directement auprès de producteurs agricoles. Ainsi « la nature du secteur est fondamentalement conditionnée par le fait que les entreprises mentionnées sont des distributeurs. Le pouvoir de négociation des fournisseurs [les producteurs chimiques] est tel que les marges des distributeurs sont très étroites [...] les distributeurs se font concurrence sur un même produit » (Côté et Vézina 1993, p. 8), alors que ce sont les producteurs chimiques qui fixent les prix de base. Ces producteurs chimiques sont pour la grande majorité des « géants de l'industrie des produits

pharmaceutiques et chimiques qui se sont diversifiés dans les produits de protection des cultures » (Côté et Vézina 1993, p. 8). Des noms qui reviendront dans les pages suivantes : Monsanto, DuPont, Cargill, Dows, Union Carbide.

Les entreprises productrices de pesticides se rapprocheront rapidement, dans les années 1980, de la recherche biopharmaceutiques et seront parmi les premières à s'intéresser aux technologies de la transgénèse, comme je l'ai mentionné dans les pages précédentes. Kuyek (2002) explique que ces entreprises voyaient un intérêt très clair à lier les pesticides qu'elles produisent à des semences capables d'y résister ou à mettre au point des plantes qui produisent leur propre pesticide. Ainsi, l'activité chimico-industrielle se rapprochera de l'agronomie et de la biopharmaceutique génétique.

Les engrais chimiques (potasse, azote, phosphore). L'industrie des engrais est presque entièrement intégrée à l'échelon continental et complètement ouvert à l'échelon mondial. Le Canada est l'un des grands producteurs au monde de potasse et d'azote et il exporte 95% de sa production « principalement aux États-Unis »; par conséquent « le prix de l'engrais canadien est lié au marché américain. » (Agriculture et Agroalimentaire Canada, 2007, p. 2) La production est concentrée dans les provinces de l'Ouest (Alberta et Saskatchewan, Manitoba dans une moindre mesure), où se retrouvent entre autres les plus grands gisements mondiaux de potasse. Les dépenses de pétrole et d'engrais chimiques occupent 15% des dépenses d'exploitation des fermes canadiennes en 2005.

Quant à la fabrication de la matière première des engrais ce sont des multinationales qui l'assurent : IMC, W. H. Grace, Con-Agra, Canadian Fertilizers Industries (cette dernière étant un groupe spécialisé détenu par un groupe de grandes coopératives agricoles nord-américaines). La Coopérative fédérée détient environ 50% de la distribution d'engrais. Nutrite (Semco) en accapare 25% alors que des producteurs (Cargill, W. H. Grace) possèdent chacun 10%, ce qui nous donne, au niveau de la distribution, un RC4 de 95%. A l'échelon mondial, le conglomérat Mosaic (Cargill + ICM) accapare pour sa part entre 50 et 60% du marché des fertilisants (azote, phosphore et potasse).

Les entreprises productrices d'intrants chimiques sont très rentables, comme le montre la compilation de la National Farmers Union (NFU) du Canada (voir tableau 12 ci-haut). On

constate aussi que l'agriculture québécoise est largement dépendante des engrais, pesticides et autres intrants chimiques (incluant le pétrole) dont le profit des ventes est versé à des actionnaires hors du Québec et même du Canada (voir aussi Ehrensaft et Marien, 1978, p. 211-212, 236; Côté et Vézina, 1988; Côté et Vézina, 1993a-d).

Comparaison avec l'Ontario et les États-Unis

En Ontario, dans le porc le RC3 atteignait 90% à la même époque, alors que les États-Unis ont un ratio de concentration assez élevé : selon Hendrickson et Heffernan (2005), quatre entreprises se partagent 64% du conditionnement et 49% de la production du porc. Proulx (2007, p. 50) mentionne Smithfield Food comme exemple d'intégrateur complet avec 14 millions de porcs en élevage (13% du nombre de porcs aux États-Unis), 27 millions abattus et transformés, ensuite vendus dans ses supermarchés sous ses propres marques de commerce. L'entreprise exploite aussi, seule ou en partenariat, des élevages dans neuf autres pays. Elle produit aussi deux millions de bœufs aux États-Unis et est le plus grand producteur de volaille en Pologne... La compilation de données par Hendrickson et Heffernan sur la concentration du capital agroalimentaire aux États-Unis (Hendrickson et Heffernan, 2005; Hendrickson *et al.*, 2001; Hendrickson et Heffernan, n.d.; données toutes postérieures à 2002) montre que le RC4 s'établit à 83,5% dans l'industrie de la transformation du bœuf, à 49% dans l'élevage du porc et à 64% dans sa transformation, à 56% dans la production-transformation de la volaille à griller, à 51% dans la production-transformation de la dinde, à 63% dans le secteur de la minoterie, à plus de 71% dans le traitement de la fève de soya. Les États-Unis, cependant, ont un marché de la distribution alimentaire (vente au détail) assez diversifié alors que le RC5 ne s'établit qu'à 46%.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

NOTES DU CHAPITRE 1

¹ Dans « Le mythe de la vocation agricole », in *Mélanges géographiques canadiens offerts à Raoul Blanchard*.

² Migner, Robert. 1980. *Quand gronde la révolte verte*, Montréal, Éditions La Presse.

³ La majorité est issue du Centre de gestion des coopératives de l'École des Hautes études commerciales de Montréal, la plupart sous la direction de Daniel Côté (Côté et Côté, *L'évolution des coopératives agricoles québécoises de 1870 à 1950* ; Côté, *Agropur. Enjeux et défis d'une coopérative à la recherche d'une nouvelle cohésion* ; Côté et Boulva, *La coopérative agricole des Appalaches. La coopération, un choix stratégique* ; Côté et Boulva, *La Coopérative fédérée de Québec: qu'en est-il de son identité?* ; Côté, Deschamps et Luc, *Diagnostic des activités scientifiques et technologiques dans l'industrie laitière* ; Côté et Michel, *Portrait statistiques du mouvement coopératif agricole à travers le monde*). Il s'agit surtout d'analyses et d'évaluations économiques des organisations à partir des critères économiques de la coopération, quoique certaines études concernent la formation, le mouvement coopératif ou les responsabilités et la division sociale du travail (Côté, *La fonction de relations avec les membres dans le mouvement coopératif agricole au Québec* ; Côté, «La participation aux responsabilités dans deux coopératives agricoles»). Plusieurs travaux en histoire sont aussi disponibles (Beauchamp, *Agropur. Cinquante ans de rêves et de réalisations depuis la Société coopérative agricole du Canton de Granby, 1938-1988* ; Côté et Côté, *L'évolution des coopératives agricoles québécoises de 1870 à 1950* ; Côté, *Agropur. Enjeux et défis d'une coopérative à la recherche d'une nouvelle cohésion* ; St-Pierre, *Histoire de la Coopérative fédérée de Québec: l'industrie de la terre* , la plupart portant sur les premières années des coopératives agricoles.

⁴ Sur les Cercles de fermières, on pourra consulter l'histoire produite par l'organisation (Cercles des Fermières, *Des femmes se racontent* ; Desjardins, *Les cercles de fermières et l'action féminine en milieu rural entre 1915-1944* ; Riolland-Morissette, *Le passé conjugué au présent*) et par des analystes comme Yolande Cohen (Cohen, «Les cercles de fermières: une contribution à la survie du monde rural?» ; Cohen, «Le déploiement géographique des Cercles de fermières au Québec (1915-1949)» ; Cohen, *Femmes de parole. L'histoire des cercles de fermières du Québec, 1915-1990*). Pour une comparaison France-Québec de l'action volontaire féministe des femmes en agriculture, on lira avec profit Black et Cuthbert Brandt, *Feminist Politics on the Farm. Rural Catholic Women in Southern Quebec and Southwestern France* .

⁵ La *Présentation de la seconde édition* s'inspire de la thèse de doctorat de Guy Boisclair (Boisclair, *Étude d'un mouvement de modernisation de l'agriculture. Les premières années de l'Union catholique des cultivateurs dans le diocèse de Joliette, 1924-1952* et du livre de Perron (Perron, *L'État et le changement agricole dans Charlevoix, 1850-1950* Des notes de fin de volume qui renvoient principalement aux travaux de Boisclair ont aussi été ajoutées dans la seconde édition.

⁶ Une thèse de doctorat récente (Favero, *Évolution de la dynamique socio-politique des agriculteurs et de leurs organisations dans les contextes de l'ALENA et du MERCOSUL: les cas du Québec (Canada) et du sud-ouest du Parana (Brésil)*) porte justement sur l'évolution des organisations d'agriculteurs du Québec et du Parana, un État du sud du Brésil. Voulant s'inscrire dans une sociologie de l'expérience (Dubet, *Sociologie de l'expérience*). La thèse se perd dans une longue description des institutions et des dynamiques du capitalisme depuis 1930, dans une description statistique de la situation agricole des deux régions et dans la description des associations agricoles respectives. Le tout se termine par une analyse globale, guère convaincante, qui arrive à la conclusion que les agriculteurs s'ajustent aux impératifs de la régulation globale en fonction de leur expérience locale et de leurs intérêts économiques.

⁷ La seule analyse sérieuse qui existe de cette problématique est le mémoire de maîtrise conjoint de Jean-François Aubin et Mathieu Forget (Forget et Aubin, *Cohabitation en milieu rural: bilan et perspectives* sous la direction de Guy Debailleul. Voir aussi Proulx et Sauvé, *Porcherie! La porciculture intempestive au Québec* ; Transfert Environnement, *Revue des conflits en production porcine au Québec*).

⁸ En 2008, six règlements sont associés à cette loi et la plupart définissent les règles précises concernant le paiement obligatoire de la cotisation syndicale ainsi que les retenues et cotisations payable à la vente de produits agricoles : Règlement sur les catégories de producteurs, leur représentation et leur cotisation annuelle à l'Union des producteurs agricoles, R.Q. c. P-28, r.0.3. Règlement sur les contributions des fédérations et des syndicats spécialisés à l'Union des producteurs agricoles, R.Q. c. P-28, r.1.1. Décret concernant la détermination du seuil d'admissibilité au statut de producteur agricole, R.Q. c. P-28, r.3.1. Ordonnance sur la retenue des cotisations par les acheteurs de fruits et de légumes destinés à la transformation, R.Q. c. P-28, r.5. Ordonnance sur la retenue des cotisations par les acheteurs de porcs, R.Q. c. P-28, r.5.1. Ordonnance sur la retenue des cotisations par les acheteurs de veaux et bouvillons d'engraissement, R.Q. c. P-28, r.6.

⁹ Site Internet de la CPTAQ, rubrique *Lois et règlements*, www.cptaq.gouv.qc.ca, consulté le 21 août 2008.

¹⁰ Site Internet de la CPTAQ, rubrique *La Commission*, onglet *Historique*, www.cptaq.gouv.qc.ca, consulté le 21 août 2008.

¹¹ Site Internet de la RMAAQ, rubrique *Mission et mandat*, www.rmaaq.gouv.qc.ca, consulté le 21 août 2008.

¹² Loi sur la Financiere agricole, L.R.Q., c. L-0.1. Quatre règlements affiliés.

¹³ Site Internet de la FADQ, rubrique *L'organisme*, onglet *Mission*, www.fadq.qc.ca, consulté le 21 août 2008.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Dans Courtet et Demarne (dirs) *Agricultures et société*, 1993.

¹⁶ Extrait de la Déclaration finale de la 3^e Conférence Internationale de la Via Campesina, 3 au 6 octobre 2000, Bangalore (Inde), pp. 1-2. Cité dans Desmarais, 2003, p. 101-102.

NOTES DU CHAPITRE 3

¹ Dans *Canadian Agriculture in the Seventies*, op. cit., p. 32.

² Brewster Kneen et Devlin Kuyek, « Introduction : It's all a matter of context », dans Devlin Kuyek (2002). *The Real Board of Directors. The Construction of Biotechnology Policy in Canada, 1980-2002*. Sorrento (BC) : The Ram's Horn, page 3.

³ Dans Desmarais, 2003, p. 69.

⁴ Quelques exceptions : Côté et Lamy, « Qui nourrira le Québec? » dont l'analyse de la concentration des entreprises s'orne de points d'exclamations. Voir aussi les articles critiques de Guy Debailleul et Philip Ehrensaft (Debailleul, « L'agro-business: stratégies et contradictions » ; Debailleul et Ehrensaft, « Présentation: Le complexe agro-alimentaire et l'État » ; Debailleul et Ehrensaft, « Crise de l'agriculture et de la politique agricole américaine » ; Ehrensaft et Marien, *De l'agriculture à l'agrobusiness*). qui affirment que peu de chercheurs se sont intéressés à la construction de la chaîne agroalimentaire. Dupont (2006) montre aussi l'introduction de l'agriculture québécoise dans les logiques économiques mondiales.

⁵ Je ne vais pas résumer ces travaux fondateurs de l'historicité québécoise, ce n'est pas mon objet. Je renvoie le lecteur à ces quelques références, parmi d'autres possibles. Sur le Québec et sa formation sociale, les analyses de Dupont, *Agriculture et agroalimentaire au Québec. Du projet nationaliste des clercs à l'insertion de l'agriculture dans le complexe agroalimentaire mondial*. ; Fortin, *La fin d'un règne* ; Gagnon, « Sociologie, mouvements sociaux, conduites de rupture: le cas québécois » ; Jean, *Agriculture et développement dans l'Est du Québec* ; Jean, « La "ruralité" bas-laurentienne: développement agricole et sous-développement rural » ; Rioux, « Les sociétés paysannes, méthodes d'études » ; Rioux, « Remarques sur les concepts de folk-société et de société paysanne » ; Rioux, « Conscience ethnique et conscience de classe au Québec » ; Rioux, *La Question du Québec* ; Rioux, *Essai de sociologie critique* ; Rioux et Dofny, « Les classes sociales au Canada français » ; Rioux, Lamarche et Sévigny, *Aliénation et idéologie dans la vie quotidienne des montréalais francophones* ; Tremblay et Fortin, *Les comportements économiques de la famille salariée du Québec. une étude des conditions de vie, des besoins et des aspirations de la famille canadienne-française d'aujourd'hui* ; Bergeron, Bernier et Bouvette, « La rente foncière et l'agriculture dans le capitalisme actuel » ; Bernier, « The Penetration of Capitalism in Quebec Agriculture » ; Breton, « La place des producteurs agricoles dans les rapports de production capitaliste » ; Lessard, *L'agriculture et le capitalisme au Québec* ; Sweeny, « Paysan et ouvrier: du féodalisme laurentien au capitalisme québécois ». En fait je pourrais citer la presque totalité des travaux québécois des années 1960-70 et du début des années 1980, notamment ce qui s'exprimait via les revues de la gauche universitaire.

⁶ La question de l'utilisation de la faim comme outil de contrôle économique et politique est bien documentée. L'école des théories de la dépendance et du développement inégal a largement discuté cette question. Consulter notamment – car la littérature sur ce sujet est abondante : Das, « The green revolution and poverty: a theoretical and empirical examination of the relation between technology

and society» ; Ehrensaft et Marien, *De l'agriculture à l'agrobusiness* ; Garreau, *L'Agro-business* ; Georges, *Les stratèges de la faim* ; Harle, *The political economy of food* ; Mc Michael, *Global Food Politics* ; Shiva, *Le terrorisme alimentaire. Comment les multinationales affament le tiers-monde* ; Singh, «Multi-national Corporations and Agricultural Development: A Study of Contract Farming in the Indian Punjab» ; Tuomi, *Food Import and Neo-colonialism* ; Winson, «The intimate commodity: food & the development of the agro-industrial complex in Canada // Review»

⁷ Monique Piot (1977, p. 74) indique la fin du 19^e siècle dans le cas de certaines grandes entreprises dans le secteur des aliments et boissons, notamment les distilleries et brasseries. Pour le cas québécois, on consultera April, *L'intégration en agriculture au Québec / Commission royale d'enquête sur l'agriculture au Québec* ; Beauchamp, *Agropur. Cinquante ans de rêves et de réalisations depuis la Société coopérative agricole du Canton de Granby, 1938-1988* ; Côté et Côté, *L'évolution des coopératives agricoles québécoises de 1870 à 1950* ; Côté, *La situation de l'agriculture au Québec, en bref* ; Dupont, *Agriculture et agroalimentaire au Québec. Du projet nationaliste des clercs à l'insertion de l'agriculture dans le complexe agroalimentaire mondial.* ; Ehrensaft, *Tensions économiques et changements structurels dans l'agriculture canadienne* ; Ehrensaft et Marien, *De l'agriculture à l'agrobusiness* ; Morisset, *L'agriculture familiale au Québec* ; Perron, *L'État et le changement agricole dans Charlevoix, 1850-1950* ; Séguin, *L'histoire de l'agriculture et de la colonisation au Québec depuis 1850* ; St-Pierre, *Histoire de la Coopérative fédérée de Québec: l'industrie de la terre* ; Thibeault, *L'essor de l'industrie laitière et du capitalisme agraire au Saguenay, XLXe et XXe siècles* ; Winson, «Researching the food processing-farm chain: the case of Nova Scotia» ; Winson, «The intimate commodity: food & the development of the agro-industrial complex in Canada // Review» ; Winson, «In search of the part-time capitalist farmer: Labour use and farm structure in Central Canada» ; Perreault, «L'intégration contractuelle: Le cas de la production porcine, 1966-1980» ; Perreault, «Une politique ou des politiques agricoles au Canada?».

⁸ Les différents agencements d'intégration verticale, du simple contrat jusqu'au complexe agroalimentaire totalement intégré, sont tout autant, sinon plus, présents dans l'Hémisphère Sud. La plupart des grandes firmes agroalimentaires proviennent du nord occidental (ou japonais). Une importante littérature détaille les formes et les effets de l'intégration verticale en agroalimentaire à travers le monde. Pour des portraits détaillés, on peut consulter, en plus des travaux de l'école du développement inégal, Asano-Tamanoi, «Farmers, Industries, and the State: the Culture of Contract Farming in Spain and Japan» ; Debailleul et Ehrensaft, «Crise de l'agriculture et de la politique agricole américaine» ; Friedman, «The Political Economy of Food: The Rise and Fall of the Postwar International Food Order» ; Garreau, *L'Agro-business* ; Glover, «Increasing the benefits to smallholders from contract farming: Problems for farmers' organizations and policy makers» ; Grosh, «Contract Farming in Africa: an Application of the New Institutional Economics» ; Harle, *The political economy of food* ; Key et Runsten, «Contract Farming, Smallholders, and Rural Development in Latin America: The Organization of Agroprocessing Firms and the Scale of Outgrower Production» ; Mc Michael, «The Power of Food» ; Mc Michael, *Global development and the corporate food regime* ; Minot, *Contract Farming and its Effects on small Farmers in Less Developed Countries* ; Shiva, *Le terrorisme alimentaire. Comment les multinationales affament le tiers-monde* ; Simmons, Winters et Patrick, «An analysis of contract farming in East Java, Bali, and Lombok, Indonesia» ; Singh, «Multi-national Corporations and Agricultural Development: A Study of Contract Farming in the Indian Punjab» ; Tuomi, *Food Import and Neo-colonialism* ; Wilson, «The Political Economy of Contract Farming» .

⁹ Federal Task Force on Agriculture, *op. cit.*, p. 9. Cité dans Roppel, Desmarais et Martz, *La politique agricole canadienne sous le regard des agricultrices* 1-2.

¹⁰ La formidable structure interactive de *Wikipedia – L'encyclopédie libre* m'a fortement aidé à résumer dans les grandes lignes la succession des accords internationaux. Notamment les articles, en anglais, sur le GATT, l'OMC, le Cycle de Doha et le Cycle de l'Uruguay. Sur <http://en.wikipedia.org>. Voir aussi Desmarais, 2003, chap. 2.

¹¹ Sur ce cas, on peut consulter : *Monsanto Canada Inc. v. Schmeiser*, [2004] 1 S.C.R. 902, 2004 SCC 34, accessible en ligne sur le site de la Cour suprême du Canada. Résumé et mis en contexte dans l'article « *Monsanto Canada Inc. v. Schmeiser* », *Wikipedia the Free Encyclopedia*, en ligne : <http://en.wikipedia.org>; voir aussi le site Internet de M. Schmeiser à www.percyschmeiser.com.

¹² Consulter la bibliographie pour : AGÉCO, *Portrait des réseaux de distribution de fruits et légumes frais du Québec* ; MAPAQ, *L'industrie des eaux embouteillées au Québec: une analyse économique* ; MAPAQ, *État de situation dans l'industrie du poulet et du dindon au Québec* ; MAPAQ, *Portrait sommaire de l'industrie laitière québécoise* ; MAPAQ, *Monographie de l'industrie des grains au Québec* ; MAPAQ, *État de situation dans l'industrie des oeufs de consommation au Québec* ; MAPAQ, *Portrait sommaire de l'industrie des oeufs d'incubation au Québec* ; MAPAQ, *Monographie de l'industrie du bleuets au Québec* ; MAPAQ, *Portrait sommaire de l'industrie de la volaille au Québec* ; MAPAQ, *Monographie de l'industrie acéricole au Québec* ; MAPAQ, *Monographie de l'industrie caprine au Québec* ; MAPAQ, *Monographie de l'industrie des légumes de transformation au Québec* ; MAPAQ, *La transformation alimentaire québécoise en chiffres - édition 2006* ; MAPAQ, *Activité bioalimentaire au Québec - Bilan 2006* ; Agriculture et Agroalimentaire Canada, *Politique agroalimentaire au Canada* ; Agriculture et Agroalimentaire Canada, *Portrait du circuit agroalimentaire canadien* ; Agriculture et Agroalimentaire Canada, *Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien* ; Agriculture et Agroalimentaire Canada, *Le bulletin bimensuel. Canada: Achats agricoles de carburant et d'engrais*.

¹³ Consulter Côté et Michel, *Portrait statistiques du mouvement coopératif agricole à travers le monde* ; Côté et Vézina, *Approvisionnement de la ferme. Note sectorielle* ; Côté et Vézina, *Industrie laitière. Note sectorielle* ; Côté et Vézina, *Industrie porcine. Note sectorielle* ; Côté et Vézina, *Industrie avicole. Note sectorielle*.

¹⁴ Sources des tableaux 2 et 3, *Ratio de concentration (RC) de la chaîne agroalimentaire, Québec, chiffres de 2001 à 2006* : AGÉCO, *Portrait des réseaux de distribution de fruits et légumes frais du Québec* ; Agriculture et Agroalimentaire Canada, *Portrait du circuit agroalimentaire canadien* ; Agriculture et Agroalimentaire Canada, *Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien* ; Agriculture et Agroalimentaire Canada, *Les défis et possibilités à long terme pour la compétitivité et la prospérité du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire. Chapitre 1: secteur agricole primaire* ; Agriculture et Agroalimentaire Canada, *L'industrie canadienne des brasseries* ; Côté, *L'industrie laitière de demain: stratégies pour le développement durable du secteur de la transformation. L'analyse des grandes tendances: ruptures et nouveaux paradigmes* ; Côté, *Agropur. Enjeux et défis d'une coopérative à la recherche d'une nouvelle cohésion* ; MAPAQ, *État de situation dans l'industrie du poulet et du dindon au Québec* ; MAPAQ, *La recherche, la science et l'innovation en agroalimentaire, 1997-2001* ; MAPAQ, *Portrait sommaire de l'industrie laitière québécoise* ; MAPAQ, *État de situation dans l'industrie des oeufs de consommation au Québec* ; MAPAQ, *Monographie de l'industrie des grains au Québec* ; MAPAQ, *Portrait sommaire de l'industrie des*

oeufs d'incubation au Québec ; MAPAQ, *Monographie de l'industrie du bleuet au Québec* ; MAPAQ, *Monographie de l'industrie des légumes de transformation au Québec* ; MAPAQ, *La transformation alimentaire québécoise en chiffres - édition 2006* ; MAPAQ, *Portrait sommaire de l'industrie de la volaille au Québec* ; MAPAQ, *Monographie de l'industrie caprine au Québec* ; MAPAQ, *Monographie de l'industrie acéricole au Québec* ; MAPAQ, *Activité bioalimentaire au Québec - Bilan 2006* ; MAPAQ, *Vue d'ensemble de la politique agricole américaine* ; Morisset, *Évolution structurelle de la production porcine québécoise* ; National Farmers Union, *The Farm Crisis and Corporate Profits* ; National Farmers Union, *Submission by the National Farmers Union on The Farm Income Crisis and the "Next Generation" Agricultural Policy Framework (APF II)* ; Proulx, *Un portrait de la situation porcine au Québec* ; Proulx et Sauvé, *Porcheries! La porciculture intempestive au Québec* ; ETC Group, *Global Seed Industry Concentration - 2005* ; ETC Group, *The World's Top 10 Seed Companies - 2006* ; Profils de compagnies sur Transnationale.org, <http://fr.transnationale.org>, consultée le 5 septembre 2008. Article « Maple Leaf Foods », sur Wikipedia the Free Encyclopdia, <http://en.wikipedia.org>, consultés le 5-09-2008. Phil de Kemp et Malting Industry Association of Canada. 2003. « The Canadian Malting Industry: Past Successes, Present Concerns and Future Challenges », communication présentée au 3^e Symposium canadien de l'orge, 19-20 juin 2003, Calgary, Ministère de l'agriculture et du développement rural de l'Alberta, mis en ligne le 25 sept. 2003, www1.agric.gov.ab.ca.

¹⁵ Voir notamment Jean-Luc Lorry, « Des acériculteurs en colère! », Granby, *La Voix de l'Est*, 12 juin 2002, p. 4; Réjean Lacombe, « Acériculture. Ça ne va pas aussi mal que l'UAP le prétend », Québec, *Le Soleil*, 26 décembre 2003, p. C4; Isabelle Bérubé, « Ça bout dans le sirop », Longueuil, *TCN*, 26 janvier 2005. Voir aussi Labrecque, 2003 : 12-14.

NOTES DU CHAPITRE 4

¹ Cité par Sébastien Rodrigue, « Les anges gardiens dans nos campagnes », Montréal, *La Presse*, 13 août 2001, p. B5.

² Cité par Frédéric Denoncourt, « Fondation de l'Union paysanne », Montréal, *Voir*, 15(50), 13 décembre 2001, p. 6.

³ Cité par Réjean Lacombe, « Laurent Pellerin règle ses comptes », Québec, *Le Soleil*, 5 décembre 2001, p. C1.

⁴ Tiré du *Bulletin du MAB*, 7(6), p. 14, ainsi que du Règlement de régie interne (1980). Cité dans Bussiès, 1986, p. 32-33.

⁵ D'autres projets-pilotes seront mis sur pied et d'autres financements non-récurrents seront accordés au cours des années 1980. Plusieurs agriculteurs qui se retrouveront dans l'Union paysanne en 2001 ont participé à cette lutte pour faire reconnaître l'agriculture biologique, incluant Roméo Bouchard, futur leader de l'Union paysanne (Entretiens 005, 007).

⁶ Voir Boucher, Jean-Claude. (1984). *L'O.C.A.Q. assassine l'agriculture*. S.l. : Éditions Jean-Claude Boucher, 153 p.

⁷ *La Presse Canadienne*, « Une fraction dissidente de l'UPA veut briser le monopole de l'UPA », Montréal, *La Presse*, 14 janvier 1993, p. A12.

⁸ Réjean Lacombe, « L'exclusivité de l'UPA contestée par le RPA », Québec, *Le Soleil*, 16 juin 1994, p. B12. Dans un autre article datant de 1995, le président Jean-Pierre Varetta, de Saint-Cyrille, parle de 1750 membres en 1994. Voir Michel Venne, « Contre le monopole de l'UPA », Montréal, *Le Devoir*, 20 juin 1995, p. A4. En 1996, le secrétaire du groupe Aldéric Clément n'indique plus que 200 membres. Voir Danielle Dagenais, « L'UPA a le bras long », Montréal, *L'Actualité*, 21(12), p. 47.

⁹ *La Presse Canadienne*, « Une fraction dissidente de l'UPA veut briser le monopole de l'UPA », *op. cit.*

¹⁰ Cité par Danielle Dagenais, « L'UPA a le bras long », *op. cit.*

¹¹ Cité dans *La Presse Canadienne*, « Une fraction dissidente de l'UPA... », *op. cit.*

¹² Suzanne Dansereau, « Cotisation obligatoire : l'UPA sur la sellette », Montréal, *Journal Les Affaires*, 22 janvier 2000, p. 7.

¹³ Voir Barreau du Québec, « Lettre du Barreau du Québec au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'alimentation concernant le projet de loi 85 », déposé à l'Assemblée nationale le 13 décembre 1995; Michel Venne, « Contre le monopole de l'UPA », *op. cit.*; Danielle Dagenais, « L'UPA a le bras long », *op. cit.*

¹⁴ Lapalme c. Union des producteurs agricoles, [2000] R.J.Q. 1115, p. 1117 (C.S.). Loïc Hamon, « La Cour supérieure rejette l'action de Maurice Lapalme », Longueuil, *TCN*, 16 mars 2000. Dominique Froment, « Maurice Lapalme perd son combat contre l'UPA », Montréal, *Journal Les Affaires*, 25 mars 2000, p. 12; Rolande Parent, « [Dans un communiqué rendu public hier, le président général de l'UPA, Laurent Pellerin, soutient que la décision rendue le 9 mars par le juge Jean-Jacques Croteau...] », *La Presse canadienne*, dépêche du 17 avril 2000; UPA, « Un jugement déterminant pour l'avenir du syndicalisme agricole », *Le Bulletin des agriculteurs*, 17 avril 2000; Loïc Hamon, « Maurice Lapalme jette l'éponge », Longueuil, *TCN*, 20 avril 2000, p. 2.

¹⁵ Claude Turcotte, « Membre de l'UPA malgré soi », Montréal, *Le Devoir*, 20 décembre 2001, p. B1.

¹⁶ Jean-Paul Gagné, « Des membres de plus pour le monopole de l'UPA », Montréal, *Journal Les Affaires*, 12 janvier 2002.

¹⁷ Union paysanne, « Les producteurs qui refusent de payer leur cotisation à l'UPA se multiplient », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 10 janvier 2002. Union paysanne, « L'UPA saisit le salaire d'un éleveur d'autruches d'Abitibi qui refuse de cotiser », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 22 novembre 2002. Voir aussi Claude Turcotte, « Membre de l'UPA malgré soi », *op. cit.*

¹⁸ Brigitte Trahan, « Un producteur maraîcher refuse de payer ses cotisations à l'UPA », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 11 janvier 2002, p. 5. Voir aussi Claude Turcotte, « Membre de l'UPA malgré soi », *op. cit.*

¹⁹ Brigitte Trahan, « Un producteur maraîcher refuse de payer ... », *op. cit.*

²⁰ Marie-France Létourneau, « Pas question de payer », Granby, *La Voix de l'Est*, 17 janvier 2002, p. 7. Jean-Charles Gagné, « L'étau se resserre sur Guy Rocheleau », Longueuil, *TCN*, 13 mars 2003, p. 19. Jean-Charles Gagné, « Le différend Rocheleau/UPA en Cour d'appel », Longueuil, *TCN*, 7 avril 2005, p. 13. Isabel Authier, « David contre Goliath. Un Bedfordois en cour contre l'UPA », Granby, *La Voix de l'Est*, 31 mars 2005, p. 8. Anonyme, « Guy Rocheleau : cause reportée », Granby, *La Voix de l'Est*, 30 avril 2005, p. 17.

²¹ Citation extraite de Jean-Charles Gagné, « L'UPA gagne en Cour supérieure », Longueuil, *TCN*, 23 février 2006, p. 5. Gagné cite les paragraphes 82 et 83 du jugement Mireault. Voir aussi : Union des producteurs agricoles c. Rocheleau, 2006 QCCS 798 (particulièrement les paragraphes 74 et suivants) et Rocheleau c. Union des producteurs agricoles, 2005 QCCA 666. On retrouvera tous les détails de la fin de cette histoire dans : Pascal Faucher, « Guy Rocheleau échoue contre l'UPA », Granby, *La Voix de l'Est*, 23 février 2006, p. 3. Anonyme, « Guy Rocheleau en appel contre l'UPA », Granby, *La Voix de l'Est*, 21 mars 2006, p. 4. Jean-Charles Gagné, « Guy R. Rocheleau et l'UPA s'entendent à l'amiable », Longueuil, *TCN*, 18 octobre 2007, p. 16.

²² Union des producteurs agricoles c. Rocheleau, 2006 QCCS 798, par. 106. Cité dans Jean-Charles Gagné, « L'UPA gagne en Cour supérieure », *op. cit.*

²³ *Ibid.*, par. 111.

²⁴ Jean Benoît Nadeau, « Maudits cochons! », Montréal, *L'Actualité*, 21(19), 1^{er} décembre 1996, p. 42.

²⁵ Le document intitulé *Réseau de la Coalition « Sauver les campagnes »*, rédigé probablement en novembre 2000 par le comité de coordination de la coalition, fait état de plus de 73 « groupes de citoyens locaux participants ou alliés ». D'autres naîtront jusqu'à ce qu'un moratoire sur l'extension de la production porcine soit décrété en 2003. Après la levée du moratoire fin 2005, d'autres comités locaux naîtront dans une vingtaine de villes et villages.

²⁶ Roméo Bouchard, *Séance thématique sur la production porcine et le développement durable, Saguenay, 13 novembre. Contenu de l'intervention de Roméo Bouchard, président de l'Union paysanne*, Québec : Bureau d'audiences publiques sur le développement durable de l'industrie porcine au Québec, 2003, p. 1. Voir aussi : Roméo Bouchard, « Pas de cohabitation sociale sans consensus social. L'expérience citoyenne de la MRC de Kamouraska », dans Proulx et Sauvé, *op. cit.*, p. 223-233.

²⁷ Comité de citoyens de St-Germain, *Début des travaux de la mégaporcherie à St-Germain. Déclaration ultime du Comité de citoyens de St-Germain*, St-Germain-de-Kamouraska, communiqué de presse, 16 avril 2001. Voir aussi Jean-Charles Gagné, « Le comité de citoyens débouté », Longueuil, *TCN*, 9 novembre 2000, p. 46.

²⁸ « Le comité provisoire de l'UCMR est formé de Suzelle Barrington (génie agricole); Patrice Leblanc, producteur laitier et Grégoire Tanguay, architecte, coordonnateur de l'organisme. Renseignements : (418) 887-3779. » Denis Lavoie, « Têtes d'affiche », Montréal, *La Presse*, 4 juillet 1996, p. A6. « [...] le président de l'UCMR [est] Gilles Lachance », selon Louis-Gilles Francoeur, « Contrôle de l'épandage du purin. Le CQDE doute de l'efficacité des municipalités », Montréal, *Le Devoir*, 11 avril 1997, p. A2.

²⁹ Cité par Marc Saint-Pierre, « Tous ligüés contre le péril brun », Québec, *Le Soleil*, 8 juin 1996, p. A7.

³⁰ Cité par Louis-Gilles Francoeur, « Pour une agriculture moins productiviste : Un nouveau regroupement rural voit le jour », Montréal, *Le Devoir*, 13 juin 1996, p. B1.

³¹ Projet de loi 23, *Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole et d'autres dispositions législatives afin de favoriser la protection des activités agricoles*. Adopté par l'Assemblée nationale sous le baillon dans la nuit du 19 juin 1996. Voir aussi Louis-Gilles Francoeur, « Malgré l'opposition des milieux ruraux. Le projet de loi sur « le droit de produire » est adopté », Montréal, *Le Devoir*, 21 juin 1996, p. A4; Jean Benoît Nadeau, « Maudits Cochons! », *op. cit.*

³² Barreau du Québec, *Commentaire du Barreau du Québec en regard du projet de loi 23 intitulé Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole et d'autres dispositions législatives afin de favoriser la protection des activités agricoles. Présentés à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation de l'Assemblée nationale à Québec*, juin 1996, 26 pages.

³³ Louis-Gilles Francoeur, « Malgré l'opposition des milieux ruraux... », *op. cit.*

³⁴ *Ibid.*

³⁵ Marc Saint-Pierre, « Tous ligüés contre le péril brun », *op. cit.*; Louis-Gilles Francoeur, « Pour une agriculture moins productiviste... », *op. cit.*; Louis-Gilles Francoeur, « Malgré l'opposition des milieux ruraux... », *op. cit.*; Gilles Lesage, « La cohabitation malaisée », Montréal, *Le Devoir*, 8 juillet 1996, p. A6.

³⁶ Cité dans Ghislaine Rheault, « Ah le gaz! », Québec, *Le Soleil*, 22 octobre 1998, p. A5.

³⁷ Voir la 4^e partie du livre *Porciculture!* (Sauvé et Proulx, 2007) ainsi que la recherche de Mathieu Forget et Jean-François Aubin sur la cohabitation sociale en zone agricole (Forget et Aubin, *Cohabitation en milieu rural: bilan et perspectives* Aussi les entretiens 003, 008, 009, 011 et des entretiens avec plusieurs personnes lors de manifestations antiporcherries à Montréal.

³⁸ Coalition Sauver les campagnes, *Manifeste*, St-Germain-de-Kamouraska, 24 octobre 1999, p. 1; Coalition Sauver les campagnes, *Cahier de revendications*, St-Germain-de-Kamouraska, 24 octobre 1999, p. 1. Voir aussi Roméo Bouchard, « Sauver les campagnes. Un front commun pour l'environnement », Montréal, *L'Aut'Journal*, no 185, décembre 1999.

³⁹ Coalition Sauver les campagnes, *Manifeste*, *op. cit.*, p. 2.

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ Toutes les citations entre guillemets de ce paragraphe sont tirées du *Manifeste*, p. 3. Le comité d'action est composé de 13 personnes issues de comités de citoyens opposés aux mégaporcheries. Quelques-unEs d'entre eux deviendront des leaders de l'Union paysanne quelques deux ans plus tard.

⁴² Roméo Bouchard, « Sauver les campagnes : un front commun ... », *op. cit.*

⁴³ Coalition Sauver les campagnes, *Cahier de revendications*, *op. cit.*, p. 2. Souligné dans l'original.

⁴⁴ *Ibid.*, revendication 2, p. 3.

⁴⁵ *Ibid.*, revendication 12, p. 5.

⁴⁶ *Ibid.*, revendication 14, p. 6.

⁴⁷ *Ibid.*, revendications 16 et 20, p. 7.

⁴⁸ *Ibid.*, revendication 18, p. 7.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 8.

⁵⁰ Coalition Sauver les campagnes, *Les citoyens du Réseau « Sauver les campagnes » réclament une révision majeure de la loi 23 sur le droit de produire à la Commission parlementaire sur l'agriculture*, communiqué de presse, sans mention de lieu ni date; Coalition Sauver les campagnes, *Le Rapport Brière sur la protection des activités agricoles. S'attaquer à la pollution agricole, oui! Renforcer la loi 23, non!*, communiqué de presse, sans mention de lieu ni date.

⁵¹ Coalition Sauver les campagnes, *Portrait agroenvironnemental de l'agriculture québécoise. Un outil de propagande de l'UPA et le Ministère de l'Agriculture?*, communiqué de presse, St-Germain-de-Kamouraska, 9 novembre 1999.

⁵² Coalition Sauver les campagnes, *L'industrie porcine doit changer de cap*, communiqué de presse, St-Germain-de-Kamouraska, 15 septembre 2000.

⁵³ Paul-Émile Thériault, « 200 opposants manifestent », Longueuil, *TCN*, 8 juin 2000, p. 9; Paul-Émile Thériault, « Entente dans le dossier de la filière porcine », Longueuil, *TCN*, 7 septembre 2000, p. 9; Normand Boivin, « En bref. Environnement », Chicoutimi, *Le Quotidien*, 12 octobre 2000, p. 22; Louis-Gilles Francoeur, « Mégapocherie au Saguenay. Bégin refuse d'ordonner la tenue d'audiences publiques », Montréal, *Le Devoir*, 16 septembre 2000, p. A10; Richard Harvey, *Mémoire déposé à la Commission parlementaire de l'agriculture sur le projet de loi 184*, Chicoutimi, Coalition régionale Saguenay-Lac-St-Jean contre la filière porcine Nutrinor, février 2001, 10 pages.

⁵⁴ Entretien 005. Voir aussi Office national du film du Canada, « Entrevue avec Hugo Latulippe », vers 2001; en ligne : www.onf.ca/webextension/baconlefilm/entrevue.html. Le cinéaste explique dans cet entretien que ses motivations sont d'abord et avant tout altermondialistes : « C'est au retour de Seattle, plus que jamais sensibilisé aux conséquences de la mondialisation des marchés, que

j'ai choisi de penser globalement et d'agir localement, comme cinéaste, bref d'aborder de front les enjeux de démocratie et l'état de la planète par le biais des mégaporcheries du Québec ». Présent dès les débuts au 1^{er} Rendez-vous de Sauver les campagnes, le cinéaste favorisera certaines rencontres entre les leaders de Sauver les campagnes et des militantEs paysanNEs d'ailleurs. A la sortie de son film, M. Latulippe fera campagne avec Sauver les campagnes et ensuite l'Union paysanne sur la question de l'expansion de l'industrie porcine.

⁵⁵ Coalition Sauver les Campagnes, *Plan d'action adopté au 2^e Rendez-vous « Sauver les campagnes »*, Lac Pouce, Chicoutimi, 20 novembre 2000, Saint-Germain-de-Kamouraska, 5 pages.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 2. En gras dans l'original.

⁵⁷ Coalition Sauver les campagnes, [*Lettre adressée à M. Lucien Bouchard, premier ministre*], Saint-Germain-de-Kamouraska, 27 novembre 2000.

⁵⁸ Paul Roy, « Motoneiges contre la loi 23 », Montréal, *La Presse*, 7 décembre 2000, p.A13.

⁵⁹ Roméo Bouchard, « Haro sur l'agrobusiness. Le Congrès de l'UPA confirme le modèle industriel de développement agricole et son contrôle sur les campagnes », Montréal, *Le Devoir*, 18 décembre 2000.

⁶⁰ Projet de loi 184 (2001, chap. 35), *Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et d'autres dispositions législatives*. Sera adoptée le 21 juin 2001.

⁶¹ Coalition Sauver les campagnes, *Représentations concernant le projet de loi 184 modifiant la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles et d'autres dispositions législatives présentées à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation*, Saint-Germain-de-Kamouraska, 7 février 2001; Coalition Sauver les campagnes, *Commission parlementaire sur le projet de loi 184 (droit de produire). Pour le Ministre Trudel, hors de l'UPA, point de salut!*, communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 8 février 2001. Richard Harvey, *Mémoire déposé à la Commission parlementaire...*, *op. cit.*

⁶² Coalition Sauver les campagnes, *Le projet de loi 184 sur le droit de produire des agriculteurs: un baillon pour les élus municipaux et les citoyens, le feu vert pour les usines à cochons*, communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 29 mai 2001.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ Aubry, Marcel, « Des solutions pour sauver les campagnes », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 16 avril 2001, p. 9, je souligne; voir aussi le communiqué de presse que reprend en partie le journaliste : Sauver les campagnes, *Colloque sur les alternatives à l'agriculture industrielle. Repenser l'agriculture*, communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 29 mars 2001.

⁶⁵ Voir le document édité par Américomm pour le 2^e Sommet des peuples des Amériques : *Des alternatives pour les Amériques. Vers un accord entre les peuples du continent*, Montréal/Buenos Aires, Alliance sociale continentale, printemps 2001, 43 pages, disponible en ligne sur www.asc-hsa.org; voir aussi la critique des textes préliminaires de la ZLÉA dans Alliance sociale continentale,

Free Trade Area of the Americas Exposed: Civil Society Critique of the Official Draft Text Preliminary Analysis of the FTAA .

⁶⁶ Roméo Bouchard annonce d'ailleurs sa création lors du Forum agraire. Voir Jean-Charles Gagné, « Une association de paysans au Québec », Longueuil, *TCN*, 26 avril 2001, p. 10. Le journaliste note qu'« [i]l reste à voir comment une association de paysans, si elle voit le jour, cohabitera avec l'UPA et Solidarité rurale du Québec ».

⁶⁷ Roméo Bouchard. (2002). *Plaidoyer pour une agriculture paysanne*. Montréal : Éditions Écosociété, p. 154-155. Voir aussi les comptes-rendus du forum : Jean-Charles Gagné, « Les paysans du Nord s'opposent à la Zone de libre-échange », Longueuil, *TCN*, 26 avril 2001, p. 3; Jean-Charles Gagné, « Les paysans du Sud n'en veulent pas non plus », Longueuil, *TCN*, 26 avril 2001, p. 4; Jean-Charles Gagné, « Bové vedette du forum agraire », Longueuil, *TCN*, 26 avril 2001, p. 4;

⁶⁸ Entretiens 005, 008, 009. Voir aussi Marcel Aubry, « « On ne peut pas revenir en arrière ». L'UPA au colloque Sauver les campagnes », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 21 avril 2001, p. A6; Roméo Bouchard, *Plaidoyer pour une agriculture paysanne*, *op. cit.*, p. 154.

⁶⁹ Marcel Aubry, « « On ne peut pas revenir en arrière »... », *op. cit.*

⁷⁰ Louis-Gilles Francoeur, « Une voix aux petits producteurs », Montréal, *Le Devoir*, 4 mai 2001, p.A8.

⁷¹ Entretiens 005, 008, 009. Voir aussi Marie-Josée Parent, « Les organisateurs réclament une union indépendante », Longueuil, *TCN*, 3 mai 2001.

⁷² Coalition Sauver les campagnes, *Colloque sur les alternatives à l'agriculture industrielle Repenser l'agriculture*, Cahier du participant, Sainte-Croix-de-Lotbinière, avril 2001, p. 24-25.

⁷³ Entretiens 005, 008, 009.

⁷⁴ Roméo Bouchard, *Déclaration finale du Colloque « Repenser l'agriculture »*, Saint-Germain-de-Kamouraska, 29 avril 2001, rédigé à titre de coordonnateur de la Coalition Sauver les campagnes. Voir aussi Marie-Josée Parent, « Les organisateurs réclament une union indépendante », *op. cit.*

⁷⁵ Coalition Sauver les campagnes, *L'Union paysanne se met en marche*, communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 29 mai 2001.

⁷⁶ Coalition Sauver les campagnes, *L'Union paysanne se met en marche*, *op. cit.*

⁷⁷ Coalition Sauver les campagnes, *Manifeste*, *op. cit.*, p. 1.

⁷⁸ Union paysanne et Roméo Bouchard, *Manifeste : Pour une agriculture paysanne*, Saint-Germain-de-Kamouraska, 29 juin 2001.

⁷⁹ Réjean Lacombe, « Un pas de plus vers une Union paysanne québécoise. Création d'un premier manifeste en vue du congrès de fondation, prévu à l'automne », Québec, *Le Soleil*, 2 juin 2001, p. B8.

⁸⁰ Coalition sauver les campagnes, *L'Union paysanne se met en marche*, *op. cit.*

⁸¹ *Ibid.*

⁸² Union paysanne, *Qui peut faire partie de l'Union paysanne?*, communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 30 mai 2001.

⁸³ *La Presse Canadienne*, « David contre Goliath. L'Union paysanne part en guerre contre la « malbouffe » et l'« agribusiness » », Trois-Rivières, *La Voix de l'Est*, 30 juin 2001, p. 16. Voir aussi Union paysanne, *De nouvelles forces se joignent à l'Union paysanne afin de contrer la malbouffe au Québec*, communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 29 juin 2001.

⁸⁴ Coalition Sauver les campagnes, « [La coalition québécoise « Sauver les campagnes » invite, toute la population...] », Saguenay-Lac-St-Jean, communiqué de presse, 7 novembre 2001.

⁸⁵ Hugo Latulippe (réalisateur) *Bacon, le film*, documentaire produit par André Gladu et l'Office national du film, 82 min. 12 s. Version promotionnelle disponible en mai 2001, lancement officiel en septembre 2001.

⁸⁶ Entretiens 005, 009. Voir aussi Fédération des producteurs de porcs du Québec, « Bacon, le film de l'ONF - Les producteurs de porcs ne se reconnaissent pas », communiqué de presse, Longueuil, Canada News Wire, 7 septembre 2001. Louis-Gilles Francoeur, « Bacon. Un film tendancieux, accusent les producteurs de porcs », Montréal, *Le Devoir*, 8 septembre 2001, p. A2. François Gougeon, « L'UPA tire sur « Bacon, le film » », Sherbrooke, *La Tribune*, 25 octobre 2001, p. A9. Jean-François Cadieux, « « Bacon, le film » soulève la tempête », Sherbrooke, *La Tribune*, 27 octobre 2001, p. A7. Gilles Gagné, « Gaspésie et Îles-de-la-Madeleine. L'arrivée de porcheries inquiète », Québec, *Le Soleil*, 9 novembre 2001, p. A13. Judith Lachapelle, « Bacon, le film qui fait grogner », Montréal, *La Presse*, 10 novembre 2001, p. A29. Réjean Lacombe, « Laurent Pellerin règle ses comptes », Québec, *Le Soleil*, 5 décembre 2001, p. C1.

⁸⁷ Union paysanne, « Un départ fulgurant pour l'Union paysanne », dans *La Chronique du paysan*, 1(1), Saint-Germain-de-Kamouraska, 9 août 2001.

⁸⁸ Jean-François Cadieux, « « Bacon, le film » soulève la tempête », *op. cit.*

⁸⁹ André Picard (directeur général du programme français de l'ONF), *Allocution relatif au mémoire de l'ONF sur le document de consultation Pour une politique québécoise du cinéma et de la production audiovisuelle*, Montréal, ONF, 18 septembre 2002. En ligne : www.nfb.ca/publications/fr/discours/02-09-18.html.

⁹⁰ Voir notamment Loïc Hamon, « Maxime Arseneau. Une vision partielle de l'agriculture », « *Bacon, le film*. Plus polémique que documentaire », « Les producteurs ne se reconnaissent pas », Longueuil, *TCN*, 13 septembre 2001, p. 10; Loïc Hamon, « « La cabane à Méo » fait jaser », Longueuil, *TCN*, 8 novembre 2001, p. 10; Suzanne Duquette, « Cinéaste, film et mensonges... », lettre

d'opinion d'une productrice porcine publiée dans *La Presse* (Montréal) et *TCN* (Longueuil), 28 octobre et 15 novembre 2001; Loïc Hamon, « La Fédération des producteurs de porcs contre-attaque », Longueuil, *TCN*, 15 novembre 2001, p. 5; Denis Champagne, « « Bacon, le film », un film pas plus... », Longueuil, *TCN*, 22 novembre 2001, p. 7; Luc Veilleux, « Producteur déçu de « Bacon » », Longueuil, *TCN*, 6 décembre 2001, p. 7; Michel Morisset, « « Bacon, le film », l'Union paysanne en fait son beurre », Longueuil, *TCN*, 6 décembre 2001, p. 36; Charles Proulx, « À propos de « Bacon » », Longueuil, *TCN*, 13 décembre 2001, p. 7; Hugo Latulippe, « Aux agricultrices et aux agriculteurs de mon pays », lettre publiée dans plusieurs journaux de la province, incluant *TCN*, 13 déc. 2001, p. 8.

⁹¹ Émission du 2 novembre 2001 diffusée à Télé-Québec, produit par Zone 3. Disponible sur le DVD *Daniel Pinard – Les pieds dans les plats – Volume 2*, Montréal : TVA Films, 2004.

⁹² Sébastien Rodrigue, « L'Union paysanne charme quinze producteurs de porcs », Montréal, *La Presse*, 15 août 2001, p. A10.

⁹³ Union paysanne, « Statuts de l'Union paysanne », dans *La chronique du paysan*, 1(1), Saint-Germain-de-Kamouraska, 9 août 2001. En italique dans l'original.

⁹⁴ Roméo Bouchard, président; Maxime Laplante, secrétaire général; Marthe Daigle, trésorière et Richard Harvey, administrateur. Inspecteur général des institutions financière du Québec, « Avis de constitution. Loi sur les syndicats professionnels. Union paysanne », 16 août 2001, matricule 1160274057, dans Union paysanne, « Congrès de fondation. Cahier du participant... », *op. cit.*, p. A-1 et C-6.

⁹⁵ Union paysanne, « Le film Bacon. Face au massacre de l'industrie porcine en région, le gouvernement doit agir et les citoyens doivent résister », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 5 septembre 2001. Voir aussi Normand Boivin, « Avec une table de discussion. Première du film mercredi à Chicoutimi », Chicoutimi, *Le quotidien*, 7 septembre 2001, p. 16. Après le lancement du film, les articles de presse y faisant référence se multiplient et lancent le débat sur l'industrie porcine.

⁹⁶ Pierre Pelchat, « Projets de porcherie sur la rive-sud. « Trop peu trop tard », disent les opposants », Québec, *Le Soleil*, 18 août 2001, p. A14. Marc Saint-Pierre, « L'union paysanne semonce la Protectrice du citoyen », Québec, *Le Soleil*, 5 novembre 2002, p. A7.

⁹⁷ Union paysanne, « Les orientations gouvernementales en matière d'aménagement. Le Gouvernement sonne le glas des campagnes québécoises », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 1^{er} novembre 2001.

⁹⁸ Union paysanne, « Les orientations gouvernementales en matière d'aménagement. Le document proposé est l'expression d'une profonde méconnaissance du milieu rural », communiqué de presse, Sainte-Croix-de-Lotbinière, 1^{er} novembre 2001.

⁹⁹ Union paysanne, « Rendez-vous de mi-parcours du Forum des décideurs en agro-alimentaire à St-Hyacinthe. Faire de la place aux produits paysans et à la vente à la ferme », communiqué de presse, St-Hyacinthe, 17 octobre 2001.

¹⁰⁰ Le communiqué de presse annonçant la tenue du congrès « espère » la visite du ministre : « Jeudi soir, à l'ouverture, [...] On y espère la visite du ministre de l'Agriculture, M. Maxime Arseneault [*sic*], qui reste à confirmer. » Union paysanne, « 200 participants et des invités spéciaux au Congrès de l'Union paysanne », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 26 novembre 2001.

¹⁰¹ Union paysanne, « [M. Maxime Arseneault [*sic*], ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Propositions de l'Union paysanne soumises par Roméo Bouchard et Maxime Laplante le 28 novembre] », document contenu dans le dossier, daté du 20 décembre 2001, intitulé « Complément au cahier de participant », contenant les versions finales des textes amendés et adoptés au congrès de fondation. Se retrouve dans Union paysanne, « Congrès de fondation. Cahier du participant », *op. cit.* Voir aussi Roméo Bouchard, cité par Louis-Gilles Francoeur, « Produire sans ruiner l'environnement », Montréal, *Le Devoir*, 29 novembre 2001, p. A1 : « Nous avons aussi dit au ministre Arseneau que le gouvernement doit penser dès maintenant à réorienter l'essentiel de l'aide gouvernementale vers l'agriculture à échelle humaine, celle qui ne pollue pas parce qu'elle a choisi de se priver des économies d'échelle de la grande industrie agricole, ce qui fait qu'elle a droit en priorité aux aides de l'État. Il est temps que Québec commence à réfléchir sérieusement à cette réalité ».

¹⁰² Consulter <http://symposiumkamouraska.site.voila.fr/Maisondurendezvous.htm>, lien vérifié le 19 février 2008.

¹⁰³ Union paysanne, « Congrès de fondation. Cahier du participant », *op. cit.*, p. A-2.

¹⁰⁴ Union paysanne, « L'Union paysanne passe à un niveau supérieur », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 30 novembre 2001.

¹⁰⁵ Judith Lachapelle, « Le retour des paysans », Montréal, *La Presse*, 8 déc. 2001, p. A33.

¹⁰⁶ « Constitution de l'Union paysanne », document contenu dans le dossier, daté du 20 décembre 2001, intitulé « Complément au cahier de participant », contenant les versions finales des textes amendés et adoptés au congrès de fondation. Se retrouve dans Union paysanne, « Congrès de fondation. Cahier du participant », *op. cit.*

¹⁰⁷ *Ibid.*

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ Voir Coalition Sauver les Campagnes, *Plan d'action...*, *op. cit.*, p. 2.

¹¹⁰ Union paysanne, « Déclaration de principe », par. 1. Document contenu dans le dossier, daté du 20 décembre 2001, intitulé « Complément au cahier de participant », contenant les versions finales des textes amendés et adoptés au congrès de fondation. Se retrouve dans Union paysanne, « Congrès de fondation. Cahier du participant », *op. cit.*

¹¹¹ Anonyme [Comité provisoire Union paysanne], « L'Union paysanne en pleine mer », feuillet distribué le 1^{er} décembre 2001 à la fin du congrès, 1 p.

¹¹² Roméo Bouchard, président, « Message au Congrès. Faire de la place pour une agriculture qui construit le pays au lieu de le détruire », dans « Complément au cahier de participant », contenant les versions finales des textes amendés et adoptés au congrès de fondation. Se retrouve dans Union paysanne, « Congrès de fondation. Cahier du participant », *op. cit.*

¹¹³ Cité par Éric Desrosiers, « Monopole accordé à l'Union des producteurs agricoles. L'Union paysanne est prêt à aller devant l'ONU », Montréal, *Le Devoir*, 1^{er} décembre 2001, p. A6.

¹¹⁴ Réjean Lacombe, « Union paysanne Québécoise. Un mouvement peu représentatif, selon l'UPA », Québec, *Le Soleil*, 12 mai 2001, p. B9.

¹¹⁵ François Gougeon, « L'Union paysanne n'inquiète pas l'UPA », Sherbrooke, *La Tribune*, 4 décembre 2001, p. A4.

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ La Presse canadienne, « L'ancien président de l'UPA, Jacques Proulx, voit du positif dans la création de l'Union paysanne », Montréal, dépêche du 31 mars 2002.

¹¹⁸ Michel Morisset, « Quelle agriculture pour le Québec? », Québec, *Le Soleil*, 8 décembre 2001, p. D5.

¹¹⁹ *Ibid.*

¹²⁰ Cité par Judith Lachapelle, « Congrès de l'UPA. Arseneau discutera seulement avec l'UPA. L'agriculture biologique obtient de l'aide », Montréal, *La Presse*, 6 décembre 2001, p. A9.

¹²¹ Judith Lachapelle, « Congrès de l'UPA. Arseneau discutera seulement... », *op. cit.* Réjean Lacombe, « Arseneau n'est guère enclin à briser le monopole de l'UPA », Québec, *Le Soleil*, 6 décembre 2001, p. C1.

¹²² Judith Lachapelle, « Congrès de l'UPA. Laurent Pellerin s'attaque à l'Union paysanne qu'il accuse de tomber dans le « folklore profond » », Montréal, *La Presse*, 5 décembre 2001, p. A11. Voir aussi Jean-Charles Gagné, « L'UPA demeure la seule voix des agriculteurs » et Laurent Pellerin, « « Ce que défend l'UPA, c'est ce que ses membres ont choisi » », Longueuil, *TCN*, 13 décembre 2001, p. 1-2 et 6.

¹²³ Pierre April, « Le président de l'Union des producteurs agricole attaque l'Union paysanne », Québec, Presse canadienne, dépêche du 4 décembre 2001.

¹²⁴ Claude Turcotte, « Congrès de l'Union des producteurs agricoles (UPA). Laurent Pellerin tire à tout vent », Montréal, *Le Devoir*, 5 décembre 2001, p. B1.

¹²⁵ Cité par Réjean Lacombe, « Le choc des agricultures », Québec, *Le Soleil*, 8 décembre 2001, p. D2.

¹²⁶ Judith Lachapelle, « Le retour des paysans », *op. cit.*

¹²⁷ Cité dans Pierre April, « L'agriculture québécoise est de plus en plus responsable et performante », Québec, *La Presse canadienne*, dépêche du 28 décembre 2001.

¹²⁸ Réjean Lacombe, « Laurent Pellerin règle ses comptes », Québec, *Le Soleil*, 5 décembre 2001, p. C1.

¹²⁹ Claude Turcotte, « La création de l'Union rurale dérange », Montréal, *Le Devoir*, 1^{er} décembre 2001, p. B2.

¹³⁰ Cité par Réjean Lacombe, « Le choc des agricultures », *op. cit.*

¹³¹ Union paysanne, « Trois fédérations de l'UPA de la région de Québec se sentent trahies par l'orientation actuelle de l'UPA », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 7 décembre 2001.

¹³² *Ibid.*

¹³³ Cité par Louis-Gilles Francoeur, « Une guerre du sirop d'érable se prépare », Montréal, *Le Devoir*, 19 décembre 2001, p. A1.

¹³⁴ Union paysanne, « Les producteurs qui refusent de payer leur cotisation à l'UPA se multiplient », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 10 janvier 2002.

¹³⁵ Union paysanne, « L'Union paysanne est prête à passer à l'action », compte-rendu du Conseil national du 23 février 2002 à Pintendre, Saint-Germain-de-Kamouraska, 25 février 2002, 8 p.

¹³⁶ *Ibid.*

NOTES DU CHAPITRE 5

¹ Johanne Dion, « Une porcherie industrielle à Richelieu : une bataille perdue, mille citoyens retrouvés », dans Denise Proulx et Lucie Sauvé (dirs) *Porcheries! La porciculture intempestive au Québec*, Montréal : Éditions Écosociété, 2007, p. 197.

² Dans Office national du film du Canada, « Entrevue avec Hugo Latulippe », vers 2001; en ligne : www.onf.ca/webextension/baconlefilm/entrevue.html.

³ Union paysanne, « L'Union paysanne au Ministre Boisclair. Les mégaporcheres ne polluent pas moins dans les villages qu'en ville », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 13 février 2002. Repris dans *Le Bulletin des agriculteurs* (Montréal), 25 février 2002.

⁴ Union paysanne, « L'Union paysanne en réunion », Saint-Hyacinthe, communiqué interne (compte-rendu de la séance du CoCo du 6 avril 2002), 7 avril 2002, p. 2.

⁵ Union paysanne, « Le massacre des campagnes par l'industrie porcine et l'agriculture industrielle doit cesser », Saint-Germain-de-Kamouraska, communiqué de presse, 2 mai 2002. Ces revendications se retrouvent aussi dans Union paysanne, *L'Union paysanne est prête à l'action. Le*

premier Conseil national de l'Union paysanne a eut lieu le 23 février 2002 à Pintendre, Saint-Germain-de-Kamouraska, document interne, p. 7-8; Union paysanne, « L'Union paysanne en réunion », *op. cit.*, ainsi que sur le tract que le syndicat distribue à l'occasion de sa manifestation à Québec le 4 mai 2002.

⁶ Mylène Moisan, « Pour réveiller le monde. L'Union paysanne se fera de plus en plus visible », Québec, *Le Soleil*, 24 février 2002, p. A3. Voir aussi *La Presse Canadienne*, « La grogne populaire augmente au Québec », dépêche du 22 février 2002, reprise dans : *Le Quotidien* (Chicoutimi), 23 février, p. 9 et en partie dans Judith Lachapelle, « Groin et grogne », Montréal, *La Presse*, 23 février 2002, p. A12, article lui-même repris le même jour sous des titres divers dans *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières) et *Le Droit* (Ottawa); *La Presse Canadienne*, « L'Union paysanne : vers une manifestation », Montréal, dépêche du 23 février 2002, reprise le 25 février dans *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières), *La Voix de l'Est* (Granby), *La Tribune* (Sherbrooke) ainsi que dans Sébastien Rodrigue, « L'Union paysanne en a contre les mégaporcheres », Montréal, *La Presse*, 24 février 2002, p. A4.

⁷ Union paysanne, « L'Union paysanne en réunion », *op. cit.*, p. 2.

⁸ *La Presse Canadienne*, « L'Union paysanne se prépare à manifester en mai à Québec », dépêche du 19 avril 2002, reprise le 22 avril dans *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières), *La Voix de l'Est* (Granby), *La Tribune* (Sherbrooke), *La Presse* (Montréal), ainsi que, modifiée et amplifiée, dans Marc Larouche, « Manif de l'Union paysanne devant le parlement le 4 mai », Québec, *Le Soleil*, 20 avril 2002, p. A15, repris sur *Cyberpresse* (Montréal), 20 avril 2002.

⁹ Marcel Aubry, « Des citoyens en révolte » et « Marche de solidarité à Gentilly », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 27 avril 2002, p. 10;

¹⁰ Union paysanne, « L'Union paysanne au Ministre Boisclair... », *op. cit.*

¹¹ Louis-Gilles Francoeur, « La production porcine convoite les terres du sud de la Montérégie », Montréal, *Le Devoir*, 12 juin 2002, p. A1.

¹² Henri Michaud, « Les porcheres inquiètent les élus d'Amqui », *op. cit.*

¹³ Sylvain Desmeules, « Le tourisme et les mégaporcheres », Québec, *Le Soleil*, 14 mars 2002, p. A17; « L'Union paysanne mûrit son action », Québec, *Le Soleil*, 15 mars 2002, p. A13; « Porcherie à Baie-Saint-Paul : L'Union paysanne charge », Québec, *Le Soleil*, 24 mars 2002, p. A14; « Charlevoix bloque les porcheres », Québec, *Le Soleil*, 29 mars 2002, p. A16; *La Presse Canadienne*, « Pas de porcs à Baie-Saint-Paul », Montréal, *La Presse*, 25 mars 2002, p. A6; Sylvain Desmeules, « L'Union paysanne de Charlevoix obtient gain de cause. Le dossier de la porcherie de Baie-Saint-Paul est rouvert », Québec, *Le Soleil*, 11 avril 2002, p. A17.

¹⁴ Marcel Aubry, « Des citoyens en révolte », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 27 avril 2002, p. 10.

¹⁵ Marcel Aubry, « Mercier plus ou moins satisfait », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 3 mai 2002, p. 4.

¹⁶ *La Presse Canadienne*, « L'Union paysanne demande une rencontre avec Landry au sujet des porcheries », Trois-Rivières, *Image-Média Mauricie*, 28 avril 2002, repris le 29 avril dans *Le Quotidien* (Chicoutimi) et *Le Soleil* (Québec), tandis que *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières) fait paraître un article sous la plume de Richard Biron, « La résistance s'organise », 29 avril 2002, p. 3, repris dans *Cyberpresse* (Montréal) le même jour. Pour plus de détails sur le contenu de la rencontre, voir *La Chronique du paysan*, nouvelle série, 1(2), 1^{er} mai 2002, p. 2.

¹⁷ Louis-Gilles Francoeur, « La production porcine convoite les terres du sud de la Montérégie », Montréal, *Le Devoir*, 12 juin 2002, p. A1.

¹⁸ RCSC, « Landry sommé d'intervenir : des porcheries dans son comté! », St-Charles-sur-Richelieu, communiqué de presse sur *CCNMatthews*, 28 mai 2002.

¹⁹ Cité par Henri Michaud, « Les porcheries inquiètent les élus d'Amqui », Québec, *Le Soleil*, 13 mars 2002, p. A19. Voir aussi « L'industrie porcine inquiète les Matapédiens », Québec, *Le Soleil*, 22 mars 2002, p. A15.

²⁰ Voir la lettre d'appui de la section régionale de l'Union paysanne Mauricie : Richard Arès (représentant régional Union paysanne), « Non à l'agriculture débridée. Lettre à M. Maurice Richard, maire de la Ville de Bécancour », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 11 avril 2002, p. 6.

²¹ Marc Larouche, « Manif de l'Union paysanne devant le parlement le 4 mai », *op. cit.*

²² Marcel Aubry, « Marche de solidarité à Gentilly », *op. cit.*

²³ Sylvain Desmeules, « L'Union paysanne de Charlevoix obtient gain de cause... », *op. cit.*

²⁴ Marc St-Pierre, « Moratoire sur le développement porcin à Lévis », Québec, *Le Soleil*, 16 février 2002, p. A17; « Le maire Garon fait du dossier des porcheries une affaire personnelle », Québec, *Le Soleil*, 12 mars 2002, p. A14.

²⁵ Anne-Louise Champagne, « Moratoire sur le développement des porcheries », Québec, *Le Soleil*, 2 mai 2002, p. A7, repris sur *Cyberpresse* (Montréal) le même jour.

²⁶ Notamment Jean-Yves Turmel, 12 février 2002 dans *Le Soleil*; Claire Lamy, « Fièvre d'être agricultrice! », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 21 juin 2002, p. 6. Voir aussi *supra*, chap. 4, n. 86.

²⁷ Paul-Émile Thériault, « Tenue d'un forum itinérant sur l'agriculture durable », Chicoutimi, *Progrès-Dimanche*, 24 mars 2002, p. A32.

²⁸ Cité par Louis-Gilles Francoeur, « Mobilisation : de nouvelles mégaporcheries menacent des rivières à saumons », *op. cit.*

²⁹ Sylvain Desmeules, « Charlevoix bloque les porcheries », *op. cit.*

³⁰ Cité par Martin Lafrenière, « Les préfets rencontrent Boisclair au sujet des mégaporcheries », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 14 mars 2002, p. 7.

³¹ Jean-Charles Gagné, « Geler l'expansion des élevages », Longueuil, *TCN*, 17 août 2000.

³² Voir Jean-Charles Gagné, « Geler l'expansion des élevages », *op. cit.*; Denis Bouchard, « Développement de l'agriculture. La santé devra primer » et « Population et proximité des élevages de porcs. Des experts émettent des mises en garde », Chicoutimi, *Le Quotidien*, 12 juillet 2000, p. 4; Serge Émond, « Production animale. Une coalition réclame une enquête publique », Chicoutimi, *Le Quotidien*, 15 juillet 2000, p. 5; Anonyme, « Filière porcine. La Coalition réclame un « vrai » moratoire », Chicoutimi, *Le Quotidien*, 19 septembre 2000, p. 16; *La Presse Canadienne*, « Production porcine. Un avis de Santé Québec vient contredire le plan du gouvernement Bouchard », Québec, *Le Soleil*, 13 juillet 2000, p. A10; Louis-Gilles Francoeur, « Productions animales : La santé du public exige un moratoire », Montréal, *Le Devoir*, 13 juillet 2000, p. A1; « Production animale et santé. Eau-Secours dénonce les apparatchiks de Québec », Montréal, *Le Devoir*, 14 juillet 2000, p. A4.

³³ Cités dans Marc Larouche, « Kamouraska : six médecins apeurés », Québec, *Le Soleil*, 23 décembre 2001, p. A12. Voir aussi Thierry Larivière, « Six médecins se méfient des élevages intensifs », Longueuil, *TCN*, 17 janvier 2002, p. 20.

³⁴ Henri Michaud, « L'industrie porcine inquiète les Matapédiens », *op. cit.*; Jean-Charles Gagné, « Une autre demande de moratoire sur les élevages », Longueuil, *TCN*, 29 mars 2001, p. 13.

³⁵ Voir Louis-Gilles Francoeur, « Mobilisation : de nouvelles mégaporcherie menacent des rivières à saumons », Montréal, *Le Devoir*, 7 février 2002, p. A2.

³⁶ Cité dans Louis-Gilles Francoeur, « L'UMQ réclame un moratoire sur les mégaporcherie », Montréal, *Le Devoir*, 30 avril 2002, p. A3.

³⁷ *Ibid.*

³⁸ Normand Delisle et *La Presse Canadienne*, « Québec décrète un moratoire jusqu'au 15 juin sur les porcherie », Québec, dépêche du 1^{er} mai 2002, reprise dans *Cyberpresse* (Montréal) le même jour, dans *L'Acadie Nouvelle* (Bathurst) et *La Voix de l'Est* (Granby) le 2 mai; Gilles Normand, « Les libéraux supprimeraient le financement aux producteurs agricoles pollueurs », Montréal, *La Presse*, 1^{er} mai 2002, p. A6, repris dans *Cyberpresse* (Montréal) le même jour.

³⁹ Anne-Louise Champagne, « Moratoire sur le développement des porcherie », *op. cit.*; Marie-Eve Lafontaine et PC, « Québec décrète un moratoire jusqu'au 15 juin », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 2 mai 2002 et *Cyberpresse* (Montréal) le même jour.

⁴⁰ Cité dans Gilles Normand, « Les libéraux supprimeraient le financement aux producteurs agricoles pollueurs », *op. cit.* Voir aussi Claude Turcotte, « Six semaines pour régler le cas des porcherie », Montréal, *Le Devoir*, 2 mai 2002, p. A3.

⁴¹ Cité par Anne-Louise Champagne, « Moratoire sur le développement des porcherie », *op. cit.* Voir aussi Union paysanne, « Crise des porcherie industrielles. Les citoyens ne se contenteront pas de ballons électoraux et de consultations bidons », Saint-Germain-de-Kamouraska, communiqué de presse, 2 mai 2002, repris dans *Le Bulletin des agriculteurs* (Montréal) le 13 mai. Repris et remanié dans Marcel Aubry, « L'Union paysanne exige un « vrai moratoire » », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 3 mai 2002, p. 4 et enfin repris par *Cyberpresse* (Montréal) le même jour.

⁴² Cité dans Normand Delisle et *La Presse Canadienne*, « Québec décrète un moratoire jusqu'au 15 juin sur les porcheries », *op. cit.*

⁴³ Judith Lachapelle, « Des solutions pour la crise des porcheries », Montréal, *La Presse*, 1^{er} mai 2002, p. A6, repris le même jour dans *Cyberpresse* (Montréal).

⁴⁴ Union paysanne, « Crise des porcheries industrielles. Les citoyens ne se contenteront pas de ballons électoraux ... », *op. cit.*

⁴⁵ A.-L. C., « Le MSSS et l'UMQ au sein du comité », Québec, *Le Soleil*, 9 mai 2002, p. A9. Anne-Louise Champagne, « 137 projets de porcheries en suspens », *Le Soleil*, 8 mai 2002, p. A14.

⁴⁶ Louis-Gilles Francoeur, « L'Union paysanne est outrée de la nomination de l'UQCN », Montréal, *Le Devoir*, 7 mai 2002, p. A4.

⁴⁷ Union paysanne, « Rôle de l'UQCN », *La Chronique du Paysan*, nouvelle série 1(3), 15 mai 2002, p. 5. Voir aussi Louis-Gilles Francoeur, « L'Union paysanne est outrée de la nomination de l'UQCN », *op. cit.*

⁴⁸ Cité par *La Presse Canadienne*, « Un groupe écologiste se retire du comité sur la production porcine », dépêche du 21 mai 2002.

⁴⁹ Cité par Louis-Gilles Francoeur, « L'UQCN se retire du comité spécial sur la production porcine », Montréal, *Le Devoir*, 22 mai 2002, p. A4.

⁵⁰ Le syndicat parle « de plus de 3000 manifestants (4000 selon la police) », dans « Après la manif », *La Chronique du paysan*, nouvelle série, 1(3), 15 mai 2003, p.1.

⁵¹ M. Vaillancourt a notamment tenu un grand rôle dans les mobilisations reliées à la tenue du Sommet des Amériques un an plus tôt à Québec. Il était le créateur d'une énorme sculpture illuminée, rouge, figurant un « S.O.S. » au-dessus de la capitale. Pour les invités de marque, consulter *La Presse Canadienne*, « Des milliers de manifestants s'opposent aux mégaporcheries à Québec », Québec, dépêche du 4 mai 2002, reprise le 5 mai dans *Progrès-Dimanche* (Chicoutimi), le 6 mai dans *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières); Daphné Bérard, « Des milliers de citoyens montrent leur impatience », Québec, *Le Soleil*, 5 mai 2002, p. A4, repris dans *Cyberpresse* (Montréal) le même jour.

⁵² Union paysanne, « La Guerre des cochons s'enlise », *La Chronique du Paysan*, nouvelle série, 1(3), 15 mai 2002, p. 2.

⁵³ Sébastien Rodrigue, « L'inventaire du cheptel porcin varie d'un ministère à l'autre », Montréal, *La Presse*, 11 mai 2002, p. A1, repris le même jour par *Cyberpresse* (Montréal) et *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières); Louis-Gilles Francoeur, « Bon de 19% de la production porcine en 18 mois », Montréal, *Le Devoir*, 11 mai 2002, p. A1; « L'Union paysanne est dans le champs, selon l'UPA », Montréal, *Le Devoir*, 14 mai 2002, p. A4; Gilles Normand, « Pas tant de porcs que ça au Québec », Montréal, *La Presse*, 15 mai 2002, p. A11; Katia Gagnon, « Question cochonne », Montréal, *La Presse*, 15 mai 2002, deux articles repris dans *Cyberpresse* le même jour.

⁵⁴ FPPQ « Union paysanne – « Faussetés et complaisance » selon la Fédération des producteurs de porcs du Québec », Longueuil, communiqué de presse sur *Canada News Wire*, 10 mai 2002, repris dans *Le Bulletin des agriculteurs* (Montréal) le 13 mai.

⁵⁵ Union des producteurs agricoles, « Manifestation de l'Union paysanne – Les solutions sont devant nous, pas derrière, affirme l'UPA », Longueuil, communiqué de presse sur *Canada News Wire*, 5 mai 2002, repris dans *Le Bulletin des agriculteurs* (Montréal) quelques jours plus tard; Fédération des producteurs de porcs du Québec, « Manifestation de l'Union paysanne – Les producteurs de porcs réagissent. OUI à l'action, NON aux aberrations! », Longueuil, communiqué de presse sur *Canada News Wire*, 6 mai 2002, repris dans *Le Bulletin des agriculteurs* (Montréal) le 13 mai.

⁵⁶ Réjean Lacombe, « L'Union paysanne encore ramenée à l'ordre », Québec, *Le Soleil*, 28 mai 2002, p. C8.

⁵⁷ Jean-Luc Lorry, « Un film, un débat », Granby, *La Voix de l'Est*, 3 mai 2002, p. 2.

⁵⁸ Jean-Luc Lorry, « L'acteur n'a pas aimé le rôle », Granby, *La Voix de l'Est*, 3 mai 2002, p. 3, repris le même jour dans *Cyberpresse* (Montréal) sous le titre « Le mauvais rôle », transformé en dépêche par *La Presse Canadienne* (« Un producteur de porcs affirme avoir été manipulé par le réalisateur de Bacon », dépêche du 3 mai 2002). Ladite dépêche est reprise dans *Le Quotidien* (Chicoutimi) et *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières) le 4 mai.

⁵⁹ Catherine Goretta, « Porcs : un moratoire, pas un temps d'arrêt », Granby, *La Voix de l'Est*, 13 juin 2002, p. 10 et 14 juin 2002, p. 16.

⁶⁰ France Charlebois, « Mégaporcheres. La Ville d'Ottawa s'y oppose », Longueuil, *TCN*, 17 janvier 2002, p. 21.

⁶¹ Anne-Louise Champagne, « Les biologistes du Québec appuient André Boisclair », Québec, *Le Soleil*, 31 mai 2002, p. A9.

⁶² Judith Lachapelle, « Pas de moratoire, mais des règlements plus contraignants », Montréal, *La Presse*, 11 juin 2002, p. A5.

⁶³ Gilles Normand et Judith Lachapelle, « Moratoire de deux ans pour l'élevage porcin », Montréal, *La Presse*, 14 juin 2002, repris le même jour dans *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières).

⁶⁴ Union paysanne, « Enfin un moratoire et un BAPE de 18 mois! », Saint-Germain-de-Kamouraska, communiqué de presse, 13 juin 2002, repris dans *Le Bulletin des agriculteurs* (Montréal), 17 juin 2002.

⁶⁵ Cité par Pauline Gravel, « Le débat est ouvert », Montréal, *Le Devoir*, 6 sept. 2002, p. A2.

⁶⁶ A.-L. C., « L'Union paysanne contente du règlement sur l'exploitation agricole », Québec, *Le Soleil*, 14 juin 2002, p. A6. Gilles Normand et Judith Lachapelle, « Québec freine l'industrie du porc », Montréal, *La Presse*, 14 juin 2002, p. A1; Claude Turcotte, « Le resserrement des règles était attendu », Montréal, *Le Devoir*, 15 juin 2002, p. B4.

⁶⁷ Cité dans Claude Turcotte, « Le resserrement des règles était attendu », *op. cit.*

⁶⁸ Voir Anne-Louise Champagne, « Des brèches apparaissent à la base de l'Union paysanne », Québec, *Le Soleil*, 27 juin 2002, p. A3.

⁶⁹ Brigitte Trahan, « Une coalition provinciale contre les porcheries », *op. cit.*

⁷⁰ Mylène Moisan, « La désunion paysanne n'a pas lieu », *Le Soleil*, 22 sept. 2002, p. A3.

⁷¹ Anne-Louise Champagne, « La Coalition citoyenne veut prolonger le moratoire », Québec, *Le Soleil*, 21 mai 2003, p. A4.

⁷² Extrait de la lettre envoyée par le ministre de l'Environnement au président du BAPE, 3 juillet 2002. Voir BAPE, *Commission sur le développement durable de la production porcine au Québec*, document de présentation, sans mention de date, Québec : BAPE, p. 2.

⁷³ Commission sur le développement durable de la production porcine, « Soirée d'ouverture et début des travaux de la commission », Québec, communiqué de presse, 17 octobre 2002.

⁷⁴ Union paysanne, « L'Union paysanne se mobilise à nouveau pour s'opposer au nouveau règlement Boisclair lors des audiences du BAPE sur l'industrie porcine », Saint-Germain-de-Kamouraska, communiqué de presse, 20 août 2002; « Dossier du BAPE sur l'industrie porcine », Sainte-Croix-de-Lotbinière, communiqué aux membres, 16 septembre 2002. Union paysanne, Comité porcin, dépliant destiné aux membres, sans mention de lieu ni de date; Union paysanne, *Consignes aux régions pour votre participation au BAPE*, communiqué interne, sans mention de lieu, vers décembre 2002, 3 pages; « Le BAPE sur l'industrie porcine durable », *Chronique du paysan*, nouvelle série, 1(7), 16 octobre 2002, p. 2; « Pour participer au BAPE sur l'industrie porcine », *Chronique du paysan*, nouvelle série, 1(8), 16 décembre 2002, p. 2; « BAPE sur l'industrie porcine », *Chronique du paysan*, nouvelle série, 2(1), 15 janvier 2003, p. 1.

⁷⁵ Voir par exemple Union paysanne, « Moratoire sur les porcheries et déraillement du projet des Viandes Lorraine », Abitibi-Témiscamingue, communiqué de presse, 26 septembre 2002; « Audiences du BAPE – Les citoyens rongent leur frein », Sainte-Croix-de-Lotbinière, communiqué de presse, 4 novembre 2002, repris le 11 novembre dans *Le Bulletin des agriculteurs* (Montréal); « Audiences du BAPE à Rimouski. Les citoyens ne font pas confiance aux normes actuelles », Saint-Germain-de-Kamouraska, communiqué de presse, 6 décembre 2002, repris le 16 décembre dans *Le Bulletin des agriculteurs* (Montréal); « A quand une remise en question de l'industrie porcine? », Sainte-Croix-de-Lotbinière, communiqué de presse, 17 décembre 2002, repris sous le titre « La coalition citoyenne quitte la salle d'audience du BAPE », Montréal, *Le Bulletin des agriculteurs*, 23 décembre 2002; Roméo Bouchard (à titre de président de l'Union paysanne), *Lettre à la présidente du BAPE, Mme Louise Boucher*, Saint-Germain-de-Kamouraska, 20 décembre 2002; Simon Boivin, « L'Union paysanne prête à faire une dérogation », Québec, *Le Soleil*, 11 novembre 2002, p. A4; Valérie Lesage, « Le projet de porcherie du Témiscamingue bien vu par l'Environnement », Québec, *Le Soleil*, 12 novembre 2002, p. A4; Judith Lachapelle, « Le ministère de l'Agriculture freine le BAPE », Montréal, *La Presse*, 13 novembre 2002, p. A7; Union paysanne, *Pétition à présenter au BAPE sur l'industrie porcine*, sans mention de lieu ni de date;

⁷⁶ Judith Lachapelle, « Production porcine. Ultimatum de citoyens en colère au BAPE », Montréal, *La Presse*, 19 décembre 2002., p. E3; Union paysanne, « A quand une remise en question de l'industrie porcine? », *op. cit.*

⁷⁷ Union paysanne, *Document d'orientation sur l'industrie porcine en rapport avec les audiences du BAPE*, document interne, sans mention de lieu, 27 octobre 2002, 13 pages; *Consignes aux régions pour votre participation au BAPE*, document interne, sans mention de lieu, vers le 13 décembre 2002, 3 pages.

⁷⁸ Union paysanne, « L'Union paysanne demande le prolongement du moratoire et une refonte complète de la loi 23 et du règlement sur les exploitations agricoles », Saint-Germain-de-Kamouraska, communiqué de presse, 28 février 2003; *Mémoire présenté par l'Union paysanne à la Commission du BAPE sur le développement durable de l'industrie porcine au Québec*, 4 mars 2003, 17 pages; *Notes complémentaires au Mémoire présenté au BAPE par l'Union paysanne le 4 mars 2003*, vers le 20 mars 2003, 9 pages; Marc Saint-Pierre, « L'Union paysanne veut l'égalité entre producteurs et citoyens », Québec, *Le Soleil*, 5 mars 2003, p. A4.

⁷⁹ Union paysanne Rimouski-Neigette, *Du porc de discorde au porc d'attache : pour un élevage porcin environnementalement et socialement durable*, mémoire présenté à Rimouski, 4 mars 2003, 13 p.; Liette Perreault et Jules-André Loisel, *L'industrie porcine : assurance de durabilité ou de précarité?*, mémoire présenté à Rimouski, 5 mars 2002, 12 p.; Jean-Bernard Addor, *Questions d'un citoyen sur la production porcine*, mémoire présenté à Montréal, 19 mars 2003, 3 p.; Union paysanne Mauricie, *Mémoire de l'Union paysanne Mauricie*, déposé le 12 mars, présenté le 26 mars 2002 à Shawinigan, 11 p.; Union paysanne du Granit, *Mémoire pour le développement durable de l'industrie porcine*, daté du 25 mars 2003, 37 p.; Union paysanne Estrie, *Mémoire présenté par l'Union paysanne Estrie par Jacques Blais*, daté du 27 mars 2003, 5 p.; RESPIRES, *Mémoire présenté par le REgroupement Solidaire Pour un milieu Rural En Santé*, daté du 5 mars 2003, 10 p.; Laurent Juneau, *Pour un développement « endurable » de la production porcine au Québec*, daté d'avril 2003, 11 p.; Union paysanne Bas-St-Laurent/Gaspésie, *Problématique de l'épandage de lisier dans le Bas St-Laurent. Analyse des impacts environnementaux et sociaux sur la région [et] recommandations*, présenté à Rimouski le 20 mars 2003, 18 p.; Michèle Choquet, *Danemark. Petite histoire des « Barons du lisier »*, mémoire déposé en février 2003; Sylvie Berthaud, *Commission sur le développement durable de la production porcine – mémoire présenté par Sylvie Berthaud*, présenté le 25 janvier 2003, 12 p.; Hugo Latulippe, *Bacon, le livre. Scénario du film et Carnets de résistance*, mémoire déposé le 3 mars 2003, 68 p.; Union paysanne de la Gaspésie, *Mémoire déposé à la Commission sur le développement durable de la production porcine*, déposé le 17 mars 2003, 17 p.; Mario Plante et Caroles Desrochers, *Mémoire sur le développement durable de la production porcine au Québec*, déposé le 14 mars 2003, 7 p.; Luc van Velzen et Sylvie Deschênes, *Mémoire personnel d'agriculteurs biologique présenté aux audiences publiques de BAPE sur la production porcine*, déposé le 6 mars 2003, 7 p.; Denis Tanguay, *Mémoire pour le développement durable de l'industrie porcine*, déposé le 10 mars 2003, 37 p.; Jocelyn Beaulieu, *Le conte du cochon vert : Le compte? Le comte!*, déposé le 2 mars 2003, 10 p.; Pierre Laterrière, *Exposé présenté au BAPE le 24 mars 2003 à Baie St-Paul*, déposé et présenté le 24 mars 2003, 6 p.; Antoine Gendreau-Turmel, *Mémoire présenté à la Commission du BAPE sur le développement durable de la production porcine au Québec*, déposé le 9 avril 2003, 8 p.

⁸⁰ Cité dans Gilles Gagné, « L'UPA et l'Union paysanne tombent d'accord devant le BAPE », Québec, *Le Soleil*, 19 mars 2003, p. A18.

⁸¹ Laurent Pellerin, « Décevant rapport », Longueuil, *TCN*, 6 novembre 2003, p. 6. Voir aussi Marc-Alain Soucy, « « Un rapport qui a pris une teinte citoyenne » », Longueuil, *TCN*, 27 novembre 2003, p. 3.

⁸² Union paysanne, « Une profonde remise en question du statut de l'agriculture », Saint-Germain-de-Kamouraska, communiqué de presse, 28 octobre 2003.

⁸³ *Ibid.*

⁸⁴ Pierre-Yvon Bégin, « Mulcair prolonge le moratoire jusqu'à la fin de 2004 », Longueuil, *TCN*, 6 novembre 2003, p. 3. Voir aussi Marc-Alain Soucy, « Le moratoire prolongé jusqu'au 15 décembre 2004 », Longueuil, *TCN*, 27 novembre 2003, p. 1 et 3.

⁸⁵ Pierre-Yvon Bégin, « Québec étire le moratoire porcin », Longueuil, *TCN*, 7 octobre 2004, p. 3; Thierry Larivière, « Deux moratoires au lieu d'un! », Longueuil, *TCN*, 23 décembre 2004, p. 3; Laurent Pellerin, « Trop, c'est trop! », Longueuil, *TCN*, 23 décembre 2004, p. 6; Pierre-Yvon Bégin, « « On va lever le moratoire sur la production porcine » », Longueuil, *TCN*, 20 octobre 2005, p. 4.

⁸⁶ Voir notamment Union paysanne, *Propositions au Comité interministériel pour le suivi du Rapport du BAPE*, mémoire, sans mention de lieu, janvier 2004, 3 p.; Union paysanne, [Commission parlementaire-Loi 54. Présentation de l'Union paysanne], sans mention de lieu ni de date, 5 p.; Union paysanne, « Industrie porcine – Les mesures annoncées ne justifient pas la levée du moratoire », Saint-Germain-de-Kamouraska, communiqué de presse, 13 mai 2004; Union paysanne, *Mémoire sur le projet de loi sur le règlement des exploitations agricoles*, mémoire, Sainte-Croix-de-Lotbinière, vers la fin août 2004, 6 p.; Union citoyenne paysanne, *Mémoire déposé par l'Union citoyenne paysanne. Règlement modifiant le règlement sur les exploitations agricoles*, Sainte-Croix-de-Lotbinière, vers la fin août 2004, 4 pages.

⁸⁷ Union paysanne, « L'Union paysanne s'oppose à la levée du moratoire porcin », Sainte-Croix-de-Lotbinière, communiqué de presse, 24 août 2005; « L'Union paysanne s'oppose à tout nouveau projet dans les conditions actuelles », Saint-Germain-de-Kamouraska, communiqué de presse, 17 décembre 2004.

⁸⁸ « Levée du moratoire sur la production porcine. Les Libéraux menacent la paix dans les campagnes! », communiqué émis de Saint-Hyacinthe le 5 décembre 2005 signé par : « Eau-Secours, Union paysanne, Coalition Citoyenne Santé et Environnement, Nature-Québec/UQCN, Greenpeace, L'Union des consommateurs, Fondation Rivières, le Comité Richelais pour une Meilleure Qualité de Vie, la FAPEL, les AmiEs de la Terre de l'Estrie, les AmiEs de la Terre de Québec, l'Association pour la Sauvegarde du Lac St-François, Projet RESCOUSSE/La Prairie, Front vert Montréal. Les Maires des Municipalités de St-Charles, De Richelieu, D'Irlande, De St-Aurélien de Beauce, De St-Cyprien de Napierville, D'Elgin et De St-Jean sur le Richelieu[.] Les Comités de citoyenNES STOPPP de Pintendre/Lévis, RESPIRES de Ste-Croix de Lotbinière, St-Pierre de La Rivière du Sud, CŒUR de Ste-Gertrude/Bécancour, La Coalition Rurale du Haut St-Laurent, la Communauté Mohawks de Kahnawake, St-Aurélien, St-Pierre de la Rivière Sud, l'Autre Monde Rural de Sorel, St-Marc/Richelieu, St-Bernard de Lacolle, Johanne Leclerc et Thomas-Louis (petite ferme en production porcine, la Malbaie) ».

⁸⁹ Thierry Larivière, « Une première consultation publique civilisée », Longueuil, *TCN*, 14 juillet 2005, p. 4.

⁹⁰ Jean-François Fecteau, « Les nouvelles règles ne font pas l'unanimité à Saint-Prosper », Longueuil, *TCN*, 18 août 2005, p. 15.

⁹¹ Jean-Charles Gagné, « Des porcheries mésestimées », Longueuil, *TCN*, 8 septembre 2005, p. 5; Thierry Larivière, « Des règlements « inacceptables » », Longueuil, *TCN*, 15 septembre 2005, p. 4; Jean-Charles Gagné, « Balayage électoral à Richelieu et Saint-Cyprien », Longueuil, *TCN*, 10 novembre 2005, p. 3; Anonyme, « Des mouvements d'opposition s'organisent », Longueuil, *TCN*, 15 septembre 2005, p. 4; Thierry Larivière, « Contestation sur fond d'élection » et « Une porcherie pour la relève », Longueuil, *TCN*, 22 septembre 2005, p. 5; Jean-Charles Gagné, « Balayage électoral à Richelieu et Saint-Cyprien », *op. cit.*; Thierry Larivière, « Moins de houle à Saint-Cyprien-de-Napierville », Longueuil, *TCN*, 1er décembre 2005, p. 15; Louise Chevrier, « Consultation publique houleuse à Richelieu », Longueuil, *TCN*, 27 octobre 2005, p. 5; Johanne Dion, « Une insatisfaction partagée », Longueuil, *TCN*, 3 novembre 2005, p. 7; Jean-Charles Gagné, « Balayage électoral à Richelieu et Saint-Cyprien », *op. cit.*; Louise Chevrier, « Le traitement solide du lisier pourrait satisfaire les opposants », Longueuil, *TCN*, 16 février 2006, p. 10; Isabelle Bérubé, « De l'intimidation à la résignation », Longueuil, *TCN*, 6 avril 2006, p. 10; Thierry Larivière, « La porcherie de Richelieu obtient son permis », Longueuil, *TCN*, 18 mai 2006; Denise Proulx, « Des citoyens de la Montérégie ne lâchent pas le morceau », Longueuil, *TCN*, 2 novembre 2006, p. 42; Maurice Gagnon, « Un projet de porcherie inquiète les citoyens de Saint-Pierre », Longueuil, *TCN*, 24 novembre 2005, p. 39; Isabelle Bérubé, « Ratés dans les consultations sur les porcheries », Longueuil, *TCN*, 23 février 2006, p. 4; Catherine Bachaalani, « Branle-bas autour de l'implantation d'une porcherie », Longueuil, *TCN*, 4 janvier 2007, p. 18; Camille Beaulieu, « Oui ou non une porcherie à Mont-Brun? », Longueuil, *TCN*, 9 mars 2006, p. 19; Camille Beaulieu, « Des citoyens et des ruraux s'opposent », Longueuil, *TCN*, 25 mai 2006, p. 12; Pierre Saint-Yves, « Autre porcherie contestée », Longueuil, *TCN*, 6 avril 2006, p. 43.

⁹² A Saint-Cyprien début octobre 2005, à Richelieu plusieurs fois, à Montréal plusieurs fois à l'appel de la Coalition citoyenne (14 février, 21 octobre et 10 décembre 2005), à Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud le 19 novembre où presque le tiers des habitants du village manifestent ainsi qu'à Rouyn-Noranda en mars et à [Saint-???-de-]Kamouraska en avril 2006.

⁹³ Thierry Larivière, « Un vent d'opposition se lève », Longueuil, *TCN*, 13 octobre 2005, p. 4.

⁹⁴ Thierry Larivière, « La filière réclame un meilleur encadrement », Longueuil, *TCN*, 17 novembre 2005, p. 5.

⁹⁵ Denise Proulx, « L'Union paysanne veut convaincre le gouvernement », Longueuil, *TCN*, 17 novembre 2005, p. 5.

⁹⁶ Isabelle Bérubé, « Ratés dans les consultations sur les porcheries », *op. cit.*

⁹⁷ Thierry Larivière, « Les municipalités critiques les consultations », Longueuil, *TCN*, 2 mars 2006, p. 16.

⁹⁸ Thierry Larivière, « Les municipalités critiques les consultations », *op. cit.*; Jean-Charles Gagné, « Consultations porcines. Les maires ruraux veulent leur abrogation immédiates », Longueuil, 5 octobre 2006, p. 5.

⁹⁹ Isabelle Bérubé, « Ratés dans les consultations sur les porcheries », *op. cit.*

¹⁰⁰ Union paysanne, « L'industrie porcine récolte ce qu'elle a semé », Saint-Hyacinthe, communiqué de presse, 10 février 2006.

¹⁰¹ Coalition de citoyens et commerçants du Kamouraska, [« Soirée publique d'information concernant la demande pour des amendements au projet de règlement de contrôle intérimaire... »], communiqué de presse, Kamouraska, 31 mars 2006; Maurice Gagnon, « L'arrivée de nouvelles porcheries inquiète les commerçants du Kamouraska », Longueuil, *TCN*, 20 avril 2006, p. 10; Carl Thériault, « Les producteurs prêts à riposter », Longueuil, *TCN*, 1^{er} juin 2006, p. 30.

¹⁰² Cité par Fabien Deglise dans « Monopole de l'UPA : la dissidence ne se taira pas », Montréal, *Le Devoir*, 14 octobre 2003, p. A1.

¹⁰³ Reproduite dans Léandre Bergeron, « Depuis le 22 janvier 2002, je donne mon pain! », *Union paysanne, le journal*, 1(5), février 2004, p. 16.

¹⁰⁴ M. Mailloux explique son cas dans le film *Pas de pays sans paysans* (Eve Lamont, 2006).

¹⁰⁵ Union paysanne, *Pour des paysans libres*, cahier du participant au 2^e Congrès annuel de l'Union paysanne tenu à Victoriaville, 29 novembre au 1^{er} décembre 2002, voir spécialement pp. 35, 163, 165-68, 169-72; Union paysanne, « L'Union paysanne a guéri ses plaies et s'attaque au monopole syndical », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 2 décembre 2002; Union paysanne, « Principales décisions du Conseil national », compte-rendu du 3^e Conseil national tenu le 25 janvier 2003 à Sainte-Croix-de-Lotbinière, 4 pages.

¹⁰⁶ Union paysanne, *Pour des paysans libres*, *op. cit.*, p. 35.

¹⁰⁷ *Ibid.*, proposition 9, p. 42.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. 35.

¹⁰⁹ *Ibid.*, proposition 9, p. 42.

¹¹⁰ *Ibid.*, proposition 11, p. 42.

¹¹¹ Union paysanne, « L'Union paysanne a guéri ses plaies et s'attaque au monopole syndical », *op. cit.*

¹¹² Union paysanne, *Pour des paysans libres*, *op. cit.*, p. 34.

¹¹³ Voir par exemple « Notes pour la discussion de la proposition 28 », dans Union paysanne, *Pour des paysans libres*, *op. cit.*, p. 53-54. Le journal de l'organisation, *L'Union paysanne, le journal*, propose aussi de nombreux articles de vulgarisation du régime agricole.

¹¹⁴ Union paysanne, « L'Union paysanne demande l'accréditation », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 15 avril 2003.

¹¹⁵ Union paysanne, *Pour des paysans libres*, *op. cit.*, proposition 28, p. 52.

¹¹⁶ *Ibid.*

¹¹⁷ Union paysanne, *Congrès spécial de l'Union paysanne pour la liberté d'association en agriculture au Québec*, tenu au Centre paysan, Sainte-Croix-de-Lotbinière, 26 avril 2003, brochure non paginée [p. 9]. Cette idée ressortait des résultats des discussions à l'échelon régional. Voir à ce sujet : Union paysanne [Maxime Laplante], *Compte-rendu de la consultation sur le monopole syndical faite entre janvier et avril 2003*, document interne, avril 2003, 3 pages.

¹¹⁸ Union paysanne, *Congrès spécial de l'Union paysanne...*, *op. cit.*

¹¹⁹ *Ibid.*

¹²⁰ Union paysanne, « L'Union paysanne fera campagne pour que tous les agriculteurs aient le droit de choisir leur association », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 28 avril 2003. Voir aussi Union paysanne, *Campagne pour la liberté d'association en agriculture*, document interne expliquant la campagne et contenant les décisions du congrès spécial, mai 2005, 14 pages; Union paysanne, « Les agriculteurs aussi ont le droit de choisir! », *La Chronique du paysan*, nouvelle série, 2(3), 24 mai 2003, p. 1. Pour une vision négative du congrès spécial consulter Jean-Charles Gagné, « L'Union paysanne « déclare la guerre » à l'accréditation unique », Longueuil, *TCN*, 1^{er} mai 2003, p. 11.

¹²¹ Roméo Bouchard, *Message aux responsables nationaux et régionaux*, document interne, 15 mai 2003, p. 1.

¹²² Voir Union paysanne, *Campagne pour la liberté d'association en agriculture*, *op. cit.*, p. 6.

¹²³ Union paysanne, « L'Union paysanne le numéro promotionnel d'un nouveau journal grand public », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 25 juin 2003; Roméo Bouchard, *Message aux membres du Conseil de coordination et des conseils régionaux de l'Union paysanne*, document interne, 17 juin 2003, 5 pages; Union paysanne, « L'Union paysanne lance le premier numéro d'un journal grand public et la campagne d'accréditation syndicale », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 12 septembre 2003 (Québec) et 24 septembre (Montréal); Union paysanne, « L'Union paysanne lance en Mauricie le premier numéro d'un journal grand public et la campagne d'accréditation syndicale », communiqué de presse, sans mention de lieu, 17 septembre 2003; *La Presse canadienne*, « Union paysanne. Le monopole de l'UPA contesté bruyamment », Montréal, dépêche du 24 septembre 2003, reprise tronquée dans *Le Quotidien* (Chicoutimi), *La Presse* (Montréal) et *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières) le 25 septembre.

¹²⁴ Voir « Les nouvelles du Conseil de coordination », *La Chronique du paysan*, nouvelle série, 2(7), 3 octobre 2003, p. 2.

¹²⁵ Cité par Tommy Chouinard, « L'UPA conservera son monopole », Montréal, *Le Devoir*, 3 octobre 2003, p. A3.

¹²⁶ Cité par Tristan Péloquin, « L'UPA gardera son monopole. L'Union paysanne continue son combat », Montréal, *La Presse*, 4 octobre 2003, p. A6.

¹²⁷ Cité par Yves Charlebois (un journaliste qui s'est fait voler sa caméra lors d'une échauffourée avec l'Union acéricole paysanne) dans « Mario Dumont juge le statu quo inacceptable », Longueuil, *TCN*, 30 septembre 2004, p. 42.

¹²⁸ Fabien Deglise, « Tempête dans un seau de sirop », Montréal, *Le Devoir*, 26 février 2004, p. A1.

¹²⁹ Louis-Gilles Francoeur, « Une guerre du sirop d'érable se prépare », Montréal, *Le Devoir*, 19 décembre 2001, p. A1.

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ *Ibid.*

¹³² Consulter par exemple Brigitte Trahan, « Les acériculteurs de la région enchantés de l'agence unique de vente. L'Union paysanne sonne toutefois l'alarme », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 28 décembre 2001, p. 8.

¹³³ Marie-Eve Maillé, « Tempête dans le sirop », Montréal, *L'Actualité*, 28(6), 15 avril 2003, p. 73.

¹³⁴ Cité dans Brigitte Trahan, « Une seule agence de vente pour le sirop », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 8 janvier 2002, p. 3.

¹³⁵ Jean-Luc Lorry, « Des acériculteurs en colère! », *op. cit.*

¹³⁶ Le système est expliqué dans : Judith Lachapelle, « Sirop à logo », *op. cit.*; Yves Charlebois, « L'Union paysanne s'en prend à l'agence de vente », Longueuil, *TCN*, 23 mai 2002; Réjean Lacombe, « La marmite bout de nouveau dans l'industrie du sirop d'érable », Québec, *Le Soleil*, 28 mai 2002, p. A1; Jean-Luc Lorry, « Des acériculteurs en colère! », *op. cit.*; Richard Biron, « Briser le monopole syndical », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 28 octobre 2002, p. 4; Marie-Eve Maillé, « Tempête dans le sirop », Montréal, *L'Actualité*, 28(6), 15 avril 2003, p. 73.

¹³⁷ Marie-Eve Maillé, « Tempête dans le sirop », *op. cit.*

¹³⁸ Loïc Hamon, « Incendies et vandalisme chez trois administrateurs de la Fédération acéricole », Longueuil, *TCN*, 30 mars 2000, p. 10; Pierre St-Yves, « De lourdes pertes et beaucoup de tracas », Longueuil, *TCN*, 6 avril 2000, p. 1-2; Jacques Légaré, « Il ne faut pas accuser les producteurs », Longueuil, *TCN*, 6 avril 2000, p. 2; Gaétan Nadeau, « Pierre Lemieux reconstruire », Longueuil, *TCN*, 6 avril 2000, p. 3; Yves Charlebois, « Incendie toujours sous enquête », Longueuil, *TCN*, 6 avril 2000, p. 3; Jean-Charles Gagné, « Encore un administrateur », Longueuil, *TCN*, 6 avril 2000, p. 3; Marie-Eve Maillé, « Tempête dans le sirop », *op. cit.*

¹³⁹ Union paysanne, « La résistance à l'agence de vente de l'UPA s'organise avec le comité acéricole de l'Union paysanne », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 25 avril 2002; Yves Charlebois, « L'Union paysanne s'en prend à l'agence de vente », *op. cit.*

¹⁴⁰ Union paysanne, « La résistance à l'agence de vente de l'UPA s'organise... », *op. cit.*

¹⁴¹ Réjean Lacombe, « La marmite bout de nouveau dans l'industrie du sirop d'érable », *op. cit.* Voir aussi Jeannot Beaulieu, « Les producteurs acéricoles du Québec ne croient plus au père Noël », opinion dans *TCN*, 26 février 2004, p. 7.

¹⁴² Roméo Bouchard, *Pour TCN, réponse à la lettre de M. Onil Beaudoin (édition du 20 juin courant) et à l'article de Thierry Larivière (édition du 23 mai courant)*, lettre inédite écrite en juin 2003.

¹⁴³ Réjean Lacombe, « La marmite bout de nouveau dans l'industrie du sirop d'érable », *op. cit.*; « Demande de suspension de l'Agence de vente acéricole par l'Union paysanne », communiqué du Comité acéricole de l'Union paysanne (daté du 8 juillet) publié dans *Le Bulletin des agriculteurs*, 29 juillet 2002.

¹⁴⁴ Jean-Luc Lorry, « Des acériculteurs en colère! », *op. cit.*

¹⁴⁵ Jean-Luc Lorry, « L'Union paysanne conteste le monopole de l'agence », Granby, *La Voix de l'Est*, 13 juin 2002, p. 9.

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ Comité acéricole de l'Union paysanne « Demande de suspension de l'Agence de vente acéricole ... », *op. cit.*

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ Union acéricole paysanne, « À l'approche du temps des sucres. La guerre s'intensifie dans le sirop d'érable », communiqué de presse, Saint-Malachie, 17 février 2003.

¹⁵⁰ *Ibid.*

¹⁵¹ *Ibid.*

¹⁵² Union acéricole paysanne, « L'Union acéricole paysanne supportera les acériculteurs victimes de représailles de l'UPA au Témiscouata et ailleurs », communiqué de presse, Saint-Malachie, 17 février 2003.

¹⁵³ Union acéricole paysanne, « Les producteurs de sirop d'érable sont en révolte contre leur fédération », communiqué de presse, Saint-Malachie, 23 avril 2003.

¹⁵⁴ *Ibid.*

¹⁵⁵ Thierry Larivière, « Acériculteurs frustrés », Longueuil, *TCN*, 1^{er} mai 2003, p. 14.

¹⁵⁶ Voir Union acéricole paysanne, « La régie des marchés donne sa bénédiction à la fédération les yeux fermés », communiqué de presse, Saint-Malachie, 6 mai 2003, repris dans « Sirop d'érable : la Régie des marchés rejette la demande de l'Union paysanne », Montréal, *Le Bulletin des agriculteurs*, 10 mai 2003; Thierry Larivière, « L'Union paysanne est déboutée », Longueuil, *TCN*, 8 mai 2003, p. 10.

¹⁵⁷ Thierry Larivière, « L'Union acéricole en appel », Longueuil, *TCN*, 19 juin 2003, p. 15.

¹⁵⁸ Union acéricole paysanne, « L'Union acéricole paysanne demande à la Régie des Marchés de s'opposer à l'implantation de quotas de production dans le sirop d'érable et de décréter un référendum provincial », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 17 juin 2003.

¹⁵⁹ Thierry Larivière, « A qui doivent aller les quotas? », Longueuil, *TCN*, 19 juin 2003, p. 14.

¹⁶⁰ Union acéricole paysanne, « L'Union acéricole paysanne demande à la Régie... », *op. cit.* Le contingentement pourrait aussi bloquer l'innovation, l'agriculture collective et empêcher les structures coopératives. Voir Thierry Larivière, « A qui doivent aller les quotas? », *op. cit.* et « La propriété du quota » sur la même page. À noter que Pierre Lemieux, président de la FPAQ, siège aussi au CA de la Financière, en compagnie du président Laurent Pellerin et de trois autres représentants de l'UPA.

¹⁶¹ Thierry Larivière, « Contestation légale de l'Union paysanne », Longueuil, *TCN*, 7 août 2003, p. 3.

¹⁶² Union acéricole paysanne, « L'Union acéricole paysanne refuse de céder devant la fédération de l'UPA et la régie des marchés », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 4 juillet 2003.

¹⁶³ Union acéricole paysanne, « L'Union acéricole paysanne demande à la Cour supérieure de se prononcer sur l'exportation du sirop d'érable », communiqué de presse, Saint-Malachie, 15 septembre 2003.

¹⁶⁴ Fabien Deglise, « Monopole de l'UPA : la dissidence ne se taira pas », Montréal, *Le Devoir*, 14 octobre 2003, p. A1.

¹⁶⁵ Thierry Larivière, « Le comité paysan débouté », Longueuil, *TCN*, 23 octobre 2003, p. 17.

¹⁶⁶ Voir *L'Union paysanne, le journal*, 1(4), décembre 2003-janvier 2004.

¹⁶⁷ Union acéricole paysanne, « Les quotas dans le sirop d'érable. L'Union acéricole paysanne en tournée », communiqué de presse, Saint-Malachie, 15 octobre 2003; Thierry Larivière, « Il y aura des quotas dans le sirop d'érable », Longueuil, *TCN*, 9 octobre 2003, p. 12.

¹⁶⁸ *La Presse Canadienne*, « Des petits producteurs de sirop d'érable protestent dans les rues de Québec », Québec, dépêche du 8 décembre 2003. Voir aussi Réjean Lacombe, « Colère des acériculteurs », Québec, *Le Soleil*, 9 décembre 2003, p. C3. Marc-Alain Soucy, « L'Union paysanne manifeste, la Fédération proteste », Longueuil, *TCN*, 18 décembre 2003, p. 34.

¹⁶⁹ Réjean Lacombe, « Acériculture. Ça ne va pas aussi mal que l'UAP le prétend », Québec, *Le Soleil*, 26 décembre 2003, p. C4.

¹⁷⁰ Thierry Larivière, « Les acériculteurs se votent une paye », Longueuil, *TCN*, 6 novembre 2003, p. 12-13.

¹⁷¹ Union acéricole paysanne, « L'Union acéricole paysanne demande un moratoire de deux ans sur l'agence de vente et les quota dans le sirop d'érable », communiqué de presse, Saint-Malachie, 3 février 2004; repris dans *Le Bulletin des agriculteurs*, 15 février 2004.

¹⁷² Alain Lavoie, « Les représentants de la Fédération expulsés d'une assemblée en Gaspésie », Longueuil, *TCN*, 19 février 2004, p. 19.

¹⁷³ *Ibid.*

¹⁷⁴ Selon la FPAQ elle-même. Voir Réjean Lacombe, « Ça brasse dans le sirop », Québec, *Le Soleil*, 24 février 2004, p. C1.

¹⁷⁵ *Ibid.*

¹⁷⁶ Jacques Légaré, « Ça joue des bras dans le sirop! », Longueuil, *TCN*, 26 février 2004, p. 1-2. Voir aussi : Anonyme, « Sirop : le rencontre en Beauce est également annulée », Longueuil, www.laterre.ca, 19 février 2004; André Poulin, « Ça bouillonne dans le sirop d'érable », Lac-Etchemin, *La Voix du Sud Bellechasse-Etchemin*, 21 février 2004.

¹⁷⁷ Union acéricole paysanne, « Une assemblée de 800 acériculteurs à St-Georges-de-Beauce expulse les dirigeants de la Fédération des acériculteurs de l'UPA », communiqué de presse, Saint-Malachie, 19 février 2004.

¹⁷⁸ André Poulin, « Ça bouillonne dans le sirop d'érable », *op. cit.*

¹⁷⁹ Yves CHARlebois, « Échange musclé dans la région de Saint-Hyacinthe », Longueuil, *TCN*, 26 février 2004, p. 2.

¹⁸⁰ Ian Bussièrès, « Tension dans l'industrie du sirop d'érable », Québec, *Le Soleil*, 25 février 2004, p. C8.

¹⁸¹ *Ibid.*

¹⁸² Marc-Alain Soucy, « Le début de la fin... de la guerre du sirop! », Longueuil, *TCN*, 4 mars 2004, p. 10.

¹⁸³ P.-Y. B., « Soirée calme à Saint-Nérée », Longueuil, *TCN*, 4 mars 2004, p. 10.

¹⁸⁴ Yves Charlesbois, « Sirop : arbitrage de la convention 2004 », Longueuil, *TCN*, 4 mars 2004, p. 11. La Régie fixera les prix de 2004 sensiblement au même niveau que ceux de 2003. Voir Thierry Larivière, « Le sirop pratiquement au même prix », Longueuil, *TCN*, 15 avril 2004, p. 40.

¹⁸⁵ Marc-Alain Soucy, « L'assemblée de la Beauce... prise 2 », Longueuil, *TCN*, 18 mars 2004, p. 10.

¹⁸⁶ Marc-Alain Soucy, « On s'en prend à un journaliste », Longueuil, *TCN*, 18 mars 2004, p. 10.

¹⁸⁷ Loïc Hamon, « Un geste inacceptable », Longueuil, *TCN*, 18 mars 2004, p. 7. Il écrit ce billet à titre de rédacteur en chef de l'hebdomadaire.

¹⁸⁸ Union acéricole paysanne, « La ministre de l'Agriculture recule devant l'UPA », communiqué de presse, Saint-Malachie, 23 mars 2004. Repris dans *Le Bulletin des agriculteurs*, 23 mars 2004. Voir aussi Marc-André Soucy, « L'Union acéricole blâme la ministre », Longueuil, *TCN*, 25 mars 2004, p. 13; Associated Press, « Un comité consultatif créé dans le sirop d'érable », Bellechasse, *La Voix du Sud Bellechasse-Etchemin*, 27 mars 2004; Marc-Alain Soucy, « Un mandat pour réduire les irritants », Longueuil, *TCN*, 1^{er} avril 2004, p. 4.

¹⁸⁹ Marc-Alain Soucy, « La qualité du sirop d'érable est excellente », Longueuil, *TCN*, 8 avril 2004, p. 14.

¹⁹⁰ Thierry Larivière, « Léo Doyon est débouté », Longueuil, *TCN*, 6 mai 2003, p. 33.

¹⁹¹ Pierres-Yvon Bégin, « Manifestation de producteurs mécontents », Longueuil, *TCN*, 10 juin 2004, p. 10.

¹⁹² Thierry Larivière, « Le rapport Bolduc brasse la cabane », Longueuil, *TCN*, 1^{er} juillet 2004, p. 5.

¹⁹³ Union acéricole paysanne, « Le Rapport Bolduc ouvre des portes mais ne règle rien dans l'immédiat », communiqué de presse, Saint-Malachie, 5 juillet 2004, repris dans *Le Bulletin des agriculteurs*, 14 juillet 2004. Voir aussi Union acéricole paysanne, « Analyse du Rapport Bolduc », document interne, vers la fin juin-début juillet 2004, 4 pages.

¹⁹⁴ Cité dans Thierry Larivière, « Le rapport Bolduc brasse la cabane », *op. cit.*

¹⁹⁵ Yves Charlebois et Thierry Larivière, « Accueil mitigé du rapport Bolduc », Longueuil, *TCN*, 2 septembre 2004, p. 7.

¹⁹⁶ Thierry Larivière, « Guerre aux récalcitrants », Longueuil, *TCN*, 29 avril 2004, p. 15.

¹⁹⁷ Thierry Larivière, « La Régie des marchés échaudée », Longueuil, *TCN*, 26 août 2004, p. 4. Voir aussi Martin Croteau, « Manif des producteurs acéricoles en colère », dans *Le Soleil* (Québec) et *La Tribune* (Sherbrooke), 21 août 2004.

¹⁹⁸ Cette scène a été captée par la caméra de Eve Lamont et se retrouve dans son film documentaire *Pas de pays sans paysans* (2005, co-production ONF-Films du Rapide Blanc, 90 min.) à partir de la 46^e minute (5^e chap.).

¹⁹⁹ Union acéricole paysanne, « Des centaines d'acériculteurs mécontents manifesteront à Québec le 20 août prochain », communiqué de presse, sans mention de lieu ni de date; *La Presse Canadienne*, « Québec veut dénouer l'impasse dans l'industrie du sirop d'érable », Montréal, dépêche du 2 septembre 2004.

²⁰⁰ Selon ce que rapporte Yves Charlebois, « Début d'audience qui tourne au vinaigre », Longueuil, *TCN*, 26 août 2004, p. 4, qui cite notamment Roméo Bouchard là-dessus.

²⁰¹ Loïc Hamon, « Défendre le droit d'informer », Longueuil, *TCN*, 26 août 2004, p. 7. Fédération professionnelle des journalistes du Québec, « La FPJQ dénonce les menaces de l'Union paysanne contre deux journalistes », Montréal, *CanadaNewsWire*, communiqué du 25 août 2004; Tristan Péloquin, « La FPJQ rabroue l'Union paysanne », Montréal, *La Presse*, 27 août 2007, p. A7; Yves Charlebois, « La Fédération des journalistes dénonce les agissements de l'Union paysanne », Longueuil, *TCN*, 2 septembre 2004, p. 7.

²⁰² Roméo Bouchard, « Journaliste bousculé : l'Union paysanne réagit », Chicoutimi, *Le Quotidien*, 1^{er} septembre 2004. Voir aussi Union acéricole paysanne, « *TCN* est la 'Pravda' de l'UPA », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 27 août 2004, repris sous le titre « Selon l'Union paysanne, *TCN* est la Pravda de l'UPA », *Le Bulletin des agriculteurs*, 5 septembre 2004; Loïc Hamon, « Union paysanne : la dérive démocratique... », *Le Quotidien*, 8 septembre 2004, p. 8.

²⁰³ Anonyme, « Acériculture. Condamnations pour outrage au tribunal réclamées », Québec, *Le Soleil*, 15 septembre 2004, p. C1.

²⁰⁴ Union acéricole paysanne, *Acériculteurs, acéricultrices, l'heure est grave! Il faut du monde et de l'argent!*, lettre envoyée aux membres de l'Union acéricole et de l'Union paysanne en août 2004.

²⁰⁵ Union acéricole paysanne, *Acériculteurs, acéricultrices, ..., op. cit.*

²⁰⁶ Union acéricole paysanne, « Une nouvelle Coalition d'acériculteurs se porte à la défense du sirop d'érable d'origine », communiqué de presse, sans mention de lieu, 3 septembre 2004, repris dans *Le Bulletin des agriculteurs* du 5 septembre 2004.

²⁰⁷ Thierry Larivière, « Les opposants accentuent la pression », Longueuil, *TCN*, 9 septembre 2004, p. 4; Lia Lévesque et *La Presse Canadienne*, « La tension monte chez les producteurs et transformateurs de sirop d'érable », Montréal, dépêche du 3 septembre 2004, publiée le lendemain dans *Le Quotidien*, *Le Nouvelliste*, *Le Droit*, *La Voix de l'Est* et *Le Devoir*.

²⁰⁸ *La Presse Canadienne*, « Québec veut dénouer l'impasse dans l'industrie du sirop d'érable », *op. cit.*; Thierry Larivière, « La ministre veut rencontrer la Fédération », Longueuil, *TCN*, 9 septembre 2004, p. 4; Pierre-André Normandin, « Québec intervient dans l'industrie acéricole », Montréal, *La Presse*, 3 septembre 2004, p. A8.

²⁰⁹ Russel O'Farrell, [*Lettre au Premier ministre*], Saint-Malachie, 17 septembre 2004. Copie de cette lettre a été envoyée à la ministre de l'agriculture, à plusieurs sous-ministres et députés ainsi qu'aux médias d'information. Publiée en partie dans *La Tribune* (Sherbrooke), 28 septembre 2004, p.

A6. Voir aussi Thierry Larivière, « L'Union acéricole s'en prend à la ministre », Longueuil, *TCN*, 23 septembre 2004, p. 4.

²¹⁰ Thierry Larivière, « Compromis dans le sirop », Longueuil, *TCN*, 30 septembre 2004, p. 4.

²¹¹ Pierre-Yvon Bégin, « Françoise Gauthier veut une solution pour les 8000 producteurs », Longueuil, *TCN*, 30 septembre 2004, p. 4.

²¹² Union acéricole paysanne, « La ministre Françoise Gauthier ne fera rien pour le sirop d'érable », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 5 octobre 2004, repris dans *Le Bulletin des agriculteurs*, 11 octobre 2004. Voir aussi : *Le Soleil*, « L'Union paysanne accuse la ministre Gauthier d'avoir cédé devant l'UPA », Ottawa, *Le Droit*, 6 octobre 2004, p. 36.

²¹³ Thierry Larivière, « Une « clause Gaspésie » pour le sirop d'érable? », Longueuil, *TCN*, 7 octobre 2004, p. 12.

²¹⁴ Pierre Lemieux, « Les acériculteurs font le point sur leur situation », Longueuil, *TCN*, 7 octobre 2004, p. 38; Yves Charlebois, « Des producteurs tentent de s'organiser », Longueuil, *TCN*, 7 octobre 2004, p. 18; Thierry Larivière, « Les Beaucerons veulent geler les quotas », Longueuil, *TCN*, 21 octobre 2004, p. 13; Thierry Larivière, « Les acériculteurs lésés obtiennent du quota », Longueuil, *TCN*, 11 novembre 2004, p. 8.

²¹⁵ Union acéricole paysanne, « L'Union acéricole paysanne invite ses membres à une réunion pour leur faire part du cadre global de règlement qu'elle vient de signer avec la Fédération de l'UPA », communiqué interne, sans mention de lieu ni de date. Voir aussi : Thierry Larivière, « L'Union acéricole paysanne s'entend avec la Fédération », Longueuil, *TCN*, 25 novembre 2004, p. 13; Associated Press, « La paix revient dans le sirop d'érable », Lac-Etchemin, *La Voix du Sud Bellechasse-Etchemin*, 4 décembre 2004.

²¹⁶ Union acéricole paysanne et FPAQ, « déclaration commune », fin novembre 2004.

²¹⁷ Union acéricole paysanne, « L'Union acéricole règle son contentieux mais ne lance pas la serviette », communiqué de presse, sans mention de lieu, 9 décembre 2004. Voir aussi allocution de M. Russel O'Farrel au 4^e Congrès annuel de l'Union paysanne, 29 novembre 2004, Saint-Jean-sur-Richelieu.

²¹⁸ Christian Lévesque, « La goutte de trop. Le sirop québécois coule dans plus de trente pays », Montréal, *Le Devoir*, 16 mars 2005, p. D3.

²¹⁹ Union acéricole paysanne, « L'Union acéricole quitte l'Union paysanne et lance un appel à tous les acériculteurs insatisfaits de l'agence de vente actuelle », communiqué de presse, Saint-Malachie, 28 mai 2005; Anonyme, « Importante défection à l'Union paysanne », Montréal, *Le Devoir*, 24 mai 2005, p. A1; Fabien Deglise, « L'Union paysanne est en crise », Montréal, *Le Devoir*, 28 mai 2005, p. B2; *La Presse Canadienne*, « Les producteurs de sirop d'érable ont décidé de quitter l'Union paysanne », dépêche du 29 mai 2005.

²²⁰ Union acéricole paysanne, « L'Union acéricole quitte l'Union paysanne et lance un appel à tous... », *op. cit.*

²²¹ *La Presse Canadienne*, « Les producteurs de sirop d'érable ont décidé de quitter l'Union paysanne », Montréal, dépêche du 29 mai 2005. Reprise le 30 mai dans *Le Nouvelliste*, *Le Droit*, *La Voix de l'Est*, *La Tribune*. Voir aussi Fabien Deglise, « Les producteurs de sirop d'érable quittent l'UP », Montréal, *Le Devoir*, 30 mai 2005, p. A4 et S.L., « L'Union acéricole paysanne fait cavalière seule », Lac-Etchemin, *La Voix du Sud Bellechasse-Etchemin*, 11 juin 2005.

²²² Union paysanne, « La Fédération des producteurs acéricoles se lance... dans l'agriculture soviétique? », communiqué de presse, Saint-Hyacinthe, sans date; Anonyme, « L'Union paysanne aux acériculteurs : ne respectez pas les quotas », Québec, *Le Soleil*, 16 avril 2006, p. A6.

²²³ « Agriculture, alimentation et territoire au Québec : vers un débat large et transparent », Drummondville, communiqué de presse émis par Equiterre, Union paysanne, Option consommateurs, Union des consommateurs, Solidarité rurale du Québec, Fédération québécoise des municipalités, Union québécoise pour la conservation de la nature, 4 mai 2005. Voir aussi Jean-Pierre Boisvert, « L'agriculture fera l'objet d'un débat de grande ampleur », *La Tribune*, 5 mai 2005, p. A5.

²²⁴ Consulter à ce propos Union paysanne, *Le droit de produire et de manger autrement!*, cahier du participant au 3^e Congrès annuel, Sainte-Croix-de-Lotbinière, 29-30 novembre 2003, ainsi que « Proposition au Gouvernement du Québec pour la convocation d'États généraux de l'agriculture au Québec », document inclus dans le cahier. Voir aussi *La Presse Canadienne*, « L'Union paysanne réclame des États [sic] généraux sur l'agriculture », Sainte-Croix-de-Lotbinière, dépêche du 30 novembre 2003, reprise le lendemain dans *Le Quotidien* (Chicoutimi) et *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières); Pierre-André Normandin, « L'Union paysanne réclame des États [sic] généraux », Québec, *Le Soleil*, 1^{er} décembre 2003, p. A11; Jean-Charles Gagné, « L'Union paysanne voit grand... trop grand? », Longueuil, *TCN*, 4 décembre 2003, p. 12.

²²⁵ Voir Union paysanne, « Le plan d'action : vers des États généraux de l'agriculture », *La Chronique du paysan*, nouvelle série, 3(8), 2 décembre 2004, p. 2.

²²⁶ Union paysanne, « L'UPA ne peut pas repenser l'agriculture québécoise toute seule », Saint-Germain-de-Kamouraska, communiqué de presse, 26 avril 2004, repris intégralement dans *Le Bulletin des agriculteurs* (Montréal) et en partie dans *La Voix du Sud Bellechasse-Etchemin* (Lac-Etchemin), 1^{er} mai 2004.

²²⁷ Union paysanne, « L'agriculture paysanne fait son entrée sur la scène politique », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 14 janvier 2003; Union paysanne, *L'Union paysanne et les prochaines élections*, document interne, sans mention de lieu ni de date [vers le 14 mars 2003], 3 p.; Union paysanne, « L'Union paysanne invite les partis politiques qui aspirent à gouverner le Québec à se préoccuper des problèmes du monde agricole », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 25 mars 2003; Union paysanne, « Landry et l'agriculture : « Mange et tais-toi »! », communiqué de presse, Saint-Germain-de-Kamouraska, 28 mars 2003; Union paysanne, *Extraits du programme du Parti libéral pour le secteur bioalimentaire qui rejoignent les revendications de l'Union paysanne et pourront difficilement être mis en pratique si le monopole syndical de l'UPA est maintenu*, document interne, sans mention de lieu, 15 mai 2003, 2 p.

²²⁸ Union paysanne, *Extraits du programme du Parti libéral pour le secteur bioalimentaire qui rejoignent les revendications de l'Union paysanne...*, op. cit.

²²⁹ Judith Lachapelle, « L'agriculture passée au peigne fin », Montréal, *La Presse*, 4 janvier 2004.

²³⁰ Union paysanne Lanaudière, *Les véritables enjeux de la sécurité alimentaire en lien avec le modèle dominant*, mémoire déposé à la Commission de l'Agriculture, des pêcheries et de l'alimentation du Québec, 22 janvier 2004, p. 8.

²³¹ *Ibid.*

²³² Union paysanne, « L'Union paysanne pointe du doigt les pratiques agricoles dangereuses et non-sécuritaires », Québec, communiqué de presse, 4 février 2004, repris dans *Le Bulletin des agriculteurs* (Montréal), 15 février 2004. Voir aussi Union paysanne, *Pour une véritable sécurité alimentaire*, mémoire soumis à la Commission parlementaire de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, février 2004, 23 p.; Pierre-Yvon Bégin, « La sécurité alimentaire : un choix de société », Longueuil, *TCN*, 12 février 2004, p. 8.

²³³ Union paysanne, « L'Union paysanne pointe du doigt les pratiques agricoles dangereuses et non-sécuritaires », *op. cit.*

²³⁴ Pierre-André Normandin, « L'Union paysanne lance ses propres états généraux », *op. cit.*

²³⁵ Pierre-André Normandin, « L'Union paysanne lance ses propres états généraux », Québec, *Le Soleil*, 27 février 2005, p. A5. Voir aussi « États généraux de l'agriculture », *La Chronique du paysan*, nouvelle série, 3(2), 14 février 2004, p. 4.

²³⁶ Union paysanne, *Procès-verbal de la réunion du Conseil national du 26 février 2005 et Procès-verbal de la réunion du Conseil national du 30 avril 2005*, tous deux tenus à Sainte-Croix-de-Lotbinière.

²³⁷ Jean-Charles Gagné, « Une forte dose de méfiance persiste », Longueuil, *TCN*, 12 mai 2005, p. 13.

²³⁸ Union paysanne, « Compte-rendu des conseils de coordination du 26 mars et du 18 avril 2004 tenus à Montréal », *La Chronique du paysan*, nouvelle série, 3(4), p. 2; Pierre-André Normandin, « L'Union paysanne lance ses propres états généraux », *op. cit.*; Daniel Côté, « États généraux sur l'agriculture. L'Union paysanne se prépare », Chicoutimi, *Le Quotidien*, 28 février 2005, p. 4.

²³⁹ Registraire des entreprises du Québec, « États généraux de l'agriculture du Québec », Lettres patentes en vertu de la Loi sur les compagnies, partie III, art. 218, 18 février 2005, matricule 1162790662.

²⁴⁰ Anonyme, « Des États [sic] généraux de l'agriculture en préparation au Québec », Lac-Etchemin, *La Voix du Sud Bellechasse-Etchemin*, 19 mars 2005.

²⁴¹ Thierry Larivière, « Des solutions mises de l'avant », *TCN*, 22 avril 2004, p. 1-2.

²⁴² Jean-Charles Gagné, « Une bonne idée si Québec est de la partie », Longueuil, *TCN*, 17 mars 2005, p. 13.

²⁴³ Loïc Hamon, « Un changement de ton ne s'impose-t-il pas? », Longueuil, *TCN*, 7 avril 2005, p. 7.

²⁴⁴ Jean-Charles Gagné, « Une forte dose de méfiance persiste », Longueuil, *TCN*, 12 mai 2005, p. 13.

²⁴⁵ Union paysanne, *Procès-verbal de la réunion du Conseil national du 30 avril 2005*, op. cit.; *Procès-verbal de la réunion du Conseil national du 26 juin 2005*, tenu à Saint-Hyacinthe; *Procès-verbal de la réunion du Conseil de coordination du 15 octobre 2005*, tenue à Chatham.

²⁴⁶ Fabien Deglise, « L'UPA réclame des états généraux de l'agriculture », Montréal, *Le Devoir*, 7 février 2006, p. A4.

²⁴⁷ Cité dans Marc-Alain Soucy, « L'épicerie est payée pour l'année », Longueuil, *TCN*, 9 février 2006, p. 5.

²⁴⁸ Union paysanne, « États généraux de l'agriculture : l'idée de l'Union paysanne fait de nouveaux adeptes », Saint-Hyacinthe, communiqué de presse, 7 février 2006, repris dans *Le Bulletin des agriculteurs* (Montréal), 12 février 2006.

²⁴⁹ Anonyme, « États généraux de l'agriculture. L'UPA appuie le projet », site Internet de Radio-Canada, région Est du Québec, 8 février 2006, 17h43, en ligne : <http://radio-canada.ca/regions/est-quebec/2006/02/08/009-upa-etats-generaux.asp>.

²⁵⁰ Collectif pour la sauvegarde de la ferme familiale à dimension humaine, « Un an déjà », Longueuil, *TCN*, 27 avril 2006, p. 7. Voir aussi « Cinq agriculteurs inconnus... », Montréal, *Cyberpresse*, 22 novembre 2006, publié le lendemain sous le titre « Pour une parole libre devant la commission Pronovost », Longueuil, *TCN*, 23 novembre 2006, p. 7; Marc Larouche, « Fermes familiales. Appel aux agriculteurs », Québec, *Le Soleil*, 28 décembre 2006, p. 18.

²⁵¹ Union paysanne, *Vers des États Généraux de l'agriculture, de l'alimentation et du territoire. (deuxième phase)*, document interne, sans mention de lieu, vers le 24 avril 2006, 3 p.; « États généraux de l'agriculture, de l'alimentation et du territoire », *La Chronique du paysan*, mars 2006, p. 4; *Occupation du territoire (relève agricole, bio, maïs, éthanol)*, document interne, sans mention de lieu, vers le 13 juillet 2006, 7 p.

²⁵² Union paysanne, « Un premier débat public sur les plans-conjoints », Sainte-Croix-de-Lotbinière, communiqué de presse, 2 mai 2007.

²⁵³ Consulter le site Internet de l'organisation à www.unionpaysanne.com.

²⁵⁴ Union paysanne, « Une commission nationale sur l'agriculture, l'aboutissement de la demande d'États [sic] généraux de l'Union paysanne », Sainte-Croix-de-Lotbinière, communiqué de presse, 29 juin 2006.

²⁵⁵ Union paysanne, *Oser essayer... La liberté d'association*, mémoire, 26 mars 2007, 7 p. ; Union paysanne Montréal et Chaire ERE, *De la sécurité à la souveraineté alimentaire*, mémoire, 16 avril 2007, 23 p.; Union paysanne, *Mémoire de l'Union paysanne présenté devant la commission sur l'agriculture par Maxime Laplante, agr.*, sans mention de date, 28 p.

²⁵⁶ Collectif pour la sauvegarde des fermes familiales à dimension humaine, « Cinq agriculteurs inconnus... », Montréal, *Cyberpresse*, 22 novembre 2006, publié le lendemain sous le titre « Pour une parole libre devant la commission Pronovost », Longueuil, *TCN*, 23 novembre 2006, p. 7. Voir aussi Marc Larouche, « Fermes familiales. Appel aux agriculteurs », Québec, *Le Soleil*, 28 décembre 2006, p. 18.

²⁵⁷ Société Radio-Canada Télévision, émission *Le Téléjournal/Le Point*, 12 février 2008; Stéphanie Bérubé, « Le monopole de l'UPA menacé? La Commission sur l'agriculture propose une réorientation complète des façons de faire », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 13 février 2008, p. 8 et *La Presse* (Montréal), 13 février 2008, p. A2; Annie Morin, « Commission sur l'avenir de l'agriculture. L'UPA, la patate chaude du rapport », Québec, *Le Soleil*, 13 février 2008, p. 2; Guillaume Bourgault-Côté, « L'audace des recommandations en surprend plusieurs », Montréal, *Le Devoir*, 13 février 2008, p. A3; *Le Quotidien*, « L'UPA peut dire que cette fois, elle a eu chaud ! », Chicoutimi, *Le Quotidien*, éditorial, 14 février 2008, p. 10; Martin Lafrenière, « Des avis partagés dans la région », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 14 février 2008, p. 31; Pierre Allard, « Changer ou périr ? », Ottawa, *Le Droit*, éditorial, 14 février 2008, p. 28; Benoit Lapierre, Agriculture: reste à lancer la réforme, Granby, *La Voix de l'Est*, 14 février 2008, p. 14.

²⁵⁸ Consulter Union paysanne, *Procès-verbal de la réunion du Conseil national du 29 avril 2006*, tenu à Saint-Hyacinthe.

²⁵⁹ Union paysanne, « Dans son rapport, la Commission sur l'avenir de l'agriculture recommande au gouvernement du Québec de permettre aux agriculteurs de choisir l'association qui les représente », Sainte-Croix-de-Lotbinière, communiqué de presse, 12 février 2008.

²⁶⁰ Union paysanne, « Une autre commission bafouée par le Parti Libéral du Québec? », Ile d'Orléans, communiqué de presse, 14 février 2008.

²⁶¹ Union paysanne, « Le Rapport Pronovost donne raison à l'Union paysanne », sans mention de lieu, communiqué de presse, 25 février 2008. Voir aussi *La Chronique du paysan*, éditions de mars 2008 et avril 2008.

²⁶² Annie Morin, « Québec se range derrière l'UPA. Le ministère de l'Agriculture n'a pas l'intention de laisser les agriculteurs choisir leur syndicat, article publié dans tout l'empire Gesca le 14 février 2008 : *Le Nouvelliste* (Trois-Rivières), *La Presse* (Montréal), *La Voix de l'Est* (Granby), *Le Soleil* (Québec); Fabien Deglise, « Le poids des influences », Montréal, *Le Devoir*, 16 février 2008, p. D5; Roméo Bouchard, « Les partis politiques et le rapport Pronovost. Un affront à la population », Montréal, *Le Devoir*, 16 février 2008, p. B5.

²⁶³ Par exemple, Violaine Bally, « Une trousse pour pister les OGM », Montréal, *La Presse*, 3 août 2006, p. A10; Fabien Deglise, « OGM : la pression monte à l'Union paysanne », Montréal, *Le Devoir*, 2 décembre 2004, p. A1.

²⁶⁴ Fabien Deglise, « Premier « Attentat vert » au Québec? », Montréal, *Le Devoir*, 8 septembre 2005, p. A4. Voir aussi *La Presse Canadienne*, « Les faucheurs anti-OGM auraient fait leur apparition au Québec », Montréal, dépêche du 7 septembre 2005.

²⁶⁴ Sources : Union paysanne, « Un départ fulgurant pour l'Union paysanne », Saint-Germain-de-Kamouraska, *La chronique du paysan*, 1(1), 9 août 2001; Anonyme, « L'Union paysanne en pleine mer », feuillet distribué le 1^{er} décembre 2001 à la fin du congrès de fondation; « L'Union paysanne fête ses cinq ans », Longueuil, *La Terre de chez nous*, 16 novembre 2006, p. 12; « L'Union paysanne perd son président », Montréal, *Le Devoir*, 20 novembre 2007, p. A3; Jean-Charles Gagné, « Congrès de l'Union paysanne. Les agriculteurs étaient majoritaires », Longueuil, *La Terre de chez nous*, 6 décembre 2007, p. 16. S. St-Pierre, « Il est temps d'arrêter de pleurer », Longueuil, *La Terre de chez nous*, 13 mars 2008, p. 7; Annie Morin, « L'Union paysanne aura de la concurrence », Québec, *Le Soleil*, 18 mars 2008, p. 10; Jean-Charles Gagné, « Scission à l'Union paysanne », Longueuil, *La Terre de chez nous*, 27 mars 2008, p. 3. Jean-Charles Gagné, « L'Union paysanne sera à 100% agricole », Longueuil, *La Terre de chez nous*, 12 juin 2008, p. 20. Jean-Luc Lorry, « L'UPA dans la mire de Daniel Pinard », Granby, *La Voix de l'Est*, 21 juin 2002, p. 4.

NOTES DU CHAPITRE 6

¹ Cité dans Marc Larouche, « L'Union paysanne s'organise dans le Bas-Saint-Laurent », Québec, *Le Soleil*, 22 janvier 2002, p. A13.

² Union paysanne, *On est prêts!*, cahier du 3^e Congrès annuel, Sainte-Croix-de-Lotbinière, 29-30 novembre 2003, p. 48, cahier annoté par Marco Silvestro pour indiquer les modifications aux propositions ainsi que leur adoption, rejet ou report.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p. 50.

⁵ *Ibid.*, p. 59.

⁶ Union paysanne, « L'Union paysanne est prête à passer à l'action », compte-rendu du 1^{er} Conseil national tenu à Pintendre, 23 février 2002, p. 1-2.

⁷ Union paysanne, *Constitution de l'Union paysanne*, art. 8, 2001.

⁸ Mylène Moisan, « L'Union paysanne débarque à Québec », Québec, *Le Soleil*, 14 janvier 2002, p. A3; Marc Larouche, « L'Union paysanne s'organise dans le Bas-Saint-Laurent », *op. cit.*; Gilles Besmargian, « L'Union paysanne a son conseil régional », Sherbrooke, *La Tribune*, 4 février 2002, p. B2; Judith Lachapelle, « Les banques alimentaires au cœur des préoccupations des Montréalais », Montréal, *La Presse*, 17 février 2002, p. A4.

⁹ Union paysanne, « Trop vite? », *Chronique du paysan*, nouvelle série, 1(2), 1^{er} mai 2002, p. 4.

¹⁰ Union paysanne, « Rapport-synthèse des conseils régionaux », *Chronique du paysan*, nouvelle série, 1(5), 12 juillet 2002, p. 2.

¹¹ *Ibid.*

¹² Benoît Girouard, « Rapport d'activité de l'Union paysanne », dans Union paysanne, *On est prêts!*, *op. cit.*, p. 6-9.

¹³ Union paysanne, Comité de soutien au réseau, [sans titre], rapport d'un sondage mené en avril 2003 auprès des instances régionales, présenté au Conseil national du 20 septembre 2003, 8 pages.

¹⁴ Voir Union paysanne, *Compte-rendu du Congrès annuel 2006*, Montréal, 3-4 novembre 2006, p. 2.

¹⁵ Union paysanne, *Compte-rendu du Conseil national du 29 avril 2006 à St-Hyacinthe*, Saint-Hyacinthe, 29 avril 2006, p. 3.

¹⁶ Union paysanne Montréal, « Consultation des membres et nouvelles », courriel mensuel envoyé aux membres de la région de Montréal, 12 novembre 2008. Union paysanne, *La Chronique du paysan*, novembre 2008. Voir aussi Jean-Charles Gagné, « L'Union paysanne sera à 100% agricole », Longueuil, *TCN*, 12 juin 2008, p. 20.

¹⁷ Russell O'Farrell, *Rapport annuel de l'Union acéricole paysanne*, allocution au 4^e Congrès annuel de l'Union paysanne, Saint-Jean-sur-Richelieu, 27 novembre 2004.

¹⁸ Agroexpert Inc., *Programme de certification paysanne et bio-paysanne*, Sherbrooke, 19 septembre 2003, 12 p.

¹⁹ Union biologique paysanne, « Rapport de l'Union biologique paysanne 2003 », dans Union paysanne, *On est prêts!*, *op. cit.*, p. 36.

²⁰ Union biologique paysanne, « Rapport de l'Union biologique paysanne-2004 », dans Union paysanne, *Nous, paysans du monde*, cahier du 4^e congrès annuel, Saint-Jean-sur-Richelieu, 27-28 novembre 2004, p. 55.

²¹ Union biologique paysanne, *Pétition concernant l'étude de l'imposition d'une cotisation obligatoire aux producteurs biologiques par la fédération d'agriculture bio du québec affiliée à l'UPA*, datée du 10 mai 2004. La pétition mentionne notamment que « plus de 60% des agriculteurs biologiques du Québec ne font partie d'aucun des deux syndicats biologiques en place » et elle se réfère à la « Charte des Nations Unies » pour défendre le droit d'association. Voir aussi Union biologique paysanne, *Le Bio Courrier*, bulletin de liaison de l'Union biologique paysanne, octobre 2004, p. 1-2.

²² Union biologique paysanne, « L'Union biologique paysanne...un pas à la fois! », rapport annuel, dans Union paysanne, *L'Union paysanne après 5 ans : un tremplin vers le futur*, cahier du 6^e congrès annuel, Montréal, 3-4 novembre 2006, p. 15.

²³ Voir Corporation des Fêtes paysannes et Tohu la cité des arts du cirque, *La fête bio paysanne, première édition 4-5 septembre 2004*, magazine de la fête, La Pocatière, 2004, 24 pages.

²⁴ Dans Union paysanne, *On est prêts!*, op. cit., p. 82-83.

²⁵ Léandre Bergeron, « Depuis le 22 janvier 2002, je donne mon pain! », *Union paysanne, le journal*, 1(4), décembre 2003 – janvier 2004, p. 20.

²⁶ Anonyme, « La ferme et la fromagerie Lehmann », *Union paysanne, le Journal*, 1(1), septembre 2003, p. 7.

²⁷ Cité dans Roméo Bouchard, « Îlot de vie et recette de bonheur », *Union paysanne, le journal*, 2(1), septembre 2004, p. 6.

²⁸ Extrait de Brigitte Trahan, « La famille derrière la fête des moissons », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 21 août 2004, p. 41.

²⁹ Extrait de Pierre Asselin, « Deux fermes, deux réalités », Québec, *Le Soleil*, 29 novembre 2003, p. A6.

³⁰ Jean Aelbrecht, « Du folklore profond sans chemise à carreaux », Montréal, *Le Devoir*, 12 décembre 2001, p. A8.

³¹ Claude Beauregard, « J'ai déchiré ma carte de l'UPA », Montréal, *Le Devoir*, 7 janvier 2002, p. A6.

³² Citée dans Simon Diotte, « Dur, dur d'être néo-agriculteur », Montréal, *La Presse*, 9 juin 2003, p. B3.

³³ Entretiens 012, 016.

³⁴ Voir Anonyme, « Le secret de l'herbe nordique », *Union paysanne, le journal*, 1(8), mai 2004, p. 7; Sylvie Berthaud, « La Petite Cornue vous séduira », *Union paysanne, le journal*, 1(3), novembre 2003, p. 6-7. M. Normand Beaudette : « Je vise l'autonomie sur ma ferme. C'est un projet à long terme : réussir à faire mes travaux avec la motricité animale. Tu gaspilles de l'énergie avec un tracteur 100 forces, alors que les chevaux sont l'idéal pour certains travaux. Il suffit par exemple d'un moteur de 9 forces installé derrière eux pour râtelier et faner le foin. » (Cité dans Sylvie Berthaud, « La flamme paysanne », *Union paysanne, le Journal*, 1(3), novembre 2003, p. 6.)

³⁵ Denis Bouchard, « Union paysanne québécoise », Chicoutimi, *Le Quotidien*, 5 décembre 2001, p. 15.

³⁶ Lucie Paquet, « Une herboriste en colère », *Union paysanne, le journal*, 1(4), décembre 2003-janvier 2004, p. 7.

³⁷ Cité dans Roméo Bouchard, « Le cauchemar des fromagers fermiers », *Union paysanne, le journal*, no. 11, novembre-décembre 2004, p. 6.

³⁸ Cité dans Raynald Laflamme (propos recueillis par), « Ce qu'ils ont dit », *Union paysanne, le Journal*, 1(1), septembre 2003, p. 7.

³⁹ Hélène et François Gariépy, « La Ferme de la Colline... », *Union paysanne, le journal*, 1(5), février 2004, p. 7.

⁴⁰ Cité dans Roméo Bouchard, « Le Chevalier Mailloux dépose les armes... et repart en guerre! », *Union paysanne, le journal*, 2(1), septembre 2004, p. 7.

⁴¹ Ian Segers, « Quand le terroir doit goûter la même chose », *Union paysanne, le journal*, 1(4), décembre 2003-janvier 2004, p. 8-9.

⁴² Citée dans Roméo Bouchard, « L'agriculture n'est plus rentable! », *Union paysanne, le journal*, no. 11, novembre-décembre 2004, p. 8-9.

⁴³ Cité dans Anonyme, « Abitibi-Témiscamingue, le retour des paysans », *Union paysanne, le journal*, 1(8), mai 2004, p. 6.

⁴⁴ Yolande Lavigueur, « Jardin des anges.com », *Union paysanne, le journal*, 1(5), février 2004, p. 6.

⁴⁵ Entretien 007.

⁴⁶ Cité dans Judith Lachapelle, « Le retour des paysans », Montréal, *La Presse*, 8 décembre 2001, p. A33.

⁴⁷ Citée dans Raynald Laflamme (propos recueillis par), « Ce qu'ils ont dit », *op. cit.*

⁴⁸ *Ibid.* Voir aussi Entretien 011.

⁴⁹ Entretien 001.

⁵⁰ *Ibid.*

⁵¹ Entretien 015.

⁵² Entretien 004.

⁵³ Entretien 001.

⁵⁴ Entretien 013.

⁵⁵ Entretien 014.

⁵⁶ Citée dans Roger Levasseur, « Denise Gendron. Femme de tête, elle prône la protection environnementale pour une meilleure qualité de vie », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 28 janvier 2002, p. 7.

⁵⁷ Entretien 008.

⁵⁸ Entretien 003.

⁵⁹ Entretien 014.

⁶⁰ Entretien 013.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² Citée dans Anne-Louise Champagne, « Des brèches apparaissent à l'Union paysanne », Québec, *Le Soleil*, 27 juin 2002, p. A3.

⁶³ Citée dans *La Presse canadienne*, « Première crise à l'Union paysanne », Trois-Rivières, *Le Nouvelliste*, 11 juillet 2002, p. 16. Voir aussi Judith Lachapelle, « L'Union paysanne vit sa première crise interne », Montréal, *La Presse*, 12 juillet 2002, p. E3; Fabien Deglise, « L'Union paysanne bat de l'aile », Montréal, *Le Devoir*, 11 juillet 2002, p. A3.

⁶⁴ Cité dans Fabien Deglise, « L'Union paysanne bat de l'aile », *op. cit.* Voir aussi Marc Saint-Pierre, « Une autre démission à l'Union paysanne », Québec, *Le Soleil*, 24 juillet 2002, p. A4. *La Presse canadienne*, « Un autre représentant de l'Union paysanne a décidé de tirer sa révérence », Montréal, *La Presse*, 24 juillet 2002, p. E3. Repris en partie dans « Une autre démission à l'Union paysanne », Montréal, *Le Bulletin des agriculteurs*, 29 juillet 2002.

⁶⁵ Gilles Gagné, « La dissension ne menace pas l'Union paysanne », Québec, *Le Soleil*, 27 juillet 2002, p. A5.

⁶⁶ Union paysanne, « Principales décisions du conseil national tenu à Montréal le 21 septembre 2002 », document interne, p. 1.

⁶⁷ Entretien 016.